

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME LXX

1928

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 1622. — Grèce :	
Protocole pour la stabilisation de la monnaie et la liquidation des arriérés budgétaires de l'Etat hellénique et pour poursuivre l'œuvre d'établissement des réfugiés grecs, avec annexes. Signé à Genève, le 15 septembre 1927	9
N° 1623. — France, Grande-Bretagne et Italie :	
Déclaration relative au protocole signé par la Grèce, le 15 septembre 1927. Signée à Genève, le 8 décembre 1927	73
N° 1624. — Estonie et Turquie :	
Traité d'amitié. Signé à Varsovie, le 1 ^{er} décembre 1924	77
N° 1625. — Allemagne et Danemark :	
Echange de notes concernant les droits d'entrée applicables en Allemagne aux issues de boucherie destinées à la consommation et provenant du Danemark. Berlin, le 8 octobre 1927	83
N° 1626. — Finlande et Grèce :	
Traité de commerce et de navigation. Signé à Helsinki, le 18 décembre 1926	89
N° 1627. — Allemagne et Commission de gouvernement du Territoire de La Sarre :	
Accord au sujet de facilités à accorder, à titre de mesure exceptionnelle, aux fonctionnaires allemands mis à la disposition de la Commission de gouvernement, pour permettre à ces fonctionnaires de faire face à leurs dépenses effectuées en Reichsmarks, au cours des périodes écoulées. Signé à Trèves, le 23 novembre 1926	105
N° 1628. — France et Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre :	
Convention au sujet de la circulation des automobiles en France et en Sarre. Signée à Paris, 14 avril 1927	115

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME LXX

1928

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS

	Pages
No. 1622. — Greece :	
Protocol for the Stabilisation of the Currency and Liquidating Budget Arrears of the Hellenic State and for the further Settlement of Greek Refugees, with Annexes. Signed at Geneva, September 15, 1927	9
No. 1623. — France, Great Britain and Italy :	
Declaration regarding the Protocol signed by Greece, September 15, 1927. Signed at Geneva, December 8, 1927	73
No. 1624. — Estonia and Turkey :	
Treaty of Friendship. Signed at Warsaw, December 1, 1924... ..	77
No. 1625. — Germany and Denmark :	
Exchange of Notes concerning the Import Duties applicable in Germany to Butchers' Offal of Danish Origin intended for Consumption. Berlin, October 8, 1927	83
No. 1626. — Finland and Greece :	
Treaty of Commerce and Navigation. Signed at Helsinki, December 18, 1926	89
No. 1627. — Germany and Saar Territory Governing Commission :	
Agreement concerning the Granting of Relief, as an exceptional Measure, to German Officials placed at the Disposal of the Governing Commission, in respect of Expenditure in Reichsmarks incurred by the said Officials in the past. Signed at Trèves, November 23, 1926... ..	105
No. 1628. — France and Saar Territory Governing Commission :	
Agreement concerning the Circulation of Motor Vehicles in France and the Saar. Signed at Paris, April 14, 1927	115

	Pages
N° 1629. — Allemagne et Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre.	
Accord relatif aux assurances sociales du Territoire de la Sarre, avec annexe. Signé à Heidelberg, le 13 octobre 1927	121
N° 1630. — France et Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre :	
Déclaration au sujet de la « Cautio judicatum solvi ». Signée à Paris, le 14 décembre 1927	157
N° 1631. — France et Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre :	
Déclaration au sujet de l'assistance judiciaire. Signée à Paris, le 14 décembre 1927	163
N° 1632. — France et Norvège :	
Accord relatif aux relations scientifiques, littéraires et scolaires. Signé à Paris, le 21 novembre 1927	167
N° 1633. — Guatémala et Italie :	
Traité de commerce et de navigation. Signé à Guatémala, le 15 septembre 1926	175
N° 1634. — Finlande et Suède :	
Convention concernant l'exploitation en commun de la pêche du saumon dans les fleuves de Tornea (Tornio) et de Muonio, avec déclarations et règlements y annexés. Signée à Helsingfors, le 10 mai 1927	201
N° 1635. — Norvège et Union des Républiques soviétistes socialistes :	
Echange de notes au sujet de la communication réciproque des cas d'arrestations des ressortissants d'un pays opérées dans l'autre pays. Moscou, les 26 octobre 1927 et 16 janvier 1928	239
N° 1636. — Danemark et Union des Républiques soviétistes socialistes :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à la reconnaissance réciproque des marques de fabrique. Moscou, le 23 décembre 1927	245
N° 1637. — Allemagne et Norvège :	
Accord relatif à l'abolition, à partir du 1 ^{er} février 1928, du visa obligatoire des passeports entre les deux pays. Signé à Oslo, le 17 janvier 1928	251
N° 1638. — Pologne et Tchécoslovaquie :	
Accord concernant l'échange des actes des anciennes autorités militaires autrichiennes, hongroises et austro-hongroises. Signé à Varsovie, le 8 février 1927	261
N° 1639. — Pologne et Tchécoslovaquie :	
Accord concernant la répartition des actes déposés jusqu'à ce jour auprès des autorités autrichiennes. Signé à Varsovie, le 8 février 1927	275
N° 1640. — Pologne et Tchécoslovaquie :	
Accord concernant la répartition des actes et des archives de chemins de fer. Signé à Varsovie, le 8 février 1927	289

	Pages
No. 1629. — Germany and Saar Territory Governing Commission.	
Agreement regarding Social Insurance in the Saar Territory, with Annex. Signed at Heidelberg, October 13, 1927	121
No. 1630. — France and Saar Territory Governing Commission :	
Declaration regarding the "Cautio judicatum solvi". Signed at Paris, December 14, 1927	157
No. 1631. — France and Saar Territory Governing Commission :	
Declaration regarding Legal Assistance. Signed at Paris, December 14, 1927	163
No. 1632. — France and Norway :	
Agreement regarding Scientific, Literary and Educational Relations. Signed at Paris, November 21, 1927	167
No. 1633. — Guatemala and Italy :	
Treaty of Commerce and Navigation. Signed at Guatemala, September 15, 1926	175
No. 1634. — Finland and Sweden :	
Convention concerning the Joint Exploitation of the Salmon Fisheries in the Tornea (Tornio) and Muonio Rivers, with Declarations and Regulations annexed thereto. Signed at Helsingfors, May 10, 1927	201
No. 1635. — Norway and Union of Socialist Soviet Republics :	
Exchange of Notes regarding mutual Notification in the Case of Nationals of either Country being arrested in the other. Moscow, October 26, 1927 and January 16, 1928	239
No. 1636. — Denmark and Union of Socialist Soviet Republics :	
Exchange of Notes constituting an Arrangement with regard to the reciprocal Recognition of Trade Marks. Moscow, December 23, 1927	245
No. 1637. — Germany and Norway :	
Agreement relating to the Abolition as from February 1, 1928, of compulsory Passport Visas between the two Countries. Signed at Oslo, January 17, 1928	251
No. 1638. — Poland and Czechoslovakia :	
Agreement regarding the Exchange of Acts of the Former Austrian, Hungarian and Austro-Hungarian Military Authorities. Signed at Warsaw, February 8, 1927	261
No. 1639. — Poland and Czechoslovakia :	
Agreement regarding the Disposal of Acts deposited up to the present Date with the Austrian Authorities. Signed at Warsaw, February 8, 1927	275
No. 1640. — Poland and Czechoslovakia :	
Agreement regarding the Disposal of Railway Acts and Archives. Signed at Warsaw, February 8, 1927	289

	Pages
N° 1641. — Pologne et Tchécoslovaquie :	
Déclaration concernant le prêt réciproque des actes plus anciens que ceux mentionnés à l'article 23, alinéa <i>d</i> , de la Convention juridique et financière du 23 avril 1925. Signée à Varsovie, le 8 février 1927	299
N° 1642. — Union Sud-Africaine et Portugal :	
Accord concernant la frontière entre le territoire sous mandat du Sud-Ouest Africain et l'Angola. Signé au Cap, le 22 juin 1926	305
N° 1643. — Union Sud-Africaine et Portugal :	
Accord concernant l'utilisation des eaux de la rivière Kunene en vue d'installations de forces hydrauliques, d'inondation et d'irrigation dans le territoire sous mandat du Sud-Ouest Africain. Signé au Cap, le 1 ^{er} juillet 1926	315
N° 1644. — Finlande et Turquie :	
Convention de commerce et de navigation, avec protocole de signature. Signés à Angora, le 2 juin 1926	329
N° 1645. — Autriche et Finlande :	
Convention de commerce et de navigation, avec protocole de signature. Signés à Vienne, le 8 août 1927	349
N° 1646. — Pays-Bas et Suède :	
Echange de notes comportant un arrangement concernant la communication réciproque des condamnations prononcées dans l'un des Etats contre les ressortissants de l'autre. Stockholm, le 30 décembre 1927	365
N° 1647. — Union économique belgo-luxembourgeoise et Royaume des Serbes, Croates et Slovènes :	
Traité de commerce et de navigation, avec protocole de signature. Signé à Bruxelles, le 16 décembre 1926... ..	371
N° 1648. — Estonie et Union des Républiques soviétistes socialistes :	
Convention concernant le règlement des conflits de frontière et protocole y relatif. Signés à Tallinn, le 8 août 1927	401
N° 1649. — Allemagne et Pologne :	
Protocole concernant l'ouverture de routes douanières et d'autres points de passage à la frontière polono-allemande, signé à Poznan, le 2 décembre 1925, et protocole additionnel, signé à Poznan, le 27 octobre 1927	427
N° 1650. — Allemagne, Ville Libre de Dantzig et Pologne :	
Accord relatif à l'application de l'article 312 du Traité de Versailles du 28 juin 1919. Signé à Berlin, le 24 janvier 1927	453

	Pages
No. 1641. — Poland and Czechoslovakia :	
Declaration regarding the mutual Loan of Acts prior to those mentioned in Paragraph <i>d</i> of Article 23 of the Legal and Financial Convention of April 23, 1925. Signed at Warsaw, February 8, 1927	299
No. 1642. — Union of South Africa and Portugal :	
Agreement in relation to the Boundary between the Mandated Territory of South West Africa and Angola. Signed at Cape Town, June 22, 1926	305
No. 1643. — Union of South Africa and Portugal :	
Agreement regulating the Use of the Waters of the Kunene River for the purposes of generating Hydraulic Power and of Inundation and Irrigation in the Mandated Territory of South West Africa. Signed at Cape Town, July 1, 1926... ..	315
No. 1644. — Finland and Turkey :	
Convention of Commerce and Navigation, with Protocol of Signature. Signed at Angora, June 2, 1926	329
No. 1645. — Austria and Finland :	
Convention of Commerce and Navigation, with Protocol of Signature. Signed at Vienna, August 8, 1927	349
No. 1646. — The Netherlands and Sweden :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the mutual Notification of Sentences passed in one of the States against Nationals of the other. Stockholm, December 30, 1927	365
No. 1647. — Economic Union of Belgium and Luxemburg and Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes :	
Treaty of Commerce and Navigation, with Protocol of Signature. Signed at Brussels, December 16, 1926... ..	371
No. 1648. — Estonia and Union of Socialist Soviet Republics :	
Agreement regarding the Settlement of Frontier Disputes, and Protocol relating thereto. Signed at Tallinn, August 8, 1927	401
No. 1649. — Germany and Poland :	
Protocol concerning the Opening of Customs Roads and other Crossings at Points on the German-Polish Frontier, signed at Poznan, December 2, 1925, and Additional Protocol, signed at Poznan, October 27, 1927	427
No. 1650. — Germany, Free City of Danzig and Poland :	
Agreement regarding the Application of Article 312 of the Treaty of Versailles of June 28, 1919. Signed at Berlin, January 24, 1927	453

N° 1622.

GRÈCE

Protocole pour la stabilisation de la monnaie et la liquidation des arriérés budgétaires de l'Etat hellénique et pour poursuivre l'œuvre d'établissement des réfugiés grecs, avec annexes. Signé à Genève, le 15 septembre 1927.

GREECE

Protocol for the Stabilisation of the Currency and Liquidating Budget Arrears of the Hellenic State and for the further Settlement of Greek Refugees, with Annexes. Signed at Geneva, September 15, 1927.

No. 1622. — PROTOCOL¹ FOR THE STABILISATION OF THE CURRENCY AND LIQUIDATING BUDGET ARREARS OF THE HELLENIC STATE AND FOR THE FURTHER SETTLEMENT OF GREEK REFUGEES, SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 15, 1927,

Textes officiels anglais et français. Ce protocole a été enregistré par le Secrétariat, conformément à ses dispositions finales, le 12 janvier 1928, jour de son entrée en vigueur.

Whereas the Hellenic Government has requested the Council of the League of Nations to approve the issue by that Government, under the auspices of the League of Nations, of a loan the yield of which shall be applied for the purposes of stabilising the Greek currency, of liquidating budget arrears of the Hellenic State and continuing the work of the settlement of Greek refugees ;

And whereas, by the declaration hereto annexed (Annex I), the Governments represented on the International Financial Commission established by the Hellenic Law of February 26th, 1898, have agreed to the performance by that body of the duties below assigned to it ;

And whereas the Council has approved for this purpose the provisions of the present Protocol :

The undersigned, duly authorised for the purpose, accepts on behalf of Greece the following provisions :

Article I.

ISSUE OF A LOAN.

1. The Hellenic Government may issue a loan for the above-mentioned purposes yielding an effective sum equivalent to not more than nine millions sterling, which sum shall be integrally made available as hereinafter provided. The expenses of issue, negotiation and delivery shall be added to the capital of the loan as fixed above.

2. The capital and interest of the loan mentioned in paragraph 1 above, shall be paid by the Hellenic Government free of all deduction in respect of taxes, dues or charges present and future for the benefit of the Hellenic State.

3. The terms on which the loan is issued shall include provisions as to the amounts which, at the intervals fixed by such terms, shall be set aside by the International Financial Commission for the service of the loan, including interest, amortisation and all charges, commissions or other payments to be met by the Hellenic Government in connection therewith.

4. The conditions of the loan as to issue price, rate of interest, expenses of issue, negotiation and delivery, shall be at least as favourable to the Hellenic Government as those of the Refugee Loan of 1924. The period of amortisation shall not be less than thirty years. The agreements

¹ Ratifié par la Grèce, le 12 janvier 1928.

N^o 1622. — PROTOCOLE ¹ POUR LA STABILISATION DE LA MONNAIE ET LA LIQUIDATION DES ARRIÉRÉS BUDGÉTAIRES DE L'ÉTAT HELLÉNIQUE ET POUR POURSUIVRE L'OEUVRE D'ÉTABLISSEMENT DES RÉFUGIÉS GRECS, SIGNÉ A GENÈVE, LE 15 SEPTEMBRE 1927.

English and French official texts. This Protocol was registered with the Secretariat in accordance with its final provisions, January 12, 1928, the date of its entry into force.

Considérant que le Gouvernement hellénique a prié le Conseil de la Société des Nations d'approuver l'émission par ce gouvernement, sous les auspices de la Société des Nations, d'un emprunt dont le produit serait destiné à stabiliser la monnaie grecque, à liquider les arriérés budgétaires de l'État hellénique et à poursuivre l'œuvre d'établissement des réfugiés grecs ;

Considérant que, par la déclaration ci-annexée (Annexe I), les gouvernements représentés à la Commission financière internationale, créée par la loi hellénique du 26 février 1898, ont accepté que cette organisation s'acquittât des fonctions qui lui sont assignées ci-dessous :

Considérant que le Conseil a approuvé, à cette fin, les dispositions du présent protocole,

Le soussigné, dûment autorisé à cet effet, déclare accepter, au nom de la Grèce, les dispositions suivantes :

Article premier.

EMISSION D'UN EMPRUNT.

1. Le Gouvernement hellénique pourra émettre, pour les fins susmentionnées, un emprunt dont le produit effectif sera équivalent à neuf millions de livres sterling au maximum. Cette somme sera intégralement rendue disponible dans les conditions prévues ci-après. Les frais d'émission, de négociation et de livraison des titres de l'emprunt seront ajoutés au capital de l'emprunt, tel qu'il est fixé ci-dessus.

2. Le capital et les intérêts de l'emprunt envisagé à l'alinéa 1 ci-dessus, seront payés par le Gouvernement hellénique sans aucune déduction à titre d'impôts, droits ou charges, présents ou futurs, au bénéfice de l'État hellénique.

3. Parmi les conditions d'émission de l'emprunt devront figurer des dispositions relatives aux sommes qui, aux intervalles stipulés par ces conditions, seront prélevées par la Commission financière internationale pour le service de l'emprunt, y compris l'intérêt, l'amortissement et toutes charges, commissions ou autres paiements incombant au Gouvernement hellénique à l'occasion dudit emprunt.

4. Les conditions de l'emprunt, en ce qui concerne le cours d'émission, le taux d'intérêt, les frais d'émission, de négociation et de livraison seront au moins aussi favorables au Gouvernement hellénique que celles qui s'appliquent à l'emprunt des réfugiés de 1924. La période d'amortissement

¹ Ratified by Greece, January 12, 1928.

for the conclusion of the loan shall conform to the dispositions of the present Protocol, and a person will be appointed by the Financial Committee to declare that the above conditions have been fulfilled. He shall also approve the terms of any reference to the League of Nations in the prospectus of the loan.

Article II.

SECURITIES.

1. The Hellenic Government will furnish as securities for the loan the revenues at present under the control of the International Financial Commission established by the Law of February 26th, 1898, in so far as the yield of these revenues is not required for the service of the loans having a prior charge upon the said revenues at the date of signature of this Protocol and as indicated in Annex II to this Protocol.

2. The amounts required for the service of the loan shall be and remain a charge on the revenues mentioned in paragraph 1 above, ranking immediately after such prior charge upon the said revenues as may be in existence at the date of signature of this Protocol, and the Hellenic Government acknowledges that such revenues shall stand charged accordingly.

3. If it is ascertained that the yield during half of any financial year of the revenues mentioned in paragraph 1 above has not, after deduction of the amounts required for the service of the loans which constitute the prior charge thereon, amounted to 150 per cent of one-half of the annual sum required to meet the service of the loan, the International Financial Commission shall require that additional revenues or assets, to be selected by the Hellenic Government and sufficient to ensure the immediate restoration of the yield of those revenues to an amount satisfying the above condition, shall be assigned as security for the loan and be placed under its control; and the Hellenic Government hereby undertakes to comply within fourteen days with the demand of the International Financial Commission.

The Hellenic Government shall have the right of appeal to the Council of the League of Nations within fourteen days of the notification of the demand of the International Financial Commission on the ground that there is not the alleged deficiency in the yield of the revenues. Notwithstanding such appeal, the Hellenic Government shall comply with the demands of the International Financial Commission pending the decision of the Council.

If the International Financial Commission is of opinion that such additional revenues or assets as are selected by the Hellenic Government in accordance with the foregoing provisions are not sufficient, it may, not later than thirty days from the date on which it is informed of the selection made by the Hellenic Government, report the matter to the Council of the League of Nations, whose decision shall be final.

4. The service of the loan shall be assured by the International Financial Commission. Subject to the obligations resulting from prior charges thereon, the revenues above mentioned shall be held and applied by the International Financial Commission for the purpose of meeting the periodical service of the loan and of making up any past defaults, should they have occurred; and any balances shall be reimbursed to the Hellenic Government.

Article III.

EMPLOYMENT OF THE LOAN.

The Hellenic Government undertakes that the yield of the loan shall be applied only for the purposes and in strict accordance with the procedure set out in Articles IV, V, VI and VII below.

ne sera pas inférieure à trente années. Les contrats pour la conclusion de l'emprunt seront conformes aux dispositions du présent protocole et une personne sera nommée par le Comité financier pour déclarer que les conditions ci-dessus sont remplies. Cette personne approuvera également les termes de toute référence à la Société des Nations dans le prospectus de l'emprunt.

Article II.

GARANTIES DE L'EMPRUNT.

1. Le Gouvernement hellénique affectera à la garantie de l'emprunt, les recettes actuellement placées sous le contrôle de la Commission financière internationale créée en vertu de la loi du 26 février 1898, dans la mesure où le produit de ces recettes n'est pas exigé pour le service des emprunts ayant un droit de priorité sur lesdites recettes à la date de la signature du présent protocole et énumérés à l'annexe II de ce protocole.

2. Les sommes nécessaires au service de l'emprunt constitueront et demeureront sur les revenus mentionnés au paragraphe 1 ci-dessus, un privilège prenant rang immédiatement après les privilèges antérieurs qui peuvent exister sur lesdites recettes à la date de la signature du présent protocole ; et le Gouvernement hellénique reconnaît que ces recettes seront, en conséquence, grevées dudit privilège.

3. S'il est constaté que, au cours de la moitié d'un exercice quelconque, le produit des recettes mentionnées au paragraphe 1 ci-dessus ne s'est pas élevé, déduction faite des sommes nécessaires au service des emprunts bénéficiant d'un privilège antérieur sur lesdites recettes, à 150 % de la moitié de la somme annuelle nécessaire au service de l'emprunt, la Commission financière internationale demandera au Gouvernement hellénique de choisir des recettes ou avoirs additionnels suffisants pour porter immédiatement le produit des recettes affectées en garantie à un chiffre répondant à la condition ci-dessus mentionnée, d'affecter ses recettes et avoirs supplémentaires à la garantie de l'emprunt et de les placer sous le contrôle de la Commission financière internationale ; le Gouvernement hellénique s'engage, par les présentes, à donner satisfaction, dans les quatorze jours, à la demande ainsi présentée par la Commission financière internationale.

Le Gouvernement hellénique, dans les quatorze jours de la notification de la requête formulée par la Commission financière internationale, aura le droit de faire appel au Conseil de la Société des Nations en fondant son appel sur le fait que le produit des recettes n'accuse pas le déficit allégué. Néanmoins, en attendant la décision du conseil, le Gouvernement hellénique donnera satisfaction aux demandes de la Commission financière internationale.

Dans le cas où la Commission financière internationale estimerait que les revenus ou avoirs additionnels choisis par le Gouvernement hellénique, conformément aux dispositions ci-dessus, ne sont pas suffisants, elle pourra, trente jours au plus à partir de la date à laquelle elle aura été informée du choix fait par le Gouvernement hellénique, soumettre la question au Conseil de la Société des Nations, dont la décision sera sans appel.

4. Le service de l'emprunt sera assuré par la Commission financière internationale. Sous réserve des obligations résultant des privilèges antérieurs dont elles sont grevées, les recettes énumérées ci-dessus seront détenues et utilisées par la Commission financière internationale en vue de faire face au service régulier de l'emprunt et de liquider tous manquements qui auraient pu se produire dans le passé ; les soldes éventuels seront reversés au Gouvernement hellénique.

Article III.

UTILISATION DE L'EMPRUNT.

Le Gouvernement hellénique s'engage à ce que le produit de l'emprunt ne soit utilisé que pour les fins prévues et conformément à la procédure établie aux articles IV, V, VI et VII ci-dessous.

Article IV.

BANK OF ISSUE.

1. A new and independent Bank, to be called the Bank of Greece, shall be established in Greece as soon as possible and shall commence business not later than six months after the issue of the loan, in accordance with the draft Agreement between the Hellenic Government and the National Bank of Greece and the draft Statutes annexed hereto (Annexes III and IV, The said Bank shall perform the functions assigned to it in the said agreement and statutes, and, in particular, it shall effect and maintain the stabilisation of the Greek currency in relation to gold and the centralisation at the Bank of all the receipts and payments of the State and of the State enterprises.

2. The Hellenic Government undertakes to take all necessary steps to effect the legal stabilisation of the Greek currency in relation to gold as from the day on which the Bank of Greece commences business.

3. For the purpose of stabilising the Greek currency, one-third of the yield of the loan (three millions sterling) shall be employed by the Hellenic Government in repaying part of the State debts which the Bank of Greece will take over from the National Bank of Greece.

Article V.

BUDGET.

1. The Hellenic Government undertakes to make, and to persist in making, every effort to keep the budget within the limit of about 9,000 million drachmas, until the end of the financial year 1929-30, and to maintain thereafter a complete equilibrium between the current revenue and current expenses of the State, current expenses being taken to mean all expenditure except such capital outlay for revenue-producing purposes as may be provided for from other sources.

2. The Hellenic Government undertakes to reimburse as soon as possible out of such part of the yield of the loan as is not allocated for other purposes under Articles IV above and VI below the liabilities enumerated in Annex V of this Protocol.

The Hellenic Government declares that the amount of its available resources, together with the said part of the loan, will suffice for the fulfilment of this undertaking.

3. The Hellenic Government shall, in accordance with Article VII below, request the issuing houses to pay the part of the loan mentioned in paragraph 2 above, directly to the National Bank of Greece for the account of the Hellenic Government until the date on which the Bank of Greece commences business and after that date to the Bank of Greece.

4. The National Bank of Greece and, after it has commenced business, the Bank of Greece will hold the sums to be used in accordance with paragraph 2 above for the Hellenic Government in a special account. On the date on which the Bank of Greece commences business, the National Bank of Greece shall transfer to the Bank of Greece any sums which it may hold on behalf of the Hellenic Government under the terms of the present article.

5. The Hellenic Government will use the sums to be used in accordance with paragraph 2 above for the payment of the liabilities described in Annex V, and the National Bank of Greece, or the Bank of Greece, as the case may be, shall not effect payments out of the account to be established in accordance with paragraph 4 above, except upon the receipt of due certificates from the independent Central Audit Office of the Hellenic State that the payments in question are in respect of the said liabilities.

6. If certain of the liabilities enumerated in Annex V shall have been reimbursed by the Treasury of the Hellenic State out of its own resources before the yield of the loan shall have become

Article IV.

BANQUE D'ÉMISSION.

1. Une banque nouvelle et indépendante, qui prendra le nom de Banque de Grèce, sera établie en Grèce aussitôt que possible et commencera ses opérations au plus tard six mois après l'émission de l'emprunt, conformément au projet de convention entre le Gouvernement hellénique et la Banque nationale de Grèce et au projet de statuts ci-annexés (Annexes III et IV). Cette banque assumera les fonctions qui lui seront assignées dans ladite convention et lesdits statuts ; en particulier, elle réalisera et maintiendra la stabilisation de la monnaie grecque par rapport à l'or, ainsi que la centralisation à la banque de toutes les recettes et de tous les paiements de l'Etat et des entreprises de l'Etat.

2. Le Gouvernement hellénique s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour effectuer la stabilisation légale de la monnaie grecque par rapport à l'or, à dater du jour où la Banque de Grèce commencera ses opérations.

3. En vue de stabiliser la monnaie grecque, le Gouvernement hellénique utilisera un tiers du produit de l'emprunt (trois millions de livres sterling) pour rembourser une partie de la dette de l'Etat qui aura été transférée par la Banque nationale de Grèce à la Banque de Grèce.

Article V.

BUDGET.

1. Le Gouvernement hellénique prend l'engagement d'appliquer, dès maintenant et par la suite, tous ses efforts au maintien du budget, jusqu'à la fin de l'exercice financier 1929-30, dans les limites d'environ 9.000 millions de drachmes et au maintien, par la suite, d'un équilibre parfait entre les dépenses et les recettes courantes de l'Etat, les dépenses courantes comprenant toutes les dépenses, à l'exclusion des dépenses de capital effectuées en vue de buts productifs de revenus et au moyen de fonds provenant d'autres sources.

2. Le Gouvernement hellénique s'engage à rembourser aussitôt que possible, sur la partie du produit de l'emprunt qui n'est pas affectée à d'autres fins, en vertu des articles IV ci-dessus et VI ci-dessous, les engagements énumérés à l'annexe V du présent protocole. Le Gouvernement hellénique déclare que le montant de ses ressources disponibles joint à ladite partie de l'emprunt suffira pour lui permettre de remplir le présent engagement.

3. Le Gouvernement hellénique, conformément à l'article VII ci-dessous, invitera les établissements d'émission à verser la partie de l'emprunt visée au paragraphe 2 ci-dessus, directement à la Banque nationale de Grèce pour le compte du Gouvernement hellénique, jusqu'à la date du commencement des opérations de la Banque de Grèce ; après cette date, les versements seront effectués directement à la Banque de Grèce.

4. La Banque nationale de Grèce et, à partir du commencement de ses opérations, la Banque de Grèce détiendront les sommes qui doivent être utilisées conformément au paragraphe 2 ci-dessus, dans un compte spécial, au nom du Gouvernement hellénique. Le jour où la Banque de Grèce commencera ses opérations, la Banque nationale de Grèce transférera à ladite banque toutes sommes qu'elle pourrait détenir au nom du Gouvernement hellénique en vertu du présent article.

5. Le Gouvernement hellénique utilisera les sommes dont l'emploi a été prévu dans le paragraphe 2 ci-dessus, au règlement des engagements énumérés dans l'annexe V et la Banque nationale de Grèce ou la Banque de Grèce, selon le cas, n'effectueront de paiements sur le compte à établir conformément à l'alinéa 4 ci-dessus, qu'au vu de pièces officielles émanant de la Cour des Comptes de l'Etat hellénique et certifiant que les paiements en question sont afférents à la liquidation desdites dettes.

6. Si certains des arriérés énumérés dans l'annexe avaient été remboursés par le Trésor hellénique sur ses propres ressources avant que le produit de l'emprunt fût devenu disponible,

available, the Treasury may request the National Bank, or the Bank of Greece, as the case may be, to liberate the amounts thus reimbursed on receipt of due certificates from the independent Central Audit Office, in regard to each item, that the expenditure so incurred is in respect of the reimbursement of the liabilities enumerated in the aforesaid annex.

7. The Hellenic Government undertakes to transmit, during a period of three years after the date of the signature of this Protocol, to the Council of the League of Nations every three months a report on its budget situation, and in particular a statement showing by Ministries the amounts still payable in respect of the liabilities described in Annex V, and a detailed statement by the National Bank of Greece, or the Bank of Greece as the case may be, of the amounts paid out of the aforesaid account in respect of the said liabilities.

8. Within six months of the end of each financial year, the independent Central Audit Office will check the payments made in accordance with paragraph 2 above with the relevant documents, and will issue a public statement of the results of its examination, a copy of which shall be transmitted to the Council of the League of Nations.

9. The Hellenic Government undertakes to proceed to the creation of a new system of public accounting in conformity with the principle of the unity of the State budget, and of the centralisation at the Bank of Greece of all the receipts and payments of the State and of the State enterprises. The said system shall include, in particular, cash accounting, supplemented by liability accounting and the monthly publication of statements showing the cash position of the Treasury, the receipts and expenditure on account of the budget, the position of Treasury liabilities and the position of the public debt.

The centralisation of accounts at the Bank shall be carried out in accordance with the plan set out summarily in Annex VI of the present Protocol.

Article VI.

SETTLEMENT OF REFUGEES.

One-third of the yield of the loan (three million pounds sterling) shall be employed for the settlement of Greek refugees. The said sum shall be employed by the Refugee Settlement Commission in accordance with the provisions of the Protocol¹ signed at Geneva on September 29th, 1923, and modified² on September 19, 1924, and of the Organic Statutes annexed thereto, and for the purposes described in the said Protocol and Statutes and for such other purposes connected with promoting the establishment of refugees in productive work as may from time to time, on the proposal of the Refugee Settlement Commission, be approved by the Council of the League of Nations.

Article VII.

ALLOCATION OF LOAN INSTALMENTS.

1. The several instalments of the loan shall be allocated for the purposes specified in Articles IV, V and VI in the proportions resulting therefrom. The said proportions may be altered for any particular instalment by the Hellenic Government in agreement with the President of the Financial Committee, provided that the ultimate allocation of the total yield of the loan complies with the requirements of the said articles; and instructions shall be given by the Hellenic Government to the issuing houses to pay over the said instalments directly to the National Bank of Greece, or the Bank of Greece, as the case may be, and to the Refugee Settlement Commission in the proportions so determined.

¹ Vol. XX, page 29, de ce recueil.

² Vol. XXX, page 413, de ce recueil.

le Trésor hellénique pourrait obtenir de la Banque nationale et ultérieurement de la Banque de Grèce, la libération des sommes ainsi remboursées, sur production de certificats de la Cour des Comptes attestant, pour chaque article, que la dépense est bien relative au remboursement d'arriérés énumérés dans l'annexe précitée.

7. Le Gouvernement hellénique s'engage à transmettre au Conseil de la Société des Nations, tous les trois mois, durant une période de trois ans à dater de la signature du présent protocole, un rapport sur sa situation budgétaire et, en particulier, un relevé détaillé indiquant, par ministère, les montants qui resteront à verser en ce qui concerne les engagements énumérés à l'annexe V. Il transmettra également un relevé détaillé, établi par la Banque nationale de Grèce ou par la Banque de Grèce, selon le cas, et indiquant les sommes prélevées sur le compte susmentionné au titre desdits engagements.

8. Dans les six mois qui suivront la fin de chaque année financière, la Cour des Comptes examinera sur pièces la régularité des opérations effectuées en vertu du paragraphe 2 ci-dessus et fera connaître dans une déclaration publique, dont copie sera transmise au Conseil de la Société des Nations, les résultats de son examen.

9. Le Gouvernement hellénique s'engage à procéder à la création d'un nouveau système de comptabilité publique satisfaisant aux principes de l'unité budgétaire et de la centralisation à la Banque de Grèce de toutes les recettes et dépenses de l'Etat ou des entreprises de l'Etat. Ledit système comportera, en particulier, l'établissement d'un compte de caisse complété par un compte des engagements, ainsi que la publication mensuelle d'états révélant la situation de caisse, les recettes et dépenses budgétaires, la situation des engagements du Trésor et celle de la dette publique.

La centralisation des comptes à la banque s'effectuera d'après le plan résumé dans l'annexe VI au présent protocole.

Article VI.

ETABLISSEMENT DES RÉFUGIÉS.

Le tiers du produit de l'emprunt (trois millions de livres sterling) sera utilisé à l'établissement des réfugiés grecs. Ladite somme sera employée par l'Office autonome pour l'établissement des réfugiés conformément aux dispositions du Protocole¹ signé à Genève le 29 septembre 1923 et modifié² le 19 septembre 1924, ainsi que du Statut organique y annexé et pour les fins mentionnées auxdits protocole et statut, ainsi que pour toutes autres fins visant l'établissement des réfugiés dans des occupations productives, qui, de temps à autre et sur la proposition de l'Office autonome, seraient approuvées par le Conseil de la Société des Nations.

Article VII.

AFFECTATION DES VERSEMENTS SUR LE PRODUIT DE L'EMPRUNT.

1. Les divers versements sur le produit de l'emprunt seront affectés aux fins spécifiées dans les articles IV, V et VI, suivant les proportions résultant desdits articles. Ces proportions pourront être modifiées, pour l'un quelconque desdits versements, par le Gouvernement hellénique, d'accord avec le président du Comité financier, sous réserve que l'affectation définitive du produit total de l'emprunt soit conforme aux stipulations desdits articles ; le Gouvernement hellénique invitera les établissements d'émission à effectuer lesdits versements directement à la Banque nationale de Grèce ou à la Banque de Grèce, selon le cas, ainsi qu'à l'Office autonome d'établissement des réfugiés, dans les proportions ainsi fixées.

¹ Vol. XX, page 29, of this Series.

² Vol. XXX, page 413, of this Series.

2. Any sums which have become available from the yield of the loan and have not been allocated in the manner provided under paragraph 1, shall be temporarily retained by the issuing houses on behalf of the Hellenic Government on such terms as may be agreed between the Hellenic Government and the said issuing houses.

Article VIII.

ISSUE OF TREASURY BILLS.

The Hellenic Government undertakes not to seek short-term advances or to issue Treasury bills or other similar short term obligations in excess of eight hundred million drachmas.

Nothing in this article shall prejudice the existing rights of the International Financial Commission.

Article IX.

PROTOCOL ARTICLE.

1. Any difference as to the interpretation of this Protocol shall be settled by the Council of the League of Nations.

2. All decisions to be taken by the Council under the terms of this Protocol shall be taken by a majority vote.

3. This Protocol, of which the French and English texts are both authentic, shall be ratified by Greece and the ratification shall be deposited at the Secretariat of the League of Nations as soon as possible and, in any case, not later than three months from the date of its approval by the Council of the League of Nations.

In faith whereof the undersigned, duly authorised for the purpose, has signed the present Protocol.

Done at Geneva on the fifteenth day of September, nineteen hundred and twenty-seven in a single copy which shall be deposited with the Secretariat of the League of Nations and be registered by it without delay.

(Signed) G. CAPHANDARIS.

ANNEX I.

DRAFT DECLARATION TO BE SIGNED ON BEHALF OF FRANCE, GREAT BRITAIN AND ITALY.

(See the text of this Declaration on page 73 of this Volume.)

2. Les sommes qui seraient produites par l'emprunt et qui n'auraient pas été affectées ainsi qu'il est prévu au paragraphe 1 ci-dessus, seront temporairement retenues par les établissements d'émission, au nom du Gouvernement hellénique, aux conditions qui pourront être convenues entre le Gouvernement hellénique et lesdits établissements d'émission.

Article VIII.

EMISSION DE BONS DU TRÉSOR.

Le Gouvernement hellénique s'engage à ne pas rechercher d'avances à court terme ou à ne pas émettre de bons du Trésor, ou d'autres obligations similaires à court terme, pour un montant supérieur à huit cent millions de drachmes.

Le présent article ne porte en rien atteinte aux droits existants de la Commission financière internationale.

Article IX.

ARTICLE PROTOCOLAIRE

1. Toute divergence sur l'interprétation du présent protocole sera réglée par le Conseil de la Société des Nations.

2. Toutes les décisions à prendre par le Conseil, en vertu du présent protocole, seront prises à la majorité des voix.

3. Le présent protocole, dont le texte français et le texte anglais font également foi, sera ratifié par la Grèce, les instruments de ratification devant être déposés au Secrétariat de la Société des Nations dans le plus bref délai possible et, dans tous les cas, au plus tard trois mois après que le Conseil de la Société des Nations l'aura approuvé.

En foi de quoi le soussigné, dûment autorisé à cet effet, a signé le présent protocole.

Fait à Genève, le quinzième jour de septembre mil neuf cent vingt-sept, en un exemplaire, qui sera déposé au Secrétariat de la Société des Nations et enregistré sans délai par ce dernier.

(Signé) G. CAPHANDARIS.

ANNEXE I.

PROJET DE DÉCLARATION A SIGNER AU NOM DE LA FRANCE, DE LA GRANDE-BRETAGNE
ET DE L'ITALIE.

(Voir le texte de cette déclaration page 73 de ce volume.)

ANNEX II.

TABLE A. — LIST OF REVENUES CONTROLLED BY THE INTERNATIONAL FINANCIAL COMMISSION.

1. Receipts from the Old Revenues assigned to Loans controlled by the International Financial Commission.

Figures for the Year 1926 and Estimates for 1927.

	1926	First six months of 1927	Whole year 1927 Estimates
A. Monopolies in Old Greece :			
Salt	42,778,402	22,903,343	45,806,686
Oil	109,329,312	55,438,168	110,876,336
Matches	50,222,177	25,485,829	50,971,658
Playing-cards	8,943,620	4,255,777	8,511,554
Cigarette paper	16,782,075	8,703,643	17,407,286
Naxos Emeri	24,099,788	10,649,524	21,299,048
Total	252,155,374	127,436,284	254,872,568
B. Old Customs Offices :			
Piræus	566,730,556	353,058,233	706,116,466
Laurium	810,460	354,624	709,248
Patras	67,289,395	47,030,947	94,061,894
Volo	49,682,976	32,889,580	65,779,160
Corfu	17,552,244	10,272,261	20,544,522
Salonica	302,765,962	214,418,195	428,836,390
Kavala	30,280,051	20,266,585	40,533,170
Total	1,035,111,644	678,290,425	1,356,580,850
C. Tobacco in Old Greece	856,037,058	498,596,950	997,193,900
D. Stamp duty in Old Greece	204,543,800	65,516,518	131,033,036
Total	1,060,580,885	564,113,468	1,128,226,936
General Total	2,347,847,903	1,369,840,177	2,739,680,354

2. Receipts from the New Revenues assigned to the Refugee Loan.

Figures for the Year 1926, and Estimates for 1927.

	1926	First six months of 1927	Whole year 1927 Estimates .
A. Monopolies in the New Provinces :			
1. Salt	36,149,831	16,889,011	33,778,022
2. Matches	30,309,285	15,919,613	31,839,226
3. Playing-cards	2,999,614	1,439,484	2,878,968
4. Cigarette paper	4,123,532	2,165,445	4,330,890
Total	73,582,262	36,413,553	72,827,106
B. New Customs Offices :			
1. Canea	11,315,924	6,524,292	13,048,584
2. Candia	17,061,856	9,117,400	18,234,800
3. Samos	3,858,960	2,786,173	5,572,346
4. Chios	13,466,102	8,539,678	17,079,356
5. Mitylene	18,600,487	10,895,397	21,790,794
6. Syra	7,935,043	5,793,419	11,586,838
Total	72,238,372	43,656,359	87,312,718
C. Tobacco in the New Provinces	183,161,036	141,927,182	283,854,364
D. Stamp duty in the New Provinces	97,909,910	42,792,950	85,585,900
E. Alcohol throughout Greece	223,193,507	173,906,836	347,813,672
Total	504,264,453	358,626,968	717,253,936
General Total	650,085,087	438,696,880	877,393,760

ANNEXE II

TABLEAU A. — ETAT DES REVENUS CONTROLÉS PAR LA COMMISSION FINANCIÈRE INTERNATIONALE.

I. Recettes provenant des revenus anciennement affectés au service des emprunts contrôlés par la Commission financière internationale.

Chiffres définitifs pour l'année 1926 et estimations pour 1927.

	1926	Premiers six mois de 1927	1927 Année entière Estimation
A. Monopoles dans l'Ancienne Grèce.			
Sel	42.778.402	22.903.343	45.806.686
Huile	109.329.312	55.438.168	110.876.336
Allumettes	50.222.177	25.485.829	50.971.658
Cartes à jouer	8.943.620	4.255.777	8.511.554
Papier à cigarettes	16.782.075	8.703.643	17.407.286
Emeri de Naxos	24.099.788	10.649.524	21.299.048
Total	252.155.374	127.436.284	254.872.568
B. Anciens bureaux de douane.			
Pirée	566.730.556	353.058.233	706.116.466
Laurion	810.460	354.624	709.248
Patras	67.289.395	47.030.947	94.061.894
Volo	49.682.976	32.880.580	65.779.160
Corfou	17.552.244	10.272.261	20.544.522
Salonique	302.765.962	214.418.195	428.836.390
Cavalla	30.280.051	20.266.585	40.533.170
Total	1.035.111.644	678.290.425	1.356.580.850
C. Tabac dans l'Ancienne Grèce			
	856.037.085	498.596.950	997.193.900
D. Droits de timbre dans l'Ancienne Grèce .			
	204.543.800	65.516.518	131.033.036
Total	1.060.580.885	564.113.468	1.128.226.936
Total général	2.347.847.903	1.369.840.177	2.739.680.354

2. Recettes provenant des revenus nouvellement affectés à l'emprunt des réfugiés.

Chiffres définitifs pour 1926 et estimations pour 1927.

	1926	Premiers six mois de 1927	1927 Année entière (Estimation)
A. Monopoles dans les Nouvelles Provinces.			
1. Sel	36.149.831	16.889.011	33.778.022
2. Allumettes	30.309.285	15.919.613	31.839.226
3. Cartes à jouer	2.999.614	1.439.484	2.878.968
4. Papier à cigarettes	4.123.532	2.165.445	4.330.890
Total	73.582.262	36.413.553	72.827.106
B. Nouveaux bureaux de douane.			
1. Canée	11.315.924	6.524.292	13.048.584
2. Candie	17.061.856	9.117.400	18.234.800
3. Samos	3.858.960	2.786.173	5.572.346
4. Chios	13.466.102	8.539.678	17.079.356
5. Mytilène	18.600.487	10.895.397	21.790.794
6. Syra	7.935.043	5.793.419	11.586.838
Total	72.238.372	43.656.359	87.312.718
C. Tabac dans les Nouvelles Provinces .			
	183.161.036	141.927.182	283.854.364
D. Droits de timbre dans les nouvelles Provinces			
	97.909.910	42.792.950	85.585.900
E. Alcool pour toute la Grèce			
	223.193.507	173.906.836	347.813.672
Total	504.264.453	358.626.968	717.253.936
Total général	650.085.087	438.696.880	877.393.760

TABLE B. — LIST OF PRIOR AND CONTINGENT CHARGES ON REVENUE ENUMERATED UNDER TABLE A.

1. Loans under the Control of the International Financial Commission.

Name of Loan	Nominal amount on July 31st, 1927	Annual Service	Remarks
A. 1833. Guaranteed by the three Powers Gold Frs.	41,346,011	£ 12,000 and F. Frs. 600,000	
B. Old debts in gold :			Maximum service, subject to diminution according to decision which may be arrived at concerning the conversion of surplus values.
5 % 1881 Gold Frs.	75,733,500	£181,068.30	
5 % 1884	65,903,500	£157,695.21	
4 % 1887 Monopolies	101,921,000	£194,276.01	
4 % 1889 Rente	113,395,500	£216,929.03	
5 % 1890 Piraeus-Larissa	43,282,000	£103,688.18	
5 % 1893 Funding	7,011,000	£ 16,866.96	
		£870,523.69	
C. New debts in gold :			Subject to the issue of unissued portion 164,926,000 annual service £345,000.
2 ½ % 1898 (Guaranteed) Gold Frs.	78,750,000	£217,124.28	
4 % 1902 Greek Railway	54,282,000	£ 89,841.95	
5 % 1914 (500 millions)	308,200,000	£702,067.87	
		£1,009,034.10	
D. Debt in paper drachmas :			
1885 Patriotic Drs.	1,266,250	Drs. 45,360	
5 % 1898 (consolidated)	71,570,000	3,901,981	
5 % 1900 (Pyrgos-Meligala)	10,555,000	611,794	
		4,559,135	
E. Compulsory Issue of Bank Notes	40,000,000	—	
F. Service of Salonica-Constantinople Railway Bonds in F. Frs.	140,825,000	F. Frs. 4,997,112	
G. Refugee Loan 7 % 1924 Gold Frs	299,910,000	£750,582.42 \$827,987.02	
H. Participation in Turkish Debt	—	—	Annual service not yet determined; will not exceed 150,000,000 drs.
I. Ulen Water Loan 8 % 1925. Gold Frs.	40,500,000	\$1,002,500 ¹	

¹ Maximum future annual service subject to diminution by collection of water receipts and special taxes expected ultimately to cover entire service.

TABLEAU B. — ETAT DES CHARGES ANCIENNES ET NOUVELLES GREVANT LES REVENUS ÉNUMÉRÉS DANS LE TABLEAU A.

I. Emprunts sous le contrôle de la Commission financière internationale.

Emprunt	Capital nominal au 31 juillet 1927	Service annuel	Remarques
A. 1833. Sous garantie des trois Puissances Fr.-or	41.346.011	£ 12.000 et Fr. fr. 600.000	
B. Anciennes dettes en or :			Service maxi- mum annuel, su- jet à diminution conformément aux décisions qui pourraient être prises concernant la conversion des plus-values.
5 % 1881 Fr.-or	75.733.500	£181.068,30	
5 % 1884	65.903.500	£157.695,21	
4 % 1887 Monopoles	101.921.000	£194.276,01	
4 % 1889 Rente	113.395.500	£216.929,03	
5 % 1890 Pirée-Larisse	43.282.000	£103.688,18	
5 % 1893 Funding	7.011.000	£ 16.866,96	
		£870.523,69	
C. Nouvelles dettes en or :			Sujet à l'émission de la partie non encore émise de 164.926.000 service annuel : £ 345.000
2 ½ % 1898, garanti. Fr.-or	78.750.000	£217.124,28	
4 % 1902, Chemin de fer hellénique.	54.282.000	£ 89.841,95	
5 % 1914 (500 millions)	308.200.000	£702.067,87	
		£1.009.034,10	
D. Dette en drachmes-papier :			4.559.135
1885 Patriotique Dr.	1.266.250	Dr. 45.360	
5 % 1898 (consolidé)	71.570.000	3.901.981	
5 % 1900 (Pyrgos-Meligala)	10.555.000	611.794	
		4.559.135	
E. Cours forcé des billets de banque	40.000.000	—	Fr. fr. 4.997.112 £750.582,42 \$827.987,02
F. Service des obligations du chemin de fer Salonique-Constantinople . . Fr. fr.	140.825.000		
G. Emprunt pour les réfugiés 7% 1924 Fr.-or	299.910.000		
H. Participation dans la dette ottomane .	—	—	Service annuel non encore déter- miné ; ne dépas- sera pas 150 mil- lions de drachmes.
I. Emprunt Ulen (Service des eaux) 8 % 1925 Fr.-or	40.500.000	\$1.002.500 ¹	

¹ Maximum du service annuel dans l'avenir, soumis à diminution par suite du recouvrement de taxes pour le service des eaux et des taxes spéciales que l'on considère devoir couvrir à la longue tout le service de l'emprunt.

2. Loans not under the Control of the International Financial Commission.

Name of Loan	Nominal amount on July 31st, 1927	Annual Service	Remarks
A. Debts in Gold :			
5 % 1907 Def. Nat.	14,416,000	£48,347.53	
4 % 1910	95,069,000	184,474.58	
		<u>£232,822.11</u>	
B. Debts in drachmas :			
	<i>Drs.</i>	<i>Drs.</i>	
6 % 1917 (100 mil.)	63,058,700	8,079,910	
6 % 1918 (75 mil.)	34,420,800	5,336,651	
5 % 1920 (300 mil.)	287,898,000	20,426,508	
		<u>33,843,069</u>	
C. Debt in dollars :			
5 % Canadian Gold frs.	36,900,000	\$566,875	

TABLE C. — STATEMENTS OF SURPLUS REVENUES AVAILABLE FOR THE NEW LOAN.

A. Service of Loans under the Control of the I.F.C. :			
(1) In Sterling :			
Loan 1833	12,000		
Old debt in gold	870,524		
New debt in gold	1,009,034		
Refugee loan	<u>750,582</u>		
	£2,642,140	× 375 = drs.	990,802,500
(2) In dollars :			
Refugee loan	827,987		
Ulen water loan	<u>1,002,500</u>		
	\$1,830,487	× 77 = drs.	140,947,499
(3) In paper francs :			
Loan 1833	600,000		
Bonds Salonica-Constantinople	<u>4,997,112</u>		
	Paper frs.	5,597,112	× 3 = drs. 16,791,335
(4) Debt in paper drachmas			drs. 4,559,135
(5) Expenses of the I.F.C. sterling	£25,400	× 375 = drs.	9,525,000
			<u>1,162,625,470</u>
B. Service of Loans not under the Control of the I.F.C.			
(1) In sterling	£232,822	× 375 = drs.	87,308,250
(2) In dollars	\$566,875	× 77 = drs.	43,649,375
(3) In paper drachmas			<u>33,843,069</u>
		Total	1,327,426,164
(1) Gross receipts from the old Revenues assigned to the Loans controlled by the I.F.C.			
Estimates for the year 1927		2,739,680,354	
(2) Gross receipts from the new revenues assigned to the Refugee Loan 7 % 1924.			
Estimates for the year 1927		<u>877,393,760</u>	
		3,617,074,114	
Charges and expenses of the Société de Régie		<u>62,306,787</u>	
Net Receipts			3,554,767,327
Surplus available for new Loan*			<u>2,227,341,163</u>

¹ Subject to the contingencies noted in the margin of Table B and the payment out of the revenues controlled by the International Financial Commission of £500,000 payable in a *single instalment* in 1927 or 1928 in accordance with the Greco-Turkish Convention on Exchange in Population.

2. Emprunts non soumis au contrôle de la Commission financière internationale.

Emprunts	Capital nominal au 31 juillet 1927	Service annuel	Remarques
A. Dettes en or :			
<i>Fr.-or</i>			
5 % 1907 Déf. nat.	14.416.000	£48.347,53	
4 % 1910	95.069.000	184.474,58	
		£232.822,11	
B. Dettes en drachmes :			
<i>Dr.</i>			
6 % 1917 (100 mil.)	63.058.700	8.079.910	
6 % 1918 (75 mil.)	34.420.800	5.336.651	
5 % 1920 (300 mil.)	287.898.000	20.426.508	
		33.843.069	
C. Dette en dollars :			
5 % Canadien	Fr.-or 36.900.000	\$566.875	

TABLEAU C. — ETAT DES EXCÉDENTS DE RECETTES DISPONIBLES POUR LE NOUVEL EMPRUNT.

A. Service des emprunts sous le contrôle de la Commission financière internationale :

1° En livres sterling :			
Emprunt 1833	12.000		
Ancienne dette en or	870.524		
Nouvelle dette en or	1.009.034		
Emprunt pour les réfugiés	750.582		
	£2.642.140	× 375 = dr.	990.802.500
2° En dollars :			
Emprunt pour les réfugiés	827.987		
Emprunt Ulen (Service des eaux)	1.002.500		
	\$1.830.487	× 77 = dr.	140.947.499
3° En francs-papier :			
Emprunt 1833	600.000		
Obligations Salonique-Constantinople	4.997.112		
	Fr.-papier.	5.597.112	× 3 = dr.
			16.791.335
4° Dette en drachmes-papier			
		dr.	4.559.135
5° Dépenses de la Commission financière internationale sterling			
	£25.400	× 375 = dr.	9.525.000
			1.162.625.470

B. Service des emprunts non soumis au contrôle de la Commission financière internationale :

1° En livres sterling			
	£232.822	× 375 = dr.	87.308.250
2° En dollars			
	\$566.875	× 77 = dr.	43.649.375
3° En drachmes-papier			
			33.843.069
		Total	1.327.426.164

1° Total des recettes provenant des revenus anciennement affectés au service des emprunts contrôlés par la Commission financière internationale

2.739.680.354

2° Total des recettes des nouveaux revenus affectés à l'emprunt pour les réfugiés 7% 1924. Estimations pour l'année 1927

877.393.760

3.617.074.114

Charges et dépenses de la Société de Régie

62.306.787

Recettes nettes

3.554.767.327

Surplus disponible pour le nouvel emprunt¹

2.227.341.163

¹ Soumis à l'incertitude notée en marge du Tableau B et au paiement sur les revenus contrôlés par la Commission financière internationale de £ 500.000, payables en un seul versement en 1927 ou 1928, conformément à la Convention gréco-turque sur l'échange de populations.

ANNEX III.

DRAFT AGREEMENT BETWEEN THE HELLENIC GOVERNMENT AND THE NATIONAL BANK OF GREECE.

Article 1.

In accordance with the Statutes annexed hereto a limited liability company is established under the title of "The Bank of Greece". To the Bank thus constituted is granted the exclusive right of issuing bank notes throughout the territory of the State, as laid down in the said Statutes. The date upon which the Bank shall commence business shall be fixed by a decree and shall be a date not later than six months from that on which the loan referred to in Article I of the Protocol signed at Geneva on September ..., 1927, has been issued to the public. As from the date on which the Bank of Greece commences business, the National Bank of Greece renounces the right to issue bank notes. The National Bank will, however, continue thereafter to carry out all other operations contemplated by its Statutes or by laws and conventions that may now or in future be in force, provided that these operations are not of a nature which should properly be undertaken by a Central Bank of Issue.

Article 2.

The share capital of the Bank of Greece, as defined in Article 8 of its Statutes, is subscribed in full at par by the National Bank of Greece, and shall be paid for on the day of the commencement of business by the Bank of Greece as follows :

The whole of the capital shall be paid for by the transfer from the National Bank of Greece to the Bank of Greece of such bills and advances and other liquid assets as the latter is entitled to hold in conformity with its Statutes, and as may be agreed upon between the two Banks.

The whole of the capital of the Bank of Greece so taken over by the National Bank of Greece shall be offered at par by the latter for public subscription (with allowance, if necessary, for accrued interest at 8 per cent) in the following manner :

One-third shall be so offered not later than two months from the date on which the Bank of Greece commences business ;

One-third not later than twelve months from the date on which such first issue to the public has been made ;

One-third not later than twelve months from the date on which the second issue to the public has been made.

On the occasion of each public issue a preferential right of subscription to one-half of such issue shall be reserved to the shareholders of the National Bank of Greece in proportion to the number of shares held in the capital of that Bank, provided that any part of the capital of the Bank of Greece reserved to the shareholders of the National Bank of Greece and not so taken up by them shall be added to the other half of the current issue offered to public subscription.

The commission allowed to the National Bank of Greece for their services in connection with these issues shall be at the rate of not more than one-half of 1 per cent.

Such amount of the capital of the Bank of Greece as shall not have been offered for public subscription or which, notwithstanding such offer, has not been taken up and therefore remains in the possession of the National Bank of Greece shall be a single holding inscribed in the name of that Bank and represented by one certificate.

Until the third public issue referred to above has been made the National Bank of Greece shall not sell or otherwise dispose of any part of the capital of the Bank of Greece by private treaty.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ANNEXE III

PROJET DE CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT HELLÉNIQUE ET LA BANQUE NATIONALE DE GRÈCE.

Article premier.

Conformément aux statuts annexés à la présente convention, il est créé une société à responsabilité limitée sous la raison sociale de « Banque de Grèce ». La banque ainsi constituée est investie du droit exclusif d'émettre des billets de banque sur tout le territoire de l'Etat, ainsi qu'il est stipulé dans lesdits statuts. La banque commencera ses opérations, à une date qui sera fixée par décret, et, au plus tard, six mois après la date à laquelle aura eu lieu l'émission publique de l'emprunt mentionné à l'article 1^{er} du Protocole signé à Genève le ... septembre 1927. A partir de la date à laquelle la Banque de Grèce commencera ses opérations, la Banque nationale de Grèce renoncera à son droit d'émettre des billets de banque. Toutefois, la Banque nationale continuera à effectuer après cette date toutes les autres opérations visées par ses statuts ou par les lois et conventions qui sont maintenant, ou pourront être ultérieurement en vigueur, pourvu que ces opérations ne soient pas d'une nature telle qu'elles rentrent dans le domaine propre des opérations d'une banque centrale d'émission.

Article 2.

Le capital-actions de la Banque de Grèce, tel qu'il est fixé à l'article 8 de ses statuts, est souscrit entièrement, au pair, par la Banque nationale de Grèce et le versement en sera effectué, comme il est dit ci-dessous, à la date à laquelle la Banque de Grèce commencera ses opérations.

Le montant total du capital sera versé comme suit : la Banque nationale de Grèce transférera à la Banque de Grèce les effets, avances et autres avoirs liquides que cette dernière est autorisée à détenir conformément à ses statuts, et qui seront déterminés d'un commun accord par les deux banques.

Le total du capital de la Banque de Grèce repris ainsi par la Banque nationale de Grèce, sera offert par cette dernière en souscription publique, au pair (compte tenu, au besoin, des intérêts courus à 8 %) comme il est dit ci-après :

Un tiers sera offert deux mois au plus tard après la date à laquelle la Banque de Grèce commencera ses opérations ;

Un tiers, douze mois au plus tard après la date à laquelle cette première émission publique aura eu lieu ;

Un tiers, douze mois au plus tard après la date à laquelle la deuxième émission publique aura eu lieu.

Lors de chaque émission publique, un droit de préférence, pour la souscription de la moitié des titres de l'émission en question, sera réservé aux actionnaires de la Banque nationale de Grèce, proportionnellement au nombre d'actions de cette banque qu'ils détiendront, sous la réserve que toute partie du capital de la Banque de Grèce, réservée aux actionnaires de la Banque nationale de Grèce et non souscrite par ces derniers, viendra s'ajouter à l'autre moitié de l'émission en cours faisant l'objet d'une souscription publique.

La commission allouée à la Banque nationale de Grèce pour les services qu'elle rendra l'occasion de ces émissions ne devra pas dépasser ½ %.

Le montant du capital de la Banque de Grèce qui n'aura pas été offert en souscription publique ou qui, quoique offert, n'aura pas été souscrit et restera, par conséquent, en la possession de la Banque nationale de Grèce, constituera une participation unique, inscrite au nom de cette banque et représentée par un seul titre.

Jusqu'au moment où la troisième émission publique mentionnée ci-dessus aura eu lieu, la Banque nationale de Grèce ne devra ni procéder à la vente ni disposer d'aucune autre manière, par un contrat privé, d'une partie quelconque du capital de la Banque de Grèce.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

After the three public issues in question have been made — that is to say after the whole of the capital has been offered to the public — any part of the capital which remains uncovered by public subscription shall be sold by the National Bank of Greece on demand at a price not above par, allowance being made for accrued interest, and with a commission of not more than one-half of 1 per cent.

Article 3.

On the date of the commencement of business by the Bank of Greece, the National Bank of Greece shall transfer to the Bank of Greece the following assets and liabilities :

ASSETS.

- (a) Gold or foreign gold exchange of a value of £700,000.
- (b) The gold and gold bonds of the Greek State described in the balance-sheet of the National Bank of Greece as cover for notes issued in conformity with Laws 656 of 1915 and 2547 of 1920, after deduction from the bonds forming part of this cover of bonds to the value of £700,000.
- (c) The cover of the note issue of the National Bank of Greece issued in conformity with the Decree Law of April 23rd, 1923. This cover shall be transferred in the form of assets of the kind eligible for inclusion in the Reserve of the Bank of Greece, as provided in Article 62 of its Statutes.
- (d) The silver deposited by the State as cover for the issue of subsidiary coinage.
- (e) The gold deposited by the State in conformity with the Decree Law of May 11th, 1923.
- (f) The following State Debts :
 - (1) Loans in respect of the forced circulation and provisional loans made under laws B Φ I Θ, 2547, 2577, 2855 and Decree Laws of December 10th, 1922, March 3rd, 1923, April 22nd, 1924, and August 5th, 1925 (after deducting the proportion of the Reserves constituted by Law 2577 that belong to the State and the value of the gold belonging to the State in accordance with Decree Law of May 11th, 1923).
 - (2) Loans arising out of law Γ X M B 1910 after deducting : (a) the difference on exchange dealings realised at the time when the Greek currency was at par with the United States dollar ; (b) the amounts recovered from German and Austrian Banks under the Treaties of Versailles and Trianon and from a Hungarian Bank in accordance with a private agreement, in part payment of pre-war deposits with such Banks.
 - (3) The loan issued in accordance with the Decree Law of March 3rd, 1923, *viz.*, 16,436,000 gold drachmas.
 - (4) Such other State loans or floating debt the transfer of which to the Bank of Greece may be agreed upon between the two Banks.

LIABILITIES.

- (a) The bank notes of the National Bank of Greece in circulation.
- (b) The deposits of the State and of State undertakings.
- (c) The balances held for the service of State loans.
- (d) Funds paid into Court.
- (e) State deposits covering the issue of subsidiary coinage.
- (f) The deposits of the International Financial Commission.
- (g) The deposits of Greek Banks in so far as may be agreed by the depositors concerned. The National Bank shall use its best endeavours to obtain the consent of these depositors.

It is however provided that the total amount of the liabilities to be transferred to the Bank of Greece (including any credit balance that may be established in favour of the National Bank of Greece) shall be such that on the commencement of the Bank of Greece's business, its Reserve, as defined in Article 62 of its Statutes, shall be not less than 50 per cent of the notes in circulation and other demand liabilities then transferred.

The amounts taken over of the assets and liabilities mentioned above shall be those respectively outstanding in the books of the National Bank of Greece at the close of business on the day preceding that on which the Bank of Greece commences business.

The gold and silver will be taken over at a price in drachmas based on the average of the average daily prices of exportable gold and silver in the London market during the month preceding the date of commencement of business by the Bank of Greece, converted into Greek currency at the stabilisation rate.

Après les trois émissions publiques en question, c'est-à-dire après que le total du capital aura été offert au public, toute partie du capital non couverte par la souscription publique sera vendue par la Banque nationale de Grèce, sur demande, à un prix ne dépassant pas le pair, compte tenu des intérêts courus et moyennant une commission de $\frac{1}{2}$ % au maximum.

Article 3.

A la date à laquelle la Banque de Grèce commencera ses opérations, la Banque nationale de Grèce lui transférera les actifs et les passifs suivants, à savoir :

ACTIFS.

- a) Une somme de £700.000 en or ou en devises-or étrangères ;
- b) L'or et les obligations-or de l'Etat hellénique, mentionnés dans le bilan de la Banque nationale de Grèce comme couverture des billets émis, conformément aux lois 656 de 1915 et 2547 de 1920, moins une quantité de ces obligations de couverture équivalant à une somme de £700.000 ;
- c) La couverture des billets de la Banque nationale de Grèce, émis conformément au décret-loi du 23 avril 1923. Cette couverture sera transférée sous la forme d'avoirs susceptibles de figurer dans la réserve de la Banque de Grèce, conformément à l'article 62 de ses statuts ;
- d) L'argent déposé par l'Etat à titre de couverture pour l'émission des pièces divisionnaires ;
- e) L'or déposé par l'Etat conformément au décret-loi du 11 mai 1923 ;
- f) Les dettes suivantes de l'Etat :

1° Les emprunts consentis au titre du cours forcé et les emprunts provisoires, consentis en vertu des lois B Φ I Θ, 2547, 2577, 2855 et des décrets-lois du 10 décembre 1922, du 3 mars 1923, du 22 avril 1924 et du 5 août 1925 (après déduction de la partie des réserves constituées en vertu de la loi 2577 qui appartient à l'Etat, ainsi que de la valeur de l'or appartenant à l'Etat, conformément au décret-loi du 11 mai 1923).

2° Les emprunts accordés en vertu de la loi Γ X M B 1910, après déduction : a) de la différence sur les opérations de change, réalisées à l'époque où la monnaie grecque était à la parité du dollar des Etats-Unis ; b) des sommes recouvrées sur des banques allemandes et autrichiennes, en vertu des Traités de Versailles et de Trianon, ainsi que sur une banque hongroise, conformément à un arrangement privé, à titre de remboursement partiel des sommes déposées avant la guerre auprès de ces banques.

3° L'emprunt accordé conformément au décret-loi du 3 mars 1923, à savoir : 16.436.000 drachmes-or.

4° Tous autres emprunts de l'Etat ou toute autre dette flottante que les deux banques décideront de transférer à la Banque de Grèce.

PASSIFS.

- a) Les billets de banque de la Banque nationale de Grèce qui seront en circulation.
- b) Les dépôts de l'Etat et des entreprises d'Etat.
- c) Les soldes détenus pour le service des emprunts d'Etat.
- d) Les consignations effectuées au compte de l'Administration judiciaire.
- e) Les dépôts de l'Etat constituant la couverture des émissions de pièces divisionnaires.
- f) Les dépôts de la Commission financière internationale.
- g) Les dépôts des banques grecques, pour autant que les déposants donneront leur consentement.

La Banque nationale fera tous ses efforts pour obtenir le consentement de ces déposants.

Il est toutefois stipulé que le total des passifs à transférer à la Banque de Grèce (y compris tout solde créateur qui pourra être constaté en faveur de la Banque nationale de Grèce), devra être fixé à un montant tel qu'à la date à laquelle la Banque de Grèce commencera ses opérations, sa réserve, déterminée conformément à l'article 62 de ses statuts, ne sera pas inférieure à 50 % des billets en circulation et des autres exigibilités à vue transférées à cette date.

Les actifs et les passifs susmentionnés seront repris pour les montants pour lesquels ils figureront respectivement dans les livres de la Banque nationale de Grèce, au moment de la clôture des opérations, la veille du jour où la Banque de Grèce ouvrira ses guichets.

L'or et l'argent seront repris à un prix, en drachmes, calculé d'après la moyenne des cours quotidiens moyens de l'or et de l'argent exportables, cotés sur le marché de Londres pendant le mois qui précédera la date à laquelle la Banque de Grèce commencera ses opérations ; ces cours seront convertis en monnaie grecque au taux de stabilisation.

The bonds of the Hellenic State shall be taken over at the average of the average "settlement" prices of Greek bonds on the London Stock Exchange during the three months ending September 30th, 1927, converted into Greek currency at the stabilisation rate.

The foreign exchange shall be taken over at the stabilisation rate.

The Bank of Greece shall realise as soon as practicable the silver and bonds contained in the above-mentioned assets and acquire with the proceeds thereof assets of the kind eligible for inclusion in its Reserve as defined in Article 62 of its Statutes.

Article 4.

The State will pay to the Bank of Greece, on the day on which it commences business, in foreign gold exchange, eligible for inclusion in the Reserve as defined in Article 62 of the Bank's Statutes, the equivalent of £3 millions from the proceeds of the loan issued in conformity with the Protocol signed by the Hellenic Government at Geneva on September ..., 1927, and a corresponding amount of the debt from the State to the Bank of Greece shall be cancelled simultaneously.

Article 5.

The State shall apply the under-mentioned funds annually towards the extinction of the remainder of its debts to the Bank of Greece and the National Bank of Greece as they shall exist after the repayment referred to in Article 4 has been made :

(a) During each of the first two years after the commencement of business by the Bank of Greece a sum of 200 million drachmas and thereafter 300 million drachmas.

(b) All seigniorage profits of the State derived from the issue of subsidiary coinage.

(c) All duties and taxes payable by the National Bank of Greece to the State and an amount equal to the State's participation in the profits of the Bank of Greece, less the sum required for payment of the interest on the United Six Per Cent Loan 1924 of the Hellenic State.

The total sum available from the sources described in (a), (b), (c) above, shall be divided between the two Banks in the proportion of two-thirds to the Bank of Greece and one-third to the National Bank of Greece.

After the debts of the State to the Bank of Greece has been reduced to the sum of 800 million drachmas, the State shall then apply to the amortisation of the remaining debt due to that Bank the whole of the State's participation in the profits of the Bank of Greece without making any such deduction as is provided for in (c) above, plus all seigniorage profits ; and shall pay for the amortisation of the debt to the National Bank of Greece then due and outstanding, until that debt is extinguished, the sum of 100 million drachmas per annum.

For the purpose of the payments contemplated in this article the National Bank of Greece may retain the duties and taxes due by them to the State, and the Bank of Greece may retain the whole of the State's participation in the profits of the Bank of Greece.

Article 6.

That part of the net annual profits of the National Bank of Greece due to the addition to its gross profits of the dividends derived by it as shareholder of the Bank of Greece shall be free of all taxes.

Article 7.

The National Bank of Greece undertakes to maintain daily a minimum balance with the Bank of Greece equal to 7 per cent of the aggregate sight deposits payable in drachmas (including the sight deposits of the Savings Bank Department) held at its offices in Athens, the Piræus, and all centres where the Bank of Greece shall have established branches.

Les obligations de l'Etat hellénique seront reprises à un prix correspondant à la moyenne des « cours de compensation » moyens des obligations grecques à la Bourse de Londres pendant les trois mois se terminant le 30 septembre 1927 ; ces cours seront convertis en monnaie grecque au taux de stabilisation.

Les devises étrangères seront reprises aux taux de stabilisation.

Dès que les circonstances le permettront, la Banque de Grèce réalisera l'argent et les obligations faisant partie des actifs susmentionnés et, au moyen du produit de cette vente, elle acquerra des actifs susceptibles de figurer dans sa réserve, conformément à l'article 62 de ses statuts.

Article 4.

L'Etat versera à la Banque de Grèce, le jour où elle commencera ses opérations, en devises-étrangères, remplissant les conditions requises pour figurer dans la réserve, telle qu'elle est déterminée à l'article 62 des statuts de la banque, l'équivalent de trois millions de livres sterling, prélevé sur le produit de l'emprunt émis conformément au protocole signé par le Gouvernement hellénique à Genève, le ... septembre 1927 ; simultanément, une fraction de la dette de l'Etat vis-à-vis de la Banque de Grèce, correspondant à la somme ainsi versée, sera annulée.

Article 5.

L'Etat affectera chaque année les fonds énumérés ci-après au remboursement des sommes qu'il restera devoir à la Banque de Grèce et à la Banque nationale de Grèce, après que le versement mentionné à l'article 4 aura été effectué :

a) Pendant chacune des deux premières années qui suivront le commencement des opérations de la Banque de Grèce, une somme de 200 millions de drachmes et, ultérieurement, 300 millions de drachmes ;

b) Le montant de tous les bénéfices de seigneurage tirés par l'Etat de l'émission de pièces divisionnaires ;

c) Le montant de tous les droits et taxes payables par la Banque nationale de Grèce à l'Etat et une somme égale à la participation de l'Etat aux bénéfices de la Banque de Grèce, moins la somme nécessaire pour le paiement des intérêts de l'Emprunt unifié 6 % 1924 de l'Etat hellénique.

Le total des sommes provenant des sources indiquées aux paragraphes *a)*, *b)*, et *c)* ci-dessus, sera réparti entre les deux banques dans la proportion de deux tiers à la Banque de Grèce et un tiers à la Banque nationale de Grèce.

Lorsque la dette de l'Etat vis-à-vis de la Banque de Grèce se trouvera réduite au chiffre de 800 millions de drachmes, l'Etat affectera à l'amortissement du restant de sa dette vis-à-vis de cette banque la totalité de sa participation aux bénéfices de la Banque de Grèce, sans la déduction prévue au paragraphe *c)* ci-dessus, plus le montant de tous les bénéfices de seigneurage ; il versera, en outre, pour l'amortissement du solde de sa dette vis-à-vis de la Banque nationale de Grèce, non encore remboursé à cette date, et jusqu'à extinction de cette dette, la somme de 100 millions de drachmes par an.

En vue des versements envisagés dans le présent article, la Banque nationale de Grèce pourra retenir le montant des droits et taxes dus par elle à l'Etat, et la Banque de Grèce pourra retenir la totalité de la participation de l'Etat à ses bénéfices.

Article 6.

La fraction des bénéfices annuels nets de la Banque nationale de Grèce, provenant de l'adjonction à ses bénéfices bruts des dividendes qu'elle touche en sa qualité d'actionnaire de la Banque de Grèce sera exempte de tout impôt.

Article 7.

La Banque nationale de Grèce s'engage à maintenir à son compte à la Banque de Grèce un solde quotidien minimum égal à 7 % du montant total des dépôts à vue payables en drachmes (y compris les dépôts à vue de la Caisse d'épargne) détenus dans ses bureaux d'Athènes, du Pirée et de tous les centres où la Banque de Grèce aura établi des succursales.

Article 8.

The National Bank of Greece undertakes to furnish to the Minister of Finance, not later than ten days after the close of the month to which it relates, a monthly statement of its accounts, in a form to be agreed upon with the Hellenic Government, and the Government undertakes to impose the same obligation to furnish similar statements upon all the other private Banks carrying on business in Greek territory. The Government shall thereupon supply the Bank of Greece with copies of all such statements and shall publish in the *Official Gazette* a summary of the statements showing the figures of each Bank.

Article 9.

On the date on which the Bank of Greece commences business all existing restrictions upon the purchase or sale of foreign exchange are abolished.

Article 10.

The present Agreement and the Statutes of the Bank of Greece annexed hereto shall come into force when they have been confirmed by a Decree Law and when a general meeting of the National Bank of Greece has approved this Agreement. No alteration in this Agreement shall be made without the consent of a general meeting of the Bank of Greece.

Article 11.

The gold content of the drachma shall be established by a decree which shall be promulgated on the day on which the Bank of Greece commences business.

The decisions fixing the maximum amount of subsidiary coinage which may at any time be in circulation, the method of its issue, and the amount for which such coins shall be legal tender shall be taken by the Government in accord with the National Bank of Greece until the Bank of Greece has commenced business and thereafter in accord with the Bank of Greece ; provided that no such decisions shall be in contravention of the provisions of the Statutes of the Bank of Greece annexed thereto.

Article 12.

In case of any dispute arising between the Government, the National Bank of Greece and the Bank of Greece, or any two of them, as to the interpretation to be placed on any part of this Agreement, the question at issue shall be referred to a Commission of Arbitration, composed of one representative named by each party to the dispute and a Chairman co-opted by such representatives. Failing agreement upon the choice of a Chairman he shall be the President of the Cour de Cassation.

The Commission shall decide by a majority vote. In case of an equality of votes the Chairman shall have a second or casting vote. The Commission's decision shall be accepted as final.

ANNEX IV.

DRAFT STATUTES OF THE BANK OF GREECE.

Part	Contents.	Articles
I. — General		I-7
II. — Capital and Reserves		8-10
III. — General Meetings of Shareholders		11-19
IV. — Administration		20-37
1. Board of Directors		20-27
2. Executive Committee		28
3. Governors		29-35
4. Board of Management		36-37

Article 8.

La Banque nationale de Grèce s'engage à fournir au ministre des Finances, dix jours au plus tard après la fin du mois envisagé, un relevé mensuel de ses comptes sous une forme qui sera fixée d'un commun accord avec le Gouvernement hellénique ; le Gouvernement s'engage, de son côté, à imposer à toutes les autres banques privées opérant en territoire hellénique, l'obligation de fournir des relevés similaires. Le Gouvernement transmettra à la Banque de Grèce des copies de tous ces relevés et publiera dans la *Gazette officielle* un résumé desdits relevés, faisant ressortir les chiffres relatifs à chaque banque.

Article 9.

A partir de la date à laquelle la Banque de Grèce commencera ses opérations, toutes les restrictions en vigueur, en ce qui concerne l'achat ou la vente de devises étrangères, seront abolies.

Article 10.

La présente convention et les statuts de la Banque de Grèce qui y sont annexés entreront en vigueur lorsqu'ils auront été confirmés par un décret-loi et qu'une assemblée générale de la Banque nationale de Grèce aura approuvé ladite convention. Il ne pourra être apporté aucune modification au texte de la présente convention sans le consentement de l'assemblée générale de la Banque de Grèce.

Article 11.

La teneur en or de la drachme sera fixée par un décret qui sera promulgué le jour où la Banque de Grèce commencera ses opérations.

Le gouvernement prendra les décisions fixant le montant maximum de pièces divisionnaires qui pourra être en circulation à un moment quelconque, le mode d'émission de ces pièces et le montant pour lequel ces pièces auront cours légal, d'un commun accord avec la Banque nationale de Grèce, jusqu'au moment où la Banque de Grèce aura commencé ses opérations, et, à partir de ce moment, d'un commun accord avec la Banque de Grèce. Toutefois, ces décisions ne devront pas être en contradiction avec les dispositions des statuts de la Banque de Grèce annexés à la présente convention.

Article 12.

En cas de différend entre le gouvernement, la Banque nationale de Grèce et la Banque de Grèce, ou entre deux d'entre eux au sujet de l'interprétation à donner à une partie quelconque de la présente convention, la question faisant l'objet du différend sera soumise à une Commission d'arbitrage composée d'un représentant nommé par chaque partie et d'un président coopté par ces représentants. Au cas où l'accord ne pourrait se faire sur le choix d'un président, la présidence appartiendra au président de la Cour de cassation.

La commission décidera à la majorité des voix ; en cas de partage égal des voix, le président aura une seconde voix ou voix prépondérante. La décision de la commission sera considérée comme sans appel.

ANNEXE IV.

PROJET DE STATUT DE LA BANQUE DE GRÈCE.

Table des matières.

Titre	Articles
I. Dispositions générales	1-7
II. Capital et réserves	8-10
III. Assemblées générales des actionnaires	11-19
IV. Administration	20-27
1. Conseil d'administration	20-37
2. Comité exécutif	28
3. Gouverneurs	29-35
4. Conseil de direction	36-37

Part	Articles
V. — Staff	38-39
VI. — Discount Committees	40-43
VII. — Auditors	44
VIII. — Relations with the State	45-50
IX. — Accounts and Statements	51-54
X. — Business of the Bank	55-60
XI. — Cover of Notes and other Demand Liabilities	61-64
XII. — Note Issue	65-70
XIII. — Appropriation of Profits	71
XIV. — Special Rights	72-73
XV. — Winding up of the Bank	74

PART I. — GENERAL.

Article 1.

A limited liability Company is hereby established, under the title of " The Bank of Greece ", having its registered Office in Athens, and governed by these Statutes.

The duration of the Bank shall extend to December 31st, 1970, but may be prolonged by a decision of a General Meeting of its shareholders confirmed by a Decree.

Article 2.

The Bank of Greece shall have the sole right of issuing bank notes within the whole territory of the Hellenic State. The exclusive privilege of note issue shall extend until December 31st, 1960, and remain in force thereafter unless withdrawn by Law, provided that such withdrawal shall not take effect before the expiration of three years from the passing of such an Act; but the privilege may be revoked at any time if the Bank fails to ensure that the gold value of its notes remains stable, as laid down in Article 4.

Article 3.

During the period of the privilege granted to the Bank, the Hellenic Government binds itself not to issue or re-issue money of any type whatever other than subsidiary coins of denominations not higher than 10 drachmas and these only to the Bank and at its request and in accordance with the Law.

Article 4.

The first duty of the Bank shall be to ensure that the gold value of its notes remains stable. To this end it shall exercise control within the limits of its Statutes over currency and credit in Greece.

Article 5.

To ensure the convertibility of its notes :

(1) The Bank, on the requisition of any person who makes a demand or offer to that effect at the Head Office of the Bank at Athens, shall be bound to sell to, or to purchase from, such person in exchange for legal-tender currency of Greece, at the rates defined in Sections 2 and 3 of this Article, respectively, the legal-tender currency of such foreign gold-standard country, or countries, as is by law and in practice convertible into exportable gold and such as may be notified in the *Official Gazette*, for immediate delivery in such foreign country or countries.

Provided that no person shall be entitled to demand or offer an amount of foreign currency of less value than 10,000 drachmas of legal-tender money of Greece.

Titre	Articles
V. Personnel de la Banque	38-39
VI. Comités d'escompte	40-43
VII. Contrôleurs des comptes	44
VIII. Relations avec l'Etat	45-50
IX. Comptes et relevés	51-54
X. Opérations de la Banque	55-60
XI. Couverture des billets et autres exigibilités à vue	61-64
XII. Emission des billets	65-70
XIII. Répartition des bénéfices	71
XIV. Droits spéciaux	72-73
XV. Liquidation de la Banque	74

TITRE I. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article premier.

Il est créé, sous la dénomination de « Banque de Grèce », une société anonyme dont le siège social se trouve à Athènes et qui est régie par les présents statuts.

La durée de la banque est limitée au 31 décembre 1970, mais elle pourra être prolongée par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, confirmée par un décret.

Article 2.

La Banque de Grèce possède le droit exclusif d'émettre des billets de banque sur tout le territoire de l'Etat hellénique. Le privilège exclusif de l'émission des billets s'étend jusqu'au 31 décembre 1960 et restera en vigueur après cette date, à moins qu'il ne soit retiré par une loi. Toutefois, ce retrait ne pourra prendre effet avant l'expiration d'un délai de trois ans à partir de l'adoption de ladite loi; mais le privilège peut être révoqué en tout temps, si la banque ne réussit pas à maintenir la stabilité de la valeur-or de ses billets, ainsi qu'il est prévu à l'article 4.

Article 3.

Pendant la durée du privilège accordé à la Banque, le Gouvernement hellénique s'engage à ne pas émettre ou ré-émettre de monnaies, quelles qu'elles soient, autres que des pièces divisionnaires d'un montant nominal ne dépassant pas dix drachmes, et cela seulement pour la banque sur sa demande et conformément à la loi.

Article 4.

Le premier devoir de la banque est de prendre les mesures nécessaires pour que la valeur-or de ses billets demeure stable. A cet effet, elle exerce son contrôle, dans les limites de ses statuts, sur la monnaie et le crédit en Grèce.

Article 5.

En vue d'assurer la convertibilité de ses billets :

1° Si une personne présente une demande ou une offre à cet effet au siège principal de la banque à Athènes, la banque sera tenue de vendre à cette personne, ou de lui acheter, contre des monnaies légales de Grèce, aux taux fixés aux alinéas 2 et 3, respectivement, du présent article, des devises libellées en monnaie légale du (ou des) pays étranger (s) à étalon-or dont la monnaie, selon la loi et dans la pratique, est convertible à vue dans ce (ou ces) pays étranger (s) en or exportable et dont la liste sera publiée dans la *Gazette officielle*. Toutefois, nul ne sera autorisé à demander ou à offrir une somme en devises étrangères d'une valeur inférieure à 10.000 drachmes en monnaie légale hellénique.

(2) For the purpose of determining the rate applicable to the *sale* of foreign currency under this Article, the amount in drachmas which represents 1,000 grammes of fine gold in accordance with the stabilisation rate shall be deemed to be equivalent to such sum in that foreign currency as is required to purchase 1,000 grammes of fine gold in that foreign country, at the rate at which the principal currency authority of that country is bound by law to sell gold in exchange for currency, after deduction from such sum of an amount to be fixed by the Bank representing the normal cost per 1,000 grammes of transferring gold bullion in bulk from Athens to that foreign country, including interest and insurance on its value during transit.

(3) For the purpose of determining the rate applicable to the *purchase* of foreign currency under this Article, the amount in drachmas which represents 1,000 grammes of fine gold in accordance with the stabilisation rate shall be deemed to be equivalent to such sum in that foreign currency as is realised by the sale of 1,000 grammes of fine gold in that foreign country at the rate at which the principal currency authority is bound by law to purchase gold in exchange for currency, after addition to such sum of an amount to be fixed by the Bank representing the normal cost per 1,000 grammes of transferring gold bullion in bulk from that foreign country to Athens, including interest and insurance on its value during transit.

(4) On the date on which the provisions of this Law become operative, the Bank shall notify in the *Official Gazette* at least one foreign gold-standard country for the purposes set forth in Section 1 of this Article. The Bank shall similarly notify any addition or changes of the foreign gold-standard countries to which Section 1 of this Article is to apply. The Bank shall also from time to time determine the equivalent rates in accordance with the provisions of Sections 2 and 3, and shall notify in the *Official Gazette* the rates so determined.

Article 6.

The Head Office of the Bank shall be at Athens.

The Bank is empowered to establish branches or agencies or appoint agents anywhere in Greece, and may open agencies or appoint agents abroad in one or more of the notified gold-standard countries referred to in Article 5 (4).

Article 7.

The present Statutes may be amended by a resolution of a General Meeting of the shareholders confirmed by law.

PART II. — CAPITAL AND RESERVES.

Article 8.

The share capital of the Bank is 400 million drachmas, divided into 80,000 shares of 5,000 drachmas each, which shall be fully paid up. The National Bank of Greece takes over the whole of the share capital as provided in Article 2 of the Agreement between the Government and the National Bank of Greece to which these Statutes are annexed.

The shares of the Bank are nominative. The transfer of shares shall be made by the inscription thereof in a special book, and a new certificate of ownership shall be issued on the occasion of each transfer.

The transfer shall be signed by the transferor or his attorney and the Governor of the Bank.

Every shareholder, wherever his residence may be, shall recognise Athens as his domicile for the purposes of his relations as shareholder with the Bank of Greece, and is subject to the Greek laws and to the jurisdiction of the Athens Courts of Law. The ownership of a share certificate implies *ipso facto* the acceptance of the provisions of the Bank's Statutes and the decisions taken in accordance therewith by the authorities of the Bank.

Shareholders are liable to the extent of the nominal amount of their holding only and possess *vis-à-vis* the Bank only such rights as are expressly granted to them by the Statutes. Shareholders of the Bank and their creditors have in particular no right to apply for the sequestration or seizure of the books or assets of the Bank.

2^o Aux fins de déterminer le taux applicable à la *vente* des devises étrangères, aux termes du présent article, on admettra que le montant en drachmes qui représente 1.000 grammes d'or fin, au taux de stabilisation, équivaut à la somme, en cette monnaie étrangère, nécessaire pour acheter 1.000 grammes d'or fin dans ce pays étranger, au taux auquel l'autorité monétaire principale dudit pays est tenue par la loi de vendre de l'or contre des devises, déduction faite d'un montant à fixer par la banque, représentant le prix normal, par 1.000 grammes, du transport de l'or en lingots d'Athènes jusque dans ce pays étranger, ainsi que l'intérêt, et l'assurance sur la valeur de l'expédition pendant le transport.

3^o Aux fins de déterminer le taux applicable à l'*achat* de devises étrangères, aux termes du présent article, on admettra que le montant en drachmes qui représente 1.000 grammes d'or fin, au taux de stabilisation, équivaut à la somme, en cette monnaie étrangère, obtenue par la vente de 1.000 grammes d'or fin dans ce pays étranger, au taux auquel l'autorité monétaire principale est tenue par la loi d'acheter de l'or contre des devises, après addition à cette somme d'un montant, à fixer par la banque, représentant le prix normal, par 1.000 grammes, du transport de l'or en lingots de ce pays étranger à Athènes, ainsi que l'intérêt et l'assurance sur la valeur de l'expédition pendant le transport.

4^o A la date à laquelle les dispositions de la présente loi entreront en vigueur, la banque publiera dans la *Gazette officielle* le nom d'au moins un pays étranger à étalon-or, aux fins de l'alinéa 1^{er} du présent article. La banque publiera également toutes additions ou modifications apportées à la liste des pays étrangers à étalon-or, auxquels doit s'appliquer l'alinéa 1^{er} du présent article. La banque devra également fixer, de temps à autre, les taux d'équivalence conformément aux dispositions des alinéas 2 et 3, et fera insérer à la *Gazette officielle* les taux ainsi fixés.

Article 6.

Le siège principal de la banque est établi à Athènes.

La banque est autorisée à créer des succursales ou des agences, et à nommer des agents en tout lieu du territoire hellénique. Elle peut également ouvrir des agences ou nommer des agents à l'étranger, dans un ou plusieurs des pays à étalon-or visés à l'article 5 (4).

Article 7.

Les présents statuts peuvent être modifiés par une résolution d'une assemblée générale des actionnaires, confirmée par une loi.

TITRE II. — CAPITAL ET RÉSERVES.

Article 8.

Le capital-actions de la banque est de 400 millions de drachmes, divisé en 80.000 actions de 5.000 drachmes chacune, qui devront être entièrement libérées. La Banque nationale de Grèce prend la totalité du capital-actions, ainsi qu'il est prévu à l'article 2 de la Convention conclue entre le gouvernement et la Banque nationale de Grèce et à laquelle les présents statuts sont annexés.

Les actions de la Banque sont nominatives. Le transfert des actions s'effectuera par une inscription à cet effet dans un registre spécial et il sera délivré pour chaque transfert un nouveau certificat de propriété.

Le transfert sera signé par la personne qui effectue le transfert ou son avoué, et par le gouverneur de la banque.

Tout actionnaire, quelle que soit sa résidence, élira Athènes comme domicile pour ses rapports, en tant qu'actionnaire, avec la Banque de Grèce ; tout actionnaire est soumis à la législation hellénique et à la juridiction des tribunaux d'Athènes. La propriété d'un certificat d'action implique *ipso facto* l'acceptation des dispositions des statuts de la banque, ainsi que les décisions prises conformément auxdits statuts, par les autorités de la banque.

Les actionnaires ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant nominal des actions qu'ils détiennent et ne possèdent vis-à-vis de la banque que les droits qui leur sont expressément reconnus par les statuts. Notamment, les actionnaires de la banque et leurs créanciers ne possèdent, dans aucun cas, le droit de demander la mise sous séquestre ou la saisie de la comptabilité ou des avoirs de la banque.

The State and State undertakings shall not directly or indirectly hold shares of the Bank amounting in the aggregate of such holdings to more than one-tenth of the nominal issued capital.

Article 9.

The capital of the Bank may be increased by the Board of Directors, subject to the approval of the Government. Every such increase shall be fully paid up and the price at which such further shares shall be issued and the manner of issue shall be fixed by the Board of Directors with the like sanction.

Article 10.

The General Reserve Fund (and Special Reserve Funds if any) shall be built up out of the annual net profits as provided for in Article 71. Appropriations to the General Reserve Fund may be suspended whenever it amounts to or exceeds the paid-up capital of the Bank.

PART III. — GENERAL MEETINGS OF SHAREHOLDERS.

Article 11.

The General Meeting of the shareholders as constituted by the provisions of these Statutes is the supreme authority of the Bank and represents the whole body of the shareholders. Its decisions are binding upon all shareholders, including those absent from or disqualified from attending a meeting, or dissentient from the decisions taken thereat.

Article 12.

General Meetings shall be held as follows :

- (a) A General Meeting shall be held regularly once in every year not later than the month of April.
- (b) Extraordinary general meetings shall be held as often as may be required.

General meetings and extraordinary general meetings shall be convened by the Board of Directors. Upon the request in writing of duly qualified shareholders representing at least one-quarter of the share capital, the Board shall call an extraordinary general meeting which shall take place within thirty days from the receipt of such request. Every such demand shall be accompanied by the motions which are to be submitted to the meeting and by a statement of arguments in support of them.

The notice calling a General Meeting, specifying place, date, time and agenda, shall be displayed in a prominent position in the Offices of the Bank and shall be published in the *Official Gazette* and such newspapers as the Board of Directors may decide. Not less than twenty-one days' notice shall be given of any General Meeting.

In the case of the Annual General Meeting, copies of the annual report shall be obtainable by shareholders at all the Offices of the Bank.

Article 13.

Every shareholder who has been inscribed as such in the books of the Bank for not less than three months and who owns at least five shares shall be entitled to speak and vote at any General Meeting. Five shares shall confer upon their holder the right of one vote, subject to the proviso that no one shareholder is entitled to more than fifty votes in his own name. As proxy for other shareholders, he may have the right to cast further votes not exceeding fifty. In case of a joint holding, only one shareholder will be permitted to attend the general meetings of shareholders.

L'Etat et les entreprises d'Etat ne devront pas, soit directement, soit indirectement, détenir des actions de la banque pour un montant représentant, au total, plus d'un dixième du capital nominal émis.

Article 9.

Le capital de la banque peut, sous réserve de l'approbation du gouvernement, être augmenté par le Conseil d'administration. Toute augmentation ainsi décidée devra être entièrement versée et le cours auquel les nouvelles actions seront émises, ainsi que les conditions d'émission, seront fixées par le conseil d'administration, également avec l'approbation du gouvernement.

Article 10.

Le Fonds général de réserve (et, le cas échéant, les fonds spéciaux de réserve) sera constitué par prélèvements sur les bénéfices nets annuels, conformément aux dispositions de l'article 71. Les affectations au fonds général de réserve pourront être suspendues si celui-ci est égal ou supérieur au capital versé de la banque.

TITRE III. — ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DES ACTIONNAIRES.

Article 11.

L'assemblée générale des actionnaires telle qu'elle est constituée par les dispositions des présents statuts, forme l'autorité suprême de la banque et représente l'ensemble des actionnaires. Ses décisions lient tous les actionnaires, y compris ceux qui sont absents, ceux qui ne sont pas qualifiés pour assister à l'assemblée, ou qui ne se sont pas ralliés aux décisions prises par l'assemblée.

Article 12.

Les assemblées générales ont lieu comme suit :

- a) Une assemblée générale annuelle a lieu régulièrement une fois par an, au plus tard au mois d'avril.
- b) Il est convoqué des assemblées générales extraordinaires aussi souvent qu'il en est besoin.

Les assemblées générales et les assemblées générales extraordinaires sont convoquées par le Conseil d'administration. Sur la demande écrite d'actionnaires dûment qualifiés, représentant au moins un quart du capital-actions, le conseil d'administration convoquera une assemblée générale extraordinaire, qui se tiendra dans les trente jours suivant la réception de ladite demande. Toute demande de cette nature devra être accompagnée des propositions qui seront soumises à l'assemblée, avec exposé des motifs à l'appui.

L'avis de convocation d'une assemblée générale, spécifiant le lieu, la date, l'heure et l'ordre du jour, sera affichée dans un endroit très visible des bureaux de la banque ; en outre, il sera publié dans la *Gazette officielle* et dans les journaux que le conseil d'administration désignera. La publication devra avoir lieu vingt et un jours au moins avant la date de l'assemblée générale.

Dans le cas de l'assemblée générale annuelle, les actionnaires devront pouvoir obtenir des exemplaires du rapport annuel dans tous les bureaux de la banque.

Article 13.

Tout actionnaire inscrit en cette qualité sur les livres de la banque depuis trois mois au moins et possédant au moins cinq actions a le droit de participer aux délibérations et aux votes de toute assemblée générale. Cinq actions confèrent une voix à leur propriétaire, sous réserve qu'aucun actionnaire ne pourra détenir, à son propre nom, plus de cinquante voix. A titre de mandataire d'autres actionnaires, il peut disposer, en outre, d'un nombre de voix ne dépassant pas cinquante. Dans le cas de propriété indivise, un seul actionnaire sera autorisé à assister aux assemblées générales des actionnaires.

Article 14.

The following persons shall not be entitled to exercise the rights of shareholders at General Meetings, individually or by proxy :

- (a) Persons not being Greek subjects ;
- (b) Bankrupts, during the period of the limitation of their rights ;
- (c) Persons who have not fulfilled their obligations towards the Bank, or whose bills in the hands of the Bank have been protested and are unpaid ;
- (d) Persons whose civil or political rights or privileges have been curtailed or withdrawn as a result of conviction for a criminal offence, so long as such curtailment or withdrawal remains in force.

Article 15.

No official or employee of the Bank may represent a shareholder at a General Meeting, except in his capacity as a relative up to the fourth degree inclusive or as a legally appointed trustee or administrator.

Article 16.

Every shareholder is entitled to transfer his right of voting at a General Meeting to some other shareholder by proxy, subject to the limitation of voting power mentioned in Article 13 and to the provisions of Articles 14 and 15.

Article 17.

The Board of Directors shall prescribe the form in which the right of voting shall be given. The proxies must be lodged with the Board of Management not less than seven days before the Meeting.

Article 18.

At General Meetings the chair shall be taken by a shareholder chosen by the meeting. In case of an equality of votes, the Chairman shall have a second or casting vote.

Article 19.

The Annual General Meeting shall alone be competent to deal with the following matters :

- (a) Approval of the annual report ;
- (b) Approval of the balance sheet upon the report of the Auditors ;
- (c) Appropriations to reserve and other special funds ; the declarations of dividends, and other disposal of profits ;
- (d) The election or removal of members of the Board of Directors and of Auditors, and the fixing of their fees and travelling expenses ;
- (e) The discharge from all personal responsibility of members of the Board of Directors and of Auditors. The voting on this question shall not be by secret ballot and each shareholder present shall be called upon separately for his vote ;
- (f) Proposals to amend these Statutes, except increase of capital (Article 9) ; such proposals to be submitted to Parliament through the Government ;
- (g) Motions on other matters proposed to the meeting by the Board of Directors or shareholders.

Subject to the provisions of these Statutes, the General Meeting will decide upon its own method of procedure.

Article 14.

Les personnes spécifiées ci-dessous ne peuvent exercer, soit personnellement, soit par procuration, des droits d'actionnaires aux assemblées générales :

- a) Les personnes qui ne sont pas des ressortissants helléniques ;
- b) Les faillis, pendant la période de limitation de leurs droits ;
- c) Les personnes qui n'ont pas rempli leurs obligations envers la banque ou dont les effets, détenus par la banque, ont été protestés et restent impayés ;
- d) Les personnes privées, partiellement ou totalement, de l'exercice de leurs droits ou privilèges civils ou politiques, à la suite d'une condamnation pénale, tant que subsistera cette privation partielle ou totale.

Article 15.

Aucun fonctionnaire ou employé de la banque ne peut représenter un actionnaire à une assemblée générale, sauf en sa qualité de parent, jusqu'au quatrième degré inclusivement, ou de tuteur ou administrateur légalement désigné.

Article 16.

Tout actionnaire a le droit de déléguer, par procuration, à un autre actionnaire son droit de vote à une assemblée générale, sous réserve de la limitation du nombre de voix mentionné à l'article 13, ainsi que des dispositions des articles 14 et 15.

Article 17.

Le Conseil d'administration prescrit la forme dans laquelle s'effectue la délégation du droit de vote. Les procurations doivent être remises au conseil de direction sept jours au moins avant la date de l'assemblée.

Article 18.

La présidence des assemblées générales est assumée par un actionnaire élu par l'assemblée. En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Article 19.

L'assemblée générale annuelle est seule compétente pour régler les questions suivantes :

- a) Approbation du rapport annuel ;
- b) Approbation du bilan, sur le rapport des contrôleurs des comptes ;
- c) Affectations au fonds de réserve et autres fonds spéciaux ; déclaration des dividendes et autres affectations des bénéfices ;
- d) Election ou exclusion des membres du conseil d'administration et des contrôleurs des comptes et fixation de leurs indemnités et de leurs frais de voyage ;
- e) Décharge de toute responsabilité personnelle des membres du conseil d'administration, et des contrôleurs des comptes. Le vote sur cette question n'aura pas lieu au scrutin secret et chaque actionnaire présent sera appelé nominalement à voter ;
- f) Propositions d'amendements aux présents statuts, à soumettre au Parlement par l'intermédiaire du gouvernement, sauf en cas d'augmentation du capital (article 9) ;
- g) Motions sur d'autres questions, présentées à l'assemblée par le conseil d'administration ou par des actionnaires.

Sous réserve des dispositions des présents statuts, l'assemblée générale fixe elle-même sa procédure.

PART IV. — ADMINISTRATION.

I. BOARD OF DIRECTORS.

Article 20.

The general conduct of the affairs of the Bank shall be entrusted to a Board of Directors responsible to the General Meeting. The Board shall be entitled to take all decisions and exercise all powers within the limits of the Statutes which are not specially reserved to the General Meeting.

Article 21.

The Board shall consist of the Governor, the Deputy Governor and nine Directors. At least three of the Directors shall be well versed and actively engaged in industrial or commercial matters, and three shall have experience in agricultural affairs.

The Governor and Deputy Governor shall be elected as provided in Article 29.

The Directors shall be elected by the General Meeting for three years. The First Board of Directors of the Bank shall be appointed by the Government in agreement with the National Bank of Greece and shall retire at the Annual General Meeting in 1929. Of the directors chosen at that Annual General Meeting, three shall serve until the General Meeting in 1930, three until the General Meeting in 1931 and three until the General Meeting in 1932. The decision as to which directors shall retire in one, two or three years respectively shall be taken by lot.

Directors shall be eligible for re-election.

Article 22.

All shareholders of the Bank shall be eligible as Directors with the following exceptions :

- (1) Members of the Government or officials of the Government or of State Institutions and Undertakings ;
- (2) Members of Parliament ;
- (3) Directors, officers or employees of other Banks ;
- (4) Any person whose status comes within the definitions of Article 14.

No two or more persons who are associated together in a business or connected with each other by relationship up to the third degree inclusive may at one and the same time be Governors and/or Directors of the Bank.

In the event of a vacancy occurring among the Directors in the course of the year between two Annual General Meetings, the Board shall appoint a substitute Director to hold office until the next Annual General Meeting.

The Governor, Deputy Governor and Directors shall, on taking up office, take oath strictly and faithfully to observe the provisions of these Statutes, to promote the welfare of the Bank in all respects, to devote themselves honourably and assiduously to the administration of the Bank's business, and to observe secrecy with regard to the Bank's transactions. The Governor and Deputy Governor shall take oath before the President of the Republic and the Directors before the Governor at a meeting of the Board of Directors.

Article 23.

During his term of office, every Director must hold registered in his name not less than twenty-five shares of the Bank.

Article 24.

If the Governor, Deputy Governor or any Director be guilty of a breach of these Statutes, divulge secrets regarding the Bank's affairs, or abuse his position for private or business purposes, a General Meeting of shareholders shall have the right to remove him from office.

TITRE IV. — ADMINISTRATION.

I. CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Article 20.

La conduite générale des affaires de la banque est confiée à un conseil d'administration responsable envers l'assemblée générale. Le conseil d'administration est autorisé, dans les limites des statuts, à prendre toutes les décisions et à exercer tous les pouvoirs, qui ne sont pas spécialement réservés à l'assemblée générale.

Article 21.

Le conseil se compose du gouverneur, du gouverneur adjoint et de neuf administrateurs. Trois au moins des administrateurs doivent être très versés et activement engagés dans les questions industrielles et commerciales ; trois administrateurs doivent avoir l'expérience des affaires agricoles.

Le gouverneur et le gouverneur adjoint sont élus dans les conditions prévues à l'article 29.

Les administrateurs sont élus pour trois ans par l'assemblée générale. Le premier conseil d'administration de la banque sera nommé par le gouvernement, d'accord avec la Banque nationale de Grèce, et se retirera à l'assemblée générale annuelle de 1929. Parmi les administrateurs élus à ladite assemblée, trois resteront en fonctions jusqu'à l'assemblée générale de 1930, trois jusqu'à l'assemblée générale de 1931 et trois jusqu'à l'assemblée générale de 1932. La désignation des administrateurs qui sortiront après un an, deux ans ou trois ans respectivement, s'effectuera par tirage au sort.

Les administrateurs sortants peuvent être réélus.

Article 22.

Tous les actionnaires de la banque peuvent être élus administrateurs, sauf les exceptions suivantes :

- 1^o Les membres du gouvernement, ou les fonctionnaires du gouvernement, ou ceux des institutions et entreprises d'Etat ;
- 2^o Les membres du Parlement ;
- 3^o Les administrateurs, hauts fonctionnaires ou employés d'autres banques ;
- 4^o Toute personne dont le statut rentre dans la définition de l'article 14.

Deux ou plusieurs personnes, associées dans une même entreprise commerciale ou ayant entre elles des liens de parenté jusqu'au troisième degré inclusivement, ne pourront en même temps être gouverneurs et/ou administrateurs de la banque.

Au cas où une vacance se produirait parmi les administrateurs au cours de l'année comprise entre deux assemblées générales annuelles, le conseil d'administration nommera un administrateur suppléant qui restera en fonctions jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle.

Le gouverneur, le gouverneur adjoint et les administrateurs devront, à leur entrée en fonctions, s'engager sous serment à observer strictement et loyalement les dispositions des présents statuts, à contribuer à la prospérité de la banque à tous égards, à se consacrer avec zèle et conscience à la gestion des affaires de la banque et à observer le secret professionnel en ce qui concerne les transactions de la banque. Le gouverneur et le gouverneur adjoint prêteront serment devant le Président de la République, et les administrateurs devant le gouverneur, à une réunion du conseil d'administration.

Article 23.

Durant son mandat, tout administrateur doit être possesseur d'au moins vingt-cinq actions de la Banque, enregistrées à son nom.

Article 24.

Au cas où le gouverneur ou un administrateur se rendrait coupable de violation des dispositions des présents statuts, divulguerait des secrets relatifs aux affaires de la banque ou abuserait de sa situation pour des fins privées ou commerciales, une assemblée générale des actionnaires aurait le droit de le relever de ses fonctions d'administrateur.

Article 25.

The membership of Directors shall be honorary. Their fees and travelling expenses connected with the exercise of their duties as Directors shall be sanctioned by a General Meeting of shareholders.

Article 26.

The Governor or, in his absence, the Deputy Governor shall summon meetings of the Board Directors as often as may be required, but not less frequently than once a month, and shall take the chair at these meetings. A quorum shall be constituted when not less than six members are present. Decisions shall be adopted by a simple majority of the votes of the members present. In the case of an equality of votes, the Chairman shall have a second or casting vote.

The Minutes of the Directors' meetings shall contain the names of those present and a record of any decisions taken.

The Minutes shall be signed by the Chairman of the meeting and a member of the Board.

Article 27.

The following matters shall be reserved to the decision of the Board of Directors :

- (a) Rates of discount and interest ;
- (b) General conditions and dimensions of the classes of business authorised in Article 55 ;
- (c) Eligibility of applicants for accommodation by way of discounts or advances and the sanctioning of the credit limits proposed by the Governor for such accommodation ;
- (d) The sanctioning of renewal bills, the renewal of advances for fixed periods and the periodical review (not less than once every three months) of all credits, discounts and advances ;
- (e) The discount of bills in the circumstances referred to in Article 43 ;
- (f) The appointment or dismissal of managers, on the proposal of the Governor, and the general internal organisation of the Bank ;
- (g) The appointment of the members of the Discount Committees at the Head Office and at the branches, and the fixing of their travelling expenses ;
- (h) The issuing of regulations for a clearing-house conducted in the Bank (Article 55 (15)) ;
- (i) Questions connected with the acquisition of immovable property required for the business of the Bank and the temporary acquisition and sale of similar property under Article 58 ;
- (k) Writing-down of the Bank's assets ;
- (l) The appointment of foreign correspondents and the fixing of the maximum amounts of the funds which may be held by them for account of the Bank as well as the limit of credit facilities by way of discounts or loans to be granted to them ;
- (m) Questions concerning the design, text, material, denominations and supply of bank notes, their withdrawal and cancellation, and the terms under which mutilated notes may be paid ; the design, text and denominations shall, however, be fixed in agreement with the Minister of Finance ;
- (n) Questions regarding the liquidation of bankrupt enterprises and of debts due to the Bank ;
- (o) The opening or closing of branches and agencies of the Bank ;
- (p) The agenda for General Meetings ;
- (q) The signatures binding upon the Bank ;
- (r) The approval of the annual report and balance sheet to be submitted to the Annual General Meeting.

Subject to the provisions of these Statutes, the Board of Directors will decide upon its own method of procedure and may form itself into Committee to consider or decide upon such matters as may be entrusted to them by the Board.

Article 25.

Les fonctions des administrateurs sont honoraires. Leurs indemnités et tous frais de déplacement afférents à leurs fonctions d'administrateurs seront fixés par une assemblée générale des actionnaires.

Article 26.

Le gouverneur, ou, à son défaut, le gouverneur adjoint, convoque des réunions du conseil d'administration aussi souvent que cela est nécessaire, mais au moins une fois par mois, et il préside ces réunions. Le quorum est constitué par la présence de six membres au moins. Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents. En cas de partage égal des voix, le président a voix prépondérante.

Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration contiendront le nom des présents et mentionneront toutes les décisions prises.

Les procès-verbaux seront signés par le président de la réunion et par un membre du conseil.

Article 27.

Les questions suivantes sont réservées à la décision du conseil d'administration :

- a) Taux d'escompte et d'intérêt ;
- b) Conditions générales et importance des catégories d'opérations autorisées à l'article 55 ;
- c) Examen de la solvabilité de personnes ou de maisons de commerce sollicitant des escomptes ou des avances et approbation des limites de crédit, proposées par le gouverneur ou le conseil de direction, pour lesdits escomptes ou avances ;
- d) Approbation de renouvellement d'effets, renouvellement d'avances pour des périodes fixées, et revision périodique (au moins tous les trois mois) de tous les crédits, escomptes et avances ;
- e) Escompte d'effets dans les conditions mentionnées à l'article 43 ;
- f) Nomination ou congédiement de directeurs sur la proposition du gouverneur et organisation intérieure générale de la banque ;
- g) Nomination des membres des comités d'escompte au siège principal et dans les succursales, et fixation de leurs frais de déplacement ;
- h) Publication de règlements applicables à une chambre de compensation dirigée par la banque (article 55 (15)) ;
- i) Questions relatives à l'achat de propriétés immobilières nécessaires pour le fonctionnement de la banque, ainsi qu'à l'acquisition temporaire et à la vente de propriétés de cette nature, conformément à l'article 58 ;
- k) Amortissement des actifs de la banque ;
- l) Nomination de correspondants à l'étranger et fixation du montant maximum des fonds qui peuvent être détenus par eux au compte de la banque, ainsi que de la limite des facilités de crédit qui peuvent leur être accordées par voie d'escompte ou de prêt ;
- m) Questions concernant la forme, le texte, la matière, la valeur nominale et l'émission de billets de banque, leur retrait et leur annulation, ainsi que les conditions d'échange des billets mutilés ; toutefois, la forme, le texte et la valeur nominale des billets seront fixés d'un commun accord avec le ministre des Finances ;
- n) Questions relatives à la liquidation des entreprises en faillite et des dettes vis-à-vis de la banque ;
- o) Ouverture ou fermeture de succursales et d'agences de la banque ;
- p) Ordre du jour des assemblées générales ;
- q) Signatures engageant la banque ;
- r) Approbation du rapport annuel et du bilan, à soumettre à l'assemblée générale annuelle.

Sous réserves des dispositions des présents statuts, le conseil d'administration fixe lui-même sa procédure et peut se constituer en comités chargés d'examiner ou de trancher les questions qui leur seraient confiées par le conseil.

2. EXECUTIVE COMMITTEE.

Article 28.

If, in affairs reserved to the decision of the Board of Directors, a decision becomes urgent, such decision may be taken by an Executive Committee consisting of the Governor, the Deputy Governor and two other members of the Board. The meetings of this Committee will be called by the Governor or, in his absence, the Deputy Governor, and a quorum shall be constituted when not less than three members are present, provided that if only three members are present the decisions of the Committee must be unanimous. All decisions taken shall be recorded in Minutes and be submitted to the Board of Directors for confirmation at its next session.

3. THE GOVERNORS.

Article 29.

The Governor and Deputy Governor shall be elected by the General Meeting for a period of five years, shall devote their whole time to the affairs of the Bank, and shall receive such salary and allowances respectively as may be determined by the Board of Directors, provided that the Governors shall not be remunerated by any form of a commission (*tantième*), or share in profits reckoned on the earnings of the Bank. The election of the Governor must receive the approval of the Government. The first Governor and Deputy Governor of the Bank shall be appointed irrevocably for five years by the Government in agreement with the National Bank of Greece. Both the Governor and the Deputy Governor shall be eligible for re-election.

Article 30.

The Governor or, in his absence, the Deputy Governor shall take the chair at meetings of the Board of Directors and Board of Management. Should both Governors be unable to be present, the chair at meetings of the Board of Directors shall be taken by a member of the Board selected for the purpose by the Board and, at meetings of the Board of Management, by the General Manager.

Article 31.

The Governor shall, on behalf of the Board of Directors, be in permanent control of the administration of the Bank's assets and general business, taking decisions in all cases not specially reserved to the Board or governed by regulations which they have issued.

Article 32.

The Governor may delegate any of his functions to the Deputy Governor, who in any case shall take the place of the Governor during the latter's absence for any reason.

Article 33.

The clerical Staff of the Bank, with the exception of the Managers, shall be appointed and may be dismissed by the Governor on the proposal of the Board of Management.

Article 34.

During their term of office, the Governor and Deputy Governor must each hold registered in his name not less than fifty shares of the Bank.

2. COMITÉ EXÉCUTIF.

Article 28.

Si, dans les affaires réservées à la décision du conseil d'administration, une décision devient urgente, elle peut être prise par un comité exécutif composé du gouverneur, du gouverneur adjoint et de deux autres membres du conseil. Les réunions de ce comité sont convoquées par le gouverneur ou, à son défaut, par le gouverneur adjoint et le quorum est constitué par la présence de trois membres au moins. Toutefois, si trois membres seulement sont présents, les décisions du comité doivent être prises à l'unanimité. Toutes les décisions prises doivent être enregistrées dans un procès-verbal et soumises pour confirmation au conseil d'administration lors de la réunion suivante.

3. LES GOUVERNEURS.

Article 29.

Le gouverneur et le gouverneur adjoint sont élus par l'assemblée générale pour une période de cinq ans ; ils doivent consacrer tout leur temps aux affaires de la banque et reçoivent respectivement les traitements et indemnités fixés par le conseil d'administration ; toutefois, les gouverneurs ne doivent pas recevoir de rémunération sous la forme de tantièmes, ou de participation aux bénéfices, calculée d'après les profits de la banque. L'élection du gouverneur doit être approuvée par le gouvernement. Toutefois, le premier gouverneur et le premier gouverneur adjoint de la banque seront nommés irrévocablement pour cinq ans par le gouvernement, d'accord avec la Banque nationale de Grèce. Le gouverneur et le gouverneur adjoint sortants peuvent être réélus.

Article 30.

Le gouverneur ou, à son défaut, le gouverneur adjoint, assume la présidence des réunions du conseil d'administration et du conseil de direction. Si les deux gouverneurs sont dans l'impossibilité d'être présents, la présidence des réunions du conseil d'administration est assumée par un membre du conseil, choisi à cet effet par le conseil d'administration ; la présidence des réunions du conseil de direction est assumée par le directeur général.

Article 31.

Le gouverneur assure, au nom du conseil d'administration, le contrôle permanent de la gestion des avoirs et des affaires générales de la banque, en prenant des décisions dans tous les cas qui ne sont pas expressément réservés au conseil ou régis par des règlements émanant du conseil.

Article 32.

Le gouverneur peut déléguer l'une quelconque de ses fonctions au gouverneur adjoint qui, de toute façon, remplace le gouverneur en cas d'absence de ce dernier, pour quelque raison que ce soit.

Article 33.

Le personnel de la banque, à l'exception des directeurs, est nommé et peut être congédié par le gouverneur sur la proposition du conseil de direction.

Article 34.

Durant leur mandat, le gouverneur et le gouverneur adjoint doivent être possesseurs d'au moins cinquante actions de la banque, enregistrées à leurs noms respectifs.

Article 35.

The Governor and Deputy Governor shall not engage in any business for their own account. No bills or notes signed by them shall be accepted for discount or as guarantee for an advance granted by the Bank.

4. BOARD OF MANAGEMENT.

Article 36.

A Board of Management shall be formed to ensure that uniformity of policy and procedure may be secured throughout the various Departments of the Bank. It shall consist of the Governor, Deputy Governor, General Manager, and the managers.

The Board shall meet at least once a week.

Article 37.

The Board of Management shall make a detailed report every month to the Board of Directors regarding the business and the position of the Bank, in particular as regards discounts and advances, and shall submit its opinion on all matters referred to it by the Board of Directors.

PART V. — STAFF OF THE BANK.

Article 38.

The clerical staff of the Bank, with the exception of the managers, shall be appointed and may be dismissed by the Governor on the proposal of the Board of Management.

The Bank's managers and employees shall be pledged to secrecy with regard to all transactions and business of the Bank.

The managers and employees of the Bank shall receive their salaries, pensions, or any other remuneration on terms laid down by the Board of Directors, provided that the managers and employees shall not be remunerated by any form of a commission (*tantième*) or share in profits reckoned on the earnings of the Bank.

Article 39.

Neither the managers nor any other officials or employees of the Bank shall be allowed to engage in business for their own account. No bills or notes signed by them shall be accepted for discount or as guarantee for an advance granted by the Bank.

PART VI. — DISCOUNT COMMITTEES.

Article 40.

Discount Committees shall be created for the purpose of scrutinising all bills presented for discount or as security for advances. A written declaration shall be made by each member of a Committee on appointment that he will carry out his duties with strict impartiality. No member of a Discount Committee shall express an opinion or give a vote upon bills with which he is in any way connected, and while such bills are under scrutiny he shall leave the meeting.

The proceedings of the Committees shall be confidential.

Decisions upon the acceptance or rejection of bills shall be adopted by a simple majority of votes, the Chairman having a second or casting vote in cases of equality of votes.

Article 35.

Le gouverneur et gouverneur adjoint ne doivent exercer aucune activité commerciale pour leur propre compte. Aucun effet ou billet signé par eux ne sera accepté à l'escompte ou comme garantie d'une avance accordée par la banque.

4. CONSEIL DE DIRECTION.

Article 36.

Il sera constitué un conseil de direction chargé d'assurer l'uniformité de politique et de procédure dans les divers départements de la banque. Ce conseil se composera du gouverneur, du gouverneur adjoint, du directeur général et des directeurs.

Le conseil de direction se réunira au moins une fois par semaine.

Article 37.

Le conseil de direction présente tous les mois au conseil d'administration un rapport détaillé sur les transactions et la situation de la banque, notamment en ce qui concerne les escomptes et les avances, et il donne son avis sur toutes les questions dont il est saisi par le conseil d'administration.

TITRE V. — PERSONNEL DE LA BANQUE.

Article 38.

Le personnel de la banque, à l'exception des directeurs, est nommé et peut être révoqué par le gouverneur, sur la proposition du conseil de direction.

Les directeurs et employés de la banque sont tenus d'observer le secret en ce qui concerne toutes les transactions et opérations de la banque.

Les directeurs et employés de la banque reçoivent leurs traitements, retraites ou autres rémunérations, dans les conditions établies par le conseil d'administration ; toutefois, les directeurs et employés ne recevront pas de rémunération sous la forme de tantièmes ou de participation aux bénéfices, calculée d'après les profits de la banque.

Article 39.

Ni les directeurs ni les autres fonctionnaires supérieurs ou employés de la banque ne sont autorisés à se livrer à des opérations commerciales pour leur propre compte. Les effets ou billets signés par eux ne seront pas acceptés à l'escompte ou comme garantie d'une avance accordée par la banque.

TITRE VI. — COMITÉS D'ESCOMPTE.

Article 40.

Il sera créé des comités d'escompte pour examiner tous les effets présentés à l'escompte ou en garantie d'avances. Chacun des membres d'un comité devra, lors de son entrée en fonction, s'engager, par une déclaration écrite, à s'acquitter de sa tâche avec une rigoureuse impartialité. Aucun des membres d'un comité d'escompte ne peut exprimer un avis ou voter sur des effets auxquels il est intéressé d'une manière quelconque, et pendant l'examen desdits effets il quittera la salle de réunion.

Les débats des comités sont confidentiels.

Les décisions relatives à l'acceptation ou au refus des effets seront prises à la majorité simple, le président ayant voix prépondérante en cas de partage égal des voix.

Article 41.

Discount Committees shall be appointed by the Board of Directors for the Head Office and for branches which are authorised to carry on independent discount operations and shall consist of such number of persons as the Board may decide. The members of these Committees shall be familiar with the commercial, industrial and agricultural conditions of the areas with which they are concerned.

A quorum shall be constituted as decided by the Board of Directors.

Members of Discount Committees shall be appointed for two years and shall not be eligible for immediate reappointment. On the first occasion when appointments are made to any such Committee, one-half of the members shall be chosen by lot to retire after the expiration of one year.

Membership of the Committees shall be honorary. Members' expenses incurred in the exercise of their duties shall be sanctioned by the Board of Directors.

Relatives, up to the third degree inclusive, partners or agents of members of the Board of Directors shall not be eligible for appointment to a Discount Committee: nor any person who comes within the definitions of Article 14.

Article 42.

The Chairman of the Discount Committee at the Head Office shall be the manager in charge of the relevant department or, in his absence, some other member of the Board of Management. At the branches, the branch manager shall take the chair at meetings of the Discount Committee.

Article 43.

The Bank shall not be bound to discount bills accepted as suitable by the Discount Committee. Any such decision reversing that of a Discount Committee shall be taken by the Board of Management.

Bills rejected by the Discount Committee may none the less be discounted provided that on each such occasion the bills be approved by a three-quarters majority vote of a meeting of the Board of Directors.

PART VII. — AUDITORS.

Article 44.

The first General Meeting and subsequently the Annual General Meeting shall elect three qualified persons and two substitutes as Auditors to examine and report upon the balance sheet of the Bank to be presented at the next Annual General Meeting, and shall fix their fees. No Director or other officer of the Bank shall be eligible during his continuance in office.

The Auditors are entitled to obtain any explanation or information they may require from the Governors or managers and to examine the Bank's books and documents. The Auditors shall make a report to the shareholders upon the annual balance sheet and accounts, and in every such report they shall state whether, in their opinion, the balance sheet is a full and fair balance sheet containing all necessary particulars and properly drawn up so as to exhibit a true and correct view of the state of the Bank's affairs, and, in case they have called for any explanation or information from the Governors or managers, whether it has been given and whether it is satisfactory. Any such report made to the shareholders shall be read at the Annual General Meeting.

Auditors may, at the expense of the Bank, employ accountants or other persons to assist them in investigating the accounts of the Bank.

Apart from the giving of information to the General Meeting, Auditors and their assistants shall preserve strict secrecy in regard to the affairs of the Bank.

Article 41.

Le Conseil d'administration nommera des comités d'escompte pour le siège principal et pour les succursales autorisées à effectuer des opérations indépendantes d'escomptes; ces comités comprendront le nombre de personnes fixé par le conseil d'administration. Les membres de ces comités devront être informés de la situation commerciale, industrielle et agricole des régions dont ils ont à s'occuper.

Le quorum est constitué dans les conditions fixées par le conseil d'administration.

Les membres des comités d'escompte sont nommés pour deux ans et ne sont pas immédiatement rééligibles. Lorsque l'on désignera, pour la première fois, les membres d'un comité de ce genre, la moitié des membres, désignés par le sort, se retirera à l'expiration d'une année.

Les fonctions des membres des comités d'escompte sont honoraires, les dépenses encourues par les membres des comités d'escompte dans l'exercice de leurs fonctions doivent être approuvées par le conseil d'administration.

Les proches parents, jusqu'au troisième degré inclusivement, les associés ou les agents des membres du conseil d'administration ne pourront être nommés membres d'un comité d'escompte; la même interdiction s'applique à toute personne rentrant dans les catégories spécifiées à l'article 14.

Article 42.

Le président du comité d'escompte, au siège principal, est le directeur du Service de l'escompte ou, en son absence, un autre membre du conseil de direction. Dans les succursales, le directeur de la succursale préside les réunions du comité d'escompte.

Article 43.

La banque n'est pas tenue d'escompter les effets acceptés par le comité d'escompte. Pareille décision contraire à la décision d'un comité d'escompte devra être prise par le conseil de direction.

Les effets refusés par le comité d'escompte pourront néanmoins être escomptés, sous réserve, dans chaque cas, de l'approbation, à la majorité des trois quarts, du conseil d'administration.

TITRE VII. — CONTRÔLEURS DES COMPTES.

Article 44.

La première assemblée générale et, par la suite, l'assemblée générale annuelle élira comme contrôleurs des comptes, trois personnes qualifiées et deux suppléants en vue d'examiner le bilan de la banque qui doit être soumis à l'assemblée générale ordinaire suivante et de présenter un rapport à ce sujet; les mêmes assemblées fixeront les émoluments des contrôleurs des comptes. Ni les administrateurs ni les hauts fonctionnaires de la banque ne seront éligibles tant que dureront leur fonctions.

Les contrôleurs sont autorisés à demander aux gouverneurs ou aux directeurs tous renseignements ou explications dont ils peuvent avoir besoin, et à prendre connaissance des livres et documents de la banque. Les contrôleurs des comptes feront rapport aux fonctionnaires sur le bilan et les comptes annuels; dans ce rapport, ils indiqueront si, à leur avis, le bilan constitue un bilan complet et sincère, contenant tous les renseignements nécessaires, et convenablement établi de façon à donner un tableau exact et véridique de la situation des affaires de la banque; si les contrôleurs ont demandé aux gouverneurs et aux directeurs des explications ou des renseignements, ils indiqueront si ces explications ou renseignements leur ont été fournis et s'ils sont satisfaisants. Il sera donné lecture à l'assemblée générale annuelle du rapport adressé par les contrôleurs aux actionnaires.

Les contrôleurs des comptes peuvent employer, aux frais de la banque, des comptables ou d'autres personnes pour les aider à examiner les comptes de la banque.

En dehors des renseignements fournis à l'assemblée générale, les contrôleurs des comptes et leurs assistants doivent observer un secret rigoureux en ce qui concerne les affaires de la banque.

PART VIII. — RELATIONS WITH THE STATE.

Article 45.

The Government shall entrust the Bank with all their money, remittance, exchange and banking transactions in Greece and elsewhere, and, in particular, all banking accounts and balances of the State, including the accounts of State undertakings, shall be kept at the Bank.

No interest shall be paid by the Bank on such accounts, except that the Bank may pay on funds held abroad interest at a rate lower by not less than one per cent per annum than the average rate earned by the Bank on such funds.

The Bank shall receive and disburse State monies and keep accounts thereof in accordance with instructions from the competent State authorities and without remuneration for such services. The responsibility of the Bank in regard to these funds shall be limited to the exact execution of the instructions received by them.

The Bank shall be entrusted with the issue and management of all internal State debt, upon such terms and conditions as may be agreed upon.

Article 46.

The Bank shall not grant accommodation to the State, or State undertakings, directly or indirectly by way of discounts, loans, advances or overdrafts otherwise than is provided in Article 55 (11). Neither shall the Bank guarantee Treasury bills or other obligations of the State or State undertakings.

Article 47.

The Minister of Finance may nominate a Government Commissioner who shall have the right to attend all General Meetings, and meetings of the Board of Directors, but not to vote. The salary of the Government Commissioner shall be paid by the State.

The Commissioner shall have the right to protest against any decision of the General Meeting or Board of Directors which he considers to be contrary to these Statutes or other Laws of the State. Any such protest, if concurred in by the Minister of Finance within two days, shall have the force of a suspensive veto until the question in dispute has been decided by a Commission of three persons, to be named within seven days on a request to that effect being made either by the Bank or the Government Commissioner, and to report within seven days of nomination. The Commission shall be composed of one nominee of the Government, one nominee of the Board of Directors and a Chairman who shall be chosen by the Government and the Bank jointly or who, failing an agreement between these parties, shall be the President of the Cour de Cassation.

Article 48.

Neither at the Head Office nor at the branches of the Bank shall any representative of the Government have access to the books of the Bank except that, for the purpose of the preceding Article, the Government Commissioner may require the Management of the Bank to furnish him with whatever evidence may be necessary to enable him to form his opinions. The Government Commissioner shall observe strict secrecy in regard to the affairs of the Bank.

Article 49.

Any question in dispute between the Government and the Bank other than those leading to a suspensive veto of the Government Commissioner, shall also be settled by arbitration in the same manner as is laid down in Article 47.

TITRE VIII. — RELATIONS AVEC L'ETAT.

Article 45.

Le gouvernement confiera à la banque toutes les transactions de fonds, remises, opérations de change et de banque, effectuées par lui en Grèce et ailleurs et, en particulier, tous les comptes de banque et soldes de l'Etat, y compris les comptes des entreprises d'Etat, seront tenus à la banque.

La banque ne payera pas d'intérêt sur ces comptes ; toutefois, la banque pourra verser, sur les fonds détenus à l'étranger, un intérêt à un taux annuel inférieur d'au moins 1 % au taux moyen perçu par la banque sur lesdits fonds.

La banque acceptera les paiements et effectuera les versements des fonds de l'Etat, et en tiendra la comptabilité conformément aux instructions des autorités officielles compétentes, sans recevoir de rémunération pour ces services. Les responsabilités de la banque, en ce qui concerne ces fonds, se borneront à la stricte exécution des instructions reçues par elle.

La banque sera chargée de l'émission et de la gestion de toute dette intérieure d'Etat, aux conditions qui pourront être convenues.

Article 46.

La banque ne mettra pas de fonds à la disposition de l'Etat ou des entreprises d'Etat, soit directement, soit indirectement, sous forme d'escompte, de prêts, d'avances ou de découverts, si ce n'est dans les conditions prévues à l'article 55 (11). De même, la banque ne pourra garantir des bons du Trésor ou autres obligations de l'Etat ou des entreprises d'Etat.

Article 47.

Le ministre des Finances peut nommer un commissaire du gouvernement, qui aura le droit d'assister, mais non de voter, à toutes les assemblées générales et à toutes les réunions du conseil d'administration. Le commissaire du gouvernement recevra son traitement de l'Etat.

Le commissaire aura le droit de protester contre toutes décisions de l'assemblée générale ou du conseil d'administration qu'il estimerait contraires aux présents statuts ou aux autres lois de l'Etat. Toute protestation de ce genre, si elle est approuvée dans les deux jours par le ministre des Finances, aura force de veto suspensif jusqu'au moment où la question en litige aura été tranchée par une commission de trois membres qui sera désignée, dans un délai de sept jours, sur demande présentée à cet effet soit par la banque, soit par le commissaire du gouvernement et qui devra soumettre un rapport dans un délai de sept jours après sa constitution. La commission sera composée d'un membre désigné par le gouvernement, d'un membre désigné par le conseil d'administration et d'un président choisi d'un commun accord par le gouvernement et la banque ; à défaut de cet accord, la présidence de la commission sera exercée par le président de la Cour de cassation.

Article 48.

Ni au siège principal, ni dans les succursales, les représentants de l'Etat ne pourront prendre connaissance des livres de la banque ; toutefois, aux fins de l'article précédent, le commissaire du gouvernement pourra demander à la direction de la banque de lui fournir la documentation qui pourrait lui être nécessaire pour lui permettre de se former une opinion. Le commissaire du gouvernement sera tenu d'observer un secret rigoureux en ce qui concerne les affaires de la banque.

Article 49.

Toute contestation entre le gouvernement et la banque, autre que celles qui ont provoqué un veto suspensif du commissaire du gouvernement, sera également réglée par arbitrage dans les conditions prévues à l'article 47.

Article 50.

The Bank shall not be subjected to any special regulations of the Government or of its subordinate authorities during the period of its sole privilege of note issue with the exception of those provided for in these Statutes.

PART IX. — ACCOUNTS AND STATEMENTS.

Article 51.

The financial year of the Bank shall begin on January 1st and end on December 31st. At the end of the financial year, the accounts of the Bank shall be submitted for audit to the auditors elected by the Annual General Meeting, as provided in Article 44.

Article 52.

The Bank shall draw up a Return of its assets and liabilities as on the 7th, 15th, 23rd and last day of each month, and publish it not later than a week after these dates, in the form set out in the Annex to these Statutes.

Article 53.

The Bank shall also publish annually, not later than one month before the date of the Annual General Meeting, its balance sheet and profit and loss account as at December 31st of the preceding year.

Article 54.

The Bank shall publish its returns, balance sheet, profit and loss account and other notifications in the *Official Gazette* and in such newspapers as the Board of Directors may decide. A copy of all statements of accounts and notifications and of the annual report shall be sent to the Minister of Finance.

PART X. — BUSINESS OF THE BANK.

Article 55.

The business of the Bank shall be restricted to the following operations. The Bank may :

- (1) Make and issue bank notes.
- (2) Issue demand drafts and bank post bills made payable at the Bank's Head Office or branches. No such drafts or bills drawn by the Bank on itself shall be made payable to Bearer.
- (3) Buy and sell gold coin or bullion.
- (4) Accept money on current or deposit account.
- (5) Discount, purchase or sell inland bills of exchange and promissory notes arising out of *bona-fide* commercial transactions bearing not less than two good signatures and maturing within three months.

The Bank may also discount coupons, maturing within three months, of Bonds issued or guaranteed by the Hellenic Government.

The Bank may further discount, purchase or sell *bona-fide* inland agricultural bills and notes bearing not less than two good signatures and maturing within nine months, provided that this category of bills and notes does not exceed 25 per cent of the total amount of the Bank's portfolio of inland bills and notes acquired under this Section. It is further provided that, within the first three years of the Bank's existence, the rate at which such inland agricultural bills and notes shall be discounted may be a rate not more than 1 per cent below the Bank's official

Article 50.

La banque ne sera soumise à aucun règlement spécial du gouvernement ou des autorités placées sous les ordres de ce dernier, au cours de la période pendant laquelle elle possédera le privilège exclusif de l'émission des billets, en dehors des règlements prévus par les présents statuts.

TITRE IX. — COMPTES ET RELEVÉS.

Article 51.

L'exercice financier de la banque commencera le 1^{er} janvier et se terminera le 31 décembre. A la fin de l'exercice financier, les comptes de la banque seront soumis à la vérification des contrôleurs des comptes, élus par l'assemblée générale annuelle, conformément à l'article 44.

Article 52.

La banque dressera un relevé de son actif et de son passif à la date des 7, 15, 23 et du dernier jour de chaque mois et publiera ledit relevé au plus tard une semaine après ces dates, dans la forme prescrite à l'annexe jointe aux présents statuts.

Article 53.

La banque publiera également tous les ans, au plus tard un mois avant la date de l'assemblée générale ordinaire, son bilan et le compte des profits et pertes, arrêtés au 31 décembre de l'année précédente.

Article 54.

La banque publiera ses relevés, bilan, compte de profits et pertes et autres notifications, dans la *Gazette officielle* et dans les journaux désignés par le conseil d'administration. Copie de tous les relevés de comptes, des notifications et du rapport annuel sera adressée au ministre des Finances.

TITRE X. — OPÉRATIONS DE LA BANQUE.

Article 55.

L'activité de la banque est limitée aux opérations ci-dessous. La banque est autorisée :

- 1^o A fabriquer et à émettre des billets de banque.
 - 2^o A émettre des billets à vue et des mandats de banque, payables au siège principal ou dans les succursales de la banque. Les billets ou mandats tirés par la banque sur elle-même ne pourront, en aucun cas, être établis payables au porteur.
 - 3^o A acheter et à vendre de l'or monnayé ou non monnayé.
 - 4^o A ouvrir des comptes de dépôt ou des comptes courants.
 - 5^o A escompter, acheter et vendre des lettres de change sur l'intérieur du pays et des billets à ordre, émis à l'occasion de transactions commerciales de bonne foi, revêtus de la signature d'au moins deux personnes solvables et payables à trois mois au plus.
- La banque peut aussi escompter les coupons, venant à échéance dans les trois mois, de titres émis ou garantis par le Gouvernement hellénique.

La banque peut également escompter, acheter et vendre des effets et billets agricoles intérieurs de bonne foi, revêtus de la signature d'au moins deux personnes solvables et venant à échéance dans les neuf mois, à condition que cette catégorie d'effets et de billets ne représente pas plus de 25 % du montant total du portefeuille de la banque, constitué par des effets intérieurs et des billets à ordre, acquis conformément à la présente disposition. Il est, en outre, prévu que, pendant les trois premières années d'existence de la banque, le taux auquel ces effets

minimum rate of discount for all other classes of bills, but this provision shall cease to be operative on the first occasion on which such official minimum rate shall be reduced to 7 per cent.

(6) Discount, purchase and sell Treasury bills of the Hellenic State maturing within three months which are endorsed by some bank, person or firm whose name has been approved by the Board of Directors. The total amount of Treasury bills acquired in accordance with this provision, or accepted as collateral in accordance with Section 10 (c) below may not together at any time exceed 400 million drachmas. The aggregate of such discounts, collateral security, and advances to the State made under authority of Section 11 below shall not exceed one-tenth of the total estimated receipts of the Ordinary Budget for the current financial year as voted by Parliament.

(7) Undertake the issue and management of the State Debt and loans of other public bodies, and operations for the State as provided for in Article 45.

(8) Buy and sell, at home and abroad, foreign currencies stabilised on gold, telegraphic transfers, cheques, bills of exchange (including Treasury bills) and drafts drawn in or on any place in a country whose currency is stabilised on gold, and maturing within three months, and may keep balances with Banks in such currencies.

(9) Act as agent for or correspondent of any other Bank in Greece or abroad.

(10) Grant advances for fixed periods not exceeding six months against the following securities :

(a) Gold coin and bullion.

(b) Bonds of or guaranteed by the Hellenic Government and other Greek bonds and shares quoted on the Stock Exchange of Athens ; and foreign Government bonds quoted on the Stock Exchange of any principal financial centre, the capital and interest of which are payable in the currency of a country stabilised on gold. Provided that no advance shall exceed 80 per cent of the market value of any such bonds and 70 per cent of any shares pledged and that the bonds and shares eligible for hypothecation shall be chosen by a three-quarters majority vote of a meeting of the Board of Directors.

(c) Treasury bills of the Hellenic Government within the limitations specified in Section (6) of this Article.

(d) Inland bills of exchange and promissory notes arising out of *bona-fide* commercial transactions bearing not less than two good signatures and maturing within three months, and foreign bills of the character referred to in Section 8 of this Article.

(e) *Bona-fide* inland agricultural bills and notes bearing not less than two good signatures and maturing within nine months provided the amount advanced on them does not exceed 25 per cent of the total advances. In case of advances made to a Co-operative Association, one good signature may be accepted in respect of the bills referred to in this and the preceding sub-section.

(f) Warehouse warrants in respect of staple commodities duly insured bearing at least one good signature, provided that no advance shall exceed 80 per cent of the current value of the commodities in question.

The rate of interest charged on all advances except any made under Section 11 below shall be not less than 1 per cent above the Bank's current official discount rate for three-months bills.

(11) Make temporary advances in drachmas to the Government for expenditure authorised in the annual State Budget, provided that the whole of the advances outstanding at any one time shall not exceed 400 million drachmas, and that all advances shall be repaid not later than at the end of the quarter following the close of the fiscal year in respect of which such advances were made, and subject to the provisions of the last sentence of Section 6 above. The rate of interest to be charged on these advances shall be agreed upon between the Bank and the Government.

(12) Accept the custody and management of monies, securities and other articles of value.

et billets agricoles intérieurs seront escomptés pourra être un taux inférieur de 1 % au plus au taux minimum officiel, pratiqué par la banque pour l'escompte de toutes les autres catégories d'effets ; toutefois, cette disposition cessera d'être applicable dès que ledit taux minimum officiel aura été réduit à 7 %.

6° A escompter, acheter et vendre des bons du Trésor de l'Etat hellénique venant à échéance dans les trois mois et endossés par une banque, une personne ou une maison de commerce, dont le nom a été approuvé par le conseil d'administration. Le montant total des bons du Trésor acquis conformément à la présente disposition, ou acceptés en garantie dans les conditions prévues à l'alinéa 10 c) ci-dessous ne peut, à aucune moment, dépasser, au total, 400 millions de drachmes ; le montant total de ces escomptes, garanties et avances consenties à l'Etat en vertu de l'alinéa 11 ci-dessous, ne devra pas dépasser le dixième des prévisions totales de recettes du budget ordinaire, adopté, pour l'exercice financier en cours, par le Parlement.

7° A assurer l'émission et la gestion de la dette de l'Etat et des emprunts d'autres institutions publiques, et à effectuer pour l'Etat les opérations prévues à l'article 45.

8° A acheter et à vendre, tant dans le pays qu'à l'étranger, des monnaies étrangères stabilisées sur la base de l'or, des transferts télégraphiques, des chèques, des effets (y compris des bons du Trésor) et des traites, tirés dans toute localité ou sur toute localité d'un pays dont la monnaie est stabilisée sur la base de l'or et venant à échéance dans les trois mois ; elle peut avoir des comptes en banque libellés en ces monnaies.

9° A être l'agent ou le correspondant de toute autre banque de Grèce ou de l'étranger.

10° A accorder des avances pour des périodes déterminées, ne dépassant pas six mois, contre les garanties suivantes :

a) Or monnayé et non monnayé ;

b) Obligations du Gouvernement hellénique ou garantis par lui et autres obligations et actions helléniques, cotées à la Bourse d'Athènes, ainsi que les fonds d'Etat étrangers, cotés à la Bourse de tout important marché financier, dont le capital et les intérêts sont payables dans une monnaie stabilisée sur la base de l'or. Toutefois, aucune avance ne devra dépasser 80 % de la valeur ces de obligations et 70 % de la valeur des actions, ainsi données en nantissement ; les obligations et actions pouvant servir de garantie, devront être désignées par une décision du conseil d'administration, prise à la majorité des trois quarts.

c) Bons du Trésor du Gouvernement hellénique, dans les limites spécifiées à l'alinéa 6 du présent article.

d) Les lettres de change intérieures et les billets à ordre, émis à l'occasion de transactions commerciales de bonne foi, revêtues de la signature d'au moins deux personnes solvables, et venant à échéance dans les trois mois, ainsi que les effets étrangers appartenant à la catégorie spécifiée à l'alinéa 8 du présent article.

e) Les effets et billets agricoles intérieurs, de bonne foi, portant la signature d'au moins deux personnes solvables et venant à échéance dans les neuf mois, à condition que les sommes avancées sur ces garanties ne dépassent pas 25 % du total des avances. Dans le cas d'avances consenties à une société coopérative, il pourra être accepté une seule bonne signature pour les effets visés au présent et au précédent alinéas.

f) Les certificats d'entrepôts (warrants) qui ont trait à des marchandises de première nécessité, dûment assurées, et qui portent la signature d'au moins une personne solvable. Toutefois, aucune avance ne devra dépasser 80 % de la valeur marchande des marchandises en question.

Le taux de l'intérêt perçu sur toutes les avances, à l'exception des avances visées à l'alinéa 11 ci-dessous, sera supérieur de 1 % au moins au taux d'escompte officiel courant pratiqué par la banque pour les effets à trois mois.

11° A consentir à l'Etat des avances temporaires, en drachmes, pour des dépenses autorisées par le budget annuel de l'Etat, sous réserve de la disposition prévue à la dernière phrase de l'alinéa 6 ci-dessus, et à la condition, en outre, que le total des avances dues à un moment quelconque ne dépasse pas 400 millions de drachmes et que toutes les avances soient remboursées au plus tard à la fin du trimestre suivant la clôture de l'exercice fiscal pour lequel les avances ont été consenties. Le taux de l'intérêt qui sera perçu sur ces avances sera déterminé d'un commun accord par la banque et le gouvernement.

12° A accepter la garde et la gestion de fonds, de titres et autres articles de valeur.

(13) Undertake on behalf of third parties the purchase and sale, collection and payment of securities, currencies and credit instruments at home and abroad and the purchase or sale of gold and silver.

(14) Invest an amount not exceeding the paid-up capital and reserve funds of the Bank in bonds of the Hellenic Government or other bonds quoted on the Stock Exchange of Athens or other important financial centres, the capital and interest of which shall be payable in the currency of a country which is stabilised on gold and provided that the securities are selected by a three-quarters majority vote of a meeting of the Board of Directors. Nothing in this Section, however, shall be held to preclude the Bank of Greece from taking over from the National Bank of Greece at the date when the Bank of Greece commences operations and from holding among its assets State Debt as defined in Article 3 of the Agreement between the Government and the National Bank to which the present Statutes are annexed.

(15) Promote the establishment of a Clearing-house and give facilities for the conduct of its business in premises belonging to the Bank.

(16) Do all such things as may be incidental to the transaction of the Bank's legitimate business, as defined in these Statutes.

Article 56.

The Bank may not :

- (1) Issue notes of a denomination less than 20 drachmas.
- (2) Engage in trade, or otherwise have a direct interest in any commercial, industrial or other undertaking.
- (3) Become the possessor of immovable property except so far as is necessary for its own business and with the exception provided for in Article 58.
- (4) Purchase its own shares or the shares of any other Bank or of any company.
- (5) Pay interest on money placed on deposit or current account with the Bank except that interest may be paid to the Hellenic Government on foreign balances as provided for in Article 45, and that interest at the rate of not more than 1 per cent per annum may be paid on the deposit or current accounts of other Banks.
- (6) Allow the renewal of maturing bills of exchange purchased or discounted by or pledged to the Bank save in exceptional circumstances and after a resolution passed by the Board of Directors (Article 27 (d)), in which case one renewal may be permitted for a period not exceeding three months.
- (7) Directly or indirectly make advances to the Government except as provided in Article 55 (11).
- (8) Grant overdrafts or unsecured advances, or advances secured otherwise than as laid down in Article 55 (10).
- (9) Draw or accept bills payable otherwise than on demand.
- (10) Discount or accept from any one party (unless from the Government under Article 55 (11)) as security, without a special resolution adopted by a three-quarters majority vote of a meeting of the Board of Directors, bills exceeding one tenth of the paid-up capital of the Bank, taking into consideration the liabilities of the party to the Bank as a bill acceptor, drawer or endorser, but excluding advances made under Article 55 (10).

Article 57.

If the value of a pledged security decreases, the debtor must provide additional security of a suitable kind or repay the loan to the extent required to maintain the provisions of Article 55 (10). If he fails to comply with such requirements or if the loan is not repaid when due, the Bank shall take immediate steps to recover the debt due to it and may sell the whole or part of the security which it holds to satisfy its claims for capital, interest, fees and costs, if any, placing the balance remaining, if any, to the credit of the debtor.

13° A effectuer, pour le compte de tiers, l'achat, la vente, l'encaissement et le paiement de titres, devises et instruments de crédit, dans le pays et à l'étranger, ainsi que l'achat et la vente d'or et d'argent.

14° A investir un montant, ne dépassant pas le capital versé et les fonds de réserve de la banque, en titres du Gouvernement hellénique ou en autres titres cotés à la Bourse d'Athènes ou dans d'autres centres financiers importants, dont le capital et l'intérêt soient payables dans une monnaie stabilisée sur la base de l'or et à condition que les titres soient choisis par une décision du conseil d'administration prise à la majorité des trois quarts. Toutefois, aucune disposition du présent alinéa ne sera considérée comme interdisant à la Banque de Grèce, de recevoir de la Banque nationale de Grèce, à la date où la Banque de Grèce commencera ses opérations, et de détenir parmi ses avoirs, la dette de l'Etat telle qu'elle est définie à l'article 3 de la Convention conclue entre le gouvernement et la Banque nationale, convention dont les présents statuts forment une annexe.

15° A favoriser la création d'une Chambre de compensation et à lui accorder des facilités pour son fonctionnement dans des locaux appartenant à la banque.

16° A effectuer toutes les transactions que pourra nécessiter la conduite de ses opérations légitimes, telles qu'elles sont définies par les présents statuts.

Article 56.

La banque n'est pas autorisée :

- 1° A émettre des billets d'une valeur nominale inférieure à 20 drachmes.
- 2° A se livrer au commerce ou à posséder, sous une autre forme, un intérêt direct dans des entreprises commerciales, industrielles ou autres.
- 3° A acquérir des propriétés immobilières, sauf dans la mesure où ces propriétés sont nécessaires au fonctionnement de la banque et sous réserve des exceptions prévues à l'article 58.
- 4° A acheter ses propres actions ou les actions de toute autre banque ou de toute société.
- 5° A verser un intérêt sur les fonds placés en dépôt ou en compte courant à la banque ; toutefois, un intérêt pourra être versé au Gouvernement hellénique sur les soldes créditeurs en monnaies étrangères, ainsi qu'il est prévu à l'article 45 ; en outre, il pourra être payé un intérêt de 1 % au plus par an sur les comptes de dépôts ou les comptes courants d'autres banques.
- 6° A autoriser le renouvellement des effets échus, qui ont été achetés ou escomptés, ou acceptés en garantie par la banque, sauf dans des cas exceptionnels et après une résolution adoptée par le Conseil d'administration (Article 27 *d*) ; dans ce cas, un seul renouvellement pourra être autorisé pour une période ne dépassant pas trois mois.
- 7° A consentir, directement ou indirectement, des avances à l'Etat, sauf dans les conditions prévues à l'article 55 (11).
- 8° A consentir des découverts ; à accorder des avances sans garantie, ou des avances garanties dans des conditions autres que celles qui sont prescrites à l'article 55 (10).
- 9° A tirer ou à accepter des effets payables autrement qu'à vue.
- 10° A escompter ou à accepter d'une seule personne, sauf de l'Etat, conformément à l'article 55 (11), à titres de garantie, sans une résolution spéciale adoptée, à la majorité des trois quarts, par le Conseil d'administration, des effets représentant plus d'un dixième du capital versé de la banque, en prenant en considération les engagements de ladite personne envers la banque à titre d'accepteur, tireur ou endosseur d'effets, mais à l'exclusion des avances consenties aux termes de l'article 55 (10).

Article 57.

Si la valeur d'un gage diminue, le débiteur est tenu de fournir des gages supplémentaires suffisants ou de rembourser l'emprunt contracté dans la mesure nécessaire pour assurer l'observation des dispositions de l'article 55 (10). Si le débiteur n'exécute pas ces conditions ou si l'emprunt n'est pas remboursé à la date de son échéance, la banque prendra des mesures immédiates pour recouvrer la dette qui lui est due ; elle pourra vendre en totalité ou en partie le gage qu'elle détient jusqu'à concurrence des sommes qui lui sont dues en capital, intérêts, droits de commission et frais, et portera le solde, le cas échéant, au crédit du débiteur.

Should the amount realised by the sale of the security not suffice to satisfy the claims of the Bank, the latter may take action against the debtor.

The Bank shall be under no obligation to sell any security and, if it does not do so, its claims for capital, interest, fees and costs shall remain unimpaired.

In case of the insolvency of a borrower, the claims of the Bank to any securities deposited against advances shall rank before the claims of any other creditor until the repayment of the principal sum due to the Bank together with interest, fees and costs shall have been effected.

Article 58.

If, after an advance has been granted, the value of the security held against it diminishes or the debt is regarded for this or other reasons as a doubtful one, the Bank may accept as additional security, if necessary, a mortgage on the immovable property of the debtor or any other security approved by the Board of Directors.

In the case of failure to repay a debt due to the Bank, any immovable property coming into the possession of the Bank under this Article shall be realised as speedily as possible by auction or private sale. No such property may be retained by the Bank for its own purposes unless required for carrying on the business of the Bank.

Article 59.

The Bank may refuse to grant an application for the opening of a current or deposit account, or may close an account already opened, without giving any reason for so doing.

Article 60.

The Bank shall at all time make public the minimum rate at which it is prepared to discount bills.

PART XI. — COVER FOR NOTES AND OTHER DEMAND LIABILITIES.

Article 61.

The Bank shall maintain a Reserve of not less than 40 per cent of the amount of its notes in circulation and other demand liabilities. By bank notes in circulation are to be understood all bank notes issued to the public and not returned to the offices of the Bank.

Article 62.

The term " Reserve " in the preceding Article shall include only :

(a) Gold coin and bullion in the unrestricted ownership of the Bank, and either in the custody of the Bank or deposited in another Central Bank, or in any Mint, or in transit ;

(b) Net foreign gold exchange in the unrestricted ownership of the Bank, provided that it be either :

(i) On a country the currency of which by law and in practice is convertible on demand at a fixed price into exportable gold, or

(ii) On a country the currency of which by law and in practice is convertible on demand at a fixed price into foreign exchange as defined in (i).

For the purposes of this Article, and subject always to the preceding paragraph (b), the term " net foreign gold exchange " shall be taken to mean :

(1) Balances standing to the credit of the Bank at the Central Bank of a foreign country ;

(2) Bills of exchange payable in a foreign currency maturing within three months and bearing at least two good signatures ;

Au cas où le produit de la vente du gage ne suffirait pas à régler la créance de la banque, celle-ci pourra intenter une action contre le débiteur.

La banque ne sera pas tenue de procéder à la vente d'un gage quelconque. Dans ce cas, son droit de se faire rembourser le capital, les intérêts, les commissions et frais restera intact.

Au cas où un emprunteur serait insolvable, les droits de la banque, vis-à-vis des gages déposés en garantie des avances auront la priorité sur ceux de tout autre créancier jusqu'à ce que la banque ait été remboursée des sommes qui lui sont dues, y compris les intérêts, droits de commission et frais.

Article 58.

Si, après l'octroi d'une avance, la valeur des gages qui la garantissent diminue ou si, pour d'autres raisons, le recouvrement de la dette est considéré comme douteux, la banque peut accepter, le cas échéant, à titre de garantie supplémentaire, une hypothèque sur la propriété immobilière du débiteur ou toute autre garantie approuvée par le conseil d'administration.

Au cas où une dette contractée envers la banque ne serait pas remboursée, toute propriété immobilière que la banque pourrait acquérir en vertu du présent article, sera réalisée aussi rapidement que possible par voie de vente aux enchères ou de vente à l'amiable.

La banque ne conservera aucune propriété de ce genre pour son propre usage, à moins que celle-ci ne lui soit nécessaire pour ses opérations.

Article 59.

La banque peut refuser d'accorder l'ouverture d'un compte courant et d'un compte de dépôt, ou peut clôturer un compte déjà ouvert sans être obligée d'en donner les raisons.

Article 60.

La banque fera en tout temps connaître au public le taux minimum auquel elle est disposée à escompter des effets.

TITRE XI. — COUVERTURE DES BILLETS ET AUTRES EXIGIBILITÉS A VUE.

Article 61.

La banque conservera une réserve équivalente à 40 % au moins du montant de ses billets en circulation et autres exigibilités à vue. Par billets en circulation, il faut entendre tous les billets de banque émis au public qui n'ont pas fait retour à la banque.

Article 62.

Par l'expression « réserve », au sens de l'article précédent, il faut entendre uniquement :

a) L'or monnayé et non monnayé, propriété absolue de la banque, et qui est soit détenu par la banque, soit déposé dans une autre banque centrale, ou qui se trouve dans un Hôtel des Monnaies, ou en cours de transport.

b) Le montant net des devises étrangères-or, qui sont la propriété absolue de la banque, pourvu que ces devises soient :

i) Des devises d'un pays dont la monnaie est, selon la loi et dans la pratique, convertible, sur demande, à un prix fixé en or exportable ; ou

ii) Des devises d'un pays dont la monnaie est, selon la loi et dans la pratique, convertible, sur demande, à un prix fixé, en devises étrangères appartenant à la catégorie définie à l'alinéa *i*).

Aux fins du présent article et sous réserve toujours du paragraphe *b)* ci-dessus, l'expression « montant net des devises étrangères-or » sera considérée comme signifiant :

1^o Les soldes figurant au crédit de la banque à la banque centrale d'un pays étranger ;

2^o Les lettres de change payables en devises étrangères, venant à échéance dans les trois mois et portant au moins deux signatures de personnes solvables ;

(3) Treasury bills, Treasury certificates of indebtedness or similar obligations of a foreign Government maturing within three months :

less any liabilities in foreign exchange.

In calculating the amount of the Reserve, should it be found that the liabilities in foreign exchange exceed the assets enumerated in the paragraphs numbered (1), (2), and (3) of this Article, the excess shall be deducted from the other assets of the Reserve.

Temporary Provision. — During the first five years of the existence of the Bank of Greece, the Bank may hold in its Reserve the gold bonds of the Hellenic State referred to in Article 3 (" Assets (b) ") of the Agreement to which these Statutes are annexed.

Article 63.

At the request of the Bank, the Government may suspend the operation of Article 61 subject to the payment by the Bank to the Government of a tax.

Suspension may be granted for a period of not more than thirty days in the first instance and may be renewed for further periods not exceeding fifteen days at a time. The tax shall be levied on the amount by which the note circulation and other demand liabilities of the Bank exceed the maximum sum which would be admissible under Article 61.

The tax shall be calculated on the daily amount of the excess at the following rates :

1 $\frac{1}{2}$ per cent per annum above the published minimum current discount rate of the Bank for three-months bills if the Reserve, while less than 40 per cent, is not less than 35 per cent.

2 per cent per annum above such minimum current discount rate if the Reserve, while less than 35 per cent, is not less than 30 per cent.

3 per cent above such minimum current discount rate if the Reserve is less than 30 per cent.

Article 64.

Before applying to the Government for the suspension of Article 61, the Board of Directors shall raise the Bank's rate for discounts by not less than one per cent per annum.

PART XII. — NOTE ISSUE.

Article 65.

The Bank shall issue bank notes in Greece under the provisions of Articles 2, 4 and 5. It may, for a period of five years from the date on which these Statutes come into force, issue bank notes of the National Bank of Greece supplied to it by that Bank and overprinted with the name of the Bank of Greece. The provisions of these Statutes applicable to bank notes shall, unless a contrary intention appears, apply to all bank notes of the National Bank of Greece in circulation when the Bank of Greece commences business or issued by the Bank of Greece as provided above.

On and from the date upon which the Bank of Greece commences business, the National Bank of Greece shall cease to issue to the public any bank notes or any other kind of paper money.

Article 66.

The bank notes issued by the Bank of Greece shall be legal tender throughout the Hellenic State : that is to say that, subject to the provisions of Article 68, they shall be accepted at their face value by the State, by all corporations and individuals in the discharge of debt.

3° Les bons du Trésor, reconnaissances de dettes du Trésor, et autres obligations analogues d'un Etat étranger, venant à échéance dans les trois mois.

Déduction faite de toutes exigibilités en devises étrangères.

Dans le calcul du montant de la réserve, si on constate que les exigibilités en devises étrangères sont supérieures aux avoirs énumérés aux alinéas 1, 2 et 3 du présent article, l'excédent sera déduit des autres avoirs de la réserve.

Dispositioin transitoire. — Au cours des cinq premières années d'existence de la Banque de Grèce, la banque pourra détenir dans sa réserve les bons-or de l'Etat grec, mentionnés à l'article 3 («Avoir » b) de la convention à laquelle les présents statuts constituent une annexe.

Article 63.

A la demande de la banque, le gouvernement pourra suspendre les effets de l'article 61, sous réserve que la banque verse une taxe à l'Etat.

Cette suspension pourra être accordée pour une période qui ne dépassera pas trente jours la première fois, et qui pourra être prolongée pendant des périodes supplémentaires, dont chacune ne dépassera pas quinze jours.

La taxe sera perçue sur le montant dont la circulation fiduciaire et les autres exigibilités à vue de la banque dépassent le maximum autorisé par l'article 61.

La taxe sera calculée sur le montant quotidien de cet excédent, selon les taux suivants :

Un et demi pour cent, par an, au-dessus du minimum du taux courant d'escompte publié de la banque, pour les effets à trois mois, si la réserve, tout en n'atteignant pas 40 %, n'est cependant pas inférieure à 35 %.

Deux pour cent par an au-dessus de ce minimum du taux courant d'escompte, si la réserve, tout en n'atteignant pas 35 %, n'est cependant pas inférieure à 30 %.

Trois pour cent par an au-dessus de ce minimum du taux courant d'escompte, si la réserve est inférieure à 30 %.

Article 64.

Avant de demander au gouvernement la suspension des effets de l'article 61, le conseil d'administration relèvera d'au moins 1 % le taux annuel d'escompte de la Banque centrale.

TITRE XII. — EMISSION DES BILLETS.

Article 65.

La banque émettra des billets de banque en Grèce conformément aux dispositions des articles 2, 4 et 5. Elle pourra, pendant la période de cinq ans, à partir de la date d'entrée en vigueur des présents statuts, émettre des billets de banque de la Banque nationale de Grèce qui lui seront fournis par ladite banque et qui porteront, en surcharge, le nom de la Banque de Grèce. Les dispositions des présents statuts, applicables aux billets de banque, s'appliqueront, sauf dispositions contraires, à tous les billets de banque de la Banque nationale de Grèce se trouvant en circulation au moment où la Banque de Grèce commencera ses opérations, ou émis par la Banque de Grèce, ainsi qu'il est prévu ci-dessus.

A partir du jour où la Banque de Grèce commencera ses opérations, la Banque nationale de Grèce cessera de mettre en circulation des billets de banque ou tout autre genre de monnaie de papier.

Article 66.

Les billets de banque émis par la Banque de Grèce auront pouvoir libératoire dans toute l'étendue du territoire hellénique, c'est-à-dire que, sous réserve des dispositions de l'article 68, ils seront acceptés à leur valeur nominale par l'Etat, par toutes les sociétés et les personnes privées, en règlement d'une dette.

Article 67.

Before any new form of bank notes is issued, the Bank must publish a description of them in the *Official Gazette*.

Article 68.

In the event of the calling in of any series of notes, the Board of Directors shall determine and publicly announce the period within which the said notes should be presented for exchange. After the expiration of the period in question, the notes recalled shall cease to be legal tender except at the Bank of Greece.

Ten years after the expiration of the latest date publicly announced for the calling in of a series of notes, the Bank may deduct from the note circulation account the amount of the notes of the series then outstanding and unpaid, and the notes shall no longer be considered as in circulation. Any such note subsequently presented for payment shall, however, be paid by the Bank.

Article 69.

The Bank shall exchange its notes at its Head Office and branches for notes of other denominations or subsidiary coins in such quantities as may, in the opinion of the Bank, be required for circulation.

Article 70.

The Bank shall retain any forged or altered notes presented, giving a receipt in return.

PART XIII. — APPROPRIATION OF PROFITS.

Article 71.

After making provision for bad and doubtful debts, depreciation in assets, contributions to staff and superannuation funds, and such other contingencies as are usually provided for by bankers, and after payment out of the net annual profits of the bank of a cumulative dividend at the rate of 8 per cent per annum on the capital, one-half of the surplus shall be allocated to the General Reserve Fund, until such Reserve Fund is equal to the capital, and the remaining one-half shall be paid to the Government. After the Reserve Fund has become equal to the capital, one-quarter of the surplus, or 4 per cent on the capital, whichever is less, shall be paid to the shareholders, and the balance shall be paid to the Government.

PART XIV. — SPECIAL RIGHTS OF THE BANK.

Article 72.

The provisions of the laws regarding joint-stock companies and Banks shall not be applicable to the Bank of Greece in so far as they may be in conflict with this Act.

Article 73.

The Bank shall be exempt from all taxes or duties levied by the State: in particular, from the payment of any tax or duty on its note issue other than the tax to be imposed in certain contingencies as provided in Article 63.

Article 67.

Avant d'émettre tout type nouveau de billets de banque, la banque en publiera la description dans le *Journal officiel*.

Article 68.

Dans le cas de retrait d'une série quelconque de billets de banque, le conseil d'administration fixera et annoncera publiquement le délai pendant lequel lesdits billets devront être présentés à l'échange. A l'expiration du délai ainsi fixé, les billets retirés cesseront d'avoir pouvoir libératoire, sauf à la Banque de Grèce.

Dix ans après l'expiration du dernier délai publiquement annoncé pour le retrait d'une série quelconque de billets, la banque pourra déduire du compte des billets en circulation le montant des billets de la série qui n'auront pas été présentés à la banque et remboursés par elle : ces billets cesseront d'être considérés comme billets en circulation. Toutefois, les billets de ce genre qui seront dans la suite présentés au remboursement seront acceptés et remboursés par la banque.

Article 69.

La banque échangera ses billets à son siège central et dans ses succursales contre des billets d'autre valeur nominale, ou contre des pièces divisionnaires, jusqu'à concurrence des montants qu'elle jugera nécessaires à la circulation.

Article 70.

La banque conservera, contre reçu, tous les billets contrefaits ou falsifiés qui lui seront présentés.

TITRE XIII. — RÉPARTITION DES BÉNÉFICES.

Article 71.

Après constitution d'une provision pour créances mauvaises et douteuses, pour la dépréciation des avoirs, les contributions aux caisses du personnel et aux fonds de retraite et toutes autres éventualités qui sont, en général, prévues par les banquiers, et après paiement sur les bénéfices annuels nets de la banque, d'un dividende cumulatif au taux de 8 % par an sur le capital, la moitié de l'excédent sera versée au fonds général de réserve jusqu'à ce que ce fonds soit égal au capital, l'autre moitié étant versée à l'Etat. Lorsque le fonds de réserve sera égal au capital, un quart de l'excédent ou 4 % sur le capital, en prenant le chiffre le plus faible, sera versé aux actionnaires et le solde à l'Etat.

TITRE XIV. — DROITS SPÉCIAUX DE LA BANQUE.

Article 72.

Les dispositions des lois concernant les sociétés et banques par actions ne s'appliqueront pas à la Banque de Grèce lorsqu'elles seront en contradiction avec la présente loi.

Article 73.

La banque sera exonérée de tous impôts ou droits perçus par l'Etat et, en particulier, du paiement de toute taxe ou droit sur ses émissions de billets autres que la taxe à percevoir dans certains cas, ainsi qu'il est prévu à l'article 63.

PART XV. — WINDING-UP OF THE BANK.

Article 74.

In the event of the withdrawal of the note-issuing privilege (Article 2), the Bank shall be wound up, the assets and liabilities being valued by three experts. One of these shall be appointed by the Government, one by the Board of Directors, while the third shall be a person mutually agreed upon by the Government and the Board of Directors, or, failing such agreement, appointed by the President of the Cour de Cassation. The State shall assume unimpaired the full liability previously attaching to the Bank towards its active and pensioned staff in respect of all their rights.

After having ascertained, as described above, the value of the assets and liabilities of the Bank, the nominal value of the shares shall be in the first place paid out to the shareholders, and any net excess in value shall be divided in the proportion of one-half to the Government and one-half to the shareholder.

Appendix. — BANK OF GREECE. — WEEKLY RETURN.

<i>Assets.</i>	<i>Liabilities.</i>
1. Gold coin and bullion.	11. Capital paid up.
2. Foreign gold exchange (Article 62 of Statutes).	12. Reserve Funds :
3. Other foreign exchange.	(a) General Reserve Fund.
4. Subsidiary Greek coins.	(b) Special Reserve Funds.
5. Inland bills and notes :	13. Bank notes in circulation.
(a) Commercial bills and notes.	14. Other sight liabilities in drachmas :
(b) Treasury bills.	1. Current and deposit accounts :
6. Advances :	(a) Government accounts.
1. Repayable in drachmas :	(b) Bankers' accounts.
(a) Government.	(c) Other accounts.
(b) Others.	2. Bank post bills and demand drafts.
2. Repayable in foreign exchange.	15. Deposits in drachmas at notice :
7. State debt.	(a) Government accounts.
8. Investments.	(b) Bankers' accounts.
9. Bank buildings and equipment.	(c) Other accounts.
10. Other assets.	16. Foreign exchange liabilities :
	(a) Foreign gold exchange (Article 62 of Statutes).
	(b) Other foreign exchange.
	17. Other liabilities.

Proportion of Gold and Net Foreign Gold Exchange to Sight Liabilities.

Gold	
Net foreign gold exchange (No. 2 less No. 16.)	
Reserve (as laid down in Article 62 of Statutes)	_____ Total (a)
Notes	
Other sight liabilities in drachmas	_____ Total (b)
Proportion of Total (a) to Total (b)	= %

TITRE XV. — LIQUIDATION DE LA BANQUE.

Article 74.

En cas de retrait du privilège d'émission des billets (Article 2), la banque sera liquidée, et l'actif et le passif seront évalués par trois experts : un de ces experts sera désigné par le gouvernement, le second par le conseil d'administration et le troisième sera désigné d'accord entre le gouvernement et le conseil d'administration, ou, si l'accord ne peut être réalisé, il sera désigné par le président de la Cour de cassation. L'Etat assumera sans restriction toutes les obligations qui incombent antérieurement à la banque vis-à-vis de son personnel en activité et en retraite, en ce qui concerne tous les droits dudit personnel.

Après estimation, ainsi qu'il est indiqué ci-dessus, de la valeur de l'actif et du passif de la banque, la valeur nominale des actions sera tout d'abord versée aux actionnaires, et tout excédent net de valeur sera réparti par moitié entre l'Etat et les actionnaires.

Annexe. — BANQUE DE GRÈCE. — BILAN HEBDOMADAIRE.

Actif.

1. Or monnayé et non payé.
2. Devises étrangères-or (article 62 des statuts).
3. Autres devises étrangères.
4. Pièces divisionnaires helléniques.
5. Lettres de change intérieures et billets à ordre.
 - a) Effets et billets de commerce.
 - b) Effets du Trésor.
6. Avances :
 1. Remboursables en drachmes :
 - a) Etat,
 - b) Autres.
 2. Remboursables en devises étrangères.
7. Dette de l'Etat.
8. Placements.
9. Immeubles et matériels de la banque.
10. Autres avoirs.

Passif.

11. Capital versé.
12. Fonds de réserve :
 - a) Fonds général de réserve :
 - b) Fonds spéciaux de réserve.
13. Billets de banque en circulation.
14. Autres exigibilités à vue en drachmes :
 1. Comptes courants et comptes de dépôt :
 - a) Comptes de l'Etat.
 - b) Comptes de banques.
 - c) Autres comptes.
 2. Mandats de banque, traites à vue.
15. Dépôts à terme en drachmes :
 - a) Comptes de l'Etat.
 - b) Comptes de banques.
 - c) Autres comptes.
16. Exigibilités en devises étrangères :
 - a) Devises étrangères-or (article 62 des statuts).
 - b) Autres devises étrangères.
17. Autres exigibilités.

Proportion de l'or et du montant net des devises étrangères-or, par rapport aux exigibilités à vue.

Or

Montant net des devises étrangères-or
(N° 2 moins N° 16)

Réserve (ainsi qu'il est prescrit à l'article 62 des statuts)

_____ Total a)

Billets

Autres exigibilités à vue en drachmes

_____ Total b)

Proportion du total a) par rapport au total b) = %

ANNEX V.

DETAILS OF THE TREASURY ARREARS TO BE PAID OFF OUT OF THE YIELD OF THE LOAN AND OUT OF THE AVAILABLE RESOURCES OF THE HELLENIC GOVERNMENT ¹.

	<i>Drachmas</i>	<i>Drachmas</i>
1. Arrears left from 1925-26 and previous financial years :		
Total arrears to be paid (estimate)	598,286,208.78	
Total arrears to be collected (estimate)	30,000,000.—	
Balance to be paid		568,286,208.78
2. Arrears left from the financial year 1926-27 :		
Total arrears to be paid (estimate)	595,367,713.—	
Total arrears to be collected (estimate)	59,848,800.—	
Balance to be paid		535,518,913.—
3. Value of property belonging to foreigners, and expropriated for the settlement of refugees		150,000,000.—
4. Compensation to owners of vessels requisitioned during the war		80,000,000.—
5. Sundry payments made by the Treasury, the settlement of which will necessitate the issue of drafts chargeable to the budget :		
(a) Transport service		129,000,000.—
(b) Sundries		171,000,000.—
6. Debt to the Refugee Settlement Commission		57,000,000.—
7. Debt to the Refugee Settlement Commission in respect of tithe for the year 1926-27		53,000,000.—
Total		1,743,805,121.78

The payment mentioned under Nos. 3, 4, 5, 6 and 7 will be met out of the yield of the loan; the arrears, the payment of which is mentioned under Nos. 1 and 2, will be met out of the balance of the loan which is available after the former payments have been made, and out of the sum of 606 millions which is, according to the Greek Government's statement, the available surplus of the Treasury on the financial year 1926-27 and previous years and on the revenues collected since April 1st, 1927.

ANNEX VI.

SUMMARY PLAN FOR CENTRALISATION OF ACCOUNTS AT THE BANK OF GREECE.

The Hellenic Government considers that the centralising of receipts and expenditure at the Bank of Greece could be brought about in the following manner :

1. The Bank of Greece, as soon as it is created, would be responsible for all collections of money and all payments on behalf of the budget and State enterprises. The public cashiers would continue to perform all administrative acts relating to such collections and payments and would continue to be responsible for them to the Audit Office.

This first step would result in the transfer to the Bank of Greece of the funds now held by the public cashiers, and would thus concentrate all the resources of State in the Bank.

¹ The arrears mentioned under Nos. 1, 3, 4, 5, 6 and 7 above are arrears existing on April 1st, 1927, those mentioned under No. 2 above are arrears existing on August 1st, 1927.

ANNEXE V.

DÉTAIL DES ARRIÉRÉS DU TRÉSOR A LIQUIDER SUR LE PRODUIT DE L'EMPRUNT ET SUR LES RESSOURCES DISPONIBLES DU GOUVERNEMENT HELLÉNIQUE ¹.

1. Arriérés laissés pour les exercices 1925-26 et antérieurs :	<i>Drachmes</i>	<i>Drachmes</i>
Montant des arriérés à payer (estimation)	598.286.208,78	
Montant des arriérés à encaisser (estimation)	30.000.000,—	
Solde à payer		568.286.208,78
2. Arriérés laissés par l'exercice 1926-27 :		
Montant des arriérés à payer (estimation)	595.367.713,—	
Montant des arriérés à encaisser (estimation)	59.848.800,—	
Solde à payer		535.518.913,—
3. Contre-valeur des propriétés appartenant à des étrangers et expropriées pour établissement de réfugiés		150.000.000,—
4. Indemnités dues aux propriétaires de bateaux réquisitionnés pendant la guerre		80.000.000,—
5. Paiements divers effectués par la Trésorerie et dont le règlement nécessitera l'émission de mandats à la charge du budget :		
a) Service des transports		129.000.000,—
b) Divers		171.000.000,—
6. Dette à l'égard de la Commission d'établissement des réfugiés		57.000.000,—
7. Dette à l'égard de la Commission d'établissement des réfugiés au titre de la dime pour l'exercice 1926-27		53.000.000,—
[Total		1.743.805.121,78

Les sommes mentionnées sous les N^{os} 3, 4, 5, 6 et 7 seront réservées sur le produit de l'emprunt, les arriérés dont le paiement est prévu aux N^{os} 1 et 2 étant imputés sur le solde de l'emprunt restant disponible après ce prélèvement sur la somme de 606 millions qui constitue, d'après la déclaration du Gouvernement grec, le disponible de sa Trésorerie provenant des exercices 1926-27 et antérieurs, et sur le montant des revenus encaissés depuis le 1^{er} avril 1927.

ANNEXE VI.

PLAN RÉSUMÉ DE CENTRALISATION DES COMPTES A LA BANQUE DE GRÈCE.

Le Gouvernement hellénique considère que la centralisation des recettes et des dépenses à la Banque de Grèce pourrait être effectuée conformément au plan ci-après :

1. Aussitôt que possible après création de la Banque de Grèce, celle-ci assurerait la centralisation de toutes les recettes et l'exécution de tous les paiements de l'Etat et des entreprises de l'Etat, les caissiers publics restant chargés de toutes les opérations administratives afférentes à ces encaissements et paiements et continuant à en assurer la responsabilité devant la Cour des Comptes.

Cette transformation aurait pour effet de transférer à la Banque de Grèce les encaisses détenues par les caissiers publics, donc d'y concentrer toutes les ressources de l'Etat.

¹ Les arriérés énumérés sous les numéros 1, 3, 4, 5, 6 et 7 sont des arriérés au 1^{er} avril 1927, ceux qui figurent sous le numéro 2 sont des arriérés au 1^{er} août 1927.

2. As regards the operations contemplated in the first paragraph of this Sub-Appendix, the branches of the National Bank of Greece will act as agents for the Bank of Greece. Nevertheless, at points where the distance of any branch of the Bank of Greece, or of the National Bank of Greece, makes it impossible to carry out the operations contemplated in paragraph 1 above, the public cashiers will remain responsible for the operations of a State Pay Office.

The Hellenic Government will make every effort to apply the general measures described above as widely as possible. Moreover, the Hellenic Government will examine the desirability of transferring, after a certain interval, all or part of the functions of the public cashiers to the local agents of the Bank.

3. After this first reform, the various Treasury accounts not relating to the budget operations would by gradual stages be transferred to the Bank of Greece ; the most important of these being the accounts of the Deposits Fund, the accounts of special funds and the accounts of communal deposits.

This second step could be completed in two years at the most after the creation of the Bank of Greece. It would leave only the budget accounts in the Treasury's balance sheet and would make it possible to publish a monthly statement showing the stages and the nature of these transactions.

2. Pour les opérations prévues dans le premier paragraphe du présent sous-appendice, les succursales de la Banque nationale de Grèce joueront le rôle de correspondants de la Banque de Grèce. Toutefois, dans les centres où l'éloignement de toute succursale de la Banque de Grèce ou de la Banque nationale de Grèce rendrait impossible l'exécution matérielle des opérations prévues dans le paragraphe 1 ci-dessus, les caissiers publics resteront chargés des opérations de caisse de l'Etat.

Le Gouvernement hellénique s'efforcera d'étendre dans toute la mesure du possible l'application des mesures générales énoncées ci-dessus. En outre, le Gouvernement hellénique recherchera s'il ne serait pas opportun de transférer, après un certain délai, en tout ou en partie, les fonctions des caissiers publics aux agents locaux de la banque.

3. Après réalisation de cette première réforme, on assurerait le transfert par étapes à la Banque de Grèce des comptes divers du Trésor n'ayant pas trait à l'exécution du budget, les plus importants de ces comptes étant les comptes de la Caisse des dépôts, les comptes des caisses spéciales, les comptes des dépôts des communes, les comptes courants divers.

Cette deuxième partie de la réforme pourrait être réalisée dans une période de deux années au maximum après création de la Banque de Grèce. Elle ne laisserait subsister dans le bilan du Trésor que les comptes d'exécution du budget et rendrait possible la publication d'une situation mensuelle permettant de suivre, par nature d'opérations, les phases de cette exécution.

N° 1623.

**FRANCE,
GRANDE-BRETAGNE
ET ITALIE**

Déclaration relative au protocole
signé par la Grèce, le 15 septembre
1927. Signée à Genève, le 8 dé-
cembre 1927.

**FRANCE, GREAT BRITAIN
AND ITALY**

Declaration regarding the Protocol
signed by Greece, September 15,
1927. Signed at Geneva, December
8, 1927.

No. 1623. — DECLARATION ON BEHALF OF FRANCE, GREAT BRITAIN AND ITALY REGARDING THE PROTOCOL¹ SIGNED BY GREECE, SEPTEMBER 15, 1927. SIGNED AT GENEVA, DECEMBER 8, 1927.

Textes officiels anglais et français. Cette déclaration a été enregistrée par le Secrétariat, conformément à ses dispositions finales, le 12 janvier 1928, jour de son entrée en vigueur.

The undersigned, representatives of THE GOVERNMENTS OF FRANCE, GREAT BRITAIN and ITALY, duly authorised by their respective Governments, hereby agree that the International Financial Commission referred to in the Protocol relating to the issue of a loan by Greece for the purposes of stabilising the Greek currency, liquidating budget arrears of the Hellenic State and continuing the work of the settlement of Greek refugees, which has been approved by the Council of the League of Nations and executed on behalf of the Hellenic Government, shall discharge the duties which the said Protocol contemplates shall be performed by it ; and they undertake on behalf of their respective Governments that the necessary instructions will be given by these Governments to their representatives upon the said International Financial Commission.

In witness whereof, the undersigned, duly authorised for this purpose, have signed the present Declaration.

Done at Geneva on the eighth day of December, one thousand nine hundred and twenty-seven, in a single copy, which shall be deposited with the Secretariat of the League of Nations and shall be registered by it without delay.

(Signed) Aristide BRIAND.

(Signed) Austen CHAMBERLAIN.

(Signed) Vittorio SCIALOJA.

¹ Page 9, de ce volume.

N^o 1623. — DÉCLARATION AU NOM DE LA FRANCE, DE LA GRANDE-BRETAGNE ET DE L'ITALIE RELATIVE AU PROTOCOLE ¹ SIGNÉ PAR LA GRÈCE, LE 15 SEPTEMBRE 1927. GENÈVE, LE 8 DÉCEMBRE 1927.

English and French official texts. This Declaration was registered with the Secretariat in accordance with its final provisions, January 12, 1928, the date of its entry into force.

Les soussignés, représentants DES GOUVERNEMENTS DE LA FRANCE, DE LA GRANDE-BRETAGNE et DE L'ITALIE, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, conviennent par les présentes que la Commission financière internationale mentionnée dans le protocole relatif à l'émission par la Grèce d'un emprunt dont le produit serait destiné à stabiliser la monnaie grecque, à liquider les arriérés budgétaires de l'Etat hellénique et à poursuivre l'œuvre d'établissement des réfugiés grecs — protocole approuvé par le Conseil de la Société des Nations et signé au nom du Gouvernement hellénique — s'acquittera des fonctions que prévoit pour elle ledit protocole ; ils s'engagent, au nom de leurs gouvernements respectifs, à ce que les instructions nécessaires soient données par lesdits gouvernements à leurs délégués à la Commission financière internationale.

En foi de quoi le soussigné, dûment autorisé à cet effet, a signé la présente déclaration.

Fait à Genève, le huit décembre mil neuf cent vingt-sept, en une seule expédition, qui devra être déposée au Secrétariat de la Société des Nations et être enregistrée par lui sans délai.

(Signé) Aristide BRIAND.

(Signé) Austen CHAMBERLAIN.

(Signé) Vittorio SCIALOJA.

¹ Page 9, of this Volume.

N° 1624.

ESTONIE ET TURQUIE

Traité d'amitié. Signé à Varsovie, le
1^{er} décembre 1924.

ESTONIA AND TURKEY

Treaty of Friendship. Signed at
Warsaw, December 1, 1924.

N° 1624. — TRAITÉ ¹ D'AMITIÉ ENTRE L'ESTONIE ET LA TURQUIE.
SIGNÉ A VARSOVIE, LE 1^{er} DÉCEMBRE 1924.

Texte officiel français, communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 20 janvier 1928.

L'ESTONIE, d'une part, et LA TURQUIE, d'autre part, également et sincèrement désireuses d'établir et de consolider les liens de sincère amitié entre la République d'Estonie et la République turque et pénétrées de la même conviction que les relations entre les deux Etats une fois établies, serviront à la prospérité et au bien-être de leurs nations respectives, ont résolu de conclure un traité d'amitié et ont à cet effet nommé leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CHEF D'ETAT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

S. Exc. M. John LEPPIK, envoyé extraordinaire, ministre plénipotentiaire de la République d'Estonie à Varsovie ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

S. Exc. M. le Docteur Ibrahim TALİY bey, envoyée xtraordinaire, ministre plénipotentiaire de la République turque à Varsovie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Article premier.

Il y aura paix inviolable et amitié sincère et perpétuelle entre la République d'Estonie et la République turque, ainsi qu'entre les citoyens des deux Parties.

Article 2.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour établir les relations diplomatiques entre les deux Etats conformément aux principes du droit des gens ; elles conviennent que les représentants diplomatiques de chacune d'elles recevront, à charge de réciprocité, dans le territoire de l'autre, le traitement consacré par les principes généraux du droit international public général.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 10 décembre 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1624. — TREATY² OF FRIENDSHIP BETWEEN ESTONIA AND TURKEY. SIGNED AT WARSAW, DECEMBER 1, 1924.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place January 20, 1928.

ESTONIA, of the one part, and TURKEY, of the other part, being equally and sincerely desirous of establishing and strengthening the ties of sincere friendship between the Estonian and the Turkish Republics, and being equally convinced that such relations between the two States when once established will further the prosperity and well-being of their respective nations, have decided to conclude a Treaty of Friendship and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE HEAD OF STATE OF THE ESTONIAN REPUBLIC :

H. E. M. John LEPPIK, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Estonian Republic at Warsaw ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

H. E. Dr. Ibrahim TALİY Bey, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Turkish Republic at Warsaw ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

There shall be inviolable peace and sincere and perpetual friendship between the Estonian and Turkish Republics as well as between the nationals of both Parties.

Article 2.

The High Contracting Parties agree to establish diplomatic relations between the two States in conformity with the principles of international law. They agree that the diplomatic representatives of each of them shall, subject to reciprocity, receive in the territory of the other the treatment recognised by the general principles of public general international law.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, December 10, 1927.

Article 3.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Varsovie le plus tôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double à Varsovie, le 1^{er} décembre 1924.

LEPPIK.

Dr Ibrahim TALİY Bey.

Article 3.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications exchanged at Warsaw as soon as possible. It shall come into force on the fifteenth day following the exchange of ratifications.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Warsaw, on December 1, 1924.

M. LEPPIK.

Dr. Ibrahim TALİY Bey.

N° 1625.

ALLEMAGNE ET DANEMARK

Echange de notes concernant les droits d'entrée applicables en Allemagne aux issues de boucherie destinées à la consommation et provenant du Danemark. Berlin, le 8 octobre 1927.

GERMANY AND DENMARK

Exchange of Notes concerning the Import Duties applicable in Germany to Butchers' Offal of Danish Origin intended for Consumption. Berlin, October 8, 1927.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 1625. — NOTENWECHSEL¹ ZWISCHEN DEN DEUTSCHEN UND DÄNISCHEN REGIERUNGEN BEZÜGLICH DER IN DEUTSCHLAND ZU ENTRICHTENDEN ABGABEN BEI EINFUHR VON SCHLÄCHTEREIABFÄLLEN, DIE ZUM VERBRAUCH DASELBST BESTIMMT UND VON DÄNISCHER HERKUNFT SIND. BERLIN, 8. OKTOBER 1927.

Texte officiel allemand communiqué par le chargé d'affaires a. i. de Danemark à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 21 janvier 1928.

German official text communicated by the Danish Chargé d'affaires a. i. at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place January 21, 1928.

AUSWÄRTIGES AMT.

BERLIN, den 8. Oktober 1927.

HERR GESCHÄFTSTRÄGER,

Unter Bezugnahme auf die hier geführten Verhandlungen beehre ich mich Ihnen als deren Ergebnis folgendes zu bestätigen :

Die Deutsche Regierung wird auf die nachstehend genannten, unter die Nr. 108 des deutschen Zolltarifs fallenden Waren dänischer Erzeugung nämlich :

„Köpfe und Spitzbeine von Schweinen, Zungen, Lebern, Herz, Niere, Zwerchfell, Milz, Lungen, Luftröhren von Vieh (ausgenommen Federvieh), frisch (nicht gefroren)“,

bei der Einfuhr in das deutsche Zollgebiet keinen höheren Zollsatz als 21,— RM für 1 Dtzd. anwenden.

Die Königlich Dänische Regierung wird auf die im deutsch-dänischen Notenwechsel vom 20. März 1926 enthaltene Zusage nicht zurückkommen, wonach die Reichsregierung sich unter gewissen Voraussetzungen bereit erklärt hatte, mit der Königlich Dänischen Regierung über Zolltarifzugeständnisse für Warmblutpferde der Nr. 100 des deutschen Zolltarifs zu verhandeln, ohne Gegenleistungen zu beanspruchen.

Diese Vereinbarung bedarf auf deutscher Seite der Ratifikation. Sie tritt am 10. Tage nach dem Tage in Kraft, an dem die Aushändigung der deutschen Ratifikationsurkunde an die Königlich Dänische Gesandtschaft in Berlin erfolgt ist. Die Vereinbarung wird ebenso lange in Geltung bleiben wie der deutsch-dänische Notenwechsel über Zollerleichterungen für dänische Erzeugnisse vom 20. März 1926.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Geschäftsträger, die Versicherung meiner vorzüglichsten Hochachtung zu erneuern.

(gez.) WALLROTH.

An den Königlich Dänischen Geschäftsträger
Herrn Legationsrat Bolt-Jørgensen.

¹ Entrée en vigueur le 23 janvier 1928.

¹ Came into force January 23, 1928.

KÖNIGLICH DÄNISCHE GESANDTSCHAFT.

BERLIN, den 8. Oktober 1927.

HERR MINISTERIALDIREKTOR,

Ich beehre mich den Empfang der Note vom heutigen Tage zu bestätigen, worin Sie mir als Ergebnis der hier geführten Verhandlungen folgendes mitgeteilt haben :

Die Deutsche Regierung wird auf die nachstehend genannten, unter die Nr. 108 des deutschen Zolltarifs fallenden Waren dänischer Erzeugung nämlich :

„Köpfe und Spitzbeine von Schweinen, Zungen, Lebern, Herz, Niere, Zwerchfell, Milz, Lungen, Luftröhren von Vieh (ausgenommen Federvieh), frisch (nicht gefroren)“,

bei der Einfuhr in das deutsche Zollgebiet keinen böheren Zollsatz als 21,— RM für 1 Dtzd. anwenden.

Die Königlich Dänische Regierung wird auf die im dänisch-deutschen Notenwechsel vom 20. März 1926 enthaltene Zusage nicht zurückkommen, wonach die Reichsregierung sich unter gewissen Voraussetzungen bereit erklärt hatte, mit der Königlich Dänischen Regierung über Zolltarifzugeständnisse für Warmblutpferde der Nr. 100 des deutschen Zolltarifs zu verhandeln, ohne Gegenleistung zu beanspruchen.

Diese Vereinbarung bedarf auf deutscher Seite der Ratifikation. Sie tritt am 10. Tage nach dem Tage in Kraft, an dem die Aushändigung der deutschen Rätifikationsurkunde an die Königlich Dänische Gesandtschaft in Berlin erfolgt ist. Die Vereinbarung wird ebenso lange in Geltung bleiben wie der dänisch-deutsche Notenwechsel über Zollerleichterungen für dänische Erzeugnisse vom 20. März 1926.

Ich beehre mich die Zustimmung der Königlich Dänischen Regierung zu dieser Vereinbarung zu erklären und benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Ministerialdirektor, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

(gez.) BOLT-JORGENSEN.

Seiner Hochwohlgeboren Herrn
Ministerialdirektor Wallroth,
Auswärtiges Amt, Berlin.

Pour copie conforme :

Copenhagen, le 17 janvier 1928.

Georg Cohn,

*Chef du Service de la Société des Nations
au Ministère des Affaires étrangères.*

¹ TRADUCTION.

N^o 1625. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET DANOIS CONCERNANT LES DROITS D'ENTRÉE APPLICABLES EN ALLEMAGNE AUX ISSUES DE BOUCHERIE DESTINÉES A LA CONSOMMATION ET PROVENANT DU DANEMARK. BERLIN, LE 8 OCTOBRE 1927.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

BERLIN, le 8 octobre 1927.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En me référant aux négociations qui ont eu lieu ici, j'ai l'honneur de vous confirmer les dispositions suivantes résultant de ces négociations :

Les articles suivants de la production danoise visés par le N^o 108 du tarif douanier allemand :

« Têtes et pieds de porcs, langues, foies, cœurs, rognons, diaphragmes, rates, poumons, trachées d'animaux domestiques (à l'exception de la volaille) frais, non congelés »,

ne seront pas grevés par le Gouvernement allemand, à l'entrée en territoire allemand, d'un droit supérieur à 21 Rm. par 100 kg.

Le Gouvernement royal danois ne reviendra pas sur l'engagement renfermé dans l'Echange de notes germano-danois du 20 mars 1926, par lequel le Gouvernement du Reich s'était déclaré disposé, sous réserve de certaines conditions, à négocier avec le Gouvernement royal danois au

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1625. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND DANISH GOVERNMENTS CONCERNING THE IMPORT DUTIES APPLICABLE IN GERMANY TO BUTCHERS' OFFAL OF DANISH ORIGIN INTENDED FOR CONSUMPTION. BERLIN, OCTOBER 8, 1927.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

BERLIN, October 8, 1927.

SIR,

With reference to the negotiations which have been conducted here, I have the honour to inform you that their result is as follows :

On the following articles of Danish origin, coming under No. 108 of the German Customs tariff, viz :

“ Pigs' heads and trotters, tongues, livers, hearts, kidneys, diaphragms, milts, lungs, windpipes of cattle (but not of poultry), fresh (not frozen) ”,

when imported into German Customs territory, the German Government shall not levy a duty exceeding 21 Reichsmarks per 100 kg.

The Royal Danish Government shall not revert to the undertaking contained in the German-Danish Exchange of Notes of March 20, 1926, whereby the Government of the Reich declared its willingness under certain conditions to negotiate with the Royal Danish Government

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

sujet de concessions tarifaires pour les chevaux des races dites « Warmblutpferde » (« Warmblodsheste ») visés par le N° 100 du tarif douanier allemand, sans revendiquer de compensations.

Le présent arrangement devra être ratifié en Allemagne. Il entrera en vigueur dix jours après la remise de l'instrument de ratification allemand à la Légation royale de Danemark à Berlin et demeurera valide aussi longtemps que l'Echange de notes germano-danois du 20 mars 1926 concernant les facilités douanières applicables aux produits danois.

Veillez agréer, etc.

(Signé) WALLROTH.

M. Bolt-Jorgensen,
Conseiller de Légation,
Chargé d'affaires du Danemark.

LÉGATION ROYALE
DE DANEMARK.

BERLIN, le 8 octobre 1927.

MONSIEUR LE DIRECTEUR,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note de ce jour par laquelle vous m'avez communiqué les dispositions suivantes résultant des négociations qui ont eu lieu ici :

Les articles suivants de la production danoise visés par le N° 108 du tarif douanier allemand :

« Têtes et pieds de porcs, langues, foies, cœurs, rognons, diaphragmes, rates, poumons, trachées d'animaux domestiques (à l'exception de la volaille) frais, non congelés »,

ne seront pas grevés par le Gouvernement allemand, à l'entrée en territoire allemand, d'un droit supérieur à 21 Rm. par 100 kg.

Le Gouvernement royal danois ne reviendra pas sur l'engagement renfermé dans l'Echange de notes germano-danois du 20 mars 1926, par lequel le Gouvernement du Reich s'était déclaré disposé, sous réserve de certaines conditions, à négocier avec le Gouvernement royal danois au sujet de concessions tarifaires pour les chevaux des races dites « Warmblutpferde » (« Warm-

regarding tariff concessions for riding-horses (*Warmblutpferde*) coming under No. 100 of the German Customs tariff, without claiming any equivalent compensation.

This agreement requires to be ratified by Germany. It shall come into force on the tenth day following the deposit of the German instrument of ratification with the Royal Danish Legation in Berlin. It shall remain in operation for the same period as the German-Danish Exchange of Notes concerning Customs facilities for Danish products dated March 20, 1926.

I have the honour to be, etc.

(Signed) WALLROTH.

M. Bolt-Jorgensen,
Counsellor of Legation,
Danish Chargé d'Affaires.

ROYAL DANISH
LEGATION.

BERLIN, October 8, 1927.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of to-day's date, in which you communicate to me the result of the negotiations which have been conducted here, as follows :

On the following articles of Danish origin, coming under No. 108 of the German Customs tariff, viz :

“ Pigs' heads and trotters, tongues, livers, hearts, kidneys, diaphragms, milts, lungs, windpipes of cattle (but not of poultry), fresh (not frozen) ”,

when imported into German Customs territory, the German Government shall not levy a duty exceeding 21 Reichmarks per 100 kg.

The Royal Danish Government shall not revert to the undertaking contained in the German-Danish Exchange of Notes of March 20, 1926, whereby the Government of the Reich declared its willingness under certain conditions to negotiate with the Royal Danish Government regarding tariff concessions for riding horses (*Warmblutpferde*), coming under No. 100 of the

blodsheste ») visés par le N° 100 du tarif douanier allemand, sans revendiquer de compensations.

Le présent arrangement devra être ratifié en Allemagne. Il entrera en vigueur dix jours après la remise de l'instrument de ratification allemand à la Légation royale de Danemark à Berlin et demeurera valide aussi longtemps que l'Échange de notes germano-danois du 20 mars 1926 concernant les facilités douanières applicables aux produits danois.

J'ai l'honneur de vous faire part de l'adhésion du Gouvernement royal danois à cet arrangement.

Veillez agréer, etc.

(Signé) BOLT-JORGENSEN.

M. Wallroth,
Directeur au Ministère
des Affaires étrangères,
Berlin

German Customs tariff, without claiming any equivalent compensation.

This agreement requires to be ratified by Germany. It shall come into force on the tenth day following the deposit of the German instrument of ratification with the Royal Danish Legation in Berlin. It shall remain in operation for the same period as the German-Danish Exchange of Notes concerning Customs facilities for Danish products dated March 20, 1926.

I have the honour to declare that the Royal Danish Government assents to this agreement. I have the honour to be, etc,

(Signed) BOLT-JORGENSEN.

M. Wallroth,
Director at the
Ministry for Foreign Affairs,
Berlin.

N° 1626.

FINLANDE ET GRÈCE

Traité de commerce et de navigation.
Signé à Helsinki, le 18 décembre
1926.

FINLAND AND GREECE

Treaty of Commerce and Navigation.
Signed at Helsinki, December 18,
1926.

N° 1626. — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ET NAVIGATION ENTRE LA GRÈCE ET LA FINLANDE. SIGNÉ A HELSINKI, LE 18 DÉCEMBRE 1926.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires de la République hellénique à Berne et par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 23 janvier 1928.

LA GRÈCE, d'une part, et LA FINLANDE, d'autre part, animées du désir de resserrer de plus en plus les relations économiques entre les deux pays, ont résolu de conclure un traité de commerce et de navigation, et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

M. Nicolas XYDAKIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, directeur des Affaires politiques du Ministère des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

M. Väinö VOIONMAA, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront dans le territoire de l'autre Partie le droit, dans les mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée et sous réserve des lois et règlements qui y sont ou seront en vigueur, de s'y rendre librement, de s'établir, de se livrer au commerce, à l'industrie, au travail manuel et à toute autre profession, d'y acquérir des biens meubles et immeubles par voie d'héritage, de donation, de legs, d'achat, d'échange ou par toute autre voie légale, et de posséder, détenir et aliéner ces biens.

Chacune des Parties contractantes s'engage à ne pas exiger des ressortissants de l'autre Partie le paiement d'impôts, taxes ou contributions de toute nature plus élevés ou autres que ceux qui sont ou pourront être ultérieurement exigés de ses propres nationaux ou des ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 2.

Les sociétés commerciales, industrielles, financières, d'assurances et autres, les coopératives, ainsi que les compagnies de navigation et les associations économiques, qui ont leur siège sur le territoire de l'un des deux pays et y sont légalement constituées, verront leur constitution légale et leur existence juridique reconnue dans l'autre pays. Elles pourront, si les lois de l'autre pays ne s'y opposent pas et sous réserve de l'accomplissement de toutes les formalités prévues par ces

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 28 décembre 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1626. — TREATY² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN GREECE AND FINLAND. SIGNED AT HELSINKI, DECEMBER 18, 1926.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires of the Hellenic Republic at Berne and by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place January 23, 1928.

GREECE, of the one part, and FINLAND, of the other part, being desirous of strengthening still further the economic relations between the two countries, have resolved to conclude a Treaty of Commerce and Navigation, and have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC :

M. Nicolas XYDAKIS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Director of Political Affairs in the Ministry of Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE FINNISH REPUBLIC :

M. Väinö VOIONMAA, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The nationals of each of the Contracting Parties shall be entitled in the territory of the other Party, under the same conditions as the nationals of the most favoured nation and subject to the laws and regulations which are or may hereafter be in force in the said territory, to enter freely, to settle and to engage in trade, industry, manual labour, or any other vocation therein, and to acquire movable and immovable property therein by inheritance, gift, bequest, purchase, exchange or in any other legal manner, and to own, hold and dispose of such property.

Each of the Contracting Parties undertakes to abstain from levying upon nationals of the other Party any taxes, dues, or imposts whatsoever other or higher than those which are or may hereafter be levied upon its own nationals or upon nationals of the most favoured nation.

Article 2.

Commercial, industrial, financial, insurance, or other companies, cooperative societies, shipping companies, and economic associations which have their headquarters in the territory of one of the two countries and are duly constituted therein, shall have their legal constitution and existence recognised in the other country. They may, unless prohibited by the laws of the other country, and provided that they satisfy and observe all the formalities required by those laws, extend their

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Berlin, December 28, 1927.

lois, étendre leurs opérations sur le territoire de ce dernier pays, y acquérir des droits et en jouir, ainsi qu'y exercer leur industrie. Elles y jouiront d'un traitement aussi favorable que celui accordé ou qui sera accordé aux sociétés analogues d'une tierce Puissance quelconque et elles auront le même droit que les sociétés de la nation la plus favorisée d'y acquérir, posséder, détenir et aliéner des biens meubles et immeubles.

Les impôts, taxes et contributions, quelle qu'en soit la dénomination ou la nature, ne pourront pas les frapper d'une façon plus lourde que les sociétés, coopératives, compagnies, ou associations de la nation la plus favorisée.

Article 3.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes ou les sociétés, coopératives, compagnies ou associations domiciliées chez elles ne seront pas imposés dans l'autre pays sur un autre actif que celui qui se trouve dans le pays d'imposition, ni sur un revenu qu'ils touchent d'ailleurs.

Article 4.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes et les sociétés, coopératives, compagnies et associations qui ont leur domicile sur le territoire de cette Partie auront, sous les mêmes conditions que les nationaux, facile accès auprès des tribunaux et des diverses autorités de l'autre Partie. Dans l'exercice de ce droit ils ne seront pas soumis à des charges autres ou plus élevées que celles perçues sur les nationaux ou sur les sociétés susdites du pays.

Article 5.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes seront exempts sur le territoire de l'autre Partie de tout service militaire, ainsi que du paiement en espèce ou en nature de tous impôts ou taxes de remplacement. En ce qui concerne les emprunts forcés, les réquisitions et prestations militaires qui seraient fixés en temps de guerre ou dans les circonstances extraordinaires, les deux Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée. Cependant, en qualité de propriétaires, locataires ou occupants d'immeubles ou d'entreprises commerciales ou industrielles, ils seront soumis au même traitement que les nationaux et ils auront alors le droit aux mêmes indemnités que celles allouées aux nationaux ou aux ressortissants du pays le plus favorisé.

Article 6.

Les voyageurs de commerce des deux Parties contractantes, avec leurs modèles et échantillons, jouiront sur le territoire de l'autre Partie, en s'y conformant aux lois et règlements en vigueur, du même traitement qui est ou pourrait être accordé, à ce sujet, au pays le plus favorisé.

Article 7.

Lorsque des ressortissants finlandais qui ne sont pas domiciliés en Grèce, ou des sociétés, coopératives, compagnies ou associations finlandaises, se livrent à l'exportation de Finlande en Grèce, ils ne seront pas assujettis en Grèce aux impôts sur les bénéfices de cette exportation, tant qu'ils n'y auront pas d'établissement. Le même traitement sera appliqué à l'exportation sur la Finlande pratiquée par des ressortissants, sociétés, coopératives, compagnies et associations grecs.

Si des ressortissants, sociétés, coopératives, compagnies ou associations d'une des Parties contractantes ont des établissements sur le territoire de l'autre, ils n'y seront assujettis aux contributions ou aux impôts que dans la mesure de l'exploitation afférente à ces établissements.

operations to the territory of the latter country and may acquire and enjoy rights and engage in industry therein. They shall enjoy treatment as favourable as that which is or may hereafter be granted to similar companies of any third Power and shall have the same right as companies of the most favoured nation to acquire, own, hold and dispose of movable and immovable property therein.

They shall not be subject to taxes, dues or imposts of any kind or denomination whatsoever higher than those imposed on the firms, cooperative societies, companies or associations of the most favoured nation.

Article 3.

Nationals of either Contracting Party and firms, cooperative societies, companies or associations domiciled in either country, shall not be taxed in the other country on any capital which is not situated within the country in question, or on any income derived from elsewhere.

Article 4.

Nationals of either Contracting Party and firms, cooperative societies, companies and associations domiciled in the territory of such Party, shall have ready access to the courts and to the various authorities of the other Party on the same conditions as nationals of that Party. In the exercise of this right, they shall not be required to pay charges other or higher than those imposed on nationals or on the above-mentioned companies of that country.

Article 5.

Nationals of either Contracting Party in the territory of the other Party shall be exempt from all military service and from the payment, whether in money or in kind, of any taxes or charges in lieu thereof. As regards forced loans, military requisitions and contributions imposed in time of war or in exceptional circumstances, the Contracting Parties undertake reciprocally to grant most-favoured-nation treatment. Nevertheless, as owners, tenants, or occupiers of property or commercial or industrial enterprises, they shall be subject to the same treatment as nationals and shall then be entitled to the same compensation as is granted to nationals or to the subjects of the most favoured nation.

Article 6.

Commercial travellers of either Contracting Party together with their patterns and samples, shall, provided that they satisfy and observe the existing laws and regulations in force in the territory of the other Party, enjoy the same treatment therein as is or may hereafter be granted in this connection to the most favoured nation.

Article 7.

Finnish nationals, not being domiciled in Greece, and Finnish firms, cooperative societies, companies or associations engaging in export trade from Finland to Greece, shall, so long as they have no establishment in the latter country, be exempted therein from taxes on the profits of such export trade. The same treatment shall apply in the case of export trade to Finland by Greek nationals, firms, cooperative societies, companies and associations.

Nationals, firms, cooperative societies, companies or associations of either Contracting Party established in the territory of the other shall only be liable to imposts or taxes to an extent proportionate to the business carried on by their establishments in the said territory.

Article 8.

Dans le cas où l'une des Parties contractantes établirait des prohibitions ou restrictions quant à l'importation ou à l'exportation de marchandises, elle accordera à l'autre Partie le même traitement qui a été accordé ou sera accordé ultérieurement aux marchandises identiques ou similaires importées de, ou exportées sur un tiers pays quelconque.

Toute abrogation ou tout adoucissement d'une prohibition ou des restrictions d'importation et d'exportation qui est ou sera accordé, même à titre temporaire, par une des Parties contractantes en faveur d'une tierce Puissance quelconque s'appliquera immédiatement et dans les mêmes conditions aux marchandises identiques ou similaires en provenance ou à destination du territoire de l'autre Etat.

Les dispositions de cet article ne seront pas applicables lorsque l'établissement ou le maintien d'une prohibition d'importation ou d'exportation, ou de restrictions concernant l'importation ou l'exportation des marchandises visent :

- 1^o La sûreté publique du pays, ou sont jugées par l'Etat respectif nécessaires en raison de l'état de guerre ;
- 2^o Les mesures sanitaires ou de prophylaxie contre les épizooties et les épiphyties ;
- 3^o Les semences qu'on a lieu de croire impropres dans le pays d'importation, en raison de leur origine.

Article 9.

Dans le cas où l'une des Parties contractantes rendrait l'importation ou l'exportation de certaines marchandises dépendante de prix ou de conditions d'achat ou de vente contrôlés par le gouvernement ou par tout organisme autorisé par lui, les conditions générales applicables à l'autre Partie seront les plus favorables qui sont ou pourront être appliquées à toute Puissance tierce.

Article 10.

En ce qui concerne les droits et taxes d'importation, ainsi que toutes surtaxes, coefficients ou majorations y afférents qui sont ou seront perçus à l'importation des marchandises, les deux Parties contractantes s'engagent à accorder, sans réserve et automatiquement, toutes faveurs, réductions ou exonérations qu'elles ont accordées ou accorderont à toute tierce Puissance, pour les marchandises énumérées aux listes annexées au présent traité.

Les Parties contractantes se garantissent mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les droits, ainsi que toutes les taxes perçues à l'exportation, quel qu'en soit le nom ou l'espèce.

Le traitement de la nation la plus favorisée est également réciproquement garanti, en ce qui concerne les opérations et l'accomplissement des formalités de douane, les restitutions douanières, ainsi que le dépôt et la garde des marchandises dans les entrepôts de douane, et les taxes y afférentes.

Article 11.

Pour tout ce qui concerne les taxes de consommation, de production, de transaction, de monopole et d'accises et toutes les autres taxes intérieures, les marchandises qui proviennent et sont importées de l'un des deux pays jouiront dans l'autre pays d'un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux marchandises du pays le plus favorisé.

Article 8.

If either Contracting Party should impose prohibitions or restrictions on the import or export of goods, it shall grant to the other Party the same treatment as has been or may hereafter be granted to the same or similar goods imported from or exported to any third country.

If any import or export prohibition or restriction has been or shall hereafter be removed or relaxed, even temporarily, by one of the Contracting Parties in favour of any third Power, the benefit of such removal or relaxation shall be extended immediately under like conditions to the same or similar goods coming from or proceeding to the territory of the other State.

The provisions of this Article shall not apply to import or export prohibitions or restrictions which are imposed or maintained :

- (1) For the security of the country, or because they are considered necessary by the country concerned owing to the existence of a state of war ;
- (2) As sanitary measures or preventive measures against epizooties and epiphyties ;
- (3) Upon seeds which, in view of their origin, may reasonably be considered unsuitable in the importing country.

Article 9.

Should either of the Contracting Parties make the importation or exportation of certain goods dependent upon prices or conditions of purchase or sale controlled by the Government or by any organisation authorised by the Government, the general conditions applicable to the other Party shall be the most favourable that are or may hereafter be applied to any third Power.

Article 10.

As regards import duties and charges and any additional charges, coefficients or supercharges in connection therewith which are or may hereafter be levied on the importation of goods, the Contracting Parties undertake to grant each other without reservation and automatically, all privileges, reductions or exemptions which they have granted or may hereafter grant to any third Power in respect of the goods enumerated in the lists annexed to the present Treaty.

The Contracting Parties undertake to grant each other most-favoured-nation treatment as regards duties and all other charges levied on exportation, irrespective of their kind or denomination.

The Contracting Parties further undertake to grant each other most-favoured-nation treatment as regards Customs operations and formalities, Customs refunds, the deposit and safe keeping of goods in Customs warehouses and the charges in connection therewith.

Article 11.

In matters relating to taxes on consumption, production, transactions, monopolies, excise and to all other internal taxes, goods originating in or imported from either country shall enjoy in the other country, treatment as favourable as that which is granted to the goods of the most favoured nation.

Article 12.

Les Parties contractantes se garantissent réciproquement la liberté de transit et s'engagent à appliquer dans les relations mutuelles les dispositions de la Convention et Statut sur la liberté de Transit¹, signée à Barcelone le 20 avril 1921, et se garantissent sous ce rapport le traitement de la nation la plus favorisée.

Les Parties contractantes constatent que la disposition ci-dessus concernant le traitement de la nation la plus favorisée ne sera applicable que lorsque la limitation du droit de transit :

- 1^o Visera la sécurité publique ;
- 2^o Sera une mesure sanitaire ou de précaution contre les maladies des animaux ou végétaux.

Article 13.

Les marchandises de toutes origines traversant en transit l'un des deux pays, destinées à, ou envoyées de l'autre pays, ne seront soumises dans le pays de transit à aucun droit ou taxe de douane d'importation ou d'exportation ou aux contributions semblables ni à aucun droit intérieur autre que les taxes exclusivement destinées à couvrir les frais de contrôle et de l'administration du transit.

Les marchandises de toute origine traversant en transit l'un des deux pays, qu'elles soient ou non emmagasinées dans des ports francs, entrepôts de douane, magasins de transit ou autres établissements douaniers, doivent, à l'importation dans l'autre pays, jouir, en ce qui concerne les droits et autres taxes, ainsi qu'à tous autres égards, d'un traitement au moins aussi favorable que celui dont elles jouiraient si elles étaient importées directement du pays d'origine.

Article 14.

Les produits naturels ou fabriqués de l'une des Parties contractantes jouiront à tous égards, quant au transport par transports publics de l'autre Partie — à conditions égales d'ailleurs —, du même traitement que les produits similaires nationaux ou ceux de la nation la plus favorisée. De même, les produits à destination de l'un des deux pays à l'autre, jouiront dans celui-là, quant au transport par transports publics, du traitement aussi favorable que les produits à destination du pays le plus favorisé.

Article 15.

Pour réserver aux produits originaires de leurs pays respectifs le bénéfice des dispositions ci-dessus et pour éviter toute irrégularité par transport détourné, les Parties contractantes pourront exiger que les produits et marchandises importés sur leur territoire soient accompagnés d'un certificat d'origine.

Les Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée quant à la forme et au contenu, ainsi qu'à l'emploi de ces certificats.

Article 16.

Chacune des Parties contractantes s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir les produits naturels ou fabriqués originaires de l'autre Partie contre toute concurrence

¹ Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; et vol. LXIX, page 70, de ce recueil.

Article 12.

The Contracting Parties agree to grant one another freedom of transit, and they undertake to apply in their mutual relations the provisions of the Convention and Statute on Freedom of Transit¹, signed at Barcelona on April 20, 1921, and to accord each other most-favoured-nation treatment in this matter.

Nevertheless, the Contracting Parties agree that the above provision concerning most-favoured-nation treatment shall not apply to restrictions which may be placed on the right of transit :

- (1) For reasons of public safety.
- (2) As a sanitary or precautionary measure against diseases of animals or plants.

Article 13.

Goods of any origin which are conveyed in transit across either country, being consigned to or despatched from the other country, shall not be subject, in the country of transit, to any Customs import or export duty, tax or similar impost, or to any internal duty other than the cost of supervision and transit formalities.

Goods of any origin which are conveyed in transit across either country, whether warehoused or not in free ports, bonded warehouses, transit warehouses or other Customs establishments shall enjoy, on importation into the other country, treatment at least as favourable as regards duties and other charges, and in all other respects, as that which they would enjoy if they were imported direct from the country of origin.

Article 14.

Natural or manufactured products of either of the Contracting Parties shall, provided conditions remain unchanged, enjoy the same treatment in all respects as regards transport by public transport undertakings of the other Party as is enjoyed by like native products or products of the most favoured nation. Similarly, the products of either country consigned to the other, shall enjoy in the latter country treatment as favourable, as regards transport by public transport undertakings, as that which is granted to products consigned to the most favoured nation.

Article 15.

In order to reserve the benefits of the above provisions for products originating in their respective countries and to prevent irregularities through the despatch of goods by circuitous routes, the Contracting Parties may require that products and goods imported into their territory should be accompanied by certificates of origin.

The Contracting Parties agree to grant each other most-favoured-nation treatment as regards the form, contents and employment of these certificates.

Article 16.

Each of the Contracting Parties undertakes to adopt all necessary measures to safeguard natural or manufactured products having their origin in the territory of the other Party against

¹ Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 406 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XIX, page 278 ; Vol. XXIV, page 154 ; Vol. XXXI, page 244 ; Vol. XXXV, page 298 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; and Vol. LXIX, page 70, of this Series.

déloyale dans les transactions commerciales, à réprimer et à prohiber par la saisie et par toutes autres sanctions appropriées l'importation, l'entreposage et l'exportation, ainsi que la fabrication, la vente et la mise en vente à l'intérieur de tous produits portant sur leur emballage extérieur des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques comportant directement ou indirectement de fausses indications sur l'origine, l'espèce, la nature ou les qualités spécifiques des produits ou marchandises.

Les Parties contractantes s'engagent à donner une application effective à la Convention internationale ¹ de Paris du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Washington ² le 2 juin 1911.

Article 17.

La nationalité des navires sera, de part et d'autre, admise d'après les documents et certificats délivrés à cet effet par les autorités compétentes des Etats respectifs, conformément aux lois et règlements de chaque pays.

Les lettres de jauge et autres documents relatifs à la jauge, délivrés par l'une des Parties contractantes, seront reconnus par l'autre Partie, conformément aux arrangements spéciaux qui pourront être conclus entre les deux pays.

Article 18.

Sauf stipulations contraires du présent traité, les navires finlandais et leurs cargaisons en Grèce, et réciproquement les navires helléniques et leurs cargaisons en Finlande, jouiront sous tous les rapports du même traitement que les bâtiments nationaux et leurs cargaisons, quel que soit le lieu de départ ou de destination desdits navires, quel que soit aussi le lieu d'origine ou de destination de leurs cargaisons. Il s'ensuit notamment que les navires de l'une des Parties contractantes et leurs cargaisons ne seront assujettis, sur le territoire de l'autre Partie, à aucune taxe ou charge, quelles qu'en soient l'espèce ou la dénomination, perçues soit au profit de l'Etat, soit au profit de communes ou d'institutions quelconques, habilitées par le gouvernement, autres ou plus élevées que celles qui seront applicables aux nationaux et à leurs cargaisons.

Tout privilège et toute exonération que l'une des Parties contractantes pourra accorder, sous l'un des rapports susvisés, à une tierce Puissance quelconque seront aussi appliqués, simultanément et sans réserve, à l'autre Partie.

Toutefois il est fait exception aux stipulations du présent article :

1° En ce qui concerne les faveurs qui dans l'un ou l'autre des deux pays, ont été ou pourront être accordées par la suite à la pêche nationale et à ses produits ;

2° En ce qui concerne le cabotage, pour lequel les Parties contractantes s'accorderont le traitement de la nation la plus favorisée, sous réserve de réciprocité ;

3° En ce qui concerne la navigation sur les voies navigables intérieures, naturelles ou artificielles, pour lesquelles les navires des deux Parties contractantes et leurs cargaisons seront soumis aux mêmes conditions que les navires de la nation la plus favorisée et leurs cargaisons, les droits à prélever sur les navires et sur leurs cargaisons ne devant pas excéder toutefois le taux applicable aux bâtiments nationaux et à leurs cargaisons.

Sans préjudice des autres dispositions du présent article et sans modification des dispositions de l'alinéa 1^{er} en ce qu'elles concernent les tarifs de pilotage, il est entendu que les lois et règlements en vigueur dans chaque pays sur l'obligation d'employer les pilotes s'appliqueront aux navires de l'autre Partie contractante, dans la même mesure qu'aux autres navires étrangers.

¹ DE MARTENS. *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome X, page 133 ;

² DE MARTENS. *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome VIII, page 760.

any unfair competition in commercial transactions, to repress and prevent by seizure or by other appropriate penalties, the importation, warehousing and exportation, as well as the manufacture, sale and home distribution of any products bearing on their outer wrappings marks, names, inscriptions or signs of any kind whatsoever which might directly or indirectly give rise to an erroneous conception of the origin, kind, nature or specific characteristics of the products or commodities.

The Contracting Parties undertake to give effective application to the Paris International Convention¹ of March 20, 1883, for the Protection of Industrial Property, revised² at Washington, on June 2, 1911.

Article 17.

The documents and certificates issued for the purpose by the competent authorities of the respective States, in accordance with their laws and regulations, shall be recognised by both Parties as establishing the nationality of vessels.

Tonnage measurement certificates and other documents regarding tonnage measurement issued by one of the Contracting Parties shall be recognised by the other Party in conformity with such special agreements as may hereafter be concluded between the two countries.

Article 18.

Except where otherwise provided in the present Treaty, Finnish vessels and their cargoes in Greece, and Greek vessels and their cargoes in Finland shall enjoy the same treatment in every respect as national vessels and their cargoes irrespective of the place of departure or the destination of the said vessels and irrespective also of the place of origin and destination of their cargoes. Consequently, the vessels and their cargoes belonging to one of the Contracting Parties shall not be subject, in the territory of the other Party, to any tax or charge of any kind or denomination whatsoever, whether levied on behalf of the State or on behalf of any communes or institutions authorised by the Government, other or higher than those applicable to national vessels and their cargoes.

Any privilege or exemption which either of the Contracting Parties may accord to any third Power in regard to any of the above matters shall also be granted simultaneously and unconditionally to the other Party.

Exceptions shall, however, be made to the provisions of the present Article in the case of :

(1) Favours which have been, or may hereafter, be granted in either country to national fisheries and their products ;

(2) The coasting trade, in regard to which the Contracting Parties shall, on condition of reciprocity, grant each other most-favoured-nation treatment ;

(3) Navigation on navigable inland waterways whether natural or artificial in regard to which the vessels of the two Contracting Parties and their cargoes shall be subject to the same conditions as the vessels of the most favoured nation and their cargoes. The duties leviable on the vessels and their cargoes must not, however, exceed the rate applicable to national vessels and their cargoes.

Without prejudice to the other provisions of the present Article and subject to the provisions of paragraph 1, in so far as they concern pilotage dues, it is understood that the laws and regulations in force in each country regarding the obligation to employ pilots, shall apply to the vessels of the other Contracting Party to the same extent as to other foreign vessels.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 74, page 44.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 104, page 116.

Article 19.

Les navires finlandais entrant dans un port hellénique et réciproquement les navires helléniques entrant dans un port finlandais à seule fin d'y compléter leur cargaison ou d'en débarquer une partie pourront, en se conformant aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port ou à un autre pays, et la réexporter, sans être tenus à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit ou frais, sauf les droits de surveillance lesquels, d'ailleurs, ne pourront être perçus qu'au taux le plus bas fixé pour la navigation nationale ou pour celle de la nation la plus favorisée.

Article 20.

En cas de naufrage, échouement, avarie en mer ou relâche forcée d'un navire de l'une des deux Parties contractantes dans les eaux territoriales de l'autre, le navire et sa cargaison jouiront des mêmes faveurs et immunités que les lois et règlements du pays respectif accorderont dans des circonstances analogues aux navires nationaux ou à ceux de la nation la plus favorisée. Aide et assistance seront données, dans la même mesure qu'aux nationaux, au capitaine, à l'équipage et aux passagers, tant pour eux-mêmes que pour le navire et sa cargaison.

En ce qui concerne le droit de sauvetage, il sera fait application de la législation du pays où le sauvetage a eu lieu.

Les marchandises sauvées d'un navire échoué ou naufragé ne seront assujetties à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient introduites dans le pays pour la consommation intérieure.

Article 21.

Les deux Parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer des représentants consulaires dans les ports, villes et places de l'autre Partie où les représentants consulaires d'un tiers pays quelconque sont admis.

Après avoir reçu l'exequatur du gouvernement du pays de leur résidence, les représentants consulaires de chacune des Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre de tous les privilèges et exemptions et de la même compétence qui sont ou pourront être accordés aux représentants consulaires d'une tierce Puissance. Cependant, ces privilèges, exemptions et compétences ne seront pas accordés aux représentants consulaires d'un des deux pays dans l'autre dans une plus grande étendue que celle accordée aux représentants consulaires de l'autre pays dans le premier.

Article 22.

Aucune des Parties contractantes ne pourra invoquer les dispositions du présent traité pour prétendre aux faveurs que l'une ou l'autre des Parties contractantes a accordées ou pourra accorder aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic local frontière, ni aux avantages résultant d'une union douanière.

La Grèce ne pourra pas non plus invoquer cette convention pour revendiquer :

- 1° Les avantages que la Finlande a accordés ou pourra accorder à l'Estonie ;
- 2° Les avantages que la Finlande a accordés ou pourra accorder à la Russie en ce qui concerne la pêche et la chasse aux phoques dans les territoires maritimes finlandais de la mer Glaciale du nord ;
- 3° Les avantages que la Finlande a accordés ou pourra accorder aux Etats voisins quant à la navigation dans la mer Baltique et ses baies au nord du 58° latitude nord ;
- 4° Les avantages accordés à la France dans l'article 6 de la Convention¹ commerciale entre la Finlande et ce pays en date du 13 juillet 1921.

¹ Vol. XXIX, page 445, de ce recueil.

Article 19.

Finnish vessels entering a Greek port and Greek vessels entering a Finnish port with the sole object of completing their cargoes or of unloading a part thereof shall be entitled, provided that they conform to the laws and regulations of the State concerned, to retain on board any part of the cargo which may be consigned to another port or to another country and to re-export it without being obliged to pay any duties or charges thereon with the exception of supervision fees ; the latter, however, must be levied at the lowest rate payable by national shipping or by shipping of the most favoured nation.

Article 20.

If a vessel of one of the two Contracting Parties should be wrecked, run aground, be damaged at sea or compelled through stress of weather or accident to put into harbour in the territorial waters of the other Party, the vessel and its cargo shall enjoy the same benefits and immunities as are granted by the laws and regulations of the country concerned in similar circumstances to national vessels or to those of the most favoured nation. Assistance and relief shall be given to the master, the crew and the passengers, both for themselves and for the vessel and its cargo, to the same extent as would be afforded to the nationals of the country in question.

As regards salvage charges, the law of the country where salvage takes place shall be applicable.

Goods salvaged from a stranded or wrecked vessel shall not be subject to any Customs duties unless they are admitted into the country for consumption therein.

Article 21.

The Contracting Parties shall grant each other the right to appoint consular representatives in all ports, towns and places in the territory of the other Party to which consular representatives of any third country are admitted.

When they have received the exequatur from the Government of their country of residence, consular representatives of each of the Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other all the privileges, immunities and powers which are or may hereafter be granted to the consular representatives of any third Power. The privileges, immunities and powers thus granted to the consular representatives of either country in the territory of the other shall not, however, exceed the privileges, immunities and powers granted to the consular representatives of the latter country in the territory of the former.

Article 22.

Neither of the Contracting Parties may invoke the provisions of the present Treaty as a reason for claiming privileges which either Contracting Party has granted or may hereafter grant to contiguous States to facilitate frontier traffic or for claiming advantages which result from a Customs Union.

Neither shall Greece invoke the present Treaty in order to claim :

- (1) Privileges which Finland has granted or may hereafter grant to Estonia ;
- (2) Privileges which Finland has granted or may hereafter grant to Russia in respect of fishing and seal hunting in Finnish maritime territories in the Arctic Ocean ;
- (3) Privileges which Finland has granted or may hereafter grant to neighbouring States with respect to navigation in the Baltic Sea and its gulfs north of latitude 58° N. ;
- (4) Privileges which have been granted to France in virtue of Article 6 of the Commercial Convention¹ between Finland and France of July 13, 1921.

¹ Vol. XXIX, page 445, of this Series.

Article 23.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Berlin, aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant une année, et ensuite par tacite reconduction jusqu'à un délai de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une ou l'autre des parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs dûment autorisés à cet effet ont signé le présent Traité et l'ont revêtu de leur cachet.

Fait en double exemplaire à Helsinki, le 18 décembre 1926.

(L. S.) N. XYDAKIS.

(L. S.) V. VOIONMAA.

LISTE A'.

Liste des catégories du tarif hellénique indiquant les produits originaires et en provenance de la Finlande admis à l'importation en Grèce sur le pied de la nation la plus favorisée.

- A. Produits de l'élevage et de la pêche.
- F. Produits horticoles et coloniaux.
- Z. Sucre et produits de la confiserie.
- H. Peaux. Articles en peau. Pelleterie.
- Θ. Produits forrestiers. Articles en bois.
- I. Matières minérales.
- K. Métaux et articles en métaux.
- M. Poteries. Verre.
- N. Produits chimiques et pharmaceutiques.
- Π. Papier. Articles en papier et produits des arts typographiques.
- P. Caoutchouc. Gutta-percha. Imperméables.
- Ξ. Matières textiles. Tissus et articles en tissus.
- T. Jeux. Jouets. Articles de sport.
- Ω. Objets divers.

LISTE B'.

Liste des catégories du tarif finlandais indiquant les produits originaires et en provenance de la Grèce admis à l'importation en Finlande sur le pied de la nation la plus favorisée.

- I.B.2. Fruits, baies, légumes, plantes vivantes, etc.
- I.C. Produits alimentaires et comestibles non spécialement dénommés.
- II.A. Matières textiles.
- II.B.7. Soie filée, même combinée avec d'autres matières textiles.
- II.C.3. Tissus de laine, même combinés avec d'autres matières textiles, à l'exception de la soie ; feutre foulé (non tissé).
- II.C.5. Tissus de soie.
- V. Soies de porc, plumes, crin, ainsi qu'os, cornes et autres matières à sculpter et à tourner non dénommées ailleurs, ainsi qu'articles de ces matières.
- VI. Peaux, articles en cuir, pelleteries, etc.
- VIII.D. Plomb et alliages de plomb, ainsi qu'articles de ces matières.
- X. Ouvrages en pierre, argile ou verre.
- XI.A. Huiles, graisses et cires, ainsi qu'articles de ces matières.
- XI.D. Ethers, esters et alcools, non dénommés ailleurs huiles volatiles (éthérées), parfums, cosmétiques, etc.
- XI.H. Matières brutes, préparations et médicaments non spécialement dénommés.

Pour copie conforme :

à Helsinki,
au Ministère des Affaires étrangères,
le 21 janvier 1928.

Erkki Reijonen,
Chef des Archives.

Article 23.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Berlin as soon as possible.

It shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications and shall remain in force for one year ; it shall be prolonged thereafter by tacit agreement until three months after the date on which it is denounced by either of the Contracting Parties.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries, being duly authorised for this purpose, have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Helsingfors in duplicate on December 18, 1926.

(L. S.) N. XYDAKIS.

(L. S.) V. VOIONMAA.

LIST A.

List of Categories of the Greek tariff showing products originating in and coming from Finland which are given most-favoured-nation treatment on being imported into Greece.

- A. Animals, animal and fishery products.
- Γ. Horticultural and colonial products.
- Z. Sugar and confectionery.
- H. Hides, skins and articles thereof. Fur goods.
- Θ. Forest products-articles of wood.
- I. Minerals.
- K. Metals and articles of metal.
- M. Pottery — glass.
- N. Chemical and pharmaceutical products.
- Π. Paper — paper articles and products of the typographic art.
- P. Indiarubber and gutta-percha. Waterproof materials.
- Σ. Textile materials, fabrics and articles of fabric.
- T. Games and toys — sporting articles.
- Ω. Miscellaneous articles.

LIST B.

List of categories of the Finnish tariff showing products originating in and coming from Greece which are given most-favoured-nation treatment on being imported into Finland.

- I.B.2. Fruits, berries, vegetables, living plants, etc.
- I.C. Articles of food for consumption not specially mentioned.
- II.A. Textile materials.
- II.B.7. Spun silk, combined or not with any other textile materials.
- II.C.3. Tissues of wool combined or not with other textile materials except silk ; fulled (unwoven) felt.
- II.C.5. Tissues of silk.
- V. Bristles, feathers, horsehair, bone, horn and other carving and turning materials not specially mentioned, and manufactures thereof.
- VI. Hides and skins, leather goods, fur manufactures, etc.
- VIII.D. Lead, alloys of lead and manufactures thereof.
- X. Manufactures of stone, clay or glass.
- XI.A. Oils, fats, wax and products of these materials.
- XI.D. Ethers, esters and alcohols not specially mentioned, volatile (ethereal) oils, perfumes, cosmetics, etc.
- XI.H. Raw materials ; preparations and medicines not specially mentioned.

N° 1627.

ALLEMAGNE
ET COMMISSION DE
GOUVERNEMENT DU
TERRITOIRE DE LA SARRE

Accord au sujet de facilités à accorder, à titre de mesure exceptionnelle, aux fonctionnaires allemands mis à la disposition de la Commission de gouvernement, pour permettre à ces fonctionnaires de faire face à leurs dépenses effectuées en Reichsmarks, au cours des périodes écoulées. Signé à Trèves, le 23 novembre 1926.

GERMANY
AND SAAR TERRITORY
GOVERNING COMMISSION

Agreement concerning the Granting of Relief, as an exceptional Measure, to German Officials placed at the Disposal of the Governing Commission, in respect of Expenditure in Reichsmarks incurred by the said Officials in the past. Signed at Trèves, November 23, 1926.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 1627. — ABKOMMEN¹ ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND DER REGIERUNGSKOMMISSION DES SAARGEBIETS BETREFFEND GEWÄHRUNG AUSSERORDENTLICHER ERLEICHTERUNGEN FÜR DIE DER REGIERUNGSKOMMISSION ZUR VERFÜGUNG GESTELLTEN BEAMTEN ZWECKS ABTRAGUNG DER IHNEN IN DER ZURÜCKGELEGTEN ZEIT IN REICHSMARK ENTSTANDENEN AUSGABEN. GEZEICHNET ZU TRIER, DEN 23. NOVEMBER 1926.

Texte officiel allemand communiqué par le président de la Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 30 janvier 1928.

German official text communicated by the President of the Saar Territory Governing Commission. The registration of this Agreement took place January 30, 1928.

Die Unterzeichneten Vertreter DER DEUTSCHEN REGIERUNG und DER REGIERUNGSKOMMISSION DES SAARGEBIETES sind am 22. November d. J. zu Trier zusammengetreten, um vorbereitende Besprechungen darüber zu pflegen, in welcher Weise durch ein gemeinsames Zusammenwirken der Deutschen Regierung und der Regierungskommission des Saargebietes den deutschen Beamten im Dienste der Regierungskommission (Artikel 1 der Baden-Badener Abrede² vom 21. Dezember 1925) durch eine ausserordentliche Massnahme Erleichterungen zur Abtragung der ihnen in der zurückgelegten Zeit in Reichsmark entstandenen Ausgaben gewährt werden könnten.

Nach eingehender Prüfung aller Möglichkeiten sind die unterzeichneten Vertreter übereingekommen, der Deutschen Regierung und der Regierungskommission des Saargebietes eine Massnahme auf folgender Grundlage zu empfehlen :

I.

Es handelt sich um eine einmalige, ausserordentliche Massnahme (die ihre Begründung lediglich in den Verhältnissen der Vergangenheit findet, sodass für die Zukunft hieraus keinerlei Folgerungen gezogen werden können.

Die Beihilfen haben nicht die Natur eines Besoldungsbestandteiles und werden ohne jede Anerkennung einer rechtlichen Verpflichtung gewährt.

II.

Die Regierungskommission wird an die in ihrem Dienste befindlichen deutschen Beamten (Artikel 1 der Baden-Badener Abrede) eine einmalige ausserordentliche Beihilfe nach Massgabe der in der Anlage aufgeführten Sätze möglichst bis zum 15. Dezember dieses Jahres zahlen.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} décembre 1926.

² Vol. LV, page 349, de ce recueil.

¹ Came into force December 1, 1926.

² Vol. LV, page 349, of this Series.

Die Auszahlung erfolgt in französischen Franken auf Grund einer Umrechnung der Reichsmarksätze nach dem Durchschnittsbörsenkurse der Frankfurter Börse, während der dem dritten Tage vor der Auszahlung vorausgegangenen 10 Kalendertage.

Ausgenommen von der Beihilfe sind alle unverheirateten Beamten, die am 1. Januar 1927 das 25. Lebensjahr noch nicht vollendet haben werden.

III.

Die Deutsche Regierung wird der Regierungskommission des Saargebietes die durch vorstehende Massnahme entstehenden Ausgaben erstatten. Zu diesem Zweck wird die Deutsche Regierung 8 Tage, nachdem diese Abrede durch Annahme seitens der Deutschen Regierung und der Regierungskommission des Saargebietes zustande gekommen sein wird, 1 Million Reichsmark vorschussweise überweisen.

Die endgültige Verrechnung zwischen der Deutschen Regierung und der Regierungskommission des Saargebietes erfolgt auf Grund der von der Regierungskommission beizubringenden rechnungsmässigen Unterlagen. Zu den rechnungsmässigen Unterlagen gehört u. a. auch eine Empfangsbescheinigung des bedachten Beamten nach anliegendem Muster.

IV.

Die Deutsche Regierung erklärt sich damit einverstanden, dass die Regierungskommission des Saargebietes in Abweichung der Bestimmungen in Artikel 10 Ziffer 2 der Baden-Badener Abrede vom 21. Dezember 1925 die von ihr an den Rücklagefonds für Pensionäre und Hinterbliebene abzuführenden Summen um ein Drittel desjenigen Betrags verkürzt, der auf Grund der Ziffer II dieser Vereinbarung an die in den Dienst der Regierungskommission beurlaubten deutschen Beamten endgültig zur Auszahlung gelangt. Es besteht Einverständnis, dass, da die zur Auszahlung gelangenden Beihilfen nicht Besoldungsbestandteile sind, ihre Auszahlung die Regierungskommission zu keinerlei Abführungen an den Pensionsrücklagefonds verpflichtet.

V.

Die Deutsche Regierung beabsichtigt, zu Gunsten der deutschen Beamten im Saargebiet einen Fonds zu schaffen, in dem einmalig 50 RM. pro Kopf der Beamtschaft abgeführt wird. Aus diesem Fonds sollen solche Beamte besondere Beihilfe erhalten, denen beträchtliche Ausgaben in Reichsmark infolge ausserordentlicher Notstände entstanden sind. Die Deutsche Regierung wird die Regierungskommission des Saargebietes von jeder Auszahlung in Kenntnis setzen, damit Doppelzahlungen vermieden werden. Die Regierungskommission des Saargebietes ist bereit, der Deutschen Regierung jede von ihr gewünschte Rechtshilfe zur Ermittlung des Tatbestandes und zur Auszahlung der Summen zu leisten.

TRIER, den 23. November 1926.

(Gezeichnet) KOSSMANN.
(Gezeichnet) DR. VEZENSKY.
(Gezeichnet) VON FRIEDBERG.

ANLAGE 1.

BEIHILFEN

AN BEAMTE DER GRUPPEN DER BESOLDUNGSORDNUNG DER REGIERUNGSKOMMISSION DES SAARGEBIETS.

		verheiratet	ledig
Gruppe	I — IV	150 RM	120 RM
»	V — VIII	200 »	160 »
»	IX — XIII	250 »	200 »
»	XIV — XVIII	300 »	240 »

ANLAGE 2.

NACHWEISUNG

ÜBER DIE ZAHLUNG EINER EINMALIGEN AUSSERORDENTLICHEN BEIHILFE AN BEAMTE, DIE VON¹
DER REGIERUNGSKOMMISSION DES SAARGEBIETES ZUR VERFÜGUNG GESTELLT WORDEN SIND.

Besoldungsgruppe	Name des Beamten Amtsbezeichnung	Geldbetrag in ²		Empfangsbescheinigung
		RM	Frs.	

¹ Getrennte Listen für die *a)* von Preussen, *b)* von Bayern, *c)* vom Reich zur Verfügung gestellten Beamten (mit Ausnahme der Post- und Eisenbahnverwaltung).

² Die Beträge werden auf volle 10 Frs. auf- bzw. abgerundet, wobei die Spitzenbeträge von 5.— Frs. an aufwärts nach oben aufgerundet werden.

¹ TRADUCTION.

N^o 1627. — ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA COMMISSION DE GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE DE LA SARRE, AU SUJET DE FACILITÉS A ACCORDER, A TITRE DE MESURE EXCEPTIONNELLE, AUX FONCTIONNAIRES ALLEMANDS MIS A LA DISPOSITION DE LA COMMISSION DE GOUVERNEMENT, POUR PERMETTRE A CES FONCTIONNAIRES DE FAIRE FACE A LEURS DÉPENSES EFFECTUÉES EN REICHMARKS, AU COURS DES PÉRIODES ÉCOULÉES. SIGNÉ A TRÈVES, LE 23 NOVEMBRE 1926.

LES REPRÉSENTANTS DU GOUVERNEMENT ALLEMAND et de LA COMMISSION DE GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE DE LA SARRE soussignés se sont réunis les 22 et 23 novembre 1926 à Trèves, en vue d'engager des pourparlers préliminaires relatifs à une coopération du Gouvernement allemand avec la Commission du gouvernement du Territoire de la Sarre concernant les facilités à accorder aux fonctionnaires allemands mis à la disposition de la commission (Article 1 de l'Accord de Baden-Baden en date du 21 décembre 1925), à titre de mesure exceptionnelle, pour permettre à ces derniers de faire face à leurs dépenses effectuées en marks, au cours des périodes écoulées.

Après un examen approfondi de toutes les possibilités, les représentants soussignés se sont

¹ Traduction communiquée par la Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² TRANSLATION.

No. 1627. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND THE SAAR TERRITORY GOVERNING COMMISSION CONCERNING THE GRANTING OF RELIEF, AS AN EXCEPTIONAL MEASURE, TO GERMAN OFFICIALS PLACED AT THE DISPOSAL OF THE GOVERNING COMMISSION, IN RESPECT OF EXPENDITURE IN REICHSMARKS INCURRED BY THE SAID OFFICIALS IN THE PAST. SIGNED AT TRÈVES, NOVEMBER 23, 1926.

The undersigned Representatives of THE GERMAN GOVERNMENT and of THE GOVERNING COMMISSION OF THE SAAR TERRITORY met at Trèves on November 22 of this year for a preliminary discussion as to joint action by the German Government and the Governing Commission of the Saar Territory, with a view to granting relief, as an exceptional measure, to German officials in the service of the Governing Commission (*see* Article 1 of the Baden-Baden Agreement of December 21, 1925) in respect of expenditure incurred in Reichsmarks by the said officials in the past.

After giving careful consideration to the various possible courses, the undersigned

¹ Translation communicated by the Saar Territory Governing Commission.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

mis d'accord de proposer au Gouvernement allemand et à la Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre une mesure sur la base suivante :

I.

Il s'agit ici d'une mesure unique et extraordinaire qui trouve son application dans les situations antérieures, de sorte qu'il n'en résulte aucune conséquence pour l'avenir.

Les secours n'ont aucun caractère de supplément aux taux ci-joints et seront accordés sans qu'on puisse en déduire une obligation juridique quelconque.

II.

La Commission de gouvernement versera aux fonctionnaires allemands se trouvant à son service (Article 1 de l'Accord de Baden-Baden) un secours unique et extraordinaire, conformément aux taux ci-joints, si possible pour le 15 décembre prochain.

Les versements auront lieu en monnaie française, après la conversion des marks, effectuée au cours moyen de bourse noté à la Bourse de Francfort, pendant les dix jours précédant le troisième jour avant le versement.

Le secours ne sera point alloué aux fonctionnaires célibataires qui, à la date du premier janvier 1927, n'auront pas encore atteint la vingt-cinquième année.

III.

Le Gouvernement allemand remboursera à la Commission de gouvernement tous les débours résultant de cette mesure. C'est pourquoi le Gouvernement allemand virera au compte de la Commission de gouvernement, huit jours après la ratification du présent accord par le Gouvernement allemand et la Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre, une avance de MK. 1.000.000.

Le décompte final entre le gouvernement allemand et la Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre aura lieu sur présentation, de la part de la Commission de gouvernement, des pièces de comptabilité. La quittance établie selon le modèle ci-joint figurera également parmi ces pièces.

representatives agreed to recommend the German Government and the Governing Commission of the Saar Territory to take the following action :

I.

What is proposed is an exceptional measure, to be taken once for all, and justified solely by circumstances belonging to the past, so that it could not be regarded as establishing a precedent for the future.

The grants will not rank as part of the officials' emoluments and will be accorded without any recognition of legal obligation.

II.

The Governing Commission will make a single and exceptional grant, at the rates laid down in the Annex, to the German officials in its service (See Article 1 of the Baden-Baden Agreement), if possible before December 15 of the present year.

Payment will be made in French francs, the mark being converted at the average rate prevailing on the Frankfurt Exchange during the ten calendar days preceding the third day prior to the date of payment.

No unmarried officials, who will be below the age of twenty-five on January 1, 1927, will be entitled to share in this grant.

III.

The German Government will reimburse the Governing Commission of the Saar Territory for the expenditure involved by the above-mentioned measure, and will, for that purpose, pay over the sum of one million Reichsmarks, as an advance, eight days after the present Agreement has come into force in consequence of its acceptance by the German Government and the Governing Commission.

The account between the German Government and the Saar Commission will be finally adjusted on the basis of expense-vouchers to be presented by the Governing Commission. These vouchers will include receipts from the officials concerned, in the form attached hereto.

IV.

Le Gouvernement allemand donne son assentiment à ce que la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre, en dérogation aux dispositions de l'article 10, N° 2, de l'Accord de Baden-Baden, en date du 21 décembre 1925, réduira les sommes versées par elle au fonds de pensions d'un tiers du montant versé définitivement, en vertu du N° II de cet accord, aux fonctionnaires allemands mis à sa disposition.

Il est convenu que les secours alloués ne font point partie du traitement et que, de ce fait, la Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre n'est nullement tenue à effectuer des versements sur le fonds de pensions.

V.

Le Gouvernement allemand a l'intention de créer, en faveur des fonctionnaires allemands en Sarre un fonds, sur lequel aurait lieu un versement unique à raison de 50 MK. par fonctionnaire. Il serait alloué de ce fonds des secours spéciaux aux fonctionnaires qui, à la suite de détresse exceptionnelle, auraient dû contracter des dépenses considérables en marks. Le Gouvernement allemand avertira la Commission de gouvernement de chaque versement afin que les versements n'aient pas lieu deux fois. La Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre est prête à accorder au Gouvernement allemand assistance en vue d'établir l'état de cause et assurer le versement.

TRÈVES, le 23 novembre 1926.

(Signé) KOSSMANN.

(Signé) D^r VEZENSKY.

(Signé) VON FRIEDBERG.

IV.

The German Government assents, notwithstanding the provisions of Article 10, paragraph 2, of the Baden-Baden Agreement of December 21, 1925, to the Governing Commission of the Saar Territory reducing the sum which it has to pay to the Reserve Fund for pensioners and surviving dependents by one third of the amount to be finally paid under No. II of the present Agreement to the German officials whose services are placed at the disposal of the Commission. The Parties are agreed that the grants thus paid do not rank as part of the officials' emoluments and that in consequence the Governing Commission is under no obligation to make a contribution in respect of them to the Pension Reserve Fund.

V.

The German Government proposes to create a fund for the benefit of German officials serving in the Saar Territory and to pay, once and for all, 50 Reichsmarks in respect of each of these officials into the aforesaid fund. Special grants will be made out of this fund to any officials who have had to incur heavy expenditure in Reichsmarks owing to circumstances of exceptional hardship. The German Government will notify the Governing Commission of the Saar Territory of every such payment, in order to avoid duplication of payments. The Governing Commission of the Saar Territory is prepared to afford the German Government any legal assistance it may require in determining questions of fact and in effecting payments.

TREVES, November 23, 1926.

ANNEXE 1.

SECOURS

ALLOUÉS AUX FONCTIONNAIRES DES GROUPES DE LA COMMISSION DE GOUVERNEMENT
DU TERRITOIRE DE LA SARRE.

		Marié	Célibataire
Groupe	I — IV	150.— MK.	120.— MK.
»	V — VIII	200.— »	160.— »
»	IX — XIII	250.— »	200.— »
»	XIV — XVIII	300.— »	240.— »

ANNEXE 2.

ÉTAT

RELATIF AU PAIEMENT D'UN SECOURS UNIQUE ET EXTRAORDINAIRE VERSÉ AUX FONCTIONNAIRES MIS A
LA DISPOSITION DE LA COMMISSION DE GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE DE LA SARRE PAR.....¹.

Groupe	Nom et titre du fonctionnaire	Montant en ²		Emargement
		Marks	Francs	

¹ Etats séparés pour les fonctionnaires mis à la disposition *a)* par la Prusse, *b)* par la Bavière, *c)* par le Reich (à l'exception de l'Administration des Postes et Chemins de fer).

² Les montants sont arrondis en haut ou en bas, de sorte qu'ils seront divisibles par 10 fr., en arrondissant en haut à partir de 5 fr.

ANNEX 1.

GRANTS

TO OFFICIALS OF THE GROUPS ON THE PAY ROLL OF THE GOVERNING COMMISSION
OF THE SAAR TERRITORY.

Groups		Married	Single
I to IV		150 Rm.	120 Rm.
» V to VIII		200 »	160 »
» IX to XIII		250 »	200 »
» XIV to XVIII		300 »	240 »

ANNEX 2.

VOUCHER

FOR THE PAYMENT OF AN EXCEPTIONAL GRANT, MADE ONCE AND FOR ALL, TO OFFICIALS WHO ARE PLACED
AT THE DISPOSAL OF THE GOVERNING COMMISSION OF THE SAAR TERRITORY BY.....¹.

Pay group	Official's name and designation	Amount in ²		Received
		Rm.	Fr.	

¹ Separate lists for the officials lent by (a) Prussia ; (b) Bavaria ; (c) the Reich (with the exception of the Postal and Railway Administration).

² The amounts have been made up (or reduced) to multiples of 10 francs, figures in excess of 5 francs being made up to the next 10.

N° 1628.

FRANCE
ET COMMISSION DE
GOUVERNEMENT DU
TERRITOIRE DE LA SARRE

Convention au sujet de la circulation
des automobiles en France et en
Sarre. Signée à Paris, le 14 avril
1927.

FRANCE
AND SAAR TERRITORY
GOVERNING COMMISSION

Agreement concerning the Circula-
tion of Motor Vehicles in France
and the Saar. Signed at Paris,
April 14, 1927.

N^o 1628. — CONVENTION ¹ ENTRE LA FRANCE ET LA COMMISSION DE GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE DE LA SARRE AU SUJET DE LA CIRCULATION DES AUTOMOBILES EN FRANCE ET EN SARRE. SIGNÉE A PARIS, LE 14 AVRIL 1927.

Texte officiel français, communiqué par le président de la Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 30 janvier 1928.

LA COMMISSION DE GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE DE LA SARRE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, désireux d'assurer la liberté de la circulation automobile entre les deux pays, faisant partie du même territoire douanier, et de compléter dans cette intention les dispositions de l'article 10 de la Convention² franco-sarroise en vigueur, tendant à empêcher les fraudes en matière d'impôts de consommation, en date du 15 janvier 1925, ont conclu à cet effet une convention et sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

La Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre reconnaît comme valables sur le Territoire de la Sarre les permis de conduire les véhicules automobiles (y compris les motocycles) délivrés par les autorités françaises compétentes.

Le Gouvernement de la République française reconnaît comme valables sur le Territoire français, les permis de conduire (*Führerschein*) délivrés par le service compétent de la Commission de gouvernement de la Sarre.

Article 2.

La Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre reconnaît comme valables en Sarre les *récépissés de déclaration* de mise en circulation des véhicules automobiles (y compris les motocycles), délivrés par les autorités françaises compétentes.

Le Gouvernement de la République française reconnaît comme valables sur le territoire français, les permis de circulation (*Zulassungsbescheinigung*) délivrés par le service compétent de la Commission de gouvernement, il faut entendre par là le document désigné à l'article 10 de la Convention franco-sarroise du 15 janvier 1925, sous le nom de « permis de police établi par l'Administration sarroise ».

¹ Entrée en vigueur le 15 mai 1927.

² Vol. XLIV, page 181, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1628. — AGREEMENT² BETWEEN FRANCE AND THE SAAR TERRITORY GOVERNING COMMISSION CONCERNING MOTOR TRAFFIC IN FRANCE AND THE SAAR. SIGNED AT PARIS, APRIL 14, 1927.

*French official text communicated by the President of the Saar Territory Governing Commission.
The registration of this Convention took place January 30, 1928.*

THE GOVERNING COMMISSION OF THE SAAR TERRITORY and the GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, being desirous of ensuring that motor traffic between the two countries which belong to the same Customs territory, shall be free and unrestricted, and with this object in view, of amplifying the provisions of Article 10 of the Franco-Saar Agreement³ at present in force for the Prevention of Frauds in regard to Excise Duties, dated January 15, 1925, have for this purpose concluded a convention and agreed on the following provisions :

Article 1.

The Governing Commission of the Saar Territory recognises as valid within the Saar Territory, driving-licences for motor vehicles (including motor-cycles) issued by the competent French authorities.

The Government of the French Republic recognises as valid in French Territory, driving-licences (*Führerschein*) issued by the competent department of the Saar Governing Commission.

Article 2.

The Governing Commission of the Saar Territory recognises as valid in the Saar receipts for motor vehicles (including motor-cycles) issued by the competent French Authorities on production of the manufacturer's certificate (*récépissés de déclaration de mise en circulation*).

The Government of the French Republic recognises as valid in French territory car licences (*Zulassungsbescheinigung*) issued by the competent department of the Governing Commission, by which is to be understood the document mentioned in Article 10 of the Franco-Saar Agreement of January 15, 1925, under the name of " police permit issued by the Saar Administration ".

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Came into force May 15, 1927.

³ Vol. XLIV, page 181, of this Series.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Les conducteurs de voitures françaises en Sarre devront être en mesure de présenter le récépissé de déclaration français (carte grise), ainsi que le permis de circulation des contributions indirectes françaises. Les conducteurs de voitures sarroises en France devront être en mesure de présenter le permis de circulation sarrois (*Zulassungsbescheinigung*).

Article 3.

Les deux gouvernements s'engagent à se fournir réciproquement tous les renseignements et documents nécessaires pour assurer et faciliter l'application des dispositions ci-dessus.

Fait en double, à Paris, le 14 avril 1927.

(Signé) A. BRIAND.

(Signé) G. W. STEPHENS.

The drivers of French vehicles in the Saar must be able to show the French "récépissé" (grey card) as well as the car licence issued by the French indirect taxation authorities. The drivers of Saar vehicles in France must be able to show a Saar car licence (*Zulassungsbescheinigung*).

Article 3.

The two Governments agree that they will furnish each other with all necessary information and documents in order to secure and facilitate the application of the above provisions.

Done in duplicate at Paris, April 14, 1927.

(Signed) A. BRIAND.

(Signed) G. W. STEPHENS.

N° 1629.

ALLEMAGNE
ET COMMISSION DE
GOUVERNEMENT DU
TERRITOIRE DE LA SARRE

Accord relatif aux assurances sociales
du territoire de la Sarre, avec
annexe. Signé à Heidelberg, le
13 octobre 1927.

GERMANY
AND SAAR TERRITORY
GOVERNING COMMISSION

Agreement regarding Social Insu-
rance in the Saar Territory, with
Annex. Signed at Heidelberg,
October 13, 1927.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 1629. — ABREDE¹ ZWISCHEN DER REGIERUNGSKOMMISSION DES SAARGEBIETS UND DER DEUTSCHEN REGIERUNG ÜBER ANGELEGENHEITEN DER SOZIALVERSICHERUNG DES SAARGEBIETS, GEZEICHNET IN HEIDELBERG AM 13. OKTOBER 1927.

Texte officiel allemand communiqué par le président de la Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 30 janvier 1928.

German official text communicated by the President of the Saar Territory Governing Commission. The registration of this Agreement took place January 30, 1928.

DIE REGIERUNGSKOMMISSION DES SAARGEBIETS, vertreten durch den Ministerialdirektor Dr. THISSEN und den Berghauptmann SCHERESCHEWSKY, und DIE DEUTSCHE REGIERUNG, vertreten durch den Ministerialdirektor im Reichsarbeitsministerium GRIESER, sind übereingekommen, die Abrede², betreffend die Ausführung der in dem Schlussprotokoll vom 3. Juni 1921 vorgesehenen Grundsätze³ über Angelegenheiten der Sozialversicherung vom 31. Mai/21. Juli 1923 (Frankfurter Abrede), wegen Aenderungen in der Gesetzgebung und den wirtschaftlichen Verhältnissen einer Nachprüfung zu unterziehen, und haben demgemäss folgende neue Abrede vereinbart, die an die Stelle der erwähnten Abrede tritt.

I. UNFALLVERSICHERUNG.

A. EINLEITENDE BESTIMMUNGEN.

Paragraph 1.

Die Gewerbliche und die Landwirtschaftliche Berufsgenossenschaft für das Saargebiet übernehmen vom 1. Januar 1922 ab die Befriedigung der Entschädigungsansprüche, die gegen Berufsgenossenschaften des Deutschen Reichs aus Unfällen erwachsen sind, die sich in Betrieben des Saargebiets ereignet haben. Zu übernehmen sind auch Entschädigungsansprüche, die nach dem 31. Dezember 1921 auf Grund des Paragraphen 608 R. V. O. aus einem vor dem 1. Januar 1922 eingetretenen Unfall geltend gemacht werden. Die Berufsgenossenschaften des Deutschen Reichs werden von den entsprechenden Verpflichtungen frei.

Paragraph 2.

Die Akten über diese Unfälle einschliesslich der am 31. Dezember 1921 schwebenden Sachen werden in dem Stande, in dem sie sich an diesem Tage befinden, von den Berufsgenossenschaften

¹ Entré en vigueur le 1^{er} novembre 1927.

² Vol. V, page 189, de ce recueil.

³ Vol. XXVII, page 295, de ce recueil.

¹ Came into force November 1, 1927.

² Vol. V, page 189, of this Series.

³ Vol. XXVII, page 295, of this Series.

des Deutschen Reichs den Berufsgenossenschaften des Saargebiets unmittelbar überwiesen. Ebenso werden die nachträglich zur Anmeldung gelangenden Ansprüche aus Unfällen überwiesen, die sich bis zum 31. Dezember 1921 ereignet haben. Ausserdem werden die Berufsgenossenschaften des Deutschen Reichs den Berufsgenossenschaften des Saargebiets alle Schriftstücke unmittelbar zur Verfügung stellen, die für die Einrichtung und den Geschäftsbetrieb erforderlich sind.

Paragraph 3.

Zur Aufklärung von Versicherungsangelegenheiten, zur Erledigung von Einsprüchen, zur Abgabe von Gutachten und dergleichen können die Versicherungsträger die beiderseitigen Versicherungsämter unmittelbar in Anspruch nehmen.

B. FINANZIELLE BESTIMMUNGEN.

Paragraph 4.

Die Regierungskommission des Saargebiets wird tunlichst bald die Renten der Gewerblichen und der Landwirtschaftlichen Berufsgenossenschaft für das Saargebiet, die noch nicht nach dem tatsächlichen oder einem durchschnittlichen Jahresarbeitsverdienst im Sinne der Reichsversicherungsordnung festgesetzt sind, auf den Betrag erhöhen, der diesen Grundlagen entspricht.

Paragraph 5.

Die deutschen Berufsgenossenschaften stellen den Berufsgenossenschaften des Saargebiets die erforderlichen Mittel zur Erhöhung der im Paragraph 4 genannten Renten bereit. Die beteiligten Berufsgenossenschaften vereinbaren Näheres über Berechnung, Auszahlung und Nachweis der Verwendung dieser Erhöhungen. Die Vereinbarungen bedürfen der Genehmigung der Regierungskommission des Saargebiets und der Deutschen Regierung.

Paragraph 6.

Die nach Paragraph 5 erforderlichen Beträge werden den Berufsgenossenschaften des Saargebiets von den deutschen Berufsgenossenschaften als Darlehen gewährt. Bis zum Ablauf der Frist im Paragraph 34 der Anlage zu den Artikeln 45 bis 50 des Vertrags von Versailles werden die Darlehen nicht verzinst und können vor diesem Tage nicht zurückgefordert werden. Nach Ablauf dieser Frist findet die endgültige Vermögensauseinandersetzung zwischen den deutschen Berufsgenossenschaften und den Berufsgenossenschaften des Saargebiets statt.

Paragraph 7.

Die Gewerbliche und die Landwirtschaftliche Berufsgenossenschaft für das Saargebiet übernehmen keine Teile der schwebenden Schuld (Paragraph 779 R. V. O.).

Paragraph 8.

Die Saarknappschafts-Berufsgenossenschaft übernimmt die Entschädigung für alle in Bergbaubetrieben des Saargebiets eingetretenen Unfälle, für die bis zum 17. Januar 1920 eingetretenen jedoch nur, wenn der Berechtigte am 1. Juni 1923 im Saargebiet wohnte. Im übrigen verbleibt der deutschen Knappschafts-Berufsgenossenschaft die Fürsorge für die Berechtigten.

Die Paragraphen 4, 5, 6 gelten entsprechend.

C. VERSCHIEDENES.

Paragraph 9.

Hinsichtlich der Verteilung der an Angestellte der bisher im Saargebiet ansässigen Berufsgenossenschaften zu zahlenden Ruhegehälter und hinsichtlich der Sicherstellung bisher erworbener Anwartschaften treffen die beteiligten Berufsgenossenschaften unter sich eine Regelung. Sie legen Abmachungen den zuständigen Aufsichtsbehörden zur Genehmigung vor.

Paragraph 10.

Die Regierungskommission des Saargebiets und die Deutsche Regierung sind grundsätzlich damit einverstanden, dass die Gewerbliche Berufsgenossenschaft für das Saargebiet das von ihr benützte Grundstück der Süddeutschen Eisen- und Stahl-Berufsgenossenschaft vertraglich für Verwaltungszwecke übernimmt.

Der Vertrag soll die Bedingungen enthalten, unter denen die Süddeutsche Eisen- und Stahl-Berufsgenossenschaft das Grundstück zurückübernimmt, falls die Gewerbliche Berufsgenossenschaft für das Saargebiet aufgelöst wird oder eine Aenderung in ihrer Zusammensetzung in anderer Weise als durch Wiedervereinigung mit den entsprechenden deutschen Berufsgenossenschaften eintreten sollte.

Der Vertrag bedarf der Genehmigung durch die Regierungskommission des Saargebiets und die Deutsche Regierung.

II. INVALIDEN- UND HINTERBLIEBENENVERSICHERUNG.

A. EINLEITENDE BESTIMMUNGEN.

Paragraph 11.

Die Versicherungsträger des Saargebiets übernehmen vom 1. April 1922 ab die Durchführung der Invaliden- und Hinterbliebenenversicherung im Saargebiet. Als solche kommen die Landesversicherungsanstalt für das Saargebiet, die Sonderanstalt des Saarknappschaftsvereins und die Pensionskasse A der Direktion der Saarbahnen in Saarbrücken in Frage.

Paragraph 12.

Die nachstehenden Vereinbarungen haben zur Voraussetzung, dass die Vorschriften über den Gegenstand der Versicherung (Paragraphen 1250 ff. R. V. O.) in beiden Gebieten die gleichen sind und dass auch sonst in den massgebenden Verhältnissen beider Gebiete eine wesentliche Aenderung nicht eintritt.

Paragraph 13.

Für die Erfüllung der Wartezeit und die Aufrechterhaltung der Anwartschaften werden die anrechnungsfähigen Beitragszeiten und Ersatzzeiten, die bei einem Versicherungsträger des einen Gebiets zurückgelegt sind, von dem Versicherungsträger des anderen Gebiets berücksichtigt.

B. FESTSTELLUNG DER LEISTUNGEN.

Paragraph 14.

Zur Entgegennahme der Rentenanträge sind die beiderseitigen Versicherungsämter oder unmittelbar die Versicherungsträger zuständig.

Die Gutachten der Versicherungsämter werden gegenseitig anerkannt.

Paragraph 15.

Die Versicherungsämter des Saargebiets übersenden die von ihnen geführten Verhandlungen nebst dem Gutachten, durchlaufend bei der Versicherungsanstalt für das Saargebiet, wenn ein Versicherungsträger des Deutschen Reichs ausschliesslich zuständig ist (Paragraph 16 Abs. 1).

Die Versicherungsämter des Deutschen Reichs übersenden die von ihnen geführten Verhandlungen nebst dem Gutachten durchlaufend bei der Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz an die Landesversicherungsanstalt des Saargebiets, wenn diese ausschliesslich zuständig ist (Paragraph 16 Abs. 2).

Für die Sonderanstalten treten an die Stelle der Versicherungsämter die nach den Satzungen zuständigen Dienststellen.

Paragraph 16.

Die deutschen Landesversicherungsanstalten und Sonderanstalten sind ausschliesslich zuständig, wenn für den Versicherten nur Beiträge an deutsche Landesversicherungsanstalten oder Sonderanstalten entrichtet sind.

Die Versicherungsträger des Saargebiets sind ausschliesslich zuständig, wenn nur an sie Beiträge für den Versicherten entrichtet sind.

Paragraph 17.

Hat der Versicherte Beiträge zu Versicherungsträgern beider Gebiete entrichtet, so setzt für das Saargebiet dessen zuständiger Versicherungsträger, im übrigen der zuständige deutsche Versicherungsträger die Rente selbständig fest. Die deutschen Versicherungsträger verkehren mit den Versicherungsträgern des Saargebiets durch Vermittlung der Landesversicherungsanstalt, Rheinprovinz.

Zur Entscheidung über einen Rentenantrag ist der Versicherungsträger des Gebiets berufen, in welchem der Versicherte wohnt. Wohnt er ausserhalb beider Gebiete, so entscheidet über den Antrag derjenige Versicherungsträger, bei welchem der Rentenantrag eingeht oder zuerst eingeht.

Die Festsetzung des zur Entscheidung zuständigen Versicherungsträgers, dass der Versicherungsfall eingetreten ist, gilt zugleich für den anderen Versicherungsträger.

Paragraph 18.

Der Versicherungsträger, welcher nach Paragraph 17 den Antrag entgegengenommen hat, bescheidet den Versicherten. Im Falle der Ablehnung werden beteiligte Versicherungsträger des anderen Gebiets nicht benachrichtigt. Wird dem Antrage stattgegeben, so hat der festsetzende Versicherungsträger die Akten unter Beifügung eines Bescheidsentwurfs, der den Vorschriften des Paragraphen 1631 R. V. O. entspricht, dem Versicherungsträger des anderen Gebiets durch Vermittlung der Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz zu übersenden. Der Versicherungsträger des anderen Gebiets gibt binnen einem Monat die Akten zurück mit einer Berechnung der von ihm nach den gesetzlichen Vorschriften seines Gebiets zu tragenden anteiligen Rente. Der festsetzende Versicherungsträger erteilt darauf dem Versicherten einen Bescheid über die Gesamrente und ihre Zusammensetzung.

C. RENTENÄNDERUNGEN UND -ENTZIEHUNGEN.

Paragraph 19.

Die beteiligten Anstalten sind befugt, jederzeit selbst zu prüfen, ob der Empfänger noch zum weiteren Bezuge der Rente berechtigt ist.

Paragraph 20.

Werden Aenderungen in den Verhältnissen des Rentenberechtigten festgestellt oder vermutet, so wird diejenige Anstalt, in deren Bezirk der Wohnort des Rentenberechtigten liegt, die erforderlichen Ermittlungen anstellen.

Sie hat diese Ermittlungen auch dann anzustellen, wenn sie von der beteiligten Anstalt darum ersucht wird.

Die Rentenänderungen, die sich durch Zugang oder Ausscheiden von Kindern oder Waisen ergeben, werden von der Anstalt in die Wege geleitet, welche im Besitze der Akten ist.

Paragraph 21.

Für das weitere Verfahren bei Rentenänderungen und -entziehungen gelten die Bestimmungen der Paragraphen 14 bis 18 über das Rentenfeststellungsverfahren.

D. QUITTUNGSKARTEN UND BEITRAGSMARKEN.

Paragraph 22.

Die Landesversicherungsanstalt für das Saargebiet gibt vom 1. April 1922 ab eigene Quittungskarten und Marken aus.

Sie zieht von diesem Zeitpunkt ab die von den Anstalten des Deutschen Reichs ausgegebenen Karten ein, vermerkt darauf durch einen Stempelaufdruck, dass die Versicherung vom 1. April 1922 ab bei ihr weiterläuft, stempelt alle eingeklebten Beitragsmarken für die Zeit vom 1. Oktober 1921 bis 31. März 1922 ab und übersendet die gesammelten Karten der Ursprungsanstalt des Deutschen Reichs.

Paragraph 23.

Die Quittungskarten der Landesversicherungsanstalt für das Saargebiet werden, mit 1 beginnend mit laufenden Nummern versehen; sie erhalten einen Vermerk, an welche Ursprungsanstalt die Quittungskarten über die vor dem 1. April 1922 geleisteten Beiträge übersandt sind.

Paragraph 24.

Verzichtet ein Versicherter aus dem Saargebiet in das Gebiet der Deutschen Regierung, so stellt ihm die für den neuen Wohnort zuständige Stelle eine neue Quittungskarte aus, versieht diese sowohl als auch die Quittungskarte der Landesversicherungsanstalt für das Saargebiet mit dem den Bestimmungen des Paragraphen 23 entsprechenden Vermerk und gibt die letztgenannte Karte an die Versicherungsanstalt des Saargebiets zurück.

Die Bestimmungen des Absatzes 1 gelten entsprechend, wenn ein Versicherter später aus dem Gebiet der Deutschen Regierung nach dem Saargebiet verzieht.

Die Versicherungsträger sind ermächtigt, Ausführungsbestimmungen hierüber zu vereinbaren.

Paragraph 25.

In Quittungskarten der Landesversicherungsanstalt des Saargebiets dürfen keine deutschen Beitragsmarken und in Quittungskarten der deutschen Versicherungsanstalten keine Beitragsmarken der Landesversicherungsanstalt des Saargebiets eingeklebt werden.

E. VERTEILUNG DER LEISTUNGEN.

Paragraph 26.

Der Grundbetrag der Renten (Paragraphen 1288, 1292 R. V. O.) wird von den Versicherungsträgern des Saargebiets und den deutschen Versicherungsträgern im Verhältnis der Zahl der für sie nachgewiesenen anrechnungsfähigen Wochenbeiträge gewährt (Gewährung pro rata temporis). Die Zahl der anrechnungsfähigen Wochenbeiträge, die der nach Paragraph 17 Abs. 2 dieser Abrede zuständige Versicherungsträger festgestellt hat, gilt auch für den anderen Versicherungsträger.

Sind für den Versicherungsträger des einen Gebiets weniger als sechsundzwanzig anrechnungsfähige Wochenbeiträge nachgewiesen, so hat der Versicherungsträger des anderen Gebiets den Grundbetrag ganz zu tragen.

Zu dem Grundbetrage treten für jeden Versicherungsträger die Steigerungsbeträge.

Paragraph 27.

Den Reichszuschuss (Paragraph 1285 R. V. O.) und die Kinderzuschüsse (Paragraph 1291 R. V. O.) gewährt in jedem Falle der zuständige Versicherungsträger des Gebiets, in dem der Berechtigte wohnt. Das gilt auch bei Verlegung des Wohnsitzes von dem einen Gebiet in das andere; in diesem Falle gehen die genannten Zuschüsse zu Lasten des neuen Wohnsitzgebietes vom ersten Tage des Kalendermonats an, der auf den Tag der Übersiedelung folgt.

F. ABRECHNUNG ZWISCHEN DEN VERSICHERUNGSTRÄGERN.

Paragraph 28.

Für die Abrechnung zwischen der Regierungskommission des Saargebiets und der deutschen Regierung über die deutscherseits in der Zeit vom 10. Januar 1920 bis zum 31. März 1922 geleisteten Reichszuschüsse verbleibt es bei den Richtlinien des Berliner Schlussprotokolls vom 3. Juni 1921, betreffend die finanzielle Abrechnung.

Paragraph 29.

Bezüglich des durch die Frankfurter Abrede vorgesehenen Abrechnungsverfahrens zwischen den deutschen Trägern der Invaliden- und Hinterbliebenenversicherung und denen des Saargebiets sind die Regierungskommission des Saargebiets und die Deutsche Regierung einig, auf jenes Verfahren zu verzichten und es durch die neue Verteilung der Leistungen nach vorstehenden Paragraphen 26, 27 für erledigt zu erklären.

G. VERSCHIEDENES.

Paragraph 30.

Die Renten, die drei Monate nach dem Tage der Inkraftsetzung dieser Abrede noch laufen, sind nach den Grundsätzen der Paragraphen 26, 27 umzurechnen.

Zuständig für die Umrechnung der bis zum 1. April 1922 festgestellten Renten ist für die deutschen Versicherungsträger die Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz, im übrigen derjenige Versicherungsträger, der zur Entscheidung über den Rentenanspruch gemäss Paragraphen 17, 18 dieser Abrede zuständig war.

Paragraph 31.

Von dem im Anhange beigefügten Abkommen, betreffend Auseinandersetzung zwischen der Rentenzuschkasse der Eisenbahndirektion des Saargebiets und den Reichsbahnarbeiterpensionskassen I und II, Abteilung B, nehmen die Regierungskommission des Saargebiets und die Deutsche Regierung zustimmend Kenntnis.

III. ANGESTELLTENVERSICHERUNG.

Paragraph 32.

Die im Abschnitt II für die Invaliden- und Hinterbliebenenversicherung aufgestellten Grundsätze gelten nach Massgabe der Vorschriften des Angestelltenversicherungsgesetzes entsprechend für die Angestelltenversicherung. An die Stelle der Träger der Invalidenversicherung treten die Träger der Angestelltenversicherung.

Die Bestimmung des Paragraphen 13 dieser Abrede gilt auch für das Recht zur freiwilligen Weiterversicherung.

IV. KNAPPSCHAFTLICHE PENSIONSVERSICHERUNG.

Paragraph 33.

Vom 1. Juli 1927 ab werden die laufenden und künftig entstehenden Invaliden- und Witwenpensionen sowie die Waisengelder für Mitglieder des Saarknappschaftsvereins durch einen monatlichen Zuschuss ergänzt. Dieser beträgt für Mitglieder der Arbeiterabteilung :

- 7 Reichsmark zu jeder Invalidenpension ;
- 3 $\frac{1}{2}$ Reichsmark zu jeder Witwenpension ;
- 2 Reichsmark zu jedem Waisengelde ;

für Mitglieder der Angestelltenabteilung :

- 20 Reichsmark zu jeder Invalidenpension ;
- 10 » » jeder Witwenpension ;
- 4 » » jedem Waisengelde.

Die Reichsknappschaft überweist dem Saarknappschaftsvereine die erforderlichen Mittel zur Zahlung dieser Zuschüsse bis zum fünfzehnten Tage jedes Monats für den folgenden Monat. Die Reichsknappschaft und der Saarknappschaftsverein vereinbaren Näheres über Berechnung, Auszahlung und Nachweis der Verwendung dieser Zuschüsse. Die Vereinbarungen bedürfen der Genehmigung der Regierungskommission des Saargebiets und der Deutschen Regierung.

V. AUSZAHLUNG VON LEISTUNGEN.

Paragraph 34.

Die Regierungskommission des Saargebiets und die Deutsche Regierung sind darüber einig, zum Schutze der Rentenempfänger vor Währungsverlusten das bisherige Anweisungsverfahren durch folgende Regelung zu ersetzen :

Die Versicherungsträger des Saargebiets und die deutschen Versicherungsträger unterhalten Postscheckkonten in Reichsmark bei einem deutschen Postscheckamt. Renten in Franken, die nach dem Reichsgebiet ausserhalb des Saargebiets zu zahlen sind, stellt der in Betracht kommende Versicherungsträger des Saargebiets monatlich an einem bestimmten Tage fest nach dem Werte der Reichsmark an diesem Tage und ersucht unter gleichzeitiger Überweisung des Reichsmarkbetrages den zuständigen deutschen Versicherungsträger um Ausführung der Einzelzahlungen an Hand einer übersandten Rentnerliste durch Barschecks. Entsprechend verfährt für die nach dem Saargebiet in Reichsmark zahlbaren Renten der beteiligte deutsche Versicherungsträger; in diesem Falle rechnet der Versicherungsträger des Saargebiets die auf seinem deutschen Postscheckkonto empfangene Reichsmark nach dem Kurse eines bestimmten, dem Tage der Auszahlung möglichst nahegelegenen Tages um. Der Eingang der Reichsmark- und der Frankenbeträge bei den einzelnen Berechtigten ist in beiden Fällen spätestens für den gesetzlichen Fälligkeitstag sicherzustellen.

Alle Leistungen nach vorstehendem Verfahren werden im Gebiete der Versicherungsträger des Saargebiets in Franken, im Gebiete der deutschen Versicherungsträger in Reichsmark gezahlt.

Paragraph 35.

Für Invalidenversicherungsbezüge im Saargebiete wird die Landesversicherungsanstalt für das Saargebiet in Saarbrücken, für Invalidenversicherungsbezüge im Reichsgebiet ausserhalb des Saargebiets die Landesversicherungsanstalt Rheinprovinz in Düsseldorf mit dem Auszahlungsgeschäft betraut. In gleicher Weise haben einander Gegenseitigkeit zu gewähren: die Reichsversicherungsanstalt für Angestellte in Berlin und die Versicherungsanstalt für Angestellte des Saargebiets in Saarbrücken, die Reichsknappschaft und der Saarknappschaftsverein, die deutsche Knappschafts-Berufsgenossenschaft und die Saarknappschafts-Berufsgenossenschaft, eine von der deutschen Regierung bestimmte gewerbliche Berufsgenossenschaft und die gewerbliche Berufsgenossenschaft für das Saargebiet, eine von der Deutschen Regierung bestimmte landwirtschaftliche Berufsgenossenschaft und die Landwirtschaftliche Berufsgenossenschaft für das Saargebiet.

Für die beiderseitigen Ausführungsbehörden werden entsprechende Festsetzungen getroffen.

Die Versicherungsträger des Saargebiets und die deutschen Versicherungsträger sind ermächtigt, für die gegenseitige Hilfe bei Auszahlung von Renten Vereinbarungen über eine angemessene Entschädigung zu treffen.

VI. WOCHENHILFE.

Paragraph 36.

Die Erstattung der Wochenhilfeleistungen an die Krankenkassen obliegt der Regierung, in deren Gebiete die Krankenkasse ihren Sitz hat. Die nötigen Ausführungsbestimmungen werden beiderseits den zuständigen Behörden erteilt.

Die finanzielle Abrechnung für die bis zum 31. März 1922 geleisteten Erstattungen für Wochenhilfeleistungen erfolgt im übrigen nach den Richtlinien des Schlussprotokolls vom 3. Juni 1921.

VII. HEILANSTALTEN.

Paragraph 37.

Wegen gegenseitiger Benutzung der Heilanstalten und Krankenhäuser unter den Bedingungen, wie sie etwa zwischen solchen Anstalten und Versicherungsträgern des Deutschen Reichs vertraglich festgelegt sind oder wie sie sonst den Trägern der Sozialversicherung von den Anstalten gewährt werden, sollen die beteiligten Versicherungsträger alsbald miteinander in Verbindung treten und die vereinbarten Vorschläge zur Kenntnis der Aufsichtsbehörden bringen.

Paragraph 38.

Die Reichsbahnarbeiterpensionskasse I ist bereit, Arbeiter, welche bei der Pensionskasse A der Direktion der Saarbahnen im Saargebiete versichert sind, soweit Platz vorhanden, in die jetzt bestehenden Heilstätten gegen Erstattung der Selbstkosten aufzunehmen.

VIII. ENTSCHEIDUNG ÜBER STREITIGKEITEN.

A. UNFALLVERSICHERUNG.

Paragraph 39.

Über Entschädigungsansprüche aus Unfällen, die sich im Saargebiet ereignet haben, entscheiden die Versicherungsträger und Versicherungsbehörden des Saargebiets.

Paragraph 40.

Wird in Angelegenheiten der Unfallversicherung (insbesondere in Fällen der Paragraphen 660, 667, 668, 1706, 1736 R. V. O.) streitig, ob ein Versicherungsträger des Saargebiets oder ein deutscher Versicherungsträger zuständig ist, so entscheidet über diese Frage ein Schiedsgericht. Die Entscheidung des Schiedsgerichts ist endgültig und für alle Behörden und Gerichte bindend. Das Schiedsgericht entscheidet auch in den Fällen des Paragraphen 1740 R.V.O., wenn am Verteilungsverfahren Versicherungsträger des Saargebiets und deutsche Versicherungsträger beteiligt sind.

Das Schiedsgericht besteht aus je einem von den beteiligten Versicherungsträgern zu ernennenden Schiedsrichter und einem Obmann. Der Obmann wird von den beteiligten Versicherungsträgern gewählt. Einigen sie sich nicht, so ernennen den Obmann abwechselnd der Präsident des Reichsversicherungsamts und der Präsident des Landesversicherungsamts für das Saargebiet, erstmals der Präsident des Reichsversicherungsamts. Die deutschen Versicherungsträger teilen die Entscheidung des Schiedsgerichts dem Reichsversicherungsamt, die Versicherungsträger des Saargebiets dem Landesversicherungsamte für das Saargebiet mit.

Die öffentlichen Behörden und die Versicherungsträger sind verpflichtet, dem an sie ergehenden Ersuchen des Schiedsgerichts zu entsprechen. Soweit die Kosten nicht in der Entscheidung des Schiedsgerichts einem der Beteiligten auferlegt sind, werden sie zu gleichen Teilen aus Mitteln des Reichs und der Regierungskommission des Saargebiets gezahlt.

Paragraph 41.

Der für zuständig erklärte Versicherungsträger hat dem Versicherungsträger, der einem Berechtigten eine vorläufige Fürsorge zugewender hat, seine Aufwendungen in voller Höhe zu ersetzen.

B. KRANKEN-, INVALIDEN-, ANGESTELLTENVERSICHERUNG UND KNAPPSCHAFTLICHE PENSIONS-VERSICHERUNG.

Paragraph 42.

Bei Streit über die Höhe der Rente entscheiden die zuständigen Obergesundheitsämter des Gebiets, in dem der Versicherungsträger, dessen Berechnung angefochten wird, seinen Sitz

hat. Für die Zuständigkeit des Oberversicherungsamts gelten im übrigen die allgemeinen Vorschriften (Paragraph 1678 R. V. O.). Dies gilt für die Angestelltenversicherung entsprechend. Paragraph 1693 R. V. O., Paragraph 269 A. V. G. und Paragraph 285 des im Saargebiete geltenden V. G. f. A. finden Anwendung.

Paragraph 43.

Wohnt der Versicherte zur Zeit des Antrages in dem einen Gebiet und ist oder war er zuletzt in dem anderen Gebiete beschäftigt, so hat er bei Streit über Leistungen aus der Krankenversicherung die Wahl, ob er das Versicherungsamt seines Wohnorts oder das seines Beschäftigungsorts oder das seines früheren Beschäftigungsorts angehen will. Sind hiernach mehrere Versicherungsämter zuständig, so entscheidet das Versicherungsamt, das zuerst angegangen worden ist.

Der Verurteilung einer Krankenkasse des einen Gebiets zu einer Leistung steht der Umstand nicht entgegen, dass die Entscheidung des Streits nach Abs. 1 einem Versicherungsamt des anderen Gebiets oder einer im Instanzenzug übergeordneten Behörde obliegt. Derartige Entscheidungen werden beiderseits als vollstreckbar anerkannt. Die öffentlichen Behörden beider Gebiete werden sich bei der Vollstreckung der Entscheidungen gegenseitig Rechtshilfe leisten.

Paragraph 44.

Sind an einem Streite nach Paragraphen 258, 405 Abs. 2 R. V. O. mehrere Krankenkassen beider Gebiete beteiligt, so bestimmt das Reichsversicherungsamt nach Benehmen mit dem Landesversicherungsamte für das Saargebiet das zuständige Versicherungsamt.

Paragraph 45.

Ist es streitig, ob Beiträge zur Invalidenversicherung für bestimmte Personen an deutsche Versicherungsträger oder an Versicherungsträger des Saargebiets zu entrichten sind, so entscheidet auf Antrag das Reichsversicherungsamt nach Benehmen mit dem Landesversicherungsamte für das Saargebiet. Entsprechendes gilt für die Angestelltenversicherung und die knappschaftliche Pensionsversicherung.

Paragraph 46.

Bei Streit zwischen einem deutschen Versicherungsamt und einem Versicherungsamte des Saargebiets nach Paragraph 1640 R. V. O. entscheidet das Reichsversicherungsamt nach Benehmen mit dem Landesversicherungsamt für das Saargebiet. Entsprechendes gilt für die Angestelltenversicherung und die knappschaftliche Pensionsversicherung.

C, ÜBERGANGSVORSCHRIFTEN,

Paragraph 47.

Die bei Inkrafttreten dieser Abrede bei der gemischten Kammer oder dem gemischten Senat anhängigen Streitsachen werden nach den bisherigen Vorschriften über das gemischte Verfahren (vgl. Paragraph 55 der Frankfurter Abrede und die Anlage hierzu) erledigt.

Die im bisherigen Verfahren der gemischten Gerichtsbarkeit wegen Zweifels über die Zuständigkeit nicht erledigten Streitsachen werden nach den Bestimmungen der Paragraphen 39 bis 46 erledigt.

IX. SCHLUSSBESTIMMUNGEN.

Paragraph 48.

Es wird Einverständnis der Regierungskommission des Saargebiets und der Deutschen Regierung festgestellt, dass alle aus der Regelung der Leistungen nach dieser Abrede sich ergebenden Verbindlichkeiten ausschliesslich zwischen den Versicherungsträgern bestehen.

Paragraph 49.

Nach Massgabe den Paragraphen 115, 116, 117 R. V. O., der Paragraphen 318, 319 A. V. G. und der im Saargebiete geltenden Paragraphen 322, 323 des V.G.f. A. wird im Gebiete der Deutschen Regierung und im Saargebiete gegenseitig Rechtshilfe geleistet. Insoweit sind die Versicherungsträger ermächtigt, unmittelbar miteinander und mit den Versicherungsbehörden zu verkehren.

Paragraph 50.

Bei Einlegung von Rechtsmitteln in Angelegenheiten aller Zweige der Sozialversicherung gelten die gesetzlichen Fristen auch dann als gewahrt, wenn das Rechtsmittel rechtzeitig bei einer Behörde oder einem Organe der Sozialversicherung des anderen Gebiets eingegangen ist. In diesen Fällen ist die Rechsmittelschrift unverzüglich an die zuständige Stelle abzugeben.

Paragraph 51.

Alle Akten und Geschäftspapiere über noch schwebende Angelegenheiten der Sozialversicherung, die das Saargebiet oder die Rechte seiner Einwohner betreffen, sind von den Behörden des Deutschen Reichs unmittelbar den zuständigen Behörden des Saargebiets zu übersenden.

In gleichem Umfange sind die Akten und Geschäftspapiere über bereits erledigte Angelegenheiten den zuständigen Behörden des Saargebiets auf deren Ersuchen unmittelbar zu übersenden.

Paragraph 52.

Es herrscht Einverständnis darüber, dass Meinungsverschiedenheiten, die sich aus den vorstehenden Abreden ergeben sollten, nach Massgabe von Ziffer XVI des Schlussprotokolls von Berlin vom 3. Juni 1921 zu erledigen sind.

Paragraph 53.

Diese Abrede tritt am ersten Tage des Monats in Kraft, der auf ihre Veröffentlichung im Amtsblatt der Regierungskommission des Saargebiets und im Reichsgesetzblatt folgt.

Zu Urkund dessen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten die vorliegende Abrede unterzeichnet und mit ihrem Siegel versehen.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in Heidelberg, am 13. Oktober 1927.

(L. S.) Dr. THISEN.

(L. S.) SCHERESCHEWSKY.

(L. S.) A. GRIESER.

ANLAGE

ABKOMMEN

ZWISCHEN DER RENTENZUSCHUSSKASSE DER EISENBAHNDIREKTION DES SAARGEBIETS
UND DEN REICHSBAHNARBEITERPENSIONSKASSEN I UND II, ABTEILUNG B.

Paragraph 1.

Die vertragschliessenden Arbeiterpensionskassen halten es für geboten, die Zusatzrenten sowie die Witwen- und Waisenzusatzrenten angemessen aufzubessern, die Altrentner und Altrentner-Hinterbliebene von der Rentenzuschusskasse der Eisenbahndirektion des Saargebiets nach deren Satzung vom 30. September 1925 (Tafel D) gegenwärtig beziehen.

Als Altrentner und Altrentner-Hinterbliebene im Sinne dieses Abkommens gelten die Personen, die als Empfänger von Zusatzrenten sowie von Witwen- oder Waisenzusatzrenten für Hinterbliebene ehemaliger Mitglieder der Abteilung B der Reichsbahnarbeiterpensionskassen I und II oder als bereits Anspruchsberechtigte auf solche Renten am 1. Juni 1923 im Saargebiet gewohnt haben.

Paragraph 2.

Unbeschadet der beiderseitigen Rechtsauffassungen stellen die Reichsbahnarbeiterpensionskassen I und II, Abteilung B, zur Aufbesserung der Bezüge der gesamten Altrentner und Altrentner-Hinterbliebenen als Vorschusszahlungen auf ein etwa künftig der Rentenzuschusskasse zufallendes Auseinandersetzungsguthaben gewisse laufende Zuwendungen zur Verfügung, ohne damit jedoch nach Grund oder Betrag einen Anspruch der Rentenzuschusskasse auf ein Auseinandersetzungsguthaben anzuerkennen.

Paragraph 3.

Die Rentenzuschusskasse wird die bisherigen Renten auch weiterhin aufbringen. Die Zuwendungen der Reichsbahnarbeiterpensionskassen I und II, Abteilung B, sollen dazu dienen, den Altrentnern und Altrentner-Hinterbliebenen vom 1. Oktober 1926 an Bezüge in Höhe der Rentenklasse II der Stufentafel vom 1. Januar 1924 der Reichsbahnarbeiterpensionskassen I und II, Abteilung B, zu gewähren. Die danach zahlbaren Renten dürfen jedoch nicht höher sein, als die entsprechenden, nach der Stufentafel der Neurentner berechneten Renten der Rentenzuschusskasse.

Paragraph 4.

Die Rentenzuschusskasse verpflichtet sich ihrerseits, den Altrentnern und Altrentner-Hinterbliebenen auch weiterhin Leistungen zu gewähren, die mindestens der Kaufkraft der von ihr am 1. Oktober 1926 gezahlten Altrentnerbezüge entsprechen; dabei ist der amtliche Lebenshaltungsindeks des Statistischen Amtes der Stadt Saarbrücken zugrunde zu legen. Der Umrechnungskurs (R. M. : Fr.) wird unter Anlehnung an den jeweiligen Berliner Börsenkurs in einem einfachen Verhältnis von Zeit zu Zeit vereinbart.

Paragraph 5.

Die Rentenzuschusskasse wird für die Dauer der Geltung dieses Abkommens von ihrem satzungsmässigen Rechte Altrentnern und Altrentner-Hinterbliebenen den Rentenzuschuss zu entziehen, keinen Gebrauch machen.

Paragraph 6.

Die Rentenzuschkasse wird den Reichsbahnarbeiterpensionskassen I und II, Abteilung B, baldmöglichst ein Verzeichnis ihrer Rentenempfänger unter Angabe ihrer Mitgliedsjahre und der ihnen am 1. Oktober 1926 gezahlten Renten einreichen.

Die Art der Zahlungsleistung und der gegenseitigen Abrechnung bleibt unmittelbarer Vereinbarung zwischen den Vorständen der Kassen vorbehalten.

Paragraph 7.

Die Vertragsschliessenden behalten sich vor dieses Abkommen jeweils zum letzten eines Monats mit vierteljährlicher Kündigungsfrist zu kündigen.

Reichsbahn-Arbeiterpensionskassen I und II, Abteilung B.

Vorstand der Reichsbahn-Arbeiterpensionskasse I.

BERLIN, den 23. August 1927.

(Unterschrift)

Reichsbahn-Arbeiterpensionskasse II.

(Unterschrift)

Rentenzuschkasse der Eisenbahndirektion des Saargebiets.

SAARBRÜCKEN, den 5 September 1927.

(Unterschrift)

¹ TRADUCTION.¹ TRANSLATION.

N^o 1629. — ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA COMMISSION DE GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE DE LA SARRE RELATIF AUX ASSURANCES SOCIALES DU TERRITOIRE DE LA SARRE. SIGNÉ A HEIDELBERG, LE 13 OCTOBRE 1927.

No. 1629. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND THE SAAR TERRITORY GOVERNING COMMISSION REGARDING SOCIAL INSURANCE IN THE SAAR TERRITORY. SIGNED AT HEIDELBERG, OCTOBER 13, 1927.

LA COMMISSION DE GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE DE LA SARRE, représentée par M. le D^r THISSEN, directeur ministériel et M. SCHERESCHEWSKY, inspecteur supérieur des mines et LE GOUVERNEMENT ALLEMAND, représenté par M. GRIESER, directeur au Ministère du Travail du Reich, considérant les changements survenus dans la législation et les conditions économiques, ont convenu de procéder à un nouvel examen de l'Arrangement des 31 mai/21 juillet 1923 (Arrangement de Francfort) relatif à l'application des principes énoncés dans le Protocole final du 3 juin 1921, concernant les assurances sociales. A cet effet, ils sont convenus du nouvel accord suivant, qui est substitué à l'arrangement mentionné.

THE GOVERNING COMMISSION OF THE SAAR TERRITORY, represented by Dr. THISSEN, Ministerial Director, and M. SCHERESCHEWSKI, Chief Inspector of Mines, and THE GERMAN GOVERNMENT, represented by M. GRIESER, Director in the Reich Ministry of Labour, have agreed, in view of the changes that have occurred in legislation and economic conditions, to revise the Agreement of May 31-July 21, 1923, (Frankfort Agreement), regarding the application of the principles laid down in the Final Protocol of June 3, 1921, concerning matters of social insurance, and have accordingly decided to conclude the following new Agreement, which shall take the place of the Agreement mentioned above.

I. ASSURANCE-ACCIDENTS

I. INSURANCE AGAINST ACCIDENTS.

A. DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

A. INTRODUCTORY PROVISIONS.

*Paragraphe premier.**Paragraph 1.*

L'Association corporative industrielle et l'Association corporative agricole du Territoire de la Sarre assument, à dater du 1^{er} janvier 1922, le paiement des indemnités dues par des Associations corporatives du Reich allemand, pour des accidents survenus dans des entreprises du

As from January 1, 1922, the Industrial Co-operative Association and the Agricultural Co-operative Association for the Saar Territory shall be responsible for paying claims for compensation against Co-operative Associations of the German Reich in respect of accidents which

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Territoire de la Sarre. Elles assument également le paiement des indemnités revendiquées après le 31 décembre 1921, en vertu du paragraphe 608 du Code des Assurances du Reich (*Reichsversicherungsordnung*), pour un accident survenu avant le 1^{er} janvier 1922. Les Associations corporatives du Reich allemand sont libérées des obligations correspondantes.

Paragraphe 2.

Les dossiers concernant ces accidents, y compris ceux des affaires pendantes à la date du 31 décembre 1921, seront transmis directement, et en l'état où ils se trouveront à cette date, par les Associations corporatives du Reich allemand, aux Associations corporatives du Territoire de la Sarre. Seront de même transmises les demandes qui parviendront ultérieurement, si elles se rapportent à des accidents survenus jusqu'au 31 décembre 1921. En outre, les Associations corporatives du Reich allemand mettront directement à la disposition des Associations corporatives du Territoire de la Sarre, toutes les pièces nécessaires pour l'organisation et le fonctionnement de ces dernières.

Paragraphe 3.

Les organes d'assurance pourront s'adresser directement aux offices d'assurance des deux territoires, pour éclaircir des affaires d'assurances, pour leur demander de se prononcer sur des oppositions ou de formuler des avis, etc.

B. DISPOSITIONS FINANCIÈRES.

Paragraphe 4.

Dans les cas où les rentes versées par l'Association corporative industrielle et l'Association corporative agricole du Territoire de la Sarre ne seraient pas encore fixées sur la base du revenu annuel effectif ou moyen du travail, tel qu'il est déterminé dans le Code des Assurances du Reich, la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre les portera, aussitôt que possible, à un niveau correspondant à ces bases.

have occurred in works in the Saar Territory. They shall also assume responsibility for claims established after December 31, 1921, in virtue of paragraph 608 of the Reich Insurance Regulations (*Reichsversicherungsordnung*), in respect of accidents which occurred before January 1, 1922. Co-operative Associations in the German Reich shall be released from all responsibility in such cases.

Paragraph 2.

The documents concerning such accidents, including those concerning cases pending on December 31, 1921, shall be handed over by the Co-operative Associations in the German Reich direct to the Co-operative Associations in the Saar territory, in the state in which they were on that date. Claims submitted after December 31, 1921, in respect of accidents which occurred on or before that date shall likewise be handed over. Furthermore, the Co-operative Associations in the German Reich shall place at the direct disposal of the Co-operative Associations in the Saar Territory all documents required for the organisation and conduct of their business.

Paragraph 3.

The insurance institutes may apply direct to the insurance Offices in either territory to elucidate insurance matters, to pronounce upon objections, to give an opinion, and for other similar purposes.

B. FINANCIAL PROVISIONS.

Paragraph 4.

Annuities paid by the Industrial Co-operative Association and the Agricultural Co-operative Association for the Saar Territory which have not yet been fixed on the basis of the actual or average year's earnings within the meaning of the Reich Insurance Regulations shall as soon as possible be raised by the Governing Commission of the Saar Territory to the required amount.

Paragraphe 5.

Les Associations corporatives allemandes mettront à la disposition des Associations corporatives du Territoire de la Sarre les ressources nécessaires pour assurer l'augmentation des rentes visées au paragraphe 4. Les Associations corporatives intéressées conclueront des arrangements détaillés concernant le calcul, le versement et la justification de l'emploi de ces augmentations. Ces arrangements devront être soumis à l'approbation de la Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre et du Gouvernement allemand.

Paragraphe 6.

Les sommes qu'exige l'application du paragraphe 5 sont accordées aux Associations corporatives du Territoire de la Sarre par les Associations corporatives allemandes, à titre de prêts. Les prêts ne portent pas intérêt jusqu'à l'expiration du délai prévu au paragraphe 34 de l'Annexe aux articles 45 à 50 du Traité de Versailles et leur remboursement ne peut être demandé avant cette date. A l'expiration de ce délai, les Associations corporatives allemandes et les Associations corporatives du Territoire de la Sarre procéderont au partage définitif des fonds.

Paragraphe 7.

L'Association corporative industrielle et l'Association corporative agricole du Territoire de la Sarre n'assument aucune partie de la dette flottante (paragraphe 779 du Code des Assurances du Reich).

Paragraphe 8.

L'Association corporative minière du Territoire de la Sarre prend à sa charge le paiement des indemnités pour tous les accidents survenus dans les entreprises minières du Territoire de la Sarre ; en ce qui concerne les accidents survenus jusqu'au 17 janvier 1920, elle n'assume toutefois cette charge que si l'ayant-droit résidait le 1^{er} juin 1923 dans le Territoire de la Sarre. Dans les autres cas, il incombe à l'Association corporative minière allemande d'assurer les prestations dues aux ayants-droit.

Les paragraphes 4, 5, 6 s'appliquent par analogie.

Paragraph 5.

The German Co-operative Associations shall place at the disposal of the Co-operative Associations in the Saar Territory the funds required to increase the annuities mentioned in paragraph 4. The Co-operative Associations concerned will conclude more detailed agreements concerning the assessment, payment and verification of the employment of cash increases. The agreements shall be submitted for approval to the Governing Commission of the Saar Territory and to the German Government.

Paragraph 6.

The sums required under paragraph 5 shall be advanced to the Co-operative Associations in the Saar Territory by the German Co-operative Associations. The loan shall neither bear interest before the expiry of the period laid down in paragraph 34 of the Annex to Articles 45-50 of the Treaty of Versailles nor be called in before that date. On the expiry of this period there shall be a final settlement between the German Co-operative Associations and the Co-operative Associations in the Saar Territory.

Paragraph 7.

The Industrial and Agricultural Co-operative Associations in the Saar Territory shall not take over any part of the floating debt (paragraph 779, Reich Insurance Regulations).

Paragraph 8.

The Saar Miners' Co-operative Association shall assume responsibility in respect of compensation for all accidents in mining undertakings in the Saar Territory, but in the case of accidents on or before January 17, 1920, it shall only be bound to do so if the beneficiary was resident in the Saar Territory on June 1, 1923. In all other cases the German Miners' Co-operative Association shall still be responsible for the payment of insurance benefits.

Paragraphs 4, 5 and 6 shall apply *mutatis mutandis*.

C. DISPOSITIONS DIVERSES.

Paragraphe 9.

Les Associations corporatives intéressées régleront entre elles les questions relatives à la répartition des charges occasionnées par le paiement des pensions dues au personnel retraité des anciennes Associations corporatives du Territoire de la Sarre, ainsi que les questions relatives à la conservation des droits expectatifs du personnel non retraité de ces associations. Elles soumettront leurs arrangements à l'approbation des organes de contrôle compétents.

Paragraphe 10.

La Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre et le Gouvernement allemand acceptent en principe que l'Association corporative industrielle du Territoire de la Sarre prenne à son compte, par contrat, pour les besoins de l'administration, l'immeuble qu'elle utilise actuellement et qui appartient à l'Association corporative des Industries du fer et de l'acier de l'Allemagne du Sud (*Süddeutsche Eisen-und-Stahl Berufsgenossenschaft*).

Le contrat stipulera les conditions auxquelles l'Association corporative des Industries du fer et de l'acier de l'Allemagne du Sud reprendra l'immeuble, au cas où l'Association corporative industrielle du Territoire de la Sarre viendrait à être dissoute ou dans le cas où sa composition serait modifiée autrement que par sa réunion aux Associations corporatives allemandes correspondantes.

Le contrat devra être soumis à l'approbation de la Commission de Gouvernement du Territoire de la Sarre et du Gouvernement allemand,

II. ASSURANCE-INVALIDITÉ ET ASSURANCE DES SURVIVANTS

A. DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

Paragraphe 11.

Les organes d'assurance du Territoire de la Sarre assument, à partir du 1^{er} avril 1922, la

C. VARIOUS PROVISIONS.

Paragraph 9.

The Co-operative Associations concerned will settle between themselves questions relating to the division of liabilities in the matter of annuities due to employers formerly members of Co-operative Associations in the Saar Territory and the guaranteeing of reversionary annuities. They shall submit their arrangements for approval to the competent supervisory authorities.

Paragraph 10.

The Governing Commission of the Saar Territory and the German Government agree in principle that the Industrial Co-operative Association for the Saar Territory shall take over under contract, for administrative purposes, the property belonging to the South German Iron and Steel Co-operative Association (*Süddeutsche Eisen-und-Stahl Berufsgenossenschaft*) which it at present uses.

The contract shall lay down the conditions under which the South German Iron and Steel Co-operative Association is to take back the property should the Industrial Co-operative Association for the Saar Territory be dissolved or should its composition be modified in a way other than by its reunion with the corresponding German Co-operative Associations.

The contract shall be submitted for approval to the Governing Commission of the Saar Territory and to the German Government.

II. INVALIDITY INSURANCE AND SURVIVING DEPENDANTS' (LIFE) INSURANCE.

A. INTRODUCTORY PROVISIONS.

Paragraph 11.

As from April 1, 1922, insurance institutes in the Saar Territory shall be responsible for in-

charge de l'assurance-invalidité et de l'assurance des survivants dans le Territoire de la Sarre. Ces organes sont : l'Institut régional d'assurances du Territoire de la Sarre, l'Institut spécial de l'Association des ouvriers mineurs de la Sarre et la Caisse de pensions A) de la Direction des Chemins de fer de la Sarre à Sarrebruck.

Paragraphe 12.

Les stipulations qui suivent supposent que les dispositions relatives à l'objet de l'assurance (paragraphe 1250 sqq. du Code des Assurances du Reich) soient les mêmes dans les deux territoires et qu'à tous autres égards, il ne se produise aucune modification essentielle dans les conditions primordiales des deux territoires.

Paragraphe 13.

Les organes d'assurance de chaque territoire tiendront compte, pour le calcul de la période d'attente et la conservation des droits expectatifs, des périodes de cotisation et des périodes de remplacement pendant lesquelles l'assuré était inscrit auprès d'un organe d'assurance de l'autre territoire, si toutefois lesdites périodes sont susceptibles d'entrer en ligne de compte pour le calcul de la rente.

B. FIXATION DES PRESTATIONS.

Paragraphe 14.

Les demandes relatives à l'allocation de rentes peuvent être reçues par les offices d'assurance des deux territoires, ou directement par les organes d'assurance.

Les avis formulés par les offices d'assurance sont reconnus réciproquement.

Paragraphe 15.

Lorsqu'un organe d'assurance du Reich allemand est exclusivement compétent (paragraphe 16, alinéa premier), les offices d'assurance du Territoire de la Sarre lui expédieront les procès-verbaux des instructions auxquelles ils auront procédé, ainsi que leurs avis, par l'intermédiaire de l'Institut d'assurances du Territoire de la Sarre.

lidity insurance and for surviving dependants' insurance in the Saar Territory. The bodies concerned are the State Insurance Offices for the Saar Territory, the Special Insurance Offices of the Saarbruck Miners' Provident Association and Pension Fund A of the Saar Railways Administration at Saarbruck.

Paragraph 12.

It is assumed in the following agreements that, the regulations concerning the definition of the objects of insurance (paragraphs 1250 *et seq.*, Reich Insurance Regulations) are the same in both territories and that no essential modification will be made in the main conditions obtaining in either territory.

Paragraph 13.

As regards the assessment of the "waiting period" (*Wartezeit*) and the guaranteeing of reversionary annuities, the insurance institute in each territory shall take into account the contribution periods and compensatory periods completed while the insured person was registered with an insurance institute in the other territory, in so far as such periods may be reckoned for purposes of assessment.

B. FIXING OF AMOUNTS TO BE PAID.

Paragraph 14.

Claims for annuities can be received by the insurance offices of either territory or directly by the insurance institutes.

The expert opinions of Insurance Offices shall be mutually recognised by both Parties.

Paragraph 15.

In cases in which an insurance institute in the German Reich is alone competent (paragraph 16, sub-paragraph 1), Insurance Offices in the Saar Territory which have dealt with these cases shall forward the records of the proceedings together with the expert opinion to that institute through the Insurance Office for the Saar Territory.

Lorsque l'Institut régional d'assurances du Territoire de la Sarre est exclusivement compétent (paragraphe 16, alinéa 2), les offices d'assurance du Reich allemand lui expédieront les procès-verbaux des instructions auxquelles ils auront procédé, ainsi que leurs avis, par l'intermédiaire de l'Institut régional d'assurances de la Province rhénane.

En ce qui concerne les instituts spéciaux (*Sonderanstalten*), les services (*Dienststellen*) compétents aux termes de leurs statuts remplaceront les offices d'assurance.

Paragraphe 16.

Les instituts régionaux d'assurance et les instituts spéciaux du Reich allemand sont exclusivement compétents lorsque des cotisations n'ont été versées, pour le compte de l'assuré, qu'à des instituts régionaux d'assurances ou à des instituts spéciaux du Reich allemand.

Les organes d'assurance du Territoire de la Sarre sont exclusivement compétents lorsque des cotisations n'ont été versées, pour le compte de l'assuré, qu'auxdits organes d'assurance.

Paragraphe 17.

Si l'assuré a versé des cotisations à des organes d'assurance de l'un et l'autre territoire, le montant de la rente sera fixé, pour le territoire de la Sarre, par l'organe d'assurance compétent de ce territoire, et, pour le reste, par l'organe d'assurance compétent du Reich allemand, l'organe en question agissant, dans chaque cas, en pleine indépendance. Les organes d'assurance allemands communiqueront avec les organes d'assurance du Territoire de la Sarre par l'intermédiaire de l'Institut régional d'assurance de la Province rhénane.

L'organe compétent pour statuer sur les demandes relatives à l'allocation de rentes est l'organe d'assurance du territoire où réside l'assuré. Si ce dernier réside en dehors des deux territoires, la décision appartient à l'organe d'assurance qui reçoit, ou reçoit le premier, la demande relative à l'allocation d'une rente.

Lorsque l'organe d'assurance compétent décide que l'assuré a droit à l'allocation d'une rente, cette décision est *ipso facto* valable pour l'autre organe d'assurance.

Insurance Offices in the German Reich shall transmit the records of any cases dealt with by them, together with the expert opinion, through the Rhine Province State Insurance Office to the State Insurance Office of the Saar Territory if the latter is alone competent in the matter (paragraph 16, sub-paragraph 2).

In the case of the Special Insurance Offices (*Sonderanstalten*) the authorities (*Dienststellen*) competent according to their statutes shall take the place of the Insurance Offices.

Paragraph 16.

The German State Insurance Offices and Special Insurance Offices shall possess exclusive competence, if contributions on account of the insured person have been paid solely to German Insurance Offices.

The insurance institutes in the Saar Territory shall possess exclusive competence if contributions on account of the insured person have been paid only to them.

Paragraph 17.

If the insured person has paid contributions to insurance institutes in both territories, the amount of the annuity shall be fixed independently for the Saar Territory by the competent insurance institute in that Territory and in other cases by the competent German insurance institute. The German insurance institutes shall communicate with the insurance institutes in the Saar Territory through the Rhine Province State Insurance Office.

The authority competent to decide on claims relating to annuities shall be the insurance institute in the territory in which the insured person resides. Should he not reside in the territory of either Party, the decision concerning the claim shall rest with the insurance institute by which the application was received or first received.

If the competent insurance institute decides that the contingency entitling to benefit insurance has arisen, its decision shall be valid *ipso facto* for the other insurance institute.

Paragraphe 18.

L'organe d'assurance qui a reçu la demande-conformément au paragraphe 17, informe l'as, suré de la décision prise. Si la demande est rejetée, les organes d'assurance intéressés de l'autre territoire ne seront pas avisés. S'il est donné suite à la demande, l'organe d'assurance qui fixe la rente est tenu de transmettre à l'organe d'assurance de l'autre territoire, par l'intermédiaire de l'Institut régional d'assurance de la Province rhénane, le dossier accompagné d'un projet de décision conforme aux prescriptions du paragraphe 1631 du Code des Assurances du Reich. L'organe d'assurance de l'autre territoire restitue le dossier dans un délai d'un mois, en y joignant un décompte dans lequel il devra indiquer la part de la rente qui est à sa charge, conformément aux prescriptions législatives en vigueur sur son territoire. L'organe d'assurance qui fixe la rente informe ensuite l'assuré du montant total de la rente qui lui est allouée et de sa composition.

C. MODIFICATION OU RETRAIT DE RENTES

Paragraphe 19.

Les instituts intéressés sont autorisés à vérifier, en tout temps et par eux-mêmes, si le titulaire de la rente y a encore droit.

Paragraphe 20.

S'il est établi ou supposé que la situation du titulaire de la rente s'est modifiée, l'institut d'assurance dans le ressort duquel se trouve le domicile du titulaire de la rente, procédera aux investigations nécessaires.

Il devra également procéder à ces investigations si l'autre institut lui en fait la demande.

Lorsqu'il y a lieu de modifier une rente en raison de l'augmentation ou de la diminution du nombre des enfants ou des orphelins, l'initiative appartient à l'institut qui est en possession du dossier.

Paragraph 18.

The insurance institute which received the application, in conformity with paragraph 17, shall inform the insured person of the decision taken. If the application is rejected, the insurance institutes concerned in the other territory will not be notified. If it is allowed, the insurance institute which fixes the amount of the annuity shall forward the file, together with a draft decision to the insurance institute in the other territory, through the Rhine Province State Insurance Offices, in accordance with the provisions of paragraph 1631 of the Reich Insurance Regulations. The insurance institute in the other territory shall return the file within a month, together with a statement showing the proportion of the annuity for which it is liable under the legislative provisions applicable in its territory. The insurance institute which fixes the amount of the annuity shall then inform the insured person of the total annuity allocated, stating how it is constituted.

C. CHANGES IN AND WITHDRAWAL OF ANNUITIES.

Paragraph 19.

The Offices concerned shall be severally competent to examine the question as to whether a person in receipt of an annuity is still entitled to receive it.

Paragraph 20.

Should changes in the circumstances of any person entitled to an annuity be proved or suspected, the Office in whose district such person resides shall institute the necessary inquiries.

It shall also institute such inquiries if so requested by the Office concerned.

Changes in annuities arising from an increase or decrease in the number of children or orphans shall be arranged for by the office which is in possession of the relevant documents.

Paragraphe 21.

Les dispositions des paragraphes 14 et 18, relatives à la procédure de fixation des rentes, sont applicables à la procédure ultérieure à suivre en vue de la modification ou du retrait d'une rente.

D. CARTES D'ASSURANCE ET TIMBRES DE COTISATION.

Paragraphe 22.

A partir du 1^{er} avril 1922, l'Institut régional d'assurance du Territoire de la Sarre émettra des cartes et des timbres qui lui seront propres.

A partir de cette date, il retirera les cartes émises par les instituts d'assurances du Reich allemand ; il signalera, par l'apposition d'un cachet spécial sur ces cartes, qu'il a repris l'assurance à partir du 1^{er} avril 1922, oblitérera tous les timbres de cotisation apposés pour la période du 1^{er} octobre 1921 au 31 mars 1922, et expédiera à l'institut d'origine du Reich allemand les cartes qu'il aura rassemblées.

Paragraphe 23.

Les cartes d'assurance de l'Institut régional d'assurance du Territoire de la Sarre seront pourvues d'un numéro d'ordre, en commençant par le numéro 1 ; il sera également mentionné sur ces cartes à quel institut d'origine auront été renvoyées les cartes correspondant aux cotisations versées avant le 1^{er} avril 1922.

Paragraphe 24.

Si un assuré quitte le Territoire de la Sarre pour se fixer sur le territoire administré par le Gouvernement allemand, le service compétent de son nouveau domicile lui délivrera une nouvelle carte d'assurance, consignera sur cette carte ainsi que sur celle de l'Institut régional d'assurance du Territoire de la Sarre, la mention visée au paragraphe 23, et renverra cette dernière carte à l'Institut d'assurances du Territoire de la Sarre.

Les dispositions du premier alinéa seront applicables *mutatis mutandis*, lorsqu'un assuré

Paragraph 21.

As regards the further procedure for effecting changes in and the withdrawal of annuities, the provisions of paragraphs 14 to 18 concerning the procedure for determining the amount of annuities shall apply.

D. CONTRIBUTION CARDS AND STAMPS.

Paragraph 22.

As from April 1, 1922, the State Insurance Office for the Saar Territory shall issue its own contribution cards and stamps.

From that date onwards it shall call in the cards issued by the Offices in the German Reich, shall stamp upon them a note to the effect that it has taken over the insurance as from April 1, 1922, shall put its mark on all contribution stamps affixed for the period of October 1, 1921, to March 31, 1922, and shall forward all the cards to the Office of origin in the German Reich.

Paragraph 23.

The contribution cards of the State Insurance Office for the Saar Territory shall be numbered with serial numbers beginning with 1 ; they shall contain a note stating to which place of origin contribution cards for amounts paid before April 1, 1922, have been forwarded.

Paragraph 24.

If an insured person moves from the Saar Territory into the territory under the German Government, the Office competent in his new place of residence shall provide him with a new contribution card, and upon this, and likewise upon the contribution card issued by the State Insurance Office, for the Saar Territory, shall make the note required under paragraph 23, and shall return the last-named card to the State Insurance Office for the Saar Territory.

The provisions of the first sub-paragraph shall apply *mutatis mutandis* if an insured person

quittera ultérieurement le territoire administré par le Gouvernement allemand pour se fixer dans le Territoire de la Sarre.

Les organes d'assurance sont autorisés à conclure des arrangements pour assurer l'exécution de la présente disposition.

Paragraphe 25.

Aucun timbre de cotisation allemand ne devra être apposé sur les cartes de l'Institut régional d'assurances du Territoire de la Sarre, ni aucun timbre de cotisation de l'Institut régional d'assurance du Territoire de la Sarre sur les cartes des instituts d'assurance allemands.

E. RÉPARTITION DES PRESTATIONS.

Paragraphe 26.

Le montant de base des rentes (paragraphe 1288, 1292 du Code des Assurances du Reich) est à la charge des organes d'assurance du Territoire de la Sarre et des organes d'assurance allemands, au prorata du nombre de cotisations hebdomadaires, comptant pour le calcul de la rente, que chaque organe d'assurance a reçues (répartition *pro rata temporis*). Lorsque l'organe d'assurance compétent aux termes de l'alinéa 2 du paragraphe 17 du présent arrangement a déterminé le nombre des cotisations hebdomadaires comptant pour le calcul de la rente, sa décision est également valable pour l'autre organe d'assurance.

Lorsque le nombre de ces cotisations hebdomadaires reçues par l'organe d'assurance de l'un des deux territoires est inférieur à vingt-six, le montant de base sera entièrement à la charge de l'organe d'assurance de l'autre territoire.

A ce montant de base s'ajoutent pour chaque organe d'assurance, les majorations (*Steigerungsbeträge*).

Paragraphe 27.

L'allocation supplémentaire du Reich (paragraphe 1285 du Code des Assurances du Reich) et les allocations supplémentaires pour les enfants (paragraphe 1291 du Code des Assurances du Reich) seront en tous cas à la charge de l'organe d'assurance compétent du territoire où réside l'ayant-droit. La présente disposition

subsequently moves from the territory under the German Government into the Saar Territory.

The insurance institutes shall be authorised to determine by common agreement the measures of execution of these provisions.

Paragraph 25.

No German stamps shall be affixed to contribution cards of the State Insurance Office of the Saar Territory, nor shall stamps of the latter Office be affixed to German contribution cards.

E. DIVISION OF LIABILITIES.

Paragraph 26.

The basic amount of the annuities (paragraphs 1288 and 1292 of the Reich Insurance Regulations) shall be borne by the insurance institutes for the Saar Territory and the German insurance institutes in the proportion of the number of weekly contributions, valid for purposes of computing the amount of the annuity received by them severally (payment *pro rata temporis*). When the insurance institute competent under the terms of paragraph 17, sub-paragraph 2 of this Agreement has determined the number of weekly contributions valid for purposes of computing the amount of the annuity, its decision shall also be binding on the other insurance institute.

If less than twenty-six valid weekly contributions have been received by the insurance institute in one territory, the insurance institute in the other territory shall be responsible for the whole of the basic amount. To the basic amount shall be added the increments (*Steigerungsbeträge*) due from each insurance institute.

Paragraph 27.

The Reich subsidy (paragraph 1285, Reich Insurance Regulations) and the extra allowances for children (paragraph 1291, Reich Insurance Regulation) shall in every case be paid by the competent insurance institute in the territory in which the insured person resides. This provision shall apply also in the event of the

s'appliquera également dans le cas où l'ayant-droit transférerait son domicile d'un territoire sur l'autre ; dans ce cas, les allocations mentionnées ci-dessus sont à la charge du territoire où se trouve le nouveau domicile de l'assuré, à dater du premier jour du mois qui suit le transfert du domicile.

F. RÈGLEMENT DE COMPTES ENTRE LES ORGANES D'ASSURANCE.

Paragraphe 28.

Les principes directeurs du Protocole final de Berlin du 3 juin 1921, concernant le règlement de comptes, continueront à être appliqués en ce qui concerne la répartition entre la Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre et le Gouvernement allemand, des allocations supplémentaires du Reich versées par l'Allemagne du 10 janvier 1920 au 31 mars 1922.

Paragraphe 29.

En ce qui concerne la procédure prévue par l'Arrangement de Francfort pour le règlement de compte entre, d'une part, les organes allemands de l'assurance-invalidité et de l'assurance des survivants et, d'autre part, les organes correspondants du Territoire de la Sarre, la Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre et le Gouvernement allemand décident, d'un commun accord, de renoncer à cette procédure et de lui substituer la nouvelle répartition des prestations prévue aux paragraphes 26 et 27 ci-dessus.

G. DISPOSITIONS DIVERSES.

Paragraphe 30.

Les rentes encore en cours trois mois après la date de l'entrée en vigueur du présent arrangement devront faire l'objet d'une nouvelle fixation, conformément aux règles établies aux paragraphes 26 et 27.

Sont compétents pour procéder à cette nouvelle fixation du montant des rentes accordées avant le 1^{er} avril 1922 : l'Institut régional d'assurances de la Province rhénane, pour les organes d'assurance allemands et, dans tous

beneficiary transferring his residence from one territory to the other ; in such case, the above-mentioned subsidy and extra allowances shall be borne by the territory in which the new residence is situated, as from the first day of the calendar month following the change of residence.

F. SETTLEMENT OF ACCOUNTS BETWEEN THE INSURANCE INSTITUTES.

Paragraph 28.

The principles laid down in the Final Protocol of Berlin, dated June 3, 1921, concerning the settlement of accounts, shall continue to be applied as regards the settlement of accounts between the Governing Commission of the Saar Territory and the German Government in respect of the State subsidies paid by the Reich between January 10, 1920, and March 31, 1922.

Paragraph 29.

The Governing Commission of the Saar Territory and the German Government have agreed to abandon the procedure laid down in the Frankfort Agreement for the settlement of accounts, between the German invalidity and surviving dependants' insurance institutes and those in the Saar Territory, and to substitute for it the new rules for the division of liabilities laid down in paragraphs 26 and 27 above.

G. MISCELLANEOUS.

Paragraph 30.

Annuities which are still being paid three months after the entry into force of the present Agreement shall be reassessed in accordance with the principles laid down in paragraphs 26 and 27.

The organs competent to reassess annuities fixed before April 1, 1922, shall be the Rhine Province State Insurance Office in the case of the German Insurance institutes, and in all other cases the insurance institute which was

les autres cas, l'organe d'assurance qui était compétent pour statuer sur la demande d'allocation de la rente, conformément aux paragraphes 17 et 18 du présent arrangement.

Paragraphe 31.

La Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre et le Gouvernement allemand prennent acte, en l'approuvant, de l'accord ci-annexé qui est intervenu entre la « *Rentenzuschusskasse* » de la direction des Chemins de fer du Territoire de la Sarre et les Caisses de pension I et II, section B, des ouvriers des Chemins de fer du Reich, au sujet du règlement de compte.

III. ASSURANCE EN FAVEUR
DES EMPLOYÉS PRIVÉS

Paragraphe 32.

Les principes énoncés au chapitre II pour l'assurance-invalidité et l'assurance des survivants s'appliquent *mutatis mutandis* à l'assurance en faveur des employés privés, compte tenu des dispositions de la loi sur l'assurance en faveur des employés privés. Les organes de cette dernière assurance rempliront dans ce cas les fonctions dévolues aux organes de l'assurance-invalidité.

La disposition du paragraphe 13 du présent arrangement s'applique également au droit de rester membre facultatif de l'assurance.

IV. CAISSES DE RETRAITE DES MINEURS

Paragraphe 33.

A dater du 1^{er} juillet 1927, les rentes d'invalidité, les pensions des veuves et les allocations aux orphelins, qui sont actuellement servies ou seront accordées à l'avenir, seront complétées, en ce qui concerne les membres de l'Association des mineurs de la Sarre (*Saarknappschaftsverein*), par un supplément mensuel, fixé comme suit :

Pour les membres de la section ouvrière :

7 Reichsmark pour chaque rente d'invalidité ;
3,50 Reichsmark pour chaque pension d'une veuve ;
2 Reichsmark pour chaque allocation d'orphelin ;

competent to give a decision regarding applications for annuities under paragraphs 17 and 18 of the present Agreement.

Paragraph 31.

The Governing Commission of the Saar Territory and the German Government take note and approve of the Agreement annexed hereto, concerning the settlement between the Supplementary Pension Fund (*Rentenzuschusskasse*) of the Railway Administration of the Saar Territory and the Reich Railway Workers' Pension Funds I and II, Section B.

III. EMPLOYEES' INSURANCE.

Paragraph 32.

The principles laid down in Section II for invalidity insurance and surviving dependant's insurance shall apply *mutatis mutandis* to employees' insurance, with due reference to the provisions of the law concerning employees' insurance. The institutes responsible for employees' insurance shall take the place of the invalidity insurance institutes.

The provisions of paragraph 13 of the present Agreement shall also apply to the right voluntarily to remain a member of an insurance fund.

IV. MINERS' PENSION INSURANCE.

Paragraph 33.

After July 1, 1927, invalidity and widows' pensions and orphans' allowances already payable or which may be granted in future shall be supplemented in the case of members of the Saar Miners' Association (*Saarknappschaftsverein*) by an additional monthly allowance, which shall be fixed as follows :

For members of the Workers' Section :

7 Reichsmark for every invalidity annuity ;
3.50 » » » widow's pension ;
2 » » » orphan's allowance.

Pour les membres de la section des employés :
 20 Reichsmark pour chaque rente d'invalidité ;
 10 Reichsmark pour chaque pension d'une
 veuve ;
 4 Reichsmark pour chaque allocation d'or-
 phelin.

L'Association des mineurs du Reich (*Reichsknappschaft*) fera parvenir à l'Association des mineurs de la Sarre, avant le 15 de chaque mois, les sommes nécessaires pour le paiement de ces suppléments au cours du mois suivant. L'Association des mineurs du Reich et l'Association des mineurs de la Sarre concluront des arrangements détaillés au sujet du calcul, du paiement et de la justification de l'emploi de ces suppléments. Ces arrangements devront être soumis à l'approbation de la Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre et du Gouvernement allemand.

V. PAIEMENT DES PRESTATIONS

Paragraphe 34.

La Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre et le Gouvernement allemand, désireux de protéger les titulaires de rentes contre toute perte pouvant résulter de la dépréciation de la monnaie, conviennent de remplacer la procédure actuelle de mandatement par la réglementation suivante :

Les organes d'assurance du Territoire de la Sarre et les organes d'assurance allemands auront des comptes de chèques postaux, en reichsmark, auprès d'un bureau allemand de chèques postaux. Le montant des rentes libellées en francs, qui doivent être versées à des ayants droit résidant dans une partie du territoire du Reich autre que le Territoire de la Sarre, sera fixé par l'organe d'assurance intéressé du Territoire de la Sarre, chaque mois, à une date déterminée, d'après le cours du Reichsmark à la date en question ; ledit organe d'assurance, en effectuant le transfert du montant en reichsmark, invitera l'organe d'assurance compétent du Reich allemand à exécuter le paiement des diverses rentes par des chèques-mandats, conformément à une liste des titulaires de rentes qui devra être transmise en même temps. L'organe d'assurance intéressé du Reich suivra la même procédure pour ce qui concerne les rentes libellées en reichsmark, qui doivent être versées à des ayants droit résidant dans le

For members of the Employees' Section :
 20 Reichsmark for every invalidity annuity ;
 10 " " " widow's pension ;
 4 " " " orphan's allowance.

The Reich Miners' Association (*Reichsknappschaft*) shall transfer to the Saar Miners' Association, before the 15th of each month, the sums required for the payment of these supplementary allowances for the following month. The Reich Miners' Association and the Saar Miners' Association shall conclude detailed agreements concerning the assessment, payment and verification of the employment of these supplementary allowances. The agreements shall be submitted for approval to the Governing Commission on the Saar Territory and to the German Government.

V. PAYMENT OF BENEFIT.

Paragraph 34.

The Governing Commission of the Saar Territory and the German Government, being desirous of protecting persons in receipt of annuities from any loss arising out of currency depreciation, have agreed to replace the method of payment hitherto employed by the following regulations :

The insurance institutes in the Saar Territory and the German insurance institutes shall have postal cheque accounts in Reichsmarks at a German postal cheque office. The amount of annuities payable in francs to persons in Reich Territory other than the Saar Territory shall be determined by the insurance institute concerned in the Saar Territory, each month on a fixed date, according to the value of the Reichsmark on that date; the insurance institute, when transferring the amount in Reichsmarks, shall request the competent German insurance institute to effect payment by means of cheques payable on demand, to the beneficiaries whose names are given in a list to be forwarded at the same time. The German insurance institute concerned shall follow the same procedure for annuities payable in Reichsmarks in the Saar Territory ; in this case, the insurance institute in the Saar Territory shall convert the Reichsmarks paid into its German postal cheque account according to the rate on a fixed date,

Territoire de la Sarre ; dans ce cas, l'organe d'assurance du Territoire de la Sarre convertira les reichsmark, portés au crédit de son compte de chèques postaux allemand, d'après le cours coté à une date déterminée, qui devra être aussi rapprochée que possible de la date du paiement. Le versement des montants en reichsmark et en francs aux divers intéressés devra, dans l'un et l'autre cas, être assuré au plus tard pour le jour de l'échéance légale.

Toutes les prestations effectuées suivant la réglementation ci-dessus seront assurées en francs dans le ressort des organes d'assurance du Territoire de la Sarre, et en reichsmark dans le ressort des organes d'assurance allemands.

Paragraphe 35.

Le versement des allocations dues au titre de l'assurance-invalidité est confié, dans le Territoire de la Sarre à l'Institut régional d'assurances pour le Territoire de la Sarre à Sarrebruck, et dans les parties du territoire du Reich autres que le Territoire de la Sarre, à l'Institut régional d'assurances de la Province rhénane à Düsseldorf. Un traitement de réciprocité analogue est établi entre les institutions suivantes : l'Institut national de l'assurance en faveur des employés privés à Berlin et l'Institut de l'assurance en faveur des employés privés du Territoire de la Sarre à Sarrebruck ; l'Association des mineurs du Reich et l'Association des mineurs de la Sarre ; l'Association corporative minière du Reich et l'Association corporative minière de la Sarre ; une Association corporative industrielle qui sera désignée par le Gouvernement allemand et l'Association corporative industrielle du Territoire de la Sarre ; une Association corporative agricole qui sera désignée par le Gouvernement allemand et l'Association corporative agricole du Territoire de la Sarre.

Une réglementation analogue sera établie pour les autorités d'exécution des deux territoires.

Les organes d'assurance du Territoire de la Sarre et les organes d'assurance allemands sont autorisés à fixer, par convention, une rémunération raisonnable pour le concours qu'ils se prêteront mutuellement lors du paiement des rentes.

which shall be as near as possible to the date of payment. The payment of sums in Reichsmarks or francs to the individual beneficiaries shall in both cases be effected at latest on the day on which such sums are legally due.

All benefits under the above procedure shall be paid in francs within the area of the insurance institutes in the Saar Territory, and in Reichsmark within that of the German Insurance institutes.

Paragraphe 35.

The payment of invalidity insurance benefits in the Saar Territory shall devolve upon the State Insurance Office for the Saar Territory at Saarbruck, and in the Reich Territory outside the Saar Territory on the Rhine Province State Insurance Office at Düsseldorf. A system of reciprocal treatment shall be established between: The Reich Insurance Office for Employees at Berlin and the Insurance Office for Employees in the Saar Territory at Saarbruck; the Reich Miners' Association and the Saar Miners' Association; the German Miners' Co-operative Association and the Saar Miners' Co-operative Association; an Industrial Co-operative Association appointed by the German Government and the Industrial Co-operative Association for the Saar Territory; an Agricultural Co-operative Association appointed by the German Government and the Agricultural Co-operative Association for the Saar Territory.

Corresponding regulations shall be established for the executive authorities in the two territories.

The insurance institutes in the Saar Territory and the German insurance institutes shall be empowered to conclude agreements fixing a reasonable compensation for mutual assistance in the payment of annuities.

VI. ASSISTANCE AUX FEMMES
EN COUCHES*Paragraphe 36.*

Le remboursement aux caisses d'assurance-maladie des prestations accordées aux femmes en couches incombe au Gouvernement sur le territoire duquel la caisse d'assurance-maladie a son siège. Les instructions nécessaires seront données à cet effet aux services compétents des deux Parties.

Le règlement de comptes concernant les allocations aux femmes en couches remboursées jusqu'au 31 mars 1922, s'effectuera par ailleurs conformément aux principes directeurs du Protocole final du 3 juin 1921.

VII. ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS

Paragraphe 37.

Les organes d'assurance intéressés s'entendront, le plus tôt possible, au sujet de l'utilisation réciproque des établissements hospitaliers et des maisons de santé, soit aux conditions fixées par les contrats entre ces établissements et certains organes d'assurance du Reich allemand, soit aux conditions généralement accordées par ces établissements aux organes des assurances sociales ; les arrangements intervenus devront être communiqués aux autorités de contrôle.

Paragraphe 38.

La caisse de pensions I des ouvriers des Chemins de fer du Reich accepte de recevoir dans ses maisons de santé actuellement existantes, contre remboursement des frais effectifs et jusqu'à concurrence du nombre de places disponibles, les ouvriers assurés auprès de la caisse de pensions A de la direction des Chemins de fer du Territoire de la Sarre.

VIII. CONTENTIEUX.

A. ASSURANCE-ACCIDENTS.

Paragraphe 39.

Les organes et les autorités d'assurance du Territoire de la Sarre connaissent de toutes les

VI. MATERNITY BENEFIT.

Paragraphe 36.

The refunding of maternity benefits to the Sickness Insurance Funds shall devolve upon the Government in whose territory the Sickness Insurance Funds concerned have their head offices. The necessary executive provisions shall be notified by either side to the competent authorities.

The settlement of accounts in regard to maternity benefits refunded up to March 31, 1922, shall be carried out in accordance with the principles laid down in the Final Protocol of June 3, 1921.

VII. HOSPITALS.

Paragraphe 37.

In view of the fact that sanatoria and hospitals are used by both parties, either as the result of agreements concluded between such institutions and insurances institutes in the German Reich, or by reason of some other arrangement by which these institutions grant special facilities to social insurance institutes, the insurance institutes concerned shall get into touch with one another as soon as possible, and shall inform the supervising authorities of any proposals which have been agreed upon.

Paragraphe 38.

Pension Fund I of the Reich Railway Workers is prepared to admit workers insured with Pension Fund A of the Administration of the Saar Railways in the Saar Territory to the existing hospitals and institutions, so far as accommodation permits, on payment of actual expenses.

VIII. SETTLEMENT OF DISPUTES.

A. INSURANCE AGAINST ACCIDENTS.

Paragraphe 39.

The insurance institutes and insurance authorities in the Saar Territory shall decide all

demandes d'indemnité relatives à des accidents qui surviennent dans le Territoire de la Sarre.

claims for compensation arising out of accidents which have occurred in the Saar Territory.

Paragraphe 40.

Lorsqu'un litige surgit en matière d'assurance-accidents (notamment dans les cas prévus aux paragraphes 660, 667, 668, 1706, 1736 du Code des assurances du Reich), au sujet de la question de savoir si un organe d'assurance du Territoire de la Sarre ou un organe d'assurance allemand est compétent, l'affaire est soumise à la décision d'un tribunal arbitral. La décision du tribunal arbitral est définitive; elle est obligatoire pour toutes les autorités administratives et judiciaires. Le tribunal arbitral statue même dans les cas prévus au paragraphe 1740 du Code des assurances du Reich, lorsque des organes d'assurance du Territoire de la Sarre et des organes d'assurance allemands participent à la procédure de répartition.

Le tribunal arbitral se compose de deux arbitres et d'un surarbitre; chacun des organes d'assurance intéressés désigne un arbitre. Le surarbitre est choisi par les organes d'assurance intéressés. Si ces derniers ne peuvent s'entendre, le surarbitre est désigné, à tour de rôle, par le Président de l'Office des assurances du Reich et le président de l'Institut régional d'assurances du Territoire de la Sarre; le premier surarbitre sera désigné par le président de l'Office des assurances du Reich. Les organes d'assurance allemands communiquent la décision du tribunal arbitral à l'Office des assurances du Reich et les organes d'assurance du Territoire de la Sarre à l'Office régional d'assurances pour le Territoire de la Sarre.

Les administrations publiques et les organes d'assurances sont tenus de donner suite aux requêtes qui leur seront adressées par le tribunal arbitral. Pour autant que la décision du tribunal arbitral ne met pas les frais à la charge de l'une des Parties intéressées, ils seront répartis, par moitié, entre le Reich et la Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre.

Paragraphe 41.

Lorsqu'un organe d'assurance a accordé des secours provisoires à un assuré, l'organe d'assurance déclaré compétent est tenu de lui rembourser intégralement ces dépenses.

No. 1629

Paragraph 40.

Should a dispute arise in the matter of accident insurance (more particularly in the cases mentioned in paragraphs 660, 667, 668, 1706, 1736 of the Reich Insurance Regulations) as to whether an insurance institute in the Saar Territory or a German insurance institute is competent, the question shall be submitted for decision to an arbitral tribunal. The latter's decision shall be final and binding on all the authorities and courts. The arbitral tribunal shall be competent to pass decisions, even in the cases mentioned in paragraph 1740 of the Reich Insurance Regulations, if insurance institutes in the Saar Territory and German insurance institutes are parties in the procedure for the division of liabilities.

The arbitral tribunal shall consist of two arbitrators, appointed respectively by the insurance institutes concerned, and of an umpire, who shall be chosen by the said insurance institutes. If the latter cannot agree, the umpire shall be chosen in turn by the President of the Reich Insurance Office and the President of the State Insurance Office for the Saar Territory, in the order named. The German insurance institutes shall communicate the decision of the arbitral tribunal to the Reich Insurance Office and the insurance institutes in the Saar Territory to the State Insurance Office for the Saar Territory.

The public authorities and the insurance institutes shall be bound to comply with requests from the arbitral tribunal. Unless the costs are given against one of the parties by decision of the arbitral tribunal, they shall be paid in equal shares out of the funds of the Reich and of the Governing Commission of the Saar Territory.

Paragraph 41.

If an insurance institute has granted temporary relief to an insured person, the insurance institute which is declared liable shall be bound to refund such expenditure in full.

B. ASSURANCE-MALADIE, ASSURANCE-INVALIDITÉ, ASSURANCE EN FAVEUR DES EMPLOYÉS PRIVÉS ET CAISSE DES PENSIONS MINIÈRES.

Paragraphe 42.

Tout litige au sujet du montant de la rente est soumis à la décision de l'Office supérieur d'assurance compétent du territoire où se trouve le siège de l'organe d'assurance dont les calculs sont contestés. En ce qui concerne la compétence de l'Office supérieur d'assurance, il convient d'appliquer les dispositions générales (paragraphe 1678 du Code des assurances du Reich). La même disposition s'applique, *mutatis mutandis*, à l'assurance en faveur des employés privés. Le paragraphe 1693 du Code des assurances du Reich, le paragraphe 269 de la loi sur l'assurance en faveur des employés privés et le paragraphe 285 de la loi sur l'assurance des employés qui est en vigueur dans le Territoire de la Sarre, sont applicables.

Paragraphe 43.

Si l'assuré, au moment où il formule la demande, réside dans l'un des deux territoires, et s'il est, ou était en dernier lieu, occupé sur l'autre territoire, il a le choix, en cas de litige au sujet des prestations de l'assurance-maladie, de s'adresser à l'Office d'assurance du lieu de sa résidence, à celui du lieu où il est actuellement occupé ou, enfin, à celui du lieu où il était occupé en dernier lieu. Si plusieurs offices d'assurance sont compétents, aux termes de la présente disposition, la décision appartient à l'Office d'assurance auquel l'intéressé s'est adressé en premier lieu.

Une caisse d'assurance-maladie de l'un des deux territoires peut être condamnée à une prestation, nonobstant le fait qu'en vertu de l'alinéa *rer*, il appartient à un office d'assurance de l'autre territoire ou à une instance de recours supérieure, de trancher le litige. Ces décisions sont réciproquement reconnues comme exécutoires. Les administrations publiques des deux territoires se prêteront un concours mutuel en vue de l'exécution des décisions.

Paragraphe 44.

Si plusieurs caisses d'assurance-maladie de l'un et l'autre territoires sont parties à un

B. SICKNESS INSURANCE, INVALIDITY INSURANCE, EMPLOYEES' INSURANCE, AND MINERS' PENSION INSURANCE.

Paragraph 42.

Any dispute concerning the amount of a pension shall be submitted for decision to the competent superior Insurance Offices in the territory in which the insurance institute whose assessment is disputed has its headquarters. As regards the competence of the superior Insurance Office, the general principles laid down (paragraph 1678 of the Reich Insurance Regulations) shall be applied. This shall apply also *mutatis mutandis* to employees' insurance. Paragraph 1693 of the Reich Insurance Code, paragraph 269 of the law concerning employees' insurance, and paragraph 285 of the law concerning employees' insurance in force in the Saar Territory shall be applicable.

Paragraph 43.

If, when submitting the application, the insured person is living in one of the two territories, and if he is or was last employed in the other territory, he shall have the choice, in the case of disputes concerning sickness insurance benefits, of applying to the Insurance Office in his place of residence, the Office in the place in which he is employed, or the Office in the place in which he was last employed. If, under the terms of this provision, several Insurance Offices are responsible, the decision shall rest with the one to which the insured person first applied.

A sick fund in one of the two territories may still be obliged to grant a benefit, even if under paragraph 1, the decision in regard to the dispute rests with an insurance office in the other territory or a higher instance of appeal. Such decisions shall be recognised by both parties as executory. The public authorities in the two territories shall accord one another mutual legal assistance in the execution of decisions.

Paragraph 44.

If several sick funds in both territories are parties to a dispute under paragraphs 258

litige, en vertu des paragraphes 258 et 405, alinéa 2, du Code des assurances du Reich, l'office d'assurance compétent est désigné par l'Office d'assurance du Reich, après entente avec l'Office régional d'assurance du Territoire de la Sarre.

Paragraphe 45.

Lorsque le litige porte sur la question de savoir si les cotisations de l'assurance-invalidité pour des assurés déterminés doivent être versées à un organe d'assurance allemand ou à un organe d'assurance du Territoire de la Sarre, l'affaire est soumise, à la demande des intéressés, à l'Office d'assurance du Reich qui décide après entente avec l'Office régional d'assurance du Territoire de la Sarre. Les mêmes prescriptions s'appliquent, *mutatis mutandis*, à l'assurance en faveur des employés privés et aux caisses de pensions minières.

Paragraphe 46.

Lorsqu'il surgit entre un office d'assurance allemand et un office d'assurance du Territoire de la Sarre un litige fondé sur le paragraphe 1640 du Code des Assurances du Reich, le différend est tranché par l'Office d'assurance du Reich, après entente avec l'Office régional d'assurance du Territoire de la Sarre. Les mêmes prescriptions s'appliquent, *mutatis mutandis*, à l'assurance en faveur des employés privés et aux caisses de pensions minières.

C. DISPOSITIONS DE TRANSITION.

Paragraphe 47.

Les litiges pendants devant la Chambre mixte ou le Sénat mixte à la date de l'entrée en vigueur du présent arrangement, seront réglés d'après les dispositions sur la procédure mixte, applicables jusqu'à présent (cf. paragraphe 55 de l'Arrangement de Francfort et son annexe).

Les litiges qui, pour cause de doute au sujet de la compétence, n'ont pas été tranchés d'après la procédure antérieure de la juridiction mixte, seront réglés d'après les dispositions des paragraphes 39 à 46.

and 405, sub-paragraph 2, of the Reich Insurance Regulations, the competent insurance office shall be appointed by the Reich Insurance Office, after consultation with the State Insurance Office for the Saar Territory.

Paragraph 45.

In the case of a dispute as to whether invalidity insurance contributions for specific persons are to be paid to German insurance institutes or insurance institutes in the Saar Territory, the matter shall upon request be submitted to the Reich Insurance Office, which shall give a decision after consultation with the State Insurance Office for the Saar Territory. The same shall apply *mutatis mutandis* in the case of employees' insurance and miners' pension insurance.

Paragraph 46.

Should a dispute arise between a German Insurance Office and an Insurance Office in the Saar Territory, under paragraph 1640 of the Reich Insurance Regulations, it shall be settled by the Reich Insurance Office after consultation with the State Insurance Office for the Saar Territory. The same shall apply *mutatis mutandis* in the case of employees' insurance and miners' pension insurance.

C. TRANSITIONAL PROVISIONS

Paragraph 47.

Disputes pending before the Mixed Chamber or the Mixed Senate on the entry into force of the present Agreement shall be settled in accordance with the provisions concerning mixed procedure hitherto applicable (Cf. paragraph 55 of the Frankfurt Agreement and the Annex thereto).

Disputes which, owing to doubt concerning the question of competence, have not been settled in accordance with the procedure before the mixed Chamber of Senate hitherto in force, shall be settled in accordance with the provisions of paragraphs 39 to 46.

IX. DISPOSITIONS FINALES

Paragraphe 48.

La Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre et le Gouvernement allemand constatent, d'un commun accord, que toutes les obligations découlant du règlement des prestations, selon le présent arrangement, n'existent qu'entre les organes d'assurance.

Paragraphe 49.

Les autorités administratives et judiciaires du Reich allemand et du Territoire de la Sarre se prêteront un concours mutuel, dans la mesure où le prévoient les paragraphes 115, 116, 117 du Code des assurances du Reich, les paragraphes 318, 319 de la loi sur l'assurance en faveur des employés privés et les paragraphes 322, 323 de la loi sur l'assurance des employés qui est en vigueur dans le Territoire de la Sarre. A cet effet, les organes d'assurance sont autorisés à communiquer directement entre eux et avec les autorités d'assurance.

Paragraphe 50.

Lorsqu'un recours est exercé dans un litige touchant à l'une des branches des assurances sociales, les délais légaux seront considérés comme ayant été observés même lorsque l'acte de recours aura été adressé à une autorité ou un organe des assurances sociales de l'autre territoire, à la condition toutefois que le recours ait été exercé en temps utile. Dans ce cas, l'acte de recours (*Rechtsmittelschrift*) devra être transféré immédiatement à l'autorité compétente.

Paragraphe 51.

Tous les dossiers et toutes les pièces concernant des affaires d'assurances sociales encore pendantes et relatives au Territoire de la Sarre ou à des droits de ses habitants, devront être expédiés directement par les autorités du Reich allemand aux autorités compétentes du Territoire de la Sarre. De même, les dossiers et les pièces concernant les affaires déjà réglées devront être transmis directement, sur leur demande, aux autorités compétentes du Territoire de la Sarre.

IX. FINAL PROVISIONS.

Paragraph 48.

The Governing Commission of the Saar Territory and the German Government jointly declare that all obligations arising out of the settlement in regard to liabilities in accordance with the present Agreement shall exist exclusively between the insurance institutes.

Paragraph 49.

The authorities in the territory of the German Government and in the Saar Territory shall give one another mutual legal assistance as provided in paragraphs 115, 116 and 117 of the Reich Insurance Regulations, paragraphs 318 and 319 of the law concerning employees' insurance, and paragraphs 322 and 323 of the law concerning employees' insurance in force in the Saar Territory. For this purpose the insurance institutes shall be authorised to communicate direct with one another and with the insurance authorities.

Paragraph 50.

If an appeal in matters concerning any branch of social insurance has been lodged within the prescribed time-limit, the legal term shall be deemed to have been observed even if the appeal was lodged with an authority or a social insurance institute in the other territory. In such cases the notice of appeal (*Rechtsmittelschrift*) shall be forwarded at once to the competent office.

Paragraph 51.

All files and documents relating to social insurance cases still pending, which concern the Saar Territory or the rights of its inhabitants, shall be forwarded direct by the authorities in the German Reich to the competent authorities in the Saar Territory.

Similarly, files and documents relating to cases already settled shall be forwarded on request direct to the competent authorities in the Saar Territory.

Paragraphe 52

Il est entendu que tous les différends qui pourraient surgir à l'occasion de l'application du présent accord seront réglés conformément aux dispositions du N° XVI du Protocole final de Berlin, en date du 3 juin 1921.

Paragraphe 53.

Le présent accord entrera en vigueur le premier jour du mois qui suivra sa publication dans le Journal officiel (*Amtsblatt*) de la Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre et dans le Bulletin des lois du Reich (*Reichsgesetzblatt*).

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont signé le présent accord et l'ont revêtu de leur sceau.

Fait en double expédition, à Heidelberg, le 13 octobre 1927.

(Signé) Dr THISSEN.

(Signé) SCHERESCHEWSKY.

(Signé) A. GRIESER.

ANNEXE

ACCORD

ENTRE LA « RENTENZUSCHUSSKASSE » DE LA DIRECTION DES CHEMINS DE FER DU TERRITOIRE DE LA SARRE ET LES CAISSES DE PENSION I ET II, SECTION B, DES OUVRIERS DES CHEMINS DE FER DU REICH.

Paragraphe 1.

Les Caisses contractantes estiment qu'il convient de relever, dans une mesure raisonnable

No. 1629

Paragraph 52.

It is agreed that disputes which may arise out of the present Agreement shall be settled in accordance with the provisions of No. XVI of the Final Protocol of Berlin, dated June 3, 1921.

Paragraph 53.

The present Agreement shall come into force on the first day of the month following its publication in the Official Gazette (*Amtsblatt*) of the Governing Commission of the Saar Territory and in the Reich Legal Gazette (*Reichsgesetzblatt*).

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries, having communicated their full powers, found in good and due form, have signed the present Agreement and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Heidelberg, October 13, 1927.

(L. S.) Dr. THISSEN.

(L. S.) SCHERESCHEWSKY.

(L. S.) A. GRIESER.

ANNEX

AGREEMENT

BETWEEN THE "RENTENZUSCHUSSKASSE" OF THE RAILWAYS ADMINISTRATION OF THE SAAR TERRITORY AND THE REICH RAILWAY WORKERS' PENSION FUNDS I AND II, SECTION B.

Paragraph 1.

The Contracting Workers' Pension Funds consider it necessary to raise by a reasonable

ble, les rentes supplémentaires des « anciens retraités » (*Altrentner*), ainsi que les rentes supplémentaires des veuves et orphelins, survivants d'anciens retraités (*Altrentner-Hinterbliebene*), qui sont actuellement versées par la *Rentenzuschusskasse* de la direction des Chemins de fer du Territoire de la Sarre, conformément aux dispositions de ses statuts en date du 30 septembre 1925 (Tableau D).

Seront considérés comme « anciens retraités » (*Altrentner*) et comme « survivants d'anciens retraités » (*Altrentner-Hinterbliebene*), au sens du présent Accord, les retraités titulaires d'une rente supplémentaire et ceux des survivants des anciens membres de la Section B des Caisses de pension I et II des ouvriers des Chemins de fer du Reich, qui sont titulaires d'une rente supplémentaire de veuves ou d'orphelins, de même que les personnes qui ont déjà droit à une rente de cette catégorie, à la condition que les intéressés aient eu leur résidence dans le Territoire de la Sarre à la date du 1^{er} juin 1923.

Paragraphe 2.

Sans préjudice des thèses juridiques réciproques, les caisses de pension I et II, Section B, des ouvriers des Chemins de fer du Reich, désireuses d'améliorer la situation de tous les « anciens retraités » et de leurs survivants, mettent à la disposition de la *Rentenzuschusskasse*, à titre d'avance sur les sommes qui pourraient éventuellement revenir à cette dernière lors du règlement de compte, certaines subventions courantes, sans toutefois reconnaître de ce fait, ni quant au principe, ni quant au montant, un droit quelconque de la *Rentenzuschusskasse* au solde actif qui pourrait être constaté en cas de règlement de compte.

Paragraphe 3.

La *Rentenzuschusskasse* continuera à prendre à sa charge les rentes actuellement servies. Les subventions des caisses de pensions I et II, Section B, des ouvriers des Chemins de fer du Reich serviront à accorder aux « anciens retraités » et aux « survivants d'anciens retraités », à partir du 1^{er} octobre 1926, des allocations correspondant à celles de la classe II (*Rentenklasse II*) du barème appliqué depuis le 1^{er} janvier 1924 par les caisses de pension I et II,

amount the supplementary pensions of old annuitants (*Altrentner*) and of widows and orphans, dependants of old annuitants (*Altrentner-Hinterbliebene*) at present paid by the *Rentenzuschusskasse* of the Railways Administration of the Saar Territory in conformity with its statutes of September 30, 1925 (Table D).

Old annuitants (*Altrentner*) and dependants of old annuitants (*Altrentner-Hinterbliebene*), for the purposes of the present Agreement, shall be taken to mean persons living in the Saar Territory on June 1, 1923, and in receipt of supplementary pensions, or of supplementary pensions for widows or orphans, dependants of former members of Section B of the Reich Railway Workers' Pension Funds I and II, or persons already entitled to such pensions.

Paragraph 2.

Without prejudice to the legal conceptions of either party, Pension Funds I and II, Section B, of the Reich Railway Workers, being desirous of improving the position of all old annuitants and their surviving dependants, will place at the disposal of the *Rentenzuschusskasse*, as an advance on account of sums which may eventually fall to the latter as a result of the final settlement of accounts, certain current allowances, without however admitting thereby, as regards the principle or the amount, any claim of the *Rentenzuschusskasse* in respect of a balance resulting from the settlement of accounts.

Paragraph 3.

The *Rentenzuschusskasse* shall continue to be responsible for the annuities at present payable. The subsidies contributed by the Reich Railway Workers' Pension Funds I and II, Section B, shall be employed to pay old annuitants and the surviving dependants of old annuitants as from October 1, 1926, allowances corresponding to those of Class II (*Rentenklasse II*) of the scale applied since January 1, 1924, by Pension Funds I and II, Section B of the

Section B, des ouvriers des Chemins de fer du Reich. Les rentes qui seront allouées en vertu de la présente disposition ne devront toutefois, en aucun cas, être supérieures aux rentes de la même classe, calculées d'après le barème de la *Rentenzuschusskasse* applicable aux « nouveaux retraités » (*Neurentner*).

Paragraphe 4.

La *Rentenzuschusskasse* s'engage de son côté à assurer aux « anciens retraités » et à leurs survivants, à l'avenir également, des allocations ayant un pouvoir d'achat au moins égal à celui des allocations qu'elle versait aux anciens retraités à la date du 1^{er} octobre 1926 ; les calculs nécessaires seront établis sur la base de l'indice officiel du coût de la vie qui est élaboré par l'Office de Statistique de la Ville de Saarbruck. Le cours de conversion (Reichsmark : francs) sera fixé de temps à autre, sous forme d'un rapport simple, sur la base du cours coté à la Bourse de Berlin.

Paragraphe 5.

Pendant la durée de validité du présent accord, la *Rentenzuschusskasse* ne fera pas usage de son droit statutaire de retirer la rente supplémentaire aux « anciens retraités » et à leurs survivants.

Paragraphe 6.

La *Rentenzuschusskasse* fera parvenir aux caisses de pensions I et II, section B, des ouvriers des Chemins de fer du Reich, aussitôt que possible, une liste des personnes auxquelles elle sert des rentes ; cette liste indiquera depuis combien d'années l'intéressé est membre de la caisse ; elle mentionnera également le montant des rentes qui leur étaient servies à la date du 1^{er} octobre 1926.

Les modalités du paiement et celles du règlement de compte feront l'objet d'un arrangement direct entre les directions des caisses.

Paragraphe 7.

Les caisses contractantes se réservent le droit de dénoncer le présent accord pour le dernier

Reich Railway Workers. Annuities paid in virtue of this provision shall not, however, be higher than annuities of the same class assessed according to the *Rentenzuschusskasse* scale applicable to new annuitants (*Neurentner*).

Paragraph 4.

The *Rentenzuschusskasse* henceforward undertakes for its part to grant old annuitants and surviving dependants of old annuitants allowances, the purchasing power of which shall be at least equal to that of the allowances which it paid to old annuitants on October 1, 1926 ; the basis taken shall be the official cost of living index established by the Statistical Office of the Town of Saarbruck. The rate of conversion (Reichsmark : francs) shall be fixed from time to time in a simple ratio according to the rates on the Berlin Exchange.

Paragraph 5.

As long as the present Agreement remains in force, the *Rentenzuschusskasse* shall not exercise its statutory right to withdraw supplementary annuities payable to old annuitants and their surviving dependants.

Paragraph 6.

The *Rentenzuschusskasse* shall communicate to Pension Funds I and II, Section B of the Reich Railway Workers as soon as possible a list of the persons to whom it is paying annuities, with a note showing how long they have been members of the Fund and the amount of the annuities paid to them up to October 1, 1926.

The method of payment and the procedure in regard to the settlement of accounts shall form the subject of a direct agreement between the Boards of the Funds.

Paragraph 7.

The Contracting Parties reserve the right at any time to denounce the present Agreement

jour d'un mois, moyennant préavis de trois mois.

Caisses de pensions I et II, Section B, des ouvriers des Chemins de fer du Reich.

Direction de la Caisse de pension I des ouvriers des Chemins de fer du Reich.

BERLIN, le 23 août 1927.

(Signature.)

Caisse de pension II des ouvriers des Chemins de fer du Reich.

(Signature.)

Rentenzuschkasse de la Direction des Chemins de fer du Territoire de la Sarre.

SARREBRUCK, le 5 septembre 1927.

(Signature.)

as from the last day of a month, by notifying their intention three months in advance.

Reich Railway Workers' Pension Funds I and II, Section B.

Board of the Reich Railway Workers Pension Fund I.

BERLIN, August 23, 1927.

(Signature.)

Reich Railway Workers' Pension Fund II.

(Signature.)

Rentenzuschkasse of the Railways Management of the Saar Territory.

SAARBRUCK, September 5, 1927.

(Signature.)

N° 1630.

FRANCE
ET COMMISSION DE
GOUVERNEMENT DU
TERRITOIRE DE LA SARRE

Déclaration au sujet de la " Cautio
judicatum solvi ". Signée à Paris,
le 14 décembre 1927.

FRANCE
AND SAAR TERRITORY
GOVERNING COMMISSION

Declaration regarding the " Cautio
judicatum solvi ". Signed at Paris,
December 14, 1927.

N^o 1630. — DÉCLARATION ¹ FRANCO-SARROISE, AU SUJET DE LA
CAUTIO JUDICATUM SOLVI. SIGNÉE A PARIS, LE 14 DÉCEMBRE
1927.

Texte officiel français communiqué par le président de la Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 30 janvier 1928.

LA COMMISSION DE GOUVERNEMENT DU TERRITOIRE DE LA SARRE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, désireux de faciliter à l'avenir la solution des actions portées devant les tribunaux français par les habitants de la Sarre, et devant les tribunaux sarrois par les Français, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Il ne sera exigé des habitants de la Sarre qui auraient à poursuivre une action en France ou dans les colonies françaises, comme demandeurs principaux ou intervenants, aucun droit, caution ou dépôt auxquels ne seraient pas soumis les Français, conformément aux lois françaises.

Réciproquement, il ne sera exigé des Français qui auraient à poursuivre une action dans le Territoire de la Sarre, comme demandeurs principaux ou intervenants, aucun droit, dépôt ou caution auxquels ne seraient pas soumis les habitants de la Sarre, d'après les lois en vigueur dans ce territoire.

Article 2.

La même règle s'applique au versement qui serait exigé des demandeurs ou intervenants pour garantir les frais judiciaires, conformément à l'article 85 de la loi allemande sur les frais de justice en vigueur dans la Sarre.

¹ Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1928.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1630. — FRANCO-SAAR DECLARATION² REGARDING THE
CAUTIO JUDICATUM SOLVI. SIGNED AT PARIS, DECEMBER 14,
1927.

*French official text communicated by the President of the Saar Territory Governing Commission.
The registration of this Declaration took place January 30, 1928.*

THE GOVERNING COMMISSION OF THE SAAR TERRITORY and THE GOVERNEMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, being desirous of facilitating in future the settlement of actions brought before the French courts by the inhabitants of the Saar and before the Saar courts by French nationals, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Inhabitants of the Saar Basin who bring an action in France or in the French colonies as plaintiffs or interveners shall not be required to make any payment or to furnish any security or deposit other than those to which French nationals are liable, in conformity with French law. "Conversely, French nationals who bring an action in the Saar Territory as plaintiffs or interveners shall not be required to make any payment or to furnish any deposit or security other than those to which the inhabitants of the Saar Basin are liable, in accordance with the laws in force in the Territory.

Article 2.

The same rule shall apply to the payment required of plaintiffs or interveners for the purpose of covering judicial costs, in conformity with Article 85 of the German law concerning legal costs, in force in the Saar Territory.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Came into force January 1, 1928.

Article 3.

La qualité d'habitant du Territoire de la Sarre, prévue dans la présente convention, a été définie par l'ordonnance de la Commission de gouvernement du 15 juin 1921, publiée au *Journal officiel* de la Commission de gouvernement en date du 25 juin 1921, page 92.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 14 décembre 1927.

*Pour la Commission de gouvernement
du Territoire de la Sarre :*

*Le Président de la Commission de gouvernement,
chargé des Affaires extérieures,
(Signé) E. C. WILTON.*

*Pour le Gouvernement de la République
française :*

*Le Ministre des Affaires étrangères:
(Signé) A. BRIAND.*

Article 3.

The definition of inhabitant of the Saar Territory within the meaning of the present Convention was laid down by the Governing Commission's decree of June 15, 1921, published in the *Official Journal* of the Governing Commission, dated June 25, 1921, page 92.

Done in duplicate at Paris, December 14, 1927.

*For the Governing Commission of the Saar
Territory :*

*The Chairman of the Governing Commission,
in charge of External Affairs,
(Signed) E. C. WILTON.*

For the Government of the French Republic :

*The Minister for Foreign Affairs :
(Signed) A. BRIAND.*

N° 1631.

**FRANCE
ET COMMISSION DE
GOUVERNEMENT DU
TERRITOIRE DE LA SARRE**

Déclaration au sujet de l'assistance
judiciaire. Signée à Paris, le 14
décembre 1927.

**FRANCE
AND SAAR TERRITORY
GOVERNING COMMISSION**

Declaration regarding Legal Assis-
tance. Signed at Paris, December
14, 1927.

N^o 1631. — DÉCLARATION ¹ FRANCO-SARROISE AU SUJET DE L'ASSISTANCE JUDICIAIRE. SIGNÉE A PARIS, LE 14 DÉCEMBRE 1927.

Texte officiel français communiqué par le président de la Commission de gouvernement du Territoire de la Sarre. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 30 janvier 1928.

Les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont arrêté d'un commun accord et déclaré ce qui suit :

Article premier.

Les citoyens français sur le Territoire du Bassin de la Sarre, et les habitants du Territoire du Bassin de la Sarre en France, jouiront réciproquement du bénéfice de l'assistance judiciaire, comme les nationaux eux-mêmes, en se conformant à la loi du pays dans lequel l'assistance sera réclamée.

Article 2.

Le certificat d'indigence sera délivré à l'étranger qui demande l'assistance, par les autorités de sa résidence habituelle.

S'il ne réside pas dans le pays où la demande est formée, le certificat d'indigence sera approuvé et légalisé gratuitement par l'agent diplomatique ou par un consul du pays où le certificat doit être produit.

Lorsque l'étranger réside dans le pays où la demande est formée, des renseignements pourront, en outre, être pris auprès des autorités de l'Etat auquel il appartient.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 14 décembre 1927.

*Pour la Commission de gouvernement
du Territoire de la Sarre :*

*Le président de la Commission de gouvernement,
chargé des Affaires extérieures :*

(Signé) E. C. WILTON.

Pour le Gouvernement de la République française :

Le Ministre des Affaires étrangères,

(Signé) A. BRIAND.

¹ Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1928.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1631. — FRANCO-SAAR DECLARATION² REGARDING LEGAL ASSISTANCE. SIGNED AT PARIS, DECEMBER 14, 1927.

*French official text communicated by the President of the Saar Territory Governing Commission.
The registration of this Declaration took place January 30, 1928.*

The under-signed, duly authorised by their respective Governments, have jointly agreed as follows :

Article 1.

French citizens in the Saar Basin Territory and inhabitants of the Saar Basin Territory in France shall, provided they comply with the laws of the country in which assistance is applied for, be reciprocally entitled to the privilege of legal assistance in the same way as nationals.

Article 2.

The certificate proving inadequate means must be issued to the foreigner applying for assistance by the authorities in his habitual place of residence.

If he does not reside in the country in which the application is made, the certificate of inadequate means shall be approved and legalised free of charge by the diplomatic agent or by a consul of the country in which the certificate is to be produced.

When the foreigner resides in the country in which the application is made, information may also be applied for from the authorities of the State to which he belongs.

Done in duplicate at Paris, December 14, 1927.

*For the Governing Commission
of the Saar Territory :*

*The Chairman of the Governing Commission,
in charge of External Affairs,
(Signed) E. C. WILTON.*

For the Government of the French Republic :

*The Minister for Foreign Affairs,
(Signed) A. BRIAND.*

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Came into force January 1, 1928.

N° 1632.

FRANCE ET NORVÈGE

Accord relatif aux relations scientifiques, littéraires et scolaires. Signé à Paris, le 21 novembre 1927.

FRANCE AND NORWAY

Agreement regarding Scientific, Literary and Educational Relations. Signed at Paris, November 21, 1927.

N^o 1632. — ACCORD ENTRE LA FRANCE ET LA NORVÈGE, RELATIF
AUX RELATIONS SCIENTIFIQUES, LITTÉRAIRES ET SCOLAIRES.
SIGNÉ A PARIS, LE 21 NOVEMBRE 1927.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 30 janvier 1928.

Article premier.

Le présent accord a pour objet de développer entre la France et la Norvège les relations intellectuelles telles qu'elles se sont manifestées en fait jusqu'ici entre les deux pays, notamment par les cours et conférences échangés entre les universités françaises et norvégiennes, par la désignation de lecteurs dans ces universités, par l'envoi d'élèves et de professeurs dans des lycées français.

TITRE PREMIER. — ECHANGE DE PROFESSEURS ET DE LECTEURS.

Article 2.

En conséquence, les échanges de professeurs et de lecteurs feront désormais l'objet d'une organisation régulière entre la France et la Norvège. Cette organisation et les propositions en vue de ces échanges sont confiés à la commission instituée par l'article 12 du présent accord.

Article 3.

Pour les échanges de professeurs ou de lecteurs entre universités et autres établissements d'enseignement, les présentations seront faites à la commission précitée par les universités et autres établissements des deux pays.

Parmi les professeurs ou lecteurs d'échange pourront être également admises des personnalités ne faisant pas partie du personnel de l'enseignement officiel.

L'enseignement sera donné par ces professeurs, lecteurs et savants pendant une année scolaire normale ou un semestre. Il pourra consister en une série plus restreinte de leçons et de conférences sur un sujet limité.

Article 4.

Sur la proposition de la commission précitée, un enseignement annuel pourra être prolongé d'une ou plusieurs années pour les professeurs ou les lecteurs.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1632. — AGREEMENT BETWEEN FRANCE AND NORWAY, REGARDING SCIENTIFIC, LITERARY AND EDUCATIONAL RELATIONS. SIGNED AT PARIS, NOVEMBER 21, 1927.

French official text communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place January 30, 1928.

Article 1.

The aim of the present Agreement is to develop intellectual relations between France and Norway, such as have hitherto in fact existed between the two countries, in particular by exchanging courses and lectures between the French and Norwegian Universities, by appointing lecturers to these Universities, and by sending pupils and professors to French schools.

SECTION I. — EXCHANGE OF PROFESSORS AND LECTURERS.

Article 2.

Accordingly, exchanges of professors and lecturers shall henceforth be effected by means of a regular organisation between France and Norway. This organisation and proposals for exchanges shall be entrusted to the Committee set up under Article 12 of the present Agreement.

Article 3.

Names of professors or lecturers recommended for exchange between universities and other teaching establishments shall be submitted to the Committee referred to above by the universities and other establishments of both countries.

Persons not belonging to the official teaching staff may be included among the professors and lecturers who are exchangeable.

The instruction given by the professors, lecturers or savants shall cover a standard academic year or term. It may consist of a shorter course of lessons or lectures on a limited subject.

Article 4.

On the proposal of the above-mentioned Committee, the year's instruction given by professors or lecturers may be extended for one or more years.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 5.

L'enseignement donné à l'étranger sera compté aux professeurs classés exactement comme l'enseignement donné dans le pays d'origine, pour l'ancienneté, les promotions et les distinctions honorifiques.

Sauf en ce qui concerne l'administration intérieure et les questions du personnel, les professeurs et les lecteurs d'échange jouiront dans les universités et établissements d'enseignement supérieur, lycées et écoles, de toutes les prérogatives qui se concilient avec les lois et usages du pays.

Chaque année, le chef d'établissement adressera à la commission un rapport sur les résultats donnés par l'enseignement du professeur d'échange. Ce rapport sera communiqué au gouvernement du pays d'origine.

Article 6.

Dans la mesure où les lois et règlements du pays le permettent, les professeurs ou lecteurs enseignant à l'étranger pourront faire partie dans les mêmes conditions que les professeurs nationaux et, s'il y a lieu, avec les mêmes indemnités, des jurys des examens et concours de leur spécialité.

Article 7.

Les traitements et indemnités des professeurs ou lecteurs échangés seront déterminés par les règlements particuliers à chaque pays.

Article 8.

Le bénéfice de ces échanges pourra être étendu aux fonctionnaires des bibliothèques d'Etat entre la France et la Norvège.

TITRE II. — EQUIVALENCE DES EXAMENS ET TITRES UNIVERSITAIRES.*Article 9.*

Toute personne pourvue de l'« Artium » ou du « studenter-examen » norvégien peut bénéficier en France de l'équivalence du baccalauréat dans les conditions prévues par l'arrêté pris par le ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, le 16 novembre 1915.

Toute personne pourvue du « Kandidatexamen » norvégien peut bénéficier dans les Facultés françaises de droit, des sciences et des lettres de la dispense de la licence en vue du doctorat en droit, ès-sciences ou ès-lettres, dans les conditions prévues par le décret du 15 février 1921 et l'arrêté du 6 octobre 1924.

Article 10.

Toute personne munie du baccalauréat français pourra se faire immatriculer comme étudiant en Norvège et se présenter aux examens norvégiens dans les mêmes conditions que les norvégiens ou autres nationaux munis de titres étrangers correspondants.

Article 11.

Les deux articles précédents n'apportent aucun changement aux lois, décrets ou arrêtés concernant l'exercice de certaines professions ou l'accès de certaines carrières.

Article 5.

As regards seniority, promotion and honorary distinctions, teaching given abroad shall count, where regular professors or teachers are concerned, in exactly the same way as teaching given in the country of origin.

Except as regards internal administration and staff questions, exchange professors and lecturers shall enjoy in the universities and higher education establishments, colleges and schools, all privileges which are compatible with the national laws and customs.

Principals of universities, etc., shall send a yearly report to the Committee on the teaching given by exchange professors. This report shall be communicated to the Government of the country of origin.

Article 6.

In so far as is permissible under the national laws and regulations, professors or lecturers teaching abroad may, under the same conditions as national professors, sit on examination and competition boards dealing with their special subjects, and receive the same fees, if any.

Article 7.

The salaries and allowances of professors or lecturers who have been exchanged shall be fixed in accordance with the respective regulations in each country.

Article 8.

The benefit of these exchanges between France and Norway may be extended to State Library officials.

SECTION II. — EQUIVALENCE OF EXAMINATIONS AND UNIVERSITY DEGREES.

Article 9.

Subject to the conditions provided for in the decision given on November 16, 1915, by the Minister of Education and Fine Arts, the possession of the Norwegian "Artium" or "Studentexamen" shall be deemed in France to be equivalent to the possession of the "baccalauréat".

Subject to the conditions provided for in the decree of February 15, 1921, and the decision of October 6, 1924, persons possessing the Norwegian "Kandidatexamen" shall be exempted, in the French Faculties of law, science and literature, from the licentiate degree (*licence*) necessary for admission to the examinations for doctor of laws, science or literature.

Article 10.

Persons possessing the French *baccalauréat* may matriculate as students in Norway and may present themselves for Norwegian examinations under the same conditions as Norwegians or other nationals possessing equivalent foreign degrees.

Article 11.

The foregoing two Articles shall not entail any alteration in the laws, decrees or decisions concerning the exercise of certain professions or admission to certain careers.

TITRE III. — COMMISSION TECHNIQUE.

Article 12.

Il est créé une Commission technique permanente chargée d'étudier les questions se rapportant aux relations scientifiques et scolaires entre les deux pays et de proposer aux deux gouvernements les mesures propres à les développer.

Article 13.

Cette commission est divisée en deux sous-commissions, l'une siégeant à Oslo, l'autre à Paris ; chaque sous-commission est composée de six membres, dont un représentant de l'autre pays contractant. Les membres sont nommés respectivement pour chaque pays par le ministre de l'Instruction publique, après avis du ministre des Affaires étrangères de chaque pays. La liste française sera soumise à l'approbation du ministre des Affaires étrangères de Norvège, et réciproquement.

Les membres de la commission sont nommés pour trois ans et leur mandat peut être renouvelé.

Article 14.

Chaque sous-commission se réunira au moins une fois par an.

Article 15.

Les sous-commissions ont dans leurs attributions les échanges de professeurs, l'organisation pédagogique des échanges d'élèves de l'enseignement secondaire, la désignation des boursiers pour chaque pays et toutes questions qui leur seront soumises par leurs gouvernements respectifs. Elles pourront correspondre directement entre elles pour les propositions qu'elles auront à présenter.

Elles pourront faire appel, à titre consultatif, à la collaboration de personnalités particulièrement compétentes pour les questions à traiter.

PARIS, le 21 novembre 1927.

*Le ministre de l'Instruction publique
et des Beaux-Arts de France :*

ED. HERRIOT.

Le ministre de Norvège :

F. Wedel JARLSBERG.

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères.

Oslo, le 24 janvier 1928.

Pour le ministre,

Le Chef du Protocole :

W. Foss.

SECTION III. — TECHNICAL COMMITTEE.

Article 12.

A permanent technical Committee shall be set up to study questions affecting the scientific and scholastic relations between the two countries and to propose to the two Governments suitable measures for promoting such relations.

Article 13.

This Committee shall be divided into two Sub-Committees which shall meet at Oslo and Paris, respectively. Each Sub-Committee shall be composed of six members, one of whom shall be a representative of the other Contracting Party. The members for each country shall be appointed by the Minister of Education, after consultation with the Minister for Foreign Affairs of each country. The French list shall be submitted for approval to the Norwegian Minister for Foreign Affairs and *vice versa*.

The members of the Committee shall be appointed for three years ; their term of office may be renewed.

Article 14.

Each Sub-Committee shall meet at least once a year.

Article 15.

The Sub-Committees shall be empowered to deal with exchanges of professors, the organisation of exchanges of pupils in secondary schools so far as the teaching side is concerned, the selection of candidates for scholarships in each country, and all questions submitted to them by their respective Governments. As regards proposals they may be submitting, they may correspond direct with each other.

They may seek the co-operation, in an advisory capacity, of persons especially competent in the questions dealt with.

PARIS, *November 21, 1927.*

Ed. HERRIOT,
*French Minister of Education
and Fine Arts.*

F. Wedel JARLSBERG,
Norwegian Minister.

N° 1633.

GUATÉMALA ET ITALIE

Traité de commerce et de navigation.
Signé à Guatémala, le 15 septembre
1926.

GUATEMALA AND ITALY

Treaty of Commerce and Navigation.
Signed at Guatemala, September,
15, 1926.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 1633. — TRATTATO ¹ DI COMMERCIO E DI NAVIGAZIONE TRA IL REGNO D'ITALIA E LA REPUBBLICA DI GUATEMALA. FIRMATO IN GUATEMALA IL 15 SETTEMBRE 1926.

*Textes officiels espagnol et italien communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie.
L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 1^{er} février 1928.*

S. M. IL RE d'ITALIA e S. E. IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DI GUATEMALA, desiderosi di dare incremento alle relazioni economiche tra i due paesi, hanno deciso di concludere un trattato di Commercio e di Navigazione e, a tal fine, hanno nominato quali loro Plenipotenziari :

S. M. IL RE d'ITALIA :

il Signor Commendatore Nicola MACARIO, Commendatore della Corona d'Italia ed Ufficiale dei Santi Maurizio e Lazzaro, Suo Incaricato d'Affari in Guatemala.

S. E. IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA DI GUATEMALA :

il Signor Avvocato don Roberto LOWENTHAL, Suo Ministro per gli Affari Esteri,

I quali comunicatisi i rispettivi pieni poteri riconosciuti in buona e debita forma, hanno convenuto quanto segue :

Art. 1.

Vi sarà piena ed intera libertà di Commercio e di Navigazione fra i due Stati e fra i loro cittadini rispettivi, i quali potranno liberamente stabilirsi nel territorio dell'altro Stato.

Art. 2.

I cittadini di ognuna delle due Alte Parti contraenti non saranno soggetti, per l'esercizio del commercio, dell'industria e dei mestieri, nei porti, nelle città ed in qualsiasi altra località dell'altra parte contraente, sia che vi si stabiliscano, sia che vi risiedano temporaneamente, a diritti, imposte, tasse e patenti, sotto qualsiasi denominazione diversi o più onerosi di quelli che sono o saranno pagati dai nazionali o dai cittadini della Nazione più favorita ; ed i diritti, privilegi ed esenzioni immunità ed altri favori di qualsiasi natura, di cui godessero in materia di commercio, di industria, di mestieri, i cittadini di una delle parti contraenti o della Nazione più favorita, saranno comuni a quelli dell'altra parte.

Per l'esercizio delle professioni, tanto i cittadini italiani nel Guatemala che i cittadini Guatemalesi in Italia godranno della clausola della Nazione più favorita.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Guatemala, le 20 décembre 1927.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

N^o 1633. — TRATADO ¹ DE COMERCIO Y NAVEGACIÓN ENTRE EL REINO DE ITALIA Y LA REPÚBLICA DE GUATEMALA. FIRMADO EN GUATEMALA EL 15 DE SEPTIEMBRE DE 1926.

Spanish and Italian official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place February 1, 1928.

SU MAJESTAD EL REY DE ITALIA y el PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE GUATEMALA, deseosos de dar incremento a las relaciones económicas entre ambos países, han acordado celebrar, con tal propósito, un Tratado de Comercio y Navegación, y han nombrado con tal fin a sus respectivos Plenipotenciarios, a saber :

SU MAJESTAD EL REY DE ITALIA :

al Señor Nicola MACARIO, Comendador de la Orden de la Corona de Italia y Oficial de la Orden de los Santos Mauricio y Lázaro, Su Encargado de Negocios en Guatemala.

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE GUATEMALA :

al Señor Licenciado don Roberto LOWENTHAL, Ministro de Relaciones Exteriores ;

Los cuales, habiéndose comunicado sus respectivos plenos poderes y hallados en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes :

Art. 1.

Habrá plena y entera libertad de comercio y de navegación entre los dos países y entre los respectivos ciudadanos, los cuales podrán establecerse libremente en el territorio del otro país.

Art. 2.

Los ciudadanos de cada una de las dos Altas Partes contratantes no estarán sujetos, para el ejercicio del comercio, de las industrias y de los oficios en los puertos, en las ciudades o en cualquiera otra localidad de la otra parte contratante, sea que se establezcan, o sea que residan temporalmente, a derechos, impuestos, tasas o patentes, bajo cualquiera denominación, diferentes o más onerosos, de los que son o sean pagados por los nacionales o por los ciudadanos de la Nación más favorecida, y los derechos, privilegios, exenciones, inmunidades y otros favores de cualquiera naturaleza, de los cuales gozaren en materia de comercio, industria y oficios, los ciudadanos de una de las Partes contratantes o de la Nación más favorecida, serán comunes a los de la otra Parte.

Para el ejercicio de las profesiones, ya sean los ciudadanos guatemaltecos en Italia, como los ciudadanos italianos en Guatemala, gozarán de la cláusula de la Nación más favorecida.

¹ The exchange of ratifications took place at Guatemala, December 20, 1927.

Art. 3.

Per quanto concerne il diritto di acquistare, di possedere o di alienare beni mobili od immobili di dare o prendere in affitto terreni, case, botteghe, magazzini, i cittadini di ognuna delle Alte Parti contraenti godranno nel territorio dell'altra Parte, dei diritti spettanti ai nazionali o ai cittadini della Nazione più favorita, e non saranno assoggettati a tasse, imposte od oneri, sotto qualsiasi denominazione, diversi o maggiori di quelli che sono o saranno stabiliti per i nazionali.

Sono tuttavia riservate in quanto all'acquisto al possesso ed all'uso dei beni immobili, le eccezioni e le restrizioni che fossero stabilite per i sudditi stranieri dalla legislazione dei due paesi per riguardo alle sicurezzia dello Stato.

Il prodotto ricavato dalla vendita delle proprietà e dei beni in generale, potrà essere liberamente esportato dai cittadini di entrambi i paesi, senza ch'essi sieno costretti a pagare diritti diversi o più onerosi di quelli che i nazionali fossero tenuti a pagare in simili casi.

Art. 4.

I cittadini di ognuna delle due Alte Parti contraenti saranno esenti sul territorio dell'altra, da ogni servizio militare obbligatorio sia nell'esercito e nella marina, che nella guardia o milizia nazionale.

Essi saranno parimenti dispensati da qualsiasi funzione ufficiale, obbligatoria, giudiziaria amministrativa o municipale, da qualsiasi requisizione o prestazione militare, come da prestiti forzati ed altri oneri che fossero imposti per i bisogni di guerra o per altre circostanze eccezionali. Sono, però eccettuati gli oneri connessi al possesso od alla locazione di un bene immobile, come pure le prestazioni o le requisizioni militari alle quali i nazionali ed i cittadini della Nazione più favorita possono essere assoggettati come proprietari, fittavoli o locatari di beni immobili.

Art. 5.

I cittadini di una delle due Alte Parti Contraenti saranno, sul territorio dell'altra parte, interamente liberi di regolare i loro affari come i nazionali, sia personalmente, sia per mezzo di intermediari da loro scelti, senza essere tenuti a pagare remunerazioni o indennità ad agenti, commissari, ecc., di cui non intendessero valersi.

Essi avranno egualmente libero e facile accesso presso i tribunali di ogni grado e di ogni giurisdizione per far valere i loro diritti e per difendersi. Potranno a tale effetto servirsi di avvocati notai e di agenti che giudicheranno atti a difendere i loro interessi e godranno in generale rispetto ai rapporti giudiziari degli stessi diritti e degli stessi privilegi che sono e saranno accordati in avvenire ai nazionali.

Art. 6.

I commercianti e i fabbricanti e gli altri produttori di uno dei due paesi potranno nei territori dell'altro, tanto in persona, quanto per di viaggiatori di commercio, fare acquisti e raccogliere ordinazioni, con o senza campioni; e questi commercianti, fabbricanti e loro viaggiatori di commercio godranno del trattamento dei nazionali o di quello della Nazione più favorita in materia di imposte e di facilitazioni, quando, in tal modo, essi faranno acquisti o raccoglieranno ordinazioni.

Essi saranno muniti di una carta di legittimazione conforme al modello allegato al presente trattato e da rilasciarsi da una autorità a tal uopo designata rispettivamente da ciascuna delle parti.

Gli oggetti importati come campioni ai fini suaccennati saranno, in ognuno dei due paesi, ammessi temporaneamente in franchigia di dazio, conformemente ai regolamenti ed alle formalità

Art. 3.

En cuanto concierne al derecho de adquirir, poseer o enajenar bienes muebles o inmuebles de dar o tomar en arrendamiento terrenos, casas, tiendas o almacenes, los ciudadanos de cada una de las Altas Partes contratantes gozarán en el territorio de la otra Parte, de los derechos que se conceden a los nacionales o a los ciudadanos de la Nación más favorecida y no estarán sujetos a tasas, impuestos o gravámenes, bajo cualquiera denominación, diferentes o mayores que aquellos que están establecidos o se establezcan para los nacionales.

Sin embargo se reservan en cuanto al derecho de adquirir, poseer y usar de bienes inmuebles, las excepciones y las restricciones que fuesen establecidas para los súbditos extranjeros por la legislación de ambos países en cuanto concierne a la seguridad del Estado.

El producto recibido por la venta de sus propiedades y de sus bienes en general, podrá ser libremente exportado por los ciudadanos de ambos países sin estar obligados a pagar derechos diferentes o más onerosos de los que los nacionales estarían obligados a pagar en casos semejantes.

Art. 4.

Los ciudadanos de cada una de las dos Altas Partes contratantes estarán exceptuados en el territorio de la otra de todo servicio militar obligatorio, sea en el Ejército, sea en la Marina, sea en la Guardia o Milicia nacional.

Estarán igualmente dispensados de cualquiera función oficial obligatoria, judicial, administrativa o municipal, de cualquiera requisición o prestación militar, como de empréstitos forzosos y otros gravámenes que fuesen impuestos por necesidades de guerra o por otras circunstancias excepcionales. Pero están excluidos los gravámenes que procedan de la posesión o de la locación de bienes inmuebles, como también las prestaciones y requisiciones militares a las que los nacionales o ciudadanos de la Nación más favorecida pudieran estar sujetos como propietarios arrendatarios o inquilinos de bienes inmuebles.

Art. 5.

Los ciudadanos de cada una de las dos Altas Partes contractantes, serán en el territorio de la otra Parte, enteramente libres de arreglar sus negocios como los nacionales, sea personalmente o por medio de intermediarios de su elección, sin estar obligados a pagar remuneraciones o indemnizaciones a los agentes, comisionistas, etc., de quienes no quisieran valerse.

Ellos tendrán de la misma manera libre y fácil acceso a los Tribunales de cualquier grado y de cualquiera jurisdicción para hacer valer sus propios derechos y para defenderse. Podrán a tal efecto servirse de Abogados, Notarios y de Agentes que juzgaren aptos para defender sus propios intereses, y gozarán en general respecto a las relaciones judiciales de los mismos derechos y de los mismos privilegios que existan o sean acordados en lo futuro a los nacionales.

Art. 6.

Los comerciantes, fabricantes y productores de cada uno de ambos países podrán en el territorio del otro, así en persona como por medio de agentes viajeros, hacer adquisiciones y recoger pedidos, con o sin muestras, y estos comerciantes, fabricantes y sus viajantes de comercio gozarán del tratamiento de los nacionales o de la Nación más favorecida en materia de impuestos y facilidades, cuando de tal manera, ellos hagan adquisiciones y recojan pedidos.

Ellos estarán provistos de una carta de legitimación conforme al modelo agregado al presente Tratado y expedida por una Autoridad designada respectivamente para tal efecto por cualquiera de las dos Partes.

Los objetos importados como muestras para el fin arriba indicado, serán admitidos temporalmente en cada uno de los dos países en franquicia de aduanas, conforme a los reglamentos y

doganali stabilite per assicurarne la riesportazione o il pagamento dei diritti fissati, qualora non fossero riesportati nel termine contemplato dalla legge.

I contrassegni, timbri e suggelli apposti su detti campioni dalle autorità doganali di una delle parti contraenti, a scopo di identificazione, saranno riconosciuti sufficienti dalle autorità dell'altra Parte. Però se i campioni mancassero al loro arrivo dei suindicati contrassegni di identificazione o se questi contrassegni non apparissero sufficienti all'Amministrazione interessata, questa potrà applicare ai detti campioni un contrassegno supplementare, qualora ciò fosse ritenuto necessario, senza danneggiare i campioni e gratuitamente.

Il privilegio dell'ammissione temporanea in franchigia non potrà essere esteso agli oggetti che per il loro numero o il loro valore non possono essere considerati come campioni, e che per la loro natura non potrebbero essere comunque identificati al momento della riesportazione. La soluzione della questione di sapere se i campioni sono tali da poter essere ammessi in franchigia spetta in ogni modo alle autorità competenti del Paese nel quale la introduzione ha luogo.

Art. 7.

Le Società civili, commerciali, industriali e finanziarie, comprese le Società e gli Istituti pubblici di Assicurazione sulla vita umana, domiciliate nel territorio di una delle parti contraenti ed ivi legalmente costituite, conforme alle leggi rispettive, godranno nel territorio dell'altra, sotto ogni riguardo, del trattamento fatto alla nazione più favorita.

Le dette società ed istituti non dovranno essere sottoposti, per l'esercizio della loro attività, nel territorio dell'altra parte, ad imposte, diritti o tasse più elevate di quelle che sono o saranno percepite sulle Società ed Istituti del paese.

Art. 8.

I prodotti naturali o fabbricati di uno dei due paesi, sieno essi trasportati da navi delle due parti contraenti o da navi di qualsiasi altra nazionalità saranno trattati, all'importazione nell'altro, alla parità con quelli della nazione più favorita, tanto per ciò che riguarda la misura dei dazi e di ogni altra tassa o diritto, qualunque sia il titolo, quanto per ciò che riguarda le formalità doganali.

All'esportazione verso l'Italia non saranno riscossi in Guatemala e all'esportazione verso il Guatemala non saranno riscossi in Italia dazi di uscita e tasse o diritti d'altro genere diversi o più elevati di quelli riscossi alla esportazione dei medesimi prodotti verso il paese per tale rispetto più favorito.

Le merci d'ogni specie, in transito attraverso il territorio delle due alte parti contraenti, saranno reciprocamente esenti da qualsiasi diritto di transito, sia ch'esse transitino direttamente, sia che durante il transito debbano essere trasbordate o scaricate depositate e ricaricate. Esse non potranno in ogni caso essere per qualsiasi motivo sottoposte ad un trattamento meno favorevole di quello consentito per le merci in transito provenienti da qualsiasi terzo Stato.

Art. 9.

Le disposizioni del 1° e 2° comma dell'articolo precedente non sono applicabili :

- a) ai favori che ciascuna delle Alte Parti contraenti abbia accordato o sia per accordare eccezionalmente a paesi limitrofi per facilitare il traffico di frontiera;
- b) alle obbligazioni imposte all'una o all'altra Parte in seguito agli impegni di una unione doganale già stipulata o da stipulare in avvenire ;
- c) ai privilegi preferenziali che le due parti contraenti abbiano accordato o potranno accordare alle loro Colonie, Protettorati o Possedimenti rispettivi ;

formalidades aduaneras establecidos para asegurar la reexportación o el pago de los derechos fijados, cuando no fueran reexportados en el término fijado por la ley.

Las contraseñas, timbres o sellos puestos en dichas muestras por las autoridades aduaneras de una de la Partes contratantes con el objeto de identificarlas, serán reconocidos suficientes por la Autoridad de la otra Parte. Pero si las muestras careciesen a su llegada de la indicadas contraseñas de indentificación, o si estas contraseñas no pareciesen suficientes a la administración interesada, ésta podrá aplicar a dichas muestras una contraseña suplementaria cuando eso fuere reconocido necesario, sin dañar las muestras, y gratuitamente.

El privilegio de la admisión temporal en franquicia no podrá ser extendido a los objetos que por su número y valor no puedan ser considerados como muestras, o que, por su naturaleza, no pudieran ser indentificados en el momento de su reexportación. La solución de la cuestión de saber si las muestras son de naturaleza que puedan admitirse en franquicia, toca de todas maneras a las autoridades competentes del país en el cual tiene lugar la introducción.

Art. 7.

Las sociedades civiles, comerciales, industriales y financieras incluyendo las sociedades y las instituciones públicas de seguro sobre la vida humana, domiciliadas en el territorio de una de las Partes contratantes y legalmente constituidas allí, conforme a las leyes respectivas, gozarán en el territorio de la otra Parte, en todo caso, del tratamiento otorgado a la Nación más favorecida.

Dichas sociedades e instituciones no deben estar sometidas, en el ejercicio de sus actividades, en el territorio de la otra Parte, a impuestos, derechos o tasas más elevados de lo que son o sean percibidos de las sociedades o instituciones del país.

Art. 8.

Los productos naturales o fabricados de uno de los dos países que sean transportados por buques de las dos partes contratantes o por buques de cualquiera otra nacionalidad, serán tratados al entrar al otro, bajo el mismo pie que aquellos de la Nación más favorecida, tanto por lo que se refiere a los derechos de aduanas y a las tasas como a otros derechos e impuestos cualquiera que sea su naturaleza, como en cuanto se refiere a las formalidades aduaneras.

Por las exportaciones dirigidas a Italia no serán cobrados en Guatemala, y por las exportaciones dirigidas a Guatemala no serán cobrados en Italia, derechos de salida, impuestos o derechos de otro género diferentes o más elevados de los cobrados a la exportación de los mismos productos para el país más favorecido en ese respecto.

Las mercaderías de cualquier especie en tránsito en el territorio de las dos altas partes contratantes serán recíprocamente exoneradas de cualquier derecho de tránsito, sea que ellas transiten directamente, sea que durante el tránsito tengan que ser transbordadas o descargadas, depositadas y reembarcadas. Ellas no podrán en cualquier caso por ningún motivo ser tratadas de manera menos favorable que las mercaderías en tránsito procedentes de un tercer Estado.

Art. 9.

Las disposiciones del primero y segundo párrafo del artículo anterior no son aplicables :

- a) A favores que cualquiera de las Altas Partes contratantes haya acordado o esté por acordar, como una excepción, a países limítrofes para facilitar el tráfico de frontera ;
- b) A las obligaciones impuestas a una u otra Parte a consecuencia de compromisos adquiridos por uniones aduaneras ya estipuladas o para estipularse en lo futuro;
- c) A privilegios de preferencia que las dos Partes contratantes hayan acordado o puedan acordar a sus Colonias, Protectorados o Posesiones respectivas ;

d) ai favori che la Repubblica di Guatemala abbia concesso o concedesse in seguito, in base a trattati o stipulazioni speciali, esclusivamente alle altre Repubbliche del Centro America.

Art. 10.

Le Alte Parti contraenti s'impegnano a non ostacolare in alcun modo il commercio reciproco dei due Paesi con proibizioni o restrizioni di importazioni, di esportazioni o di transito.

Eccezioni a questa regola, in quanto sieno applicabili a tutti i Paesi o ai Paesi che si trovino nelle identiche condizioni, non potranno aver luogo che nei casi seguenti :

1° In circostanze eccezionali per riguardo alle provviste di guerra ;

2° per ragioni di sicurezza pubblica ;

3° per i monopoli di Stato attualmente in vigore o che potranno essere stabiliti in avvenire ;

4° in vista delle applicazioni alle merci estere di proibizioni o restrizioni stabilite da disposizioni interne nei riguardi della produzione interna delle merci similari o della vendita o del trasporto all'interno delle merci similari di produzione nazionale ;

5° nei riguardi della polizia sanitaria e in vista della protezione degli animali e delle piante utili contro le malattie, gli insetti e i parassiti nocivi e soprattutto nell'interesse della sanità pubblica e conformemente ai principi, internazionali adottati a tale riguardo.

Allo scopo di realizzare al più presto nella sua integrità il principio stabilito al 1° comma del presente articolo, le Alte Parti contraenti s'impegnano a non mantenere nè istituire alcuna proibizione o restrizione all'importazione o alla esportazione, a meno che ciò non sia assolutamente necessario in vista di circostanze eccezionali e per il tempo in cui tali circostanze sussistano. In ogni caso, ogni abolizione di proibizioni o restrizioni di entrata o di uscita attualmente esistenti, che fosse accordata anche a titolo temporaneo, o nella misura di contingenti definiti da una delle Alte Parti contraenti a favore delle merci di un terzo Stato, sarà nei medesimi termini immediatamente ed incondizionatamente applicata ai prodotti identici o similari dell'altra.

Art. 11.

Per stabilire l'origine dei prodotti importati ciascuna delle Alte Parti contraenti potrà esigere la presentazione di un certificato di origine attestante che l'articolo importato è di produzione o di fabbricazione nazionale, o che esso deve essere considerato come tale in vista della trasformazione ch'esso ha subito nel paese donde proviene.

I certificati d'origine saranno rilasciati, sia dalle Camere di Commercio e Industria del Paese in cui risiede l'esportatore, sia da ogni altro organo o ente che il paese destinatario abbia graditi, sia dall'Ufficio della Dogana di spedizione all'interno o alla frontiera. Essi saranno o no vidimati dall'autorità consolare a secondo delle disposizioni in qualsiasi momento vigenti nel Paese importatore. Qualora tale visto sia richiesto la spesa inerente dovrà essere per quanto possibile ridotta, in modo da non ostacolare il commercio fra i due Paesi. Vigerà in ogni caso al riguardo il principio di reciprocità.

I pacchi postali saranno dispensati in ogni caso da certificato d'origine.

Art. 12.

Nessun diritto interno riscosso per conto dello Stato, di autorità locali, o di Corporazioni, il quale gravi o possa gravare in avvenire, sulla produzione, la fabbricazione, la vendita e il consumo

d) A favores que la República de Guatemala haya concedido o concediere debido a Tratados o estipulaciones especiales, exclusivamente a las demás Repúblicas de Centro-America.

Art. 10.

Las dos Altas Partes contratantes se comprometen a no poner trabas al comercio recíproco de los dos países, con prohibiciones o restricciones de importación o de tránsito.

Excepciones a esta regla, en cuanto sean aplicables a todos los países, o los países que se encuentren en idénticas condiciones, no podrán tener lugar sino en los casos siguientes:

- 1º En circunstancias excepcionales en cuanto a las provisiones de guerra ;
- 2º Por razones de seguridad pública ;
- 3º Por los monopolios del Estado actualmente en vigor, o que se puedan establecer en lo futuro;
- 4º En vista de la aplicación a las mercaderías extranjeras, de las prohibiciones o restricciones establecidas por las leyes internas en cuanto a la producción interna de mercaderías semejantes, o a la venta o transporte al interior del país de mercadería similares de producción nacional ;
- 5º Por razones de policía sanitaria y con el objeto de la protección de los animales y de las plantas útiles, contra las enfermedades o los insectos y parásitos nocivos, y sobre todo en interés de la salud pública y de acuerdo con los principios internacionales a ese efecto.

Con el objeto de realizar en su integridad, lo más pronto posible, el principio establecido en el primer párrafo del presente artículo, las Altas Partes contratantes no mantendrán ni instituirán alguna prohibición o restricción a la importación o la exportación, a menos que esto sea absolutamente necesario, en vista de circunstancias excepcionales para el tiempo en que tales circunstancias subsistan.

De conformidad con el espíritu de esta declaración cada abolición de prohibiciones o de restricciones de entrada o de salida actualmente existentes, que fuera acordada, aún a título temporal o en la medida de contingentes definidos, por una de las Altas Partes contratantes, a las mercaderías de un tercer Estado será en los mismos términos aplicada inmediatamente e incondicionalmente a los productos idénticos o similares de la otra.

Art. 11.

Para establecer el origen de los productos importados cada una de las Altas Partes contratantes podrá exigir la presentación de un certificado de origen atestiguando que el artículo importado es de producción o de fabricación nacional, o que este debe ser considerado como tal, en vista de las transformaciones que ha sufrido en el país de donde provienen.

Los Certificados de origen serán extendidos, ya sea por las Cámaras de Comercio e Industria del país en donde reside el exportador, ya sea por cualquier otro órgano o entidad que el país destinatario reconozca, o por la Aduana de despacho, al interior o a la frontera. Ellos podrán ser o no ser legalizados por las Autoridades Consulares, según las disposiciones que estén vigentes en el país importador. En el caso que tal legalización sea exigida, el gasto inherente debe ser lo más pequeño posible, de manera que no se obstaculice el comercio entre ambos países. En cualquier caso debe regir a este respecto, el principio de reciprocidad. Los fardos postales, en todo caso, serán dispensados del Certificado de origen.

Art. 12.

Ningún derecho interior cobrado por cuenta del Estado, de las autoridades locales o de las Corporaciones, a los cuales están o estuvieren sujetos la producción, la fabricación, la venta o el

di un prodotto qualsiasi nel territorio di una delle Alte Parti contraenti, sarà per alcuna ragione più elevato o più oneroso per i prodotti originari o di provenienza dal territorio dell'altra, di quel che non sia per i prodotti similari indigeni, o in mancanza di questi, per i prodotti della Nazione più favorita.

Art. 13.

Le navi dell'una delle due Parti contraenti, nei porti dell'altra, saranno trattate, sia alla entrata, sia durante il loro soggiorno, sia alla uscita, sullo stesso piede delle navi nazionali o delle navi della nazione più favorita, e ciò tanto sotto il riguardo dei diritti e delle tasse, qualunque ne sia la natura o il titolo riscossi a profitto dello Stato, dei Comuni, delle Corporazioni, dei funzionari pubblici, o di istituti di qualsiasi specie, quanto rispetto all'ancoraggio, al caricamento ed allo scarico nei porti, rade, baie, bacini e banchine, e in generale a ogni formalità e prescrizioni, alle quali possano essere sottoposte le navi, i loro equipaggi ed il carico.

In caso di naufragio e di avaria sulle coste, o sul territorio dell'uno dei due paesi ovvero di rilascio forzato, le navi dell'altro godranno di tutte le facilitazioni concesse nei medesimi casi alle navi nazionali, od a quelle della nazione più favorita.

Il trattamento delle navi nazionali o della nazione più favorita non si estende :

1° Al cabotaggio, il quale continua ad essere regolato dalle leggi che sono, o che saranno in seguito, in vigore in ciascuno dei due paesi. In ogni caso le navi d'Italia e di Guatemala potranno passare da un porto dell'uno dei due paesi contraenti, in uno o più porti del medesimo paese, sia per depositarvi tutto o parte del loro carico proveniente dall'estero, sia per formare o completare il loro carico destinato all'estero ;

2° agli incoraggiamenti accordati o che potranno essere accordati alla marina mercantile nazionale ;

3° alle concessioni speciali accordate alle Società di sport nautico, ed alle navi di diporto ;

4° all'esercizio della pesca nelle acque territoriali delle Alte Parti contraenti, né all'esercizio del servizio marittimo dei porti, delle rade e delle spiagge. Il servizio marittimo comprende l'esercizio del rimorchio, la assistenza, ed il salvataggio marittimo.

Art. 14.

La nazionalità delle navi verrà constatata secondo le leggi dello Stato al quale le navi appartengono.

I certificati di stazza rilasciati da una delle Alte Parti contraenti saranno valedoli anche nel territorio dell'altra, per stabilire la capacità delle navi, senza che abbia a procedersi alla revisione del tonnellaggio.

Salvo il caso di vendita giudiziaria, le navi di una delle Alte Parti contraenti non potranno essere nazionalizzate nell'altra, senza una dichiarazione di ritiro di bandiera, rilasciata dall'autorità dello Stato a cui appartengano.

Art. 15.

I sudditi o cittadini di una delle Alte Parti contraenti saranno liberi di far uso, nel territorio dell'altra, alle stesse condizioni e col pagamento delle stesse tasse imposte ai nazionali, delle strade ed altri luoghi di passaggio, canali, chiuse, chiatte, ponti e ponti girevoli, porti e luoghi di sbarco, segnali e fuochi indicatori delle acque navigabili, del pilotaggio, delle grue, dei pesi pubblici, dei magazzini e stabilimenti per il salvataggio ed il magazzinaggio del carico, delle navi e degli altri oggetti, in quanto tali stabilimenti o istituzioni sieno destinati all'uso pubblico, sieno amministrati dallo Stato o dai privati.

Salvo i regolamenti particolari sui fari, e fanali e sul pilotaggio, non sarà percepita alcuna tassa se non sia stato fatto realmente uso degli stabilimenti e delle istituzioni suddette.

consumo de un producto en el territorio de una de las Altas Partes contratantes, por ningún motivo gravarán los productos de la otra en grado más alto o de modo más oneroso que a los productos del país, de la misma especie, o, a falta de éstos, de los productos de la Nación más favorecida.

Art. 13.

Los buques de una de las Altas Partes contratantes serán en los puertos de la otra, tratados ya a la entrada, ya a la salida, ya en su estancia, bajo el mismo pié que los buques nacionales o los buques de la Nación más favorecida, tanto en lo que respecta a los derechos y a los impuestos, cualquiera que sea la naturaleza o la denominación, cobrados en provecho del Estado, de los Municipios y de las Corporaciones, de los funcionarios públicos o de los establecimientos de cualquiera clase, como en cuanto se refiere a la colocación de estos buques, a su carga o descarga en los puertos, radas, bahías, ensenadas y dársenas, y en general, para todas las formalidades y disposiciones cualesquiera a que puedan estar sujetos los buques, sus equipajes y sus cargamentos.

En caso de naufragio o de otro siniestro ocurrido en la costa o playas de uno de los dos países, o por arribada forzosa, los buques del otro gozarán de todas las facilidades concedidas en el mismo caso a los buques nacionales o a los de la Nación más favorecida.

El tratamiento acordado a buques nacionales y a buques de la nación más favorecida no se extienden a :

1º Al cabotaje, el cual continúa siendo regulado por las leyes que están o que estuvieren más tarde en vigor en cada uno de los dos países. En cualquier caso los buques de Guatemala y los de Italia podrán pasar de un puerto de uno de los países contratantes a uno o más puertos del mismo país, ya sea para descargar todo o parte de su cargamento procedente del exterior, ya sea para formar o completar su carga destinada al exterior ;

2º A los auxilios acordados o que se puedan acordar a la marina nacional mercantil ;

3º A las concesiones especiales acordadas a las sociedades de sport náutico y a los buques de recreo ;

4º Al ejercicio de la pesca en aguas territoriales de las Altas Partes contratantes, y al ejercicio del servicio marítimo de los puertos, de las radas y de las playas. El servicio marítimo comprende el ejercicio de remolque, de asistencia y de salvamento marítimo.

Art. 14.

La nacionalidad de los buques será comprobada según las leyes del Estado al cual los mismos pertenezcan.

Los certificados de tonelaje entregados por una de las Partes contratantes serán válidos también en el territorio de la otra, para establecer la capacidad de los buques, sin que haya necesidad de proceder a la revisión del tonelaje.

Salvo el caso de venta judicial, los buques de una de las Altas Partes contratantes no podrán ser nacionalizados en la otra, sin una declaración de cambio de bandera, entregada por la autoridad del Estado al cual pertenezcan.

Art. 15.

Los súbditos o ciudadanos de una de las Altas Partes contratantes tendrán facultad de hacer uso en el territorio de la otra, en las mismas condiciones y con el pago de los mismos impuestos cobrados a los nacionales, de las vías y otros lugares de paso, canales, esclusas, pontones, puentes y puentes móviles, puertos y lugares de desembarque, signos y luces indicadores de aguas navegables pilotaje, gruas y pesas públicas, almacenes y establecimientos para el salvamento y almacenaje de carga, de buques y otros objetos, siempre que tales establecimientos e instituciones estén destinados al uso público, ya sean administrados por particulares o por el Estado.

Salvo los reglamentos particulares sobre faros, fanales y pilotaje, no será percibido ningún impuesto si realmente no se haya hecho uso de los establecimientos y de las instituciones indicadas.

Art. 16.

La presente Convenzione sarà ratificata e le ratifiche saranno scambiate a Guatemala non appena compiute da una parte e dall'altra le formalità stabilite dalle leggi rispettive.

Essa entrerà in vigore 15 giorni dopo le scambio delle ratifiche e non potrà essere denunziata se non allo spirare di un anno. Dopo tale termine potrà essere denunziata in qualunque tempo, restando tuttavia in vigore durante il periodo di sei mesi a partire dal giorno della denunzia.

In fede di che i Plenipotenziari l'hanno firmata e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatto in Guatemala in doppio esemplare il quindici settembre millenovecentoventisei.

(L. S.) Nicola MACARIO.

NOM DE L'ETAT

AUTORITÉ DE DÉLIVRANCE.

CARTE DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEURS DE COMMERCE
valable pendant douze mois à compter de la date de délivrance.

Bon pour N° de la carte Il est certifié
par la présente que le porteur de cete carte né à
demeurant à rue N°
possède ¹ à
..... sous la maison de commerce
ou est commis voyageur au service de la maison
qui possède ¹ des maisons
possédant
sous la raison de commerce

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes dans les pays susvisés et de faire des achats pour la (les) maisons (s) dont il s'agit, il est certifié que la dite (les dites) maison (s) est (sont) autorisée (s) à pratiquer son (leurs) industrie (s) et son (leurs) commerce (s) à Guatemala et y paie(nt) les contributions légales à cet effet.

(.....) le 19.....

Signature du Chef de la Maison

Signalement du porteur :

Age
Taille
Cheveux
Signes particuliers

Photographie
du
Porteur

Signature du porteur

Le Président de la Chambre de Commerce :

¹ Indication de la fabrique ou du commerce.

N. B. — On ne doit remplir que la rubrique (1) du formulaire lorsqu'il s'agit du chef d'un établissement commercial ou industriel.

Art. 16.

El presente Tratado será ratificado y las ratificaciones serán canjeadas en Guatemala tan pronto como ambas Partes cumplan con las formalidades que establecen las leyes respectivas.

Entrará en vigor 15 días después del canje de ratificaciones y no podrá ser denunciado hasta la expiración de un año. Después de este periodo podrá ser denunciado en cualquier tiempo, permaneciendo todavía en vigor por seis meses a partir del día de la denuncia.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios han firmado el presente Tratado y lo han sellado con sus sellos respectivos.

Hecho en la ciudad de Guatemala, en dos originales, el día quince de Septiembre de milnovecientos ventiseis.

(L. S.) Roberto LOWENTHAL.

NOMBRE DE LA NACION.

.....

AUTORIDAD EXPEDITORA.

.....

CARTA DE LEGITIMACIÓN PARA AGENTES VIAJEROS DE COMERCIO

válidas por doce meses contados desde la fecha de su expedición

Válida por N° de la carta

Se certifica por la presente que el portador de esta Carta el señor

Nacido en residente en Calle N°

ejerce ¹ de

de la casa de comercio

o comisionista al servicio de la casa

quien posee ¹ las casas

quienes poseen de la casa de comercio

El Portador de esta Carta se propone conseguir pedidos en los países indicados hacer compras por

la casa o casas precitadas, se certifica que dicha o dichas casas está o están autorizadas para ejercer su o sus industria, industrias y su o sus comercio, comercios, en Guatemala y ha pagado o han pagado las contribuciones legales respectivas.

(.....) el 19.....

Firma del Jefe de la Casa

Filiación del Portador :

edad

estatura

pelo

señas particulares.....

Fotografía

del

Portador

Firma del portador

.....

Presidente de la Cámara de Comercio

.....

Copie certifiée conforme :

Rome, le 25 janvier 1928 (VI^e)

Grandi.

¹ Indicación de la Fábrica o del Comercio.

N. B. — Sólo debe ponerse la rúbrica en el formulario cuando se trata del Jefe de un establecimiento comercial o industrial.

¹ TRADUCTION.

N^o 1633. — TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DU GUATÉMALA ET LE ROYAUME D'ITALIE. SIGNÉ A GUATEMALA, LE 15 SEPTEMBRE 1926.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU GUATÉMALA, désireux de développer les relations économiques entre les deux pays, ont décidé de conclure un traité de commerce et de navigation, et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. Nicola MACARIO, commandeur de l'ordre de la couronne d'Italie et officier de l'ordre des Saints Maurice et Lazare, chargé d'affaires de Sa Majesté au Guatémala ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU GUATÉMALA :

Le licencié don Roberto LOWENTHAL, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les deux pays et entre leurs citoyens respectifs, lesquels pourront s'établir librement sur le territoire de l'autre pays.

Article 2.

Les citoyens de chacune des deux Hautes Parties contractantes, soit qu'ils s'établissent dans les ports, villes ou localités quelconques de l'autre Partie contractante, soit qu'ils y résident temporairement, pourront y exercer leur commerce, leur industrie et leur profession sans être soumis à des droits, impôts, taxes ou patentes, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou qui seront acquittés par les nationaux ou les citoyens de la nation la plus favorisée, et les droits, privilèges, exemptions, immunités et autres avantages de toute nature dont jouiraient, en matière de commerce, d'industrie et de professions, les citoyens de l'une des Parties contractantes ou de la nation la plus favorisée, seront communs aux citoyens de l'autre Partie.

Les citoyens guatémaltèques en Italie, de même que les citoyens italiens au Guatémala, bénéficieront, dans l'exercice de leur profession, de la clause de la nation la plus favorisée.

Article 3.

En ce qui concerne le droit d'acquérir, de posséder ou d'aliéner des biens meubles ou immeubles, de donner ou de prendre à bail des terres, maisons, boutiques ou magasins, les citoyens

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1633. — TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN
THE REPUBLIC OF GUATEMALA AND THE KINGDOM OF ITALY.
SIGNED AT GUATEMALA, SEPTEMBER 15, 1926.

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF GUATEMALA, being desirous of developing the economic relations between their two countries, have decided to conclude a Treaty of Commerce and Navigation, and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

M. Nicola MACARIO, Commander of the Order of the Crown of Italy and Officer of the Order of Saint Maurice and Saint Lazarus, His Chargé d'Affaires in Guatemala ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF GUATEMALA :

M. Roberto LOWENTHAL, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

There shall be full and entire freedom in matters of commerce and navigation as between the two countries and as between their respective nationals, who shall be allowed to establish themselves freely in the territory of the other country.

Article 2.

The nationals of either High Contracting Party, whether domiciled in ports, towns, or other localities in the territory of the other Party, or residing temporarily therein, may carry on their trade, industry or other business without being subject to any duties, imposts, taxes or licence fees of any description other or higher than those to which nationals or the subjects of the most favoured nation are or may hereafter be liable ; and the rights, privileges, exemptions, immunities, and other advantages of whatever kind enjoyed in respect of commerce, industry or other business by nationals of one of the Contracting Parties or of the most favoured nation shall be enjoyed by the nationals of the other.

With regard to the exercise of professions, both Guatemalan citizens in Italy and Italian subjects in Guatemala shall be treated in accordance with the most-favoured-nation clause.

Article 3.

As regards the right of acquiring, possessing or disposing of movable or immovable property or of granting or acquiring leases of land, houses, shops or warehouses, the nationals of each

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre Partie, des droits qui sont accordés aux nationaux ou aux citoyens de la nation la plus favorisée et ne seront pas soumis à des taxes, impôts ou charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou qui seront établis par les nationaux.

Toutefois, sont réservées, pour ce qui est du droit d'acquérir, de posséder et d'utiliser des biens immeubles, les exceptions et les restrictions qui seraient établies pour les sujets étrangers par la législation des deux pays dans l'intérêt de la sûreté de l'Etat.

Les citoyens des deux pays pourront exporter librement le produit de la vente de leurs propriétés et de leurs biens en général, sans être tenus d'acquitter des droits autres ou plus élevés que ceux qui seraient exigés des nationaux dans des cas semblables.

Article 4.

Les citoyens de chacune des deux Hautes Parties contractantes seront exemptés, sur le territoire de l'autre Partie, de tout service militaire obligatoire dans l'armée, la marine et la garde ou milice nationale.

Ils seront également dispensés de toute fonction officielle obligatoire, judiciaire, administrative ou municipale, de toute réquisition ou prestation militaire, ainsi que des emprunts forcés et autres charges qui seraient imposés par suite des nécessités de la guerre ou en raison d'autres circonstances exceptionnelles. Sont toutefois exceptées les charges qui découlent de la possession ou de la location de biens immobiliers, ainsi que les prestations et les réquisitions militaires auxquelles les sujets et les citoyens de la nation la plus favorisée pourraient être astreints, en qualité de propriétaires, fermiers ou locataires de biens immobiliers.

Article 5.

Les citoyens de chacune des deux Hautes Parties contractantes seront, sur le territoire de l'autre Partie, entièrement libres de régler leurs affaires comme les nationaux, soit personnellement, soit au moyen d'intermédiaires de leur choix, sans être obligés de verser des rémunérations ou indemnités aux agents, commissionnaires etc., auxquels ils ne désireraient pas avoir recours.

Ils auront, de la même manière, libre et facile accès aux tribunaux de toute catégorie et de toute juridiction, soit comme demandeurs, soit comme défendeurs. Ils pourront, à cet effet, utiliser les services des avocats, notaires et agents qu'ils jugeront aptes à défendre leurs intérêts et ils jouiront, d'une façon générale, en ce qui concerne les rapports judiciaires, des mêmes droits et privilèges que ceux qui sont ou pourront être accordés aux nationaux.

Article 6.

Les commerçants, fabricants et producteurs de chacun des deux pays pourront, sur le territoire de l'autre, soit personnellement, soit par l'intermédiaire de voyageurs de commerce, procéder à des achats et prendre des commandes, avec ou sans échantillons ; et ces commerçants, fabricants et leurs voyageurs de commerce jouiront du traitement des nationaux ou de la nation la plus favorisée en matière d'impôts et de facilités, lorsque, de cette manière, ils procéderont à des achats et prendront des commandes.

Ils seront pourvus d'une carte de légitimation conforme au modèle annexé au présent traité et délivrée par une autorité désignée respectivement à cet effet par chacune des deux Parties.

Les articles importés comme échantillons pour les fins indiquées ci-dessus, seront admis temporairement dans chacun des deux pays en franchise de douane, conformément aux règlements et formalités de douane établis pour assurer la réexportation desdits articles ou le paiement des droits fixés lorsque ces articles n'ont pas été réexportés dans le délai prévu par la loi.

Les marques, timbres ou cachets apposés sur ces échantillons par les autorités douanières de l'une des Parties contractantes en vue de les identifier, seront reconnus suffisants par l'autorité

Contracting Party shall enjoy, in the territory of the other Party, the rights extended to subjects or citizens of the most favoured nation, and shall not be liable to any taxes, imposts or charges of any description other or higher than those which are or may hereafter be imposed upon nationals.

Nevertheless, so far as concerns the right of acquiring, possessing and making use of immovable property, this provision shall not affect the exceptions and restrictions which the laws of the two countries may apply to foreign nationals for reasons of national security.

The proceeds of the sale of property and personal possessions in general may be freely exported by the nationals of either country without their being subject to any duties other or higher than those to which nationals would be liable in a similar case.

Article 4.

The nationals of either of the High Contracting Parties shall be exempt in the territory of the other from all compulsory military service in the army or navy or in the national guard or militia.

They shall similarly be exempt from all compulsory judicial, administrative or municipal functions, from all requisitions or military contributions, and from all forced loans or other contributions which may be exacted for war needs or on account of other exceptional circumstances. This provision shall not apply, however, to charges connected with the possession or leasing of immovable property, or to military contributions or requisitions which may be imposed on subjects or citizens of the most favoured nation in their capacity as owners, lessees or occupiers of immovable property.

Article 5.

The nationals of either of the two Contracting Parties shall be entirely free, in the territory of the other, to conduct their business on the same footing as nationals, either personally or through intermediaries of their own choosing, without being required to pay any remuneration or fee to representatives, commission agents, etc., whom they may not choose to employ.

They shall also have free and unhindered access as plaintiffs or defendants to the courts of every kind and degree of jurisdiction. For this purpose, they may employ the advocates, notaries, and agents whom they consider qualified to defend their interests, and shall, in regard to judicial relations generally, enjoy the same rights and the same privileges as are or may in future be granted to nationals.

Article 6.

Traders, and manufacturers and other producers of either of the two countries shall be entitled, either personally or through commercial travellers, to purchase goods, and solicit orders in the territory of the other, either with or without samples, and the said traders and manufacturers, and their commercial travellers, shall be granted the same treatment in the matter of imposts and facilities as is extended to nationals or to subjects of the most favoured nation when thus engaged in buying or soliciting orders.

They shall be provided with an identity card on the model annexed to the present Treaty, which shall be issued by an authority appointed for the purpose by each of the two Parties.

Articles imported as samples for the above-mentioned purposes shall, in both countries, be admitted duty-free in accordance with the Customs regulations and formalities laid down to ensure re-exportation or, alternatively, the payment of the proper duty in the event of their not being re-exported within the statutory period.

The marks, stamps and seals affixed to the said samples for purposes of identification by the Customs authorities of either of the two Contracting Parties, shall be recognised as sufficient

de l'autre Partie. Toutefois, si les échantillons ne portent pas à leur arrivée les marques d'identification susindiquées, ou si ces marques ne sont pas jugées suffisantes par l'administration intéressée, celle-ci pourra appliquer auxdits échantillons une marque supplémentaire, lorsqu'elle le jugera nécessaire, sans endommager les échantillons, et sans frais.

Le privilège de l'admission temporaire en franchise ne pourra être étendu aux articles qui, en raison de leur nombre et de leur valeur, ne peuvent être considérés comme des échantillons, ou qui, étant donné leur nature, ne pourraient être identifiés au moment de leur réexportation. De toute manière, c'est aux autorités compétentes du pays importateur qu'il appartient de déterminer si les échantillons sont de telle nature qu'ils puissent être admis en franchise.

Article 7.

Les sociétés civiles, commerciales, industrielles et financières, y compris les sociétés et instituts publics d'assurance sur la vie humaine, qui sont domiciliées sur le territoire de l'une des Parties contractantes et qui y ont été légalement constituées conformément aux lois respectives, jouiront, à tous égards, sur le territoire de l'autre Partie, du traitement accordé à la nation la plus favorisée.

Lesdites sociétés et instituts ne doivent pas être soumis, dans l'exercice de leur activité sur le territoire de l'autre Partie, à des impôts, droits ou taxes plus élevés que ceux qui sont ou pourront être perçus sur des sociétés ou instituts du pays.

Article 8.

Les produits naturels ou fabriqués de l'un des pays qui sont transportés sur des navires des deux Parties contractantes ou sur des navires de toute autre nationalité, seront traités, à l'importation dans le territoire de l'autre Partie, sur le même pied que ceux de la nation la plus favorisée, tant en ce qui concerne les droits de douane, les taxes et les autres droits et impôts de toute nature, qu'en ce qui touche les formalités douanières.

Les marchandises exportées à destination de l'Italie d'une part, et, les marchandises exportées à destination du Guatemala, d'autre part, ne seront pas frappées, au Guatemala et en Italie respectivement, de droits de sortie, impôts ou droits d'autre nature, autres ou plus élevés que ceux qui sont perçus à l'exportation sur les mêmes produits expédiés à destination du pays le plus favorisé à cet égard.

Les marchandises de toute espèce, en transit sur le territoire des deux Hautes Parties contractantes, seront réciproquement exonérées de tous droits de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles doivent être transbordées ou déchargées, déposées et rechargées. Ces marchandises ne pourront, en aucun cas et pour aucun motif, être traitées d'une manière moins favorable que les marchandises en transit provenant d'une tierce Puissance.

Article 9.

Les dispositions du premier et du second paragraphes de l'article précédent ne sont pas applicables :

a) Aux avantages que chacune des Hautes Parties contractantes a accordés ou accorderait exceptionnellement à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontalier ;

b) Aux obligations imposées à l'une ou l'autre Partie par les engagements d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir ;

c) Aux avantages préférentiels que les deux Parties contractantes ont accordés ou pourraient accorder à leurs colonies, protectorats ou possessions respectifs ;

d) Aux avantages que la République du Guatemala a accordés ou pourrait accorder, en raison de traités ou de stipulations spéciales, exclusivement aux autres Républiques de l'Amérique centrale.

by the authorities of the other Party. Nevertheless, if, on arrival, the samples should not bear the above-mentioned identification marks, or if such marks should appear inadequate to the administrative authorities concerned, the latter shall be entitled to affix such supplementary marks as may be considered necessary, without damaging the samples or levying any charge.

The privilege of temporary duty-free admission may not be extended to articles which, by reason of their number and value, cannot be regarded as samples, or which, by reason of their nature, could not be identified at the time of re-exportation. The decision whether samples are of such a kind that they can be admitted duty-free shall rest entirely with the competent authorities of the country into which they are imported.

Article 7.

Civil, commercial, industrial and financial companies (including public and private life assurance companies) domiciled in the territory of one of the Contracting Parties and validly constituted in accordance with its laws, shall enjoy most-favoured-nation treatment in all respects in the territory of the other Contracting Party.

Such companies and institutions shall not be required, in respect of the conduct of their business in the territory of the other Party, to pay imposts, duties or taxes higher than those to which the public or private companies of the country are liable.

Article 8.

Articles the produce or manufacture of either of the two countries, whether conveyed in ships of one of the two Contracting Parties or in ships of any other nationality, shall be treated on entry into the other country, on the same footing as those of the most favoured nation, as regards Customs duties and their assessment as well as any other charges or duties of whatever description, and as regards Customs formalities.

Guatemala shall not levy on goods exported to Italy, and Italy shall not levy on goods exported to Guatemala, any export duties or any other charges or duties other or higher than those which are levied on the same products when exported to the country most favoured in this respect. Goods of all kinds in transit through the territory of the two High Contracting Parties shall be reciprocally exempted from any transit duty, whether they are conveyed in transit direct or whether, during transit, they are to be transshipped, or unloaded, warehoused and reloaded. They may not in any case or for any reason be treated in a less favourable manner than goods in transit coming from any third country.

Article 9.

The provisions of paragraphs 1 and 2 of the preceding Article shall not apply :

(a) To exceptional privileges which either of the High Contracting Parties has granted or may in future grant to contiguous countries with a view to facilitating frontier traffic ;

(b) To obligations imposed on either of the High Contracting Parties by the clauses of a Customs union which has already been, or may in future be, contracted ;

(c) To preferential treatment which the two High Contracting Parties may have granted or may in future grant to their respective colonies, protectorates or possessions ;

(d) To privileges which the Republic of Guatemala has granted or may in future grant, under special treaties or clauses, exclusively to the other Central-American Republics.

Article 10.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas entraver le commerce réciproque des deux pays par des prohibitions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit.

Des exceptions à cette règle, dans la mesure où elles seront applicables à tous les pays, ou aux pays se trouvant dans des conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants :

1° Dans des circonstances exceptionnelles en ce qui concerne les provisions de guerre ;

2° Pour des raisons de sûreté publique ;

3° Pour les monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir ;

4° Afin d'appliquer à des marchandises étrangères des prohibitions ou restrictions établies par la législation intérieure pour la production indigène de marchandises semblables, ou pour la vente ou le transport à l'intérieur du pays de marchandises similaires de production nationale ;

5° Pour des raisons de police sanitaire et en vue de la protection des animaux et des plantes utiles contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles, et surtout dans l'intérêt de la santé publique et conformément aux principes internationaux adoptés à cet effet.

En vue d'appliquer intégralement et le plus tôt possible le principe établi dans le premier paragraphe du présent article, les Hautes Parties contractantes ne maintiendront et n'institueront aucune prohibition ou restriction à l'importation ou à l'exportation, à moins qu'elle ne soit absolument nécessaire en raison de circonstances exceptionnelles et pour le temps seulement où ces circonstances subsisteront.

Conformément à l'esprit de cette déclaration, toute abolition de prohibitions ou de restrictions à l'entrée ou à la sortie, actuellement en vigueur, qui serait accordée, même à titre temporaire ou dans la proportion de contingents définis, par une des Hautes Parties contractantes, aux marchandises d'une tierce Puissance, sera dans les mêmes termes appliquée immédiatement et sans condition aux produits identiques ou similaires de l'autre Partie.

Article 11.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra exiger, pour établir l'origine des produits importés, la présentation d'un certificat d'origine, attestant que l'article importé est de production ou de fabrication nationales, ou qu'il doit être considéré comme tel, étant donné les transformations qu'il a subies dans le pays d'où il provient.

Les certificats d'origine seront délivrés, soit par les Chambres de Commerce et d'Industrie du pays où réside l'exportateur, soit par tout autre organe ou groupement que le pays destinataire aura reconnu, soit par le bureau de douane d'expédition, à l'intérieur ou à la frontière. Ces certificats seront ou non légalisés par les autorités consulaires, selon les dispositions en vigueur dans le pays importateur. Au cas où cette légalisation serait exigée, les frais de cette opération devront être le plus réduits possible, de manière à ne pas entraver le commerce entre les deux pays. Dans tous les cas, le principe de réciprocité sera applicable en la matière.

Les colis postaux seront, dans tous les cas, dispensés du certificat d'origine.

Article 12.

Aucun droit intérieur perçu pour le compte de l'Etat, d'autorités locales ou de corporations, qui grève ou pourrait, à l'avenir, grever la production, la fabrication, la vente ou la consommation d'un produit dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, ne sera, pour un motif quelconque, plus élevé ou plus onéreux pour les produits originaires ou provenant du territoire de l'autre Partie que pour les produits indigènes de la même espèce, ou à défaut de ceux-ci, que pour les produits de la nation la plus favorisée.

Article 10.

The High Contracting Parties undertake not to impede trade between the two countries in any way by imposing import, export or transit prohibitions or restrictions.

Exceptions to this rule, so far as they are applicable to every country or to countries in identical circumstances, may only be made in the following cases :

- (1) In exceptional circumstances, in the case of war supplies ;
- (2) For reasons of public safety ;
- (3) In the case of State monopolies which are already in force or which may be established in future ;
- (4) In order to apply to goods of foreign origin prohibitions and restrictions imposed by the national legislation on the home production of similar goods or on the sale or transport within the country of similar goods produced therein ;
- (5) For reasons of sanitary supervision or the protection of useful animals and plants against diseases and noxious insects and parasites, and in particular in the interests of public health and in conformity with the principles internationally accepted in that connection.

In order to secure with the least possible delay the full application of the principle laid down in the first paragraph of this Article, the High Contracting Parties undertake neither to maintain nor to institute any import or export prohibition or restriction unless absolutely necessary owing to exceptional circumstances, and then only for so long as such circumstances exist. In any case, any removal of existing import or export prohibitions or restrictions which may be granted, even temporarily or for specified quotas, by one of the High Contracting Parties in respect of goods coming from a third State, shall be immediately and unconditionally applied in the same manner to identical or similar products of the other.

Article 11.

In order to establish the origin of imported products, each of the High Contracting Parties may require the production of a certificate of origin attesting that the imported article is of national production or manufacture, or that it should be regarded as such in view of the finishing process which it has undergone in the country from which it comes.

Certificates of origin shall be issued either by the Chambers of Commerce and Industry of the exporter's country of residence, or by any other body or association approved by the country of destination, or by the forwarding Customs office within the country or at the frontier. They may either be legalised or not by the consular authorities, according to the provisions in force in the importing country for the time being. If such legalisation is required, the fee charged shall be as small as possible, in order that trade between the two countries may not be impeded. The principle of reciprocity shall apply to this matter in all cases.

In any case certificates of origin shall not be required in respect of postal packets.

Article 12.

Internal taxes levied on behalf of the State, local authorities, or corporations, which are, or may hereafter be, imposed on the production, manufacture, sale or consumption of any article in the territory of one of the High Contracting Parties, shall not under any pretext be levied on products of the other Contracting Party at higher rates or in a more burdensome manner than on the like products of the former country or, failing these, those of the most favoured nation.

Article 13.

Les navires de l'une des Hautes Parties contractantes, dans les ports de l'autre, seront traités, soit à l'entrée, soit à la sortie, soit pendant leur séjour, sur le même pied que les navires nationaux ou les navires de la nation la plus favorisée, tant sous le rapport des droits et des impôts, quelle qu'en soit la nature ou la dénomination, perçus au profit de l'État, des communes, des corporations, des fonctionnaires publics ou des établissements de toutes catégories, que sous celui du mouillage de ces navires, de leur chargement ou déchargement dans les ports, rades, baies, bassins et docks, et, d'une façon générale, pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires, leurs équipages et leurs cargaisons.

En cas de naufrage ou d'avarie sur les côtes ou plages de l'un des deux pays, ou de relâche forcée, les navires de l'autre Partie bénéficieront de tous les avantages concédés dans le même cas aux navires nationaux ou à ceux de la nation la plus favorisée.

Le traitement accordé aux navires nationaux et à ceux de la nation la plus favorisée ne s'étend pas :

1^o Au cabotage, lequel continue à être régi par les lois qui sont ou qui seront plus tard en vigueur dans chacun des deux pays. — En tous cas, les navires du Guatemala et les navires italiens pourront passer d'un port de l'un des deux pays contractants dans un ou plusieurs ports du même pays, soit pour y déposer la totalité ou une partie de leur cargaison provenant de l'étranger, soit pour y composer ou compléter leur chargement pour une destination étrangère ;

2^o Aux encouragements accordés ou qui pourront être accordés à la marine marchande nationale ;

3^o Aux concessions spéciales accordées aux sociétés de sport nautique et aux navires de plaisance ;

4^o A l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales des Hautes Parties contractantes, ni à l'exercice du service maritime des ports, des rades et des plages. Le service maritime comprend l'exercice du remorquage, l'assistance et le sauvetage maritimes.

Article 14.

La nationalité des navires sera constatée d'après les lois de l'Etat auquel les navires en question appartiennent.

Les certificats de jaugeage, délivrés par l'une des Hautes Parties contractantes, seront également valables sur le territoire de l'autre, pour établir la capacité des navires, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une revision du tonnage.

Sauf le cas de vente judiciaire, les navires de l'une des Hautes Parties contractantes ne pourront être nationalisés dans l'autre, sans une déclaration de retrait de pavillon, délivrée par l'autorité de l'Etat auquel ils appartiennent.

Article 15.

Les sujets ou citoyens de l'une des Hautes Parties contractantes auront la faculté de faire usage, sur le territoire de l'autre, aux mêmes conditions, et en payant les mêmes taxes que les nationaux, des routes et autres lieux de passage, canaux, écluses, bacs, ponts et ponts tournants, ports et lieux de débarquement, signaux et feux servant à indiquer les eaux navigables, du pilotage, des grues, des poids publics, des magasins et établissements pour le sauvetage et le magasinage de la cargaison, des navires et autres objets, dans la mesure où ces établissements ou institutions sont destinés à l'usage du public, qu'ils soient administrés par des particuliers ou par l'Etat.

Sauf application des règlements particuliers sur les phares et fanaux et sur le pilotage, il ne sera perçu aucune taxe s'il n'a pas été fait réellement usage des établissements et des institutions susindiqués.

Article 13.

The vessels of each of the High Contracting Parties in the ports of the other shall be treated on their arrival, during their stay and on their departure, on the same footing as national vessels or as the vessels of the most favoured nation, both as regards duties and taxes of whatever nature or description levied on behalf of the State, municipalities and corporations, public officials or establishments of any kind, and as regards the berthing, lading and unloading of these vessels in harbours, roadsteads, bays, basins and docks, and, in general, all formalities and regulations to which vessels, their crews and their cargoes may be subject.

In the case of shipwreck or other casualty on the coasts or territory of one of the two countries or in the case of forced putting into port, the vessels of the other country shall enjoy all the advantages conceded in the same cases to national vessels or to vessels of the most favoured nation.

National or most-favoured-nation treatment for vessels does not extend :

(1) To the coasting trade, which shall continue to be governed by the laws that are, or may hereafter be, in force in each of the two countries. In all cases, however, Guatemalan and Italian ships may proceed from a port of one of the Contracting Parties to a port or ports of the same country either to discharge all or part of their cargoes brought from abroad, or to take up or complete their foreign-bound cargoes ;

(2) To bounties which are or may in future be granted to the national merchant marine ;

(3) To special concessions granted to yacht clubs and to pleasure craft ;

(4) To fisheries in the territorial waters of the High Contracting Parties and to the maritime services in connection with ports, roadsteads and beaches. These services include maritime towage, rescue work and salvage.

Article 14.

The nationality of vessels shall be established according to the laws of the State to which each vessel belongs.

Tonnage certificates delivered by one of the High Contracting Parties shall also be accepted in the territory of the other as establishing the capacity of the vessels, no revision of tonnage being required.

Except in the case of sale by judicial order, the vessels of one of the High Contracting Parties may not be nationalised in the territory of the other without a declaration issued by the authorities of the State to which they belong, cancelling their right to fly its national flag.

Article 15.

The subjects or citizens of each of the High Contracting Parties shall be free in the territory of the other, under the same conditions and on payment of the same charges as nationals, to use the main roads and other thoroughfares, canals, locks, ferries, bridges and swing-bridges, harbours and landing stages, signals and lights indicating navigable waters, pilotage cranes and public weighbridges, warehouses and establishments for salvage and the storage of cargoes, vessels and other objects. This shall apply in so far as these establishments and institutions are intended for the use of the public and whether they are administered by private persons or by the State.

Except as provided in the special regulations regarding lighthouses and beacons and regarding pilotage, no charge shall be levied unless the aforesaid establishments and institutions have actually been used.

Article 16.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Guatémala aussitôt que les deux Parties auront rempli les formalités établies par les législations respectives.

Il entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications et ne pourra être dénoncé avant l'expiration d'un an. Passé ce délai, il pourra être dénoncé en tout temps, mais restera en vigueur pendant six mois à partir du jour de la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité, et y ont apposé leurs sceau.

Fait dans la ville de Guatémala, en double exemplaire, le quinze septembre mil neuf cent vingt-six.

(L. S.) Roberto LOWENTHAL.

(L. S.) Nicola MACARIO.

Carte de légitimation pour voyageurs de commerce (voir page 186 de ce volume).

Article 16.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Guatemala as soon as the formalities laid down by the respective legislations have been complied with on both sides.

It shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications, and cannot be denounced until the expiration of one year from that date. After that period it may be denounced at any time, but shall remain in force for six months from the date of denunciation.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Guatemala in duplicate this fifteenth day of September, one thousand nine hundred and twenty-six.

(L. S.) (Signed) Nicola MACARIO.

(L. S.) (Signed) Roberto LOWENTHAL.

NAME OF STATE.

.....

ISSUING OFFICE.

.....

Identity Card for Commercial Travellers valid for twelve months from the day of issue, inclusive.

Good for No. of identity card It is hereby certified that the bearer of this card M....., born at living at No. Street is the owner of ¹ at trading under the name of

(or) is a commercial traveller employed by the firm of at the firms of

which possesses ¹ possess

trading under the name of

The bearer of this card intends to solicit orders in the above-mentioned countries and to make purchases for the firm(s) referred to. It is hereby certified that the said firm(s) is (are) authorised to carry on its (their) business and trade in Guatemala and that it pays (they pay) the taxes, as provided by law, for that purpose.

(.....) the 19...

Signature of the Head of the Firm.

Description of Bearer
Age
Height
Hair
Special Marks

Photograph
of
Bearer.

Signature of Bearer

.....

President of the Chamber of Commerce.

¹ State articles or nature of trade.

N. B. The first entry should only be completed for heads of commercial or manufacturing businesses.

N° 1634.

FINLANDE ET SUÈDE

Convention concernant l'exploitation en commun de la pêche du saumon dans les fleuves de Tornea (Tornio) et de Muonio, avec déclarations et règlements y annexés. Signée à Helsingfors, le 10 mai 1927.

FINLAND AND SWEDEN

Convention concerning the Joint Exploitation of the Salmon Fisheries in the Tornea (Tornio) and Muonio Rivers, with Declarations and Regulations annexed thereto. Signed at Helsingfors, May 10, 1927.

TEXTE SUÉDOIS.
SWEDISH TEXT.

TEXTE FINNOIS.
FINNISH TEXT.

N^o 1634. — KONVENTION¹ MELLAN KONUNGARIKETSVERIGE OCH REPUBLIKEN FINLAND-ANGÅENDE ORDNANDET AV DET SAMFÄLLDA LAXFISKET I TORNE OCH MUONIO ÄLVAR. UNDERTECKNAD I HELSINGFORS DEN 10 MAJ 1927.

N^o 1634. — RUOTSIN KUNINGASKUNNAN JA SUOMEN¹ TASAVALLAN VÄLINEN SOPIMUS YHTEISEN LOHENKALASTUKSEN JÄRJESTÄMISESTÄ TORNION JA MUONIONJOISSA, ALLEKIRJOITETTU HELSINGISSÄ, 10 PÄIVÄNÄ TOUKOKUUTA 1927.

N^o 1634. — CONVENTION¹ ENTRE LE ROYAUME DE SUÈDE ET LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE CONCERNANT L'EXPLOITATION EN COMMUN DE LA PÊCHE DU SAUMON DANS LES FLEUVES DE TORNEÅ (TORNIO) ET DE MUONIO. SIGNÉE A HELSINGFORS, LE 10 MAI 1927.

Textes officiels finnois, suédois et français communiqués par les ministres des Affaires étrangères de Suède et de Finlande. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 2 février 1928.

Finnish, Swedish and French official texts communicated by the Swedish and Finnish Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place February 2, 1928.

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE OCH REPUBLIKEN FINLANDS PRESIDENT,

besjälade av önskan att främja vänskapliga förbindelser och god grannsämja mellan de båda staterna,

hava beslutat i detta syfte träffa en överenskommelse angående ordnandet av det samfällda laxfisket i Torne och

HÄNEN MAJESTEETTINSA RUOTSIN KUNINGAS JA SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI,

haluten edistää ystävällisiä suhteita ja hyvää rajasopua molempien valtakuntien kesken,

ovat päättäneet tehdä sitä tarkoittavan sopimuksen yhteisen lohenkalastuksen järjestämisestä Tornion- ja Muo-

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE,

Animés du désir de favoriser les relations d'amitié et de bon voisinage entre les deux Etats,

Ont résolu de conclure à cet effet une convention relative à l'exploitation en commun de la pêche du saumon dans

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Stockholm, le 31 décembre 1927.

¹ The exchange of ratifications took place at Stockholm, December 31, 1927.

Muonio älvar och hava till sina befullmäktigade ombud utsett,

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV SVERIGE :

Sin befullmäktigade Minister i Finland friherre C. F. H. HAMILTON AF HAGEBY ;

REPUBLIKEN FINLANDS PRESIDENT :

Republikens Minister för utrikesärendena Professor K. V. VOIONMAA ;

Vilka, därtill vederbörligen befullmäktigade, överenskommit om följande artiklar :

Artikel I.

Laxfisket i Torne och Muonio älvar från Torne älvs mynning, vilken anses befintlig emellan Hellelä norra udde på finska sidan och udden Virtakari på närmast motliggande svenska land, skall, så långt upp efter vattendragen, som dessa bilda gräns mellan Sverige och Finland samt lax i dem uppstiger, brukas samfällt för de fördragsslutande staterna med undantag dock för följande skatteförsälda laxfisken, nämligen Sompaisenniska, Alainen Korpikoski, Syväkoste och Muuraisaari i Sverige samt Hellelä och Tuoppolansaari i Finland.

nionjissa ja valtuutetuikseen nimittäneet,

HÄNEN MAJESTEETTINSA RUOTSIN KUNINGAS :

Lähettiläänsä Suomessa va-paaherra C.F.H. HAMILTON AF HAGEBY'N,

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI :

Tasavallan Ulkoasiainministerin professori K. V. VOIONMAAN ;

Jotka siihen asianmukaisesti valtuutettuina, ovat sopineet seuraavista artikloista :

I artikla.

Lohenkalastusta Tornion- ja Muonionjoissa, alkaen jokisuulta, jonka katsotaan sijaitsevan Suomen puolella olevan Hellelä pohjoisen niemen ja lähinnä vastapäätä Ruotsin puolella olevan Virtakariniemen välillä, on, niin pitkälle vesistöjä myöten ylöspäin, kuin ne ovat rajana Suomen ja Ruotsin välillä ja lohi niihin nousee, harjoitettava molempien valtioiden yhteiseen laskuun, lukuunottamatta kuitenkaan seuraavia verolle myytyjä lohenkalastuksia, nimittäin Hellelä ja Tuoppolansaaren Suomen puolella sekä Sompaisenniskan, Alaisen Korpikosken, Syväkosteen ja Muuraisaaren Ruotsin puolella.

les fleuves de Torneå (Tornio) et de Muonio, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir,

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, le baron C. F. H. HAMILTON AF HAGEBY ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

Le ministre des Affaires étrangères, le professeur K. V. VOIONMAA ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

La pêche du saumon dans les fleuves de Torneå (Tornio) et de Muonio, depuis l'embouchure, qui est censée être située entre la pointe nord de Hellelä, du côté finlandais, et la pointe de Virtakari, sur la rive opposée, pointe la plus proche du territoire suédois, sera, en amont, aussi loin que les dits cours d'eau constituent la frontière entre la Suède et la Finlande et que le saumon y remonte, exploitée en commun pour le compte des deux Etats contractants, à l'exception toutefois des pêcheries (skatteförsälda laxfisken—verollemyydyt lohenkalastukset) suivantes, à savoir Sompaisenniska, Alainen Korpikoski, Syväkoste et Muuraisaari en Suède, et Hellelä et Tuoppolansaari en Finlande.

Artikel II.

Så länge det samfällda fiskebruket bibehålles, skall allt fiske efter lax och laxöring vara förbjudet i den del av skärgården utanför älvsmynningen, som mot havet begränsas av en linje, dragen från södra stranden av Salmisvikens mynning över sydligaste udden av öarna Kraaseli och Tirro samt Sellöns nordvästra udde till Björköns sydvästra udde.

Enär det dessutom för det samfällda fiskebruket fordras, för att icke hindra laxens uppstigande, att fri öppning lämnas i detta vattenområdes fortsättning mot söder till sundet mellan öarna Stora Tervakari och Hamppuleiviskä, skall det även vara förbjudet att från någondra sidan av berörda sund utsätta fiskeverk eller fiskredskap till större längd än 200 meter.

Artikel III.

Vardera fördragsslutande staten disponerar hälften av fisket.

Artikel IV.

Av hittills använda fasta fiskeverk skola följande såsom hinderliga för flottningen nedläggas, nämligen Danski, Buumi, Törmä och Varttosaari pator, varjämte Marjosaari pata av samma skäl skall

II artikla.

Niin kauan kuin kalastuksen harjoittaminen yhteiseen laskuun pysytetään, on lohen ja taimenen pyynti kokonaan kielletty siinä osassa joensuun edustalla olevaa saaristoaluetta, jota merelle päin rajoittaa Salmenlahden suun eteläranalta Kraaselin ja Tirron saarten eteläisten kärkien sekä Sellön saaren luoteisen kärjen kautta Pirkjön lounaiseen niemeen vedetty viiva.

Kun sitäpaitsi yhteisen kalastuksen harjoittamista varthen ja ettei lohen nousua estettäisi, on tarpeellista jättää yllämainitun vesialueen jatkoksi etelää kohti vapaa väylä Iso Tervakari ja Hamppuleiviskä nimisten saarten väliseen salmeen, on kahtasataa metriä pitempien kalastuslaitteiden tai kalastusneuvojen asettaminen sanotun vesialueen kummaltakin puolelta myöskin kielletty.

III artikla.

Kummallekin valtiolle kuuluu puolet kalastuksesta.

IV artikla.

Tähän saakka käytännössä olleista kiinteistä kalastuslaitteista ovat seuraavat lauttaukselle haitallisina lakkautettavat, nimittäin Danskin, Buumin, Törmän ja Varttosaaren padot, minkä ohella

Article II.

Aussi longtemps que l'exploitation commune de la pêche sera maintenue, la pêche du saumon et de la truite saumonée sera interdite dans la partie de l'archipel côtier situé en face de l'embouchure du fleuve qui est délimitée du côté de la mer par une ligne allant de la rive méridionale de l'ouverture de la baie de Salmisviken (*Salmenlahti*) en passant par les pointes les plus méridionales des îles de Kraaseli et de Tirro et par la pointe nord-ouest de l'île de Sellö, jusqu'à la pointe sud-ouest de l'île de Björkö (*Pirkjö*).

Les intérêts de l'exploitation en commun de la pêche exigeant, en outre, que vers le sud un passage libre soit laissé, reliant lesdites eaux au détroit séparant les îles de Stora Tervakari (*Iso Tervakari*) et de Hamppuleiviskä, afin de ne pas empêcher le poisson de remonter, il sera également interdit d'établir de chaque côté dudit détroit des appareils ou engins de pêche d'une longueur dépassant deux cents mètres.

Article III.

Chacun des deux Etats contractants disposera de la moitié de la pêche.

Article IV.

Des appareils fixes de pêche employés jusqu'à ce jour, les suivants seront supprimés comme constituant des entraves au flottage, à savoir les « pata—pato » de Danski, Buumi, Törmä et Varttosaari,

flyttas till plats mellan holmen Palosaari och finska landet, som av länsstyrelserna i Norrbottens och Uleåborgs län gemensamt bestämmes.

Kiviranta pata skall tillsvidare bibehållas, men må länsstyrelserna i sagda län, på därom av Torne och Muonio gränsälvars flottningsförening gjord framställning och efter hörande av den kommission, varom i artikel XIII sägs, kunna besluta om nedläggande av jämväl detta fiskeverk. Sådan framställning skall göras hos länsstyrelserna senast den 1 oktober året före det, varunder fiskeverket önskas nedlagt.

För den arrendeinkomst av fiskeverken, som frångår staterna genom fiskeverkens nedläggande, skall flottningsföreningen erlægga ersättning, som beträffande Danski, Buumi, Törmä och Varttosaari pator för första tioårsperioden av denna konventions giltighetstid är bestämd till 6,000 kronor för år.

Ersättningen för frångången arrendeinkomst av Kiviranta pata, därest denna bliver nedlagd, utgår under den första tioårsperioden av konventionens giltighetstid med 4,000 kronor för år.

Den ersättning för nedlagt fiskeverk, som skall utgå efter

Marjosaaren pato samasta syystä on siirrettävä Palosaaren ja Suomen puoleisen rannan välillä olevaan, Oulun ja Norrbottenin läänien lääninhallitusten yhteistoimin määrättävään paikkaan.

Kivirannan pato on toistaiseksi pysytettävä, mutta sanottujen läänien lääninhallitukset voivat Tornion ja Muonion rajajokien lauttausyhdistyksen tekemästä esityksestä ja XIII artiklassa mainittua komissionia kuultuaan päättää myöskin tämän kalastuslaitteen lakkauttamisesta. Sellainen esitys on lääninhallituksille tehtävä viimeistään lokakuun 1 päivänä sen vuoden edellisenä vuonna, jona kalastuslaite halutaan saada lakkautetuksi.

Kalastuslaitteista saadusta vuokratulosta, jonka valtiot menettävät kalastuslaitteiden lakkauttamisen johdosta, on lauttausyhdistyksen suoritettava korvaus, joka Danskin, Buumin, Törmän ja Varttosaaren padoista on tämän sopimuksen voimassaoloajan ensimmäiseltä kymmenvuotiskaudelta määrätty 6,000 kruunuki vuodelta.

Korvauksena Kivirannan padosta saadusta, menetetyistä vuokratulosta, jos se tulee lakkautetuksi, suoritetaan sopimuksen voimassaoloajan ensimmäisenä kymmenvuotiskautena 4,000 kruunua vuodelta.

Lakkautetusta kalastuslaitteesta sopimuksen voimas-

En outre, la « pata—pato » de Marjosaari sera, pour la même raison, transférée en un lieu, situé entre l'îlot de Palosaari et la côte finlandaise, que les Administrations provinciales des provinces de Norrbotten et d'Uleåborg (*Oulu*) détermineront en commun.

La « pata—pato » de Kiviranta sera provisoirement maintenue. Mais les administrations provinciales desdites provinces pourront, sur la demande de l'Association de flottage des fleuves frontières de Torneå (*Tornio*) et de Muonio (Torneå och Muonio gränsälvars flottningsförening—Tornion ja Muonion rajajokien lauttausyhdistys), et après avoir pris l'avis de la commission prévue à l'article XIII, décider qu'elle sera également supprimée. La demande susvisée devra être faite auprès des administrations provinciales le 1^{er} octobre au plus tard de l'année antérieure à celle où il est désiré que ladite pêcherie cesse d'être exploitée.

Pour le fermage que l'abandon des pêcheries fera perdre aux Etats contractants, la susdite association de flottage versera une indemnité, dont le montant est fixé pour la première période décennale de la durée de la présente convention, en ce qui concerne les « pata—pato » de Danski, Buumi, Törmä et Varttosaari, à 6,000 couronnes par an.

Le montant de l'indemnité à verser pour la perte du fermage de la « pata—pato » de Kiviranta, dans le cas où celle-ci cesserait d'être exploitée, sera de 4.000 couronnes par an pendant la première période décennale de la durée de la convention.

Le montant de l'indemnité à verser, après l'expiration

den första tioårsperioden av konventionens giltighetstid, bestämmas gemensamt av länsstyrelserna i Norrbottens och Uleåborgs län, efter det sådan utredning ägt rum, varom i art. XIII här nedan förmåles.

Artikel V.

Det samfälliga fisket bedrivs :

a) vid de större fasta fiskeverken Sumisaari och Marjosaari samt, så länge det bibehålles, Kiviranta ävensom vid de mera värdefulla notvarpen vid Karungi, Vitsaniemi söder om så kallade Kultaniitty, Puittamonsaari (så kallade Kultaniitty), Bockholmen och Laurinhietta ;

b) vid mindre värdefulla fisken såsom strandpator, notvarp och andra fiskeverk för laxfångst ;

c) med drag och därmed jämförlig redskap.

Artikel VI.

Fiskerätten vid de under artikel V a) omnämnda fiskena skall, vad beträffar fiskeverket Kiviranta, för ett år och beträffande övriga fisken för fem år i sänder hembjudas :

vid Kiviranta och Sumisaari pator till hemmansägarna i de svenska byarna Mattila samt Nedre och Övre

saolojan ensimmäisen kymmenvuotiskauden kuluttua suoritettavan korvauksen määräävät yhteistoimin Oulun ja Norrbottenin läänien lääninhallitukset, sitten kuin allaolevassa XIII artiklassa mainittu selvitys on saatu.

V artikla.

Yhteistä kalastusta harjotetaan

a) isommissa kiinteissä Sumisaaren ja Marjosaaren kalastuslaitteissa, niin myös Kivirannan kalastuslaitteessa niinkauan kuin se pysytetään sekä arvokkaammissa apajapaikoissa Karungissa, Vitsaniemessä n. s. Kultaniityn eteläpuolella sekä Puittamonsaaren (n. s. Kultaniityn), Bockholmenin ja Laurinhiedan luona sijaitsevista apajissa ;

b) vähempiarvoisilla kalastuspaikoilla, kuten rantapadoilla, nuotta-apajilla ja muilla lohen kalastusta varten perustetuilla kalastuslaitteilla ;

c) uistimella ja siihen verrattavalla pyydyksellä.

VI artikla.

Kalastusoikeus V artiklan a) kohdan alla mainituilla kalastuspaikoilla on mitä Kivirannan kalastuslaitteeseen tulee, yhdeksi vuodeksi ja mitä muihin kalastuslaitteisiin tulee viideksi vuodeksi kerrallaan tarjottava :

Kivirannan ja Sumisaaren padoilla suomenpuoleisten Kivirannan ynnä Ala- ja Ylävojjakkalan kylien sekä ruotsin-

de la première période décennale de la durée de la convention, pour chaque pêcherie qui aura été supprimée, sera fixé en commun par les administrations provinciales des provinces de Norrbotten et d'Uleåborg (*Oulu*), après qu'il aura été procédé à une enquête de l'espèce prévue ci-dessous à l'article XIII.

Article V.

L'exploitation commune des pêcheries aura lieu :

a) Aux grands appareils fixes de pêche de Sumisaari, de Marjosaari et, aussi longtemps que celui-ci sera maintenu, de Kiviranta, ainsi qu'aux « notvarp—apajapaikka » les plus importants de Karungi, de Vitsaniemi au sud de « Kultaniitty », de Puittamonsaari (*dite « Kultaniitty »*), de Bockholmen et de Laurinhietta ;

d) A des pêcheries moins importantes, telles que « strandpata—rantapato », « notvarp—nuotta-apaja » et autres appareils destinés à la pêche du saumon ;

c) A la cuiller et au moyen d'engins assimilables.

Article VI.

L'exploitation des pêcheries spécifiées à l'article V sous a) sera, et ce qui concerne la « pata—pato » de Kiviranta pour un an, et concernant les autres pêcheries, pour cinq années consécutives, offerte en ferme :

Celle des « pata—pato » de Kiviranta et de Sumisaari, aux propriétaires fonciers (*hemmansägare—tilalliset*) des

Vojakkala och i de finska byarna Kiviranta samt Nedre och Övre Vojakkala ;

vid Marjosaari pata till hemmansägarna i de svenska byarna Matarengi, Haapakylä och Kuivakangas samt i de finska byarna Närkki, Kuivakangas och Kauliranta ;

vid notvarpen i Karungi till hemmansägarna i de svenska och finska byarna Karungi ;

vid notvarpen vid Vitsaniemi, Puittamonsaari och Bockholmen till hemmansägarna i de svenska byarna Vitsaniemi, Päckilä och Koivukylä samt i de finska byarna Kainuunkylä och Armassaari ;

vid notvarpen vid Laurinhietä till hemmansägarna i den svenska byn Niemis och i den finska byn Nuotioranta.

Därest efter hembud avtal om fiskerättens utövande vid ovannämnda fiskeplatser icke kommer till stånd med hemmansägarna i samtliga eller några av nu angivna byar eller med sammanslutningar av hemmansägare inom desamma, skall fiskerättens utövande utbjudas medelst offentlig auktion.

Innan avtal, varom i denna artikel är fråga, slutes, skola bestämmelser träffas om de skyddsanordningar mot skada genom virkesflottning, som må prövas nödiga.

puoleisten Mattilan ynnä Ala- ja Ylävojakkan kylien tilallisille ;

Marjosaaren padolla suomenpuoleisten Närkin, Kuivakankaan ja Kaulirannan kylien sekä ruotsinpuoleisten Matarengin, Haapakylän ja Kuivakankaan kylien tilallisille ;

Karungin nuotta-apajapaikoilla suomen- ja ruotsinpuoleisten Karungin kylien tilallisille ;

Vitsaniemen, Puittamonsaaren ja Bockholmen'in apajapaikoilla suomenpuoleisten Kainuun ja Armassaaren kylien sekä ruotsinpuoleisten Vitsaniemen, Päckilän ja Koivukylän kylien tilallisille ;

Laurinhiedan apajapaikoilla suomenpuoleisen Nuotiorannan kylän ja ruotsinpuoleisen Niemisten kylän tilallisille.

Ellei tarjouksen nojalla saada aikaan sopimusta kalastusoikeuden käyttämisestä yllämainituilla kalastuspaikoilla kaikkien tai joidenkin mainittujen kylien tilallisten taikka niihin kuuluvien tilallisten muodostamien yhtymien kanssa, on kalastusoikeuden harjoittaminen tarjottava julkisella huutokaupalla.

Ennen tässä artiklassa mainitun sopimuksen tekemistä on lautausvahingon ehkäisemiseksi annettava määräykset tarpeelliseksi harjituista suojaalitteista.

villages suédois de Mattila, Nedre Vojakkala et Övre Vojakkala et des villages finlandais de Kiviranta, Nedre Vojakkala et Övre Vojakkala (*Ala- ja Ylä-Vojakkala*) ;

Celle de la « pata—pato » de Marjosaari aux propriétaires fonciers des villages suédois de Matarengi, Haapakylä et Kuivakangas, et des villages finlandais de Närkki, Kuivakangas et Kauliranta ;

Celle des pêcheries (*notvarp—nuotta-apajapaikka*) de Karungi, aux propriétaires fonciers des villages suédois et finlandais de Karungi ;

Celle des « notvarp—apajapaikka » de Vitsaniemi, Puittamonsaari et Bockholmen, aux propriétaires fonciers des villages suédois de Vitsaniemi, Päckilä et Koivukylä, et des villages finlandais de Kainuunkylä et Armassaari ;

Celle des « notvarp—apajapaikka » de Laurinhietä, aux propriétaires fonciers du village suédois de Niemis et du village finlandais de Nuotioranta.

Si les offres s'aboutissent pas à la conclusion de baux relatifs à l'exploitation des susdites pêcheries, soit avec les propriétaires fonciers (*hemmansägare—tilalliset*) de l'ensemble ou de quelques-uns des villages susdénommés, soit avec des unions de propriétaires fonciers desdits villages, l'exploitation sera mise aux enchères publiques.

Avant la conclusion d'un bail de l'espèce visée au présent article, des dispositions seront prises, concernant les mesures de protection qui seraient jugées nécessaires en vue de parer aux dommages qui pourraient résulter du flottage.

Artikel VII.

Fiskerätten vid de under artikel V b) inbegripna fiskena må efter ansökan upplåtas till byalag, inom vars område fiskeplatsen är belägen, för en tid av fem år i sänder.

Anmäler sig till erhållande av fiskerätt enskild sökande, skall före avgörandet rättigheten hembjudas åt byalaget eller delägare däri, vilka äga företrädesrätt till dess erhållande.

Innan sådant avtal slutes, varom i denna artikel stadgas, skola såväl platsen och sättet för fiskerättens utövande bestämmas som ock de skyddsanordningar mot skada genom virkesflottning, som prövas nödiga.

Artikel VIII.

Rätt till fiske med drag och därmed jämförlig redskap skall upplåtas för kalenderår mot lösande av fiskekort, gällande för visst å detsamma angivet distrikt.

Artikel IX.

Upplåtes fiskerätt enligt bestämmelserna i artikel VI eller VII, skola arrendatorerna, om de äro minst fem, vara skyldiga att bilda en förening, för vilken stadgar fastställas, om föreningen har

VII artikla.

Kalastusoikeus V artiklan b) kohtaan sisältyvillä kalastuspaikoilla voidaan hakemuksesta luovuttaa kyläkunnalle, jonka alueella kalastuspaikka on, viiden vuoden ajaksi kerrallaan.

Milloin yksityinen ilmoitautuu kalastusoikeuden hakijaksi, on ennen asian ratkaisua kalastusoikeus tarjottava kyläkunnalle tai niille sen osakkaille, joilla on etuoikeus sen saantiin.

Ennen tässä artiklassa säädetyn sopimuksen tekemistä ovat niin hyvinpyyntipaikka ja pyyntitapa kuin myöskin puutavaran lauttauksesta aiheutuvien vahinkojen ehkäisemiseksi tarpeelliseksi katsotut suojalaitteet määrättävät.

VIII artikla.

Oikeus kalastukseen uistimella ja siihen verrattavalla pyydyksellä voidaan kalenterivuodeksi luovuttaa lunastettavalla kalastuskortilla, joka koskee määrättyä, siihen merkittyä piiriä.

IX artikla.

Milloin kalastusoikeus luovutetaan VI tai VII artiklan määräysten mukaan, ovat vuokraajat, jos heitä on vähintään viisi, velvolliset muodostamaan yhdistyksen, jonka säännöt, jos yhdistyksen ko-

Article VII.

L'exploitation des pêcheries visées à l'article V sous b) pourra être concédée sur demande, pour des périodes de cinq années consécutives, à la communauté foncière dite « byalag—kyläkunta » dans les limites de laquelle la pêcherie est située.

Si un particulier demande la concession du droit de pêche, celui-ci sera, antérieurement à toute décision, offert en ferme, soit à la « byalag—kyläkunta », soit à un ou plusieurs participants de la « byalag—kyläkunta », qui y ont un droit de préférence.

Avant la conclusion d'un bail de l'espèce visée au présent article, le lieu et le mode d'exploitation de la pêche seront déterminés, ainsi que les mesures de protection qui seraient jugées nécessaires en vue de parer aux dommages qui pourraient résulter du flottage.

Article VIII.

Le droit de pêcher à la cuiller et au moyen d'engins assimilables sera concédé pour la durée d'une année civile contre acquittement des droits d'un permis de pêche, valable pour un district déterminé et nommé désigné sur le permis.

Article IX.

Dans le cas où le droit de pêche aurait été concédé dans les conditions prévues aux articles VI ou VII, les fermiers, si leur nombre est de cinq au minimum, seront tenus de constituer une asso-

sitt säte i Sverige, av länsstyrelsen i Norrbottens län, eller, om den har sitt säte i Finland, av länsstyrelsen i Uleåborgs län, sedan dock länsstyrelsen i det andra landet lämnats tillfälle att yttra sig över förslaget.

Föreningens stadgar, som skola uppgöras i huvudsaklig överensstämmelse med gällande lagstiftning för ekonomiska föreningar eller andelsföretag i det land, där föreningen har sitt säte, skola innehålla bestämmelser om grunden för föreningsmedlemmarnas delägarskap samt om skyldighet för styrelsen att lämna noggranna uppgifter rörande fiskets utfall för året ävensom de övriga upplysningar, som kunna densamma avfordras.

Äro delägarna färre än fem, intagas bestämmelser om dem åliggande skyldigheter i upplåtelsekontraktet.

Artikel X.

Till bestridande av kostnaderna för fiskeritillsynen inom det i artikel I för samfällt begagnande angivna fiskvattnet samt det i artikel II för fiske fridlysta området anvisar vardera fördragsslutande staten ett årligt belopp av 3,000 kronor eller motsvarande belopp i finskt mynt.

tipaikka on Suomessa, vahvistaa Oulun läänin lääninhallitus, tai, jos sen kotipaikka on Ruotsissa, Norrbottenin läänin lääninhallitus, jota ennen toisen maan lääninhallitukselle kuitenkin on varattava tilaisuus lausunnon antamiseen ehdotuksesta.

Yhdistyksen sääntöjen, jotka ovat laadittavat pääasiallisesti noudattamalla voimassa olevaa lainsäädäntöä taloudellisista yhdistyksistä tai osuustoiminnallisista yrityksistä siinä maassa, jossa yhdistyksellä on kotipaikka, tulee sisältää määräykset yhdistyksen jäsenten osuuden perusteesta, sekä johtokunnan velvollisuudesta antaa kultakin vuodelta seikkaperäiset tiedot kalastuksen tuloksista sekä ne muut tiedonannot, joita siltä ehkä vaaditaan.

Jos osakkaita on vähemmän kuin viisi, ovat heille kuuluvat velvollisuudet määriteltävät luovutussopimuksessa.

X artikla.

Niiden kustannusten suorittamiseksi, jotka aiheutuvat kalastusvartiosta I artiklassa yhteisesti käytettäväksi määrättyllä vesialueella sekä II artiklan mukaan kalastukselta rauhoitetulla alueella, myöntää kumpikin valtio vuotuisesti käytettäväksi 3,000 kruunua tai vastaavan määrän Suomen rahassa.

ciation dont les statuts devront être sanctionnés, si elle a son siège en Suède, par l'administration provinciale de la province de Norrbotten, ou, si elle a son siège en Finlande, par l'administration provinciale de la province d'Uleåborg (*Oulu*), après que l'administration provinciale de l'autre pays aura été mise en mesure, toutefois, de donner son préavis sur le projet de statuts.

Les statuts de l'association, qui devront être essentiellement conformes aux dispositions législatives en vigueur dans le pays du siège de l'association, concernant les associations économiques et les entreprises coopératives, énonceront des dispositions relatives aux bases de la participation des associés et à l'obligation pour le conseil d'administration de fournir des indications détaillées sur les résultats de la pêche pendant l'année, ainsi que tous autres renseignements qui pourraient lui être demandés.

Si le nombre des associés est inférieur à cinq, les dispositions relatives aux obligations leur incombant seront insérées dans le bail.

Article X.

Pour subvenir aux frais de la surveillance de la pêche dans les eaux où, aux termes des dispositions de l'article premier, l'exploitation aura lieu en commun, ainsi que dans celles où, à teneur de l'article II, la pêche est interdite, chacun des deux Etats contractants alouera un crédit annuel de 3,000 couronnes ou une somme équivalente en monnaie finlandaise.

Artikel XI.

Till upphjälpande av lax-fisket inom fiskeområdet skola de fördragsslutande staterna gemensamt uppföra, underhålla och driva en fiskodlingsanstalt vid Äkäsjoki inom Kolari socken i Finland. De härmed förenade kostnaderna skola täckas genom de avgifter, vilka Torne och Muonio gränsälvars flottningsförening skall erlagga för fiskets upphjälpande jämlikt artikel 2 i deklARATIONEN angående ordnandet av timmerflottningen i Torne och Muonio älvar den 3 juli (20 juni) 1917, sådan denna artikel lyder enligt denna dag mellan de fördragsslutande staterna träffad överenskommelse.

Ledningen av fiskodlingsanstalten skall handhas av sakkunniga, utsedda av lantbruksstyrelsen i vardera landet.

Skulle denna konvention uppsägas av endera fördragsslutande staten, skola förhandlingar rörande ett fortsatt gemensamt handhavande av fiskodlingen upptagas.

Artikel XII.

Intill dess nu utgående lax-tionde varder utbytt mot bestämd penningavgift, skall, på sätt förut skett, av all lax och laxöring, som erhålles, tiondedelen in natura undantagas för att i tvenne lika

XI artikla.

Lohikalastuksen kohottamiseksi kalastusalueella tulee sopimusvaltioiden yhteisesti rakentaa sekä yllä- ja toiminnassa pitää kalanviljelyslaitos Äkäsjoen varrella Kolarin pitäjässä Suomen puolella. Tästä johtuvat kustannukset koivataan niistä maksuista kertyneillä varoilla, jotka Tornion ja Muonion rajajokien lauttausyhdistyksen on suoritettava kalastuksen edistämiseksi lauttauksen järjestämistä Tornion ja Muonion jciissa koskevan heinäkuun 3 päivänä (kesäkuun 20 päivänä) 1917 annetun selityskirjan 2 artiklan mukaan sellaisena kuin tämä artikla kuuluu tänä päivänä sopimusvaltioiden välillä tehdyssä selityskirja-sa.

Kalanviljelyslaitoksen johto on uskottava asiantuntijoille, jotka määrää kummassakin maassa maataloushalliti s.

Jos jompikumpi sopimusvaltio sanoo irti tämän sopimuksen, on ryhdyttävä neuvotteluihin yhteisen kalanviljelyksen edelleen jatkamisesta.

XII artikla.

Siksi kunnes nykyään suoritettavat lohikymmenykset ovat muutetut määrätyksi rahamaksuksi, on, samoin kuin aikaisemminkin, kaikesta saadusta lohesta ja taimenesta kymmenesosa luonnossa eroi-

Article XI.

En vue d'améliorer la pêche du saumon dans la zone de pêche, les deux Etats contractants construiront, entre-tiendront et exploiteront en commun, à Äkäsjoki dans la paroisse de Kolari en Finlande un établissement de pisciculture. Les frais en résultant seront couverts par le produit des taxes à acquitter pour l'amélioration de la pêche du saumon par l'Association de flottage des fleuves frontières de Torneå (*Tornio*) et de Muonio, conformément aux dispositions de l'article 2 de la Déclaration du 3 juillet (20 juin) 1917 relative à l'organisation du service de flottage dans les fleuves de Torneå (*Tornio*) et de Muonio, dans la teneur que présente cet article dans l'accord conclu entre les deux Etats contractants en date de ce jour.

La direction dudit établissement de pisciculture sera assurée par des personnes qualifiées, désignées par la Direction de l'Agriculture (*lantbruksstyrelse* — *maalalous hallitus*) de chacun des deux pays.

Dans le cas où la présente convention viendrait à être dénoncée par l'un des deux Etats contractants, des négociations seront engagées en vue d'assurer par la suite aussi l'exercice en commun de la pisciculture.

Article XII.

Aussi longtemps que la dîme du saumon actuellement perçue n'aura pas été remplacée par une redevance fixe en argent, il sera prélevé, comme par le passé, sur le produit total de la pêche du saumon

delar fördelas mellan de fördragsslutande staternas tiondeberättigade. Vardera staten äger full frihet i avseende å fördelningen av tiondet mellan sina egna undersåtar.

Artikel XIII.

Länsstyrelserna i Norrbottens län och i Uleåborgs län skola i alla frågor, som röra det samfällda fisket, företräda de fördragsslutande staterna. Innan upplåtelse av rätt till fiske enligt artikel VI eller VII äger rum, skola länsstyrelserna genom en kommission, bestående av tre från vardera landet förordnade personer, av vilka en skall vara fiskeritjänsteman, en skogsstatstjänsteman och den tredje en med ortsförhållandena förtrogen person, verkställa utredning om villkoren för upplåtelsen. I samma ordning skall även före förnyad prövning av den ersättning, som enligt artikel IV skall erläggas av Torne och Muonio gränssälvars flottningsförening, förslag om storleken av denna ersättning uppgöras. Det skall åligga denna kommission att vid utövande av sitt uppdrag tillse, att såväl fiskets som flottningens intressen bliva vederbörligen beaktade och tillvaratagna.

tettava jaettavaksi kahtena yhtäsuurena osana sopimusvaltioiden kymmenykseen oikeutettujen kesken. Molemmilla valtioilla on täysi vapaus kymmenysten jakoon omien kansalaisten kesken.

XIII artikla.

Oulun läänin ja Norrbottenin läänin lääninhallitusten tulee edustaa sopimusvaltioita kaikissa yhteistä kalastusta koskevissa kysymyksissä. Ennenkuin kalastusoikeus VI ja VII artiklain mukaan luovutetaan, on lääninhallitusten komissionilla, johon kuuluu kolme kummastakin maasta määrättyä henkilöä, joista yksi on oleva kalastusvirkamies, yksi metsähallinnon virkamies ja kolmas paikallisoja tunteva henkilö, hankittava selvitys luovutukseen liitettävistä ehdoista. Samassa järjestyksessä on myöskin ennen sen korvauksen uudelleen määräämistä, jonka Tornion ja Muonion rajajokien lauttausyhdistyksen (n IV artiklan mukaan suoritettava, ehdotus tämän korvauksen suuruudesta laadittava. Tehtäväänsä suorittaessaan on mainitun komissionin pidettävä huoli siitä, että niinhyvin kalastuksen kuin lauttauksen edut tulevat asianmukaisesti huomioonotetuiksi ja valvotuiksi.

et de la truite saumonée, une dixième partie en nature, qui sera partagée par moitié entre les ayants-droit aux dîmes des Etats contractants. Chacun des deux Etats aura pleine liberté de répartir à son gré le produit des dîmes entre ses ressortissants.

Article XIII.

Pour toutes les questions relatives à la pêche en commun les administrations provinciales des provinces de Norrbotten et d'Uleåborg (*Oulu*) représenteront respectivement les deux Etats contractants. Avant l'affermage de la pêche conformément aux dispositions de l'article VI ou de l'article VII, les susdites administrations provinciales feront procéder, par l'organe d'une commission composée de trois ressortissants de chacun des Etats contractants, dont l'un devra être un fonctionnaire du service des pêcheries, un autre un fonctionnaire de l'administration centrale des forêts, et le troisième une personne connaissant les circonstances locales, et qui seront désignées par leurs pays respectifs, à une enquête relative aux conditions de l'affermage. Avant tout nouvel examen du chiffre de l'indemnité à verser, aux termes de l'article IV, par l'Association de flottage des fleuves frontières de Torneå (*Tornio*) et de Muonio, il sera également dressé, dans les mêmes conditions, un projet de fixation du taux de cette indemnité. Il incombera à la dite commission de veiller, dans l'exercice de son mandat, à ce que les intérêts, tant de la pêche que du flottage, soient dûment pris en considération et sauvegardés.

Genom samma kommission, som då emellertid skall bestå endast av de två fiskeritjänstemännen och de två med ordsförhållandena förtrogna personerna, skola länsstyrelserna även verkställa utredning rörande det gemensamma fiskeområdets uppdelning i distrikt för upplåtelse av fiskerätt enligt artikel VIII ävensom rörande storleken av den avgift, som skall utgå för fiskekort inom de olika distrikten.

Artikel XIV.

Denna konvention, som är avfattad på svenska, finska och franska språken, av vilka i fråga om tolkningen franska språket äger vitsord, skall ratificeras snarast möjligt, för Sveriges vidkommande av Hans Maj:t Konungen av Sverige och för Finlands vidkommande av Republiken Finlands President under förutsättning av respektive riksdagars bifall. Ratifikationsurkunderna skola utväxlas i Stockholm snarast möjligt.

Artikel XV.

Denna konvention träder i kraft den 1 januari 1928. Den gäller för en tid av tjugu år räknat från nämnda dag. Där- est den ej senast ett år före utgången av nämnda titymd blivit uppsagd, skall den gälla för ytterligare tjugu år, och skall den allt framgent anses förlängd för tidrymder av tjugu år, om den icke minst ett år före utgången av närmast föregående tjuguårs- period blivit uppsagd.

Saman kommissionin, johon- ka kuitenkin tällöin tulee kuulua ainoastaan kaksi kalastusvirkailljaa ja kaksi paikallisia ja tuntevaa henkilöä, toimesta on lääninhallitusten myöskin hankittava selvitys kalastusalueen jakamisesta piireihin VIII artiklassa mainitun kalastusoikeuden luovuttamista varten samoin kuin myöskin sen maksun suuruudesta, joka kalastuskortista eri piireissä on suoritettava.

XIV artikla.

Tämän sopimuksen, joka on tehty ruotsin-, suomen- ja ranskankielellä, joista ranskankielinen teksti on todistusvoimainen, ratifioi Ruotsin puolesta H. M. Ruotsin Kuningas ja Sucmen puolesta Suomen Tasavallan Presidentti asianomaisten valtiopäiväin hyväksymisen edellytyksellä. Ratifioimisasiakirjat vaihdetaan Tukholmassa mahdollisimman pian.

XV artikla.

Tämä sopimus tulee voimaan 1 päivänä tammikuuta 1928. Se jää voimaan kahdenkymmenen vuoden ajaksi tästä päivästä lukien. Ellei sitä viimeistään vuotta ennen tämän ajanjakson umpeenkulumista ole sanottu irti, jää se voimaan kahdeksikymmeneksi vuodeksi edelleen, ja katsotaan se vastaisuudessa yhäti pidennettynä kahdenkymmenen vuoden ajanjaksoksi, ellei sitä viimeistään

Par l'organe de la même commission, qui ne se composera toutefois dans ce cas que des deux fonctionnaires du service des pêcheries et des deux personnes connaissant les circonstances locales, les susdites administrations provinciales procéderont également à une enquête relative à la division en districts de la zone de pêche, en vue de la concession du droit de pêche conformément aux dispositions de l'article VIII, ainsi que concernant le montant de la taxe à acquitter dans les divers districts pour la délivrance des permis de pêche.

Article XIV.

La présente convention, rédigée en langues suédoise, finnoise et française, et dont le texte français fera foi, sera ratifiée à aussi bref délai que possible, en ce qui concerne la Suède par Sa Majesté le roi de Suède, et, en ce qui concerne la Finlande, par le président de la République de Finlande, sous réserve de l'approbation des Parlements respectifs. Les instruments de ratification seront échangés à Stockholm aussitôt que possible.

Article XV.

La présente convention entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1928. Elle sera exécutoire pendant une période de vingt ans, comptée à partir de ladite date. Si elle n'est pas dénoncée par l'un des deux Etats contractants un an au plus tard avant l'expiration de ladite période, elle restera en vigueur pour une nouvelle période de vingt ans, et sera censée ensuite prolongée de vingt en vingt années, si elle

Därest uppsägning av konventionen äger rum, återinträder vardera staten i sin rätt att inom gränserna av sitt område tillgodogöra sig fisket.

Till bekräftelse härav hava undertecknade, därtill vederbörligen bemyndigade, underskrivit denna konvention och försett den med sina sigill.

Som skedde i Helsingfors i två exemplar den 10 maj 1927.

(L. S.) HAMILTON.

Certifiée pour copie conforme :
Stockholm,

au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 28 janvier 1928.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

DEKLARATION

MELLAN SVERIGE OCH FINLAND RÖRANDE FASTSTÄLLANDE AV STADGA FÖR FISKETS BEDRIVANDE INOM TORNE ÄLVS FISKEOMRÅDE.

KUNGL. SVENSKA REGERINGEN och REPUBLIKEN FINLANDS REGERING, vilka gemensamt beslutat vidtaga verkamma åtgärder för ordnandet av fiskets bedrivande inom Torne älvs fiskeområde, hava träffat följande överenskommelse :

Den vid denna deklARATION fogade stadga för fiskets bedrivande inom Torne älvs fiskeområde antages såsom gällande lika för Kungl. Svenska

vuotta ennen lähinnä edellisen kaksikymmenvuotisjakson umpeenkulumista ole irtisanottu.

Jos sopimus sanotaan irui, saavat molemmat valtiot jälleen oikeuden alueensa rajoissa harjoittaa kalastusta.

Tämän vakuudeksi ovat allekirjoittaneet, siihen asianomaisesti valtuutettuina, allekirjoittaneet tämän sopimuksen ja varustaneet sen sineillään.

Tehty Helsingissä, kahtena kappaleena, 10 päivänä toukokuuta 1927.

(L. S.) Väinö VOIONMAA.

SELITYSKIRJA

RUOTSIN JA SUOMEN VÄLILLÄ JOHTOSÄÄNNÖN VAHVISTAMISESTA KALASTUKSEN HARJOITTAMISESTA TORNIONJOEN KALASTUSALUEELLA.

KUNINK. RUOTSIN HALLITUS ja SUOMEN TASAVALLAN HALLITUS, jotka yhteisesti päättävät ryhtyä tehokkaisiin toimenpiteisiin kalastuksen järjestämiseksi Tornionjoen kalastusalueella, ovat sopineet seuraavasta :

Tähän selityskirjaan liitetty johtosääntö kalastuksen harjoittamisesta Tornionjoen kalastusalueella hyväksytään olemaan voimassa samalla ta-

n'a pas été dénoncée un an au moins avant l'expiration de la dernière période de vingt ans.

En cas de dénonciation de la convention, chacun des deux Etats rentrera dans son droit d'exploiter la pêche pour son propre compte dans les limites de son territoire.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Helsingfors (Helsinki), en double expédition, le 10 mai 1927.

DÉCLARATION

ENTRE LA SUÈDE ET LA FINLANDE, RELATIVE A L'ADOPTION D'UN RÈGLEMENT SUR LA PÊCHE DANS LA ZONE DE PÊCHE DU FLEUVE DE TORNEÅ.

LE GOUVERNEMENT ROYAL DE SUÈDE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ayant résolu, d'un commun accord, de prendre des mesures efficaces en vue de régulariser la pêche dans le fleuve de Torneå (*Tornio*) et ses affluents, sont convenus de ce qui suit :

Le règlement ci-joint concernant la pêche dans le fleuve de Torneå (*Tornio*) et ses affluents est approuvé uniformément pour le Gou-

Regeringen å ena sidan och Republiken Finlands Regering å den andra.

Denna deklaration, vilken liksom stadgan är avfattad å svenska, finska och franska språken, av vilka i fråga om tolkningen den franska texten skall äga vitsord, skall ratificeras, för Sveriges vidkommande av Hans Maj:st Konungen av Sverige och för Finlands vidkommande av Republiken Finlands President under förutsättning, såvitt angår 13 och 14 punkterna i stadgan, av respektive riksdagars godkännande, och skola ratifikationerna snarast möjligt utväxlas i Stockholm.

Denna deklaration träder i kraft den 1 januari 1928, och skola beträffande dess giltighetstid och uppsägning gälla enahanda bestämmelser som de, vilka jämlikt artikel XV i konventionen av denna dag mellan Sverige och Finland angående ordnandet av det samfällda laxfisket i Torne och Muonio älvar äro gällande beträffande sagda konvention.

Till bekräftelse härav hava undertecknade, därtill vederbörligen bemyndigade, underskrivit denna deklaration och försett den med sina sigill.

Som skedde i Helsingfors i två exemplar den 10 maj 1927.

(L. S.) HAMILTON.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 28 janvier 1928.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

valla Kunink. Ruotsin Hallitukseen nähden toisaalta ja Suomen Tasavallan Hallitukseen nähden toisaalta.

Tämä selityskirja, joka, kuten ohjesääntö, on tehty ruotsin-, suomen- ja ranskankielillä, joista selityskirjan tulkinnan suhteen ranskankielinen teksti on oleva todistusvoimainen, on Ruotsin puolesta H. M. Ruotsin Kuninkaan ja Suomen puolesta Suomen Tasavallan Presidentin ratifioitava asianomaisten Eduskuntien hyväksymisen edellytyksellä, mitä ohjesäännön 13 ja 14 kohtaan tulee, ja ratifioinnit ovat mahdollisimman pian vaihdettavat Tukholmässä.

Tämä selityskirja tulee voimaan tammikuun 1 päivänä 1928 ja on sen pätevyysaikaa ja irtisanomiseen nähden samat määräykset olevat voimassa kuin ne, jotka tänään Ruotsin ja Suomen välillä tehdyn, yhteisen lohikalanlastuksen järjestämistä Tornion- ja Muonionjoissa koskevan sopimuksen XV artiklan mukaan ovat voimassa sanottuun sopimukseen nähden.

Tämän vakuudeksi ovat allekirjoittaneet, siihen asianomaisesti valtuutettuina, allekirjoittaneet tämän selityskirjan ja varustaneet sen sineiteillään

Tehty Helsingissä kahtena kappaleena toukokuun 10 päivänä 1927.

(L. S.) Väinö VOIONMAA.

vernement royal de Suède, d'un côté, et le Gouvernement de la République de Finlande, de l'autre.

La présente déclaration, rédigée, ainsi que le règlement, en langues suédoise, finnoise et française, et dont le texte français, en ce qui concerne l'interprétation, fera foi, sera ratifiée, pour la Suède par Sa Majesté le roi de Suède, et pour la Finlande par le président de la République de Finlande, sous réserve toutefois, pour ce qui se rapporte aux articles 13 et 14 du règlement, de l'approbation des Parlements respectifs, et les ratifications en seront échangées à Stockholm le plus tôt possible.

Cette déclaration entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1928. En ce qui concerne la durée de sa validité et sa dénonciation, les mêmes règles seront appliquées que celles contenues dans l'article XV de la convention signée en date de ce jour entre la Suède et la Finlande, concernant l'exploitation en commun de la pêche du saumon dans les fleuves de Torneå (*Tornio*) et de Muonio.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente déclaration et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Helsingfors (*Helsinki*), en double expédition, le 10 mai 1927.

STADGA

FÖR FISKETS BEDRIVANDE
INOM TORNE ÄLVS FISKE-
OMRÅDE.

För idkande av fiske inom Torne älvs fiskeområde skall, förutom vad konventionen den 10 maj 1927 mellan Sverige och Finland angående ordnandet av det samfälliga laxfisket i Torne och Muonio älvar innehåller, till efterrättelse lända vad här nedan finnes stadgat.

1 §.

Torne älvs fiskeområde omfattar såväl Torne och Muonio älvar samt i dem inflytande strömdrag, så långt lax i berörda älvar och strömdrag bevisligen uppstiger, som även allt vattnet i skärgården utanför Torne älvs mynning inom svenska och finska Nedertorneå socknar; dock skola nedan angivna stadganden icke tillämpas i Kaakamo och Ruottala byamäns privilegierade, vid Kemi älvs utlopp på gränsen mellan finska Nedertorneå och Kemi socknar belägna laxpata.

2 §.

Fiske efter lax och laxöring vare förbjudet från och med

No. 1634

TORNIONJOEN KALASTUSA-
LUEEN

KALASTUSSÄÄNTÖ.

Kalastuksen harjoittamista varten Tornionjoen kalastusalueella on, sen lisäksi mitä Ruotsin ja Suomen välillä 10 päivänä toukokuuta 1927 tehty sopimus yhteisen lohentakalastuksen järjestämisestä Tornion- ja Muoniojoissa sisältää, noudatettava, mitä tässä jäljempänä säädetään.

1 §.

Tornionjoen kalastusalue käsittää sekä Tornion- ja Muoniojoet niihin laskevine vesistöineen niin pitkälti kuin lohi mainittuihin jokiin ja vesistöihin todistettavasti nousee, että myös kaiken veden saaristossa Tornionjoen suun edustalla ruotsin- ja suomenpuoleisten Alatornion pitäjien alueella; älköön kuitenkaan allamainittuja säännöksiä sovellettako suomenpuoleisten Alatornion ja Kemin pitäjien rajalla Kemijoen suussa sijaitsevaan Kaakamon ja Ruottalan kyläläisten etuoikeutettuun lohipatoon.

2 §.

Lohen ja taimenen pyynti on kielletty syyskuun 1 päi-

RÈGLEMENT

SUR LA PÊCHE DANS LA ZONE
DE PÊCHE DU FLEUVE DE
TORNEÅ (TORNIO).

En outre des stipulations de la Convention du 10 mai 1927 entre la Suède et la Finlande concernant l'exploitation en commun de la pêche du saumon dans les fleuves de Torneå (*Tornio*) et de Muonio, il sera fait application, en ce qui concerne l'exercice de la pêche dans la zone de pêche du fleuve de Torneå (*Tornio*), des dispositions suivantes.

Article premier.

La zone de pêche du fleuve de Torneå (*Tornio*) comprend tout ensemble les fleuves de Torneå (*Tornio*) et de Muonio avec leurs affluents aussi haut qu'il est établi que le saumon remonte ces cours d'eau, et toutes les eaux de l'archipel côtier situé en face de l'embouchure du fleuve de Torneå (*Tornio*), dans les paroisses suédoise et finlandaise de Nedertorneå (*Alatornio*). Les dispositions ci-dessous ne s'appliqueront pas toutefois aux pêcheries de saumon (*laxpata—lohipato*) privilégiées des propriétaires fonciers (*byamän—kyläläiset*) de Kaakamo et de Ruottala, qui sont situées à l'embouchure du fleuve de Kemi, à la limite des paroisses finlandaises de Nedertorneå (*Alatornio*) et de Kemi.

Article 2.

La pêche du saumon et de la truite saumonée est inter-

den 1 september, till dess isen om våren bortgått ; dock må till och med den 24 september fångst av laxöring idkas i skärgården samt, i fasta fiskerikter ävensom med drag och därmed jämförlig redskap, i även inom svenska och finska Nedertorneå socknar.

Under tiden från och med den 1 september, till dess isen om våren bortgått, må för den skull med ovan nämnt undantag redskap av vad namn och beskaffenhet som helst, avsedd för fångst av lax eller laxöring, icke i fiskerikternas kvarlämnas, än mindre utsättas eller annorlunda begagnas.

Lax eller laxöring, som håller i längd mindre än 25 centimeter, må icke under någon tid av året metas eller annorlunda uppsåtligen fångas.

3 §.

Den tid, varunder fiske efter lax och laxöring är förbjudet, må sådan fisk icke till salu utbjudas, köpas, emottagas eller från ort till annan forslas, så framt ej lagligen visas kan, att densamma blivit fångad under tillåten tid eller på annat lovligt sätt förvärvat. Fisk av nämnda slag, som håller i längd mindre än i 2 § angivet mått, må icke under någon tid av året till salu utbjudas, köpas, emottagas eller från ort till annan forslas.

västä alkaen siihen saakka, kun jäät ovat keväällä lähteneet ; kuitenkin saatakoon syyskuun 24 päivään taimenen pyyntiä harjoittaa ruotsin- ja suomenpuoleisissa Alatornion pitäjissä saaristossa sekä joessa olevissa kiinteissä kalastuslaitteissa niin myös joessa uistimella ja siihen verrattavalla pyydyksellä.

Syyskuun 1 päivän ja keväällä tapahtuvan jäidenlähdön välisenä aikana älköön senvuoksi, yllämainittua poikkeusta lukuunottamatta, minäkään nimistä tai laatuista lohen tai taimenen pyyntiin tarkoitettua pyydystä jätettävä, vielä vähemmän laskettako kalaveteen tai siinä muutoin käytettävä.

Lohia ja taimenia, jotka ovat 25 senttimetriä lyhyempiä, älköön minään aikana vuodesta ongittako tai muuten tahallaan pyydyttävä.

3 §.

Sinä aikana, jolloin lohen ja taimenen pyynti on kielletty, älköön näitä kaloja tarjottako kaupaksi, ostettako, vastaanotettako tai paikasta toiseen kuljetettako, ellei voida laillisesti näyttää, että ne ovat luvallisella ajalla pyydytyt tai muulla luvallisella tavalla hankitut. Mainittuina laatuina kaloja, jotka eivät täytä 2 §: ssä mainittua mitta, älköön minään aikana vuodesta tarjottako kaupaksi, ostettako, vastaanotettako tai paikasta toiseen kuljetettako.

dite depuis le 1^{er} septembre jusqu'à la débacle du printemps. La pêche de la truite saumonée pourra avoir lieu toutefois jusqu'au 24 septembre inclusivement dans l'archipel côtier et aux appareils de pêche fixes du fleuve, ainsi que, dans le fleuve, à la cuiller ou au moyen d'engins analogues, dans les paroisses suédoise et finlandaise de Nedertorneå (Alatornio).

Sous réserve de la dérogation prévue ci-dessus, il n'est pas permis, par conséquent, depuis le 1^{er} septembre jusqu'à la débacle du printemps, de laisser dans les eaux où a lieu la pêche, et moins encore d'y poser ou d'y utiliser de n'importe quelle autre manière, des appareils ou engins de pêche, quels qu'en soient le nom et la nature, destinés à la pêche du saumon ou de la truite saumonée.

Il n'est permis à aucune époque de l'année de pêcher à la ligne ni de prendre intentionnellement de n'importe quelle autre manière des saumons ou des truites saumonées d'une longueur inférieure à 25 centimètres.

Article 3.

Durant le temps où la pêche du saumon et de la truite saumonée est interdite, il ne devra être mis en vente, acheté, reçu ou transporté d'un lieu à un autre, aucun poisson desdites espèces, à moins qu'il ne puisse être établi par les voies légales que la capture en a été effectuée en temps licite ou que l'acquisition en a eu lieu autrement dans des conditions autorisées par la loi. À aucun moment de l'année, il ne devra être mis en vente,

4 §.

Fasta fiskeverk eller pator må ej användas för fångst av sik under annan tid än från och med den 25 juli till och med den 24 september.

5 §.

Notar för fångst av lax eller laxöring få ej hålla flera än 12 varv på 60 centimeters sammanhängande längd av den i maskornas längdriktning i vätt tillstånd sträckta garnslingan; dock må notar, som användas för fiskens upptagande i karsinapatorna, hålla högst 15 varv på 60 centimeters nätlängd.

Notar för fångst av annan fisk skola, om de användas i älvarna hålla minst 16 och högst 20 varv på 60 centimeters nätlängd samt få ej hava större längd än 80 meter. Skulle lokala förhållanden göra användning av större notar önskvärd, må ansökan därom göras hos endera av länsstyrelserna i Norrbottens län eller Uleåborgs län, vilka efter prövning, på sätt i artikel XIII i konventionen angående ordnandet av det samfälliga laxfisket anges, åga därom gemensamt besluta.

4 §.

Kiinteitä kalastuslaitteita ja patoja alköön käytettäkö siian pyyntiin muuna aikana kuin heinäkuun 25 päivästä lähtien syyskuun 24 päivään.

5 §.

Lohen ja taimenen pyyntiin käytettävissä nuotissa ei saa 60 senttimetrin pituisella, yhtäjaksoisella välimatkalla silmukoiden pituussuuntaan märkänä oikaistussa kudonnassa olla enempää kuin 12 solmuväliä; kuitenkin voi kalojen nostamiseen karsinapadoista käytettävissä nuotissa olla korkeintaan 15 solmuväliä 60 senttimetrin kudontapituudella.

Muun kalan pyyntiin käytettävissä nuotissa, jos niillä kalastetaan joissa, tulee olla vähintään 16 ja enintään 20 solmuväliä 60 senttimetrin kudontapituudella eikä nuottien pituus saa olla 80 metriä suurempi. Jos paikallisen olosuhteiden kannalta pitempien nuottien käyttö pidetään suotavana, on asiasta tehtävä anomus joko Norrbottenin läänin tai Oulun läänin lääninhallitukselle, joiden yhteistä lohenkalastusta koskevan sopimuksen XIII artiklan mukaan asiata harkittuaan tulee siitä yhteistoimin päättää.

acheté, reçu ou transporté d'un lieu à un autre, du poisson desdites espèces dont la longueur serait inférieure à celle prévue à l'article 2.

Article 4.

L'usage d'appareils fixes de pêche ou de « pata—pato » n'est autorisé pour la pêche du lavaret que du 25 juillet au 24 septembre inclusive-ment.

Article 5.

Les sennes (*notar—nuotat*) destinées à la pêche du saumon ou de la truite saumonée ne devront pas avoir des mailles de dimensions supérieures aux suivantes: 12 fois l'écart entre deux nœuds sur 60 centimètres de longueur ininterrompue du filet, mesurée lorsque celui-ci est mouillé et tendu dans le sens longitudinal des mailles. Toutefois, les sennes employées pour la capture du poisson dans les parcs dits « karsinapata » pourront avoir des mailles de dimensions correspondant à 15 fois au plus l'écart entre deux nœuds sur 60 centimètres de longueur de filet.

Les sennes destinées à la pêche d'autres espèces de poisson auront, si elles sont employées dans les fleuves, des mailles de dimensions correspondant à 16 fois au moins et 20 fois au plus l'écart entre deux nœuds sur 60 centimètres de longueur de filet, et leur longueur ne devra pas dépasser 80 mètres. Si des raisons locales rendent désirable l'emploi de filets de dimensions plus grandes, une demande y relative pourra être adressée à l'une des administrations provinciales de la province de Norrbotten

Notar, so manvändas i skärgården, få, med undantag av sådana notar som användas för fångst av i 7 § nämnda fiskslag, ej hålla flera än 18 varv på 60 centimeters nät-längd.

6 §.

Nät, ryssjor, med undantag av storryssjor, mjårdar och tinor, få med i 7 § nämnda undantag ej hålla flera än 20 varv på 60 centimeters nät-längd.

Nät med större maskstorlek än 12 varv på 60 centimeters nätlängd få användas endast i skärgården och i sådana fisken i älvarna, i vilka fiske av lax är tillåtet.

Storryssjor, varmed förstås såväl ryssjor av alla slag, som i någon del hava större höjd eller äro försedda med högre armnät än 1,2 meter, som ock andra med nätbotten försedda fiskredskap av angivna dimensioner, skola, om de äro avsedda för fångst av

Saaristossa käytettävissä nuotissa, iukuunottamatta niitä, joita käytetään 7 §:ssä mainittujen kalalajien pyyntiin, ei saa olla useampaa kuin 18 solmuväliä 60 senttimetrin kudontapituudella.

6 §.

Verkoissa, rysissä, lukuunottamatta isorysiä, merroissa ja lanoissa ei saa, 7 §:ssä mainituin poikkeuksin, olla enempää kuin 20 solmuväliä 60 senttimetrin kudontapituudella.

Verkkoja, jotka ovat harvemmat kuin 12 solmuväliä 60 senttimetrin kudontapituudella, saadaan käyttää ainoastaan saaristossa ja niissä joissa olevissa kalastuspaikoissa, joissa lohenpyynti on sallittu.

Isorysissä, joihin luetaan niinhyvin kaikenlaatuiset rysät, jotka itse joltakin osalta tai joiden aitaverkot ovat 1,2 metriä korkeammat, niin myös mainitun kokoiset verkopohjalla varustetut kalapyydykset, tulee, jos niitä käytetään silakan tai muikun

ou de la province d'Uleåborg (*Oulu*), auxquelles il appartiendra de statuer en commun, après une enquête effectuée dans les conditions prévues à l'article XIII de la convention sur la pêche en commun du saumon.

Les sennes employées dans l'archipel côtier ne devront pas, sauf celles destinées à la pêche des espèces de poisson visées ci-dessous à l'article 7, avoir des mailles dont les dimensions correspondent à plus de 18 fois l'écart entre deux nœuds sur 60 centimètres de longueur de filet.

Article 6.

Sous réserve des dérogations prévues à l'article 7, les filets fixes (*nät—verkot*), les verveux (*ryssjor—rysät*) — à l'exception de ceux dits « storryssjor—isorysät » — et les nasses (*mjårdar—merrat, tinor—lanat*) ne devront pas avoir des mailles correspondant à plus de 20 fois l'écart entre deux nœuds sur 60 centimètres de longueur de filet.

Les filets fixes (*nät—verkot*) dont les mailles ont des dimensions correspondant à plus de 12 fois l'écart entre deux nœuds sur 60 centimètres de longueur de filet, ne pourront être employés que dans l'archipel côtier et dans les pêcheries des fleuves où la pêche du saumon est autorisée.

Les verveux dits « storryssjor—isorysät », par où il faut entendre, tant les verveux de toute espèce ayant en quelque point une hauteur de plus de 1,2 mètre, ou garnis de coiffes d'une hauteur supérieure à la susdite, que tous autres engins de pêche des

strömning och siklöja, hålla minst 36 och högst 40 varv samt, om de äro avsedda för fångst av lax, laxöring, sik eller annan fisk, högst 18 varv på 60 centimeters nätlängd i det s. k. fiskhuset.

Skulle användning av storryssjor, avsedda för fångst av strömning eller siklöja, visa sig verka förödande på sikbeståndet, äge vardera staten rätt att begränsa eller förbjuda densamma.

Användning av storryssjor i älvarna vare förbjuden.

7 §.

För fångst av nors, siklöja, stäm, löja eller strömning må i skärgården användas nät och notar med minst 30 och högst 45 varv på 60 centimeters nätlängd. Skulle användning av i denna paragraf nämnda redskap visa sig verka förödande på dessa eller andra fiskslag, äge vardera staten rätt att begränsa eller förbjuda densamma.

pyyntiin, olla n. s. pesässä vähintään 36 ja enintään 40 solmuväliä ja, jos niitä käytetään lohen, taimenen, siian tai muun kalan pyyntiin, korkeintaan 18 solmuväliä 60 senttimetrin kudontapituudella.

Jossilakan-tai muikunpyyntiin aiottujen isorysien käyttö osoittautuisi siikakantaa tuhoavaksi, olkoon kummallakin valtiolla oikeus rajoittaa tai kieltää niiden käyttäminen.

Isorysien käyttö joissa olkoon kielletty.

7 §.

Kuoreen, muikun, seipin, salakan ja silakan pyynnissä saatakoon käyttää saaristossa verkkoja ja nuottia, joissa on vähintään 30 ja enintään 45 solmuväliä 60 senttimetrin kudontapituudella. Jos tässä pykälässä mainittujen pyydöksien käyttö osoittautuisi näitä tai muita kalalajeja tuhoavaksi, olkoon kummallakin valtiolla oikeus rajoittaa tai kieltää niiden käyttäminen.

dites dimensions qui sont munis d'un fond en filet (*nätbotten—verkkopohja*), devront avoir, s'ils sont destinés à la pêche du petit hareng (*strömning—silakka*) ou du corégone blanchâtre, des mailles de dimensions correspondant à 36 fois au moins et à 40 fois au plus, et, s'ils sont destinés à la pêche du saumon, de la truite saumonée, du lavaret ou de toute autre espèce de poisson, à 18 fois au plus l'écart entre deux nœuds sur 60 centimètres de longueur de filet dans la partie de l'appareil ou engin dite « fiskhus—pesä ».

S'il apparaissait que l'emploi de « storryssjor—isorysät » destinés à la pêche du petit hareng ou du corégone blanchâtre, risque d'entraîner la destruction du lavaret, chacun des deux Etats aura le droit de l'interdire ou de le limiter.

L'emploi de « storryssjor—isorysät » dans les fleuves est interdit.

Article 7.

Pour la pêche de l'éperlan, du corégone blanchâtre, de la grilagine, de l'ablette ou du petit hareng, il pourra être employé dans l'archipel côtier des sennes (*notar—nuottia*) ou des filets fixes (*nät—verkkoja*) ayant des mailles de dimensions correspondant à 30 fois au moins et 45 fois au plus l'écart entre deux nœuds sur 60 centimètres de longueur de filet. S'il apparaissait que l'emploi des engins de pêche visés au présent article risque d'entraîner la destruction des dites espèces ou d'autres espèces de poisson, chacun des deux Etats aura le droit de l'interdire ou de le limiter.

8 §.

I pata, i vilken rätt att utöva laxfiske på grund av någon från staternas sida gjord upplåtelse icke finnes, må för fångst av lax eller laxöring avsedd redskap av vad namn och beskaffenhet som helst icke begagnas, och må för den skull i sådan för fångst av sik eller annat mindre fiskslag avsedd pata icke nyttjas s. k. mock- eller potkunät ej heller ryssjor, mjärdar eller tinor, uti vilka ingångsöppningen eller ringen i densamma i någon riktning har större diameter än 16 centimeter.

9 §.

Fiske av nätting eller nejongon må framgent bedrivas på tid och sätt, som hittills varit vanligt.

10 §.

Ljustring vare förbjuden. Den, som i fiskevatten anträffas farande med ljustereld eller eljest utrustad för ljustring, skall straffas såsom den där ljustring förövat.

8 §.

Padossa, jossa ei ole oikeutta lohenkalastukseen sopimusvaltioiden puolesta tehdyn luovutuksen perusteella, älköön minkäänmistä tai -laatuista lohen- tai taimenenpyyntiin tarkoitettua pyydystä käytettävä, älköönkä senvuoksi sellaisessa siian tai muun pienemmän kalan pyyntiä varten tarkoitettussa padossa käytettävä n. s. mutkaa eli potkuverkkoa eikä myöskään rysiä, mertoja eikä lanoja, joiden pyyntiaukko tai siinä oleva nielurengas johonkin suuntaan on läpimitaltaan 16 senttimetriä suurempi.

9 §.

Nahkiaisien kalastusta voidaan harjoittaa edelleenkin samana aikana ja samalla tavalla kuin tähän asti on tavallista ollut.

10 §.

Tuohustaminen olkoon kielletty. Joka tuohustulella tahi muuten tuohustukseen varustautuneena tavataan kalavedessä kulkemassa, rangaistakoon niinkuin se, joka on tuohustusta harjoittanut.

Article 8.

Dans les « pata—pato » où la pêche du saumon n'est pas autorisée en vertu d'une concession accordée par les Etats contractants, l'emploi de tous engins destinés à la pêche du saumon ou de la truite saumonée, quels qu'en soient le nom et la nature, est interdit. Dans les « pata—pato » de l'espèce susvisée destinées à la pêche du lavaret ou d'autres petites espèces de poissons, il est interdit, en conséquence, de faire usage de « mocknät—mutkaverkko » ou « potkunät—potkuverkko », ainsi que de verveux (*ryssjor—rysiä*) ou nasses (*mjärdar—mertoja, tinor—lanoja*) dont l'ouverture ou le cerceau dont elle est garnie a dans un sens quelconque plus de 16 centimètres de diamètre.

Article 9.

La pêche de la lamproie fluviatile («*nätting*» ou «*nejongon*» — «*nahkiainen*») pourra avoir lieu, à l'avenir aussi, aux mêmes époques et dans les mêmes conditions que jusqu'à ce jour.

Article 10.

La pêche à la foène (*ljustring—tuohustaminen*) est interdite. Quiconque sera trouvé dans les eaux de la zone de pêche, porteur de feux (*ljustereld—tuohustuli*) ou muni d'ustensiles servant à la pêche à la foène, sera passible des mêmes peines que celui qui pêche à la foène.

II §.

Allt fiske med storryssjor, bottengarn och mockor samt annan för laxfångst avsedd redskap vare förbjudet i skärgården utanför Torne älvs mynning inom det område, som mot havet begränsas av en linje, dragen från södra stranden av Salmisvikens mynning över sydligaste udden av öarna Kraaseli och Tirro samt Sellöns nordvästra udde till Björköns sydvästra udde.

Likaledes vare det förbjudet att i sundet mellan öarna Stora Tervakari och Hamppuleiviskä från någondera sidan utsätta fiskeverk eller fiskredskap till större längd än 200 meter.

I2 §.

Alla för fångst av lax, laxöring eller sik avsedda fasta fiskeverk skola omedelbart efter den lovliga fisketidens slut varje år öppnas för fiskens fria genomgång. De vid fiskeverken begagnade stängselnäten jämte allt till stängsel använt trävirke skola före utgången av september månad ur vattnet upptagas; dock må fiskeverkens fasta s. k. huvudpålar få kvarstå till årets slut, då jämväl berörda pålar ävensom alla till fiskeverken använda stenar skola vara å land upplagda.

II §.

Kaikellinen kalastaminen isorysillä, pohja- ja mutkaverkoilla sekä muilla lohenpyyntiin käytettävillä pyydyksillä olkoon kokonaan kielletty siinä osassa Tornionjoen suun edustalla olevaa saaristoaluetta, jota merelle päin rajoittaa Salmenlahden suun etelärannalta lähtevä, Kraaselin ja Tirron saarten eteläisten kärkien sekä Sellön saaren luoteisen kärjen kautta Pirkön lounaiseen niemeen vedetty viiva.

Samoin olkoon kielletty Iso-Tervakari ja Hamppuleiviskä nimisten saarten väliseen salmeen kumpaiseltakaan puolelta asettamasta 200 metriä pitempiä kalastuslaitteita tai kalanpyydyksiä.

I2 §.

Kaikki lohen, taimenen tai -ian pyyntiä varten tarkoitettut kiinteät kalastuslaitteet ovat kalojen vapaata kulkua varten joka vuosi heti luvalisen pyyntiajan päätyttyä avattavat. Kalastuslaitteissa käytetyt sulkuverkot sekä kaikki sulkuun käytetyt puuaineeet ovat ennen syyskuun loppua vedestä nostettavat; kuitenkin saakoot kalastuslaitteiden kiinteät n. s. päävaajat jäädä paikkilleen vuoden loppuun saakka, jolloin myöskin näiden vaajojen samoin kuin kaikkien kalastuslaitteissa käytettyjen kivien tulee olla maalle nostetut.

Article II.

La pêche au moyen de verveux dits « storryssjor— isorysät », de « bottengarn— pohjaverkot » ou de « mockor—mutkaverkot », ainsi que de tous autres engins destinés à la pêche du saumon, est interdite dans l'archipel côtier situé en face de l'embouchure du fleuve de Torneå (*Tornio*), dans une zone limitée du côté de la mer par une ligne allant de la rive sud de l'ouverture de la baie de Salmisviken (*Salmenlahti*), par les pointes les plus méridionales des îles de Kraaseli et de Tirro et la pointe nord-ouest de l'île de Sellö, jusqu'à la pointe sud-ouest de l'île de Björkö (*Pirkio*).

Est également interdite, dans le détroit séparant les îles de Stora Tervakari (*Iso-Tervakari*) et de Hamppuleiviskä, la pose, de chaque côté, d'appareils ou engins de pêche d'une longueur dépassant 200 mètres.

Article I2.

Tous les appareils fixes de pêche destinés à la pêche du saumon, de la truite saumonée ou du lavaret, seront, chaque année, à l'expiration du temps pendant lequel la pêche est autorisée, immédiatement ouverts au libre passage du poisson. Avant la fin du mois de septembre, les filets de clôture (*stängselnät—sulkuverkot*) employés aux appareils de pêche, ainsi que tout le bois ayant servi à la clôture des appareils, seront retirés de l'eau. Les pieux principaux (*huvudpålar—päävaajat*) fixes des appareils de pêche pourront toutefois rester en place jusqu'à la fin

Allt byggnadsmaterial till pator, avsedda för fångst av lake om vintern, skall före islossningen om våren ur vatt-net noga upptagas och på land föras.

Försummar innehavare av fiskeverk att inom föreskriven tid fullgöra vad ovan är stadgat, äge allmän åklagare att låta det försummade arbetet verkställas för lega, som i laga ordning må tagas ut av honom, som tredskas.

13 §.

Innehavare av rätt till lax-fiske och hans medhjälpare äge för fiskets bedrivande beträda annans strand, utom tomt eller trädgård, samt jämväl upplägga redskapen till torkning å strand, där dylikt område eller odlade ägor icke tillstötta; dock tillkomme strandägare full ersättning för all därigenom liden skada eller olägenhet.

Strandägare vare ock skyldig att mot ersättning för skada eller olägenhet medgiva fiskerättsinnehavare, som ovan nämnts, och hans medhjälpare väg till fiskevattnet, när dessa eljest icke lämpligen kunna komma till detsamma.

Mateiden pyyntiin talvella tarkoitettujen patojen kaikki rakennusaineet ovat ennen jäiden lähtöä keväällä tarkoin vedestä nostettavat ja maalle vietävät.

Jos kalastuslaitteiden haltija jättää määräaikana täyttämättä, mitä yllä on säädetty, olkoon virallisella syyttäjällä valta teettää laiminlyöty työ maksusta, joka lainmukaisessa järjestyksessä peritään velvollisuutensa laiminlyöneeltä.

13 §.

Lohenkalastusoikeuden haltijalla ja hänen apulaisellaan olkoon oikeus kalastuksen harjoittamista varten nousta toisen rannalle, ei kuitenkaan tontti- eikä puutarha-alueelle, sekä asettaa pyydyksensä kuivamaan rannalle, johon sellainen alue tai viljellyt tilukset eivät ulotu; kuitenkin saakon rannanomistaja täyden korvauksen kaikesta sen kautta kärsimästään vahingosta tai haitasta.

Rannanomistaja olkoon myös velvollinen korvausta vastaan vahingosta tai haitasta myöntämään äskenmainitulle kalastusoikeuden haltijalle ja hänen apulaiselleen kulkutien kalavedelle, milloin hän muuten ei voi sopivasti sinne päästä.

de l'année, après quoi ils devront également, ainsi que toutes les pierres employées pour les appareils de pêche, être replacés à terre.

Tous les matériaux de construction des « pata—pato » destinées à la pêche de la lotte en hiver seront, avant la débacle du printemps, soigneusement retirés de l'eau et transportés à terre.

Si le possesseur d'un appareil de pêche néglige de se conformer dans les délais fixés aux dispositions qui précèdent, l'officier du ministère public compétent pourra faire exécuter les travaux non effectués, dont le prix sera recouvré contre le défaillant dans les formes prévues par la loi.

Article 13.

Le titulaire d'un droit de pêcher le saumon et ses assistants pourront, pour l'exercice de la pêche, pénétrer sur les terrains des propriétaires riverains, à l'exception des terrains bâtis ou des jardins ou potagers et assécher leurs engins sur la rive, aux endroits où celle-ci n'est pas contiguë à des terrains bâtis ou cultivés. Les propriétaires riverains auront droit toutefois à être pleinement indemnisés de tout dommage ou préjudice à eux causé de ce fait.

Les propriétaires riverains seront également tenus d'accorder, contre une indemnité pécuniaire pour dommages ou préjudice le libre passage à la pêcherie (*fiskevatten—kalavesi*) au titulaire du susdit droit de pêche et à ses assistants, s'ils ne peuvent s'y rendre autrement dans des conditions suffisantes de commodité.

14 §.

Åtal för förseelse mot bestämmelserna i denna stadga skall anhängiggöras vid domstolen i den ort, där förseelsen begåtts. Därest medborgare i den ena fördragslutande staten begått förseelse å den andra fördragslutande statens område, men icke längre uppehåller sig därstädes, skall han åtalas i sitt hemland vid domstol i den ort, som är närmast den, där förseelsen begåtts.

Tvistemål om ersättning för skada eller olägenhet, varom i 13 § sägs, må anhängiggöras antingen vid någondera av de i denna paragraf angivna domstolarna eller ock vid domstol i den ort, där svarenden har sitt hemvist.

15 §.

En var, som bryter emot vad i denna stadga blivit förbjudet eller eftersätter vad däri är föreskrivet, straffas, om förseelsen åtalas vid svensk domstol, med böter från och med tjugu till och med femhundra kronor eller, om förseelsen åtalas vid finsk domstol, med högst tvåhundra dagsböter; och skola i förekommande fall såväl i 3 § omnämnda vara som redskap och fångst, så ock fiskekort, därest sådant utfärdats, vara förverkade.

Kan redskap, fångst eller vara, som förverkats, icke tillrättaskaffas eller har sådan fångst eller vara undergått förskämning, skall dess värde ersättas.

14 §.

Tämän säännön määräyksiä vastaan tehdystä rikkomuksesta on syyte nostettava sen paikkakunnan oikeudessa, jossa rikkomus on tehty. Jos toisen sopimusvaltion kansalainen on tehnyt rikkomuksen toisen sopimusvaltion alueella, mutta ei enää oleskele siellä, on häntä syytettävä kotimaassaan sen paikkakunnan oikeudessa, joka on lähinnä sitä paikkakuntaa, jossa rikos on tehty.

Riitajuttuoikeudenkäynti 13 §:ssä sanotun vahingon tai haitan korvaamisesta voidaan panna vireille joko jommassakummassa tässä pykälässä mainituista oikeuksista tai myöskin sen paikkakunnan oikeudessa, jossa vastaajan kotipaikka on.

15 §.

Joka rikkoo mitä tässä säännössä on kielletty tai lyö laimin mitä siinä on määrätty, rangaistaan, jos syyte rikkomuksesta nostetaan Ruotsin tuomioistuimessa, vähintään kahdenkymmenen ja enintään viidensadan kruunun sakolla tai, jos syyte rikkomuksesta nostetaan Suomen tuomioistuimessa, korkeintaan kahdellasadalla päiväsakolla; ja olkoot esiintyvissä tapauksissa sekä 3 §:ssä mainittu saalis että pyydys ja tavara, niin myös kalastuskortti, milloin sellainen on annettu, menetetty.

Ellei menetettyä pyydystä, saalista tai tavaraa voida saada käsiin tai jos sellainen saalis tai tavara on pilaantunut, on sen arvo korvattava.

Article 14.

Les poursuites pour infractions aux dispositions du présent règlement seront exercées devant le tribunal du lieu où le délit a été commis. Si un ressortissant de l'un des deux Etats contractants a commis un délit sur le territoire de l'autre Etat contractant, mais qu'il ait cessé d'y séjourner, il sera poursuivi dans son pays devant le tribunal du lieu le plus proche de celui du délit.

Les contestations relatives aux indemnités dues pour dommages ou préjudice de l'espèce visée à l'article 13, pourront être portées, soit devant un des tribunaux prévus au présent article, soit devant le tribunal du lieu où le défendeur a son domicile.

Article 15.

Quiconque contreviendra aux interdictions ou négligera de se conformer aux prescriptions du présent règlement, sera puni, si le délit est poursuivi devant un tribunal suédois, d'une amende de vingt à cinq cents couronnes ou, si le délit est poursuivi devant un tribunal finlandais, de deux cents jours-amende au plus; le cas échéant, la marchandise visée à l'article 3 aussi bien que les engins et le poisson pêché en délit, ainsi que le permis de pêche, s'il en a été délivré un, seront frappés de confiscation.

Si les engins de pêche, le poisson pêché ou mis en vente de manière délictueuse qui ont été frappés de confiscation ne peuvent être représentés, ou si le poisson pêché ou mis en vente de l'espèce

16 §.

Böter ävensom förverkad redskap, fångst och vara eller dessas värde tillfalla staten. I händelse av bristande tillgång till böternas fulla gäldande skola de förvandlas enligt allmänna strafflagen.

17 §.

Varder någon, som fiskar å otillåten tid eller med förbjuden redskap, å bar gärning ertappad av allmän åklagare, fiskeritillsyningsman eller tjänsteman tillhörande fiskerieradministrationen, må denne av den fiskande taga utom redskap och fångst samt fiskekort jämväl båt och det behålla, till dess han rätt för sig bjuder.

Allmän åklagare, fiskeritillsyningsman och tjänsteman tillhörande fiskerieradministrationen vare och berättigade att, där någon enligt denna stadga förbjuden eller olovlig fiskredskap anträffas i fiskevatten, båt, öppen sjöbod eller annorstädes i närheten av fiskevatten, taga samma redskap i beslag; dock skall beslagtagaren, därest han ej är allmän åklagare, om beslaget ofördröjligen underätta denne, vilken det åligger att genom anslag å kommunallokal eller annan lämplig plats i den församling, där

16 §.

Sakot samoinkuin menetetty pyydys, saalis ja tavara tai niiden arvo menevät valtiolle. Varoja puuttuessa sakkojen täydelleen maksamiseen ovat ne muunnettavat yleisen rikoslain mukaan.

17 §.

Jos virallinen syyttäjä, kalastustarkastaja tai kalastushallintoon kuuluva virkamies tapaa verekseltä jonkun, joka kalastaa luvattomana aikana tai kielletyllä pyydyksellä, voi hän kalastavalta ottaa pois pyydystä ja saalista sekä kalastuskorttia myöskin veneen ja pidättää ne, kunnes tämä on tehnyt puolestaan selvän.

Virallinen syyttäjä, kalastustarkastaja ja kalastushallintoon kuuluva virkamies olkoon myöskin oikeutettu, milloin jokin tämän säännön mukaan kielletty tai luvaton kalanpyydys tavataan kalavedessä, veneessä, avoimessa ranta-aitassa tai muualla kalaveden läheisyydessä, takavarikoidaan sellaisen pyydyksen; kuitenkin tulee takavarikon toimittajan, ellei hän ole virallinen syyttäjä, viipymättä ilmoittaa takavarikosta viralliselle syyttäjälle, jonka tulee lunnallistakille tai muulle sopivalle paikalle siinä seu-

susvisée a subi une détérioration, le délinquant en payera la valeur.

Article 16.

Le produit des amendes, ainsi que les engins, le poisson pêché en délit et la marchandise qui ont été frappés de confiscation, ou leur valeur, reviennent à l'Etat. Si les ressources font défaut pour le paiement total des amendes, celles-ci seront converties suivant les règles du code pénal.

Article 17.

Si l'individu qui se livre à la pêche, soit à une époque où elle est interdite, soit avec des engins prohibés, est pris en flagrant délit par un officier du ministère public, un garde-pêche ou un fonctionnaire de l'administration de la pêche, celui-ci pourra saisir, outre les engins et la pêche du délinquant, ainsi que son permis de pêche, son bateau aussi et conserver le tout jusqu'à ce que le délinquant ait satisfait aux dispositions de la loi.

Les officiers du ministère public, les gardes-pêche et les fonctionnaires de l'administration de la pêche pourront également saisir les engins de pêche prohibés en vertu du présent règlement, qu'ils trouveront dans un cantonnement, un bateau, un hangar (*öppen sjöbod—avoim ranta-aitta*) ou en tout autre lieu voisin du cantonnement. Toutefois, celui qui opérera la saisie devra, s'il n'est pas officier du ministère public, en informer sans délai le ministère public, à qui il incombera de la rendre immédiate-

beslag gjorts, omedelbart kungöra detsamma. Anmäler sig ej ägaren inom en månad från det kungörelsen utfärdats, tillfalle det beslagtagna godset staten.

I beslag tagen fångst eller vara, som är förskämning underkastad, skall allmän åklagare, sedan syn och värdering av två ojäviga män hållits, på lämpligt sätt försälja och köpeskillingen till vederbörande länsstyrelse ofördröjligen redovisa.

18 §.

Den, som vederbörligen förordnas att tillse efterlevnaden av denna stadga, åtnjuter enahanda vitsord och skydd, som tillkomma vakter och dem, vilka rättens ärenden gå.

19 §.

Länsstyrelserna i Norrbottens och Uleåborgs län må, därest framställning göres om tillstånd till fiskfångst för vetenskapligt ändamål eller för fiskodlings utförande under förbudet tid eller på förbudet sätt, lämna sådant tillstånd. I sammanhang härmed skola lämpliga föreskrifter till förekommande av missbruk meddelas och allmänne åklagaren i orten om beslutet underrättas.

rakunnassa, jossa takavarikko on toimitettu, asetetulla julkipanolla viipymättä kuulutetaan siitä. Ellei omaisuuden omistaja ilmoittaudu kuukauden kuluessa kuulutuksen julkaisemisesta lukien, joutuu takavarikoitu omaisuus valtiolle.

Pilaantumiselle altis takavarikoitu saalis tai tavara on yleisen syyttäjän, sittenkuin kaksi jäävitöntä miestä on sen tarkastanut ja arvioinut, sopivalla tavalla myytävä sekä myyntihinta asianomaiseen lääninhallitukseen viipymättä tillettävä.

18 §.

Sillä, joka on asianomaisesti määrätty valvomaan tämän säännön noudattamista, on sellainen oikeus ja lainturva, joka kuuluu vartijoille ja oikeuden palvelijoille.

19 §.

Norrbottenin läänin ja Oulun läänin lääninhallitukset voivat, kun niille on tehty esitys luvan myöntämisestä kalanpyyntiin tieteellistä tarkoitusta tai kalanviljelyksen toimittamista varten luvattomana aikana tai kielletyllä pyydyksellä, antaa sellaisen luvan. Tämän ohella on annettava sopivat määräykset väärinkäytösten ehkäisemiseksi ja päätöksestä ilmoitettava paikkakunnan viralliselle syyttäjälle.

ment publique au moyen d'un avis affiché dans un local communal ou en tout autre lieu approprié de la paroisse où la saisie a été effectuée. Si le propriétaire ne se fait pas connaître dans le délai d'un mois à compter du jour de l'affichage, les objets saisis reviendront à l'Etat.

Le poisson pêché en délit ou la marchandise dont la saisie a été opérée et qui est susceptible de détérioration pourra, après inspection et estimation par deux hommes impartiaux, être vendu dans des conditions appropriées par les soins du ministre public, qui rendra compte sans délai à l'administration provinciale compétente du produit de la vente.

Article 18.

Les personnes dûment commissionnées à l'effet de surveiller l'observation du présent règlement, auront les mêmes pouvoirs et jouiront de la même protection que les agents de la force publique.

Article 19.

Les administrations provinciales des provinces de Norrbotten et d'Uleåborg (*Oulu*) pourront, si la demande leur en est faite, accorder pour un objet scientifique ou dans l'intérêt de la pisciculture l'autorisation d'exercer la pêche en temps prohibé ou suivant un mode ou procédé interdit. En même temps, des prescriptions appropriées seront rendues, en vue de prévenir les abus, et la décision sera portée à la connaissance du ministère public du lieu.

20 §.

Denna stadga träder i kraft den 1 januari 1928.

Vid dess ikraftträdande befintlig redskap, som icke uppfyller i stadgan angivna villkor, må, om den enligt den förut gällande stadgan är laglig, användas under ytterligare tre år.

DEKLARATION

MELLAN SVERIGE OCH FINLAND RÖRANDE FÖRÄNDRAD LYDELSE AV ART. 2 I DEN MELLAN LÄNDERNA GÄLLANDE DEKLARATION ANGÅENDE ORDNANDET AV TIMMERFLOTTNINGEN I TORNE OCH MUONIO ÄLVAR.

KUNGL. SVENSKA REGERINGEN och REPUBLIKEN FINLANDS REGERING, vilka gemensamt beslutat vidtaga verk samma åtgärder för ordnandet av det samfällda laxfisket i Torne och Muonio älvar samt i detta syfte jämväl funnit nödigt att vidtaga ändringar i det mellan de båda länderna gällande avtal angående ordnandet av timmerflottningen i Torne och Muonio älvar, hava träffat följande överenskommelse :

Andra artikeln i den mellan Sverige och Ryssland den 3 juli (20 juni) 1917 avslutade och genom utväxling av mi-

20 §.

Tämä sääntö tulee voimaan 1 päivänä tammikuuta 1928.

Sen voimaantullessa olevaa pyydystä, joka ei täytä säännössä mainittuja ehtoja, voidaan, jos se aikaisemmin voimassa olleen säännön mukaan on ollut laillinen, käyttää edelleen kolme vuotta.

SELITYSKIRJA

RUOTSIN JA SUOMEN VÄLILLÄ NÄITTEN MAITTEN VÄLILLÄ VOIMASSA OLEVAN TUKINUITON JÄRJESTELYÄ TORNION- JA MUONIONJOISSA KOSKEVAN SELITYSKIRJAN 2 ART. SANAMUODON MUUTTAMISESTA.

RUOTSIN KUNINK. HALLITUS ja SUOMEN TASAVALLAN HALITUS, jotka yhteisesti päättävät ryhtyä tehokkaiisiin toimenpiteisiin yhteisen lohkalastuksen järjestämiseksi Tornion- ja Muonionjoessa sekä tämän tarkoituksen saavuttamiseksi ovat katsoneet tarpeelliseksi tehdä muutoksia molempien maiden välillä voimassa olevaan välipuheeseen tukinuiton järjestämisestä Tornion- ja Muonionjoessa, ovat sopineet seuraavasta :

Tukinuiton järjestämistä Tornion- ja Muonionjoessa koskevan Ruotsin ja Venäjän välillä heinäkuun 3 (kesäkuun

Article 20.

Le présent règlement entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1928.

Les engins de pêche en usage à la date de sa mise en vigueur, qui ne remplissent pas les conditions requises par le règlement, pourront, s'ils sont conformes aux dispositions du précédent règlement, être employés pendant trois ans encore.

DÉCLARATION

ENTRE LA SUÈDE ET LA FINLANDE, PORTANT MODIFICATION A L'ARTICLE 2 DE LA DÉCLARATION EN VIGUEUR ENTRE LES DEUX PAYS CONCERNANT LA RÉGULARISATION DU SERVICE DE FLOTTAGE DES BOIS DANS LES FLEUVES DE TORNEÅ ET DE MUONIO.

LE GOUVERNEMENT ROYAL DE SUÈDE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE ayant résolu, d'un commun accord, de prendre des mesures efficaces en vue de régulariser la pêche commune du saumon dans les fleuves de Torneå (*Tornio*) et de Muonio et ayant trouvé nécessaire d'introduire, à cette fin, des modifications dans la convention en vigueur entre les deux pays concernant le service du flottage des bois dans les fleuves de Torneå (*Tornio*) et de Muonio, sont convenus de ce qui suit :

L'article 2 de la Déclaration concernant le service du flottage des bois dans les fleuves de Torneå (*Tornio*)

nisteriella noter¹ den 10 maj 1920 för förhållandet mellan Sverige och Finland till giltigheten bekräftade deklarationen angående ordnandet av timmerflottningen i Torne och Muonio älvar skall erhålla nedanstående förändrade lydelse :

« Artikel 2.

För fiskets upphjälpande i Torne och Muonio älvar skall för varje kubikmeter flottat virke, beräknad enligt gällande kuberingstabell, utgå en avgift av fem öre i svenskt mynt eller däremot svarande belopp i finskt mynt.

Denna avgift skall inbetalas senast den 1 december varje år till länsstyrelsen i Uleåborgs län att av denna myndighet bokföras och förvaltas i samråd med länsstyrelsen i Norrbottens län. »

Denna deklaration, som är avfattad å svenska, finska och franska språken, av vilka ifråga om tolkningen den franska texten skall äga vitsord, skall ratificeras och skola ratifikationerna snarast möjligt utväxlas i Stockholm. Deklarationen träder omedelbart i kraft, och skola beträffande dess giltighet och uppsägning gälla de i artikel 3 i ovannämnda deklaration den 3 juli (20 juni) 1917 givna bestämmelser.

20) päivänä 1917 tehdyn ja ministeriaalinoottien¹ vaihdolla toukokuun 10 päivänä 1920 Ruotsin ja Suomen välillä voimassa olemaan vahvistetun selityskirjan toinen artikla on tästä lähtien saava seuraavan muutetun sanamuodon :

« 2 artikla.

Kalastuksen edistämiseksi Tornion- ja Muonionjoessa on jokaisesta kuutiometristä uitettua puuta, laskettuna voimassaolevan kuutiotaulun mukaan, suoritettava maksuna 5 äyriä tai vastaava määrä Suomen rahassa.

Tämä maksu on suoritettava viimeistään joulukuun 1 päivänä kunakin vuonna Oulun läänin lääninhallitukselle tämän viranomaisen kirjattavaksi ja hallittavaksi yhteistoimin Norrbottenin läänin lääninhallituksen kanssa. »

Tämä selityskirja, joka on tehty ruotsin-, suomen- ja ranskankielellä, joista selityskirjan tulkintaan nähden ranskalainen teksti on oleva todistusvoimainen, on ratifioitava ja ratifioinnit ovat mahdollisimman pian vaihdettavat Tukholmassa. Selityskirja tulee viipymättä voimaan ja on sen pätevyysaikaan ja irtisanomiseen nähden olevat voimassa yllämainitun heinäkuun 3 (kesäkuun 20) päivänä 1917 annetun selityskirjan 3 artiklan määräykset.

et de Muonio faite entre entre la Suède et la Russie le 3 juillet (20 juin) 1917 et confirmée en ce qui concerne sa validité pour les relations entre la Suède et la Finlande par l'échange de notes ministérielles¹ en date du 10 mai 1920, aura la teneur modifiée suivante :

« Article 2.

» Pour l'amélioration de la pêche dans les fleuves de Torneå (*Tornio*) et de Muonio, il sera perçu pour chaque mètre cube de bois flotté, calculé d'après la table de cubage en vigueur, une taxe de cinq öre ou de la somme correspondante en monnaie finlandaise.

» Le paiement de cette taxe sera effectué le 1^{er} décembre de chaque année au plus tard, auprès de l'administration provinciale de la province d'Uleåborg (*Oulu*), à laquelle il incombera d'en assurer la comptabilité et la gestion, après entente avec l'administration provinciale de la province de Norrbotten. »

La présente déclaration, rédigée dans les langues suédoise, finnoise et française, et dont le texte français, en ce qui concerne l'interprétation, fera foi, sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Stockholm le plus tôt possible.

La présente déclaration entrera en vigueur immédiatement. En ce qui concerne la durée de sa validité et sa dénonciation, les dispositions de l'article 3 de la Déclaration susmentionnée du 3 juillet (20 juin) 1917 seront appliquées.

¹ Vol. II, page 141, de ce recueil.

¹ Vol. II, page 141, of this Series.

Till bekräftelse härav hava undertecknade, därtill vederbörligen bemyndigade, underskrivit denna deklARATION och försett den med sina sigill.

Tämän vakuudeksi ovat allekirjoittaneet, siihen asianomaisesti valtuutettuina, allekirjoittaneet tämän selityskirjan ja varustaneet sen sineilläään.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente déclaration et y ont apposé leurs sceaux.

Som skedde i Helsingfors i två exemplar den 10 maj 1927.

Tehty Helsingissä kahtena kappaleena toukokuun 10 päivänä 1927.

Fait à Helsingfors (*Helsinki*), en double expédition, le 10 mai 1927.

(L. S.) HAMILTON.

(L. S.) Väinö VOIONMAA.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 28 janvier 1928.

Le Chef des Archives:
Carl Sandgren.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1634. — CONVENTION BETWEEN THE REPUBLIC OF FINLAND AND THE KINGDOM OF SWEDEN CONCERNING THE JOINT EXPLOITATION OF THE SALMON FISHERIES IN THE TORNEÅ (TORNIO) AND MUONIO RIVERS. SIGNED AT HELSINGFORS, MAY 10, 1927.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND, being desirous of promoting friendly and good neighbourly relations between the two States, have decided to conclude for that purpose a Convention concerning the joint exploitation of salmon fisheries in the Torneå (Tornio) and Muonio rivers, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

Baron C. F. H. HAMILTON AF HAGEBY, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

Professor K. V. VOIONMAA, Minister for Foreign Affairs,

Who, having communicated their full powers, found to be in good and due form, have agreed on the following Articles :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article I.

The salmon fisheries in the Torneå (Tornio) and Muonio rivers, from the mouth, which shall be regarded as being situated between the northern point of Hellelä on the Finnish side and the point of Virtakari on the opposite bank, which is the nearest point on Swedish territory, shall be jointly exploited upstream for as far as the said waterways form the boundary between Sweden and Finland and as far as salmon ascend these rivers, for the profit of the two Contracting States, with the exception, however, of the following fisheries (*skatteförsälda laxfisken — verolle myydyt lohenkalastukset*), namely, Sompaisenniska, Alainen Korpikoski, Syväkoste and Muuraissaari in Sweden, and Hellelä and Tuoppolansaari in Finland.

Article II.

So long as the joint exploitation of the fisheries continues, salmon and sea trout fishing shall be forbidden in that part of the coastal archipelago situated opposite the mouth of the river which is bounded on the side of the sea by a line drawn from the southern bank of the opening of the bay of Salmisviken (*Salmenlahti*) passing through the most southerly points of the Islands of Kraaseli and Tirro and through the north-western point of the Island of Sellö up to the south-western point of the Island of Björkö (*Pirkö*).

In view of the fact that it is further required in the interests of the joint exploitation of the fisheries that a free passage should be left towards the south connecting the said waters with the strait separating the Islands of Stora Tervakari (*Iso Tervakari*) and Hamppuleiviskä, so that fish shall not be prevented from going up stream, it is also forbidden to place fishing appliances or tackle for fishing on either side of the said strait exceeding 200 metres in length.

Article III.

Each of the two Contracting States shall be entitled to half the yield of the fisheries.

Article IV.

The following fixed fishing appliances hitherto in use shall be removed, since they interfere with the floating of timber, namely the "pata" (*pato*) of Danski, Buumi, Törmä and Varttosaari. Furthermore, for the same reason the "pata-pato" of Marjosaari shall be transferred to a spot, situated between the small island of Palosaari and the Finnish coast, to be jointly decided on by the provincial administrations of the provinces of Norrbotten and Uleåborg (*Oulu*).

The "pata" (*pato*) of Kiviranta shall be maintained provisionally. However, on application made by the timber-floating Association of the frontier rivers of Torneå (*Tornio*) and Muonio (*Torneå och Muonio gränsälvars flottningsförening — Tornion ja Muonion rajajokien lauttausyhdistys*) and after consultation with the Commission provided for in Article XIII, the provincial administrations of the said provinces may decide that this "pata" shall also be removed. Such application must be made to the provincial administrations not later than October 1 of the year previous to that in which it is desired that the said fishery shall no longer be exploited.

The above-mentioned timber-floating Association shall pay to the Contracting States compensation for the loss of the fishery rents due to the discontinuance of the fisheries. The amount of such compensation shall be fixed for the first ten years' period of the duration of the present Convention in respect of the "pata-pato" of Danski, Buumi, Törmä and Varttosaari at 6,000 kronor yearly.

The amount of compensation to be paid for the loss of fishery rents in respect of the "pata-pato" of Kiviranta, should the same cease to be exploited, shall be fixed at 4,000 kronor yearly during the first ten years' period of the duration of the Convention.

The amount of compensation to be paid after the expiry of the first ten years' period of the duration of the Convention in respect of each fishery which has been discontinued shall be fixed jointly by the provincial administrations of the provinces of Norrbotten and Uleåborg (*Oulu*) after an enquiry has been carried out as provided hereafter in Article XIII.

Article V.

The fisheries shall be jointly exploited :

- (a) At the places at which there are large fixed appliances for fishing at Sumisaari, Marjosaari and, so long as the same are maintained, at Kiviranta, and also at the largest "notvarp" (*apajapaikka*) of Karungi, of Vitsaniemi south of the "Kultaniitty", of Puittamonsaari (known as "Kultaniitty"), of Bockholmen and Laurinhietä ;
- (b) By means of less important fisheries such as "strandpata" (*rantapato*), "notvarp" (*nuotta-apaja*) and other appliances for the purpose of salmon fishing ;
- (c) By means of spinners and similar appliances.

Article VI.

Leases of the fisheries specified in Article V (a) shall be offered to the following persons, the "pata-pato" of Kiviranta for one year and the other fisheries for five consecutive years :

The "pata-pato" of Kiviranta and Sumisaari to the landowners (*hemmansägare-tilalliset*) of the Swedish villages of Mattila, Nedre Vojakkala and Övre Vojakkala and the Finnish villages of Kiviranta, Nedre Vojakkala and Övre Vojakkala (*Ala=ja Ylä-Vojakkala*) ;

The "pata" (*pato*) of Marjosaari, to the landowners of the Swedish villages of Matarengi, Haapakylä and Kuivakangas and the Finnish villages of Närkki, Kuivakangas and Kauliranta ;

The fisheries (*notvarp-nuotta-apajapaikka*) of Karungi, to the landowners of the Swedish and Finnish villages of Karungi ;

The "notvarp" (*apajapaikka*) of Vitsaniemi, Puittamonsaari and Bockholmen, to the landowners of the Swedish villages of Vitsaniemi, Päckilä and Koivukylä, and the Finnish villages of Kainuukylä and Armassaari ;

The "notvarp" (*apajapaikka*) of Laurinhietä, to the landowners of the Swedish village of Niemis and the Finnish village of Nuotioranta.

Should the offers not result in the conclusion of leases for the exploitation of the above-mentioned fisheries either with the landowners of all or some of the above-mentioned villages or with groups of landowners of the said villages, the fishing rights shall be put up for public auction.

Before the conclusion of a lease of the nature referred to in the present Article, provision shall be made for the measures of protection regarded as necessary for the purpose of preventing damage which might result from timber floating.

Article VII.

The fishing rights referred to in Article V (b) may be granted on application for periods of five consecutive years to the land-owning community known as "byalag" ("kyläkunta") within whose area the fisheries in question are situated.

Should a private person apply for a fishing rights concession, a lease of the said rights shall, before any decision is taken, be offered either to the "byalag" ("kyläkunta") or to one or more members of the "byalag" ("kyläkunta"), who have preferential rights thereto.

Before the conclusion of a lease of the nature referred to in the present Article, the place and method of exploiting the fisheries shall be fixed and decisions shall also be taken as to the measures of protection considered necessary for the purpose of preventing damage from timber floating.

Article VIII.

The right to fish with spinners and similar appliances shall be granted for a period of one calendar year provided that the duty is paid on a fishing permit valid for a given district mentioned by name on the permit.

Article IX.

Should fishing rights have been granted under the conditions provided for in Articles VI or VII, the persons leasing the same, if not less than five in number, shall form an association. The statutes of such association must be approved, if its headquarters are in Sweden, by the provincial administration of the province of Norrbotten, or, if its headquarters are in Finland, by the provincial administration of the province of Uleåborg (*Oulu*). The provincial administration of the other country shall, however, be given an opportunity of previously expressing its opinion on the proposed statutes.

The statutes of the association, which must be in agreement with the legislation on economic associations and co-operative undertakings in force in the country in which the headquarters of the association are situated, shall lay down provisions concerning the basis on which the members of the association participate in the same and the duty of the board of directors to supply detailed information as to the yield of the fisheries during the year and any other information desired.

Should the number of members be less than five, the provisions concerning the obligations incumbent on them shall be inserted in the lease of the fisheries.

Article X.

With a view to meeting the cost of supervision in the waters in which, under Article I, the fisheries are to be jointly exploited, and in the waters in which, under Article II, fishing is forbidden, each of the two Contracting States shall grant an annual credit of 3,000 kron or or the equivalent sum in Finnish money.

Article XI.

The two Contracting States shall jointly construct, maintain and exploit a hatcheries establishment at Åkäsjoki in the parish of Kolari in Finland for the purpose of improving the salmon fishing in the fishery zone. The expense thereby involved shall be met out of the yield of the charges paid for improving the salmon fisheries by the timber-floating Association of the frontier rivers of Torneå (*Tornio*) and Muonio, in accordance with the provisions of Article 2 of the Declaration of July 3 (June 20), 1917, concerning the organisation of the timber-floating service in the Torneå (*Tornio*) and Muonio rivers, which is contained in the agreement concluded on that date between the two Contracting States.

The said hatcheries establishment shall be managed by duly qualified persons appointed by the Directorate of Agriculture (*lantbruksstyrelse-maataloushallitus*) of each of the two countries.

Should the present Convention be denounced by either of the Contracting States, negotiations shall be undertaken with a view to continuing the common management of the hatcheries in the future.

Article XII.

So long as the salmon tithe at present levied has not been replaced by a fixed payment in money, a tenth part of the total yield of the salmon and sea trout fisheries shall be taken in kind as in the past and equally divided between the Contracting States for the benefit of those entitled to receive the tithes. Each of the two States shall have full liberty to divide the tithes among its nationals as it chooses.

Article XIII.

The provincial administrations of the provinces of Norrbotten and Uleåborg (*Oulu*) shall respectively represent the two Contracting States on all questions concerning the joint fisheries. Before the fisheries are leased out in accordance with the provisions of Article VI or Article VII, the said provincial administrations shall cause an enquiry into the conditions of the said leasing of the fisheries to be carried out by a Commission composed of three nationals of each of the Contracting States, one of whom shall be an official of the fisheries service, another an official of the central forests administration and the third a person acquainted with local conditions, all of whom shall be appointed by their respective countries. Before the question of the amount of compensation to be paid under Article IV by the timber-floating Association of the frontier rivers of Torneå (*Tornio*) and Muonio is again examined, a proposal for the fixing of the rate of the said compensation shall also be drawn up in the same manner. It shall be part of the duties of the said Commission to see that the interests both of the fisheries and of timber-floating are duly taken into consideration and safeguarded.

The said provincial administrations shall also carry out an enquiry by means of the same Commission (consisting, however, in this case only of two officials of the fishery service and two persons acquainted with local conditions) into the division of the fishery zone into districts with a view to the granting of fishing rights in accordance with the provisions of Article VIII and the fixing of the amount of the charge to be paid in the various districts in return for the granting of fishing permits.

Article XIV.

The present Convention, which has been drawn up in the Swedish, Finnish and French languages and the French text of which shall be authentic, shall be ratified as soon as possible, in respect of Sweden by His Majesty the King of Sweden and in respect of Finland by the President of the Republic of Finland, subject to approval by the respective Parliaments. The instruments of ratification shall be exchanged at Stockholm as soon as possible.

Article XV.

The present Convention shall come into force on January 1, 1928. It shall remain in force for a period of twenty years reckoned from the said date. Should it not be denounced by either of the Contracting States at least one year before the expiry of the said period, it shall remain in force for a further period of twenty years and shall then be regarded as extended for periods of twenty years unless denounced not less than one year before the expiry of the last period of twenty years.

Should the Convention be denounced, both States shall resume their rights to exploit the fisheries for their own profit within the limits of their territories.

In faith whereof the undersigned, duly authorised for that purpose, have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Helsingfors (Helsinki) on May 10, 1927.

(L. S.) HAMILTON.

(L. S.) Väinö VOIONMAA.

DECLARATION

BY SWEDEN AND FINLAND CONCERNING THE ADOPTION OF REGULATIONS FOR FISHING
IN THE FISHERY ZONE OF THE TORNEÅ (TORNIO) RIVER.

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN and THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND, having decided to take effective steps to regulate fishing in the Torneå (Tornio) River and its tributaries, have agreed as follows :

The attached Regulations concerning fishing in the Torneå (Tornio) River and its tributaries is approved *in toto* on behalf of the Government of His Majesty the King of Sweden, of the one part, and the Government of the Republic of Finland, of the other part.

The present Declaration which, together with the Regulations, is drawn up in the Swedish, Finnish and French languages, and in respect of which the French text shall be authentic for purposes of interpretation, shall be ratified on behalf of Sweden by His Majesty the King of Sweden, and on behalf of Finland by the President of the Republic of Finland, subject however, as far as Articles 13 and 14 are concerned, to the approval of their respective Parliaments ; the ratifications shall be exchanged as soon as possible at Stockholm.

The present Declaration shall come into force on January 1, 1928. So far as the duration of the validity and denunciation of this Declaration are concerned, the rules applicable shall be the same as those contained in Article XV of the Convention signed on this date between Sweden and Finland, concerning the joint exploitation of the salmon fisheries in the Torneå (Tornio) and Muonio Rivers.

In faith whereof the undersigned, duly authorised for the purpose, have signed the present Declaration and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Helsingfors (*Helsinki*) on May 10, 1927.

(L. S.) HAMILTON.

(L. S.) Väinö VOIONMAA.

REGULATIONS

CONCERNING FISHING IN THE FISHERY ZONE OF THE TORNEÅ (TORNIO) RIVER.

In addition to the provisions of the Convention of May 10th, 1927, between Sweden and Finland concerning the joint exploitation of the salmon fisheries in the Torneå (Tornio) and Muonio Rivers, the following provisions shall apply to fishing carried on in the fishery zone of the Torneå (Tornio) River.

Article 1.

The fishery zone of the Torneå (Tornio) River shall include the whole of the Torneå (Tornio) and Muonio Rivers and their tributaries up to the point on these waters to which salmon can be proved to ascend, and all the waters of the coastal archipelago off the mouth of the Torneå River in the Swedish and Finnish parishes of Nedertorneå (*Alatornio*). The provisions which follow shall not, however, apply to the specially privileged salmon fisheries (*laxpata-lohipato*) of the landowners (*byamän-kyläläiset*) of Kaakamo and Ruottala situated at the mouth of the Kemi River on the boundary of the Finnish parishes of Nedertorneå (*Alatornio*) and Kemi.

Article 2.

Salmon and sea trout fishing is forbidden from September 1st to the spring thaw. Sea trout may, however, be fished up to September 24th inclusive in the coastal archipelago and at the places where fixed fishing appliances are situated on the river, and they may also be fished in the river by spinners and similar appliances in the Swedish and Finnish parishes of Nedertorneå (*Alatornio*).

Subject to the exception provided for above, fishing appliances or tackle, whatever their name or nature, intended for salmon or sea trout fishing, may not therefore be left from September 1st to the spring thaw in waters in which fishing is carried on; this prohibition applies *a fortiori* to the placing or the using in any other way of such appliances and tackles in these waters.

At no time of year may salmon or sea trout under 25 centimetres in length be taken by rod or intentionally, in any other manner.

Article 3.

During the period in which salmon and sea trout fishing is forbidden, no fish of the said species may be offered for sale, bought, received or conveyed from one place to another unless legal proof can be adduced that it was taken during the period when fishing was allowed, or that it was otherwise acquired under conditions permitted by law. At no time of year may fish of the said species, the length of which is less than that provided for in Article 2, be offered for sale, bought, received or conveyed from one place to another.

Article 4.

The use of fixed fishing appliances, or "pata-pato" for the purposes of taking gwyniad shall only be allowed from July 25 to September 24 inclusive.

Article 5.

The seine nets (*notar.nuotat*) intended for taking salmon or sea trout must not have meshes the dimensions of which exceed the following: 12 times the distance between two knots for every 60 centimetres of uninterrupted length of the net measured when the said net is wet and stretched in the longitudinal direction of the meshes. Nevertheless, the seine nets used for the taking of fish in the fish pools known as "karsinapata" may have meshes of dimensions equivalent to not more than 15 times the distance between 2 knots for 60 centimetres of the length of the net.

The seine nets intended for the taking of other species of fish must, if used in rivers, have meshes of dimensions equivalent to not less than 16 times and not more than 20 times the distance between 2 knots for 60 centimetres of the length of the net, and they must not be longer than 80 metres. Should local reasons make it desirable that nets of larger dimensions should be used, an application to that effect may be submitted either to the provincial administration of the province of Norrbotten or to that of the province of Uleåborg (*Oulu*), which shall take a joint decision after an enquiry carried out as laid down in Article XIII of the Convention concerning the joint exploitation of the salmon fisheries.

The seine nets in use in the coastal archipelago must not (with the exception of those intended for taking the species of fish referred to hereafter in Article 7) have meshes, the dimensions of which are equivalent to more than 18 times the distance between two knots for 60 centimetres of length of net.

Article 6.

Subject to the exceptions provided for in Article 7, fixed nets (*nät-verkot*), hoop nets (*ryssjor-rysät*) save for those known as "storryssjor" ("isorysät") — and eelbucks (*mjärdar-merrät*,

tinor-lanat) must not have meshes equivalent to more than 20 times the distance between two knots for 60 centimetres of the length of net.

The fixed nets (*nät-verkot*), the meshes of which have dimensions equivalent to more than 12 times the distance between two knots for 60 centimetres of the length of net, may only be used in the coastal archipelago and on fisheries in rivers in which salmon fishing is allowed.

The hoop nets known as "storryssjor" ("isorysät"), by which should be understood both hoop nets of all kinds having a height at any point exceeding 1.2 metres or fitted with slings exceeding that height, and all other fishing appliances of the said dimensions fitted with ground-netting (*nätbotten-verkkopohja*), must, if intended for taking small herring (*strömming-silakka*) or white gwyniad have meshes of dimensions equivalent to not less than 36 times and not more than 40 times, and, if intended for taking salmon, sea trout, ordinary gwyniad or any other species of fish equivalent to not more than 18 times the distance between two knots for 60 centimetres of the length of net in the part of the appliance or tackle known as "fiskhus" ("pesä").

Should it appear that the use of the "storryssjor" ("isorysät") intended for taking small herring or white gwyniad is liable to lead to the extermination of ordinary gwyniad, either State shall have the right to forbid or restrict the use of the same.

The use of "storryssjor" ("isorysät") in the rivers is forbidden.

Article 7.

Seine nets (*notar-nuottia*) or fixed nets (*nät-verkot*) having meshes of dimensions equivalent to not less than 30 and not more than 45 times the distance between two knots for 60 centimetres of length of net may be used in the coastal archipelago for taking smelt, white gwyniad, *lenciscus vulgaris* (*seipi-stäm*), bleak or small herring. Should it appear that the use of the fishing appliances referred to in the present Article is liable to lead to the extermination of the said species or of any other species of fish, either State shall have the right to forbid or restrict the use of the same.

Article 8.

In the "pata-pato" in which salmon fishing is not authorised under a concession granted by the Contracting States, the use of all appliances intended for taking salmon or sea trout, whatever be their designation and nature, is forbidden. In "pata-pato" of the above-mentioned kind intended for fishing gwyniad or other small species of fish it is therefore forbidden to use "mocknät" (*mutkaverkko*) or potkunät ("potkuverkko") or hoop nets (*ryssjor-rysiä*) or eelbucks (*mjärdarmertoja tinor-lanoja*), the opening of or hoop round which measures more than 60 centimetres in diameter in any direction.

Article 9.

River lampreys ("nätting" or "nejonöga"-"nahkiainen") may in future be fished at the same period and under the same conditions as heretofore.

Article 10.

The use of fish-gig (*ljustring-tuohustaminen*) is forbidden. Anyone found in the waters of the fishery zone carrying torches (*ljustereld-tuohustuli*) or in possession of articles intended for the taking of fish by means of a fish-gig, shall be liable to the same penalties as those provided for the use of a fish-gig.

Article 11.

Fishing by means of the hoop nets known as "storryssjor" ("isorysät"), or by means of "bottengarn" ("pohjaverkot") or "mockor" ("mutkaverkot") or any other appliances intended for salmon fishing is forbidden in the coastal archipelago situated at the mouth of the Torneå (Tornio) River, in a zone limited towards the sea by a line drawn from the southern shore of

the opening of the bay of Salmisviken (*Salmenlahti*), through the most southerly points of the islands of Kraaseli and Tirro and the north-western point of the island of Sellö, up to the south-western point of the island of Björkö (*Pirkö*).

The placing on either side of the channel of appliances or gear for fishing exceeding 200 metres in length is also forbidden in the strait separating the islands of Stora Tervakari (*Iso-Tervakari*) and Hampuleiviskä.

Article 12.

All fixed fishing appliances intended for the taking of salmon, sea trout or gwyniad shall be opened each year in order to allow fish to pass freely immediately after the expiry of the time during which fishing is permitted. Before the end of the month of September, the closing nets (*stängselnät-sulkuverkot*) used in connection with fishing appliances and all timber which has been used for closing fishing appliances must be withdrawn from the water. The main fixed stakes (*huvudpölar-päävaajat*) of fishing appliances may, however, be left in their place up to the end of the year, after which they and all stones used in connection with fishing appliances must be removed to the bank.

All material used in the construction of the "pata-pato" intended for taking burbot in winter must be carefully withdrawn from the water and carried on to the bank before the spring thaw.

Should the owner of a fishing appliance fail to comply with the preceding provisions within the period laid down, the duly authorised representative of the public prosecutor's department concerned shall be entitled to cause the work not yet carried out to be completed, the cost of the same being recovered from the offender in the manner provided for by law.

Article 13.

Persons having the right to fish salmon, and their assistants, may, for purposes of exercising their right to fish, enter the property of riparian landowners, with the exception of ground built upon or pleasure or kitchen-gardens, and shall be entitled to dry their fishing appliances on the bank at places where the bank is not adjacent to land which is built on or cultivated. Riparian landowners shall, however, be entitled to be fully compensated for any damage or loss caused to them thereby.

Riparian landowners shall also, subject to pecuniary compensation in the case of damage or loss, grant free passage for purposes of fishing (*fiskevatten-kalavesi*) to the holders of the above-mentioned fishing rights and their assistants, if the latter would otherwise be greatly inconvenienced in proceeding to the place at which they fish.

Article 14.

Legal proceedings in respect of offences against the provisions of the present Regulations shall be brought in the court of the place at which the offence has been committed. Should a national of one of the two Contracting States have committed an offence on the territory of the other Contracting State, but have ceased to reside there, proceedings will be brought against him in his own country before the court of the place nearest to the spot at which the offence was committed.

Disputes with regard to compensation due for damage or loss as provided for by Article 13 may be brought either before one of the courts referred to in the present Article or before the court of the place where the defendant has his domicile.

Article 15.

Any person guilty of a breach of the prohibitions laid down, or failing to comply with the present Regulations, shall, if proceedings are brought before a Swedish court, be liable to a fine of from 20 to 500 kron or, or, should proceedings be brought before a Finnish court, to a penalty of not more than 200 days' fines. Should the court so decide, the goods referred to in Article 3, the fishing tackle, fish unlawfully taken, and the fishing permit if one has been issued, shall be confiscated.

Should the fishing tackle and the fish unlawfully taken or offered for sale, the confiscation of which has been ordered, not be found, or should the fish unlawfully taken or offered for sale have deteriorated, the offender shall be liable for their full value.

Article 16.

Sums derived from fines and from confiscated fishing tackle, fish unlawfully taken, and goods, or the value of the same, shall become the property of the State. Should the person sentenced to a fine be unable to pay the full amount, the sum due shall be made good in some other manner according to the regulations laid down in the Penal Code.

Article 17.

Should a person fishing either in the close season or by means of appliances which are forbidden be taken in the act by an official of the public prosecutor's department, by a water bailiff, or by an official of the Fisheries Administration, the latter shall be entitled to seize not only the fishing tackle and catch of the offender but also his fishing permit and his boat, and to retain them until the offender has complied with the provisions of the law.

Officials of the public prosecutor's department, water bailiffs and officials of the Fisheries Administration may also seize fishing appliances which are forbidden under the present Regulations if they are found in a hut, a boat, a shed (*öppen sjöbod — avoin ranta-aitta*) or in any other place in the neighbourhood of a hut. Nevertheless, any person carrying out such seizure must, if not an official of the public prosecutor's department, immediately notify the latter, whose duty it shall be to publish the fact of the said seizure immediately by means of a notice posted up in a public building or in any other suitable place in the parish in which the seizure was effected. Should the owner not reveal his identity within one month from the date of the posting up of such notice, the articles seized shall become the property of the State.

Fish unlawfully taken or goods which are seized and which are liable to deterioration may, after they have been inspected and an estimate of their value has been made by two impartial persons, be sold under suitable conditions through the public prosecutor's department, which shall immediately inform the competent provincial Administration of the price obtained for them.

Article 18.

Persons duly commissioned for the purpose of supervising the enforcement of the present Regulations shall have the same powers and be entitled to the same protection as police officials.

Article 19.

The provincial Administrations of the provinces of Norrbotten and Uleåborg (Oulu) may, if application is made to them, grant a permit for fishing in the close season, or by a method which is forbidden, should this be requested for scientific purposes or in the interests of fish rearing. In such cases suitable instructions shall be given with a view to preventing any abuse, and the public prosecutor's department responsible for the district in question shall be notified.

Article 20.

The present Regulations shall come into force as from January 1, 1928.

Fishing appliances in use at the date of its coming into force which do not fulfil the conditions required by the Regulations may, if they are in accordance with the provisions of the previous Regulations, be used for a further period of three years.

DECLARATION

BY SWEDEN AND FINLAND MODIFYING ARTICLE 2 OF THE DECLARATION IN FORCE BETWEEN THE TWO COUNTRIES CONCERNING THE REGULATIONS FOR FLOATING TIMBER IN THE TORNEÅ AND MUONIO RIVERS.

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN, and THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND having decided, by mutual agreement, to take effective measures with a view to laying down regulations in respect of joint salmon fishing in the Torneå (Tornio) and Muonio rivers, and having found it necessary for this purpose to make certain modifications in the Convention between the two countries concerning the floating of timber in the Torneå (Tornio) and Muonio rivers, have agreed as follows :

Article 2 of the Declaration concerning floating of timber in the Torneå (Tornio) and Muonio rivers made by Sweden and Russia on July 3 (June 20) 1927, and confirmed in so far as its validity in respect of the relations between Sweden and Finland is concerned by the exchange of Notes between the Ministries, dated May 10, 1920, shall be altered to read as follows :

“ Article 2.

With a view to the improvement of the fisheries in the Torneå (Tornio) and Muonio Rivers a duty of five öre or an equivalent sum in Finnish currency shall be levied on every cubic metre of timber floated, calculated according to the book of rates in force.

The said duty must be paid not later than December 1 of each year to the provincial administration of the province of Uleåborg (*Oulu*), the said administration being responsible for accounts and management in respect of sums thus levied after having come to an agreement with the provincial administration of the province of Norrbotten.”

The present Declaration, which is drawn up in the Swedish, Finnish and French languages and the French text of which shall be authentic for purposes of interpretation, shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Stockholm as soon as possible.

The present Declaration shall come into force immediately. The provisions of Article 3 of the above-mentioned Declaration of July 3 (June 20) 1917, shall apply so far as the duration of validity and denunciation of the said Declaration are concerned.

In faith whereof the undersigned, duly authorised for that purpose, have signed the present Declaration and have thereto affixed their seals.

Done at Helsingfors (Helsinki) in duplicate on May 10, 1927.

(L. S.) HAMILTON.

(L. S.) Väinö VOIONMAA.

N° 1635.

**NORVÈGE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES**

Echange de notes au sujet de la communication réciproque des cas d'arrestations des ressortissants d'un pays opérées dans l'autre pays. Moscou, les 26 octobre 1927 et 16 janvier 1928.

**NORWAY
AND UNION OF SOCIALIST
SOVIET REPUBLICS**

Exchange of Notes regarding mutual Notification in the Case of Nationals of either Country being arrested in the other. Moscow, October 26, 1927, and January 16, 1928.

N° 1635. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT NORVÉGIEN ET LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, AU SUJET DE LA COMMUNICATION RÉCIPROQUE DES CAS D'ARRESTATIONS DES RESSORTISSANTS D'UN PAYS OPÉRÉES DANS L'AUTRE PAYS. MOSCOU, LES 26 OCTOBRE 1927, ET 16 JANVIER 1928.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 6 février 1928.

S. S. S. R. FOLKEKOMMISSARIAT
FOR UTENRIKSKE SAKER.

No. 9097.

MOSCOU, le 26 octobre 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à votre note du 9 juin *a. c.* sub N° 782/27 concernant la communication mutuelle des cas d'arrestations des ressortissants d'un pays opérées dans l'autre pays, j'ai l'honneur de vous informer que le Commissariat du Peuple pour les Affaires étrangères estime que les arguments d'ordre juridique que vous avez bien voulu développer dans la note précitée sont discutables sous maint rapport et ne peut pas se considérer comme lié par une stipulation contractuelle à ce sujet.

Néanmoins et vu l'importance que d'après la note précitée vous paraissez attribuer à cette question le Commissariat du Peuple s'employera auprès de qui de droit afin de donner satisfaction au désir que vous avez bien voulu exprimer dans cette note et ne manquera pas de tenir à l'avenir la Légation de Norvège au courant des cas où des arrestations des sujets norvégiens ont été opérées sur le territoire de l'Union, en tant que de pareils renseignements se trouveront à sa disposition.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma considérations la plus distinguée.

M. LITVINOFF.

Monsieur le Dr A. Urbye,
Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire
de Norvège.
En ville.

¹ TRANSLATION. — TRANSLATION.

No. 1635. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE NORWEGIAN GOVERNMENT AND THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS REGARDING THE MUTUAL NOTIFICATION IN THE CASE OF NATIONALS OF EITHER COUNTRY BEING ARRESTED IN THE OTHER. MOSCOW, OCTOBER 26, 1927, AND JANUARY 16, 1928.

French official text communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place February 6, 1928.

U. S. S. R. PEOPLE'S COMMISSARIAT
FOR FOREIGN AFFAIRS.

No. 9097.

Moscow, October 26, 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Referring to your Note No. 782/27 of June 9, 1927, concerning the mutual notification of arrests of nationals of one country in the other country, I have the honour to inform you that the People's Commissariat for Foreign Affairs considers that the legal arguments which you were good enough to put forward in the said Note are open to question in many respects, and that the Commissariat cannot consider itself bound by a contractual stipulation on this subject.

Nevertheless, in view of the importance which according to the above-mentioned Note, you appear to attribute to this question, the People's Commissariat will approach the competent authorities with a view to meeting the wish expressed in your Note, and will in future keep the Norwegian Legation informed of arrests of Norwegian subjects in the territory of the Union, so far as such information is available.

I have the honour, etc.

M. LITVINOFF.

Dr. A. Urbye,
Norwegian Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
Moscow.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 110/28.

MOSCOU, le 16 janvier 1928.

MONSIEUR LE COMMISSAIRE DU PEUPLE,

En accusant réception de votre note du 26 octobre 1927, sub N° 9097, concernant la communication mutuelle des cas d'arrestation des ressortissants d'un des pays opérés dans l'autre pays j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de vous informer que le Gouvernement de Norvège a donné des instructions aux autorités compétentes de communiquer au Ministère des Affaires étrangères à Oslo des cas d'arrestation de ressortissants de l'Union des Républiques soviétistes socialistes en Norvège. Le Ministère des Affaires étrangères en informera la Légation de l'Union à Oslo et s'engage, par conséquent, à remplir la même obligation vis-à-vis des ressortissants de l'Union, arrêtés en Norvège, que le Commissariat du Peuple s'est engagé à remplir vis-à-vis des sujets norvégiens arrêtés dans l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Veillez agréer, Monsieur le Commissaire du Peuple, les assurances de ma plus haute considération.

A. URBYE.

Monsieur M. Litvinoff,
Commissaire adjoint du Peuple
pour les Affaires étrangères.

No. 110/28.

Moscow, *January 16, 1928.*

SIR,

In acknowledging the receipt of your Note No. 9097 of October 26, 1927, concerning the mutual notification of arrests of nationals of one country in the other country, I am directed by my Government to inform you that the Norwegian Government has given instructions to the competent authorities to notify the Ministry of Foreign Affairs at Oslo of any arrests of nationals of the Union of Socialist Soviet Republics in Norway. The Ministry of Foreign Affairs will inform the Union's Legation at Oslo of such arrests, and undertakes accordingly to fulfil the same obligation in respect of nationals of the Union arrested in Norway as the People's Commissariat has undertaken to fulfil in respect of Norwegian subjects arrested in the Union of Socialist Soviet Republics.

I have the honour, etc.

A. URBYE.

M. M. Litvinoff,
People's Deputy Commissary
for Foreign Affairs.

N° 1636.

**DANEMARK ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES**

Echange de notes comportant un arrangement relatif à la reconnaissance réciproque des marques de fabrique. Moscou, le 23 décembre 1927.

**DENMARK
AND UNION OF SOCIALIST
SOVIET REPUBLICS**

Exchange of Notes constituting an Arrangement with regard to the reciprocal Recognition of Trade Marks. Moscow, December 23, 1927.

N^o 1636. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DANOIS
ET LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES, COMPORTANT UN ARRANGEMENT
RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES MARQUES
DE FABRIQUE. MOSCOU, LE 23 DÉCEMBRE 1927.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires a. i. de Danemark à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 11 février 1928.

LEGATION ROYALE DE DANEMARK
A MOSCOU.

MOSCOU, le 23 décembre, 1927.

MONSIEUR LE COMMISSAIRE-ADJOINT,

Etant donné que le traitement national, accordé par la législation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes en matière de l'enregistrement des marques de fabrique aux entreprises établies hors du territoire de l'Union et appartenant aux personnes physiques ou morales étrangères, est subordonné à la condition de réciprocité, je suis chargé par mon gouvernement de vous informer que la législation danoise en vigueur reconnaît aux entreprises établies dans l'Union des Républiques soviétistes socialistes, quant à l'enregistrement de leurs marques de fabrique en Danemark, sous la condition que les lois danoises sur l'enregistrement soient observées, les mêmes droits que ceux dont jouissent les entreprises danoises, ce traitement constituant, d'après l'opinion du Gouvernement du Roi, la réciprocité requise par la législation précitée de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

La législation danoise ci-dessus mentionnée s'applique indifféremment aux personnes physiques et morales, y compris les entreprises d'Etat (trusts d'Etat, syndicats d'Etats, etc.).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Commissaire adjoint, les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) P. SCHOU.

Son Excellence
Monsieur M. Litvinoff,
Commissaire adjoint du Peuple
aux Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1636. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH GOVERNMENT AND THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS CONSTITUTING AN ARRANGEMENT WITH REGARD TO THE RECIPROCAL RECOGNITION OF TRADE MARKS. MOSCOW, DECEMBER 23, 1927.

French official text communicated by the Danish Chargé d'Affaires a. i. at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place February 11, 1928.

ROYAL DANISH LEGATION
AT MOSCOW.

Moscow, December 23, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

In view of the fact that the national treatment in respect of the registration of trade marks granted under the laws of the Union of Socialist Soviet Republics to undertakings established outside the Union territory and belonging to foreign natural or juridical persons is subject to reciprocity, I am directed by my Government to inform you that the Danish laws now in force grant to undertakings established in the Union of Socialist Soviet Republics, in respect of the registration of their trade marks in Denmark, the same rights as are enjoyed by Danish undertakings, subject to the condition that the Danish registration laws are observed, such treatment constituting in the opinion of His Majesty's Government the reciprocity stipulated by the said laws of the Union of Socialist Soviet Republics.

The Danish laws referred to above apply indiscriminately to natural and juridical persons, including Government undertakings (Government trusts, Government syndicates, etc.).

I have the honour, etc.

(Signed) P. SCHOU.

His Excellency
M. M. Litvinoff,
People's Deputy Commissary
for Foreign Affairs.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

S. S. S. R.

NARODNI KOMISSARIAT PO INOSTRANIM
DELAM.

Nr. 10853.

Moscou, le 23 décembre 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Prenant acte de votre note du 23 décembre a. c., par laquelle vous avez bien voulu m'informer que la législation danoise en vigueur reconnaît aux entreprises établies dans l'Union des Républiques soviétistes socialistes, quant à l'enregistrement de leurs marques de fabrique en Danemark, les mêmes droits que ceux dont jouissent les entreprises danoises, la législation susmentionnée s'appliquant indifféremment aux personnes physiques et morales, y compris les entreprises d'Etat (trusts d'Etat, syndicats d'Etat, etc.), j'ai l'honneur de vous informer que ce traitement est reconnu par mon gouvernement comme constituant la réciprocité requise en matière de l'enregistrement des marques de fabrique par l'article 20 du décret du Comité Central exécutif, en date du 12 février 1926.

Par conséquent, les entreprises danoises — personnes physiques et morales, y compris les entreprises d'Etat (trusts d'Etat, syndicats d'Etat etc.) — seront admises à l'enregistrement dans l'U. R. S. S. de leurs marques de fabrique sous les mêmes conditions que celles prévues par le décret précité pour les entreprises établies dans l'Union.

Agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) Maxim LITVINOFF.

Monsieur Peter Schou,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Danemark.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 4 février 1928.

Georg Cohn,
Chef du Service danois de la Société des Nations
au Ministère des Affaires étrangères.

U. S. S. R.

PEOPLE'S COMMISSARIAT FOR
FOREIGN AFFAIRS.

No. 10853.

Moscow, December 23, 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE

While noting your letter of December 23, 1927, in which you were good enough to inform me that the Danish laws now in force grant to undertakings established in the Union of Socialist Soviet Republics, in respect of the registration of their trade marks in Denmark, the same rights as those enjoyed by Danish undertakings, the above-mentioned laws applying indiscriminately to natural and juridical persons, including Government undertakings (Government trusts, Government syndicates, etc.), I have the honour to inform you that this treatment is recognised by my Government as constituting the reciprocity stipulated in respect of the registration of trade marks in Article 20 of the Decree of the Central Executive Committee of February 12, 1926.

Accordingly Danish undertakings — natural and juridical persons, including Government undertakings (Government trusts, Government syndicates, etc.) — will be permitted to register their trade marks in the U. S. S. R. under the same conditions as those laid down by the said Decree for undertakings established in the Union.

I have the honour, etc.

(Signed) Maxim LITVINOFF.

M. Peter Schou,
Danish Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary.

N° 1637.

ALLEMAGNE ET NORVÈGE

Accord relatif à l'abolition, à partir du 1^{er} février 1928, du visa obligatoire des passeports entre les deux pays. Signé à Oslo, le 17 janvier 1928.

GERMANY AND NORWAY

Agreement relating to the Abolition as from February 1, 1928, of compulsory Passport Visas between the two Countries. Signed at Oslo, January 17, 1928.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 1637. — ABKOMMEN ¹ ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND NORWEGEN ZUR AUFHEBUNG, AB 1. FEBRUAR 1928, DES PASS-SICHTVERMERKSZWANGS FÜR DIE BEIDERSEITIGEN STAATSANGEHÖRIGEN. GEZEICHNET IN OSLO, DEN 17. JANUAR 1928.

*Textes officiels allemand et norvégien communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Norvège.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 13 février 1928.*

Zwischen DER DEUTSCHEN und DER NORWEGISCHEN REGIERUNG ist am 17. Januar 1928 über die Aufhebung des Sichtvermerkszwangs für die beiderseitigen Staatsangehörigen folgendes Abkommen getroffen worden :

Artikel I.

Die Angehörigen des einen Staates können das Gebiet des anderen Staates über die amtlich zugelassenen Grenzübergangsstellen jederzeit lediglich auf Grund eines gültigen Heimatpasses, aus dem sich die Staatsangehörigkeit des Inhabers einwandfrei ergibt, ohne Sichtvermerk des Gegenstaates betreten und verlassen. Die Vergünstigung bezieht sich nur auf die Inhaber von Nationalpässen, nicht von sogenannten Fremdenpässen (Reisepässe für Ausländer). Nationalpässe werden nur an Personen ausgestellt werden, deren Zugehörigkeit zum ausstellenden Staat einwandfrei feststeht.

Artikel II.

Die jeweils im Gebiete der beiden Staaten geltenden Bestimmungen über die Kontrolle der Ausländer, insbesondere über die Verhängung von Grenzsperrern, über die Zurückweisung nicht einwandfreier Reisender an der Grenze, über die Meldung, den Aufenthalt und die Ausweisung von Ausländern sowie über den Schutz des heimischen Arbeitsmarktes gegen Überlastung mit ausländischen Arbeitskräften werden durch dieses Abkommen nicht berührt.

Artikel III.

Angehörige des einen Staates, die nach ihrer Einreise in das Gebiet des anderen Staates dort eine Stelle antreten wollen, müssen im Besitz einer von der zuständigen Vertretung des Aufenthaltsstaates im Ausland vor dem Grenzübertritt beschafften Zusicherung der Bewilligung zum Stellenantritt sein.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} février 1928.

TEXTE NORVEGIEN. — NORVEGIAN TEXT.

N^o 1637. — AVTALE¹ MELLEM NORGE OG TYSKLAND ÅNGAENDE OPHEVELSE FRA 1. FEBRUAR 1928 AV PASSVISERINGSTVANGEN FOR DE TO LANDS UNDERSÅTTER, UNDERTEGNET I OSLO, DEN 17. JANUAR 1928.

*German and Norwegian official texts communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs.
The registration of this Agreement took place February 13, 1928.*

Mellem den NORSKE og den TYSKE REGJERING er der den 17. januar 1928 truffet følgende avtale angående ophevelse av passviseringstvangen for de to lands undersåtter :

Artikkel I.

Undersåtter av den ene stat kan, når de er i besiddelse av et av hjemstatens myndigheter utstedt gyldig pass, som uomtvistelig fastslår innehaverens nasjonalitet, til enhver tid over de offisielt tillatte grenseovergangssteder fritt betre og forlate den annen stats område uten visum fra denne stat. Begunstigelsen gjelder kun innehavere av nasjonale pass, ikke innehavere av såkalte fremmedpass (reisepass for utlendiger). Nasjonale pass utstedes kun til personer som uomtvistelig er borgere av den passutstedende stat.

Artikkel II.

De i de to staters område til enhver tid gjeldende bestemmelser angående kontroll med utlendinger, særlig vedrørende iverksettelse av grensesperringer, tilbakevisning av tvilsomme reisende ved grensen, angående anmeldelse, opphold og utvisning av utlendinger såvel som angående beskyttelse av det hjemlige arbeidsmarked mot overbelastning med utenlandsk arbeidskraft berøres ikke av denne avtale.

Artikkel III.

Undersåtter av den ene stat som etter sin innreise til den annen stats område vil tiltre en stilling der, må være i besiddelse av et av opholdslandets kompetente representasjon i utlandet før grenseovergangen tilveiebragt tilsagn om tillatelse til å tiltre stillingen.

¹ Came into force February 1, 1928.

Jeder der beiden Staaten wird Vorsorge dafür treffen, dass seine Angehörigen auf die Notwendigkeit der vorherigen Einholung der Zusicherung der Bewilligung zum Stellenantritt aufmerksam gemacht werden, wenn sie die Ausstellung eines Passes zur Reise in das andre Land zum Zwecke des Stellenantritts nachsuchen.

Für die in Absatz 1 erwähnte Zusicherung wird keine besondere Gebühr erhoben.

Artikel IV.

Das gegenwärtige Abkommen tritt am 1. Februar 1928 in Kraft und kann mit einmonatiger Frist gekündigt werden.

Das gegenwärtige Abkommen ist in deutschem und norwegischem Text ausgefertigt, welche beide authentisch sind.

Ausgefertigt in zwei Exemplaren.

OSLO, den 17. Januar 1928.

(Gezeichnet) RHOMBERG.

(Gezeichnet) Ivar LYKKE.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 7 février 1928.

W. Foss.
Chef du Protocole.

Hver av de to stater vil dra omsorg for at dens undersåtter, når de ansøker om utstedelse av et pass for reise til det annet land i den hensikt å tiltre en stilling der, blir gjort oppmerksom på nødvendigheten av på forhånd å innhente tilsagn om tillatelse til å tiltre stillingen.

For det i første avsnitt omhandlede tilsagn opkreves intet særskilt gebyr.

Artikkel IV.

Nærværende avtale trer i kraft den lste februar 1928 og kan opsies med én måneds varsel.

Nærværende avtale er utferdiget i norsk og tysk tekst som begge er autentiske.

Utferdiget i to eksemplarer.

OSLO, den 17. januar 1928.

(u.) Ivar LYKKE.

(u.) RHOMBERG.

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères,

Oslo, le 7 février 1928.

W. Foss,
Chef du Protocole.

¹ TRADUCTION.

N^o 1637. — ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA NORVÈGE RELATIF A L'ABOLITION, A PARTIR DU 1^{ER} FÉVRIER 1928, DU VISA OBLIGATOIRE DES PASSEPORTS ENTRE LES DEUX PAYS. SIGNÉ A OSLO, LE 17 JANVIER 1928.

L'Accord suivant a été conclu, le 17 janvier 1928, entre les GOUVERNEMENTS NORVÉGIEN et ALLEMAND, au sujet de l'abolition du visa obligatoire des passeports délivrés aux ressortissants des deux pays.

Article premier.

Les ressortissants de l'un des deux Etats pourront en tout temps, lorsqu'ils seront porteurs d'un passeport valide, délivré par les autorités de leur pays et établissant de manière incontestable la nationalité du détenteur, pénétrer sur le territoire de l'autre Etat et quitter ce territoire par les postes-frontière officiellement désignés à cet effet, sans être tenus d'obtenir le visa dudit Etat. Ce privilège ne s'applique qu'aux détenteurs de passeports nationaux, à l'exclusion des passeports délivrés aux étrangers (*Fremmedpass-Fremdenpässe*). Les passeports nationaux ne seront délivrés qu'aux personnes dont la qualité de ressortissant de l'Etat qui délivre le passeport est incontestablement établie.

Article II.

Les dispositions présentes ou futures applicables, sur le territoire des deux Etats, à la surveillance des étrangers, notamment en ce qui concerne le fermeture de la frontière, le refoulement des indésirables à la frontière, la déclaration de séjour, le séjour et l'expulsion des étrangers, ainsi que la protection du marché national du travail contre la surabondance de main-d'œuvre étrangère, ne sont pas affectées par le présent accord.

Article III.

Les ressortissants de l'un des deux Etats qui, après être entrés sur le territoire de l'autre Etat, désirent y occuper un emploi, doivent être porteurs d'une pièce, fournie, avant le passage de la frontière, par la représentation compétente du pays de séjour dans le pays étranger, et comportant l'assurance que l'intéressé sera autorisé à occuper cet emploi.

Chacun des deux Etats prendra soin que ses ressortissants, lorsqu'ils sollicitent la délivrance d'un passeport pour se rendre dans l'autre pays afin d'y occuper un emploi, soient avisés de la nécessité d'obtenir, au préalable, l'assurance qu'ils seront autorisés à occuper ledit emploi.

La pièce mentionnée au premier alinéa du présent article ne donnera lieu à la perception d'aucun droit.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1637. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND NORWAY RELATING TO THE ABOLITION AS FROM FEBRUARY 1, 1928, OF COMPULSORY PASSPORT VISAS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED AT OSLO, JANUARY 17, 1928.

The following Agreement was concluded on January 17, 1928, by THE GOVERNMENTS OF NORWAY and GERMANY relating to the abolition of compulsory passport visas for nationals of the two countries.

Article I.

Nationals of either State may at any time enter or leave the territory of the other State at the officially recognised points on production of a valid national passport, delivered by the authorities of their country and clearly establishing the nationality of the holder, and without a visa from the latter State being required. This privilege shall only apply to persons holding national passports and not to holders of so-called foreigners' passes (passports for foreigners). National passports shall only be issued to persons who can establish beyond doubt that they are nationals of the State issuing the document.

Article II.

Any rules which are or may hereafter be in force, in the territory of either State, concerning the supervision of aliens, in particular, concerning the closing of the frontiers, the turning back of undesirable travellers at the frontier, reporting of arrival, the residence and expulsion of aliens, as also regulations for the protection of the home labour market against a surplus of alien labour, shall remain unaffected by the present Agreement.

Article III.

Nationals of either State who, after entering the territory of the other State, desire to take up a situation therein must be in possession of a document, issued, before they crossed the frontier, by the competent authority of the State of residence in the other country, certifying that they will be allowed to take up the aforesaid situation.

The two States will take steps to ensure that, whenever their respective nationals apply for passports with a view to proceeding to the other State to take up employment as above, their attention is drawn to the necessity of obtaining in advance the aforesaid certificates.

No special fee shall be charged for the certificate mentioned in the first paragraph of the present Article.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article IV.

Le présent accord entrera en vigueur le premier février 1928 et pourra être dénoncé moyennant préavis d'un mois.

Le présent accord est établi en langue norvégienne et en langue allemande, les deux textes faisant foi.

Fait en deux exemplaires.

OSLO, le 17 janvier 1928.

(Signé) Ivar LYKKE.

(Signé) RHOMBERG.

Article IV.

The present Agreement shall come into force on February 1, 1928, and may be denounced at one month's notice.

The present Agreement is done in German and Norwegian, both texts being authentic.

Done in two copies.

OSLO, *January 17, 1928.*

(Signed) RHOMBERG.

(Signed) Ivar LYKKE.

N° 1638.

**POLOGNE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Accord concernant l'échange des actes des anciennes autorités militaires autrichiennes hongroises et austro-hongroises. Signé à Varsovie, le 8 février 1927.

**POLAND
AND CZECHOSLOVAKIA**

Agreement regarding the Exchange of Acts of the former Austrian, Hungarian and Austro-Hungarian Military Authorities. Signed at Warsaw, February 8, 1927.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N^o 1638. — DOHODA¹ MEZI REPUBLIKOU ČESKOŠLOVENSKOU A REPUBLIKOU POLŠKOU VE VĚCI VÝMĚNY SPISU PO BÝVALÝCH VOJENSKÝCH ÚRADECH RAKOUSKÝCH, UHERSKÝCH A RAKOUSKO-UHERSKÝCH, PODEPSANÁ VE VARŠAVĚ, DNE 8. ÚNORA 1927.

Textes officiels polonais et tchécoslovaque communiqués par le chargé d'affaires a. i. de la République tchécoslovaque à Berne et le délégué de la Pologne à la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 13 février 1928.

Článek I.

VLÁDA REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ A VLÁDA REPUBLIKY POLSKÉ zavazují se vydati si navzájem a bezplatně spisy všech druhů bývalých rakouských, uherských a rakousko-uherských vojenských úřadů, které jsou v jejich držbě kdekoliv na jejich území a týkají se státních příslušníků druhé smluvní strany nebo objektů ležících na jejich území.

Při tom nebude rozhodovati okolnost, jsou-li tyto spisy v držbě státu již z doby předpřevratové anebo octly-li se v jeho držbě po státním převratu způsobem jakýmkoliv.

Jde tu zejména o :

I Spisy osobní :

- a) kmenové (záznamní) listy všech druhů důstojníků a mužstva,
- b) kvalifikační (konduitní) listiny důstojníků (poddůstojníků), jakož i výpisů ze záznamů o disciplinárních trestech důstojníků a mužstva,
- c) certifikáty o dobrovolném závazku déle sloužiti a výkazy jiného druhu,
- d) superarbitrační spisy, chorobopisy, lékařská vysvědčení, nemocniční záznamní listy, lékařské nálezy a t. d.,
- e) výpisy ze záznamů o narozeních, sňatecích a úmrtích, vedených u vojenských úřadů (matriky),
- f) odvodní pomůcky (t. j. odvodní seznamy a protokoly odvedených), evidenční pomůcky (t. j. evidenční protokoly gažistů i mužstva, a to doplňovacích okresních velitelství i kmenových těles), a jiné pomůcky téhož rázu, týkající se bývalé domobrany, jako listy o domobraneckém třídění, záznamní listy, evidenční listy o pobytu, presentační protokoly tříděných domobranců a evidenční pomůcky bývalé domobrany,
- g) zaopatřovací spisy důstojníků a mužstva, případně vdov a sirotek po nich,
- h) invalidní knížky,
- i) trestní spisy bývalých vojenských soudů (posádkových, polních a zápolních), pokud se netýkají politické činnosti dle čl. 23., bod b), druhá věta smlouvy² mezi republikou Československou a republikou Polskou o otázkách právních a finančních ze dne 23. dubna 1925.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 7 janvier 1928.

² Vol. LVIII, page 9, de ce recueil.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N^o 1638. — UKŁAD¹ POMIĘDZY REPUBLIKĄ CZESKOSŁOWACKĄ A RZECZĄ-
POSPOLITĄ POLSKĄ W SPRAWIE WYMIANY AKT PO BYŁCH WŁADZACH
WOJSKOWYCH AUSTRJACKICH, WĘGIERSKICH I AUSTRO-WĘGIERS-
KICH PODPISANY W WARSZAWIE DNIA 8 LUTEGO 1927.

Polish and Czechoslovak official texts communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Czechoslovak Republic at Berne and the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place February 13, 1928.

Artykuł I.

RZĄD REPUBLIKI CZESKOSŁOWACKIEJ i RZĄD RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ zobowiązują się wydać sobie nawzajem i bez odszkodowania wszelkiego rodzaju akta byłych austriackich, węgierskich i austro-węgierskich władz wojskowych, znajdujące się w ich posiadaniu gdziekolwiekbądź na ich terytorjum i odnoszące się do obywateli drugiej Strony Umawiającej się, albo do obiektów położonych na ich terytorjum.

Obojętną jest okoliczność, czy akta te były w posiadaniu Państwa już przed przewrotem, czy też dostały się jakikolwiek sposób w jego posiadanie po przewrocie państwowym.

Chodzi tu szczególnie o :

I. Akta osobowe :

- a) główne karty ewidencyjne wszystkich rodzajów oficerów i szeregowych,
- b) listy kwalifikacyjne (konduirowe) oficerów (podoficerów) oraz wyciągi z notatek o karach dyscyplinarnych oficerów i szeregowych,
- c) certyfikaty o dobrowolnym obowiązku dłuższej służby i wykazy innego rodzaju,
- d) akta superrewizyjne, historie chorób, świadectwa lekarskie, szpitalne karty adnotacyjne, orzeczenia lekarskie i. t. d.,
- e) wyciągi z metryk urodzenia, ślubów, śmierci, prowadzonych przy urzędach wojskowych,
- f) pomocniczy materiał poborowy (t. j. spisy i protokoły poborowe), pomocniczy materiał ewidencyjny (t. j. protokoły ewidencyjne gazystów i szeregowych, i to powiatowych komend uzupełnień i oddziałów macierzystych), i inne materiały pomocnicze tego rodzaju, odnoszące się do byłego pospolitego ruszenia, jak karty przeglądu, karty adnotacyjne, karty ewidencyjne o pobycie, protokoły prezentacyjne przeglądanych osób pospolitego ruszenia i materiał ewidencyjny byłego pospolitego ruszenia,
- g) emerytalne akta oficerów i szeregowych, względnie wdów i sierot po nich,
- h) książki inwalidzkie,
- i) akta karne byłych sądów wojskowych (garnizonowych, polowych i etapowych), o ile nie tyczą się politycznej działalności w myśl art. 23 punkt d), drugie zdanie Umowy² pomiędzy Republiką Czeskosłowacką a Rzeczpospolitą Polską w sprawach prawnych i finansowych z dnia 23 kwietnia 1925 r.,

¹ The exchange of ratifications took place at Prague, January 7, 1928.

² Vol. LVIII, page 9, of this Series.

j) spisy náhradních těles, jež byla za války ze svých doplňovacích okresů na území jedné smluvní strany přemístěna na území strany druhé, jsou-li tam dosud tyto spisy,

k) seznamy a údaje, o nichž se činí zmínka v článku 172 mírové smlouvy Saint-Germainské a v čl. 156 mírové smlouvy Trianonské, s příslušnými úmrtními a evidenčními listy a hřbitovními plánky. Jsou-li po ruce data a uvedené doklady příslušníků druhého státu, kteří byli pohřbeni na území jiných států, vydají se i tyto a připojí se k nim rovněž příslušné hřbitovní plánky.

II. Spisy věcné :

a) Plány a projekty kasáren a jiných vojenských budov a pozemků s příslušnými spisy, pokud se týkají vojenských objektů, jakož i případné elaboráty vypracované bývalou vojenskou správou pro minová zařízení na komunikačních objektech, ležících na území druhé smluvní strany,

b) spisy jednající o uplatňování a likvidaci nároků, založených na ustanoveních zákona č. 236/1912 rakouského říšského zákonníku a uherského zákonného článku LXVIII z r. 1912 o válečných úkonech,

c) spisy týkající se vojenských fondů a nadací, které připadly jedné ze smluvních stran.

III. Spisy ad I) a II) budou vydány se všemi přílohami (jako křestními listy, domovskými listy, výpočty a pod.).

Článek 2.

Závazek vzájemného vydání omezuje se na vojenský spisový materiál, vzniklý v době ode dne 1. ledna 1890 do dne 28. října 1918.

Z doby ode dne 1. května 1848 do dne 31. prosince 1889 budou odevzdána všechna příslušná priora.

Článek 3.

Obě smluvní strany se navzájem zavazují, že se postarají, aby veškeren vojenský spisový materiál, jež má na zřeteli tato dohoda, byl zachován neztentčený a aby bez vědomí a svolení druhé smluvní strany nebyl žádný díl tohoto materiálu skartován nebo nějakým způsobem zcizen anebo zničen.

Článek 4.

Obě smluvní strany se vzájemně zavazují :

a) že prozkoumají své archivy, registratury, kanceláře, jakož i jiná místa, určená kúschově vojenského spisového materiálu, o němž se děje zmínka v čl. 1.,

d) že připraví k odeslání materiál, který má býti vydán podle ustanovení této dohody,

c) že započnou jej odesílati nejpozději do šesti měsíců ode dne, kdy tato dohoda nabude platnosti,

d) že přiloží ke každé zásilce seznam, obsahující jména osob, případně názvy předmětů, jejichž doklady se zasílají, jakož i druh dokladů,

e) že si vydají v době nejkratší na zvláštní vyžádání jednotlivé spisy, na které mají podle této dohody nárok a jichž naléhavě potřebují, tedy mimo normálního provádění generální výměny dle bodů a)–d) tohoto článku.

Článek 5.

Roztřídění vojenských osobních dokladů provede se podle domovské příslušnosti, uvedené na tom neb onom dokladu, nebylo-li zjištěno, že osoba, které se doklad týká, změnila později svou státní příslušnost.

j) akta formacyj uzupełniających, które były w czasie wojny przeniesione ze swoich okręgów uzupełnień, położonych na terytorjum jednej Strony Umawiającej się na terytorjum drugiej Strony, o ile akta te znajdują się tam dotychczas,

k) spisy i daty o których jest mowa w art. 172 Traktatu Pokojowego w St. Germain i w art. 156 Traktatu Pokojowego w Trianon, z odnośnemi karami śmierci i kartami ewidencyjnemi oraz szkicami cmentarzy. Jeżeli są do dyspozycji daty i wymienione dokumenty obywateli drugiego Państwa, którzy zostali pochowani na terytorjum innych państw, zostaną one również wydane i dołączają się do nich odnośne szkice cmentarzy.

II. Akta rzeczowe :

a) Plany i projekty koszar i innych wojskowych budynków i gruntów z odnośnemi aktami, o ile dotyczą obiektów wojskowych, oraz ewentualne elaboraty opracowane przez były zarząd wojskowy dla urzędzeń minowych na obiektach komunikacyjnych, położonych na terytorjum drugiej Umawiającej się Strony,

b) akta odnoszące się do zgłaszania i likwidacji pretensyj, uzasadnionych przez postanowienia ustawy poz. 236/1912 Dziennika Ustaw Rzeszy Austrjackiej i węgierskiego ustawowego artykułu LXVIII z 1912 r. o świadczeniach wojennych,

c) akta odnoszące się do funduszów i fundacyj wojskowych, które przypadły jednej z Umawiających się Stron.

III. Akta ad I) i II) zostaną wydane ze wszystkimi załącznikami (jak z metrykami chrztu, świadectwami przynależności gminnej, obliczeniami i t. p.).

Artykuł 2.

Obowiązek wzajemnego wydania ogranicza się do wojskowego materiału aktowego, powstałego w czasie od dnia 1 stycznia 1890 r. do dnia 20 października 1918 r.

Z czasu od dnia 1 maja 1848 r. do dnia 31 grudnia 1988 r. zostaną wydane wszystkie przynależne priora.

Artykuł 3.

Obie Umawiające się Strony zobowiązują się nawzajem, iż poczynią starania, żeby cały wojskowy materiał aktowy, o którym mówi niniejszy Układ, został utrzymany nieuszczerplony i żeby bez wiedzy i zgody drugiej Umawiającej się Strony żaden dział tego materiału nie był brakowany albo w jakikolwiek sposób pozbyty czy zniszczony.

Artykuł 4.

Obie Umawiające się Strony zobowiązują się wzajemnie :

a) iż zbadają swoje archiwa, registratury, biura oraz inne miejsca, przeznaczone do przechowywania wojskowego materiału aktowego, o którym jest wzmianka w art. 1,

b) iż przygotują do wysłania materiały, który ma zostać wydany według postanowień niniejszego Układu,

c) iż rozpoczną go wysyłać najpóźniej do sześciu miesięcy od dnia, w którym niniejszy Układ wejdzie w życie,

d) iż dołączą do każdej przesyłki spis zawierający nazwiska osób, względnie nazwy rzeczy, których dokumenty przesyłają, oraz rodzaj dokumentów,

e) iż wydadzą sobie na osobne żądanie w czasie jak najkrótszym pojedyncze akta, do których mają w myśl niniejszego Układu prawo i których śpiesznie potrzebują, zatem poza normalnym trybem wykonywania generalnej wymiany określonym w punktach a)—d) niniejszego artykułu.

Artykuł 5.

Wydzielenie wojskowych akt osobowych przeprowadzi się podług przynależności gminnej, wymienionej w danym dokumencie, o ile nie stwierdzono, iż osoba, której dokument ten dotyczy, zmieniła później swoje obywatelstwo.

Článek 6.

a) Spisy týkající se výhradně jedné ze smluvních stran, budou jí vydány v originále.
b) Spisy týkající se zároveň obou smluvních stran, zůstanou v dosavadním držení, kdežto stát druhý dostane jejich ověřený opis. Výdaje za opisování a ověřování hradí strana, která opis pořídila.

Půjde-li o spisy objemné (na př. trestní spisy a pod.), jichž opisování by vyžadovalo značné práce a času, zapůjčí se v originále na potřebnou dobu, o které se obě vlády dohodnou případ od případu.

c) Spisy, týkající se zároveň správy třetího státu, zůstanou v držení smluvního státu, který je dosud drží, pokud interesovaný stát nesjedná s ním úmluvu o spisové rozluce, případně neprojeví jeví souhlas s odevzdáním spisů státu vyžadujícím.

K požádání budou však spisy tohoto druhu navzájem zaslány v ověřeném opisu nebo zapůjčeny v originále podle zásad uvedených v bodu b) tohoto článku.

Článek 7.

Spisovou rozlučku podle ustanovení čl. 1—6 této dohody mají provést vojenské ústřední úřady obou smluvních stran.

Přejímacími orgány jsou diplomatictí zástupci, nebo po vzájemném dorozumění pro účelnost zástupci konsulární k tomu určení.

Materiál se vydává postupně, jak bude nashromážděn.

O odvozu a vývozu vojenského materiálu spisového platí ustanovení bodu b) čl. 27. smlouvy¹ mezi republikou Československou a republikou Polskou o otázkách právních a finančních ze dne 23. dubna 1925.

Článek 8.

Dohoda tato zůstane v platnosti až do doby, kdy obě vlády navzájem prohlásí, že je výměna vojenského spisového materiálu skončena.

Článek 9.

Různosti mínění, kdyby k nim došlo, vyřídí se dohodou mezi oběma vojenskými ústředními úřady. Nedojde-li k dohodě touto cestou, bude se postupovati podle předpisů části IX. smlouvy mezi republikou Československou a republikou Polskou o otázkách právních a finančních¹ ze dne 23. dubna 1925.

Článek 10.

Dohoda tato nabude působnosti třicátého dne po výměně ratifikačních listin, která bude provedena v Praze.

Vyhotoveno ve Varšavě dne 8 února 1927 ve dvou stejně znějících originálech, každý v jazyku československém a polském ; oba texty jsou autentické.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 17 janvier 1928.

Ph. Dr. Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

(L. S.) Dr. Jan OPOČENSKÝ.

¹ Vol. XLVIII, page 287, de ce recueil.

Artykuł 6.

a) Akta dotyczące wyłącznie jednej z Umawiających się Stron, zostaną jej wydane w oryginale.

b) Akta dotyczące jednocześnie obu Umawiających się Stron pozostaną u dotychczas posiadającej je Strony, a Państwo drugie otrzyma ich uwierzytelniony odpis. Koszta odpisywania i uwierzytelnienia ponosi Strona, która odpis sporządziła.

Akta obszerne (naprz. karne i t. p.), których odpisywanie wymagałoby wiele pracy i czasu, wypożyczy się w oryginale na potrzebny okres czasu, co do którego porozumieją się oba Rządy w każdym poszczególnym wypadku.

c) Akta odnoszące się także do zarządu trzeciego państwa, pozostaną w posiadaniu tego z Umawiających się Państw, które je dotychczas posiada, dopóki państwo zainteresowane nie zawrze z nim umowy o rozdziale akt, względnie nie wyrazi zgody na oddanie akt państwu żądającemu ich wydania.

Na żądanie jednak akta tego rodzaju zostaną wzajemnie przesłane w uwierzytelnionym odpisie wypożyczone w oryginale według zasad wymienionych w punkcie b) niniejszego artykułu.

Artykuł 7.

Rozdział akt według postanowień art. 1—6 niniejszego Układu mają przeprowadzić naczelne władze wojskowe obu Umawiających się Stron.

Organami odbiorczymi są przedstawiciele dyplomatyczni lub ze względów praktycznych po wzajemnem porozumieniu wyznaczeni do tego przedstawiciele konsularni.

Materiał wydaje się stopniowo w miarę jego zgromadzenia.

Do przewiezienia i wywozu wojskowego materiału aktowego stosują się postanowienia punktu b) art. 27 Umowy¹ pomiędzy Republiką Czeskosłowacką a Rzeczpospolitą Polską w sprawach prawnych i finansowych z dnia 23 kwietnia 1925 r.

Artykuł 8.

Układ niniejszy będzie obowiązywał do czasu, kiedy oba Rządy wzajemnie oświadczą, iż wymiana wojskowego materiału aktowego jest ukończona.

Artykuł 9.

Różnice zdań, o ileby się zdarzyły, zostaną załatwione przez porozumienie obu wojskowych władz naczelnych. W razie niedojścia do porozumienia tą drogą, postępować się będzie według postanowień części IX Umowy pomiędzy Republiką Czeskosłowacką i Rzeczpospolitą Polską w sprawach prawnych i finansowych¹ z dnia 23 kwietnia 1925 r.

Artykuł 10.

Układ niniejszy wejdzie w życie dniu trzydziestym po wymianie dokumentów ratyfikacyjnych, która odbędzie się w Pradze.

Sporządzono w Warszawie dnia 8 lutego 1927 r. w dwóch jednobrzmiących oryginalach, każdy w języku czeskosłowackim i polskim; oba teksty są autentyczne.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 17 janvier 1928.

(L. S.) Dr. Eugeniusz BARWIŃSKI.

Ph. Dr Jan Opočensky,
Directeur des Archives.

¹ Vol. XLVIII, page 287, of this Series.

¹ TRADUCTION.

N^o 1638. — ACCORD ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET LA RÉPUBLIQUE POLONAISE, CONCERNANT L'ÉCHANGE DES ACTES DES ANCIENNES ADMINISTRATIONS MILITAIRES AUTRICHIENNES, HONGROISES ET AUSTRO-HONGROISES. SIGNÉ A VARSOVIE, LE 8 FÉVRIER 1927.

Article premier.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE s'engagent à se restituer réciproquement, sans frais, tous les actes des anciennes administrations militaires autrichiennes, hongroises et austro-hongroises détenus à l'intérieur de leurs territoires et concernant des ressortissants de l'autre Partie contractante ou des objets se trouvant sur les territoires desdits Etats.

Il ne sera fait aucune différence entre les actes détenus par l'un des deux Etats avant le changement de régime et ceux pris en charge, d'une façon quelconque, après le changement de régime.

Il s'agit avant tout de :

I. Documents personnels.

- a)* Registres d'états de service de toute espèce concernant les officiers et les simples soldats ;
- b)* Notes de service (conduite) des officiers (sous-officiers) et feuilles de punition des officiers et simples soldats ;
- c)* Certificats d'engagement volontaire ou de toute autre nature ;
- d)* Documents de contre-visite, feuilles de maladie, certificats médicaux, registres d'hôpitaux, déclarations médicales, etc.;
- e)* Extraits des actes de naissance, de mariage et de décès tenus par les administrations militaires (matricules) ;
- f)* Documents relatifs aux services de recrutement (c'est-à-dire listes et fiches de recrutement), documents de contrôle (c'est-à-dire registres de contrôle, concernant les gradés et simples soldats, se trouvant dans les dépôts et les bureaux de recrutement) et autres documents de ce genre concernant l'ancienne armée territoriale, rôles de l'armée territoriale, listes indiquant la résidence, procès-verbaux d'appel des territoriaux et registres de contrôle de l'ancienne armée territoriale ;
- g)* Documents des services de pension concernant les officiers et les simples soldats ou leurs veuves et leurs orphelins ;
- h)* Livrets d'invalides ;
- i)* Dossiers relatifs aux affaires pénales des anciens conseils de guerre des garnisons, du front et de l'arrière, ne portant pas sur l'activité politique visée par l'article 23 *b)*, 2^{me} phrase, du Traité du 23 avril 1925, entre la République tchécoslovaque et la République polonaise, concernant les questions juridiques et financières ;
- j)* Documents concernant les bureaux de recrutement transférés, pendant la guerre, de leur circonscription sur le territoire de l'autre Partie contractante, si les documents en question se trouvent encore sur ledit territoire ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1638. — AGREEMENT BETWEEN THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC AND THE POLISH REPUBLIC REGARDING THE EXCHANGE OF ACTS OF THE FORMER AUSTRIAN, HUNGARIAN, AND AUSTRO-HUNGARIAN MILITARY AUTHORITIES. SIGNED AT WARSAW, FEBRUARY 8, 1927.

Article I.

THE GOVERNMENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE POLISH REPUBLIC undertake to restore to each other free of charge all kinds of documents belonging to the former Austrian, Hungarian, and Austro-Hungarian military authorities held by them in any part of their territories, and relating to nationals of the other Contracting Party, or to property situated within the territory of the other Contracting Party.

In this connection no distinction shall be drawn between documents in the possession of either State before the change of régime and documents acquired by it by any means whatsoever after the change of régime.

The above provision shall in particular concern :

I. *Personal documents* :

- (a) Service index-cards of all kinds for officers and men.
- (b) Documents giving particulars as to qualifications and conduct, for officers (N. C. O.'s), and extracts from disciplinary conduct-sheets for officers and men;
- (c) Certificates of voluntary enlistment for further service, and other attestations;
- (d) Documents referring to medical check inspections, medical histories, medical certificates, hospital registers, medical reports, etc.;
- (e) Extracts from birth, marriage and death records kept by the military administrations;
- (f) Documents relating to recruitment (*i. e.*, recruiting lists and records of recruits), to registration of enlistment (*i. e.*, control registers concerning N. C. O's and men belonging to the local recruiting depôts and headquarters), and other documents of this type relating to the former territorial army, such as documents concerning territorial classes, rolls, lists of addresses, records of the calling-up of territorial classes, and control registers of ex-territorials;
- (g) Pension records concerning officers and men, their widows and orphans;
- (h) Disabled men's booklets;
- (i) Documents concerning criminal cases dealt with in former courts-martial (in garrison, in the field and on lines of communication), unless they relate to the political activities referred to in Article 23 (b), 2nd sentence, of the Legal and Financial Convention concluded on April 23, 1925, between the Czechoslovak Republic and the Republic of Poland;
- (j) Documents concerning auxiliary formations transferred during the war from their own recruitment depôts in the territory of one Contracting Party to the territory of the other Contracting Party, if such documents are still in the latter's territory;

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

k) Les listes et les renseignements mentionnés par l'article 172 du Traité de Paix de Saint-Germain et par l'article 156 du Traité de Trianon, y compris les actes de décès, les listes de contrôle et les fiches d'inhumation y afférents. S'ils sont à la disposition de l'une des deux Parties contractantes, les deux États se restitueront également les documents concernant des ressortissants de l'autre Etat enterrés sur le territoire d'autres Puissances et y ajouteront les fiches d'inhumation y afférentes.

II. *Documents concernant le matériel et les constructions militaires :*

a) Plans et documents de casernes et d'autres constructions et propriétés militaires, et les dossiers y afférents concernant des objets militaires ou des plans élaborés par l'ancienne administration militaire sur les aménagements de mines et les ouvrages d'art des voies de communications situées sur le territoire de l'autre Partie contractante ;

b) Dossiers relatifs à la revendication et la liquidation des droits fondés sur les dispositions de l'article 236/1912 de la loi d'Empire autrichienne et de la loi hongroise LXVIII de l'année 1912, concernant les prestations de guerre ;

c) Les documents concernant les fonds et les œuvres militaires revenant à l'un des deux Etats contractants.

III. Les documents mentionnés sous I et II, seront restitués avec toutes leurs annexes (actes de baptême, certificats d'origine, comptes, etc.)

Article 2.

L'engagement de restitution réciproque ne portera que sur les documents datés du 1^{er} janvier 1890 au 28 octobre 1918.

Pour la période du 1^{er} mai 1848 au 31 décembre 1889, on restituera tous les « *priora* » afférents à ces documents.

Article 3.

Les deux Parties contractantes s'engagent réciproquement à s'efforcer de conserver dans leur intégrité tous les documents militaires visés par le présent accord et à éviter qu'une partie de ce matériel ne soit aliéné ou détruit sans la connaissance et le consentement de l'autre Partie contractante.

Article 4.

Les deux Parties contractantes s'engagent réciproquement :

a) A faire des recherches dans leurs archives, leurs greffes, leurs administrations et à d'autres endroits où sont déposés les documents militaires visés par l'article premier ;

b) A préparer l'expédition des documents destinés à être restitués, suivant le règlement du présent accord ;

c) A en commencer l'expédition au plus tard six mois après l'entrée en vigueur du présent accord ;

d) A joindre à chaque envoi une liste comportant les noms des personnes et indiquant la nature des documents envoyés ;

e) A se restituer, sur demande spéciale, dans le plus bref délai possible, c'est-à-dire en dehors de l'exécution normale de l'échange général prévu par les points *a)* à *d)* de cet article certains documents urgents qui leur reviennent en vertu du présent accord.

Article 5.

Le classement des documents militaires personnels se fera d'après le lieu d'origine mentionné dans l'un desdits documents, s'il n'a pas été établi que la personne en question a changé ultérieurement de nationalité.

(k) The lists and statements mentioned in Article 172 of the Peace Treaty of St. Germain and in Article 156 of the Peace Treaty of Trianon, including death certificates, check sheets, and notifications of site of interment. If either State has at its disposal the data and the aforementioned documents concerning nationals of the other State buried within its territory, these also shall be handed over, together with the relative notifications as to site of interment.

II. *Documents concerning Property.*

Plans and drawings of barracks, and of other military buildings and properties, together with all relative documents in so far as they are concerned with military properties, and also any plans drawn up by the former military administration for the mining of communications situated in the territory of the other Contracting Party;

(b) Files concerning payments and settlements of claims lodged under the provisions of Law No. 236/1912 of the Legal Code of the Austrian Empire and of the Hungarian Law LXVIII of 1912 concerning acts in time of war;

(c) Documents concerning military funds and foundations belonging to either Contracting Party.

III. The documents mentioned in I and II shall be restored with all accessory papers (such as baptismal records, certificates of origin, accounts, etc.).

Article 2.

The obligation to effect the reciprocal restitution of documents shall be restricted to military documents dating from January 1, 1890, to October 28, 1918.

For the period from May 1st, 1848, to December 31st, 1889, all relative annex-files (*priora*) shall be restored.

Article 3.

The Contracting Parties reciprocally undertake to endeavour to preserve intact all military documents referred to in the present Agreement, and to prevent damage to any portion of the said documentary material, or its alienation or destruction in any manner, without the knowledge and consent of the other Contracting Party.

Article 4.

The two Contracting Parties reciprocally agree :

(a) To search their archives, records, offices, and other places appointed for the preservation of the military documents mentioned in Article 1 ;

(b) To prepare for despatch the documents which are to be returned under the provisions of the present Agreement ;

(c) To begin their despatch not later than six months from the day on which the present Agreement comes into force ;

(d) To attach to each consignment a list giving the names of the persons or description of the objects to which the documents relate, and the nature of the documents ;

(e) To restore to each other on special request and within the shortest possible period, that is to say, apart from the normal execution of the general exchange provided for under (a) to (d) of the present Article, special documents to which they have a claim in virtue of the present Agreement and which are urgently required.

Article 5.

Military documents of a personal character shall be divided according to the place of origin mentioned in one of the said documents, unless it is proved that the person in question has, at a later date, changed his nationality.

Article 6.

a) Les documents concernant uniquement l'une des deux Parties contractantes seront remis en original.

b) Les documents concernant les deux Parties contractantes seront conservés par l'Etat qui les détient, tandis qu'une copie certifiée sera remise à l'autre Etat. Les frais des copies certifiées seront à la charge de la Partie ayant dressé la copie.

Lorsqu'il s'agira de documents d'une certaine longueur (par exemple, de dossiers d'affaires pénales, etc.) dont la copie exigerait beaucoup de temps et de travail, les deux Etats se communiqueront l'original à titre de prêt pour le temps nécessaire que les deux gouvernements fixeront dans chaque cas particulier.

c) Les documents concernant à la fois un troisième Etat, resteront entre les mains de la Partie détentrice, à moins que l'Etat intéressé ne conclue avec ce troisième Etat un accord concernant la remise desdits documents ou ne consente à remettre les documents en question à l'Etat requérant.

Les deux Parties contractantes s'enverront réciproquement, sur demande, une copie certifiée des documents de ce genre ou se communiqueront l'original à titre de prêt suivant les principes établis au point *b)* du présent article.

Article 7.

Conformément aux règlements des articles 1 à 6 du présent accord, la remise des documents doit être effectuée par les services militaires centraux des deux Parties contractantes.

Les documents seront remis aux représentants diplomatiques des deux Etats ou, si les deux Parties contractantes le jugent nécessaire, aux agents consulaires désignés à cet effet.

Les dossiers seront remis au fur et à mesure de leur établissement.

Le transport et l'exportation des documents militaires s'effectueront suivant les dispositions du point *b)* de l'article 27 de la Convention juridique et financière du 23 avril 1925, entre la République tchécoslovaque et la République polonaise.

Article 8.

Le présent accord restera en vigueur jusqu'au moment où les deux gouvernements déclareront d'un commun accord que l'échange des documents militaires est terminé.

Article 9.

En cas de différend, le litige sera réglé par voie d'accord entre les deux services militaires centraux. Si l'accord ne peut se faire de cette manière, il y aura lieu d'appliquer les dispositions du chapitre IX de la Convention juridique et financière du 23 avril 1925 entre la République tchécoslovaque et la République polonaise.

Article 10.

Le présent accord entrera en vigueur trente jours après l'échange des ratifications qui aura lieu à Prague.

Fait à Varsovie le huit février mil neuf cent vingt-sept, en double original, rédigé en tchécoslovaque et en polonais ; les deux textes sont authentiques.

(L. S.) D^r Jan OPOČENSKÝ.

(L. S.) D^r Eugeniusz BARWIŃSKI.

Article 6.

(a) Documents relating to one of the Contracting Parties only shall be forwarded to that Party in the original ;

(b) Documents concerning the two Contracting Parties equally shall be retained by the State in whose possession they are, whilst a certified copy shall be forwarded to the other State. The costs of making and certifying the copies shall be borne by the Party responsible for drawing them up.

In the case of voluminous documents (for example, documents relating to criminal cases, etc.), the copying of which would involve the expenditure of much labour and time, the one State shall lend the other the original document for a suitable period, which shall be fixed by the two Governments jointly for each individual case.

(c) Documents relating also to the administration of a third State shall remain in the possession of the Contracting State which has hitherto held them, unless the State in question concludes with such third State an agreement concerning the division of the said documents, or consents to hand them over to the State making the application.

The two Contracting Parties shall send each other, on request, certified copies of all documents of this kind, or shall lend each other the originals in accordance with the principles established under (b) of this Article.

Article 7.

The division of documents under Articles 1-6 of the present Agreement shall be effected by the military administrative headquarters of the two Contracting Parties.

The diplomatic representatives, or, if the two Contracting Parties so agree, the Consular representatives authorised to this effect, shall act as the receiving authorities.

Documents shall be forwarded as and when they are prepared.

The transport and export of military documents shall be effected under the provisions of Article 27 (b) of the Legal and Financial Convention concluded on April 23rd, 1925, between the Czechoslovak Republic and the Polish Republic.

Article 8.

The present Agreement shall remain in force until the two Governments jointly declare that the exchange of military documents is terminated.

Article 9.

If a dispute should arise it shall be settled by agreement between the two military headquarters. If no agreement can be reached by this method, action shall be taken in conformity with the provisions of Chapter IX of the Legal and Financial Convention concluded on April 23rd, 1925, between the Czechoslovak Republic and the Polish Republic.

Article 10.

The present Agreement shall come into force on the thirtieth day after the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Prague.

Done at Warsaw on the eighth day of February One thousand nine hundred and twenty-seven, in two originals of like import, each in the Czechoslovak and Polish languages, both texts being authentic.

(L. S.) Dr. Jan OPOČENSKÝ.

(L. S.) Dr. Eugeniusz BARWIŃSKI.

N° 1639.

**POLOGNE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Accord concernant la répartition des
actes déposés jusqu'à ce jour
auprès des autorités autrichiennes.
Signé à Varsovie, le 8 février 1927.

**POLAND
AND CZECHOSLOVAKIA**

Agreement regarding the Disposal
of Acts deposited up to the
present Date with the Austrian
Authorities. Signed at Warsaw,
February 8, 1927.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N^o 1639. — DOHODA¹ MEZI REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU A REPUBLIKOU POLSKOU O ROZDĚLENÍ SPISŮ USCHOVANÝCH DOSUD U ÚŘADŮ RAKOUSKÝCH, PODEPSANÁ VE VARSÁVĚ, DNE 8. ÚNORA 1927.

Textes officiels polonais et tchécoslovaque communiqués par le chargé d'affaires a. i. de la République tchécoslovaque à Berne et le délégué de la Pologne à la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 13 février 1928.

Článek 1.

VLÁDA REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ a VLÁDA REPUBLIKY POLSKÉ dohodly se, aby vláda československá samostatně vyžádala a přijala od vlády Rakouské republiky, jménem svým vlastními vlády polské spisový materiál, uschovaný dosud v registraturách a archívech rakouských úřadů, pokud se vztahuje na záležitosti, které spadají nyní na celém území bývalého Knížectví Těšínského buď z důvodu svrchovanosti územní nebo osobní pod státní svrchovanost republiky Československé a republiky Polské, a to podle ustanovení úmluvy mezi republikou Československou a republikou Rakouskou, uzavřené v Praze dne 18. května 1920.

Samozřejmě se rozumí, že vláda republiky Československé vyžádá si a převezme spisy ve věcech podřízených svrchovanosti polské i ve věcech společných jen v těch archívech a registraturách, v kterých spisy vztahující se na záležitosti bývalého Knížectví Těšínského, podřízené svrchovanosti československé, nebyly již dříve převzaty republikou Československou v provádění úmluvy mezi republikou Československou a republikou Rakouskou ze dne 18. května 1920.

Na žádost úřadů republiky Polské, obsahující pokud možno přesné udání spisů, vláda československá vyžádá a převezme od úřadů rakouských jednotlivé spisy ve věcech podřízených svrchovanosti polské i ve věcech společných, též v těch archívech a registraturách, v kterých spisy vztahující se na záležitosti bývalého Knížectví Těšínského, podřízené svrchovanosti československé, byly již dříve vládou republiky Československé převzaty.

Článek 2.

Celý spisový materiál převzatý vládou československou podle ustanovení části I A, odstavec 3 a), b) c), úmluvy mezi republikou Československou a republikou Rakouskou ze dne 18. května 1920 bude rozdělen mezi obě smluvní strany dle zásad ustanovených v čl. 23., bod a) a b), první věta, a v čl. 24., bod a), odstavec 1 až 3, a bod b) a d) smlouvy² mezi republikou Československou a republikou Polskou o otázkách právních a finančních ze dne 23. dubna 1925.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 7 janvier 1928.

² Vol. XLVIII, page 287, de ce recueil.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N^o 1639 — UKŁAD¹ POMIĘDZY REPUBLIKĄ CZEKOSŁOWACKĄ RZECZĄ-
POSPOLITĄ POLSKĄ W PRZEDMIOCIE AKT PRZECHOWYWANYCH
DOTĄD PRZEZ URZĘDY AUSTRJACKIE, PODPISANY W WARSZAWIE
DNIA 8. LUTEGO 1927.

Polish and Czechoslovak official texts communicated by the Chargé d'affaires a. i. of the Czechoslovak, Republic at Berne and the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place February 13, 1928.

Artykuł 1.

RZĄD REPUBLIKI CZEKOSŁOWACKIEJ i RZĄD RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ zgodziły się, aby Rząd Czeskosłowacki samodzielnie zażądał i przejął od Rządu Republiki Austrjackiej, w imieniu własnym i Rządu Polskiego materiały aktowy, przechowywany dotąd w registraturach i archiwach władz austrjackich, o ile dotyczy spraw, które podpadają obecnie pod zwierzchnictwo Republiki Czeskosłowackiej i Rzeczypospolitej Polskiej na całym obszarze byłego Księstwa Cieszyńskiego, czy to z tytułu zwierzchnictwa terytorjalnego, czy też osobowego, a to według postanowień Umowy pomiędzy Republiką Czeskosłowacką a Republiką Austrjacką, zawartej w Pradze w dniu 18 maja 1920 r.

Samo przez się, rozumie się, iż Rząd Republiki Czeskosłowackiej zażąda i przejmie akta w sprawach podpadających pod zwierzchnictwo polskie i w sprawach wspólnych tylko w tych archiwach i registraturach, w których akta dotyczące spraw byłego Księstwa Cieszyńskiego podpadające pod zwierzchnictwo czeskosłowackie, nie zostały już przedtem przejęte przez Republikę Czeskosłowacką w wykonywaniu Umowy pomiędzy Republiką Czeskosłowacką a Republiką Austrjacką z dnia 18 maja 1920 r.

Na żądanie władz Rzeczypospolitej Polskiej, zawierające możliwie ściśle wymienienie danego aktu, Rząd Czeskosłowacki zażąda i przejmie od władz austrjackich poszczególne akta w sprawach podpadających pod zwierzchnictwo polskie i w sprawach wspólnych, również i w tych archiwach i registraturach, w których akta dotyczące spraw byłego Księstwa Cieszyńskiego, podpadających pod zwierzchnictwo czeskosłowackie, zostały już przedtem przez Rząd Republiki Czeskosłowackiej przejęte.

Artykuł 2.

Cały materiał aktowy przejęty przez Rząd Czeskosłowacki według postanowień części I A, ustęp 3 a), b), c), Umowy pomiędzy Republiką Czeskosłowacką a Republiką Austrjacką z dnia 18 maja 1920 r. zostanie podzielony między obie Umawiające się Strony według zasad ustalonych w art. 23 punkt a) i b), zdanie pierwsze, i w art. 24, punkt a), ustęp 1—3 i punkt b) i d) Umowy² pomiędzy Republiką Czeskosłowacką a Rzeczpospolitą Polską w sprawach prawnych i finansowych z dnia 23 kwietnia 1925 r.

¹ The exchange of ratifications took place at Prague, January 7, 1928.

² Vol. XLVIII, page 287, of this Series.

Článek 3.

Obě smluvní strany stvrzují, že ustanovení čl. 1. a 2. této dohody nikterak neprejudikují právům republiky Polské na vyžadování spisů od vlády republiky Rakouské na základě ustanovení mírové smlouvy podepsané v Saint-Germain en Laye.

Článek 4.

²³⁸ Polský generální komisař, případně osoby k tomu polskou vládou zmocněné budou hájiti polské zájmy vytčené touto dohodou při přejímání spisů uvedených v čl. 1. a 2. orgány vlády československé ve Vídni.

Článek 5.

Polský generální komisař, případně osoby k tomu polskou vládou zmocněné budou pokaždé předem vyrozuměni o oboru a rozsahu přejímání těchto spisů orgány vlády československé.

Článek 6.

Polský generální komisař, případně osoby k tomu polskou vládou zmocněné budou přítomni vydávání tohoto spisového materiálu úřady rakouskými orgánům československým. Za nepřítomnosti polských zástupců odevzdávání nemůže se konati.

Článek 7.

Orgány československé vyrozumí polského generálního komisaře, případně osoby k tomu polskou vládou zmocněné o čase a místě každého vydávání spisů a doručí mu opis vyžadovací konsignace.

Článek 8.

Vláda československá se zavazuje, že dodá polskému generálnímu komisaři, případně osobám, zmocněným k tomu polskou vládou, do tří měsíců od převzetí spisů orgány československými od úřadů rakouských seznam spisů připadajících republice Polské na základě ustanovení čl. 2. této dohody.

Článek 9.

Během šesti měsíců ode dne obdržení tohoto seznamu přísouší polskému generálnímu komisaři, případně osobám k tomu polskou vládou zmocněným právo, aby se přesvědčili, souhlasí-li tento seznam se spisy převzatými orgány československými, jakož i zdali navržené rozdělení spisů jest shodné se zásadami přijatými v čl. 2. této dohody.

Vláda československá zavazuje se, že za tím účelem učiní přístupným polskému generálnímu komisaři, případně osobám k tomu polskou vládou zmocněným, celý spisový materiál toho kterého času od vlády rakouské převzatý.

Rozdělení a převzetí spisů polským generálním komisařem případně osobami k tomu polskou vládou zmocněnými, bude provedeno ve Vídni, na místě, které určí vláda československá.

Artykuł 3.

Obie Umawiające się Strony stwierdzają, że postanowienia art. 1 i 2 niniejszego Układu w niczem nie przesądzą praw Rzeczypospolitej Polskiej do żądania akt od Rządu Republiki Austriackiej na podstawie postanowień Traktatu Pokoju podpisanego w Saint Germain en Laye.

Artykuł 4.

Polski generalny komisarz, względnie osoby przez Rząd Polski do tego upoważnione, strzedz będą interesów polskich określonych w niniejszym Układzie przy przejmowaniu akt wymienionych w art. 1 i 2 przez organa Rządu Czeskosłowackiego w Wiedniu.

Artykuł 5.

Polski generalny komisarz, względnie osoby przez Rząd Polski do tego upoważnione, będą każdorazowo zgóry zawiadomione o zakresie i rozmiarach przejmowania tych akt przez organa Rządu Czeskosłowackiego.

Artykuł 6.

Polski generalny komisarz, względnie osoby przez Rząd Polski do tego upoważnione, będą obecne przy wydawaniu tego materiału aktowego przez władze austriackie organom czeskosłowackim. W nieobecności polskich przedstawicieli przejmowanie nie może się odbywać.

Artykuł 7.

Organa czeskosłowackie zawiadomią polskiego generalnego komisarza, względnie osoby przez Rząd Polski do tego upoważnione, o terminie i miejscu każdorazowego wydawania akt i doręczą mu odpis wykazu akt żądanych.

Artykuł 8.

Rząd Czeskosłowacki obowiązuje się, iż dostarczy polskiemu generalnemu komisarzowi, względnie osobom do tego przez Rząd Polski upoważnionym, w przeciągu trzech miesięcy od przejęcia akt przez organa czeskosłowackie od władz austriackich spis akt, przypadających Rzeczypospolitej Polskiej na podstawie postanowień art. 2 niniejszego Układu.

Artykuł 9.

W ciągu sześciu miesięcy od dnia otrzymania tego spisu przysługuje polskiemu generalnemu komisarzowi, względnie osobom do tego przez Rząd Polski upoważnionym, prawo przekonania się, czy spis ten zgadza się z aktami przejętymi przez organa czeskosłowackie, oraz czy proponowany podział akt jest zgodny z zasadami przyjętymi w art. 2 niniejszego Układu.

Rząd Czeskosłowacki zobowiązuje się, iż w tym celu udostępni polskiemu generalnemu komisarzowi, względnie osobom przez Rząd Polski do tego upoważnionym, cały materiał aktowy w danym czasie od Rządu Austriackiego przejęty.

Rozdział i przejęcie akt przez polskiego generalnego komisarza, względnie osoby przez Rząd Polski do tego upoważnione, będą przeprowadzone w Wiedniu, w miejscu, które wyznaczy Rząd Czeskosłowacki.

Článek 10.

Obě smluvní strany vyhrazení si právo vzájemného používání spisů společných, převzatých podle ustanovení čl. 2. této dohody vládou československou a to dle zásad přijatých v čl. 24., bod *d*), smlouvy mezi republikou Československou a republikou Polskou o otázkách právních a finančních ze dne 23. dubna 1925.

Článek 11.

Přidělení převzatého materiálu spisového úřadům československým anebo zařazení jeho do archivů československých bude možno, pokud nebude se strany polské námitek u některých spisů, teprve po uplynutí lhůty ustanovené v čl. 9. této dohody.

Článek 12.

Československá vláda opatří vývoz spisů tvořících předmět této dohody.

Náklad na průvoz spisů připadajících Polsku uhradí polská vláda vládě československé.

Průvoz těchto spisů územím Československa do území polského bude se řídit ustanoveními čl. 27., odstavec *b*) smlouvy mezi republikou Československou a republikou Polskou o otázkách právních a finančních ze dne 23. dubna 1925.

Článek 13.

Neshody názorů vzniklé při provádění této dohody budou vyřízeny generálními komisaři nýřizeny obou smluvních stran.

Nedojde-li k dorozumění touto cestou, bude se postupovati dle ustanovení části IX. smlouvy mezi republikou Československou a republikou Polskou o otázkách právních a finančních ze dne 23. dubna 1925.

Článek 14.

Dohoda tato nabude působnosti třicátého dne po výměně ratifikačních listin, která bude provedena v Praze.

Vyhotoveno ve Varšavě, dne 8. února 1927 ve dvou stejně znějících originálech, každý v jazyku československém a polském ; oba texty jsou autentické.

(L. S.) Dr. Jan OPOČENSKÝ.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 17 janvier 1928.

Ph. Dr. Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

Artykuł 10.

Obie Umawiające się Strony zastrzegają sobie prawo wzajemnego korzystania z akt wspólnych, przyjętych według postanowień art. 2 niniejszego Układu przez Rząd Czeskosłowacki i to według zasad przyjętego w art. 24, punkt *b*), Umowy pomiędzy Republiką Czeskosłowacką a Rzeczpospolitą Polską w sprawach prawnych i finansowych z dnia 23 kwietnia 1925 r.

Artykuł 11.

Przydzielenie przejętego materiału aktowego władzom czeskosłowackim lub wcielenie go do archiwów czeskosłowackich może nastąpić o ile nie będzie sprzeciwu co do pewnych akt ze strony polskiej dopiero po upływie terminu ustalonego w art. 9 niniejszego Układu.

Artykuł 12.

Rząd Czeskosłowacki przeprowadzi wywóz akt stanowiących przedmiot niniejszego Układu. Koszty przewozu akt przypadających Polsce zwróci Rząd Polski Rządowi Czeskosłowackiemu. Przewóz tych akt przez terytorjum Czechosłowacji na terytorjum polskie odbywać się będzie według postanowień art. 27, punkt *b*) Umowy pomiędzy Republiką Czeskosłowacką a Rzeczpospolitą Polską w sprawach prawnych i finansowych z dnia 23 kwietnia 1925 r.

Artykuł 13.

Różnice zdań, o ileby wynikły przy wykonaniu niniejszego Układu, będą załatwione przez komisarzy generalnych obu Umawiających się Stron.

W razie niedojścia do porozumienia na tej drodze postąpi się według postanowień części IX Umowy pomiędzy Republiką Czeskosłowacką a Rzeczpospolitą Polską w sprawach prawnych i finansowych z dnia 23 kwietnia 1925 r.

Artykuł 14.

Układ niniejszy wejdzie w życie w dniu trzydziestym po wymianie dokumentów ratyfikacyjnych, która odbędzie się w Pradze.

Sporządzono w Warszawie, dnia 8 lutego 1927 r. w dwóch jednobrzmiących oryginałach, każdy w języku czeskosłowackim i polskim ; oba teksty są autentyczne.

(L. S.) Dr. Eugeniusz BARWIŃSKI.

Copie certifiée conforme.
Praha, le 17 janvier 1928.

Ph. Dr. Jan Opočensky,
Directeur des Archives.

¹ TRADUCTION.

N^o 1639. — ACCORD ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET LA RÉPUBLIQUE POLONAISE CONCERNANT LA RÉPARTITION DES ACTES DÉPOSÉS JUSQU'A CE JOUR AUPRÈS DES AUTORITÉS AUTRICHIENNES. SIGNÉ A VARSOVIE, LE 8 FÉVRIER 1927.

Article premier.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE ont décidé, d'un commun accord, que le Gouvernement tchécoslovaque prendrait l'initiative de demander au Gouvernement de la République d'Autriche, au nom de son propre gouvernement et au nom du Gouvernement polonais, la remise des documents déposés dans les greffes et dans les archives des administrations autrichiennes, concernant des affaires qui, sur le territoire de l'ancienne principauté de Těšín, relèvent actuellement de la souveraineté de la République tchécoslovaque et de la République polonaise en vertu des dispositions de l'Accord entre la République tchécoslovaque et la République d'Autriche, conclu à Prague le 18 mai 1920 réunissant lesdits territoires à la Tchécoslovaquie et à la Pologne, et plaçant leurs habitants sous la souveraineté desdits Etats.

Il est entendu que le Gouvernement de la République tchécoslovaque demandera la remise et prendra livraison des dossiers relatifs à des affaires relevant de la souveraineté polonaise ou intéressant les deux Etats, uniquement dans les archives et les greffes dans lesquels les documents concernant des affaires de l'ancienne principauté de Těšín relevant de la souveraineté tchécoslovaque n'ont pas été pris en charge antérieurement par la République tchécoslovaque, en vertu de l'Accord du 18 mai 1920 entre la République tchécoslovaque et la République d'Autriche.

Sur la demande des administrations de la République polonaise, comportant autant que possible une liste exacte des documents réclamés, le Gouvernement tchécoslovaque demandera aux administrations autrichiennes la remise et prendra livraison de certains documents relatifs à des affaires relevant de la souveraineté polonaise ou intéressant les deux Etats même dans les archives et les greffes dans lesquels le Gouvernement de la République tchécoslovaque a pris antérieurement livraison des dossiers se rapportant à des affaires de l'ancienne principauté de Těšín et relevant de la souveraineté de l'Etat tchécoslovaque.

Article 2.

Tous les dossiers pris en charge par le Gouvernement tchécoslovaque en vertu des dispositions du chapitre I A, alinéa 3 a), b) et c), de l'Accord du 18 mai 1920, entre la République tchécoslovaque et la République d'Autriche, seront répartis entre les deux Parties contractantes suivant les principes établis à l'article 23, points a) et b), première phrase, et à l'article 24, point a), alinéas 1 à 3, et aux points b) et d), de la Convention juridique et financière du 23 avril 1925 entre la République tchécoslovaque et la République polonaise.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1639. — AGREEMENT BETWEEN THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC AND THE POLISH REPUBLIC REGARDING THE DISPOSAL OF ACTS DEPOSITED UP TO THE PRESENT DATE WITH THE AUSTRIAN AUTHORITIES. SIGNED AT WARSAW, FEBRUARY 8, 1927.

Article 1.

THE GOVERNMENT ON THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE POLISH REPUBLIC have agreed that the Czechoslovak Government shall address an independent request to the Government of the Austrian Republic, asking, on its own behalf and on behalf of the Polish Government, for the delivery of the documents still retained in the record offices and archives of the Austrian administrative services so far as they concern affairs which, occurring within the territory of the former Principality of Teschen, fall at the present date under either the territorial or the personal sovereignty of the Czechoslovak Republic or the Polish Republic, in conformity with the provisions of the Treaty concluded at Prague on May 18th, 1920, between the Czechoslovak Republic and the Austrian Republic.

It is agreed that the Government of the Czechoslovak Republic shall request the return and shall take delivery of documents relating to matters falling under Polish sovereignty or of interest to both States, exclusively from those archives and record offices from which the documents concerning the affairs of the former Principality of Teschen falling under Czechoslovak sovereignty have not already been taken over by the Czechoslovak Republic, in virtue of the Treaty concluded on May 18th, 1920, between the Czechoslovak Republic and the Austrian Republic.

On receipt of a request from the administrative services of the Polish Republic, which shall include, where possible, a precise list of the documents claimed, the Czechoslovak Government shall request the return and take delivery from the Austrian administrative services of special documents referring to affairs falling under Polish sovereignty or of interest to the two States, even from those archives and record offices from which the Government of the Czechoslovak Republic has already received documents relating to the affairs of the former Principality of Teschen falling under Czechoslovak sovereignty.

Article 2.

All documents taken over by the Czechoslovak Government under the provisions of Chapter I A, 3 *a)*, *b)* and *c)*, of the Treaty of May 18th, 1920, between the Czechoslovak Republic and the Austrian Republic, shall be divided between the two Contracting Parties in accordance with the principles established in Article 23 *a)* and *b)*, first sentence, and in Article 24 *a)*, paragraphs 1 to 3 and *b)* and *d)*, of the Legal and Financial Convention concluded on April 23rd, 1925, between the Czechoslovak Republic and the Polish Republic.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 3.

Les deux Parties contractantes déclarent que les dispositions de l'article 1 et de l'article 2 du présent accord ne porteront pas préjudice au droit de la République polonaise de demander au Gouvernement de la République d'Autriche la remise de documents en vertu des dispositions du Traité de paix signé à Saint-Germain-en-Laye.

Article 4.

Le Commissaire général polonais, ou les personnes désignées à cet effet par le Gouvernement polonais, défendront les intérêts polonais visés par le présent accord au moment où les organes du Gouvernement tchécoslovaque à Vienne prendront possession des documents mentionnés aux articles 1 et 2.

Article 5.

Le Commissaire général polonais, ou les personnes désignées à cet effet par le Gouvernement polonais, seront informés d'avance de la nature et du nombre de documents dont les organes du Gouvernement tchécoslovaque doivent prendre livraison.

Article 6.

Le Commissaire général, ou les personnes désignées à cet effet par le Gouvernement polonais, assisteront à la livraison desdits documents par les administrations autrichiennes aux organes tchécoslovaques. La livraison ne peut être effectuée en l'absence des représentants polonais.

Article 7.

Les organes du Gouvernement tchécoslovaque font savoir au Commissaire général polonais, ou aux personnes désignées à cet effet par le Gouvernement polonais, à quelle date et à quel endroit s'effectuera la livraison desdits documents et leur remettent une copie de la consignation de la demande.

Article 8.

Le Gouvernement tchécoslovaque s'engage à remettre au Commissaire général polonais, ou aux personnes désignées à cet effet par le Gouvernement polonais, la liste des documents revenant à la République polonaise en vertu des dispositions de l'article 2 du présent accord au plus tard trois mois après que lesdits documents auront été remis par les administrations autrichiennes aux organes du Gouvernement tchécoslovaque.

Article 9.

Pendant six mois après la remise de ladite liste, le Commissaire général polonais, ou les personnes désignées à cet effet par le Gouvernement polonais, auront le droit de vérifier si ladite liste concorde avec les documents pris en charge par les organes du Gouvernement tchécoslovaque et si la répartition prévue de ces documents répond aux principes acceptés à l'article 2 du présent accord.

En vue de faciliter ce contrôle, le Gouvernement tchécoslovaque s'engage à autoriser le Commissaire général polonais, ou les personnes désignées à cet effet par le Gouvernement polonais, à prendre connaissance de tous les dossiers cédés par le Gouvernement autrichien à n'importe quel moment.

Article 3.

Both Contracting Parties declare that the provisions of Articles 1 and 2 of the present Agreement shall not in any way prejudice the right of the Polish Republic to claim documents from the Government of the Austrian Republic in accordance with the principles established in the Treaty of Peace of St. Germain-en-Laye.

Article 4.

The Polish Commissioner-General or the persons authorised thereto by the Polish Government, as the case may be, shall defend the Polish interests referred to in the present Agreement when the organs of the Czechoslovak Government at Vienna assume possession of the documents referred to in Articles 1 and 2.

Article 5.

The Polish Commissioner-General or the persons authorised thereto by the Polish Government, as the case may be, shall receive previous information as to the nature and number of the documents which are to be taken over by the organs of the Czechoslovak Government.

Article 6.

The Polish Commissioner-General or the persons authorised thereto by the Polish Government, as the case may be, shall be present at the handing over of the said documents by the Austrian administrative services to the Czechoslovak organs. Delivery may not be effected in the absence of the Polish representatives.

Article 7.

The organs of the Czechoslovak Government shall inform the Polish Commissioner-General or the persons authorised thereto by the Polish Government, as the case may be, of the time and place at which any delivery of documents is to be effected, and shall send them a copy of the list of documents asked for.

Article 8.

The Czechoslovak Government undertakes to give the Polish Commissioner-General or the persons authorised thereto by the Polish Government, as the case may be, not later than three months after it receives the said documents from the Austrian administrative services a list of documents due to the Polish Republic in virtue of the provisions of Article 2 of the present Agreement.

Article 9.

Within six months from the date of the receipt of the aforementioned list, the Polish Commissioner-General or the persons authorised thereto by the Polish Government, as the case may be, shall be entitled to check the said list with the documents taken over by the Czechoslovak organs, and verify whether the proposed division is in conformity with the principles accepted under Article 2 of the present Agreement.

For this purpose the Czechoslovak Government agrees to allow the Polish Commissioner-General or the persons authorised thereto by the Polish Government, as the case may be, access to all documents taken over at any time from the Austrian Government.

La répartition et la remise des documents au Commissaire général polonais et aux personnes désignées à cet effet par le Gouvernement polonais s'effectuera à Vienne, en un endroit déterminé par le Gouvernement tchécoslovaque.

Article 10.

Les deux Parties contractantes se réservent le droit de se servir des documents intéressant les deux Etats et pris en charge par le Gouvernement tchécoslovaque en vertu des dispositions de l'article 2 du présent accord, conformément aux principes adoptés à l'article 24, point *b*), de la Convention juridique et financière du 23 avril 1925 entre la République tchécoslovaque et la République polonaise.

Article 11.

L'attribution des dossiers aux différents services tchécoslovaques et leur dépôt aux archives tchécoslovaques ne pourront s'effectuer qu'après le délai fixé par l'article 9 du présent accord et à condition qu'il ne soit fait aucune objection, du côté polonais, au sujet de l'un quelconque de ces documents.

Article 12.

Le Gouvernement tchécoslovaque se charge de l'exportation des documents faisant l'objet du présent accord.

Les frais de transport en transit des dossiers revenant à la Pologne seront remboursés au Gouvernement tchécoslovaque par le Gouvernement polonais.

Le transport desdits documents en transit à travers le territoire tchécoslovaque, à destination du territoire polonais, s'effectuera suivant les dispositions de l'article 27, alinéa *b*), du traité du 23 avril 1925 entre la République tchécoslovaque et la République polonaise concernant les questions juridiques et financières.

Article 13.

En cas de différend au sujet de l'application des dispositions du présent accord, les questions litigieuses seront réglées par les Commissaires généraux des deux Parties contractantes.

Si l'accord ne peut se faire de cette manière, il y aura lieu d'appliquer les dispositions du chapitre IX de la Convention juridique et financière du 23 avril 1925 entre la République tchécoslovaque et la République polonaise.

Article 14.

Le présent accord entrera en vigueur trente jours après l'échange des ratifications, qui aura lieu à Prague.

Fait à Varsovie, le 8 février 1927, en double original, rédigé en tchécoslovaque et en polonais ; les deux textes sont authentiques.

(L. S.) Dr. Jan OPOČENSKÝ.

(L. S.) Dr. Eugeniusz BARWIŃSKI.

The division of documents, and their reception by the Polish Commissioner-General or the persons authorised thereto by the Polish Government, as the case may be, shall take place at Vienna, at a place to be appointed by the Czechoslovak Government.

Article 10.

The two Contracting Parties reserve to themselves the right to make use of documents of interest to both States and taken over by the Czechoslovak Government under the provisions of Article 2 of the present Agreement, subject to the observance of the principles accepted in Article 24 (b) of the Legal and Financial Convention concluded on April 23rd, 1925, between the Czechoslovak Republic and the Polish Republic.

Article 11.

The attribution of the documents thus taken over to the Czechoslovak administrative services or their deposit in the Czechoslovak archives may only be undertaken after the expiration of the period fixed under Article 9 of the present Agreement, and provided that no objection is raised on the part of Poland in respect of any of the said documents.

Article 12.

The Czechoslovak Government shall be responsible for the export of the documents which constitute the subject of the present Agreement.

The cost of transporting the documents allotted to Poland shall be refunded to the Czechoslovak Government by the Polish Government.

The transport of the said documents through Czechoslovak territory to Polish territory shall be effected under the provisions of Article 27 (b) of the Legal and Financial Convention concluded on April 23rd, 1925, between the Czechoslovak Republic and the Polish Republic.

Article 13.

Disputes regarding the application of the present Agreement shall be settled by the Commissioners-General of the two Contracting Parties.

If no agreement can be reached by this method, action shall be taken in conformity with the provisions of Chapter IX of the Legal and Financial Convention concluded on April 23rd, 1925, between the Czechoslovak Republic and the Polish Republic.

Article 14.

The present Agreement shall come into force on the thirtieth day after the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Prague.

Done at Warsaw on February 8th, 1927, in two originals of like import, each in the Czechoslovak and Polish languages, both texts being authentic.

(L. S.) Dr. Jan OPOČENSKÝ.

(L. S.) Dr. Eugeniusz BARWIŃSKI.

N° 1640.

**POLOGNE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Accord concernant la répartition des
actes et des archives de chemins
de fer. Signé à Varsovie, le
8 février 1927.

**POLAND
AND CZECHOSLOVAKIA**

Agreement regarding the Disposal
of Railway Acts and Archives.
Signed at Warsaw, February 8,
1927.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N^o 1640. — DOHODA¹ MEZI REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU A REPUBLIKOU POLSKOU O ROZDĚLENÍ SPISŮ A ARCHIVŮ ŽELEZNIČNÍCH, PODEPSANÁ VE VARŠAVĚ, DNE 8. ÚNORA 1927.

Textes officiels polonais et tchécoslovaque communiqués par le Chargé d'affaires a. i. de la République tchécoslovaque à Berne et le délégué de la Pologne à la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 13 février 1928.

Článek 1.

VLÁDA REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ a VLÁDA REPUBLIKY POLSKÉ zavazují se vydati si navzájem bez náhrady veškerý spisový materiál týkající se železnic, pokud nalézá se v jejich úschově a to dle zásad obsažených v ustanoveních článků 23, bod *a)*, *b)*, *d)*, 24, 25, 26, 27 a 28 smlouvy² mezi republikou Československou a republikou Polskou o otázkách právních a finančních ze dne 23. dubna 1925.

Článek 2.

Shodně s ustanovením článku 23, bod *d)*, v článku 1. uvedené smlouvy se stanoví, že za stejných předpokladů a podmínek jako materiál spisový a archivní, jenž vznikl v době ode dne 1. ledna 1890 do dne 10. srpna 1920, budou navzájem vydána všechna příslušná priora, týkající se železniční správy, z období ode dne 1. května 1848 do dne 31. prosince 1889.

Článek 3.

Obě smluvní strany uloží vyplnění těchto ustanovení svým generálním komisařům, případně jejich zástupcům. Výkonnými orgány těchto komisařů, plnění povinnosti komisí odevzdávajících a přijímajících, ustanovených v článku 29., bod *c)* smlouvy mezi republikou Československou a republikou Polskou o otázkách právních a finančních ze dne 23. dubna 1925, budou ředitelství státních drah v Olomouci a Krakově.

Článek 4.

Ustanovení článku 30. smlouvy mezi republikou Československou a republikou Polskou o otázkách právních a finančních ze dne 23. dubna 1925 budou analogicky použita pro rozdělení elaborátů technických, jako : plánů, skiz, fotografií, projektů, map, průřezů, operátů odhadních, rozpočtů, účetních operátů s podnikatelstvími, technických protokolů a jiných spisů s přílohami, týkajících se železniční správy, při čemž budiž vzat zřetel na ustanovení článků 1—4 této dohody.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 7 janvier 1928.

² Vol. XLVIII, page 287, de ce recueil.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N^o 1640. — UKŁAD¹ POMIĘDZY REPUBLIKĄ CZESKOSŁOWACKĄ A RZECZĄ-
POSPOLITĄ POLSKĄ W SPRAWIE PODZIAŁU AKT I ARCHIWÓW KOLE-
JOWYCH, PODPISANY W WARSZAWIE, DNIA 8 LUTEGO 1927. R.

Polish and Czechoslovak official texts communicated by the Chargé d'affaires a. i. of the Czechoslovak Republic at Berne and the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place February 13, 1928.

Artykuł 1.

RZĄD REPUBLIKI CZESKOSŁOWACKIEJ i RZĄD RZECZYPOSPOLITEJ PLSKIEJ zobowiązują, się wydać sobie nawzajem bez odszkodowania wszelki materiał aktowy kolei żelaznych, o ile znajduje się w ich przechowaniu, na zasadach, objętych przepisami artykułów 23, punkt *a)*, *b)* *d)*, 24, 25, 26, 27 a 28 Umowy² pomiędzy Republiką Czeskosłowacką a Rzeczpospolitą Polską w sprawach prawnych i finansowych z dnia 23 kwietnia 1925 r.

Artykuł 2.

Zgodnie z postanowieniem artykułu 23, punkt *d)* Umowy, przytoczonej w artykule 1 ustala się, że na równych przesłankach i warunkach, jak materiał aktowy i archiwalny, który powstał w dobie od dnia 1 stycznia 1890 r. do dnia 10 sierpnia 1920 r., wydane będą nawzajem wszystkie przynależne priora, dotyczące kolejnictwa, z okresu czasu od dnia 1 maja 1848 r. do dnia 31 grudnia 1889 r.

Artykuł 3.

Obie Umawiające się Strony poruczą wykonanie niniejszych postanowień swym generalnym komisarzom, względnie ich zastępcom. Organami wykonawczymi tych komisarzy, spełniającymi obowiązki komisyj zdawczych i odbiorczych ustanowionych w artykule 29, punkt *c)*, Umowy pomiędzy Republiką Czeskosłowacką a Rzeczpospolitą Polską w sprawach prawnych i finansowych z dnia 23 kwietnia 1925 r., będą Dyrekcje Kolei Państwowych w Ołomuńcu i Krakowie.

Artykuł 4.

Postanowienia artykułu 30 Umowy pomiędzy Republiką Czeskosłowacką a Rzeczpospolitą Polską w sprawach prawnych i finansowych z dnia 23 kwietnia 1925 r. znajdą analogiczne zastosowanie do rozdziału elaboratów technicznych, jak : planów, szkiców, fotografii, projektów, map, rzutów, operatów szacunkowych, kosztorysów, operatów, obrachunkowych z przedsiębiorstwami, protokółów technicznych i innych akt wraz z załącznikami, dotyczących kolejnictwa, przyczem należy uwzględnić postanowienia artykułów 1—4 niniejszego Układu.

¹ The exchange of ratifications took place at Prague, January 7, 1928.

² Vol. XLVIII, page 287, of this Series.

Článek 5.

Neshody názorů vzniklé při provádění této dohody budou vyřízeny generálními komisaři obou smluvních stran po předchozím vyžádání si mínění vrchních železničních správ obou států.

Nedojde-li k dorozumění touto cestou, bude se postupovati dle ustanovení části IX. smlouvy mezi republikou Československou a republikou Polskou o otázkách právních a finančních ze dne 23. dubna 1925.

Článek 6.

Dohoda tato nabude působnosti třicátého dne po vyměně ratifikačních listin, která bude provedena v Praze.

Vyhotoveno ve Varšavě dne 8. února 1927 ve dvou stejně znějících originálech, každý v jazyku československém a polském ; oba texty jsou autentické.

(L. S.) Dr. Jan OPOČENSKÝ.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 17 janvier 1928.

Ph. Dr. Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

Artykuł 5.

Różnice zdań, o ileby wynikły przy wykonaniu niniejszego Układu, będą załatwione przez komisarzy generalnych obu Umawiających się Stron po uprzednim zasięgnięciu opinii głównych zarządów kolejowych obu Państw.

W razie niedojścia do porozumienia na tej drodze, postąpi się według postanowień części IX Umowy pomiędzy Republiką Czeskosłowacką a Rzeczpospolitą Polską w sprawach prawnych i finansowych z dnia 23 kwietnia 1925 r.

Artykuł 6.

Układ niniejszy wejdzie w życie w dniu trzydziestym po wymianie dokumentów ratyfikacyjnych, która odbędzie się w Pradze.

Sporządzono w Warszawie dnia 8 lutego 1927 r. w dwóch jednobrzmiących oryginałach, każdy w języku czeskosłowackim i polskim ; oba teksty są autentyczne.

(L. S.) Dr. Eugeniusz BARWIŃSKI.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 17 janvier 1928.

Ph. Dr. Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

¹ TRANSLATION.

N^o 1640. — ACCORD ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET LA RÉPUBLIQUE POLONAISE CONCERNANT LA RÉPARTITION DES ACTES ET DES ARCHIVES DE CHEMINS DE FER. SIGNÉ A VARSOVIE, LE 8 FÉVRIER 1927.

Article premier.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE s'engagent à se remettre réciproquement, sans frais, tous les documents relatifs aux administrations de chemins de fer déposés dans leurs services, conformément aux principes établis par les dispositions des articles 23, points *a)*, *b)*, *d)* ; 24, 25, 26, 27 et 28 de la Convention juridique et financière du 23 avril 1925 entre la République tchécoslovaque et la République polonaise.

Article 2.

Conformément aux dispositions de l'article 23, point *d)*, de l'article premier du Traité ci-dessus mentionné, les deux Parties contractantes décident de se remettre réciproquement tous les « *priora* » des administrations de chemins de fer, datés du 1^{er} mai 1848 au 31 décembre 1889, dans les mêmes conditions que les documents et archives datés du 1^{er} janvier 1890 au 10 août 1920.

Article 3.

Les deux Parties contractantes chargeront leurs commissaires généraux ou leurs remplaçants de l'exécution desdites dispositions. Les directions des chemins de fer d'Etat à Olomouc et à Cracovie serviront de services d'exécution, placés sous l'autorité des commissaires généraux, et rempliront les fonctions des Commissions de transmission et de réception prévues par l'article 29, point *c)*, de la Convention juridique et financière du 23 avril 1925 entre la République tchécoslovaque et la République polonaise.

Article 4.

On appliquera, d'une façon analogue, les dispositions de l'article 30 de la Convention juridique et financière du 23 avril 1925 entre la République tchécoslovaque et la République polonaise, pour la répartition des documents techniques, par exemple des plans, esquisses, photographies, projets, cartes géographiques, coupes, actes d'évaluation, budgets, pièces comptables concernant les entreprises, procès-verbaux techniques et autres documents concernant les administrations des chemins de fer, y compris les annexes, en observant les dispositions des articles 1 à 4 du présent accord.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1640. — AGREEMENT BETWEEN THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC AND THE POLISH REPUBLIC REGARDING THE DISPOSAL OF RAILWAY ACTS AND ARCHIVES. SIGNED AT WARSAW, FEBRUARY 8, 1927.

Article 1.

THE GOVERNMENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE POLISH REPUBLIC, undertake to return to each other free of charge, in conformity with the principles established under Articles 23 (*a*), (*b*) and (*d*), 24, 25, 26, 27 and 28 of the Legal and Financial Convention concluded on April 23, 1925, between the Czechoslovak Republic and the Polish Republic all documents relating to the railway administrations which are in their possession.

Article 2.

In conformity with the provisions of Article 23 (*d*) of the Convention referred to in Article 1, the two Contracting Parties resolve to hand over to each other all annex files (*priora*) relating to railway administration dating from May 1, 1848, to December 31, 1889, on the same terms and conditions as the documents and archives dating from January 1, 1890, to August 10, 1920.

Article 3.

The two Contracting Parties shall entrust their Commissioners-General or the deputies of the latter with the execution of the foregoing provisions. The managements of the State railways at Olomouc and Cracow shall act as executive organs of the Commissioners, and shall discharge the duties of the commissions of delivery and reception provided for in Article 29 (*c*) of the Legal and Financial Convention concluded on April 23, 1925, between the Czechoslovak Republic and the Polish Republic.

Article 4.

The provisions of Article 30 of the Legal and Financial Convention concluded on April 23, 1925, between the Czechoslovak Republic and the Polish Republic shall similarly apply to the division of technical documents, such as plans, sketches, photographs, designs, maps, projections, valuations, estimates, accounts of various undertakings, technical statements and other documents concerning the railway administrations, together with annexes, such division being subject to the provisions of Articles 1-4 of the present Agreement.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 5.

En cas de différend au sujet de l'application du présent accord, le point litigieux sera réglé par les Commissaires généraux des deux Parties contractantes après consultation des administrations supérieures de chemins de fer des deux Parties.

Si l'accord ne peut se faire de cette manière, il y aura lieu d'appliquer les dispositions du chapitre (IX de la Convention juridique et financière du 23 avril 1925 entre la République tchécoslovaque et la République polonaise.

Article 6.

Le présent accord entrera en vigueur trente jours après l'échange des ratifications, qui aura lieu à Prague.

Fait à Varsovie, le 8 février 1927, en double original, rédigé en tchécoslovaque et en polonais ; les deux textes font également foi.

(L. S.) D^r Jan OPOČENSKÝ.

(L. S.) D^r Eugeniusz BARWIŃSKI.

Article 5.

Disputes regarding the application of the present Agreement shall be settled by the Commissioners-General of the two Contracting Parties, after consulting the supreme railway administrations of both States.

If no agreement can be reached by this method, action shall be taken in conformity with the provisions of Chapter IX of the Legal and Financial Convention concluded on April 23, 1925, between the Czechoslovak Republic and the Polish Republic.

Article 6.

The present Agreement shall come into force on the thirtieth day after the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Prague.

Done at Warsaw on February 8, 1927, in two originals of like import, each in the Czechoslovak and Polish languages, both texts being authentic.

(L. S.) Dr. Jan OPOČENSKÝ.

(L. S.) Dr. Eugeniusz BARWIŃSKI.

N° 1641.

POLOGNE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Déclaration concernant le prêt réciproque des actes plus anciens que ceux mentionnés à l'article 23, alinéa *d*, de la Convention juridique et financière du 23 avril 1925. Signée à Varsovie, le 8 février 1927.

POLAND
AND CZECHOSLOVAKIA

Declaration regarding the mutual Loan of Acts prior to those mentioned in Paragraph *d* of Article 23 of the Legal and Financial Convention of April 23, 1925. Signed at Warsaw, February 8, 1927.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N^o 1641. — PROHLÁŠENÍ.

Textes officiels polonais et tchécoslovaque communiqués par le chargé d'affaires a. i. de la République tchécoslovaque à Berne et le Délégué de la Pologne à la Société des Nations. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 13 février 1928.

PROHLÁŠENÍ.

VLÁDY REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ a REPUBLIKY POLSKÉ přejíce sobě usnadniti potřeby správy území bývalého Knižectví Těšínského, rozděleného nyní mezi oba státy, osvědčují, že souhlasí, aby státní úřady obou stran mohly v případě potřeby vypůjčovati sobě vzájemně přímo spisy starší než jsou uvedeny v čl. 23., bod d /smlouvy¹ mezi republikou československou a republikou polskou o otázkách právních a finančních ze dne 23. dubna 1925, na lhůtu, již bude v každém jednotlivém případě stanoviti a šetřice při tom příslušných předpisů o používání a uschovávání spisů, platných v státních archivech.

Ustanovení obsažená v tomto prohlášení vejdou v platnost po jeho schválení příslušnými vládami současně s třemi úmluvami o rozdělení spisů, podepsanými ve Varšavě dne 8. února 1927.

Vyhotoveno ve Varšavě dne 8. února 1927 ve dvou stejnéžnějících originálech, každý v jazyku československém a polském; oba texty jsou autentické.

Dr. Jan OPOČENSKÝ (v. r.)

Copie certifiée conforme :
Praha, le 18 janvier 1928.

Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

¹ Vol. XLVIII, page 287, de ce recueil.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N^o 1641. — DEKLARACJA.

Polish and Czechoslovak official texts communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Czechoslovak Republic at Berne and the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Declaration took place February 13, 1928.

DEKLARACJA.

RZĄDY REPUBLIKI CZESKOSŁOWACKIEJ i RZECZYSPOLITEJ POLSKIEJ, życząc sobie zaspokoić potrzeby administracji na obszarze byłego Księstwa Cieszyńskiego, podzielonego obecnie pomiędzy oba Państwa, oświadczają, że zgadzają się aby urzędy państwowe obu Stron mogły, w razie potrzeby, wypożyczać sobie wzajemnie bezpośrednie akta starsze, niż to jest przewidziane w art. 23, punkt d/Umowy¹ pomiędzy Republiką Czechosłowacką i Rzeczpospolitą Polską w sprawach prawnych i finansowych z dnia 23 kwietnia 1925 r., na przeciąg czasu, który w każdym poszczególnym wypadku będzie określony, przy zachowaniu odnośnych przepisów o używaniu i przechowywaniu akt, obowiązujących w archiwach państwowych.

Postanowienia zawarte w niniejszej Deklaracji po zatwierdzeniu jej przez odnośne Rządy, wejdą w życie równocześnie z trzema Układami o rozdziale akt, podpisanymi w Warszawie dnia 8 lutego 1927 r.

Sporządzono w Warszawie, dnia 8 lutego 1927 r., w dwóch jednobrzmiących oryginałach, każdy w języku czeskosłowackim i polskim; oba teksty są autentyczne.

Dr. Eug. BARWIŃSKI (*v. r.*)

Praha, le 18 janvier 1928.

Copie certifiée conforme :

Jan Opočenský,
Directeur des Archives.

¹ Vol. XLVIII, page 287, of this Series.

¹ TRADUCTION.

N^o 1641. — DÉCLARATION ENTRE LA POLOGNE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE CONCERNANT LE PRÊT RÉCIPROQUE DES ACTES PLUS ANCIENS QUE CEUX MENTIONNÉS A L'ARTICLE 23, ALINÉA *d*, DE LA CONVENTION JURIDIQUE ET FINANCIÈRE DU 23 AVRIL 1925. SIGNÉE A VARSOVIE, LE 8 FÉVRIER 1927.

LES GOUVERNEMENTS DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et DE LA RÉPUBLIQUE POLONAISE désirant se faciliter mutuellement l'administration de l'ancienne principauté de Těšín, partagée entre la Tchécoslovaquie et la Pologne, conviennent de ce qui suit :

Les administrations des deux Parties pourront, en cas de besoin, échanger directement les dossiers antérieurs aux documents visés par l'article 23, point *d*), de la Convention juridique et financière du 23 avril 1925 entre la République tchécoslovaque et la République polonaise, pour une période qui sera fixée dans chaque cas particulier. Elles s'engagent à observer les prescriptions réglant l'emploi et la conservation des documents dans les archives d'Etat.

Les dispositions établies dans la présente déclaration entreront en vigueur après son approbation par les Gouvernements intéressés, en même temps que les trois accords relatifs à la répartition des dossiers, signés à Varsovie le 8 février 1927.

Fait à Varsovie le 8 février 1927, en double original, rédigé en tchécoslovaque et en polonais ; les deux textes sont authentiques.

D^r Jan OPOČENSKÝ.

D^r Eug. BARWIŃSKI.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1641. — DECLARATION BETWEEN POLAND AND CZECHOSLOVAKIA REGARDING THE MUTUAL LOAN OF ACTS PRIOR TO THOSE MENTIONED IN PARAGRAPH *d* OF ARTICLE 23 OF THE LEGAL AND FINANCIAL CONVENTION OF APRIL 23, 1925. SIGNED AT WARSAW, FEBRUARY 8, 1927.

THE GOVERNMENTS OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE POLISH REPUBLIC, being desirous of facilitating the work of administration in the former Principality of Teschen, now divided between the two States, hereby declare their agreement that the State administrations of both Parties may, in case of need, effect, during a period which shall be fixed in each individual case, a direct exchange of documents of earlier date than those referred to in Article 23 (*d*) of the Legal and Financial Convention concluded on April 23, 1925, between the Czechoslovak Republic and the Polish Republic ; they further undertake to observe the regulations governing the use and preservation of documents admitted to the State archives.

The provisions laid down in the present Declaration shall come into force after its approval by the Governments concerned, simultaneously with the three Agreements signed at Warsaw on February 8, 1927, concerning the disposal of documents.

Done at Warsaw on February 8, 1927, in two originals of like import, each in the Czechoslovak and Polish languages, both texts being authentic.

Dr. Jan OPOČENSKÝ.

Dr. Eug. BARWIŃSKI.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 1642.

**UNION SUD-AFRICAINE
ET PORTUGAL**

Accord concernant la frontière entre
le territoire sous mandat du Sud-
Ouest Africain et l'Angola. Signé
au Cap, le 22 juin 1926.

**UNION OF SOUTH AFRICA
AND PORTUGAL**

Agreement in relation to the Boun-
dary between the Mandated
Territory of South West Africa
and Angola. Signed at Cape Town,
June 22, 1926.

N^o 1642. — AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PORTUGAL IN RELATION TO THE BOUNDARY BETWEEN THE MANDATED TERRITORY OF SOUTH WEST AFRICA AND ANGOLA. SIGNED AT CAPE TOWN, JUNE 22, 1926.

Textes officiels anglais et portugais communiqués par le ministre des Affaires extérieures de l'Union Sud-Africaine. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 14 février 1928.

Whereas Article 1 of the Treaty¹ entered into at Lisbon and dated 30th December, 1886, made between the Government of His Majesty the German Emperor and the Government of His Majesty the King of Portugal described the boundary line defining the German and Portuguese possessions in South-West Africa ;

And Whereas under a mandate issued by the Council of the League of Nations in pursuance of Article 22 of the Treaty of Versailles, the Government of the Union of South Africa, subject to the terms of the said mandate, possesses sovereignty over the Territory of South West Africa (hereinafter referred to as the Territory) lately under the sovereignty of Germany ;

And Whereas by the Treaty of Peace and South West Africa Mandate Act, 1919 (Union Act No. 49 of 1919) the Governor-General of the Union, being the Government of the Union, was authorised to give effect to the said mandate ;

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XV, page 479.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

N^o 1642. — ACORDO ENTRE O GOVERNO DA REPUBLICA PORTUGUESA E O GOVERNO DA UNIÃO DA AFRICA DO SUL RESPEITANTE Á LINHA DA FRONTEIRA ENTRE A PROVINCIA DE ANGOLA E O TERRITORIO DO SUDOESTE DE AFRICA, SOB MANDATO. ASSINADO EM CABO EM 22 DE JUNHO DE 1926.

English and Portuguese official texts communicated by the Minister of External Affairs of the Union of South Africa. The registration of this Agreement took place February 14, 1928.

Considerando que o artigo 1^o do Tratado¹ feito em Lisboa, datado de 30 de Dezembro de 1886, entre o Governo de Sua Magestade o Rei de Portugal e o Governo de Sua Magestade o Imperador da Alemanha, traçou a linha da fronteira, estabelecendo os limites das Possessões Portuguêsa e Alemã no Sudoeste de Africa ;

Considerando que em virtude de um Mandato conferido pelo Conselho da Sociedade das Nações em conformidade com o estabelecido no Artigo 22^o do Tratado de Versailles, o Governo da União da Africa do Sul possui, subordinado aos termos do referido Mandato, direitos de soberania sobre o Territorio do Sudoeste de Africa (ao diante designado por o Territorio) anteriormente sob a soberania da Alemanha ;

Considerando que pelo Tratado de Paz e pela Lei intitulada « South West Africa Mandate Act, 1919 » (Lei N^o 49 de 1919 de União) o Governador Geral da União, como Governo da União, foi autorizado a efectivar o dito Mandato ;

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 77, page 603.

And Whereas a dispute exists relative to the boundary between the Territory and Angola as described by Article 1 of the said Treaty of 30th December, 1886, and in particular as to the identity of the waterfalls of the Kunene River mentioned in that Article, which dispute it is desirable to settle ;

And Whereas for this purpose THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOUTH AFRICA has appointed as its Plenipotentiaries :

(1) The Honourable Jacob DE VILLIERS, Judge of Appeal of the Supreme Court of South Africa, Chairman,

(2) Gysbert Reitz HOFMEYR, Esquire, C.M.G., Ex-Administrator of South West Africa,

(3) Reenen Jacob VAN REENEN, Esquire, B.A., C.E., A.M.Am. Soci.C.E., A.M.I.C.E.

and THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PORTUGAL has appointed as its Plenipotentiaries :

(1) Dr. Augusto DE VASCONCELLOS, President of the Delegation, Senator, Minister Plenipotentiary, Ex-Prime Minister, Ex-Minister for Foreign Affairs, Chief of the Portuguese Department for the League of Nations,

(2) Vice Admiral Ernesto DE VASCONCELLOS, Director General of the Ministry for the Colonies, Ex-Director of Diplomatic, Geographical and Marine Services in the Ministry of the Colonies, Professor of the Lisbon Colonial School, Permanent Secretary of the Geographical Society of Lisbon,

(3) Colonel Carlos Roma MACHADO, Military Engineer, Director of the Geographical Society of Lisbon, Ex-Director of Railways and Public Works in the Colonies.

Now therefore under and by virtue of the authority committed to them the said Plenipotentiaries on behalf of their respective Governments, after due negotiation, agree as follows :

(1) The Waterfalls of the Kunene River referred to in Article 1 of the Treaty between the Government of His Majesty the German Emperor and the Government of His Majesty the King of Portugal entered into at Lisbon and dated 30th December, 1886, are declared and agreed to be the

Considerando que existe um desacordo com respeito á linha da fronteira entre a Provincia de Angola e o Territorio, descrita no artigo 1º do dito Tratado de 30 de Dezembro de 1886, e especialmente com respeito á identificação das cataratas do Rio Cunene mencionadas naquele artigo, desacordo que e conveniente resolver ;

Considerando que com este objectivo o GOVERNO DA REPUBLICA PORTUGUÊSA nomeou como seus plenipotenciarios :

(1) Dr. Augusto DE VASCONCELLOS, Presidente da Delegação, Senador, Ministro Plenipotenciario, Ex-Presidente do Ministerio, Ex-Ministro dos Negocios Estrangeiros, Chefe da Secretaria Portuguesa da Sociedade das Nações,

(2) Vice Almirante Ernesto DE VASCONCELLOS, Director Geral no Ministerio das Colonias, Ex-Director dos Servicos Diplomaticos, Geograficos e de Marinha do Ministerio das Colonias, Professor da Escola Colonial de Lisboa, Secretario Perpetuo da Sociedade de Geografia de Lisboa,

(3) Coronel Carlos Roma MACHADO, Engenheiro Militar, Director da Sociedade de Geografia de Lisboa, Ex-Director de Caminhos de ferro e Obras Publicas nas Colonias,

e o GOVERNO DA UNIÃO DA AFRICA DO SUL nomeou como seus plenipotenciarios :

(1) Honourable Jacob DE VILLIERS, Juiz de Apelação do Supremo Tribunal de Justiça da União da Africa do Sul, Presidente,

(2) Gysbert Reitz HOFMEYR, C.M.G. Ex-Administrator do Territorio do Sudoeste de Africa,

(3) Reenen Jacob VAN REENEN, B.A., C.E., A.M.Am.Soc.C.E., A.M.I.C.E.

Os referidos plenipotenciarios em virtude dos poderes que lhes foram conferidos, em nome dos seus respectivos Governos, e após as devidas negociações, concordam no seguinte :

1º Que as Cataratas do Rio Cunene mencionadas no Artigo 1º do Tratado entre o Governo de Sua Magestade o Rei de Portugal e o Governo de Sua Magestade o Imperador da Alemanha, feito em Lisboa e datado de 30 de Dezembro de 1886, são as grandes cataratas indicadas, nos mapas

great falls marked on Portuguese maps as Rua Cana Falls and on German maps as Kambele Falls, and situate approximately 17 degrees 23 minutes South latitude.

(2) The boundary between the Territory and Angola is accordingly declared and agreed to be the middle line of the Kunene River, that is to say, the line drawn equidistant from both banks, from the mouth of the said river up to a point at the Rua Cana Falls, above the crest or lip where the said middle line crosses the parallel of latitude passing through the beacon placed on the left bank of the said river in July, 1920, by a joint Commission appointed by the British and Portuguese Governments. This beacon is placed on a large rock at the top of the cascade or rapid which leads to the vertical waterfall at the head of the main eastern gorge of the Rua Cana Falls.

The situation of the beacon is further determined by the following bearings which are given in grades :

Magnetic north	400.00 grades	
True north	21.11	»
Top quartz peak, about 2 kilometres distant.	104.44	»
Baobab tree near fall, about 80 metres from point of observation and abreast middle waterfall	146.50	»
Lip of middle waterfall.	173	»
Top of hill south-east of first bend of gorge, below the junction of eastern and western gorges	191	»
Prominent stone on sharp red peak west of gorge, below junction of eastern and western gorges	244	»
Top of upper rapid, about 45 metres from point of observation	266	»
Inscribed stone where Colonel Machado determined the latitude and longitude on the southern edge of the western gorge	268	»

portuguêses com o nome de Cataratas Rua Caná e nos mapas alemães com o de Cataratas Kambele, e situadas aproximadamente a 17 graus e 23 minutos de latitude Sul.

2. Que, nesta conformidade, a linha da fronteira entre a Provincia de Angola e o Territorio, é a linha de mediania do Rio Cunene, isto é, a linha traçada a igual distancia de ambas as margens, desde a embocadura do referido rio até um ponto das Cataratas Rua Caná, em cima da crista ou bordo onde a referida linha de mediania se cruza com o paralelo de latitude, que passa pelo marco colocado na margem esquerda do referido rio, em Julho de 1920, por uma Comissão mixta nomeada pelos Governos Português e Britânico. Este marco está colocado numa grande rocha situada no topo da cascata ou rapido que se dirige para a catarata vertical no inicio da principal garganta oriental das Cataratas Rua Caná.

A posição do marco está também determinada pelos seguintes azimuths expressos em grados :

Norte magnetico	400,00 grados	
Norte verdadeiro.	21,11	»
Vertico do pico de quartzo, aproximadamente a 2 kilometros de distancia	104,44	»
Arvore de Baobab perto da catarata, a cerca de 80 metros de distancia do ponto de observação a frente da catarata central.	146,50	»
Bordo da catarata central	173	»
Cume do monte ao Sueste da primeira curva da garganta, abaixo da junção das gargantas de leste e oeste	191	»
Pedra proeminente no pico vermelho a oeste da garganta, abaixo da junção das gargantas de leste e oeste	244	»
Topo do rapido superior, a cerca de 45 metros do ponto de observação	266	»
Pedra com inscripção onde o Coronel Machado determinou a latitude e longitude no extremo sul da garganta occidental	268	»

Portuguese fort close to the
most western waterfall . 305 grades
Approximate direction of
rapids above delta above
falls 374 »

(3) From the point at the Rua Cana Falls, described in Article two above, the boundary follows the parallel of latitude passing through the said beacon to a point where it cuts the middle line of the Okavango (Cubango) River and thence as described in Article 1 of the Treaty of Lisbon of 30th December, 1886.

(4) The boundary between the Territory and Angola shall in the first favourable season be demarcated by a joint Commission to be appointed by the two Governments concerned. When this boundary follows a parallel of latitude or other straight line, the demarcation shall be made without any extensive deviation from that parallel or line. In demarcating the boundary line from the Kunene to the Okavango (Cubango) River, the latitude of boundary marks shall be corrected by means of astronomical observations at distances of not more than fifty kilometres apart. Except where a river forms the boundary, permanent beacons shall be erected along the said boundary line at distances not exceeding 10 kilometres apart and sufficient intermediate beacons, which need not be so durable, shall be erected alongside the roads, ways, rivers, streams and watercourses known as oshanas or mololas. The whole of the boundary line shall be cleared and kept free of bush and trees. The demarcation, clearing and maintenance of the boundary line and the maintenance of the beacons shall be a joint charge against the Government of the Union or South Africa and the Government of the Republic of Portugal, and the demarcation and clearing shall be effected with all convenient speed.

(5) The Neutral Zone agreed upon by the German and Portuguese Governments and recognised by the Union and Portuguese Governments shall be maintained and treated as such for all the purposes for which it was created until demarcation

Forte português perto da
catarata mais a oeste . . 305 Grados
Direção aproximada dos ra-
pidos acima do delta que
fica acima das cataratas 374 »

3. Do ponto nas Cataratas Rua Caná, descrito no precedente artigo segundo, a linha da fronteira segue o paralelo de latitude que passa pelo referido marco até um ponto em que corta a linha de mediana do rio Cubango (Okavango) e daí por diante como está descrito no artigo 1º do Tratado de Lisboa de 30 de Dezembro de 1886.

4. A linha da fronteira entre a Provincia de Angola e o Territorio será demarcada na primeira estação favoravel por uma Comissão mixta, nomeada pelos dois Governos interessados Quando esta linha da fronteira siga um paralelo de latitude ou outra linha recta, sera feita a demarcação sem nenhum desvio importante do referido paralelo ou linha Na demarcação da linha da fronteira desde o rio Cunene até ao rio Cubango (Okavango), a latitude dos marcos da fronteira será corrigida por meio de observações astronomicas, feitas a distancias não superiores a cinquenta kilometros uma da outra Salvo nos pontos onde um rio constitua a linha da fronteira, serão construidos marcos permanentes ao longo de toda a referida linha de fronteira a distancias não superiores a 10 kilometros uns dos outros e um numero suficiente de marcos intermediarios, que poderão ser de natureza menos duradoura, será construido junto das estradas, caminhos, rios, ribeiras e cursos de agua denominados mololas ou ochanas Toda a linha de fronteira será limpa e conservada livre de mato e de arvores. As despezas com a demarcação, limpeza e conservação de linha da fronteira e com a conservação dos marcos, constituirá um encargo comum ao Governo da Republica Portuguesa e ao Governo da União da Africa do Sul, devendo os trabalhos de demarcação e de limpeza ser effectuados com a conveniente rapidez.

5º A zona neutra em que tinham concordado os Governos Português e Alemão, reconhecida pelos Governos Portugues e da União, será mantida e como tal tratada para todos os fins para que foi creada, até que a demarcação da fronteira em que

of the boundary between the Kunene and the Okavango (Cubango) rivers now agreed upon is completed.

(6) Save as provided in Article seven below, where the middle line of the river, that is to say, the line lying equidistant from both banks, cuts an island situate in the river, such middle line shall constitute the boundary between the Territory and Angola.

(7) Wherever in demarcating the boundary as laid down in this Agreement it may be expedient to deviate from the line described, the Commissioners of the frontier shall arrange equitable compensation between the parties.

(8) This agreement shall take effect as from the date of the execution thereof by the Plenipotentiaries.

Thus done and signed at the City of Cape Town on the twenty-second day of June, 1926.

Jacob DE VILLIERS, Chairman.
Gys. R. HOFMEYR.
R. J. VAN REENEN.
Augusto DE VASCONCELLOS.
Ernesto DE VASCONCELLOS.
Carlos Roma MACHADO.

ora se concordou esteja terminada entre os rios Cunene e Cubango (Okavango).

6º Salvo o disposto no Artigo setimo seguinte, sempre que a linha de mediania do rio, isto é, a linha traçada a igual distancia de ambas as margens, atravesse uma ilha situada no rio, essa linha de mediania constituirá a linha da fronteira entre a Provincia de Angola e o Territorio.

7º Se ao demarcar a linha da fronteira nas condições deste Acordo, fôr conveniente desviar da linha descrita, os Commissarios da fronteira combinarão entre as partes compensação equitativa.

8º Este acordo começará a produzir os seus efeitos a contar da data da sua assinatura pelos plenipotenciarios.

Feito e assinado na Cidade do Cabo em vinte e dous de Junho de 1926.

Augusto DE VASCONCELLOS.
Ernesto DE VASCONCELLOS.
Carlos Roma MACHADO.
Jacob DE VILLIERS.
Gys. R. HOFMEYR.
R. J. VAN REENEN.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1642. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'UNION SUD-
AFRICAIN ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
PORTUGAISE CONCERNANT LA FRONTIÈRE ENTRE LE
TERRITOIRE SOUS MANDAT DU SUD-OUEST AFRICAIN ET
L'ANGOLA. SIGNÉ AU CAP, LE 22 JUIN 1926.

Considérant que l'article 1 du Traité signé à Lisbonne, le 30 décembre 1886, entre le Gouvernement de sa Majesté l'Empereur d'Allemagne et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Portugal, indiquait le tracé de la ligne frontière délimitant les possessions allemandes et portugaises dans le Sud-Ouest Africain ;

Considérant qu'en vertu d'un mandat à lui conféré par le Conseil de la Société des Nations, conformément à l'article 22 du Traité de Versailles, le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, sous réserve des termes dudit mandat, possède la souveraineté sur le territoire du Sud-Ouest Africain (appelé ci-après « le Territoire ») placé antérieurement sous la souveraineté de l'Allemagne ;

Considérant que, par le Traité de Paix et le « South-West Africa Mandate Act, 1919 » (Loi de l'Union N^o 49 de 1919), le Gouverneur général de l'Union, constituant le Gouvernement de l'Union a été autorisé à donner effet audit mandat ;

Considérant qu'un litige existe au sujet de la ligne frontière entre le Territoire et l'Angola telle qu'elle a été décrite à l'article 1 dudit Traité du 30 décembre 1886, et en particulier en ce qui concerne l'identification des chutes de la rivière Kunene mentionnées audit article, litige qu'il y a lieu de trancher ;

Considérant qu'à cet effet, le GOUVERNEMENT DE L'UNION SUD-AFRICAINE a nommé comme plénipotentiaires :

1. L'Honorable Jacob DE VILLIERS, Juge en appel à la Cour Suprême de l'Afrique du Sud, Président ;
2. Gysbert Reitz HOFMEYR, Esquire. C. M. G., ancien Administrateur du Sud-Ouest Africain ;
3. Reenen Jacob VAN REENEN, Esquire, B.A., C.E., A.M. Am. Soc. C.E., A.M.I.C.E.,

et que le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE a nommé comme plénipotentiaires :

1. Le D^r Augusto DE VASCONCELLOS, président de la délégation, sénateur, ministre plénipotentiaire, ancien président du Conseil, ancien ministre des Affaires étrangères, chef du Service portugais de la Société des Nations ;
2. Le Vice-Amiral Ernesto DE VASCONCELLOS, directeur général au Ministère des Colonies, ancien directeur des Services diplomatique, géographique et maritime au Ministère des Colonies, professeur à l'École coloniale de Lisbonne, secrétaire permanent de la Société de géographie de Lisbonne ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

3. Le colonel Carlos Roma MACHADO, ingénieur militaire, directeur de la Société de géographie de Lisbonne, ancien directeur des Chemins de fer et des Travaux publics aux Colonies ;

Lesdits plénipotentiaires, en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés, et après avoir dûment négocié, se sont mis d'accord ainsi qu'il suit, au nom de leurs gouvernements respectifs :

1^o Les chutes de la rivière Kunene, mentionnées à l'article 1 du Traité entre le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Portugal, signé à Lisbonne, le 30 décembre 1886, sont déclarées et acceptées comme étant les grandes chutes portées sur les cartes portugaises sous le nom de chutes Rua Cana et sur les cartes allemandes sous le nom de chutes Kambele, situées approximativement par 17 degrés 23 minutes de latitude sud.

2^o En conséquence, la ligne frontière entre le Territoire et l'Angola est déclarée et acceptée comme étant la ligne médiane de la rivière Kunene, c'est-à-dire la ligne tirée à égale distance des deux rives depuis l'embouchure de ladite rivière jusqu'à un point des chutes Rua Cana situé au-dessus de la crête de leur déversoir, où ladite ligne médiane traverse le parallèle de latitude qui passe à travers le signal placé en juillet 1920 sur la rive gauche de ladite rivière par une Commission mixte nommée par les Gouvernements britannique et portugais. Ce signal est placé sur un grand rocher, en haut de la cascade ou des rapides menant à la chute verticale, au début de la principale gorge orientale des chutes Rua Cana.

De plus, la situation du signal est, en outre, déterminée par les coordonnées suivantes, qui sont données en grades :

Nord magnétique	400.00	grades
Nord véritable	21.11	»
Sommet d'un pic de quartz distant d'environ 2 kilomètres	104.44	»
Baobab situé près de la chute, à environ 80 mètres du point d'observation et au niveau de la chute centrale	146.50	»
Rebord du déversoir de la chute centrale	173.00	»
Sommet de la colline située au sud-est de la première courbe de la gorge en dessous de la jonction des gorges orientale et occidentale	191.00	»
Rocher proéminent situé sur un pic rouge aigu, à l'ouest de la gorge, en dessous de la jonction des gorges orientale et occidentale	244.00	»
Sommet du rapide supérieur, à environ 45 mètres du point d'observation	266.00	»
Pierre avec inscription, où le colonel Machado a déterminé la latitude et la longitude, sur le rebord sud de la gorge occidentale	268.00	»
Fort portugais à proximité de la plus occidentale des chutes	305.00	»
Direction approximative des rapides au-dessus du delta situé au-dessus des chutes	374.00	»

3^o A partir du point des chutes Rua Cana, décrit à l'article 2 ci-dessus, la ligne frontière suit le parallèle de latitude qui passe à travers ledit signal jusqu'au point où elle coupe la ligne médiane de la rivière Okavango (Cubango) et continue ensuite conformément à la description donnée à l'article 1 du Traité de Lisbonne du 30 décembre 1886.

4^o Dès la première saison favorable, la ligne de démarcation entre le Territoire et l'Angola sera établie par une Commission mixte que nommeront les deux gouvernements intéressés. Lorsque cette ligne de démarcation suivra un parallèle de latitude ou toute autre ligne droite, la démarcation sera faite de façon (à éviter toute déviation prononcée par rapport à ce parallèle ou à cette ligne). En établissant la ligne de démarcation depuis la rivière Kunene jusqu'à la rivière Okavango (Cubango), la latitude des bornes frontières sera corrigée au moyen d'observations astronomiques faites à des intervalles ne dépassant pas 50 kilomètres. Sauf lorsqu'une rivière formera la ligne frontière, des signaux permanents seront érigés le long de ladite ligne de démarcation à des intervalles ne

dépassant pas 10 kilomètres, et un nombre suffisant de signaux intermédiaires, qui ne seront pas nécessairement aussi durables, seront érigés le long des routes, chemins, fleuves, rivières et ruisseaux connus sous le nom de « oshanas » ou « mololas ». L'ensemble de la ligne de démarcation sera dégagé et maintenu exempt de buissons et d'arbres. L'établissement de la ligne de démarcation, le dégagement et l'entretien de la ligne frontière, ainsi que l'entretien des signaux constitueront une charge que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine et le Gouvernement de la République portugaise devront supporter conjointement ; l'établissement de la ligne de démarcation et le dégagement de cette ligne seront effectués le plus rapidement possible.

5° La zone neutre, acceptée d'un commun accord par les Gouvernements allemand et portugais, et reconnue par le Gouvernement de l'Union et le Gouvernement portugais sera maintenue et traitée comme telle, à toutes les fins en vue desquelles elle a été créée, jusqu'à ce que soit terminé l'établissement de la ligne de démarcation entre les rivières Kunene et Okavango (Cubango) faisant l'objet du présent accord.

6° Sous réserve des dispositions de l'article 7 ci-dessous, chaque fois que la ligne médiane de la rivière, c'est-à-dire la ligne établie à égale distance des deux rives, traversera une île située dans le lit de la rivière, cette ligne médiane constituera la frontière entre le Territoire et l'Angola.

7° Chaque fois qu'en établissant la ligne de démarcation conformément aux dispositions du présent accord, il pourra être expédient de s'écarter de la ligne telle qu'elle est décrite ci-dessus, les commissaires de frontière prendront des dispositions en vue de fournir une compensation équitable aux Parties.

8° Le présent accord entrera en vigueur à partir de la date de sa signature par les plénipotentiaires.

Fait et signé en la Ville du Cap, le vingt-deux juin mil neuf cent vingt-six.

Jacob DE VILLIERS, président.
Gysbert Reitz HOFMEYR.
Reenen Jacob VAN REENEN.
Augusto DE VASCONCELLOS.
Ernesto DE VASCONCELLOS.
Carlos Roma MACHADO.

N° 1643.

**UNION SUD-AFRICAINE
ET PORTUGAL**

Accord concernant l'utilisation des eaux de la rivière Kunene en vue d'installations de forces hydrauliques, d'inondation et d'irrigation dans le territoire sous mandat du Sud-Ouest Africain. Signé au Cap, le 1^{er} juillet 1926.

**UNION OF SOUTH AFRICA
AND PORTUGAL**

Agreement regulating the Use of the Waters of the Kunene River for the purposes of generating Hydraulic Power and of Inundation and Irrigation in the Mandated Territory of South West Africa. Signed at Cape Town, July 1, 1926.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

No. 1643. — AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOUTH AFRICA AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PORTUGAL REGULATING THE USE OF THE WATERS OF THE KUNENE RIVER FOR THE PURPOSES OF GENERATING HYDRAULIC POWER AND OF INUNDATION AND IRRIGATION IN THE MANDATED TERRITORY OF SOUTH WEST AFRICA. SIGNED AT CAPE TOWN, JULY 1, 1926.

Nº 1643. — ACORDO ENTRE O GOVERNO DA REPUBLICA PORTUGUÊSA E O GOVERNO DA UNIÃO DA AFRICA DO SUL PARA REGULAR O USO DA AGUA DO RIO CUNENE, PRODUZIR ENERGIA HIDRAULICA, INUNDAÇÃO E IRRIGAÇÃO NO TERRITÓRIO MANDATADO DO SUDOESTE DE AFRICA. ASSINADO EM CABO EM 1 DE JULHO DE 1926.

Textes officiels anglais et portugais communiqués par le ministre des Affaires extérieures de l'Union Sud-Africaine. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 14 février 1928.

English and Portuguese official texts communicated by the Minister of External Affairs of the Union of South-Africa. The registration of this Agreement took place February 14, 1928.

Whereas by Agreement¹ entered into at Cape Town and dated the 22nd day of June, 1926, between the Plenipotentiaries of the Government of the Union of South Africa in its capacity as Mandatory of the Territory of South West Africa (hereinafter referred to as the Mandated Territory) and the Plenipotentiaries of the Government of the Republic of Portugal it has been finally settled that the boundary between the Mandated Territory and Angola is the middle line of the Kunene River from its mouth up to a point on the great Rua Cana Falls above its lip or crest, and that the parallel of latitude further forming the boundary starts from that point and extends due east so as to cause the Kunene River above the Rua Cana Falls to be excluded wholly from the Mandated Territory ;

And Whereas by this final settlement the use of the waters of the Kunene River at the

Considerando que, por Acôrdo¹ datado de 22 de Junho de 1926, na cidade do Cabo, entre os plenipotenciarios do Governo da Republica Portuguesa e os plenipotenciarios da União da Africa do Sul na sua capacidade de Mandatario do Territorio do Sudoeste de Africa (ao diante designado por Territorio Mandatado) ficou finalmente assente que a linha da fronteira entre a Provincia de Angola e o Territorio Mandatado é a linha de mediania do Rio Cunene desde a sua embocadura até um ponto das grandes Cataratas Rua Caná em cima do seu bordo ou crista, e que o paralelo de latitude que ahí continua a formar a linha da fronteira parte d'aquelle ponto em direção de leste verdadeiro, de modo que o Rio Cunene acima das Cataratas Rua Caná fica todo excluido do Territorio Mandatado ;

Considerando que por este acordo final o uso das aguas do Rio Cunene nas Cataratas Rua

¹ Page 305 de ce volume.

¹ Page 305 of this Volume.

Rua Cana Falls is common to the Government of the Union of South Africa and the Government of the Republic of Portugal ;

And Whereas the Government of the Union of South Africa may be desirous of utilising its share of the water for the purpose of generating hydraulic power ;

And Whereas it is not feasible for economic reasons to construct all the works required for the aforesaid purpose within the Mandated Territory ;

And Whereas the Government of the Republic of Portugal is mindful of the fact that from time immemorial portions of Ovamboland now forming part of the Mandated Territory of South West Africa have periodically been inundated by the flood waters of the Kunene River overflowing its banks at various points in Portuguese Territory ;

And Whereas the Government of the Republic of Portugal is further mindful of the fact that by the silting up of the inlets of some of the natural channels of these waters into Ovamboland the volume of such overflow has greatly decreased ;

And Whereas it is vital to the health and comfort if not to the very existence of the native tribes of Ovamboland to ensure that these natural channels shall be and remain open ;

And Whereas the Government of the Union of South Africa has asked the Government of the Republic of Portugal for leave to undertake works for the purpose of restoring to the Mandated Territory the benefits of inundation it previously enjoyed ;

And Whereas the Government of the Republic of Portugal for reasons of humanity agree, under certain conditions, to allow the diversion of the waters of the River Kunene for the benefit of the Mandated Territory ;

And Whereas the GOVERNMENT OF THE UNION OF SOUTH AFRICA in its aforesaid capacity has appointed as its Plenipotentiaries :

- (1) The Honourable Jacob de VILLIERS, Judge of Appeal of the Supreme Court of South Africa, Chairman,
- (2) Gysbert Reitz HOFMEYR, Esquire, Companion of the Most Distinguished Order of St. Michael and St. George, Ex-Administrator of South West Africa,

Caná é comum ao Governo da Republica Portuguesa e ao Governo da União da Africa do Sul ;

Considerando que o Governo da União da Africa do Sul pode desejar utilizar a sua parte da agua com o objectivo de produzir energia hidraulica ;

Considerando que não é practicavel, por motivos economicos, construir todas as obras necessarias para o aludido efeito dentro do Territorio Mandatado ;

Considerando que ao Governo da Republica Portuguesa é conhecido o facto de que, desde tempos imemoriaes, partes do Ovampo actualmente fazendo parte do Territorio Mandatado do Sudoeste de Africa, eram periodicamente inundadas pelas aguas das cheias do Rio Cunene, que saham para fóra das suas margens em varios pontos do Territorio Português ;

Considerando que o Governo da Republica Portuguesa é ainda conhecedor do facto de que os nateiros depositados nas depressões de alguns canaes naturaes dessas aguas, que se dirigem para o Ovampo os tem obstruido, diminuindo consideravelmente o volume de taes cheias ;

Considerando que é essencial para a saude e bem estar das tribus indigenas do Ovampo, senão para a sua propria existencia, assegurar que estes canaes naturaes sejam e se mantenham abertos ;

Considerando que o Governo da União da Africa do Sul pediu ao Governo da Republica Portuguesa concessão para permitir o empreendimento de obras com o proposito de restaurar no Territorio Mandatado os beneficios da inundação que dantes gosava ;

Considerando que o Governo da Republica Portuguesa, por motivos de humanidade, concorda em permitir, sob certas condições, o desvio das aguas do Rio Cunene, para beneficio do Territorio Mandatado ;

Considerando que o Governo da Republica Portuguesa nomeou como seus plenipotenciarios :

- (1) Dr. Augusto DE VASCONCELLOS, Presidente da Delegação, Senador, Ministro Plenipotenciario, Ex-Presidente do Ministerio, Ex-Ministro dos Negocios Estrangeiros, Chefe da Secretaria Portuguesa da Sociedade das Nações,

- (3) Reenen Jacob VAN REENEN, Esquire, Bachelor of Arts of the University of the Cape of Good Hope, Civil Engineer of the Lehigh University, Associate Member of the American Society of Civil Engineers, Associate Member of the Institute of Civil Engineers ;

and THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PORTUGAL has appointed as its Plenipotentiaries :

- (1) Dr. Augusto DE VASCONCELLOS, President of the Delegation, Senator, Minister Plenipotentiary, Ex-Prime Minister, Ex-Minister for Foreign Affairs, Chief of the Portuguese Department for the League of Nations,
- (2) Vice Admiral Ernesto DE VASCONCELLOS, Director-General of the Ministry for the Colonies, Ex-Director of Diplomatic, Geographical and Marine Services in the Ministry of the Colonies, Professor of the Lisbon Colonial School, Permanent Secretary of the Geographical Society of Lisbon,
- (3) Colonel Carlos Roma MACHADO, Military Engineer, Director of the Geographical Society of Lisbon, Ex-Director of Railways and Public Works in the Colonies,

for the purpose of negotiating an agreement whereunder, whilst retaining its sovereign rights intact, the Government of the Republic of Portugal concedes to the Government of the Union of South Africa as Mandatory the right to construct and use works in the Kunene River within Portuguese Territory for drawing and conveying water from the Kunene River for use in the Mandated Territory for the purposes aforesaid :

Now *Therefore*, under and by virtue of the authority committed to them, the said Plenipotentiaries on behalf of their respective Governments, after due negotiation, agree as follows :

1. A dam, weir or barrage, for the diversion of water to be utilised for the generation of hydraulic power in the Mandated Territory, may be constructed across the Kunene River on Portuguese Territory at a distance of not more than three kilometres upstream from the point on the

- (2) Vice Almirante Ernesto DE VASCONCELLOS, Director Geral no Ministerio das Colonias, Ex-Director dos Servicos Diplomaticos, Geograficos e de Marinha do Ministerio das Colonias, Professor da Escola Colonial de Lisboa, Secretario Perpetuo da Sociedade de Geografia de Lisboa,
- (3) Coronel Carlos Roma MACHADO, Engenheiro Militar, Director da Sociedade de Geografia de Lisboa, Ex-Director de Caminhos de Ferro e Obras Publicas nas Colonias,

e o Governo da União da Africa do sul na sua indicada capacidade nomeou como seus plenipotenciarios :

- (1) Honourable Jacob de VILLIERS, Juiz de Apelação do Supremo Tribunal de Jística da União da Africa do Sul, Presidente,
- (2) Gysbert Reitz HOFMEYR, Companheiro da Muito Distinta Ordem de São Miguel e de São Jorge, Ex-Administrador do Territorio do Sudoeste de Africa,
- (3) Reenen Jacob VAN REENEN, Bacharel em Artes da Universidade do Cabo da Boa Esperança, Engenheiro Civil da Universidade de Lehigh, Membro Associado da Sociedade Americana dos Engenheiros Civis, Membro Associado do Instituto dos Engenheiros Civis,

para celebrar um acôrdo pelo qual o Governo da Republica Portuguêsa, comquanto retenha intactos os seus direitos de soberania, conceda ao Governo da União da Africa do Sul, como Mandatario, o direito de construir e fazer uso de obras no Rio Cunene, dentro do Territorio Português, para retirar e transportar agua do Rio Cunene para uso no Territorio Mandatado para os fins atrás designados ;

Os referidos plenipotenciarios em virtude dos poderes que lhes foram conferidos, em nome dos seus respectivos Governos, após as devidas negociações, concordam no seguinte :

1. Que uma represa, açude ou barragem para o desvio da agua a utilizar para produzir energia hydraulica no Territorio Mandatado, pode ser construida através do Rio Cunene em Territorio Português, a uma distancia não superior a três kilometros a montante do ponto das Cataratas Rua Caná, no

Rua Cana Falls at which, in terms of the Agreement dated 22nd day of June, 1926, between the two Governments, the parallel of latitude defining the boundary eastwards takes its start.

2. Such dam, weir or barrage may be constructed either by the Government of the Union of South Africa or by the Government of the Republic of Portugal. If either Government wishes to construct such dam, weir or barrage it shall give two years written notice to the other Government, and within that period the other Government may signify its intention to share in the construction, in which case plans and estimates must be approved and the construction technically and financially supervised by both Governments. If the dam, weir or barrage is jointly constructed the cost of construction shall be equally divided between the two Governments. If the other Government does not within the period specified signify its intention of sharing in the scheme, the Government which gave the notice shall in consultation with the other Government be entitled to construct such dam, weir or barrage the cost thereof being borne by the Government constructing the works. The other Government may, however, at any time by giving ten years previous notice, and upon payment of one half the costs of construction as agreed upon at the time of completion of the said dam, weir or barrage, acquire a right to share in the scheme to the extent of one half of the water in the river. Notwithstanding the right which each Government has to one half share of the water, the Government which constructs the dam, weir or barrage shall be entitled to the use of all the water, until such time as the other Government shares in the scheme. But the Government entitled to the use of all the water, may, under contract, give a share of the power to the other Government.

3. If the said dam, weir or barrage is jointly constructed, the cost of maintenance shall be equally divided between the two Governments ; if the said works be constructed by one Government, the maintenance of the works shall be a charge upon that Government until the other Government shares therein, in which case the cost of maintenance shall from that time onwards

qual, nos termos do Acôrdo datado de 22 de Junho de 1927, entre os dois Governos, toma o seu início o paralelo de latitude que define a linha da fronteira na direção de leste.

2. Tal represa, açude ou barragem pode ser construída quer pelo Governo da República Portuguesa, quer pelo Governo da União da África do Sul. Se qualquer dos Governos desejar construir tal represa, açude ou barragem, avisará por escrito o outro Governo, com antecedência de dois anos e, dentro desse período, o outro Governo poderá notificar o seu intento de participar na construção, devendo nesse caso serem aprovados planos e orçamentos e a construção ser na parte técnica e financeira fiscalizada por ambos os governos. Se a represa, açude ou barragem fôr construída em comum, o custo da construção será igualmente dividido entre os dois Governos. Se o outro Governo não notificar dentro do período especificado o seu intento de participar no empreendimento, o Governo que fez, a comunicação terá o direito, mediante consulta com o outro Governo, de construir tal represa, açude ou barragem, sendo o custo da mesma a cargo do Governo que construir as obras. O outro Governo, no entanto, pode adquirir, em qualquer ocasião, o direito a compartilhar no empreendimento, até utilização da metade da água no rio, dando aviso prévio não inferior a dez anos e pagando metade do custo da construção, que fôr determinado na ocasião do acabamento da dita represa, açude ou barragem. Não obstante o direito que cada Governo tem a metade da água, o Governo que construir a represa, açude ou barragem, terá o direito ao uso de toda a água, até que o outro Governo compartilhe no empreendimento. Mas o Governo que estiver usando toda a água, pode, sob contracto, ceder uma parte da energia ao outro Governo.

3. Se a aludida represa, açude ou barragem fôr construída em comum, as despesas de conservação serão igualmente divididas entre os dois Governos ; se as aludidas obras fôrem construídas unicamente por um Governo, a conservação das obras ficará a cargo desse Govern' o até que o outro nelas compartilhe, em cujo caso as despesas da conservação serão dessa ocasião em diante

be equally divided between the two Governments.

4. The Government of the Union of South Africa shall have the right to construct intake works in the Kunene River immediately above the said dam, weir or barrage on the left bank and thus to impound and to divert into a canal to be constructed by it on the left bank of the river in Portuguese territory so much of the water of the river as it may at that point be entitled to.

5. The limits within which construction operations, in so far as the canal is concerned, may take place within Portuguese Territory shall, without any owners' rights accruing to the Government of the Union of South Africa, be bounded on the right side of the canal by the left bank of the Kunene River and on the left side of the canal by a line starting 300 metres above the intake of the canal and continuing parallel with and at a distance of 150 metres from the left edge of the canal to the said boundary.

6. The Government of the Republic of Portugal concedes to the Government of the Union of South Africa the right to use up to one half of the flood water of the Kunene River for the purposes of inundation and irrigation in the Mandated Territory provided that the report contemplated in Article nine (a) below shows the scheme to be feasible.

7. No diversion of water shall be made by either Government between the Kazambue Rapids and Naulila unless a quantity sufficient for any power works constructed at any point below the Rapids is allowed to pass down.

8. The Government of the Union of South Africa shall have the right :

(a) Subject to the provisions of Article seven above, to divert by means of diversion works of any kind the whole or part of its half share of the flood waters of the Kunene River at such point or points as may on investigation by a joint technical Commission, constituted as provided in Article nine below, prove to be the most suitable ;

igualmente divididas entre os dois Governos.

4. O Governo da União da Africa do Sul terá o direito de construir obras de captagem no Rio Cunene logo acima da dita represa, açude ou barragem na margem esquerda do rio e dahi retirar e desviar para um canal, a construir pelo mesmo Governo na margem esquerda do rio, em Territorio Português, a quantidade da agua do rio á qual nesse ponto possa ter direito.

5. Os limites dentro dos quaes as obras de construção, pelo que respeita ao canal, se poderão efetuar em Territorio Português, sem que por isso advenham nenhuns direitos de propriedade ao Governo da União da Africa do Sul, serão demarcados no lado direito do canal pela margem esquerda do Rio Cunene e no lado esquerdo por uma linha que terá o seu ponto de partida 300 metros acima do ponto de captagem do canal e continuando em sentido paralelo ao extremo da sua margem esquerda e a uma distancia de 150 metros da mesma até a dita linha da fronteira.

6. O Governo da Republica Portuguesa concede ao Governo da União da Africa do Sul o direito a usar até metade do caudal do Rio Cunene para efeitos de inundação e irrigação no Territorio Mandatado, contanto que o parecer previsto na alinea a) do Artigo nono, abaixo, mostre que o projecto é exequível.

7. Nenhum desvio de agua pode ser feito por qualquer Governo, entre os rapidos de Kazambue e Naulila, a não ser que seja permitida a passagem de agua para baixo dos rapidos, em quantidade suficiente para qualquer obra de energia hydraulica ahí construida.

8. O Governo da União da Africa do Sul terá o direito :

a) sujeito ao disposto no artigo setimo precedente, a derivar, por meio de obras de desvio de qualquer natureza, toda ou parte da sua metade do caudal do Rio Cunene em tal ponto ou pontos que, como resultado dum inquerito a fazer por uma Comissão tecnica, mixta, constituida nos termos do Artigo nono abaixo se mostrem ser os mais adequados ;

(b) To construct and maintain the above works on the Kunene River together with such embankments and training works as may be necessary for the protection of the diversion works and for the efficient operation of such works ;

(c) From the point or points mentioned in paragraph (a) hereof, to construct and maintain a canal, channel or other aqueduct from the Kunene River across Portuguese Territory ; and

(d) To construct and maintain on both sides of the river head regulators at the diversion works and canals.

9. In order to undertake the investigation mentioned in Article eight (a) above, the Government of the Union of South Africa and the Government of the Republic of Portugal shall at an early date, not being later than March, 1927, each appoint an equal number of members on a joint technical Commission which shall proceed to the locality.

Such Commission shall devise a means of supplying water for the purposes of inundation and irrigation in the Mandated Territory and with that object in view, *inter alia* :

(a) Report on the feasibility of diverting the water of the Kunene River ;

(b) Fix the point or points for such diversion ;

(c) Design the necessary diversion works and canals ;

(d) Estimate the cost of construction and maintenance of such works ; and

(e) Submit proposals regarding the operation and maintenance of the works after construction.

10. The costs of investigation by the said Commission shall be borne by the Government of the Union of South Africa.

11. The cost of construction and maintenance of any works for inundation and irrigation purposes in the Mandated Territory shall be borne solely by the Government of the Union of South Africa who shall reimburse the Government of the Republic of Portugal to the extent of any expenditure which the latter may by mutual arrangement incur in connection with or in consequence of the construction or maintenance of these works.

12. No charge shall be made for the water diverted from the Kunene River for

b) a construir e manter as obras acima mencionadas no Rio Cunene, bem como os muros e construções necessárias para a proteção das obras de desvio e para a exploração eficaz das mesmas ;

c) do ponto ou dos pontos mencionados na alínea a) deste artigo, a construir e manter um canal, passagem ou outro aqueduto a partir do Rio Cunene através do Território Português ; e

d) a construir e manter em ambas as margens do rio adufas reguladoras nas obras de desvio e canaes.

9. Afim de proceder ao inquerito a que se refere a alínea a) do Artigo oitavo antecedente, o Governo da Republica Portuguesa e o da União da Africa do Sul, nomearão, em data proxima, não depois de Março de 1927, uma Comissão tecnica mixta, composta de igual numero de membros de ambos os lados, que seguirá para o local.

Essa Comissão indicará os meios de fornecer agua para efeitos de inundação e irrigação no Territorio Mandatado e com esse objectivo, fará, *inter alia*, o seguinte :

a) Informar quanto á exequibilidade de desviar a agua do Rio Cunene ;

b) determinar o ponto ou pontos onde se deve fazer tal desvio ;

c) planear as obras necessárias para desvio e canaes ;

d) orçamentar o custo da construção e conservação dessas obras ;

e) apresentar propostas sobre o modo de explorar e conservar as obras depois de construidas.

10. As despesas com o inquerito da referida Comissão ficarão a cargo do Governo da União da Africa do Sul.

11. O custo da construção e da conservação de quaesquer obras para fins de inundação e de irrigação no Territorio Mandatado ficará unicamente a cargo do Governo da União da Africa do Sul, que reembolsará o Governo da Republica Portuguesa da importancia de quaesquer despesas, em que este por mutuo acôrdo possa ter incorrido, com respeito á construção e conservação destas obras, ou em consequencia das mesmas.

12. Nenhum pagamento será feito pelas aguas desviadas do Rio Cunene, com o

the purpose of providing means of subsistence for the Native Tribes in the Mandated Territory; but should it be desired to utilise a portion of the water referred to in Article six above for any other purposes, being for purposes of gain, the Government of the Union of South Africa shall give to the Government of the Republic of Portugal three months' written notice of such intention and shall pay, for such portion of the water so utilised, to that Government such compensation as may be mutually agreed upon.

13. The Government of the Union of South Africa shall, subject to three months' written notice to the Government of the Republic of Portugal, have the right though its engineers, surveyors and other servants to enter upon Portuguese territory in Angola for the purpose of surveys and generally for obtaining information necessary for the proper design of any works contemplated in this Agreement. Such investigation shall be conducted in consultation with the Government of the Republic of Portugal. With reference to the inundation and irrigation works, however, the Government of the Union of South Africa shall not be entitled to exercise this right unless a scheme for the diversion of the waters has been approved of by both Governments.

14. The Government of the Union of South Africa shall have the right :

(a) To appropriate, remove and use in the construction of any works contemplated in this agreement, free of charge, any materials lying convenient to the works on land the property of the Government of the Republic of Portugal; and

(b) Of access through its servants to the sites of the works contemplated in this agreement for construction, maintenance and operation purposes and in connection therewith, to do all that is necessary and incidental to such construction, maintenance and operation, including the erection of a permanent dwelling between the River and the Canal for a caretaker of the diversion works at the Rua Cana Falls.

objectivo de prover meios de subsistencia ás tribus nativas no Territorio Mandatado; mas se se quizer utilizar uma parte da agua, a que se refere o Artigo sexto precedente, para quaesquer outros propositos com fim lucrativo, o Governo da União da Africa do Sul comunicará por escrito ao Governo da Republica Portuguesa, com a antecedencia de três meses, que pretende utilizar essa parte da agua e pela quantidade assim utilizada pagará ao referido Governo a compensação em que mutuamente se concordar.

13. O Governo da União da Africa do Sul terá o direito, mediante previo aviso por escrito de três meses ao Governo da Republica Portuguesa, á entrada dos seus engenheiros, topógrafos e outros empregados no territorio português de Angola para fazerem levantamentos e em geral obterem as necessarias informações para os convenientes planos de quaesquer obras previstas neste acôrdo. Esse inquerito será conduzido em consulta com o Governo da Republica Portuguesa. Com respeito, porem, as obras de inundação, e irrigação, o Governo da União da Africa do Sul não poderá exercer esse direito, a não ser que seja aprovado por ambos os Governos, um projecto para a diversão da agua.

14. O Governo da União da Africa do Sul terá o direito a :

a) apropriar, remover e utilizar gratuitamente na construção das obras previstas neste Acôrdo quaesquer materiaes, que se encontrem convenientemente situados para as obras, em terreno pertencente ao Governo da Republica Portuguesa; e

d) o acesso dos seus empregados aos logares das obras previstas neste Acôrdo para efeitos de construção, conservação e exploração, podendo com esse intuito fazer tudo o que fôr necessario para a mesma construção, conservação e exploração, ou o que lhes diga respeito, incluindo o direito de construir uma casa de habitação permanente entre o Rio Cunene e o canal para o guarda das obras de desvio junto ás Cataratas Rua Caná.

15. All temporary dwellings, buildings and labour camps that it may be necessary to erect during the construction will be handed over to the Government of the Republic of Portugal after the completion of the works.

In order that no artificial swamps may be caused, the holes, trenches or excavations shall, upon the completion of the works, be filled up.

16. It is recognised and expressly declared that, notwithstanding the rights granted under this Agreement, the Government of the Republic of Portugal retains its sovereignty over the areas affected by the aforesaid works.

17. It is further recognised and expressly declared that notwithstanding the rights granted under this Agreement, the design, construction, maintenance and operation of the works contemplated in this Agreement shall be subject to the laws obtaining in the Province of Angola.

18. No hydraulic works on the Kunene or Okavango (Cubango) Rivers, except those at the Rua Cana Falls, may, where these rivers form the boundary between the Mandated Territory and Angola, be constructed by the Government of the Union of South Africa or by that of the Republic of Portugal without the previous consent of the other Government having been obtained.

19. All disputes between the Parties arising out of this Agreement shall be settled by arbitration.

20. This Agreement shall take effect as from the date of the execution thereof by the Plenipotentiaries.

Thus done and signed at the City of Cape Town on the first day of July, 1926.

Jacob DE VILLIERS, *Chairman*.

Gys. R. HOFMEYR.

R. J. VAN REENEN.

Augusto DE VASCONCELLOS.

Ernesto DE VASCONCELLOS.

Carlos Roma MACHADO.

15. Todas as casas, edificações e acampamentos de operarios de natureza provisoria que fôr necessario fazer durante a construção, serão entregues ao Governo da Republica Portuguesa, depois de concluidas as obras.

Para evitar a formação de pantanos artificiaes, as covas, trincheiras ou excavações, serão tapadas depois de findas as obras.

16. Fica estabelecido e expressamente declarado que não obstante os direitos concedidos por este Acôrdo, o Governo da Republica Portuguesa retem os seus direitos de soberania nas areas relacionadas com as aludidas obras.

17. Fica tambem estabelecido e expressamente declarado, que não obstante os direitos concedidos por este Acôrdo, os planos, a construção, a conservação e a exploração das obras previstas neste Acôrdo ficarão sujeitos ás leis em vigôr na Provincia de Angola.

18. Nenhumas obras hydraulicas nos rios Cunene ou Cubango (Okavango), com excepção das que se fizerem nas Cataratas Rua Caná, poderão ser construidas onde estes rios constituem a linha da fronteira entre a Provincia de Angola e o Territorio Mandatado, quer pelo Governo da Republica Portuguesa, quer pelo Governo da União da Africa do Sul, sem previo consentimento do outro Governo.

19. Todas as divergencias entre as partes, que surjam deste acôrdo, serão resolvidas por arbitragem.

20. Este Acôrdo começará a produzir os seus efeitos a contar da data da sua assinatura pelos plenipotenciarios.

Feito e assinado na Cidade do Cabo no primeiro dia de Julho de 1926.

Augusto DE VASCONCELLOS.

Ernesto DE VASCONCELLOS.

Carlos Roma MACHADO.

Jacob de VILLIERS.

Gys. R. HOFMEYR.

R. J. VAN REENEN.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1643. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DE L'UNION SUD-AFRICAINE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE CONCERNANT L'UTILISATION DES EAUX DE LA RIVIÈRE KUNENE EN VUE D'INSTALLATIONS DE FORCES HYDRAULIQUES, D'INONDATION ET D'IRRIGATION DANS LE TERRITOIRE SOUS MANDAT DU SUD-OUEST AFRICAIN. SIGNÉ AU CAP, LE 1^{er} JUILLET 1926.

Considérant que, par Accord signé au Cap, le 22 juin 1926, par les plénipotentiaires du GOUVERNEMENT DE L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD, ce gouvernement, agissant en sa capacité de Mandataire du territoire du Sud-Ouest Africain (désigné ci-après sous le nom de « Territoire sous Mandats »), et les plénipotentiaires du GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE, il a été définitivement décidé que la ligne frontière entre le Territoire sous Mandat et l'Angola sera la ligne médiane de la rivière Kunene, depuis son embouchure jusqu'à un point situé sur les grandes chutes Rua Cana au-dessus de la crête de son déversoir, et que le parallèle de latitude qui forme la suite de la ligne frontière partira de ce point et se continuera dans la direction de l'est, de façon à exclure totalement la rivière Kunene au-dessus des chutes Rua Cana du Territoire sous Mandat ;

Considérant que, par cet accord définitif, l'utilisation des eaux de la rivière Kunene aux chutes Rua Cana est commune au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine et au Gouvernement de la République portugaise ;

Considérant que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine peut être désireux d'utiliser ses propres eaux en vue d'installations de forces hydrauliques ;

Considérant qu'il n'est pas praticable, pour des raisons économiques, de construire toutes les installations nécessaires à cet effet sur le Territoire sous Mandat ;

Considérant que le Gouvernement de la République portugaise tient compte du fait que, depuis des temps immémoriaux, certaines régions de l'Ovamboland faisant actuellement partie du Territoire sous Mandat du Sud-Ouest Africain ont été inondées périodiquement par le trop-plein des eaux de la rivière Kunene lorsque celle-ci sort de son lit en divers points du territoire portugais ;

Considérant que le Gouvernement de la République portugaise tient également compte du fait que, par suite de l'ensablement des débouchés de certains canaux naturels conduisant ces eaux dans l'Ovamboland, ce trop-plein a considérablement diminué de volume ;

Considérant qu'il est essentiel, pour la santé et le confort des tribus indigènes de l'Ovamboland, sinon pour leur existence même, de veiller à ce que ces canaux naturels soient et restent ouverts ;

Considérant que le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine a demandé au Gouvernement de la République portugaise l'autorisation d'entreprendre des travaux en vue de restituer au Territoire sous mandat les avantages qu'il tirait jusque là de l'inondation ;

Considérant que le Gouvernement de la République portugaise, pour des raisons d'humanité, accepte, sous certaines conditions, d'autoriser le détournement des eaux de la rivière Kunene au bénéfice du Territoire sous Mandat ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Considérant, d'autre part, que LE GOUVERNEMENT DE L'UNION SUD-AFRICAINE, en sa capacité susindiquée, a nommé comme plénipotentiaires :

1. L'honorable Jacob DE VILLIERS, juge en appel à la Cour suprême de l'Afrique du Sud, président;
2. Gysbert Reitz HOFMEYR, Esquire, compagnon de l'Ordre très distingué de St-Michel et de St-George, ancien Administrateur du Sud-Ouest Africain;
3. Reenen Jacob VAN REENEN, Esquire, bachelier ès-arts de l'Université du Cap de Bonne-Espérance, ingénieur civil de l'Université de Lehigh, membre associé de la Société américaine des ingénieurs civils, membre associé de l'Institut des ingénieurs civils;

et que LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE a nommé comme plénipotentiaires :

1. D^r Augusto DE VASCONCELLOS, président de la délégation, sénateur, ministre plénipotentiaire, ancien président du Conseil, ancien ministre des Affaires étrangères, chef du Service portugais de la Société des Nations;
2. Le vice-amiral Ernesto DE VASCONCELLOS, directeur général au Ministère des Colonies ancien directeur des Services diplomatique, géographique et maritime au Ministère, des Colonies, professeur à l'École coloniale de Lisbonne, secrétaire permanent de la Société de géographie de Lisbonne;
3. Le colonel Carlos Roma MACHADO, ingénieur militaire, directeur de la Société de géographie de Lisbonne, ancien directeur des Chemins de fer et des Travaux publics aux Colonies,

en vue de négocier un accord en vertu duquel, tout en conservant intacts ses droits souverains, le Gouvernement de la République portugaise concède au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, en sa qualité de Mandataire, le droit de construire et d'utiliser des installations sur la rivière Kunene en territoire portugais, en vue de détourner une partie des eaux de la rivière Kunene et de la diriger sur le Territoire sous Mandat pour y être utilisée comme il est dit ci-dessus.

Lesdits plénipotentiaires, en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés, et après avoir dûment négocié, se sont mis d'accord ainsi qu'il suit, au nom de leurs gouvernements respectifs :

1. Un barrage, une digue ou un batardeau, destiné au détournement des eaux qui seront utilisées dans les installations génératrices de force hydraulique dans le Territoire sous Mandat, pourra être construit à travers la rivière Kunene sur le territoire portugais, à une distance ne dépassant pas trois kilomètres en amont du point des chutes Rua Cana qui, aux termes de l'Accord du 22 juin 1926 entre les deux gouvernements, constitue le point de départ du parallèle de latitude définissant la ligne frontière vers l'est.

2. Ce barrage, cette digue ou ce batardeau, pourra être construit soit par le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, soit par le Gouvernement de la République portugaise. Si l'un quelconque de ces deux gouvernements désire construire ce barrage, cette digue ou ce batardeau, il devra donner à l'autre gouvernement un préavis de deux ans de son intention à cet effet et l'autre gouvernement pourra faire connaître dans ce délai son intention de prendre part à la construction, auquel cas les plans et les devis devront être approuvés par les deux gouvernements, qui surveilleront également la construction au double point de vue technique et financier. En cas de construction conjointe du barrage, de la digue ou du batardeau, les frais de construction seront répartis également entre les deux gouvernements. Si, dans les délais spécifiés, l'autre gouvernement ne signifie pas son intention de prendre part au projet, le gouvernement ayant donné le préavis aura, en consultation avec l'autre gouvernement, le droit de construire ce barrage, cette digue ou ce batardeau, les frais en étant supportés par le gouvernement ayant entrepris la construction. Toutefois, l'autre gouvernement pourra, à n'importe quel moment, en donnant dix années de préavis et en payant la moitié des frais de construction, tels qu'ils auront été définis d'un commun accord lors de l'achèvement dudit barrage, de ladite digue ou dudit batardeau, acquérir le droit de prendre part à l'entreprise jusqu'à concurrence de

la moitié des eaux de la rivière. Nonobstant le droit de chaque gouvernement sur la moitié des eaux, le gouvernement qui aura construit le barrage, la digue ou le batardeau pourra employer la totalité des eaux jusqu'au moment où l'autre gouvernement prendra part à l'entreprise. Toutefois, le gouvernement ayant le droit d'utiliser la totalité des eaux, pourra, par contrat, concéder à l'autre gouvernement une partie de la force hydraulique.

3. En cas de construction conjointe dudit barrage, de ladite digue ou dudit batardeau, les frais d'entretien seront répartis également entre les deux gouvernements ; si lesdits travaux sont entrepris par un seul gouvernement, ce gouvernement devra supporter les frais d'entretien jusqu'à ce que l'autre gouvernement prenne sa part de l'entreprise, auquel cas les frais d'entretien seront dès lors divisés également entre les deux gouvernements.

4. Le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine aura le droit de construire des travaux de captation sur la rive gauche de la rivière Kunene, immédiatement au-dessus dudit barrage, de ladite digue ou dudit batardeau, et ainsi prélever et diriger, dans un canal à construire par lui sur la rive gauche de la rivière, en territoire portugais, telle partie des eaux de la rivière auxquelles il pourra avoir droit en ce point.

5. Les limites dans lesquelles les opérations de construction du canal pourront avoir lieu en territoire portugais seront, sans attribution d'aucun droit de propriété au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine sur la rive droite du canal, la rive gauche de la rivière Kunene, et, sur la rive gauche du canal, une ligne dont le point de départ sera situé à 300 mètres au-dessus du point de captation du canal et se continuant parallèlement à la rive gauche du canal à une distance de 150 mètres de ladite rive gauche jusqu'à la ligne frontière.

6. Le Gouvernement de la République portugaise concède au Gouvernement de l'Union Sud-Africaine le droit d'utiliser le trop-plein de la rivière Kunene jusqu'à concurrence de la moitié, en vue d'inondation et d'irrigation dans le Territoire sous Mandat, à condition que le rapport visé à l'article neuf *a)* ci-dessous juge ce plan praticable.

7. Aucun détournement d'eau ne sera fait par l'un quelconque des deux gouvernements entre les rapides de Kazambue et de Naulila, à moins qu'une quantité d'eau suffisante pour toute installation d'énergie hydraulique construite en un point quelconque au-dessous des rapides puisse s'écouler.

8. Le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine aura le droit :

a) Sous réserve de l'article sept ci-dessus, de détourner, au moyen de travaux de détournement de toute sorte, la totalité ou une partie de la moitié lui revenant du trop-plein de la rivière Kunene, à tel point ou tels points qui, de l'avis d'une Commission technique mixte, pourra (ou pourront) être considéré(s), aux termes de l'article neuf ci-dessous, comme étant le (les) mieux adapté(s) à cet effet ;

b) Construire et entretenir les ouvrages susvisés sur la rivière Kunene, ainsi que tous talus et bajoyers qui pourront être nécessaires pour la protection des travaux de détournement et leur exploitation efficace ;

c) A partir du ou des points visés au paragraphe *a)* du présent article, construire et entretenir un canal, conduit ou tout autre aqueduc, à partir de la rivière Kunene à travers le territoire portugais, et

d) Construire et entretenir, de chaque côté de la rivière, des ouvrages régulateurs de prise d'eau pour les installations de détournement et les canaux.

9. En vue de procéder à l'enquête visée à l'article huit *a)* ci-dessus, le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine et le Gouvernement de la République Portugaise nommeront, à une date rapprochée et au plus tard en mars 1927, une Commission technique mixte composée d'un nombre égal de membres pour chacun d'eux, qui se rendra sur les lieux.

Cette commission indiquera un moyen de fournir des eaux destinées à l'inondation et à l'irrigation en Territoire sous Mandat et à cet effet, *inter alia* :

a) Elle présentera un rapport sur la possibilité de détourner les eaux de la rivière Kunene ;

- b) Elle fixera le ou les points de détournement ;
- c) Elle dressera les plans des travaux et canaux de détournement nécessaires ;
- d) Elle évaluera le coût de la construction et de l'entretien des installations ;
- e) Elle formulera des propositions en ce qui concerne l'exploitation et l'entretien des installations une fois construites.

10. Les frais de l'enquête à laquelle se livrera ladite commission seront supportés par le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine.

11. Le coût de la construction et de l'entretien de toutes installations destinées à l'inondation et à l'irrigation en Territoire sous Mandat sera supporté uniquement par le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, qui devra effectuer des remboursements au Gouvernement de la République portugaise jusqu'à concurrence des frais que ce dernier pourra être appelé à supporter par arrangement mutuel au sujet ou par suite de la construction et de l'entretien de ces installations.

12. Aucun paiement ne sera fait pour les eaux de la rivière Kunene détournées en vue de fournir des moyens de subsistance aux tribus indigènes du Territoire sous Mandat ; toutefois, au cas où l'on désirerait utiliser une partie des eaux visées à l'article six ci-dessus pour toute autre fin, dans une intention de lucre, le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine devra donner, par écrit, au Gouvernement de la République portugaise, un préavis de trois mois de son intention à cet égard, et payer à ce gouvernement, pour la partie des eaux ainsi utilisées, telle compensation qui pourra être fixée d'un commun accord.

13. Le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, sous réserve d'un préavis écrit de trois mois au Gouvernement de la République portugaise, aura le droit de faire entrer ses ingénieurs, géomètres et autres employés dans le territoire portugais de l'Angola, en vue de procéder aux levés de terrain et, d'une façon générale, de se procurer tous les renseignements nécessaires en vue de faciliter l'établissement des plans envisagés dans le présent accord. Ces recherches seront effectuées en consultation avec le Gouvernement de la République portugaise. Toutefois, en ce qui concerne les travaux d'inondation et d'irrigation, le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine ne pourra exercer ce droit tant qu'un projet de détournement des eaux n'aura pas été approuvé par les deux gouvernements.

14. Le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine aura le droit :]

a) De s'approprier, d'enlever et d'utiliser gratuitement, pour la construction des installations envisagées dans le présent accord, tous matériaux se trouvant commodément situés près des travaux, sur des terrains appartenant au Gouvernement de la République portugaise ;

d) Il aura également, pour ses employés, le droit d'accès aux emplacements des travaux envisagés dans le présent accord et ce, en vue de la construction, de l'entretien et de l'exploitation des installations ; il aura de plus, à cet effet, le droit de faire tout ce qui sera nécessaire ou accessoire à cette construction, à cet entretien et à cette exploitation, y compris la construction d'une habitation permanente, entre la rivière et le canal, pour le gardien des installations de détournement aux chutes Rua Cana.

15. Toute habitation, tout bâtiment et tout camp de travailleurs temporaires qu'il pourra être nécessaire d'ériger au cours de la construction, seront remis au Gouvernement de la République portugaise après l'achèvement des travaux.

Pour éviter la formation de marécages artificiels, les trous, tranchées ou excavations devront être comblés une fois les travaux achevés.

16. Il est reconnu et déclaré expressément que, nonobstant les droits accordés par le présent accord, le Gouvernement de la République portugaise conserve sa souveraineté sur les territoires affectés par les travaux susmentionnés.

17. De plus, il est reconnu et déclaré expressément que, nonobstant les droits accordés par le présent accord, les plans, la construction, l'entretien et l'exploitation des installa-

tions envisagées dans le présent accord seront soumis aux lois en vigueur dans la province de l'Angola.

18. Aucune installation hydraulique sur les rivières Kunene ou Okavango (Cubango), sauf celles des chutes Rua Cana, ne pourra, dans les endroits où ces rivières forment la frontière entre le Territoire sous Mandat et l'Angola, être construite par le Gouvernement de l'Union ou par celui de la République portugaise, sans le consentement préalable de l'autre gouvernement.

19. Tous les différends susceptibles de s'élever entre les Parties au sujet du présent accord seront tranchés par voie d'arbitrage.

20. Le présent accord entrera en vigueur à partir de la date de sa signature par les Plénipotentiaires.

Fait et signé en la ville du Cap, le premier juillet mil neuf cent vingt-six.

Jacob DE VILLIERS, président.

Gysbert Reitz HOFMEYR.

Reenen Jacob VAN REENEN.

Augusto DE VASCONCELLOS.

Ernesto DE VASCONCELLOS.

Carlos Roma MACHADO.

N° 1644.

FINLANDE ET TURQUIE

Convention de commerce et de navigation, avec protocole de signature.
Signés à Angora, le 2 juin 1926.

FINLAND AND TURKEY

Convention of Commerce and Navigation, with Protocol of Signature.
Signed at Angora, June 2, 1926.

N° 1644. — CONVENTION ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE
LA FINLANDE ET LA TURQUIE. SIGNÉE A ANGORA, LE 2 JUIN
1926.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 16 février 1928.

LA FINLANDE, d'une part, et LA TURQUIE, d'autre part, animées du désir de resserrer les liens d'amitié si heureusement existant entre les deux pays, de régler les conditions d'établissement de leurs ressortissants dans les deux pays et de développer leurs relations économiques,

Ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

Son Excellence Monsieur Pontus ARTTI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;
et
Monsieur Gunnar KIHLMAN, chef du bureau des Affaires commerciales du Ministère des Affaires étrangères de Finlande ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Son Excellence Ali DJÉNANY Bey, ancien ministre du commerce, député de Ghazi Ayintab ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont convenu les dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

ETABLISSEMENT.

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes, auront sur le territoire de l'autre Partie, sous réserve des lois et règlements qui y sont en vigueur, le droit de s'établir et de séjourner, d'aller, de venir et de circuler librement.

Chacune des Parties contractantes se réserve toute liberté d'action en ce qui concerne l'immigration, ainsi que le droit d'interdire, par mesures individuelles, l'entrée et le séjour sur son territoire, pour des raisons de sécurité et ordre publics.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Helsingfors, le 24 janvier 1928.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1644. — CONVENTION² OF COMMERCE AND NAVIGATION
BETWEEN FINLAND AND TURKEY. SIGNED AT ANGORA, JUNE 2,
1926.

French official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place February 16, 1928.

FINLAND, of the one part, and TURKEY, of the other part, being desirous of strengthening the bonds of friendship which happily exist between the two countries, of settling the conditions under which their nationals may reside and carry on business in the two countries, and of developing their economic relations,

Have resolved to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE FINNISH REPUBLIC :

H. E. M. Pontus ARTTI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

M. Gunnar KIHLMAN, Head of the Section of Commercial Affairs in the Finnish Ministry of Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

H. E. Ali DJÉNANY Bey, Former Minister of Commerce, Deputy for Ghazi Ayintab ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

SECTION I.

CONDITIONS OF RESIDENCE AND BUSINESS.

Article I.

The nationals of either Contracting Party shall have the right to settle and reside, to come and go, and to move about freely in the territory of the other Party, subject to compliance with the laws and regulations in force therein.

Each of the Contracting Parties retains full liberty of action with regard to immigration and the right to prohibit by individual measures entrance to or residence in its territory for reasons of public security and order.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Helsingfors, January 24, 1928.

En ce qui concerne les taxes et charges quelconques à payer du chef du séjour et de l'établissement, les ressortissants des deux Parties jouiront du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront, aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, sur le territoire de l'autre, le droit d'acquérir, de posséder et d'aliéner toute espèce de bien mobiliers ou immobiliers à l'exception des cas prévus par les législations respectives, en se conformant aux lois et règlements du pays. Ils pourront, aux mêmes conditions, en disposer librement par achat, vente, donation, transfert, contrat de mariage, testament, succession *ab intestat* ou par tout autre moyen.

Ils ne seront assujettis dans aucun des cas susmentionnés à des charges, taxes ou impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis pour les nationaux.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront, aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée, sur le territoire de l'autre, en se conformant aux lois et règlements du pays, le droit d'exercer toute sorte d'industrie et de commerce et de se vouer à tout métier et profession quelconque dont l'exercice n'est pas et ne sera pas réservé aux nationaux.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes ne seront soumis sur le territoire de l'autre, quant à leur personne, leurs biens, droits et intérêts, ainsi que pour l'exercice de tout genre de commerce, industrie, métier et profession, à aucune charge, taxe ou impôt direct ou indirect, autres ou plus élevés que ceux qui pourront être imposés aux nationaux.

Il seront notamment autorisés à exporter librement le produit de la vente de leurs biens et leurs biens mêmes, sous réserve des dispositions légales en vigueur dans le pays, et ils ne seront pas soumis en cela, en qualité d'étrangers, à des impôts, droits et redevances plus élevés que ceux qu'auraient à payer les nationaux.

Article 5.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes ne seront astreints, sur le territoire de l'autre, à aucun service militaire, soit dans les armées de terre, de mer ou de l'air, soit dans les gardes ou milices nationales, ni à aucune obligation ou charge remplaçant le service militaire.

Il seront exempts de tout emprunt forcé. Ils ne seront soumis qu'aux prestations et réquisitions militaires qui seraient imposées légalement aux nationaux.

Article 6.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes ne pourront, sur le territoire de l'autre, être expropriés de leurs biens que pour cause légalement reconnue d'utilité publique et moyennant une juste indemnité. Aucune expropriation ne pourra avoir lieu sans publicité préalable et avant que l'indemnité ne soit payée ou dûment déposée.

Article 7.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, en tout ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leur personne et de leurs biens, du même traitement que les nationaux.

As regards any taxes or dues which may be payable in respect of residence and establishment, the nationals of both Parties shall enjoy most-favoured-nation treatment.

Article 2.

The nationals of either Contracting Party shall have the right, upon the same conditions as nationals of the most favoured nation, to acquire, possess and dispose of any kind of movable or immovable property in the territory of the other Party, except in the cases laid down in the laws of the respective countries, provided they comply with the laws and regulations of the country. They may, upon the same conditions, dispose of such property freely by purchase, sale, gift, transfer, marriage settlement, will, succession *ab intestato* or by any other means.

They shall not in any of the above cases be liable to dues, taxes or imposts of any kind whatsoever, other or higher than those which are or may in future be imposed on nationals.

Article 3.

Nationals of either Contracting Party shall, under the same conditions as nationals of the most favoured nation, have the right, in the territory of the other Party, to carry on any kind of industry or commerce and to engage in any trade or profession whatsoever the exercise of which is not or may not in future be restricted to nationals, provided they comply with the laws and regulations of the country.

Article 4.

Nationals of either Contracting Party shall not be liable in the territory of the other Party, as regards their person, property, rights and interests, and as regards the exercise of any kind of commerce, industry, trade or profession, to any direct or indirect, dues taxes or imposts other or higher than those which may be levied on nationals.

They shall in particular be entitled, subject to compliance with the laws in force in the country, freely to export the proceeds of the sale of their property, and their property itself, without thereby being subjected as foreigners to higher imposts, duties and taxes than those which nationals would have to pay.

Article 5.

Nationals of either Contracting Party shall not be liable in the territory of the other Party to any military service, whether in the land, naval or air forces, or in the national guard or militia, nor to any obligation or charge in lieu of military service.

They shall be exempt from all forced loans and shall only be liable to such military contributions and requisitions as may be legally imposed upon nationals.

Article 6.

Nationals of either Contracting Party may not be expropriated in the territory of the other Party, except on legally recognised grounds of public utility and on receipt of fair compensation. No expropriation may take place without previous notice and before compensation is paid or duly deposited.

Article 7.

Nationals of either Contracting Party in the territory of the other Party shall enjoy, as regards the legal and judicial protection of their person and property, the same treatment as is given to nationals.

En conséquence, ils auront libre et facile accès auprès des tribunaux et pourront ester en justice aux mêmes conditions que les nationaux, sous réserve des dispositions relatives à la caution *judicatum solvi* et à l'assistance judiciaire gratuite qui seront régies par la législation locale jusqu'au règlement de ces questions par une convention spéciale à conclure entre les deux Parties.

Article 8.

Les sociétés anonymes, les coopératives et autres sociétés commerciales, y compris les sociétés industrielles, financières, d'assurance, de communications et de transport qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Parties contractantes, et qui y sont constituées en vertu des lois de ce pays, seront reconnues légales dans le territoire de l'autre, et y pourront ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre.

L'admission desdites sociétés à l'exercice de leur commerce ou industrie sur le territoire de l'autre Partie contractante sera subordonnée à leur soumission aux lois et prescriptions, qui sont ou seront en vigueur sur ce territoire aussi en ce qui concerne les taxes et autres charges d'admission.

Les impôts, taxes et contributions, quelles qu'en soient la dénomination ou l'espèce, ne pourront pas frapper ces sociétés d'une façon plus lourde que les sociétés analogues nationales.

Ces sociétés pourront, aux mêmes conditions que celles de la nation le plus favorisée et en se soumettant aux lois du pays, acquérir toute sorte de biens mobiliers, ainsi que les biens immeubles nécessaires au fonctionnement de la société, étant entendu, dans ce cas, que l'acquisition n'est pas l'objet même de la société.

Article 9.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes ou les sociétés, coopératives domiciliés chez elle ne seront pas imposés dans le pays de l'autre Partie sur un autre actif que celui se trouvant dans le pays d'imposition, ni sur un revenu qu'ils touchent ailleurs.

Article 10.

Il est convenu qu'aucune des Parties contractantes ne pourra invoquer le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée énoncée dans le présent chapitre, pour réclamer en faveur de ses ressortissants, sociétés, coopératives de droits autres ou plus étendus que ceux accordés par elle-même aux ressortissants, sociétés et coopératives de l'autre Partie contractante.

CHAPITRE II.

COMMERCE ET NAVIGATION.

Article 11.

Les produits du sol et de l'industrie d'origine et en provenance de Turquie, énumérés à la liste A, jointe à la présente convention, bénéficieront, à leur importation en Finlande, des pourcentages de réduction, indiqués dans ladite liste A, lesquels pourcentages porteront sur toutes surtaxes ou coefficients de majoration actuellement existants ou qui pourraient exister à l'avenir.

Les produits du sol et de l'industrie d'origine et en provenance de Finlande, énumérés à la liste B, jointe à la présente convention, ne seront pas soumis, à leur importation en Turquie, à des droits, y compris les coefficients, autres ou plus élevés, que ceux fixés dans ladite liste B.

They shall accordingly have free and unhindered access to the courts and may appear in court upon the same conditions as nationals, subject to the provisions relating to the *cautio judicatum solvi* and to free legal aid. The latter shall be governed by internal legislation until a settlement of these questions is effected by means of a special Convention between the two Parties.

Article 8.

Joint stock companies, co-operative societies and other commercial companies, including industrial, financial and insurance companies and companies for communications and transport, which have their head office in the territory of either of the Contracting Parties and are constituted therein in accordance with the laws of that country, shall be legally recognised in the territory of the other Party and shall have access to the Courts of that Party either as plaintiffs or defendants.

The admission of the said companies to the exercise of their commerce or industry in the territory of the other Contracting Party shall be conditional upon their observance of the laws and regulations which are or may hereafter be in force in that territory, and the regulations in respect of taxes and other dues relating to admission.

The said companies shall not be liable to more burdensome imposts, taxes and dues of whatever denomination or kind than those imposed upon similar national companies.

Such companies may, under the same conditions as those applicable to the most favoured nation and provided they comply with the laws of the country, acquire any kind of movable property and also such immovable property as is necessary for their operations, on the understanding that, should they do so, the acquisition of such property is not the essential object of the company.

Article 9.

Nationals of either of the Contracting Parties and the companies and co-operative societies domiciled in the territory of such Party shall not be liable in the territory of the other Party to taxation on any assets other than those within the country in question or on any income derived from elsewhere.

Article 10.

It is agreed that neither Contracting Party may invoke the most-favoured-nation clause, referred to in this Section as a reason for claiming on behalf of its nationals, companies and co-operative societies, rights other or more extensive than those which it grants itself to the nationals, companies and co-operative societies of the other Contracting Party.

SECTION II.

COMMERCE AND NAVIGATION.

Article 11.

The products of the soil and of industry originating in and coming from Turkey, enumerated in List A annexed to the present Convention shall be granted, on importation into Finland, the percentages of reduction indicated in that list. The said percentages shall apply to any surcharges or coefficients of increase which are or may hereafter be in force.

The products of the soil and of industry originating in and coming from Finland, enumerated in List B annexed to the present Convention, shall not be subject on importation into Turkey, to any duties, including coefficients, other or higher than those fixed in that list.

Article 12.

Les produits du sol et de l'industrie d'origine et en provenance de Turquie, énumérés aux listes A et C, jointes à la présente convention, ne pourront dans aucun cas être soumis à leur importation en Finlande, en ce qui concerne les droits de douane et les coefficients ou surtaxes, ou sous un autre rapport quelconque, à un traitement moins favorable que celui qui est accordé ou pourrait être accordé à l'avenir aux produits similaires d'un tiers pays.

Les produits du sol et de l'industrie d'origine et en provenance de Finlande, énumérés aux listes B et D, jointes à la présente convention, ne pourront dans aucun cas être soumis, à leur importation en Turquie, en ce qui concerne les droits de douane et les coefficients, ou sous un autre rapport quelconque, à un traitement moins favorable que celui qui est accordé ou pourrait être accordé à l'avenir aux produits similaires d'un tiers pays.

Article 13.

Les produits du sol et de l'industrie de l'une des Parties contractantes, après avoir transité par les territoires d'un ou des pays tiers, ne seront pas soumis, lors de leur importation sur le territoire de l'autre, à des droits ou taxes autres ou plus élevés que s'ils avaient été importés directement de leur pays d'origine.

Article 14.

Les produits du sol et de l'industrie d'origine et en provenance de l'une des Parties contractantes importés dans le pays de l'autre, y jouiront, en ce qui concerne les taxes intérieures, sous quelque dénomination qu'elles soient, du traitement accordé aux mêmes produits d'un tiers pays.

Article 15.

Chacune des Parties contractantes pourra exiger, pour établir le pays d'origine des marchandises importées, la présentation d'un certificat d'origine constatant que lesdites marchandises sont des produits du sol et de l'industrie dudit pays, ou qu'elles doivent être considérées comme telles étant donnée la transformation qu'elles y ont subie.

Les certificats d'origine, établis d'un commun accord entre les deux Parties contractantes, seront délivrés soit par les Départements du Commerce ou de l'Agriculture, soit par la Chambre de Commerce dont relève l'expéditeur, soit par tout organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé. Le gouvernement du pays destinataire aura le droit d'exiger la légalisation des certificats d'origine par son représentant diplomatique ou consulaire.

Les colis postaux seront dispensés du certificat d'origine quand le pays destinataire reconnaîtra qu'il ne s'agit pas d'envoi revêtant un caractère commercial.

Article 16.

Il y aura entre les territoires des Parties contractantes liberté réciproque de commerce et de navigation. En conséquence, les Parties contractantes sont d'accord de n'entraver leurs relations commerciales réciproques par des prohibitions ou restrictions d'importation ou d'exportation, à moins que le maintien ou l'institution n'en soit absolument nécessaire.

Dans le cas où l'une des Parties contractantes appliquerait des prohibitions ou restrictions quant à l'importation ou à l'exportation de marchandises, elle accordera à l'autre Partie le même traitement qui a été accordé ou sera accordé ultérieurement aux marchandises d'un tiers pays.

Article 12.

The products of the soil and of industry originating in and coming from Turkey, enumerated in Lists A and C annexed to the present Convention, shall not in any case be subject, on importation into Finland, as regards Customs duties and coefficients or surcharges or in any other respect whatever, to less favourable treatment that is or may hereafter be accorded to similar products of a third country.

The products of the soil and of industry originating in and coming from Finland, enumerated in Lists B and D annexed to the present Convention, shall not in any case be subject, on importation into Turkey, as regards Customs duties and coefficients or in any other respect whatever, to less favourable treatment than is or may hereafter be accorded to similar products of a third country.

Article 13.

Products of the soil and of industry of either of the Contracting Parties, which have passed through the territories of one or more States not Parties to the present Convention, shall not be subject, on importation into the territory of the other Party, to duties or taxes other or higher than if they had been imported direct from their country of origin.

Article 14.

Products of the soil and of industry originating in and coming from the territory of either of the Contracting Parties imported into the territory of the other Party, shall enjoy therein, as regards internal taxes of any kind whatsoever, the treatment granted to like products of a third country.

Article 15.

Either Contracting Party may, in order to establish the country of origin of the goods imported, require the production of a certificate of origin stating that such goods are products of the soil and industry of the said country, or that they must be considered as such in view of the labour expended on them therein.

The certificates of origin agreed upon by the two Contracting Parties, shall be issued either by the Departments of Commerce or Agriculture or by the Chamber of Commerce to which the consignor belongs, or by any organ or body which the country of destination may accept. The Government of the country of destination may require certificates of origin to be legalised by its diplomatic or consular representative.

Certificates of origin will be dispensed with in the case of postal packages, if the non-commercial nature of such packages is recognised by the country of destination.

Article 16.

There shall be reciprocal freedom of commerce and navigation between the territories of the Contracting Parties. The Contracting Parties accordingly agree not to hamper their reciprocal commercial relations by import or export prohibitions or restrictions, unless the maintenance or introduction of such prohibitions or restrictions is absolutely necessary.

Should either Contracting Party establish prohibitions or restrictions on the import or export of goods, it shall grant to the other Party the same treatment as has been, or may hereafter be, granted to goods coming from a third country.

Les dispositions de cet article ne seront pas applicables lorsque les prohibitions ou restrictions d'importation ou d'exportation sont établies ou maintenues pour :

- 1^o Assurer la sécurité de l'Etat ;
- 2^o La santé publique ou comme mesures sanitaires ou de prophylaxie contre les épizooties et les épiphyties ;
- 3^o Etablir ou maintenir des monopoles d'Etat ;
- 4^o Interdire ou régler l'importation des produits alcooliques ;
- 5^o Les semences qui, à cause de leur origine, ne sont pas susceptibles de se développer dans le pays d'importation.

Article 17.

Les Parties contractantes s'engagent à accorder réciproquement le transit sur les voies les plus appropriées au transit international, aux personnes, bagages, marchandises et objets de route sorte, envois, navires, bateaux, voitures, et wagons ou autres instruments de transports, en se garantissant sous ce rapport le traitement de la nation le plus favorisée.

Les marchandises de toute nature, traversant le territoire douanier de l'une des Parties contractantes, seront réciproquement exemptes de tout droit de douane et d'autres charges à l'exception de droits et taxes de surveillance, de statistique et autres charges d'administration.

Les stipulations du présent article s'appliquent aux marchandises en transit qui ont été transbordées ou entreposées en subissant ou non un changement d'emballage.

Il est entendu, toutefois, que le transit de ces marchandises sera garanti conformément aux lois douanières respectives afin d'en empêcher l'introduction dans le pays.

Aucune des Parties contractantes ne sera tenue d'assurer le transit des voyageurs dont l'entrée sur son territoire serait interdite.

Le transit des marchandises pourra être prohibé :

- a) Pour des raisons de sûreté publique et de sécurité de l'Etat ;
- b) Pour des raisons de santé ou comme précaution contre les maladies des animaux et des végétaux.

Les Parties contractantes auront le droit de prendre les précautions nécessaires pour s'assurer que les marchandises qui, sur ses territoires, font l'objet d'un monopole d'Etat, sont réellement en transit.

Article 18.

Les deux Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée sur leurs territoires en ce qui concerne les prix et les modalités de transport, conditions de livraison, taxes et charges publiques sur les chemins de fer respectifs.

Article 19.

Les navires et bateaux portant le pavillon de l'une des Parties contractantes qui entreront, sur lest ou chargés, dans les eaux et ports dépendant de l'autre Partie, ou qui en sortiront, quel que soit le lieu de leur départ ou celui de leur destination, y jouiront sous tous les rapports du même traitement que les bâtiments nationaux et n'y seront assujettis à aucun droit ou taxe, sous quelque dénomination que ce soit, perçus au nom et au profit de l'Etat, des provinces, des communes ou d'un organisme quelconque, autorisés par le gouvernement, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourront être imposés aux bâtiments nationaux.

The provisions of this Article shall not apply when the import or export prohibitions or restrictions are established or retained.

- (1) For the security of the State ;
- (2) For the protection of public health, or as sanitary measures or measures for the prevention of epizooties and epiphytes ;
- (3) For the establishment or maintenance of State monopolies ;
- (4) In order to prohibit or regulate the importation of alcoholic products ;
- (5) In respect of seeds which, owing to their origin, cannot germinate in the country into which they are imported.

Article 17.

The Contracting Parties undertake to grant each other transit on routes which are most suitable for international transit, in respect of persons, baggage, goods and articles of all sorts, consignments, vessels, boats, carriages, wagons or other means of transport, and to guarantee each other in this respect most-favoured-nation treatment.

Goods of all kinds conveyed across the Customs territory of either of the Contracting Parties shall be reciprocally exempt from all Customs duties and other dues, with the exception of duties and taxes for supervision, statistical duties and other administrative dues.

The provisions of this Article shall apply to goods in transit which have been transhipped or warehoused, whether or not their wrapping has been changed.

It is understood, however, that the transit of such goods shall be guaranteed in conformity with the respective Customs regulations, in order to prevent their introduction into the country.

Neither Contracting Party shall be bound to ensure the transit of travellers whose admission to its territory may be prohibited.

The transit of goods may be prohibited :

- (a) For reasons of public security and for the safety of the State ;
- (b) For reasons connected with public health, or as a precaution against diseases of animals and plants.

The Contracting Parties shall be entitled to take the necessary precautions to ensure that goods which, within their territories, are the subject of a State monopoly, are really in transit.

Article 18.

The two Contracting Parties guarantee each other most-favoured-nation treatment on their territories as regards transport rates and methods, conditions of delivery, and public taxes and dues on their respective railways.

Article 19.

Vessels and boats flying the flag of either of the Contracting Parties and entering or leaving the waters and ports of the other Party in ballast or with cargo, whatever may be the place from which they come or to which they are proceeding, shall be accorded within these waters and ports the same treatment in all respects as national vessels, and shall not be subjected to any duty or tax of any nature whatsoever levied in the name and on behalf of the State, provinces, communes or any organisations authorised by the Government, other or higher than those which are or may hereafter be levied on national vessels.

Article 20.

Les cargaisons, quelle qu'en soit la provenance ou la destination ne seront assujetties à des droits ou charges autres ni plus forts et ne seront traitées autrement que si elles étaient importées ou exportées sous pavillon national. Leurs passagers et les bagages de ceux-ci seront pareillement traités comme s'ils voyageaient sous pavillon national.

Article 21.

Les dispositions des articles 19 et 20 ne seront pas applicables en ce qui concerne le cabotage qui est exclusivement réservé au pavillon national, la pêche, y compris la chasse aux phoques, dans les eaux territoriales, l'exercice de pilotage et l'emploi de pilotes, l'exercice de remorquage et d'autres services de port, ainsi que la navigation dans les eaux intérieures.

Article 22.

La nationalité des bateaux et navires sera, de part et d'autre, admise d'après les documents et certificats délivrés à cet effet par les autorités compétentes des Etats respectifs, conformément aux lois et règlements de chaque pays.

Les certificats de jauge et autres documents relatifs à la jauge, délivrés par l'une des deux Parties contractantes, seront reconnus par l'autre conformément aux arrangements spéciaux qui pourront être conclus entre les deux Parties contractantes.

Article 23.

Les navires et bateaux portant le pavillon de l'une des Parties contractantes qui entrent dans un port de l'autre à seule fin d'y compléter leur cargaison ou en débarquer une partie, pourront, en se conformant aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à bord la Partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port ou à un autre pays; et la réexporter, sans être tenus à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucuns droits ou frais, sauf les droits de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront être perçus qu'au taux le plus bas fixé pour la navigation nationale.

Article 24.

En cas de naufrage, échouement, avarie en mer ou relâche forcée d'un bâtiment de l'une des deux Parties contractantes dans les eaux de l'autre, le bâtiment et sa cargaison jouiront des mêmes faveurs et immunités que les lois et règlements du pays respectif accordent, dans des circonstances analogues, aux bâtiments nationaux. Aide et assistance seront données, dans la même mesure qu'aux nationaux, au capitaine, à l'équipage et aux passagers, tant pour eux-mêmes que pour le bâtiment et sa cargaison.

En ce qui concerne le droit de sauvetage, il sera fait application de la législation du pays où le sauvetage a eu lieu.

Les marchandises sauvées d'un bâtiment échoué ou naufragé ne seront assujetties à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient introduites dans le pays pour la consommation intérieure.

Article 20.

Cargoes of vessels, whatever may be the place from which they come or to which they are proceeding, shall not pay other or higher duties or charges than those imposed on goods imported or exported in vessels flying the national flag, nor shall they be treated otherwise than goods imported or exported in such vessels. Passengers and their baggage shall receive the same treatment as if they were conveyed on vessels flying the national flag.

Article 21.

The provisions of Articles 19 and 20 shall not apply to the coasting trade, which shall be exclusively reserved for vessels flying the national flag, to fishing, including seal hunting, in territorial waters, to pilotage and the employment of pilots, to towage and other port services and to navigation in inland waters.

Article 22.

The documents and certificates issued for the purpose by the competent authorities of the respective States in accordance with their laws and regulations, shall be recognised by both Parties as establishing the nationality of boats and vessels.

Tonnage measurement certificates and other tonnage measurement documents issued by either Contracting Party shall be recognised by the other Party in conformity with any special agreements which may be concluded between the two Contracting Parties.

Article 23.

Vessels and boats under the flag of one of the Contracting Parties entering a port belonging to the other Party with the sole object of completing their cargo or of unloading some portion thereof, shall be entitled, provided that they conform to the laws and regulations of the State concerned, to retain on board any portion of the cargo which is consigned to another port or to another country and to re-export such portion of the cargo without being liable to pay any duty or charges thereon, except supervision fees. The latter shall, however, be levied at the lowest rate paid by national vessels.

Article 24.

If a vessel of one of the two Contracting Parties should be wrecked, run aground, be damaged at sea, or compelled through stress of weather or accident to put into harbour, in the waters of the other Party, the vessel and its cargo shall enjoy the same benefits and immunities as are granted by the laws and regulations of the country concerned in similar circumstances to national vessels. Assistance and relief shall be given to the master, the crew and the passengers, both for themselves and for the vessel and its cargo, to the same extent as would be afforded to nationals.

As regards salvage charges, the law of the country where salvage takes place shall be applicable.

Goods salvaged from a stranded or wrecked vessel shall not be subject to any Customs duties unless they are admitted into the country for consumption therein.

Article 25.

Chacune des Parties contractantes s'engage à faire bénéficier sur son territoire les marchandises de l'autre Partie des dispositions de la Convention ¹ internationale de Paris du 20 mars 1883 pour la protection de la propriété industrielle, révisée ² à Washington le 2 juin 1911.

Article 26.

Les dispositions de la présente convention ne sont pas applicables :

1^o Aux traitements accordés ou qui pourraient être accordés ultérieurement par une des Parties contractantes, dans le trafic frontalier avec les pays limitrophes ;

2^o Aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière ;

3^o Aux avantages et faveurs spéciaux existants ou à établir dans l'avenir en matière de tarifs douaniers et généralement en toute autre matière commerciale entre la Turquie et les pays détachés de l'Empire Ottoman en 1923 ;

4^o Aux avantages et faveurs que la Finlande a accordés ou pourrait accorder à l'Estonie, en vue de conserver ses échanges traditionnels avec ce pays ;

5^o Aux avantages que la Finlande a accordés ou pourrait accorder aux Etats voisins quant à la navigation dans la mer Baltique et ses baies au nord du 58^o latitude nord ;

6^o Aux avantages que la Finlande a accordés ou pourrait accorder quant à l'importation des vins et boissons alcooliques.

Article 27.

La présente convention entrera en vigueur un mois après la date de l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'au terme d'un délai de trois mois à compter du jour de sa dénonciation par l'une ou l'autre des Parties contractantes.

Article 28.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Helsinki, aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires susmentionnés ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceau.

Fait, en double expédition, à Angora, le 2 juin 1926.

(L. S.) Pontus ARTTI.

(L. S.) Ali DJÉNANY.

(L. S.) Gunnar KIHLMAN.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome X, page 133.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome VIII, page 760.

Article 25.

Each of the Contracting Parties undertakes that goods of the other Party shall benefit on its territory by the provisions of the International Convention ¹ of Paris, dated March 20, 1883, for the Protection of Industrial Property, as revised ² at Washington on June 2, 1911.

Article 26.

The provisions of the present Convention shall not apply :

- (1) To treatment which is or may hereafter be granted by one of the Contracting Parties in frontier traffic with contiguous countries ;
- (2) To special privileges resulting from a Customs union ;
- (3) To special privileges and benefits which are or may hereafter be established in respect of Customs tariffs, and generally in all other commercial transactions between Turkey and the territories detached from the Ottoman Empire in 1923 ;
- (4) To privileges and benefits which Finland has granted or may hereafter grant to Estonia with a view to preserving her traditional trade relations with that country ;
- (5) To privileges which Finland has granted or may hereafter grant to neighbouring States in respect of navigation in the Baltic Sea and its gulfs north of Lat. 58° N. ;
- (6) To privileges which Finland has granted or may hereafter grant in respect of the importation of wines and alcoholic beverages.

Article 27.

The present Convention shall come into force one month after the date of the exchange of ratifications, and shall remain in force until the expiry of a period of three months reckoned from the date of its denunciation by either of the Contracting Parties.

Article 28.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Helsingfors as soon as possible.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Angora on June 2, 1926.

(L. S.) Pontus ARTTI.

(L. S.) Ali DJÉNANY.

(L. S.) Gunnar KIHLMAN.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 74, page 44.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 104, page 116.

LISTE A.

Numéro du tarif finlandais	Désignation de produits	Réduction de droits pour cent
ex 76	Figues, raisins secs et raisins de Corinthe	100 %
78	Noix ordinaires et autres noix comestibles (noisettes), ainsi que châtaignes	100 %
166	Tabacs : manufacturés : autres que cigares et cigarettes ainsi que succédané de tabac	30 %
268	Tapis : noué, n'ayant pas plus de 180 nœuds sur une longueur d'un mètre	75 %
269	Tapis : noué, ayant plus de 180 nœuds sur une longueur d'un mètre	75 %
ex 814	Huile d'olive	100 %

LISTE B.

Numéro du tarif turc	Désignation de produits	Droits et coefficients pour cent kilos
32	b) Fromages	480 × 5
ex 210	Bois en feuille pour placage de moins de un centimètre d'épaisseur fabriqués de bouleau, tremble, pin et sapin	75 × 12
235	Papiers d'emballage plissés ou non et papiers goudronnés	70 × 5
249	Carton ordinaire, brut, rude à toucher deux côtés goudronnés, asphaltés	40 × 5
250	Carton ordinaire verni, boîtes en carton non décorés et tubes en carton	150 × 5
251	Carton fin verni ou non verni non imprimé et non décoré, y compris carton pour photographie	160 × 5

LISTE C.

LISTE DES POSITIONS DU TARIF FINLANDAIS INDIQUANT LES PRODUITS ORIGINAIRES ET EN PROVENANCE DE TURQUIE ADMIS A L'IMPORTATION EN FINLANDE SUR LE PIED DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE.

29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 49, 50, 51, 55, 59, 70, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81.
 104, 105, 107, 123, 124, 125, 126, 127, 134, 136, 149, 155, 156, 157, 158, 159, 163, 164, 165, 167, 168, 169, 170, 172, 175.
 229, 230.
 408, 449, 464, 482.
 508.
 735, 738, 749, 750, 754, 775, 776.
 814, 816, 817, 821, 830, 848, 868.
 900, 923, 931, 934, 935, 936, 941, 956, 957, 958, 960, 961.

LIST A.

No. in Finnish Tariff	Class of Goods	Percentage reduction on duties
ex 76	Figs, raisins and currants	100 %
78	Walnuts and other edible nuts (hazelnuts), also chestnuts	100 %
166	Tobacco : manufactured : other than cigars and cigarettes, also tobacco substitutes	30 %
268	Carpets : knotted, not exceeding 180 knots per lineal metre.	75 %
269	Carpets : knotted, exceeding 180 knots per lineal metre.	75 %
ex 814	Olive oil	100 %

LIST B.

No. in Turkish Tariff	Class of Goods	Duties and coefficients per 100 kilos
32	(b) Cheese	480 × 5
ex 210	Veneering woods less than 1 cm. thick, of birch, aspen pine, and fir	75 × 12
235	Packing paper, corrugated or not, and tarred paper	70 × 5
249	Ordinary rough cardboard, tarred, asphalted	40 × 5
250	Ordinary varnished cardboard : cardboard boxes, undecorated and tubes of cardboard	150 × 5
251	Fine cardboards, whether varnished or not, unprinted and undecorated, including photographic cards	160 × 5

LIST C.

LIST OF ITEMS IN THE FINNISH TARIFF INDICATING PRODUCTS ORIGINATING IN AND COMING FROM TURKEY WHICH RECEIVE MOST-FAVOURLED-NATION TREATMENT ON BEING IMPORTED INTO FINLAND :

29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 49, 50, 51, 55, 59, 70, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81.
104, 105, 107, 123, 124, 125, 126, 127, 134, 136, 149, 155, 156, 157, 158, 159, 163, 164, 165, 167, 168, 169, 170, 172, 175.
229, 230.
408, 449, 464, 482.
508.
735, 738, 749, 750, 754, 775, 776.
814, 816, 817, 821, 830, 848, 868.
900, 923, 931, 934, 935, 936, 941, 956, 957, 958, 960, 961.

LISTE D.

LISTE DES POSITIONS DU TARIF TURC INDIQUANT LES PRODUITS ORIGINAIRES ET EN PROVENANCE DE LA FINLANDE ADMIS A L'IMPORTATION EN TURQUIE SUR LE PIED DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE.

27, 31, 34, 35, 38, 44, 45, 63, 79, 80.
 118, 121, 153, 166, 167, 178, 185, 189, 190, 194.
 200, 204, 205, 206, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 221, 222, 223, 225,
 231, 232, 234, 236, 237, 238, 240, 241, 242, 243, 246, 247, 252, 253, 258, 259, 260, 261, 262, 263,
 285, 286, 287, 288, 292, 293, 295, 296, 297, 298.
 303 b, 304 b, 305 a, 308 a, 311, 356, 359, 360, 367, 370, 371, 374, 380, 384, 387, 396.
 402, 403, 404, 405, 406, 412, 413, 419, 437, 438, 440, 441, 442, 446, 455, 456, 458, 460.
 507, 512, 513, 554, 561, 570, 587.
 609, 637, 638, 648, 649, 668.
 762, 763, 772.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la présente convention, les Parties contractantes sont convenues des dispositions suivantes :

1^o Il est entendu que les Parties contractantes se garantissent mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les droits, ainsi que toutes les taxes perçues à l'exportation, quels qu'en soient le nom ou l'espèce.

2^o Les délégués de la République de Finlande déclarent au nom de leur gouvernement que le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée énoncée à l'article 3 de la présente convention ne pourra être invoqué en faveur des ressortissants finlandais en ce qui concerne le respect du droit acquis reconnu par la Turquie en vertu de l'article 4 de la Convention¹ d'établissement conclue à Lausanne le 24 juillet 1923, aux ressortissants des Etats qui l'ont signée.

3^o Les Parties contractantes constatent que l'insertion du paragraphe 6 à l'article 26 est due aux dispositions de la législation finlandaise concernant les vins et les boissons alcooliques en Finlande.

4^o Les Parties contractantes, en approuvant le principe d'empêcher toute imposition double, constatent, comme corollaire de l'article 9 que les ressortissants, sociétés et coopératives de l'une des Parties contractantes, non établis dans le pays de l'autre, n'y seront pas assujettis à des impôts sur le bénéfice de leur exportation à ce dernier pays, tant qu'ils n'y auront pas d'établissement.

5^o Le présent protocole fait partie intégrante de la présente convention et aura force exécutoire dès que celle-ci sera mise en vigueur.

ANGORA, le 2 juin 1926.

Pontus ARTTI.
 Gunnar KIHLMAN.

Ali DJÉNANY.

¹ Vol. XXVIII, page 151, de ce recueil.

LIST D.

LIST OF ITEMS IN THE TURKISH TARIFF INDICATING PRODUCTS ORIGINATING IN AND COMING FROM FINLAND WHICH RECEIVE MOST-FAVOURLED-NATION TREATMENT ON BEING IMPORTED INTO TURKEY.

27, 31, 34, 35, 38, 44, 45, 63, 79, 80.
 118, 121, 153, 166, 167, 178, 185, 189, 190, 194.
 200, 204, 205, 206, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 221, 222, 223, 225,
 231, 232, 234, 236, 237, 238, 240, 241, 242, 243, 246, 247, 252, 253, 258, 259, 260, 261, 262, 263,
 285, 286, 287, 288, 292, 293, 295, 296, 297, 298.
 303 *b*, 304 *b*, 305 *a*, 308 *a*, 311, 356, 359, 360, 367, 370, 371, 374, 380, 384, 387, 396.
 402, 403, 404, 405, 406, 412, 413, 419, 437, 438, 440, 441, 442, 446, 455, 456, 458, 460.
 507, 512, 513, 554, 561, 570, 587.
 609, 637, 638, 648, 649, 668.
 762, 763, 772.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

On proceeding to sign the present Convention the Contracting Parties have agreed upon the following provisions :

(1) It is understood that the Contracting Parties shall grant to each other most-favoured-nation treatment in respect of export duties and all export taxes of any class or nature whatsoever.

(2) The delegates of the Finnish Republic declare on behalf of their Government that the most-favoured-nation clause referred to in Article 3 of the present Convention may not be invoked in order to claim for Finnish nationals the right — recognised by Turkey, in virtue of Article 4 of the Convention¹ respecting Conditions of Residence and Business and jurisdiction, concluded at Lausanne on July 24, 1923, — which was acquired by nationals of the States which signed that Convention.

(3) The Contracting Parties note that the inclusion in Article 26, paragraph 6, is due to the Finnish legislation on wines and alcoholic beverages in Finland.

(4) The Contracting Parties, approving the principle of preventing double taxation, state, as a corollary to Article 9, that nationals, companies and cooperative societies of one of the Contracting Parties not established in the territory of the other Party, shall not be liable therein to taxes on the profits of their export trade to the territory of the latter Party, so long as they have no establishment there.

(5) The present Protocol shall be an integral part of this Convention and shall take effect as soon as the latter comes into force.

ANGORA, *June 2, 1926.*

Pontus ARTTI.
 Gunnar KIHLMAN.

Ali DJÉNANY.

¹ Vol. XXVIII, page 151, of this Series.

N° 1645.

AUTRICHE ET FINLANDE

Convention de commerce et de navigation, avec protocole de signature.
Signés à Vienne, le 8 août 1927.

AUSTRIA AND FINLAND

Convention of Commerce and Navigation, with Protocol of Signature.
Signed at Vienna, August 8, 1927.

N^o 1645. — CONVENTION ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE L'AUTRICHE ET LA FINLANDE. SIGNÉE A VIENNE, LE 8 AOUT 1927.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande et le représentant du Gouvernement fédéral d'Autriche auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 16 février 1928.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE, d'une part, et LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, d'autre part, animés d'un égal désir de favoriser et de développer les relations commerciales entre les deux pays, ont décidé de conclure une Convention de commerce et de navigation et ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

Monsieur Harri HOLMA, docteur ès-lettres, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Finlande à Vienne ;

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Monseigneur Ignace SEIPEL, docteur en théologie, chancelier fédéral ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

1. Les ressortissants, bateaux, navires et marchandises, produits naturels aussi bien que fabriqués de chacune des Parties contractantes jouiront dans le territoire de l'autre des droits, privilèges, immunités ou avantages quelconques accordés à la nation la plus favorisée.

2. Les stipulations de cet article ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie et de police en vigueur dans les territoires de chacune des Parties contractantes et applicables aux ressortissants de toute autre Puissance.

Article II.

1. Les ressortissants de l'une des Parties contractantes établis dans le territoire de l'autre Partie ou y résidant temporairement jouiront, en ce qui concerne l'exercice du commerce ou de l'industrie, du même traitement que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Helsingfors, le 18 janvier 1928.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1645. — CONVENTION² OF COMMERCE AND NAVIGATION
BETWEEN AUSTRIA AND FINLAND. SIGNED AT VIENNA,
AUGUST 8, 1927.

French official text communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs and the Representative of the Federal Government of Austria accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place February 16, 1928.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND, of the one part, and THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA, of the other part, being desirous of promoting and developing commercial relations between the two countries, have decided to conclude a Convention of Commerce and Navigation, and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND :

M. Harri HOLMA, D. Litt, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Finland at Vienna ;

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

Monsignor Ignatius SEIPEL, D. D., Federal Chancellor,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

1. The nationals, boats, vessels and merchandise, including both natural and manufactured products, of each of the Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other Party all rights, privileges, immunities or advantages which are accorded to the most favoured nation.

2. Nothing in the provisions of this Article shall be deemed to modify in any respect the laws, ordinances and special regulations affecting commerce, industry and police which are in force in the territories of the respective Contracting Parties and are applicable to the nationals of any other Power.

Article II.

1. Nationals of either Contracting Party who are established in the territories of the other Party or are temporarily resident therein shall enjoy, as regards the conduct of commerce or industry, the same treatment as the nationals of the most favoured nation.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Helsingfors, January 18, 1928.

2. Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront libre accès aux tribunaux et autres autorités de l'autre Partie, conformément aux lois en vigueur, pour y faire valoir leurs droits ; ils jouiront sous ce rapport des mêmes droits et avantages que les nationaux et auront comme ceux-ci la faculté de se servir en toute cause d'avocats ou de représentants.

3. Les sociétés anonymes et les autres sociétés commerciales, industrielles ou financières, y compris les sociétés d'assurance, les coopératives et les associations économiques qui ont leur siège dans le territoire de l'une des Parties contractantes et y sont constituées en vertu des lois respectives, pourront, en se soumettant aux lois de l'autre Partie, y faire valoir leurs droits et notamment ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour s'y défendre.

4. L'admission des sociétés, coopératives et associations susmentionnées à l'exercice de leur commerce ou de leur industrie sur le territoire de l'autre Partie contractante reste réservée aux lois et prescriptions qui sont ou seront en vigueur sur ce territoire ; lesdites sociétés, coopératives et associations jouiront dans le territoire de l'autre Partie des mêmes droits et du même traitement qui sont ou seraient à l'avenir accordés aux sociétés similaires d'un autre pays quelconque.

5. Les ressortissants de chacune des Parties contractantes, y compris les sociétés commerciales, sociétés en participation et autres semblables, n'auront à payer pour l'exercice d'affaires commerciales ou industrielles dans le territoire de l'autre Partie des impôts, droits ou taxes ni autres ni plus élevés que ceux perçus des nationaux.

6. Lorsque des ressortissants finlandais qui ne sont pas domiciliés en Autriche, ou des sociétés, coopératives ou associations économiques finlandaises, se livrent à l'exportation de Finlande en Autriche, ils ne seront pas assujettis en Autriche aux impôts sur le bénéfice de cette exportation tant qu'ils n'y auront pas d'établissement. Le même traitement sera appliqué à l'exportation vers la Finlande pratiquée par des ressortissants, sociétés, coopératives et associations économiques autrichiens.

7. Si les ressortissants, sociétés, coopératives ou associations économiques d'une des Parties contractantes ont des établissements d'exploitation sur le territoire de l'autre, ils n'y seront assujettis aux contributions ou aux impôts que dans la mesure de l'exploitation afférente à ces établissements.

Article III.

Les droits intérieurs perçus dans le territoire de l'une des Parties contractantes pour n'importe quel compte, qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication ou la consommation d'un article, ne frapperont, sous aucun prétexte, les produits de l'autre Partie d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits indigènes de la même espèce, ou bien, à défaut de ces articles, que ceux de la nation la plus favorisée.

Article IV.

1. Il ne sera perçu sur les marchandises, produits naturels ou fabriqués de l'une des Parties contractantes, à leur importation dans le territoire de l'autre, des droits, taxes et charges, ni autres ni plus élevés que ceux perçus des produits naturels ou fabriqués similaires d'un autre pays quelconque.

2. Comme produits fabriqués des territoires des Parties contractantes seront considérés, conformément aux règlements spéciaux du pays d'importation, aussi les objets qui y sont fabriqués de matières importées de l'étranger en admission temporaire et ayant subi une transformation industrielle.

3. A l'exportation pour le territoire de l'autre Partie contractante, il ne sera perçu des droits de sortie ou des taxes quelconques autres ou plus élevés qu'à l'exportation des mêmes marchandises pour un autre pays quelconque.

2. The nationals of each of the Contracting Parties shall have free access to the courts of justice and other authorities of the other Contracting Party, in conformity with the laws in force, for the prosecution of their rights ; they shall enjoy in these respects the same rights and privileges as the nationals of the country and shall, like them, have full liberty to employ advocates or agents to represent them in all cases.

3. Joint stock companies and other commercial, industrial or financial companies, including insurance companies, co-operative and economic associations, which have their headquarters in the territory of one of the contracting States and are duly incorporated under the laws in force therein, may, provided that they observe the laws of the other State, exercise therein all their rights, and in particular appear before the courts either as plaintiffs or as defendants.

4. The conditions under which the above-mentioned companies and co-operative and other associations may be permitted to conduct their commerce or industry in the territories of the other Contracting Party shall be determined by the laws and regulations which are or may hereafter be in force therein ; the aforesaid companies and co-operative and other associations shall enjoy, in the territories of the other Party, the same rights and treatment as are or may hereafter be accorded to companies of like character belonging to any other country.

5. The nationals of either Contracting Party, including commercial companies, firms, and other associations of like character, shall not be required to pay, in the territory of the other Party, any taxes, dues or charges in respect of their commercial or industrial business, other or higher than those levied on the nationals of the country in question.

6. Finnish nationals, not being domiciled in Austria, and Finnish companies, co-operative societies and economic associations, exporting goods from Finland to Austria, shall, so long as they have no establishment in the latter country, be exempted in Austria from taxation on the profits from such export trade. The same treatment shall be granted to Austrian nationals, companies, co-operative societies and economic associations exporting goods to Finland.

7. Nationals, companies, co-operative societies and economic associations of either Contracting Party having business establishments in the territories of the other Party shall only be liable to imposts or taxes therein to an extent proportionate to the business carried on by the aforesaid establishments.

Article III.

Internal taxation which is, or may hereafter be levied no matter on whose behalf in the territories of either Contracting Party, upon the manufacture or consumption of any article, shall not upon any pretext whatever constitute a higher or more burdensome charge upon the products of the other Party than upon native products of like character, or, should there be none of these, than upon those of the most favoured nation.

Article IV.

1. Articles, the produce or manufacture of one of the Contracting Parties shall not be subjected on import into the territories of the other Party to other or higher duties, charges or dues than those paid on the like articles when imported from any other country.

2. Articles manufactured in the territory of one of the Contracting Parties with imported materials which have been provisionally admitted and transformed in process of manufacture shall also be regarded, subject to any special regulations of the importing country, as having been manufactured in that territory.

3. Articles exported to the territories of the other Contracting Party shall not be subjected to any export duties or taxes other or higher than those paid on the like articles when exported to any other foreign country.

4. Chacune des Parties contractantes s'engage, en outre, à appliquer dans le commerce avec l'autre, à l'importation et à l'exportation, un traitement ni autre ni moins favorable que celui appliqué vis-à-vis d'un tiers Etat. Cet engagement comprend notamment l'application des règlements douaniers, la procédure douanière, la vérification et l'analyse des marchandises importées, le payement des droits et charges, ainsi que la classification et l'interprétation des tarifs douaniers.

Article V.

Sans préjudice des dispositions de l'article IV les produits fabriqués d'Autriche, énumérés plus bas, bénéficieront à leur importation en Finlande, des pourcentages de réduction indiqués ci-dessous, pourcentages qui porteront sur toutes surtaxes ou coefficients de majoration actuellement existants ou qui pourraient exister à l'avenir.

N° du tarif finlandais	Dénomination des marchandises	Pourcentage de réduction
481	Boîtes, ceintures, parties de ceintures et bretelles, étuis, portefeuilles et portemonnaies, ainsi que sacs avec ou sans garniture, en cuir, même associés à d'autres matériaux, pesant au plus 0 kg. 5 par unité	75 pour cent
945	Articles de bijouterie, de toute sorte, à l'exclusion de ceux en or, argent ou platine, bracelets, broches, boutons de chemises, épingles à cravates, colliers et chaînes de montres, boucles de chapeaux, barrettes et autres parures pour les cheveux, ne pouvant être classées dans d'autres catégories, boutons de manchettes, crochets à montres, portemontres, ainsi qu'autres articles de parure destinés à l'usage personnel.	
		80 pour cent

Les produits naturels ou fabriqués de Finlande, énumérés plus bas, ne seront pas soumis, à leur importation en Autriche, à des droits autres ou plus élevés que ceux fixés ci-dessous :

N° du tarif autrichien	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes par 100 kg.
ex 298 b/1	Bois à compensation, à condition que les deux planches extérieures soient en bois de bouleau et les planches intérieures en bois de bouleau, de pin sauvage, de pin ou de tremble	10.—
ex 302	Bobines pour fils	4.—
Remarque I.		
ex 510 a	Caséine	exempt
ex 548 a/2	Skis	50.—
	Disques et javelots	35.—

Article VI.

Afin d'assurer au commerce réciproque les avantages du traitement selon la présente convention et afin d'exclure, en même temps, tout abus possible, chacune des Parties contractantes pourra demander que les produits naturels ou fabriqués de l'autre Partie soient accompagnés, lors de leur importation, d'un certificat d'origine, constatant que lesdites marchandises sont des produits du sol

4. As regards imports and exports, each Contracting Party undertakes not to apply to the commerce of the other Party any treatment other or less favourable than is applied to that of any third State. This undertaking extends in particular to the application of Customs regulations, Customs formalities, the verification and analysis of imported goods, the payment of duties and charges, and the classification and interpretation of Customs tariffs.

Article V.

Without prejudice to the provisions of Article IV, the undermentioned manufactured products of Austria shall, on importation into Finland, be entitled to the following percentage reductions, applicable to all surtaxes or coefficients of increase which are or may hereafter be in force.

No. in Finnish tariff	Description of Goods	Duty in Kronen per 100 kg.
481	Boxes, belts, parts of belts and braces, cases, portfolios and purses, leather bags, with or without accessories, combined or not with other materials, weighing up to half a kilogramme each	75 %
945	Jewellery of all kinds other than gold, silver or platinum jewellery, bracelets, brooches, studs, scarf-pins, necklaces and watchchains, hat-clasps, hair-clasps and other hair ornaments not falling under any other number, cuff-and sleeve-links, watch-hooks, and other ornaments for personal use	80 %

The undermentioned articles, the produce or manufacture of Finland, shall not be subjected, on importation into Austria, to other or higher duties than those specified below :

No. in Austrian tariff.	Description of Goods	Percentage reduction
ex 298 b/1	Veneers, provided that the two external layers are of birch-wood and the internal layers of pine wood, deal or aspen	10
ex 302 Note 1.	Bobbins for thread	4
ex 510 (a)	Casein	Exempt
ex 548 a/2	Skis	50
	Disci and javelins	35

Article VI.

In order that trade between the two countries may enjoy the advantages provided in the present Convention, and in order at the same time to prevent any possible irregularities, either Contracting Party may require that articles the produce or manufacture of the other Contracting Party, be accompanied, when imported into its territories, by a certificate of origin, as evidence that the

et de l'industrie dudit pays, ou qu'elles doivent être considérées comme telles, étant donné la transformation qu'elles y ont subie. Les certificats d'origine, établis d'un commun accord entre les Parties contractantes, seront délivrés soit par les Chambres de Commerce, soit par tout organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé. Les Parties contractantes veilleront à ce que le commerce ne soit entravé ni par la hauteur des taxes perçues pour ces certificats, ni par des formalités inutiles lors de leur délivrance.

Article VII.

Les Parties contractantes s'engagent à appliquer au transit par leurs territoires respectifs les dispositions de la Convention ¹ et du statut sur la liberté du transit signés à Barcelone le 20 avril 1921.

Article VIII.

Ne seront pas censés déroger au principe du traitement de la nation la plus favorisée visé dans la présente convention :

1^o Les avantages qui sont ou seront accordés à des Etats limitrophes pour faciliter le commerce des zones frontalières et aux habitants de certains districts limitrophes ;

2^o Les avantages que la Finlande a accordés ou pourrait accorder à l'Estonie aussi longtemps que ces avantages ne seront pas étendus à aucune Puissance tierce ;

3^o Les avantages que la Finlande a accordés ou pourrait accorder aux Etats voisins quant à la navigation dans la mer Baltique et ses baies au nord du 58^o latitude nord ;

4^o Les avantages que la Finlande a accordés ou pourrait accorder à la Russie en ce qui concerne la pêche et la chasse aux phoques dans les territoires finlandais de l'Océan Glacial Arctique ;

5^o Les avantages que la Finlande a accordés ou pourrait accorder à la France quant à l'importation en Finlande des vins et boissons alcooliques.

Article IX.

Les deux Parties contractantes s'engagent à n'établir ni maintenir aucune prohibition ou restriction à leurs importations ou exportations réciproques qui ne s'appliquera pas de la même manière à l'importation ou à l'exportation des mêmes produits dans le commerce avec tout autre pays se trouvant dans les mêmes conditions.

Article X.

1. Les négociants, fabricants et autres industriels qui prouveront par la présentation d'une carte de légitimation industrielle, délivrée par les autorités compétentes de leur pays, que dans l'Etat, où ils ont leur domicile, ils sont autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie et qu'ils y acquittent les impôts et taxes prévus par les lois, auront le droit, soit personnellement, soit par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans les territoires de l'autre Partie chez les négociants

¹ Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; et vol. LXIX, page 70, de ce recueil.

goods in question are products of the soil or industry of the aforesaid country, or must be considered as such in view of the transformation which they have undergone therein. The said certificates of origin, drawn up in an agreed form, shall be issued by Chambers of Commerce or any other body or association approved by the country of destination. The Contracting Parties will take steps to ensure that no hindrances are placed in the way of trade either by charging excessive fees for such certificates or by unnecessary formalities in connection with their issue.

Article VII.

The Contracting Parties undertake to apply the provisions of the Convention¹ and Statute on Freedom of Transit, signed at Barcelona on April 20, 1921, to transit through their respective territories.

Article VIII.

The following privileges shall not be deemed to infringe the principle of most-favoured-nation treatment laid down in the present Convention :

(1) Privileges which are or may hereafter be granted either to contiguous States with a view to facilitating trade in the frontier zones or to the inhabitants of certain districts bordering on the frontier.

(2) Privileges which Finland has granted or may hereafter grant to Estonia, so long as such privileges are not extended to any third Power.

(3) Privileges which Finland has granted or may hereafter grant to neighbouring States with respect to navigation in the Baltic Sea and its gulfs north of latitude 58° N.

(4) Privileges which Finland has granted or may hereafter grant to Russia in regard to fishing and sealing in Finnish territorial waters in the Arctic Ocean.

(5) Privileges which Finland has granted or may hereafter grant to France in regard to the importation of wines and alcoholic liquors into Finland.

Article IX.

The Contracting Parties undertake not to establish or maintain any prohibition or restriction on articles imported or exported in the course of trade between the two countries which is not applicable in like manner to the same articles when imported or exported in the course of trade with any other country similarly situated.

Article X.

1. Merchants, manufacturers and other traders who can produce identity-cards issued by the competent authorities of their own country showing that they are authorised to carry on their trade or industry in the State in which they are domiciled, and that they pay therein the dues and taxes required by law, shall be entitled to effect purchases in the territories of the other Contracting Party, either personally or through travellers in their employ, from merchants or producers or in the

¹ Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 406 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XIX, page 278 ; Vol. XXIV, page 154 ; Vol. XXXI, page 244 ; Vol. XXXV, page 298 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; and Vol. LXIX, page 70, of this Series.

ou producteurs ou dans les locaux de vente ouverts, et de prendre des commandes chez les négociants ou autres personnes qui dans leur commerce ou leur industrie utilisent des marchandises du genre offert.

2. Si l'une des Parties contractantes perçoit des taxes ou patentes spéciales pour l'exercice de l'activité, mentionnée au paragraphe précédent, l'autre pourra adopter des mesures analogues de manière à rétablir la réciprocité.

3. Les négociants et industriels et les voyageurs de commerce à leur service, munis d'une carte de légitimation industrielle, auront le droit d'avoir avec eux des échantillons, mais non des marchandises. Ils n'auront pas le droit de conclure des affaires pour des commerçants ou industriels autres que ceux indiqués dans leurs cartes. Ils devront chercher des commandes et faire des achats seulement en voyageant.

4. Les restrictions d'importation et d'exportation en vigueur dans les deux pays ne sont pas modifiées par les dispositions ci-dessus.

5. Les cartes de légitimation seront établies d'après le modèle annexé à la Convention ¹ sur la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923.

6. En ce qui concerne les formalités quelconques auxquelles les négociants et industriels (voyageurs de commerce) seront soumis dans les territoires des Parties contractantes, les deux Parties se garantissent réciproquement un traitement qui ne sera pas moins favorable que celui qui est accordé ou pourrait être accordé à un autre pays quelconque.

7. Les objets passibles de droit de douane ou d'autres taxes similaires qui seront importés comme échantillons ou modèles par les voyageurs de commerce, seront admis en franchise de droits de douane ou d'autres taxes, à la condition que ces objets soient réexportés dans le délai réglementaire et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse. Outre les marques qui sont apposées officiellement dans le pays d'exportation pour identifier les échantillons ou modèles, les fonctionnaires des douanes du pays d'importation auront le droit d'exiger l'apposition de marques supplémentaires, si cela leur semble nécessaire dans certains cas.

8. La réexportation des échantillons ou modèles devra être garantie, soit par le dépôt du montant des droits applicables, soit par tout autre procédé approuvé par les autorités compétentes du pays d'entrée.

S'il est établi que les échantillons ou modèles n'ont pas été réexportés avant l'expiration du délai réglementaire, le montant des droits sera acquis au Trésor.

Les dispositions de cet article ne sont pas applicables aux colporteurs ou autres marchands ambulants.

Article XI.

Les marchandises remises au transport sur le territoire de l'une des Parties contractantes ne seront pas traitées, sur les chemins de fer dans le territoire de l'autre Partie, moins favorablement, en ce qui concerne les prix et les modalités de transport, conditions de livraison, taxes et charges publiques que les mêmes marchandises originaires d'un tiers Etat et expédiées sous les mêmes conditions, vers la même direction et sur le même parcours.

Article XII.

1. Les navires de chacune des deux Parties contractantes, leurs équipages, passagers et cargaisons jouiront dans les ports et les eaux territoriales de l'autre Partie sous tous les rapports du traitement accordé à ceux de la nation la plus favorisée.

¹ Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; vol. LIX, page 365 ; et vol. LXIX, page 79, de ce recueil.

public market, and to accept orders from merchants or other persons who make use in their own trade or industry of goods of the same nature as those offered.

2. If either of the Contracting Parties should impose special taxes or trading-licence fees in respect of the business referred to in the preceding paragraph, the other Party shall be entitled to adopt similar measures in order to re-establish reciprocity.

3. Merchants, manufacturers and commercial travellers in their employ holding identity-cards shall be entitled to carry with them samples, but not goods. They shall not be entitled to transact business on behalf of merchants or manufacturers other than those mentioned on their cards. They may only solicit orders or effect purchases when travelling.

4. Nothing in the preceding provisions shall be deemed to modify the import and export restrictions in force in the respective countries.

5. The identity-cards shall be drawn up in accordance with the model annexed to the Convention¹ relating to the Simplification of Customs Formalities, signed at Geneva on November 3, 1923.

6. As regards all formalities with which merchants and manufacturers (commercial travellers) have to comply in the territories of the Contracting Parties, the two Parties undertake to grant each other treatment not less favourable than that which is or may hereafter be granted to any other country.

7. Articles liable to Customs duties or any other similar charges shall, when imported as samples or models by commercial travellers, be admitted free of Customs duties or other taxes on condition that they are re-exported within the period laid down and that there is no doubt of their identity. The Customs officers of the importing country may, if they think fit, in particular cases, affix supplementary marks, in addition to those affixed officially in the exporting country, in order to identify the samples or models.

8. The re-exportation of samples or models must be guaranteed either by the deposit of the amount of the duties payable or by any other methods approved by the competent authorities of the importing country.

If it is found that the samples or models have not been re-exported before the expiration of the period laid down, the amount of the duties shall accrue to the Treasury.

The provisions of this Article shall not apply to hawkers or other itinerant traders.

Article XI.

Goods consigned for transport in the territory of either Contracting Party shall not receive less favourable treatment on the railways in the territory of the other Contracting Party as regards rates, methods of transport, conditions of delivery, taxes and public charges, than is accorded to the like goods having their origin in any third State and consigned under the same conditions in the same direction and by the same route.

Article XII.

1. Vessels belonging to either Contracting Party, as also their crews, passengers and cargoes, shall enjoy in the ports and territorial waters of the other Party the same treatment in all respects as is accorded to the vessels, crews, passengers and cargoes of the most favoured nation.

¹ Vol. XXX, page 371; Vol. XXXV, page 324; Vol. XXXIX, page 208; Vol. XLV, page 140; Vol. L, page 161; Vol. LIV, page 398; Vol. LIX, page 365; and Vol. LXIX, page 79, of this Series.

2. Les lettres de jauge et autres documents relatifs à la jauge des navires autrichiens seront reconnus en Finlande conformément aux arrangements spéciaux que la Finlande a conclus avec les Etats où les documents susmentionnés ont été délivrés.

Les lettres de jauge et autres documents relatifs à la jauge des navires finlandais seront reconnus en Autriche.

Article XIII.

1. Les deux Parties contractantes s'accordent réciproquement le droit de nommer des représentants consulaires dans tous les ports, villes et places de l'autre Partie où les représentants consulaires d'un tiers pays quelconque sont admis.

2. Après avoir reçu l'exéquatur du gouvernement du pays de leur résidence, les représentants consulaires de chacune des Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre de tous les privilèges et exemptions et de la même compétence qui sont ou pourront être accordés aux représentants consulaires du même rang d'une tierce Puissance. Cependant, ces privilèges, exemptions et compétence ne seront pas accordés aux représentants consulaires d'un des deux pays dans l'autre dans une plus grande étendue que celle accordée aux représentants consulaires du même rang de l'autre pays dans le premier.

Article XIV.

1. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Helsinki.

2. Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et restera obligatoire jusqu'à dénonciation par l'une ou l'autre Partie. En cas de dénonciation, la convention cessera de produire ses effets après un délai de trois mois à partir du jour où la dénonciation aura été notifiée à l'autre Partie.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Vienne, en double exemplaire, le huit août mil neuf cent vingt-sept.

(L. S.) Harri HOLMA.

(L. S.) SEIPEL.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la Convention de commerce et de navigation conclue à la date de ce jour entre la Finlande et l'Autriche, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes, qui auront à former partie intégrante de la même convention :

A l'article II, alinéa 5 :

Les Parties contractantes déclarent qu'elles sont entièrement favorables au principe d'empêcher les doubles impositions et sont d'avis qu'étant donné le caractère technique et la complexité de cette matière, il serait préférable de rechercher la solution dudit principe par voie d'une convention spéciale.

2. Tonnage measurement certificates and other documents relating to the tonnage-measurement of Austrian vessels shall be recognised in Finland in accordance with the terms of the special Agreements concluded by Finland with the States in which the above-mentioned documents were issued.

Tonnage-measurement certificates and other documents relating to the tonnage-measurement of Finnish vessels shall be recognised in Austria.

Article XIII.

1. The two Contracting Parties shall grant each other the right to appoint consular representatives in all ports, towns and places in which consular representatives of any third country may be appointed.

2. When they have received the exequatur from the Government of the country in which they reside, the consular representatives of each Contracting Party shall enjoy in the territory of the other Party all the privileges, immunities and powers which are or may hereafter be granted to the consular representatives of like rank of any third Power. Nevertheless, such privileges, immunities and powers shall not be granted to the consular representatives of either country in the territory of the other to a more generous extent than they are granted to the consular representatives of like rank of the latter country in the territory of the former.

Article XIV.

1. The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Helsingfors.

2. It shall come into force one month after the exchange of ratifications, and shall continue to be binding until denounced by either Party. If denounced, it shall cease to be binding on the expiry of three months, reckoned from the date on which the denunciation was notified to the other Party.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Vienna in duplicate this eighth day of August, one thousand nine hundred and twenty-seven.

(L. S.) Harri HOLMA.

(L. S.) SEIPEL.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the time of signing the Convention on Commerce and Navigation concluded this day between Finland and Austria, the undersigned Plenipotentiaries have made the following declarations, which shall form an integral part of the Convention.

Ad Article II, paragraph 5.

The Contracting Parties declare that they are wholly in favour of the principle of preventing double taxation, but consider that in view of the technical and complicated nature of the subject it would be preferable to endeavour to put that principle into effect by means of a special convention.

A l'Article V.

Les deux Parties contractantes sont convenues de ce que l'Autriche accordera au fromage dit d'Emmental, même sans écorce, d'origine de Finlande (ex N° 98 du tarif douanier autrichien) la réduction accordée au même fromage par le Traité¹ de Commerce entre la République d'Autriche et la Confédération suisse du 6 janvier 1926.

L'Autriche s'engage à accorder au fromage dit d'Edam (ex N° 98 du tarif douanier autrichien) d'origine finlandaise les droits conventionnels qu'elle a consentis au dit fromage d'origine hollandaise.

L'Autriche s'engage à appliquer aux fromages (N° 98 du tarif douanier autrichien) d'origine finlandaise les droits conventionnels qu'elle a consentis ou qu'elle consentira aux fromages de la même espèce d'origine d'un tiers pays quelconque.

Les deux Parties contractantes sont convenues de ce que l'Autriche accordera au lait condensé d'origine finlandaise (N° 107 a du tarif douanier autrichien) la réduction accordée par le Traité de commerce entre la République d'Autriche et la Confédération suisse du 6 janvier 1926.

A l'article VI.

La taxe perçue par la Finlande pour la légalisation d'un certificat d'origine n'excédera pas 10 marks finlandais. Réciproquement, au cas où une telle taxe serait perçue par l'Autriche, elle ne dépassera non plus le montant correspondant.

A l'article IX.

Les deux Parties contractantes s'engagent à entraver le moins possible le commerce réciproque par des prohibitions ou restrictions d'importation et d'exportation.

Il est toutefois entendu que certaines prohibitions ou restrictions de ce genre pourront être établies ou maintenues, notamment dans les cas suivants :

1. Pour assurer la sécurité de l'Etat ;
2. Pour des raisons de santé publique ou comme mesures sanitaires ou de prophylaxie contre les épizooties et les épiphyties ;
- 3° A l'égard des semences qui, à cause de leur origine, ne seraient pas susceptibles de se développer dans le pays d'importation ;
- 4° Pour les monopoles d'Etat actuellement en vigueur et qui pourraient être établis à l'avenir et afin d'appliquer à des marchandises étrangères des prohibitions ou restrictions qui ont été ou qui pourraient être établies par la législation intérieure pour la production, la vente, le transport ou la consommation à l'intérieur des marchandises indigènes similaires ;
- 5° En outre, en Finlande, pour interdire ou régler l'importation des vins et boissons alcooliques.

A l'article X.

Il est entendu que les voyageurs de commerce de l'une des Parties contractantes jouiront dans le territoire de l'autre Partie contractante de tous les avantages accordés sous ce rapport à la nation la plus favorisée.

Fait à Vienne, en double exemplaire, le huit août mil neuf cent vingt-sept.

Harri HOLMA.
SEIPEL.

¹ Vol. XLVI, page 299, de ce recueil.

Ad Article V.

The two Contracting Parties agree that Austria shall grant in respect of "Emmental" cheese, including rindless cheese, of Finnish origin (ex No. 98 of the Austrian Customs Tariff), the reduction granted in respect of that cheese by the Treaty¹ of Commerce of January 6th, 1926, between the Austrian Republic and the Swiss Confederation.

Austria undertakes to grant in respect of "Edam" cheese (ex No. 98 of the Austrian Customs Tariff) of Finnish origin the same conventional duties as she has granted in respect of the like cheese of Dutch origin.

Austria undertakes to apply to cheeses (No. 98 of the Austrian Customs Tariff) of Finnish origin the same conventional duties as she has granted or may hereafter grant in respect of the like cheeses coming from any other country.

The two Contracting Parties agree that Austria shall grant in respect of condensed milk of Finnish origin (No. 107a of the Austrian Customs Tariff) the reduction granted by the Treaty of Commerce of January 6th, 1926, between the Austrian Republic and the Swiss Confederation.

Ad Article VI.

The fee charged by Finland for the legalisation of a certificate of origin shall not exceed 10 Finnish marks. Should a similar fee be charged by Austria, it shall not exceed the corresponding amount.

Ad Article IX.

The two Contracting Parties undertake to impede trade between the two countries as little as possible by import or export prohibitions or restrictions.

It is understood, however, that certain prohibitions or restrictions of this nature may be established or maintained in the following cases :

- (1) To ensure the safety of the State ;
- (2) For reasons of public health or as sanitary or prophylactic measures against epizootic and epiphytic diseases ;
- (3) In respect of seeds which, owing to their origin, are not suited to be grown in the importing country ;
- (4) In the case of State monopolies which are already in force or which may be established in future, and in order to apply to foreign goods prohibitions and restrictions which are or may hereafter be imposed by the national legislation on the production, sale, transport or consumption within the country of similar goods produced therein ;
- (5) Also, in Finland, in order to prevent or control the importation of wines and alcoholic liquors.

Ad Article X.

It is understood that commercial travellers who are nationals of one of the Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other Contracting Party all the privileges granted in this respect to the most favoured nation.

Done at Vienna in duplicate on August the eight one thousand nine hundred and twenty-seven.

Harri HOLMA.
SEIPEL.

¹ Vol. XLVI, page 299, of this Series.

N° 1646.

PAYS-BAS ET SUÈDE

Echange de notes comportant un arrangement concernant la communication réciproque des condamnations prononcées dans l'un des Etats contre les ressortissants de l'autre. Stockholm, le 30 décembre 1927.

THE NETHERLANDS AND SWEDEN

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the mutual Notification of Sentences passed in one of the States against Nationals of the other. Stockholm, December 30, 1927.

N^o 1646. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS NÉERLANDAIS ET SUÉDOIS, COMPORTANT UN ARRANGEMENT CONCERNANT LA COMMUNICATION RÉCIPROQUE DES CONDAMNATIONS PRONONCÉES DANS L'UN DES ÉTATS CONTRE LES RESSORTISSANTS DE L'AUTRE. STOCKHOLM, LE 30 DÉCEMBRE 1927.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 17 février 1928.

LE MINISTRE DES PAYS-BAS A STOCKHOLM AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE SUÈDE.

STOCKHOLM, le 30 décembre 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux instructions de mon gouvernement j'ai l'honneur de proposer au Gouvernement royal l'introduction du procédé suivant pour la communication réciproque des condamnations prononcées dans l'un des États contre les ressortissants de l'autre.

Pour ce qui concerne les Pays-Bas, le Gouvernement de la Reine fera désormais transmettre au Gouvernement du Roi la sentence, soit en copie, soit sous forme de l'extrait d'usage, de toute condamnation pour un fait punissable de toute sorte à l'exception des contraventions, encourue par un sujet suédois sur le territoire européen du Royaume et y ayant obtenu force de chose jugée.

De son côté, le Gouvernement du Roi fera transmettre dorénavant au Gouvernement de la Reine, sous forme d'extrait du casier judiciaire central, toute sentence pénale définitive, qui y sera insérée au nom d'un sujet néerlandais en Suède.

De part et d'autre, les documents dont il s'agit seront transmis gratuitement et par voie diplomatique.

Si le Gouvernement du Roi donne son adhésion à la présente proposition, je serai reconnaissant à Votre Excellence de m'en informer et les lettres ainsi échangées consacreront l'accord intervenu, lequel sera alors mis en vigueur au 1^{er} janvier prochain.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances renouvelées de ma très haute considération.

Sweerts DE LANDAS.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1928.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1646. — EXCHANGE OF NOTES ² BETWEEN THE NETHERLANDS AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE MUTUAL NOTIFICATION OF SENTENCES PASSED IN ONE OF THE STATES AGAINST NATIONALS OF THE OTHER. STOCKHOLM, DECEMBER 30, 1927.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place February 17, 1928.

THE NETHERLANDS MINISTER AT STOCKHOLM TO THE SWEDISH MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

STOCKHOLM, December 30, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

Acting on my Government's instructions, I have the honour to propose to the Royal Swedish Government that the following procedure should be adopted with regard to the mutual notification of sentences passed in either State on nationals of the other.

As regards the Netherlands, Her Majesty's Government will henceforth transmit to the Royal Swedish Government a copy of, or the customary extract from, the judgment in the case of any sentence for a punishable offence of any kind, with the exception of misdemeanours, which has been passed on a Swedish national on the European territory of the Kingdom of the Netherlands and which has become *res judicata* therein.

The Royal Swedish Government, for its part, will henceforth transmit to Her Majesty's Government, in the form of an extract from the central records of the criminal courts, all final penal judgments which may be entered therein against the name of a Netherlands national in Sweden.

The documents in question shall be transmitted without payment by both Parties through the diplomatic channel.

If His Majesty's Government accedes to this proposal, I should be grateful if you will inform me to this effect, and the Notes thus exchanged will constitute the agreement reached, which will then come into force on January 1st next.

I have the honour, etc.

Sweerts DE LANDAS.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Came into force January 1, 1928.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE SUÈDE AU MINISTRE DES PAYS-BAS A STOCKHOLM.

STOCKHOLM, le 30 décembre 1927.

MONSIEUR LE BARON,

Par une lettre d'aujourd'hui, cotée sous le numéro 969 et conformément aux instructions de votre gouvernement vous avez bien voulu proposer au Gouvernement royal l'introduction du procédé suivant pour la communication réciproque des condamnations prononcées dans l'un des Etats contre les ressortissants de l'autre.

Le Gouvernement du Roi fera transmettre dorénavant au Gouvernement de la Reine sous forme d'extrait du casier judiciaire central toute sentence pénale définitive, qui y sera insérée au nom d'un sujet néerlandais en Suède.

De son côté, le Gouvernement de la Reine fera désormais transmettre au Gouvernement du Roi la sentence, soit en copie, soit sous forme de l'extrait d'usage, de toute condamnation pour un fait punissable de toute sorte à l'exception des contraventions, encourue par un sujet suédois sur le territoire européen des Pays-Bas et y ayant obtenu force de chose jugée.

De part et d'autre, les documents dont il s'agit seront transmis gratuitement et par voie diplomatique.

A ce sujet j'ai l'honneur de vous faire savoir, que la Gouvernement royal estime pouvoir accepter la proposition susmentionnée et qu'il est d'accord, que votre lettre précitée et la présente constatent l'accord intervenu entre les deux gouvernements concernant le procédé de communication susindiqué, lequel selon le désir énoncé sera alors mis en vigueur au 1^{er} janvier prochain.

Veuillez agréer, Monsieur le Baron, les assurances de ma haute considération.

Eliel LÖFGREN.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 11 février 1928.

Le Chef des Archives p. i.
C^{te} Lewenhaupt.

THE SWEDISH MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE NETHERLANDS MINISTER AT STOCKHOLM.

STOCKHOLM, *December 30, 1927.*

SIR,

In a letter, No. 969 of to-day's date, you were good enough, acting on your Government's instructions, to propose to the Royal Government that the following procedure should be adopted with regard to the mutual notification of sentences passed in either State on nationals of the other.

The Royal Swedish Government will henceforth transmit to Her Majesty's Government, in the form of an extract from the central records of the criminal courts, all final penal judgments which may be entered therein against the name of a Netherlands national in Sweden.

Her Majesty's Government, for its part, will henceforth transmit to the Royal Swedish Government a copy of, or the customary extract from, the judgment in the case of any sentence for a punishable offence of any kind, with the exception of misdemeanours, which has been passed on a Swedish national in the European territory of the Kingdom of the Netherlands and which has become *res judicata* therein.

The documents in question shall be transmitted without payment by both Parties through the diplomatic channel.

In this connection I have the honour to inform you that the Royal Government is prepared to accept the above proposal and agrees that your letter and the present Note shall confirm the agreement reached by the two Governments concerning the above-mentioned method of notification, which, as desired, will then come into force on January 1st next.

I have the honour to be, etc,

Eliel LÖFGREN.

N° 1647.

UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE
ET ROYAUME
DES SERBES, CROATES
ET SLOVÈNES

Traité de commerce et de navigation,
avec protocole de signature. Signé
à Bruxelles, le 16 décembre 1926.

ECONOMIC UNION OF
BELGIUM AND LUXEMBURG
AND KINGDOM
OF THE SERBS, CROATS
AND SLOVENES

Treaty of Commerce and Navigation,
with Protocol of Signature. Signed
at Brussels, December 16, 1926.

N^o 1647. — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES. SIGNÉ A BRUXELLES, LE 16 DÉCEMBRE 1926.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 18 février 1928.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, agissant, tant en son nom qu'au nom de SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG, en vertu d'accords existants, d'une part, et SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES, d'autre part, animés d'un égal désir de favoriser et de développer les relations commerciales entre les pays respectifs, ont décidé de conclure à cette fin un traité de commerce et de navigation et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. E. VANDERVELDE, son ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. Iovan VOUTCHKOVITCH, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Bruxelles ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Il y aura pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre le Royaume des Serbes Croates et Slovènes et les pays de l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

Conformément à ce principe, les ressortissants de l'une des Parties contractantes auront le droit d'entrer librement dans le territoire de l'autre et d'y conclure toutes les affaires commerciales ainsi que de régler et de liquider les rapports qui en résultent.

Dans l'exercice de ces affaires, ils jouiront des mêmes droits que les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée et ne seront assujettis à des impôts ou charges ni autres ni plus élevés que ceux auxquels sont assujettis les nationaux ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 30 janvier 1928.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1647. — TREATY² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES. SIGNED AT BRUSSELS, DECEMBER 16, 1926.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place February 18, 1928.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, in his own name and on behalf of HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG under existing agreements, of the one part, and HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES, of the other part, being equally desirous of encouraging and developing commercial relations between the two countries, have decided to conclude for this purpose a Treaty of Commerce and Navigation, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. E. VANDERVELDE, His Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

M. Jovan VOUTCHKOVITCH, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Brussels ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

There shall be full and entire freedom of commerce and navigation between the Serb-Croat-Slovene Kingdom and the territory of the Belgo-Luxemburg Economic Union. In conformity with this principle, nationals of each of the Contracting Parties shall have the right freely to enter the territory of the other, to transact business of every kind therein, and to settle and liquidate all matters arising out of such transactions. In conducting their business they shall enjoy the same rights as nationals or the subjects of the most favoured nation, and shall not be liable to any taxes or duties other or higher than those to which nationals or the subjects of the most favoured nation are liable.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Brussels, January 30, 1928.

Article 2.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes, établis dans le territoire de l'autre ou y résidant temporairement, auront le droit, en se conformant aux lois du pays, d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre, et à cet égard ils jouiront de tous les droits et immunités des nationaux et, comme ceux-ci, ils auront la faculté de se servir dans toute cause, des avocats, avoués et agents de toutes classes autorisés par les lois du pays.

Article 3.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes établis dans le territoire de l'autre ou y résidant temporairement, y bénéficieront, relativement à l'exercice du commerce et de l'industrie, des mêmes droits, privilèges, immunités et exemptions que les ressortissants du pays le plus favorisé, et n'y seront soumis à des impositions ni autres ni plus élevées que les nationaux.

Il est entendu, toutefois, que les stipulations qui précèdent ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie et de police, qui sont ou seront en vigueur dans chacun des pays contractants et applicables à tous les étrangers.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront, dans le territoire de l'autre, le droit d'acquérir et de posséder toute espèce de propriété mobilière ou immobilière que les lois et les décrets des pays permettent ou permettront aux ressortissants de toute autre nation étrangère d'acquérir et de posséder.

Ils pourront en disposer par vente, échange, donation, contrat de mariage, testament ou de quelque autre manière, ainsi qu'en faire l'acquisition par héritage, dans les mêmes conditions qui sont ou qui seront établies à l'égard des sujets de toute autre nation étrangère, sans être assujettis, dans aucun des cas mentionnés, à des taxes, impôts ou charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou qui seront établis sur les nationaux.

Ils pourront, de même, en se conformant aux lois du pays, emporter librement le produit de la vente de leur propriété et exporter leurs biens en général, sans être assujettis, comme étrangers, à des droits autres ou plus élevés que ceux que les nationaux auraient à acquitter en pareille circonstance.

Article 5.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de toute fonction officielle obligatoire judiciaire, administrative ou municipale quelconque, excepté de la tutelle de leurs compatriotes.

Ils seront exempts de tout service militaire, aussi bien dans l'armée régulière et la marine que dans la milice et la garde civique.

Ils seront aussi exempts de toute contribution militaire. Cependant, ils seront astreints, en temps de paix comme en temps de guerre, aux réquisitions et prestations autres que celles du service personnel, telles que de loger la troupe, fournir des attelages, véhicules, etc., dans la mesure et suivant les règles adoptées pour les nationaux. Ils auront droit aux indemnités établies en faveur des nationaux par les lois en vigueur.

Article 6.

Les Parties contractantes déclarent reconnaître mutuellement à toutes les compagnies et autres associations commerciales, industrielles ou financières constituées suivant les lois particulières sur

Article 2.

Nationals of each of the High Contracting Parties domiciled or temporarily resident in the territory of the other shall, provided they comply with the laws of the country, be entitled to appear in Court as plaintiffs or defendants, and shall in this respect enjoy all the rights and immunities of nationals, and like the latter they may in every action employ the services of advocates, solicitors and agents of every kind authorised to practise by the law of the country.

Article 3.

Nationals of each of the High Contracting Parties domiciled or temporarily resident in the territory of the other shall, as regards the conduct of commerce and industry, enjoy the same rights, privileges, immunities and exemptions as the subjects of the most favoured nation, and shall not be made liable in that territory to charges other or higher than those imposed on nationals.

It is understood, however, that the above stipulations shall not in any way affect such laws, decrees and special regulations concerning the conduct of commerce and industry, including police regulations, which are or may in future be put into force in the territories of the Contracting Parties and applicable to all foreigners.

Article 4.

Nationals of each of the Contracting Parties shall be entitled in the territory of the other to acquire and possess every kind of movable or immovable property that the laws and decrees of the country allow or may in future allow nationals of any other foreign country to acquire and possess.

They may dispose of the same by sale, exchange, gift, marriage settlement, bequest, or in any other manner, and may acquire the same by inheritance, under the same conditions as are or may in future be laid down with regard to the nationals of any other foreign country, without being liable in any of the above cases to any duties, taxes or charges of any kind other or higher than those which are or may in future be imposed on nationals.

They may also, provided they comply with the laws of the country, freely export the proceeds of the sale of their property and goods in general without being liable as foreigners to pay duties other or higher than those which nationals would have to pay in similar circumstances.

Article 5.

Nationals of each of the Contracting Parties shall be exempt in the territory of the other Party from all compulsory judicial, administrative or municipal service, except the guardianship of their compatriots.

They shall be exempt from all military service in the regular Army, Navy, Militia or Civil Guard.

They shall also be exempt from all military contributions. They shall, however, be liable, both in time of peace and in time of war, for requisitions and services not involving personal service, such as billeting troops, providing draught animals, carts, etc., to the same extent and in accordance with the same rules as nationals. They shall be entitled to the compensation granted to nationals by the laws in force.

Article 6.

The Contracting Parties reciprocally recognise that all commercial, industrial, and financial companies and other associations constituted in accordance with the national legislation of one

le territoire de l'un des pays, la faculté d'exercer dans l'étendue de l'autre Etat, tous les droits et d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour y intenter une action, soit pour y défendre, sans autre condition que de se conformer aux lois de cet Etat.

Ces sociétés et associations établies dans le territoire de l'une des Parties contractantes pourront exercer dans le territoire de l'autre Partie les droits qui seront reconnus aux sociétés analogues de tous les autres pays.

Il est entendu que les dispositions qui précèdent s'appliquent aussi bien aux compagnies et associations constituées ou autorisées antérieurement à la signature du présent traité qu'à celles qui le seraient ultérieurement.

Article 7.

Les Parties contractantes s'engagent à n'entraver leur commerce réciproque par aucune prohibition à l'importation ou à l'exportation.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles sont applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant dans des conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants :

- 1^o Dans des circonstances exceptionnelles par rapport aux provisions de guerre ;
- 2^o Pour des raisons de sûreté d'Etat et de sécurité publique ;
- 3^o Pour des motifs de police sanitaire ou en vue de la protection des animaux ou des plantes utiles contre les maladies, les insectes et parasites nuisibles, tout cela conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet ;
- 4^o Pour les monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir ;
- 5^o En vue de l'exécution de la législation intérieure en tant qu'elle interdit ou limite la production, le transport, la vente ou la consommation de certains articles.

En outre, les Parties contractantes, se réservent de prohiber ou de restreindre l'exportation des produits nécessaires à l'alimentation et des matières premières, pour autant que ces prohibitions ou restrictions soient, en même temps, et de la même façon applicables à tous les autres pays, dans le cas où, par suite de circonstances anormales, le ravitaillement de leur population ou l'approvisionnement de leur industrie serait gravement menacé en ce qui concerne lesdits produits ou matières.

Article 8.

Les produits du sol et de l'industrie du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes qui seront importés dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise et les produits du sol et de l'industrie de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, qui seront importés dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation ou au transit, seront soumis au même traitement et ne seront passibles de droits ni plus élevés, ni autres que les mêmes produits de la nation la plus favorisée sous ces rapports. En conséquence, toute faveur, toute immunité et toute réduction des droits d'entrée inscrits au tarif autonome ou aux tarifs conventionnels que l'une des Parties contractantes accordera à une tierce Puissance, à titre permanent ou temporairement, sera immédiatement et sans compensation étendue aux produits du sol et de l'industrie de l'autre.

Le traitement de la nation la plus favorisée se rapporte au montant, à la garantie et à la perception des droits de douane et autres charges, ainsi qu'aux formalités douanières et leur application ; aux procédés d'examen et d'analyse de marchandises ; aux conditions du paiement des droits de douane et autres charges ; à la classification des marchandises ; à l'interprétation des tarifs douaniers, ainsi qu'à la procédure concernant les articles de monopole.

Article 9.

Les marchandises de n'importe quelle provenance en transit à travers les territoires de l'une des Parties contractantes ou importées dans ses ports francs ou zones franches, ne seront pas

of the countries shall be entitled to exercise all rights in the other country, and to appear in Court as plaintiff or defendant, on the sole condition that they observe the laws of that country. Such companies and associations established in the territory of one of the Contracting Parties may exercise in the territory of the other Party the rights accorded to similar companies of all other countries. It is understood that the foregoing provisions apply to companies and associations constituted or authorised previously to the signature of the present Treaty, as well as to those which may be constituted or authorised subsequently.

Article 7.

The Contracting Parties undertake not to impede the trade between them by any import or export prohibition.

Exceptions to this rule may be made, provided they apply to all countries or to countries in identical circumstances, but only in the following cases :

- (1) In exceptional circumstances connected with military supplies ;
- (2) For reasons connected with the safety of the State or public security ;
- (3) For reasons of public health or the protection of useful animals and plants from diseases and noxious insects and parasites, in conformity with the international principles adopted in this connection ;
- (4) In the case of Government monopolies which now exist or may be established in the future ;
- (5) In application of internal legislation when that legislation prohibits or limits the production, transport, sale or consumption of certain articles.

Moreover, the Contracting Parties reserve the right to prohibit or restrict the exportation of products required for feeding the population and of raw materials, provided these prohibitions and restrictions are at the same time and in the same way applied to all other countries, in cases where, owing to abnormal circumstances, the feeding of the population or the supply of raw materials for industry is seriously threatened as far as these products or raw materials are concerned.

Article 8.

Natural products or manufactured goods of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes imported into the Belgo-Luxemburg Economic Union, and natural products or manufactured goods of the Belgo-Luxemburg Economic Union imported into the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, either for consumption or storage or re-export or in transit, shall receive the same treatment, and shall not be liable to any duties other or higher than those to which the same products of the most favoured nation are liable in these respects. Consequently, every form of special treatment enumerated, and all reductions of import duties contained in the autonomous tariff or in conventional tariffs which one of the Contracting Parties may accord to a third Power, either permanently or temporarily, shall immediately and unconditionally be extended to the natural products or manufactured goods of the other Party.

Most-favoured-nation treatment shall apply to the amount of, guarantees for and levying of Customs duties and other charges, and to Customs formalities and their enforcement ; to methods of examining and analysing goods ; to the conditions for the payment of Customs duties and other charges ; to the classification of goods ; to the interpretation of Customs tariffs ; and to the procedure with regard to monopoly articles.

Article 9.

Goods of any origin in transit through the territories of one of the Contracting Parties or imported through the free ports or zones of that country, shall not be liable, on their entry into

soumises, à leur entrée dans les territoires de l'autre Partie contractante, à des droits et charges autres ou plus élevés que ceux auxquels sont assujetties les mêmes marchandises importées directement du pays de provenance.

Article 10.

Les produits du sol et de l'industrie du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes énumérés dans le Tarif A joint au présent traité, à leur importation dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise et les produits du sol et de l'industrie de l'Union économique belgo-luxembourgeoise énumérés dans le Tarif B joint au présent traité, à leur importation dans le royaume des Serbes, Croates et Slovènes, ne seront pas assujettis à des droits d'entrée plus élevés que ceux fixés dans lesdits tarifs.

Article 11.

Seront réciproquement, à l'importation et à l'exportation, admis en franchise de tous droits d'entrée et de sortie :

- a) Les cartes avec les échantillons, et les échantillons, ne pouvant servir à aucun autre usage, exception faite pour les articles de monopole et les articles de consommation ;
- b) Les bagages des voyageurs, c'est-à-dire les habillements et effets de corps à l'usage de ces derniers, pour autant qu'ils ne soient pas neufs et ne puissent pas être considérés comme des objets de commerce.

Article 12.

Les Parties contractantes s'engagent à admettre les objets ci-dessous mentionnés, en franchise de tous droits d'entrée et de sortie, aux conditions ordinaires fixées par les règlements douaniers sur l'importation ou l'exportation temporaire et avec l'obligation de les faire retourner dans un délai déterminé à l'avance :

- a) Les moyens de transport de toute sorte, ainsi que les accessoires habituels nécessaires pour leur usage, étant entendu que s'il s'agit d'une importation temporaire les moyens de transport ne peuvent pas servir à l'exploitation d'un trafic intérieur ;
- b) Les sacs, caisses, tonneaux, dames-jeannes, paniers et autres récipients semblables ayant déjà servi, importés vides pour être remplis ; ou réimportés vides après avoir été exportés remplis ;
- c) Les bâches ou autres couvertures pour wagons, chariots et paniers ayant déjà servi, quand elles sont importées pour l'exportation de marchandises.

Article 13.

Les Parties contractantes s'engagent à admettre en franchise temporaire des droits d'entrée les objets destinés aux expositions et aux concours ayant un caractère public reconnu tel par l'Administration des douanes. Le bénéfice de ce régime sera accordé à charge de réexportation, d'établir l'identité et de garantir le paiement éventuel des droits, par consignation de ceux-ci ou par caution.

Article 14.

Il ne sera perçu d'autres, ni de plus hauts droits de sortie sur les produits exportés de l'un des pays dans l'autre, que ceux perçus à l'exportation des mêmes objets vers le pays le plus favorisé à cet égard. De même, toute autre faveur accordée par l'une des Parties contractantes à une tierce Puissance à l'égard de l'exportation, sera immédiatement et sans condition étendue à l'autre.

the territories of the other Contracting Party, to the payment of any duties or charges other or higher than those levied on the same goods when imported direct from the country of origin.

Article 10.

The natural products and manufactured goods of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes (enumerated in Tariff "A" attached to the present Treaty) on their importation into the Belgo-Luxemburg Economic Union, and the natural products and manufactured goods of the Belgo-Luxemburg Economic Union (enumerated in Tariff "B" attached to the present Treaty) on their importation into the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, shall not be liable to any duties higher than those laid down in these tariffs.

Article 11.

The following may be reciprocally imported or exported free of all import or export duties :

- (a) Cards with samples and samples which cannot be utilised for any other purpose, with the exception of monopoly articles and articles for consumption ;
- (b) Travellers' baggage, *i. e.* articles of clothing and articles for the personal use of travellers, provided they are not new and cannot be regarded as articles of trade.

Article 12.

The Contracting Parties undertake to admit the following articles free of all import or export duties, subject to the ordinary conditions defined in the Customs regulations with regard to temporary importation and exportation, provided they are returned within a previously fixed period :

- (a) Means of transport of every sort, and all accessories usually required in connection therewith, it being understood that in case of temporary importation, the means of transport may not be used for conducting a traffic service within the country ;
- (b) Sacks, cases, barrels, demijohns, baskets, and other similar articles, not new, imported empty to be filled ; or re-imported empty after having been exported full ;
- (c) Tarpaulins and other covers for waggons, carts and baskets, if not new and if imported for the exportation of goods.

Article 13.

The Contracting Parties undertake to admit temporarily free of import duty articles intended for public exhibitions or competitions, recognised as such by the Customs authority. This privilege shall be granted only if the goods are re-exported, if their identity is established, and if the contingent payment of duties is guaranteed by the paying-in of an equivalent sum or by the provision of surety.

Article 14.

There shall not be levied on the products of one country exported to the other any export duties other or higher than those levied on identical goods exported to the country most favoured in this respect. Similarly, any other favour accorded by one of the Contracting Parties to a third Power in respect of exportation shall immediately and unconditionally be extended to the other Party.

Article 15.

Les Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement la liberté du transit à travers leurs territoires par voie de chemins de fer, voies navigables, naturelles et artificielles, ou par tous autres chemins et routes ouverts au transit international, soit qu'il s'agisse de marchandises en transit direct, soit que les marchandises doivent au cours du transit être transbordées ou entreposées.

La liberté de transit comprend le transport des personnes et de leurs bagages, des marchandises, des wagons et des voitures de chemins de fer, des navires et d'autres moyens de transport par eau, ainsi que des envois postaux.

Des exceptions à la liberté du transit, en tant qu'elles soient appliquées à tous les pays se trouvant dans des conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants :

1^o Dans les circonstances exceptionnelles par rapport aux provisions de guerre ;

2^o Pour des raisons de sûreté d'Etat et de sécurité publique ;

3^o Par égard à la police sanitaire et en vue de la protection des animaux ou des plantes utiles contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles, tout cela conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet.

Le transit sera libéré de tout droit de douane et de toutes taxes intérieures, et ne devra entravé par aucun retard ou restriction inutiles. Toutefois, chacune des Parties contractantes est autorisée à percevoir sur les marchandises en transit la taxe de statistique, ainsi qu'à recouvrer tous les frais causés par la surveillance et la manipulation douanières à l'occasion du transit, du transbordement et de l'entreposage. Les marchandises peuvent également être soumises à la taxe de transmission ou à l'impôt sur le chiffre d'affaires, si elles étaient, pendant le transit, l'objet d'une transaction commerciale quelconque.

En ce qui concerne le transit, les Parties contractantes s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée. En conséquence, toute faveur, exemption ou facilité accordée par l'une des Parties contractantes à un Etat tiers quelconque sera étendue, tout de suite et sans conditions, aussi aux marchandises en transit de l'autre Partie contractante.

Article 16.

Les droits intérieurs perçus pour le compte de l'Etat, des communes ou corporation, qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication, la circulation, la transmission ou la consommation d'un article dans le territoire de l'une des Parties contractantes, ne frapperont, sous aucun prétexte, les produits de l'autre d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits indigènes de même espèce ou, à défaut de produits indigènes, que ceux de la nation la plus favorisée.

Les Parties contractantes s'accordent également le traitement de la nation la plus favorisée à l'égard des impôts intérieurs et autres charges.

Article 17.

Tout en se réservant le droit de régler le commerce et le trafic des devises et monnaies étrangères par des mesures autonomes, les Parties contractantes s'engagent à le faire d'une telle manière que leur commerce réciproque en soit le moins possible entravé, et à n'apporter dans aucun cas des dispositions par lesquelles l'achat des devises et monnaies de l'autre Partie contractante serait soumis à des conditions plus onéreuses que celles auxquelles est soumis l'achat des devises et monnaies d'un Etat tiers quelconque.

Article 18.

Les négociants, les fabricants et autres industriels qui prouveront, par la possession d'une carte de légitimation délivrée par les autorités de leurs pays, qu'ils sont autorisés à exercer une

Article 15.

The Contracting Parties undertake to grant each other freedom of transit across their territories by rail, navigable waterways, natural and artificial, and by all other roads and routes open to international transit, whether the goods be in direct transit or be destined to be transhipped or warehoused in the course of transit.

Freedom of transit shall include the transport of passengers and their baggage, goods, railway waggons and carriages, vessels and other means of transport by water, and mails.

The only exceptions to freedom of transit shall be the following, provided they are applied to all countries in identical circumstances :

- (1) In exceptional circumstances and in regard to war supplies ;
- (2) For reasons connected with the safety of the State or public security ;
- (3) For reasons of public health and for the protection of useful animals and plants from diseases and noxious insects and parasites, in conformity with the international principles adopted in this connection.

No Customs duties or internal taxes shall be levied in respect of transit, nor shall transit be impeded by any unnecessary delay or restriction. Each Contracting Party is, however, authorised to levy a statistical duty on goods in transit, and to recover all expenditure incurred in the Customs supervision and handling of goods during transit, transshipment and warehousing. A transfer or turnover tax may also be levied on goods which have, during transit, formed the subject of any commercial transaction.

In the matter of transit, the Contracting Parties accord to each other most-favoured-nation treatment. Consequently any favour, exemption or facility accorded by one of the Contracting Parties to any third State shall immediately and unconditionally be extended to goods of the other Contracting Party in transit.

Article 16.

Internal duties levied for the State, communes or corporations, which are or may subsequently be imposed on the production, manufacture, circulation, transfer or consumption of any article in the territory of one of the Contracting Parties, shall not on any pretext be applied to the products of the other Party in a manner more severe or vexatious than to native products of the same kind, or, if there be no native products, to those of the most favoured nation.

The Contracting Parties shall also accord each other most-favoured-nation treatment with regard to internal taxes and other charges.

Article 17.

While reserving the right to regulate trading and transactions in foreign exchange and currency by autonomous measures, the Contracting Parties undertake to apply these measures in such a way that trade between them shall be as little as possible impeded thereby, and in no case will they adopt provisions under which the purchase of the exchange or currency of the other Contracting Party will be subjected to conditions more burdensome than those to which the purchase of the Exchange or currency of any third State is subjected.

Article 18.

Merchants, manufacturers and other industrialists who prove by the production of an identity card issued by the authorities of their country that they are authorised to carry on an industry

industrie dans l'Etat où ils ont leur domicile pourront, soit personnellement, soit par des commis voyageurs à leur service, et sous réserve de se conformer aux lois, règlements et formalités de douane en vigueur en la matière, faire des achats et, même en portant des échantillons avec eux, rechercher des commandes dans le territoire de l'autre Partie contractante.

Les échantillons et modèles, passibles de droits d'entrée et non frappés de prohibition, sauf les objets de consommation importés par le fabricant ou commerçant établi sur le territoire de l'une des Parties contractantes, soit personnellement, soit par l'intermédiaire de voyageurs de commerce, seront admis en franchise sur le territoire de l'autre Partie contractante, moyennant consignation des droits d'entrée ou engagement cautionné garantissant le paiement éventuel de ces droits.

Article 19.

Chacune des Parties contractantes s'engage à faire bénéficier pour le transport sur son territoire, les ressortissants de l'autre Partie et leurs bagages, d'un régime aussi favorable, en ce qui concerne l'expédition, les prix de transports et les impôts publics relatifs aux transports, que le régime général appliqué à ses propres nationaux dans les mêmes conditions.

Les transports de marchandises sur les territoires des Parties contractantes — que ces marchandises y soient expédiées, reçues ou en transit — seront soumis à un régime aussi favorable en ce qui concerne l'expédition, les prix de transport et les impôts publics grevant les transports, que le régime général appliqué aux transports des mêmes marchandises dans le trafic intérieur ou dans le trafic avec un tiers Etat, dans les mêmes conditions, pour la même direction et sur le même parcours.

Nonobstant les dispositions précédentes, chaque Partie contractante reste libre d'accorder ou d'autoriser, sur son territoire, des tarifs réduits ou des facilités de transport en faveur de certaines catégories de personnes ou de marchandises ; elle peut également concéder des prix spéciaux sur certains trajets pour développer le trafic entre diverses parties de son territoire, ou avec des Etats voisins.

Article 20.

Les navires belges et leur cargaison dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et réciproquement, les navires serbo-croato-slovènes et leur cargaison en Belgique, à leur arrivée, soit directement de leur pays d'origine, soit d'un autre pays, et quel que soit le lieu de provenance ou la destination de leur cargaison, jouiront, sous tous les rapports, du même traitement que les navires nationaux et leur cargaison, sous les réserves prévues dans l'article 25.

Tout privilège et toute franchise accordés à cet égard à une tierce Puissance par l'une des Parties contractantes seront accordés immédiatement et sans condition à l'autre, sauf toutefois en ce qui concerne l'inspection des navires.

Aucun droit, taxe ou charge quelconque, pesant, sous quelque dénomination que ce soit, sur la coque du navire, son pavillon ou sa cargaison, et perçu au nom et pour le compte de l'Etat, de provinces, de communes, d'institutions publiques ou de concessionnaires quelconques, ne sera imposé aux bâtiments de l'une des Parties contractantes, dans les ports de l'autre à leur arrivée, durant leur séjour et à leur sortie, qui ne serait également et dans les mêmes conditions imposé aux navires nationaux.

Article 21.

Pour tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, dans les ports, rades, havres, bassins, canaux, il ne sera accordé aux navires nationaux de l'un des Etats aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre, la volonté des Parties contractantes étant que, sous ce rapport, les bâtiments belges et les bâtiments serbo-croato-slovènes bénéficient d'une parfaite égalité de traitement et jouissent réciproquement des avantages accordés à la nation la plus favorisée.

in the country in which they are domiciled, shall, provided they conform to the relevant laws, regulations and Customs formalities in force, have the right to make purchases either in person or through travellers in their employ, and, even if they carry samples with them, to solicit orders, in the territory of the other Contracting Party.

Samples and patterns subject to import duties and not prohibited — apart from articles for consumption — imported by a manufacturer or merchant established in the territory of one of the Contracting Parties, either in person or through travellers, shall be admitted duty-free into the territory of the other Contracting Party provided the import duties are deposited or security is given for the contingent payment of these duties.

Article 19.

Each of the Contracting Parties undertakes to accord to the nationals of the other Party and their baggage, in the matter of transport over its territory, as favourable a treatment as regards forwarding, the cost of transport, and public charges on transport, as the general treatment accorded to its own nationals in the same circumstances.

In the matter of the carriage of goods over the territories of the Contracting Parties — whether these goods be despatched therefrom, or be received or be in transit therein — the treatment accorded shall be as favourable as regards forwarding, the cost of transport, and public charges on transport, as the general treatment accorded in regard to the carriage of the same goods in internal traffic or in traffic with a third State, under the same circumstances, in the same direction and over the same route.

Notwithstanding the above provisions, each Contracting Party shall be free to grant or authorise, within its territory, reduced rates or transport facilities in the case of certain categories of persons or goods ; it may also allow special rates over certain lines with a view to developing the traffic between different parts of its territory or with neighbouring States.

Article 20.

Belgian vessels and their cargoes in the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, and reciprocally, Serb-Croat-Slovene vessels and their cargoes in Belgium, shall, on their arrival either direct from their country of origin or from another country and whatever may be the place of origin or destination of their cargo, enjoy in all respects the same treatment as is accorded to the vessels of the country itself and their cargoes, subject to the reservations set out in Article 25.

Any privilege or exemption granted in this respect by one of the Contracting Parties to a third Power shall be granted immediately and unconditionally to the other Party, except as regards the inspection of vessels.

No tax, duty or charge of any sort in any form whatsoever on the vessel itself, its flag or cargo shall be levied in the name and on behalf of the State, provinces, communes, public bodies, or bodies or persons holding concessions, on the vessels of one of the Contracting Parties in the ports of the other Party, on their arrival, during their stay or when they leave, unless it is also levied, under the same conditions, on vessels of the country itself.

Article 21.

In all matters connected with the berthing of vessels, their lading and unloading, and in general as regards all formalities and regulations whatever to which merchant vessels, their crews and cargoes, may be subject in ports, roadsteads, harbours, docks, and canals, it is agreed that no privilege or favour shall be granted to the vessels of one of the Contracting Parties which is not also granted to the vessels of the other, it being the desire of the Contracting Parties that, in this respect, Belgian and Serb-Croat-Slovene vessels shall enjoy absolute equality of treatment and reciprocally the advantages accorded to the most favoured nation.

Article 22.

Toutes les marchandises, quelle qu'en soit la nature ou la provenance, dont l'importation, l'exportation, le transit ou la mise en entrepôt pourra avoir lieu dans les Etats de l'une des Parties contractantes pour des navires nationaux, pourront également y être importées, exportées, passées en transit ou être mises en entrepôt, par des navires de l'autre Partie, en jouissant des mêmes privilèges, réductions, bénéfices et restitutions, et sans être soumises à des droits de douane ou taxes autres ou plus forts, ni à des restrictions autres ou plus fortes que celles qui sont en vigueur pour les mêmes marchandises à leur importation, exportation, transit ou à leur mise en entrepôt, par des navires nationaux.

Article 23.

En cas de naufrage, d'avaries ou de relâche forcée, chacune des Parties contractantes devra donner, en tant que les devoirs de neutralité le permettront, aux navires de l'autre, qu'ils appartiennent à l'Etat ou à des particuliers, la même assistance et protection et les mêmes immunités que celles qui sont accordées en pareil cas aux bâtiments naviguant sous pavillon national. Les articles sauvés de ces navires seront exempts de tout droits de douane, à moins qu'ils n'entrent dans la consommation intérieure, auquel cas ils seront tenus de payer les droits prescrits.

Si un navire de l'une des Parties contractantes a fait naufrage ou a échoué sur les côtes de l'autre; les autorités locales en informeront l'officier consulaire compétent le plus rapproché.

Les officiers consulaires respectifs seront autorisés à prêter l'assistance nécessaire à leurs nationaux.

Article 24.

Les navires et bateaux, naviguant sous le pavillon de l'une des Parties contractantes et porteurs des papiers de bord et documents exigés par les lois du pays de ce pavillon, seront reconnus de plein droit comme ayant la nationalité dudit pays sans qu'ils aient à fournir d'autre justification.

Article 25.

L'assimilation des navires et bateaux, ainsi que de leur cargaison, avec le pavillon national ne s'étend pas :

- 1^o Aux avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet ;
- 2^o Aux subventions et primes quelconques accordées ou qui pourraient être accordées à la marine marchande nationale ;
- 3^o Aux privilèges concédés à des sociétés pour le sport nautique.

Article 26.

Les dispositions du présent traité ne sont pas applicables à la navigation de côte ou de cabotage, laquelle peut être exclusivement réservée, dans chacun des pays, au pavillon national.

Toutefois, les navires belges et serbo-croato-slovenes pourront passer d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger, soit pour y composer ou compléter leur chargement à destination étrangère.

Article 27.

Chacune des Parties contractantes aura la faculté de nommer des consuls généraux, consuls, vice-consuls et des agents consulaires dans les villes ou ports du territoire de l'autre Partie, dans

Article 22.

All goods, whatever may be their nature or place of origin, which may be imported into or exported from, or pass in transit through or be warehoused in, the territories of one of the Contracting Parties by vessels flying that Party's flag, may also be imported, exported, carried in transit or warehoused by vessels flying the other Party's flag, enjoying the same privileges, reductions, profits and refunds, without being subject to Customs duties or taxes other or higher, nor to restrictions other or more severe, than those in force for identical goods on their importation, exportation, transit or warehousing by vessels of the country itself.

Article 23.

In the case of shipwreck, damage at sea or putting into harbour through stress of weather or accident, each of the High Contracting Parties shall, so far as the duties of neutrality permit, afford the vessels of the other, whether State-owned or privately owned, the same assistance and protection and the same immunities as are granted in like cases to vessels flying the national flags. Goods salvaged from such vessels shall be exempted from all Customs duties, unless introduced for consumption within the country, in which case they shall be required to pay the duties in force.

If a vessel of one of the High Contracting Parties be wrecked or run aground upon the coasts of the other, the local authorities shall notify the nearest competent consular officer.

The consular officers of the respective countries shall be authorised to afford all necessary assistance to their nationals.

Article 24.

Vessels and boats sailing under the flag of one of the Contracting Parties, and carrying the ship's papers and documents required by the laws of that country, shall be *ipso facto* recognised as possessing that country's nationality, without being required to furnish any further proof.

Article 25.

The provisions to the effect that vessels and boats and their cargoes shall receive the same treatment as the vessels, etc., of the country itself, shall not apply to :

- (1) Special facilities which are or may be accorded in respect of products of the national fisheries ;
- (2) Any grants or bounties which are or may be accorded to the national merchant marine ;
- (3) Privileges granted to yachting or rowing clubs.

Article 26.

The provisions of the present Treaty shall not apply to coastwise traffic (*cabotage*) which may, in each country, be reserved exclusively for the vessels of that country.

Belgian and Serb-Croat-Slovene vessels may nevertheless proceed from a port in one of the two States to one or more ports in the same State, either to discharge therein the whole or part of their cargo brought from abroad or to take up or complete their cargo for conveyance abroad.

Article 27.

Each of the Contracting Parties may appoint consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents in all towns or ports in the territory of the other Party in which any other third Power is

lesquels n'importe quelle autre tierce Puissance peut avoir les mêmes représentants. Toutefois, ces représentants consulaires ne pourront exercer leurs fonctions qu'après avoir obtenu, conformément à la forme usuelle, l'exequatur du gouvernement près lequel ils sont nommés.

Les représentants consulaires de l'une des Parties contractantes jouiront sur le territoire de l'autre de tous les droits, privilèges, immunités et honneurs dont y jouissent ou y jouiront les représentants consulaires de n'importe quel autre Etat étranger.

Article 28.

En cas de décès d'un ressortissant de l'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre, les autorités locales compétentes doivent immédiatement en donner avis au consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire le plus rapproché de la nation à laquelle le défunt appartient : ceux-ci, de leur côté, devront donner le même avis aux autorités locales lorsqu'ils en seront informés les premiers.

L'autorité locale compétente complétera ledit avis par la remise d'une expédition, en due forme et sans frais, de l'acte de décès.

En cas d'incapacité ou d'absence des héritiers ou d'absence des exécuteurs testamentaires, les agents du service consulaire, concurremment avec l'autorité locale compétente, auront le droit, conformément aux lois de leurs pays respectifs, de faire tous actes nécessaires à la conservation et à l'administration de la succession, notamment d'apposer et de lever les scellés, de former l'inventaire, d'administrer et de liquider la succession, en un mot, de prendre toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde des intérêts des héritiers, sauf le cas où naîtraient des contestations, lesquelles devraient être décidées par les tribunaux compétents du pays où la succession est ouverte.

Il est bien entendu qu'en tout ce qui concerne l'administration des biens de personnes décédées, tous les droits, privilèges, facilités ou immunités qu'une des Parties contractantes a déjà accordés ou pourra accorder aux représentants consulaires d'une tierce Puissance, seront immédiatement et sans conditions étendus aux représentants consulaires de l'autre Partie.

Article 29.

Si des contestations venaient à surgir au sujet de l'interprétation ou de l'application du présent traité, y compris les tarifs, le litige, si l'une des Parties contractantes en fait la demande, sera soumis à la décision d'un tribunal arbitral.

Le tribunal arbitral sera constitué, pour chaque contestation de la manière suivante : chacune des Parties contractantes nommera en qualité d'arbitre un de ses propres ressortissants, et les deux Parties s'entendront sur le choix d'un troisième arbitre ressortissant d'une tierce Puissance amie.

Les Parties contractantes se réservent de désigner à l'avance et pour une période de temps déterminée, la personne qui remplirait, en cas de litige, les fonctions de tiers arbitre.

La décision des arbitres aura force obligatoire.

Article 30.

Les dispositions du présent traité s'appliquent à tous les territoires qui appartiennent ou appartiendront à l'avenir aux territoires douaniers des Parties contractantes.

Article 31.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées, à Bruxelles, aussitôt que faire se pourra.

permitted to maintain the same representatives. These consular representatives may not, however, exercise their functions until they have obtained, in the usual manner, the exequatur from the Government of the country to which they are appointed.

Consular representatives of one of the Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other all rights, privileges, immunities and honours which are or may be enjoyed therein by the consular representatives of any other foreign country.

Article 28.

On the death of a national of one of the Contracting Parties in the territory of the other Contracting Party, the competent local authorities shall immediately advise the nearest consul-general, consul, vice-consul or consular agent of the nationality to which the deceased belonged. The said consular authorities on their side shall similarly advise the local authorities when they receive information first.

The competent local authority shall supplement this notification by handing over a copy of the death certificate in due form and without any charge being made.

In the event of the legal disability or absence of the heirs or the absence of the testamentary executors, the consular officials, acting with the competent local authority, shall have the right, in accordance with the laws of their respective countries, to take all action necessary for the maintenance and administration of the estate, and more particularly to affix and break seals, make the inventory, and administer and liquidate the estate; in short, they may take all measures necessary to safeguard the interests of the heirs, except where disputes arise. In that case such disputes shall be dealt with by the competent courts of the country in which the legal proceedings for succession are opened.

It is understood that, as regards the administration of the estates of deceased persons, all the rights, privileges, facilities or immunities which one of the Contracting Parties has accorded or may in future accord to the consular representatives of a third Power shall be immediately and unconditionally extended to the consular representatives of the other Party.

Article 29.

Should any dispute arise regarding the interpretation or application of the present Treaty, including the tariffs, the matter shall, should one of the Contracting Parties so request, be submitted for decision to a court of arbitration.

The court of arbitration shall, in each individual case at issue, be constituted as follows: each of the Contracting Parties shall appoint as arbitrator one of its own nationals, and the two Parties shall agree as to the choice of a third arbitrator, who shall be a national of a friendly third Power.

The Contracting Parties reserve the right to name beforehand, and for a period to be determined, a person who, should any dispute arise, will act as third arbitrator.

The decisions of the arbitrators shall be binding.

Article 30.

The provisions of the present Treaty shall apply to all territories which form part, or may in future form part, of the Customs territory of the Contracting Parties.

Article 31.

The present Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Brussels as soon as possible.

Il entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications.

Le traité est conclu pour la durée de cinq ans. Cependant, s'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera prolongé par voie de tacite reconduction pour une période indéterminée et sera dénonçable en tout temps.

En cas de dénonciation, il demeurera encore en vigueur dix mois, à compter du jour où l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

En ce qui concerne les stipulations de l'article 10, elles pourront être dénoncées à toute époque par chacune des Parties contractantes à l'expiration d'un an, à dater de la mise en vigueur de ce traité. Dans ce cas, lesdites stipulations cesseront d'être exécutoires six mois après cette dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double exemplaire, à Bruxelles, le 16 décembre 1926.

I. VOUTCHKOVITCH.

E. VANDERVELDE.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de signer le traité de commerce en date de ce jour, les Parties contractantes ont décidé de préciser au présent Protocole de signature les conditions d'application de certains articles dudit traité :

Ad. Article premier.

Il est entendu que les dispositions de cet article ne porteront en rien atteinte à l'application des prescriptions en vigueur en Belgique, dans le Grand-Duché de Luxembourg et dans le royaume des Serbes, Croates et Slovènes, relativement au régime des passeports (visa de voyage, visa de séjour, taxes relatives à la délivrance de ces visas).

Ad. Article 7.

Au cas où l'une des Parties contractantes viendrait à user de la faculté, prévue au dernier alinéa de l'article 7, l'octroi de dérogations ou de contingents serait étudié sur la demande de l'autre Partie, de façon à ne préjudicier que le moins possible aux relations commerciales entre les pays intéressés ; l'autre Partie aurait, au surplus, la faculté d'appliquer des prohibitions ou restrictions d'exportation pour la même période sans que, dans ce cas exceptionnel, cette mesure doive être appliquée aux autres pays.

Ad. Article 8.

Il est entendu que le traitement de la nation la plus favorisée ne s'applique pas :

1^o Aux faveurs spéciales qui ont été ou qui seront accordées aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontière ;

2^o Aux faveurs spéciales qui ont été ou qui seront accordées à un Etat tiers, en vertu d'une union douanière ou économique.

Ad. Articles 8 à 10.

Seront considérées également comme marchandises originaires des territoires de l'une des Parties contractantes les produits qui, par voie de perfectionnement, y sont manufacturés au moyen

It shall come into force ten days after the exchange of ratifications.

The Treaty shall be concluded for a period of five years. Nevertheless, if it is not denounced six months before the expiration of this period, it shall be prolonged by tacit agreement for an indefinite period and shall be subject to denunciation at any time.

In case of denunciation it shall remain in force for ten months as from the date on which one of the Contracting Parties shall have notified the other of its intention to terminate it.

As regards the provisions of Article 10, these may be denounced by either of the Contracting Parties at any time after one year as from the date on which the Treaty comes into force. In that case these provisions shall cease to have effect six months after such denunciation.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Brussels, December 16, 1926.

J. VOUTCHKOVITCH.

E. VANDERVELDE.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

On proceeding to sign the Treaty of Commerce of to-day's date, the Contracting Parties have decided to define in the present Protocol of Signature the conditions for the application of certain Articles of this Treaty.

Ad Article 1.

It is understood that the provisions of this Article shall not in any way affect the application of the regulations in force in Belgium, in the Grand Duchy of Luxemburg, and in the Serb-Croat-Slovene Kingdom, with regard to the passport system (visa for travelling, visa for stay, fees for the issue of these visas).

Ad Article 7.

Should one of the Contracting Parties avail itself of the right referred to in the last paragraph of Article 7, the granting of exceptions or quotas shall be considered at the request of the other Party, with a view to causing the least possible prejudice to commercial relations between the countries concerned; the other Party shall also be entitled to apply export prohibitions or restrictions for the same period, and shall not, in this exceptional case, be bound to apply the same measure to other countries.

Ad Article 8.

It is understood that most-favoured-nation treatment shall not apply to :

- (1) Special favours which are or may be granted to contiguous States, with a view to facilitating frontier traffic ;
- (2) Special favours which are or may be granted to a third State in virtue of a Customs or economic union.

Ad Articles 8 to 10.

Goods which, manufactured with raw materials imported from abroad, are finished in the territory of one of the Contracting Parties shall also be regarded as goods originating in that

de matières premières importées de l'étranger, étant entendu que le bénéfice de la présente clause ne s'accorderait pas aux produits obtenus par simple montage des pièces importées de l'étranger.

Les Parties contractantes conviennent de dispenser, en général, de l'obligation de produire des certificats d'origine. Toutefois, au cas où il existerait à l'entrée du territoire de l'une des Parties contractantes, des droits de douane différents à l'égard de quelques articles d'importation, des certificats d'origine pourront exceptionnellement être exigés pour que les articles venant du territoire de l'autre Partie soient admis au bénéfice des droits les plus réduits.

Chacune des Parties contractantes pourra exiger que les certificats d'origine soient traduits dans l'une de ses langues officielles, ou bien dans la langue française, et si elle le trouve nécessaire, qu'ils soient accompagnés de la facture et visés par ses agents diplomatiques ou consulaires.

Ad. Article 10.

Pour les articles inscrits à l'annexe A, les droits (droits de base et coefficients de majoration) prévus sont applicables aussi longtemps que le cours mensuel moyen du dollar, ce cours étant calculé en fonction de la monnaie nationale à la Bourse de Bruxelles, ne marquera pas une augmentation de plus de 10 p. c. par rapport au cours moyen du dollar pendant l'année 1926, ce cours étant calculé comme ci-dessus indiqué.

Au cas où une telle augmentation viendrait à se produire, l'Union économique belgo-luxembourgeoise aurait la faculté d'adapter les droits aux conditions nouvelles, de telle manière que lesdits droits gardent la valeur qu'ils avaient par rapport au cours moyen du dollar pendant l'année 1926, ce cours étant calculé comme ci-dessus.

Les droits devront être ramenés à leur niveau primitif, aussitôt que le cours mensuel moyen du dollar ne marquera plus, par rapport au cours moyen du dollar pendant l'année 1926, une augmentation supérieure à 10 p. c.

D'autre part, au cas où le cours mensuel moyen du dollar marquerait, par rapport au cours moyen du dollar pendant l'année 1926, une diminution de plus de 15 p. c., le gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes aurait le droit de demander le rajustement au nouveau cours des droits inscrits à l'annexe A. Si cette demande n'était pas admise, le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes aurait le droit de dénoncer les stipulations tarifaires du traité, qui cesseraient leurs effets dans un délai de quinze jours.

Ad. Article 18.

Pour l'application de l'article 18, sont considérés comme échantillons ou modèles tous objets représentatifs d'une marchandise déterminée sous la double réserve, d'une part, que desdits objets soient susceptibles d'être dûment identifiés lors de la réexportation, d'autre part, que les objets ainsi importés ne représentent pas des quantités ou valeurs telles que, dans leur ensemble, ils n'auraient plus le caractère usuel d'échantillons.

Les autorités douanières de l'une quelconque des Parties contractantes considéreront comme suffisantes, au point de vue de la reconnaissance ultérieure de l'identité des échantillons ou modèles, les marques qui y auront été apposées par la douane de l'autre Partie contractante, à la condition que ces échantillons ou modèles soient accompagnés d'une liste descriptive certifiée par les autorités douanières de cette dernière Partie contractante. Des marques supplémentaires pourront cependant être apposées sur les échantillons ou modèles par la douane du pays d'importation dans tous les cas où celle-ci jugerait ce complément de garantie indispensable pour assurer l'identification des échantillons ou modèles, lors de la réexportation. Hormis ce dernier cas, la vérification douanière consistera simplement à reconnaître l'identité des échantillons et à déterminer le montant des droits et taxes éventuelles exigibles.

Le délai de réexportation est fixé au minimum à six mois, sauf la faculté de prolongation réservée à l'administration douanière du pays d'importation. Passé le délai imparti, le paiement des droits sera exigé sur les échantillons non réexportés.

Le remboursement des droits consignés à l'entrée ou la libération de la caution qui garantit le paiement de ces droits seront effectués sans retard à tous les bureaux situés aux frontières ou

territory, it being understood that articles produced by the mere assembling of parts imported from abroad shall not benefit under this clause.

The Contracting Parties undertake in general not to require the production of certificates of origin. Should differential Customs duties exist, however, on certain imports into the territory of one of the Contracting Parties, certificates of origin may be required as an exception, with a view to ensuring that these articles coming from the territory of the other Party shall be admitted under the lowest scale of Customs duties.

Each of the Contracting Parties may require that certificates of origin shall be translated into one of its official languages, or into French, and, if it considers this necessary, that they shall be accompanied by the invoice and countersigned by their diplomatic or consular agents.

Ad Article 10.

In the case of the articles set out in Annex A, the duties (basic duties and coefficients of increase) provided for therein shall be applicable so long as the mean monthly dollar rate, calculated in terms of the national currency on the Brussels Exchange, does not show an increase of more than 10 % over the mean monthly dollar rate during 1926, calculated as above.

Should such an increase occur, the Belgo-Luxemburg Economic Union shall be entitled to adjust the duties to the new conditions, so that these duties will maintain the relationship they bore to the mean dollar rate during 1926, calculated as above.

The duties shall be restored to their original level as soon as the mean monthly dollar rate no longer shows an increase of more than 10 % over the mean dollar rate during 1926.

On the other hand, if the mean monthly dollar rate should, in comparison with the mean dollar rate during 1926, show a decrease of over 15 %, the Government of the Serb-Croat-Slovene Kingdom shall be entitled to request that the duties set out in Annex A be adjusted to the new rate. If this request is not accepted, the Government of the Serb-Croat-Slovene Kingdom shall be entitled to denounce the tariff clauses of the Treaty, which shall cease to have effect after fifteen days.

Ad Article 18.

For the purposes of Article 18, all articles which definitely represent a particular class of goods shall be regarded as samples or patterns, provided that they can be fully identified at the time of re-exportation, and that the objects thus imported are not so numerous or valuable that, when taken as a whole, they may be said no longer to possess, the usual characteristics of samples.

The Customs authorities of any of the Contracting Parties shall regard as adequate, from the point of view of the subsequent identification of samples or patterns, the marks affixed thereto by the Customs authorities of the other Contracting Party, provided these samples or patterns are accompanied by a descriptive list certified by the Customs authorities of the latter Contracting Party. Additional marks may, however, be affixed to samples or patterns by the Customs authorities of the importing country in all cases in which the latter may consider this further guarantee indispensable to ensure the identification of these samples or patterns on their re-exportation. Apart from this case, the Customs authorities shall merely, by way of verification, note the identity of the samples and decide the amount of any duties or charges which may be levied.

The time-limit within which re-exportation must take place shall be six months, but this period may be prolonged at the discretion of the Customs authorities of the importing country. When this period has elapsed, samples which have not been re-exported shall be required to pay duty.

Duties deposited on importation shall be repaid or the surety guaranteeing the payment of these duties shall be released without delay at any office, either at the frontier or in the interior

à l'intérieur du pays, qui auront reçu les attributions nécessaires à cet effet, et, éventuellement, sous déduction des droits afférents aux échantillons ou modèles qui ne seraient pas présentés à la réexportation. Les Parties contractantes se communiqueront la liste des bureaux auxquels lesdites attributions auront été conférées.

Les cartes de légitimation seront conformes au modèle ci-annexé (Annexe C). Les Parties contractantes se communiqueront mutuellement les noms des autorités compétentes pour la délivrance des cartes de légitimation.

Les dispositions du présent article, sauf celles relatives à la carte de légitimation, sont applicables aux échantillons et modèles qui, passibles de droits d'entrée et non frappés de prohibition, seraient importés par les fabricants, commerçants ou voyageurs de commerce établis sur le territoire de l'une quelconque des Parties contractantes, même si ces fabricants, commerçants ou voyageurs de commerce n'accompagnent pas lesdits échantillons ou modèles.

En ce qui concerne les formalités de n'importe quelle nature auxquelles les négociants et autres personnes employées dans le commerce (voyageurs de commerce) sont soumis sur les territoires des Parties contractantes, celles-ci se garantissent mutuellement un traitement qui ne sera pas moins favorable que le traitement appliqué aux ressortissants d'un Etat tiers quelconque. Les voyageurs de commerce, munis d'une carte de légitimation, ne seront pas, vaquant à leurs affaires sur les territoires de l'autre Partie contractante, soumis à des impôts et taxes, ni autres ni plus élevés que ceux auxquels sont soumis les indigènes ou les ressortissants de la nation la plus favorisée. Il est entendu que les faveurs accordées par l'une des Parties contractantes, quant à l'imposition des voyageurs de commerce, à un Etat tiers quelconque, ne peuvent être réclamées par l'autre Partie contractante qu'à la condition de la réciprocité.

Les dispositions de l'article 18 ne se rapportent pas aux personnes faisant le commerce ambulante et le colportage de lieu en lieu ; chacune des Parties contractantes se réserve le droit de lier cette espèce de commerce à des permis spéciaux.

Ad. Article 20.

La reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage fera l'objet, le plus tôt possible, d'un accord spécial entre les Parties contractantes.

Ad. Article 20-26.

Les dispositions du présent traité concernant la navigation ne sont applicables qu'à la navigation maritime.

Ad. Article 29.

En ce qui concerne la procédure de l'arbitrage, les Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

Au premier cas d'arbitrage, le tribunal arbitral siègera dans le territoire de la Partie défenderesse ; au second cas, dans le territoire de l'autre Partie contractante, et ainsi de suite alternativement dans l'un et l'autre territoire. La Partie sur le territoire de laquelle siègera le tribunal désignera le lieu du siège. Elle aura la charge de fournir les locaux, les employés de bureau et le personnel de service nécessaires pour le fonctionnement du tribunal. Le tribunal sera présidé par le surarbitre. Les décisions seront prises à la majorité des voix.

Les Parties contractantes s'entendront, soit dans chaque cas d'arbitrage, soit une fois pour toutes, sur la procédure du tribunal. A défaut d'une telle entente, la procédure pourra se faire par écrit, si aucune des Parties contractantes ne soulève d'objection ; dans ce cas, les dispositions de l'alinéa qui précède pourront être modifiées.

Pour la transmission des citations à comparaître devant le tribunal arbitral et pour les Commissions rogatoires émanées de ce dernier, les autorités de chacune des Parties contractantes prêteront, sur la réquisition du tribunal arbitral adressée au gouvernement compétent, leur assistance de la même manière qu'elles la prétend lorsqu'il s'agit des réquisitions de tribunaux civils du pays.

of the country, which has been duly authorised for the purpose, any duties leviable on samples or patterns which have not been re-exported being deducted therefrom. The Contracting Parties shall exchange lists of offices duly authorised for this purpose.

The identity cards shall be in the form of the specimen given in Annex C. The Contracting Parties shall exchange the names of the authorities competent to issue these identity-cards.

The provisions of the present Article, apart from those which refer to identity cards, shall apply to samples and patterns which, being liable to import duties but not prohibited, are imported by manufacturers, traders or commercial travellers established in the territory of one of the Contracting Parties, even if these manufacturers, merchants or commercial travellers do not themselves accompany the samples or patterns.

With regard to formalities of any kind with which merchants and other persons engaged in trade (commercial travellers) must comply in the territory of the Contracting Parties, the latter undertake to accord each other treatment not less favourable than that accorded to the nationals of any third State. Commercial travellers of either Contracting Party, holding an identity card, shall not, when conducting their business in the territory of the other Contracting Party, be subject to any taxes or charges other or higher than those applied to nationals or the subjects of the most favoured nation. It is understood that favours granted by one of the Contracting Parties to any third State in the matter of the taxation of commercial travellers may only be claimed by the other Contracting Party on the basis of reciprocity.

The provisions of Article 18 shall not apply to itinerant traders and hawkers; each Contracting Party reserves the right to apply a system of special licences to this variety of trade.

Ad Article 20.

The reciprocal recognition of tonnage measurement certificates shall be embodied as soon as possible in a special agreement between the Contracting Parties.

Ad Articles 20 to 26.

The provisions of the present Treaty regarding navigation shall only apply to maritime navigation.

Ad Article 29.

With regard to arbitration procedure, the Contracting Parties have agreed as follows :

In the first case of arbitration the court of arbitration shall sit in the territory of the defendant Party ; in the second case, in the territory of the other Contracting Party, and so on, alternately, in first one and then the other territory. The Party in whose territory the court is to sit shall designate the place at which the session shall be held. It shall provide the premises and the clerical and other staff required for the working of the court. The third arbitrator shall be the President of the court. Decisions shall be taken by majority vote.

The Contracting Parties shall come to an agreement, either in each case at issue or once for all, with regard to the procedure of the court. Failing such agreement, the proceedings may be conducted in writing, if neither of the Contracting Parties raises any objection; in this case, the provisions of the preceding paragraphs may be modified.

In the transmission of summonses to appear before the court of arbitration, and in the matter of letters of request issued by the latter, the authorities of each of the Contracting Parties shall, on application from the court of arbitration to the Government concerned, afford their assistance as in the case of applications from their own civil courts.

Les Parties contractantes s'entendront sur la répartition des frais, soit à l'occasion de chaque arbitrage, soit par une disposition applicable à tous les cas. A défaut d'entente, l'article 57 de la Convention¹ de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 29 juillet 1899 sera appliqué.

ANNEXE A

LISTE A

DROITS A L'ENTRÉE DANS LE TERRITOIRE DE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE.

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Droits d'entrée		Coefficients de majoration
		Base	Quotité	
72	Légumes secs :		Fr. c.	
	a) A cosse :			
	2. Fèves et haricots	Exempts		
ex 97	Pruneaux ² :			
	b) Importés autrement :			
	1. En tonneaux de 180 kg. au moins ou en sacs de 80 kg. au moins, sans emballage intérieur ³ , comportant par demi-kilogramme:			
	Jusqu'à 90 pièces	100 kg.	20,—	4
	De 91 à 100 pièces	»	»	3
	Plus de 100 pièces	»	»	2
	2. Autres comportant par demi-kilogramme:			
	Jusque 90 pièces	»	»	5
	De 91 à 100 pièces	»	»	3,7
	Plus de 100 pièces	»	»	2,5
ex 178	Pierres de construction brutes équarries par clivage ou épincées :			
	e) Pierre blanche tendre et demi-dure . . .	Exempte		
ex 210	Saucissons dit « Salami », fabriqués exclusivement en viande de porc	100 kg.	12,—	10
ex 227 a)	Marmelade de prunes dite « pekmez » simplement cuite, non additionnée de sucre, importée en récipients d'un poids supérieur à 3 kg. . .	»	25,—	1,2
390	Cyanamide de chaux	Exempte		
ex 400	Extraits tannants :			
	a) De chêne	Exempts		
	b) De châtaignier	»		
	c) De sumac	»		
ex 638	Bois sciés, non dénommés ailleurs, de chêne, de frêne et de noyer :			
	a) Poutres et poutrelles sciées, d'une épaisseur de 15 centimètres et plus, y compris les bois équarris à la hache, de toute épaisseur .	Mètre c.	5,—	6
	b) Autres	»	7,—	5
645	Merrains (bois fendus ou ébauchés, non sciés, destinés exclusivement à la tonnellerie et aux emballages) : bois dégrossis à la hache, pour moyeux, jantes et usages analogues	100 kg.	0,40	9
ex 671 a)	Frises ou lames de parquets, ouvrées, en bois de chêne ou de hêtre	»	20,—	2

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXVI, page 920.

² Avec ou sans noyau.

³ Poids cumulé du contenant et du contenu.

The Contracting Parties shall agree as to the allocation of expenses, either in each instance or by rules applicable to all cases. Failing agreement, Article 57 of the Hague Convention¹ for the Pacific Settlement of International Disputes of July 29, 1899, shall apply.

ANNEX A.

LIST A.

DUTIES ON IMPORTATION INTO THE TERRITORY OF THE BELGO-LUXEMBURG ECONOMIC UNION.

Number	Description of Goods	Import duty		Coefficient of increase	
		Basis	Amount		
72	Dried vegetables		Fr. c.		
ex 97	(a) Podded :	free			
	(2) Haricot and other beans				
	Prunes ² :				
	(b) Imported otherwise :				
	(1) In barrels of at least 180 kg. or in sacks of at least 80 kg., without interior packing ³ , containing per ½ kg.				
	Up to 90		100 kg.	20.—	4
	91 to 100		"	"	3
	Over 100		"	"	2
	(2) Otherwise, containing per ½ kilo :				
	Up to 90		"	"	5
91 to 100	"	"	3.7		
Over 100	"	"	2.5		
ex 178	Building stones, rough, squared by cleaving or shaped with the hammer				
ex 210	(e) Soft and half-hard white-stone	free			
	" Salami " sausages made entirely of pork . .	100 kg.	12.—	10	
ex 227 (a)	" Pekmez " plum jam merely cooked without the addition of sugar, imported in receptacles weighing more than 3 kg.	"	25.—	1.2	
390	Cyanamide of lime	free			
ex 400	Tanning extracts :	free			
	(a) Of oak				
	(b) Of chestnut				
	(c) Of sumach.				
ex 638	Wood, sawn, not elsewhere specified, oak, ash and walnut :	Cubic metre			
	(a) Beams and small beams, 15 cm. or more thick, including wood squared with the axe, of whatever thickness		5.—	6	
	(b) Other		7.—	5	
645	Staff wood (wood split or rough-hewn, not sawn, destined exclusively for the cooper's trade and packing) : wood chipped by the axe for hubs, rims and similar use :	100 kg.	0.40	9	
ex 671 (a)	Worked wainscots or parquet flooring, oak or beech	"	20.—	2	

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 91, page 970.

² With or without stones.

³ Aggregate weight of container and contents.

ANNEXE B

LISTE B

DROITS A L'ENTRÉE DANS LE TERRITOIRE DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES.

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Droit d'entrée par 100 kg.
ex 42/2	Chicorées, même coupées et pressées :	Dinars-or
	<i>b</i>) Séchées	5
ex 239	Bleu d'outremer	20
ex 263	Scories ou farine Thomas	Exemptes
ex 370	Cuirs tannés, même préparés d'une façon plus avancée :	
	1. Cuir à semelles et cuirs tannés à la façon du cuir à semelles :	
	<i>a</i>) Croupons	130
	<i>b</i>) Autres	90
	2. Cuir de Russie, cuir ciré et cuir blanc :	
	<i>a</i>) En pièces pesant plus de 3 kg.	130
	<i>b</i>) En pièces pesant plus de 1 jusqu'à 3 kg. inclusivement.	180
	<i>c</i>) En pièces pesant 1 kg. ou moins	220
	3. Autres :	
	<i>a</i>) Box-calf de toute sorte et cuir de porc	250
	<i>b</i>) Cuir laqué de toute sorte	300
ex 376	Objets en cuir pour usage technique, même combinés avec des métaux communs et leurs alliages :	
	1. Courroies en cuir pour transmission	160
ex 380	Ouvrages en cuir non dénommés ailleurs :	
	1. Entièrement en cuir ou combinés avec des matières communes ou fines :	
	<i>a</i>) α Cuir pour chapeaux	100
510	Verres à vitres et à miroirs en plaques ou en feuilles ayant plus de 5 m/m d'épaisseur :	
	1. Passés à la meule, polis, dépolis, avec dessins en relief, argentés partiellement, peints de n'importe quelle façon, bombés :	
	<i>a</i>) Ayant 50 cm. ou moins en largeur et longueur	25
	<i>b</i>) Ayant plus de 50 cm. jusqu'à 100 cm. inclusivement en longueur et largeur	25
	<i>c</i>) Ayant plus de 100 cm. jusqu'à 200 cm. inclusivement en longueur et largeur.	30
	<i>d</i>) Ayant plus de 200 cm. en longueur et largeur	38
	2. Autres :	
	<i>a</i>) Ayant 50 cm. ou moins en largeur et longueur	12
	<i>b</i>) Ayant plus de 50 cm. jusqu'à 100 cm. inclusivement en longueur et largeur	12
	<i>c</i>) Ayant plus de 100 cm. jusqu'à 200 cm. inclusivement en longueur et largeur	14
	<i>d</i>) Ayant plus de 200 cm. en longueur et largeur	17
ex 511	Verres à vitres et à miroirs en plaques ou en feuilles ayant 5 m/m ou moins d'épaisseur :	
	1. Passés à la meule, polis, dépolis, avec dessins en relief, dorés, argentés partiellement ; peints de n'importe quelle façon, bombés :	
	<i>a</i>) Ayant 50 cm. ou moins en longueur et largeur	35
	<i>b</i>) Ayant plus de 50 cm. jusqu'à 100 cm. inclusivement en longueur et largeur	35
	<i>c</i>) Ayant plus de 100 cm. jusqu'à 200 cm. inclusivement en longueur et largeur	40
	<i>d</i>) Ayant plus de 200 cm. en longueur et largeur	45

ANNEX B.

LIST B.

DUTIES ON IMPORTATION INTO THE TERRITORY OF THE SERB-CROAT-SLOVENE KINGDOM.

Number	Description of Goods	Import duty per 100 kg.
ex 42/2	Chicory, even cut up and pressed :	Gold dinars
	(b) Dried	5
ex 239	Ultramarine blue	20
ex 263	Thomas phosphate meal or slag	free
ex 370	Leather, merely tanned or even further prepared :	
	(1) Sole-leather and any leather tanned as sole-leather :	
	(a) Cruppers	130
	(b) Others	90
	(2) Russian leather, waxed leather and white leather :	
	(a) In pieces weighing more than 3 kg.	130
	(b) In pieces weighing more than 1 and up to 3 kg. inclusive.	180
	(c) In pieces weighing 1 kg. or less.	220
	(3) Others :	
	(a) Box-calf of every kind and pigskin	250
	(c) Patent leather of every kind	300
ex 376	Leather articles for technical purposes, even combined with common metals and their alloys :	160
ex 380	(1) Leather transmission-belts	160
	Leather goods not mentioned elsewhere :	
	(1) Wholly of leather or combined with fine or common materials :	
	(a) α Leather for hats.	100
510	Glass for windows and mirrors, plate or sheet, over 5 mm. thick :	
	(1) Ground, polished, frosted with design in relief, partially silvered, painted in any way, convex :	
	(a) 50 cm. or less in length and breadth	25
	(b) From 50 cm. to 100 cm. inclusive in length and breadth	25
	(c) From 100 cm. to 200 cm. inclusive in length and breadth	30
	(d) Over 200 cm. in length and breadth	38
	(2) Others :	
	(a) 50 cm. or less in length and breadth	12
	(b) From 50 cm. to 100 cm. inclusive in length and breadth.	12
	(c) From 100 cm. to 200 cm. inclusive in length and breadth.	14
	(d) Over 200 cm. in length and breadth	17
ex 511	Glass for windows and mirrors, plate or sheet, 5 mm. or less in thickness :	
	(1) Ground, polished, frosted, with design in relief, partially silvered, painted in any way, convex :	
	(a) 50 cm. or less in length and breadth	35
	(b) From 50 cm. to 100 cm. inclusive in length and breadth.	35
	(c) From 100 cm. to 200 cm. inclusive in length and breadth	40
	(d) Over 200 cm. in length and breadth	45

Numéro du tarif	Désignation des marchandises	Droit d'entrée par 100 kg.
672	Bicyclettes	30 par pièce 20 p. c. de la valeur
ex 673	Motocyclettes	
ex 674	Parties de motocyclettes :	
	1. Selles, pédales, guidons	»
	2. Autres pièces en fer :	
	a) Non ouvrées	»
	b) Ouvrées	»

ANNEXE C

MODÈLE

Nom de l'Etat (Autorité de délivrance).

CARTE DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEURS DE COMMERCE.

Valable pendant douze mois à compter de la date de délivrance.

Bon pour..... N° de la carte

Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte, M.....

né..... à demeurant à

rue N° possède¹

à , sous la raison de commerce

(ou) est commis voyageur au service { de la maison
des maisons, à qui { possède
possèdent¹

sous la raison de commerce

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes dans les pays susvisés et de faire des achats pour la (les) maison (s) dont il s'agit, il est certifié que ladite (lesdites) maison (s) est (sont) autorisée (s) à pratiquer son (leurs) industrie (s) et son (leurs) commerce (s) à (.....) et y paie (nt) les contributions légales à cet effet.

....., le 192...

Signature du chef de la (des) maison (s),
.....

Signalement du porteur.

Age

Taille

Cheveux

Signes particuliers

(Signature du porteur.)
.....Photographie
du
porteur.¹ Indication de la fabrique ou du commerce.

Number	Description of Goods	Import duty per 100 Kg.
672 ex 673	Bicycles Motor cycles	30 per piece 20 % of the value
ex 674	Parts of motor cycles : (1) Saddles, pedals, handle bars (2) Other iron parts : (a) Unworked (b) Worked	" " "

ANNEX C.

SPECIMEN.

Name of country (issuing authority).

IDENTITY CARD FOR COMMERCIAL TRAVELLERS.

Valid for 12 months as from date of issue.

Period No. of card

It is hereby certified that the bearer of this card, M.....
born at residing
at No. Street, possesses a ¹
(firm's name) (or) is employed as commercial traveller by the firm (s)
at
which possesses } 1
possess }
(firm's name)

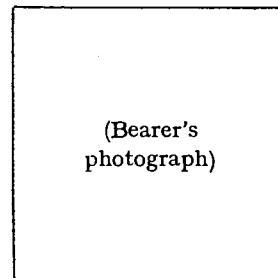
The bearer of this card proposes to solicit orders in the above-mentioned countries and make purchases for the firm (s) in question. It is hereby certified that the said firm (s) is (are) authorised to exercise their industry(ies) or business(es) at (.....) and there pays } the taxes imposed by law for this purpose.
pay }

..... the 192...

Signature (s) of head (s) of firm (s)

Description of bearer
Age,
Height.
Hair
Special marks

(Signature of bearer)



¹ Designation of factory or business.

N° 1648.

**ESTONIE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES**

Convention concernant le règlement
des conflits de frontière et proto-
cole y relatif. Signés à Tallinn,
le 8 août 1927.

**ESTONIA
AND UNION OF SOCIALIST
SOVIET REPUBLICS**

Agreement regarding the Settlement
of Frontier Disputes, and Protocol
relating thereto. Signed at Tallinn,
August 8, 1927.

TEXTE ESTONIEN. — ESTONIAN TEXT.

N^o 1648. — KOKKULEPE¹ EESTI VABARIIGI JA NÕUKOGUDE SOTSIALISTLIKKUDE VABARIIKIDE LIIDU VAHEL PIIRI-VAHEJUHTUMISTE LAHENDAMISE KORRA KOHTA.

*Textes officiels estonien et russe communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 20 février 1928.*

EESTI VABARIIGI VALITSUS ühelt ja NÕUKOGUDE SOTSIALISTLIKKUDE VABARIIKIDE LIIDU VALITSUS teiselt poolt, soovides luua lihtsustatud korda väikeste piiritülide ning vahejuhtumiste lahendamiseks, mis ette tulevad nii kuivamaa kui ka järve piiridel, otsustasid sõlmida vastava kokkuleppe, ja nimetasid selleks oma täisvolinikkudeks :

EESTI VABARIIGI VALITSUS :

Härra Leo SEPP'A, Rahaministri, Välisministri k.t.,

NÕUKOGUDE SOTSIALISTLIKKUDE VABARIIKIDE LIIDU VALITSUS :

Härra Boris STEIN'I, N.S.V. Liidu Chargé d'Affaires'i Tallinnas.

Tähendatud volinikud, pärast oma volituste vastastikku ettenäitamist, mis küllaldasteks ning tarvilises vormis kokkuseatuteks tunnustatud, leppisid järgnevas kokku :

Artikkel 1.

Kõik väikesed piirivahejuhtumised ja tülid (artikkel 2), mis piiril ette võivad tulla, tulevad lahendada allpool kindlaksmääratud lihtsustatud korras koha peal isikute poolt, kes ette nähtud käesoleva kokkuleppe artikkel 3-das.

Artikkel 2.

Väikeste piirivahejuhtumiste ning tülide all mõistetakse käesolevas kokkuleppes konflikte, mis tekivad :

a) ühenduses üksikute laskmise juhtumistega, üle piiri teise lepinguosalise territooriumile, valvepostide, tunnimeeste või piirivalve laevade peale, tolli- ehk teiste amet- või eraisikute peale sedavõrd, kui ülaltähendatud laskmise juhtumiste tulemuseks ei ole surm, haavamine või aineiline kahju ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 20 janvier 1928.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

№ 1648. — СОГЛАШЕНИЕ¹ МЕЖДУ ЭСТОНСКОЙ РЕСПУБЛИКОЙ И СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК О ПОРЯДКЕ РАЗРЕШЕНИЯ ПОГРАНИЧНЫХ КОНФЛИКТОВ, ПОДПИСАННОЕ В Г. ТАЛИННЕ, 8-го АВГУСТА 1927 ГОДА.

*Estonian and Russian official texts communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs.
The registration of this Agreement took place February 20, 1928.*

Правительство Эстонской Республики с одной стороны и Правительство Союза Советских Социалистических Республик с другой стороны, в целях установления упрощенного порядка разрешения мелких пограничных споров и инцидентов, возникающих, как на сухопутной, так и на озерной границе, решили заключить соответствующее Соглашение, для чего уполномочили :

Правительство Эстонской Республики :

Господина Лео Сепп, Министра Финансов, и. о. Министра Иностранных Дел,

Правительство Союза Советских Социалистических Республик :

Господина Бориса Ефимовича Штейна, Поверенного в делах СССР в Таллинне.

Означенные уполномоченные по взаимном пред'явлении своих полномочий, признанных достаточными и составленными в надлежащей форме, согласились о нижеследующем :

Статья 1.

Все могущие возникнуть на границе мелкие пограничные инциденты и споры (ст. 2) должны быть разрешаемы в установленном ниже упрощенном порядке на месте лицами, поименованными в статье 3-й настоящего Соглашения.

Статья 2.

Под мелкими пограничными инцидентами и спорами настоящим Соглашением разумеются конфликты, возникающие :

а) в связи с единичными случаями обстрела территории другой договаривающейся стороны, постов, часовых и судов пограничной стражи, таможенных и других должностных и частных лиц, поскольку в результате вышеупомянутых случаев обстрела не было причинено смерти, поранения или материального ущерба ;

¹ The exchange of ratifications took place at Moscow, January 20, 1928.

- d) ühenduses kohalikkude elanikkude ettekavatsemata ülepiiriminekuaga ;
- c) ühenduses piiri- või tollivalve, samuti teiste ametisikute ettekavatsemata ülepiiriminekuaga ;
- d) ühenduses üle piiri läinud koduloomade kinnipidamisega ja nende tagasiandmisega kuuluvuse järgi, samuti võimalikkude, sellest tekkinud kahjude tasumisega ;
- e) ühenduses piiräärsetes maakondades varanduste ja loomade ülesotsimisega ja tagasiandmisega, mis ühe lepinguosalise territooriumilt teise lepinguosalise elanikkude poolt varastatud, ning sellest tekkida võivate kahjude tasumisega, kui varastatud varanduse tagasiandmine loomulikus võimatus ;
- f) ühenduses kalurite, nende paatide ja püüniste tagasiandmisega, mis loodusjõul teise lepinguosalise territooriumile paisatud ;
- g) ühenduses teiste vahejuhtumistega ja arusaamatustega piiril, missugustel puudub põhimõtteline tähtsus.

Artikkel 3.

Administratiivvõimu esitajateks piiril, kes volitatud artikkel 2. tähendatud piiritülisid ja vahejuhtumisi läbi vaatama ja lahendama, on :

a) Eesti Vabariigi poolt vastava piirijaoskonna ülem ja Nõukogude Sotsialistlikkude Vabariikide Liidu poolt Riikliku Ühendatud Poliitilise Valitsuse vastava piirisalga ülem, või

b) nende poolt volitatud isikud.

Punkt « a » ettenähtud ametisikute tegevuspiirkond ja nende alaline asukoht määratakse kindlaks käesolevale kokkuleppele juurelisatud erilises protokollis.

Käesoleva artikli p. « b » ettenähtud volinikkude arv ning asukoht määratakse kindlaks p. « a » tähendatud esitajate kokkuleppel.

Artikkel 4.

Otsused asjades, mis artikkel 3. tähendatud iskute poolt käesoleva kokkuleppe korras lahendatakse, võetakse vastu nende ametisikute vastastikusel kokkuleppel ; otsused tehakse lühikeses vormis, seatakse kokku ja kirjutatakse alla kahes eksemplaris, neist üks Eesti poolt eesti- ja teine N.S.V. Liidu poolt venekeeles.

Märkus : Kui mõlema lepinguosalise artikkel 3. tähendatud piirivõimud asjade arutuseajal tunnistavad, et selgitatav fakt on põhimõttelise tähtsusega ja puudutab mitte ainult antud piirkonda, või kui nad üldse ei jõua kokkuleppele, siis antakse asi lahendamiseks lepinguosaliste Valitsustele. Neil juhtumistel toimetavad tähendatud piirivõimud ainult asja uurimist ning juhivad saadud materjali vastavalt Eesti Välisministeeriumi ning N.S.V. Liidu Väliskomissariaadi korraldusse.

- б) в связи с неумышленным переходом границы местным населением ;
в) в связи с неумышленным переходом границы пограничной и таможенной стражей, а также иными должностными лицами ;
г) в связи с задержанием перешедших границу домашних животных, возвращением их по принадлежности, а также возмещением могущих иметь место убытков ;
д) в связи с розыском в прилегающих к границе уездах (округах) и возвращением имущества и скота, похищенного на территории одной договаривающейся стороны жителями другой стороны и возмещением могущих иметь место убытков, при невозможности вернуть похищенное в натуре ;
е) в связи с возвращением рыбаков, рыбачьих судов и орудий производства лова, силою стихийных действий природы переброшенных на территорию другой стороны ;
ж) в связи с иными инцидентами и недоразумениями на границе, не имеющими какого-либо принципиального значения.

Статья 3.

Представителями административной пограничной власти, уполномоченными разбирать и разрешать мелкие пограничные инциденты и споры, упомянутые в статье 2-й, являются :

- а) со стороны Эстонской Республики — Начальник соответствующего Пограничного Отдела, а со стороны Союза Советских Социалистических Республик — Начальник соответствующего Пограничного Отряда Об'единенного Государственного Политического Управления или
б) лица, ими уполномоченные.

Район деятельности указанных в пункте « а » должностных лиц и их постоянное местопребывание устанавливаются в особом протоколе, приложенном к настоящему Соглашению.

Число и местопребывание уполномоченных, предусмотренных пунктом « б » настоящей статьи, устанавливается путем соглашения представителей, упомянутых в п. а ».

Статья 4.

Постановления по делам, рассматриваемым упомянутыми в ст. 3-й должностными лицами в порядке настоящего Соглашения, принимаются с обоюдного согласия должностных лиц ; постановления излагаются в краткой форме, составляются и подписываются в двух экземплярах, из которых один со стороны Эстонии на эстонском и другой со стороны Союза ССР — на русском языках.

Примечание : Если во время разбора дел пограничные власти обоих договаривающихся сторон, упомянутые в ст. 3, признают, что расследуемый факт имеет принципиальное значение и касается не только данного района, или же вообще не придут к соглашению, то дело передается на разрешение Правительств договаривающихся сторон. В этих случаях упомянутые пограничные власти производят лишь расследование и полученный материал направляют на распоряжение Министерства Иностранных Дел Эстонии и Народного Комиссариата по иностранным Делах Союза ССР.

Artikkel 5.

Artikkel 3. tähendatud isikute poolt vastuvõetud otsused on mõlemale poolele sunduslikud ainult niisuguste küsimuste lahendamise korral, mis eriti ära tähendatud artikkel 2-se p.p. « a » kuni « g ». Otsused varanduste tagasiandmise kohta, tasumaksimise kohta nende eest, kui võimata neid natuuras tagasi anda, või kahjukannatajale tekitatud kahju tasumise kohta, astuvad jõusse ainult peale niisuguste otsuste kinnitamist Eesti Vabariigi Välisministeeriumi ning N.S.V. Liidu Väliskomissariaadi poolt.

Artikkel 6.

Vastava piirijaoskonna ülem Eesti poolt ja Riikliku Ühendatud Poliitilise Valitsuse piirisalga ülem N.S.V. Liidu poolt määravad vastastikkusel kokkuleppel kindlaks erilise kontroll-läbilaske punkti piiräärsetes asjades, kus teostatakse teadaannete ja kirjade üleandmist neis asjus, asjade eneste lahendamist ja vastuvõetud otsuste täidesaatmist, eriti ühe lepinguosalise poolt kinni peetud inimeste tagasisaatmist, loomade tagasiamist ja varanduste tagasiandmist.

Vastava piirijaoskonna ülemal Eesti poolt ja Riikliku Ühendatud Poliitilise Valitsuse piirisalga ülemal N.S.V. Liidu poolt, samuti nende poolt volitatud isikutel (artikkel 3.) on õigus piirivahejuhtumiste ja tülide lahendamisega seotud asjades üle piiri käia oma teenistusdokumentide alusel; igal üksikul ülepiirimineku korral peavad need dokumendid tähendatud kontroll-läbilaske punktis viseeritud olema teise lepinguosalise esitajate poolt.

Käesolevas artiklis nimetatud ametisikutel on õigus tunnistuseandmiseks kontroll-läbilaske punktidesse välja kutsuda kannatada saanud, tunnistajaid ja eksperte, samuti, tarbekorral, tülide ja arusaamatuste lahendamise hõlbustamiseks välja anda neile isikutele lubasid ühekordse riigipiirist ülekäimiseks tähtajaga mitte üle 12 tunni. Need load peavad viseeritud olema kontrollis läbilaske punktis teise lepinguosalise esitajate poolt.

Käesolevas artiklis tähendatud viisumid antakse kirjalikult.

Artikkel 7.

Artikkel 3. nimetatud ametisikute kokkusaamised piirivahejuhtumiste ja tülide läbivaatamiseks ja lahendamiseks sünnivad kontroll-läbilaske punktis (artikkel 6.) või teises aegsasti kindlaksmääratud punktis, ühe poole kutsel, kusjuures kutsutud pool peab andma nõusoleku määratud punkti ilmutamiseks mitte hiljem kui 3 päeva jooksul kutse kättesaamise momendist arvates.

Artikkel 8.

Käesoleva kokkuleppe artikkel 3. nimetatud ametisikuile, kes piiritülide ja -vahejuhtumiste lahendamisel teise lepinguosalise territooriumil viibivad, kindlustatakse isiklik puutumatus ja teenistusele vastava vormi ning relvade kandmise õigus.

Статья 5.

Постановления, принятые лицами, упомянутыми в ст. 3 являются обязательными для обеих сторон лишь в случаях разрешения дел по вопросам, особо отмеченным в пунктах « а-ж » ст-2-й. Постановления о возвращении имущества, о вознаграждении за него при невозможности возвращения в натуре или о возмещении причиненных потерпевшему убытков входят в силу лишь после утверждения их Министерством Иностранных Дел Эстонии и Народным Коммиссариатом по Иностранным делам Союза ССР.

Статья 6.

Начальник Пограничного Отдела со стороны Эстонии и Начальник Пограничного Отряда Об'единенного Государственного Политического Управления со стороны Союза ССР по обоюдному между собой соглашению устанавливают особый контрольно-пропускной по пограничным делам пункт, на котором производится подача заявлений и писем по этим делам, рассмотрение самих дел и исполнение самих дел и исполнение принятых решений, в частности обратный переход задержанных одной из договаривающихся сторон людей, перегон животных и возвращение имущества.

Начальник Пограничного Отдела со стороны Эстонии и Начальник Пограничного Отряда Об'единенного Государственного Политического Управления со стороны Союза ССР, а также лица, ими уполномоченные (ст. 3), имеют право переходить границу по делам, связанным с разбором пограничных инцидентов и споров, на основании документов о своем служебном положении ; эти документы для каждого отдельного случая перехода должны быть визированы представителями другой договаривающейся стороны на упомянутом контрольно-пропускном пункте.

Названные в настоящей статье должностные лица имеют право вызывать потерпевших, свидетелей и экспертов на контрольно-пропускные пункты для дачи показаний, а также, в случаях надобности, в целях облегчения разрешений споров и недоразумений, выдавать таким лицам разрешения на однократный переход государственной границы на срок не более 12 часов. Разрешения эти должны быть визированы представителями другой договаривающейся стороны на упомянутом контрольно-пропускном пункте.

Упомянутые в настоящей статье визы даются в письменной форме.

Статья 7.

Встречи должностных лиц, упоминаемых в ст. 3-й, для рассмотрения и разрешения пограничных инцидентов и споров, происходят в контрольно-пропускном (ст. 6) или ином заранее условленном пункте по приглашению одной из сторон, причем приглашенная сторона должна дать согласие прибыть в условленный пункт не позднее, чем в трехдневный срок с момента получения приглашения.

Статья 8.

Упомянутые в ст. 3-й настоящего Соглашения должностные лица, находящиеся при разрешении пограничных споров и инцидентов на территории другой стороны, пользуются личной неприкосновенностью и правом ношения присвоенных им по службе формы и оружия.

Tähendatud isikutel on õigus tollivabalt läbiviia toiduaineid ning töö teostamiseks tarvisminevaid asju (kantseleimaterjali jne.), kusjuures niisuguse pagasi kaal ei tohi ületada 15 kilogrammi iga isiku kohta. See pagas kuulub tolli läbivaatuse alla.

Isikutel, keda läbi lastakse käesoleva kokkuleppe art. 6. kolmanda lõike korras, on õigus tollivabalt läbiviia toiduaineid mitte üle 5 kilogrammi, tolli läbivaatuse tingimusel.

Artikkel 9.

Kulud, mis tekivad oma ametisikute ülevõlpidamisest ja sõitudest ühenduses käesolevas kokkuleppes ettenähtud asjadega, kannab kumbki lepinguosaline ise, kuid kasutab teise lepinguosalise vastutulekut liikumisvahendite ja korteri suhtes, samuti uurimiseks vajalikkude dokumentide muretsemise ja tarvilikkude isikute (artikkel 6.) väljakutse suhtes. Tunnistajate ja kannatada saanute ülekuulamist võib toimetada ühe lepinguosalise esitajate poolt teise lepinguosalise territooriumil, selle lepinguosalise esitajate juuresolekul, kelle territooriumil ülekuulamine sünnib.

Artikkel 10.

Eelpool artikkel 3. nimetatud ametisikute esimene kokkusaamine käesolevas kokkuleppes ettenähtud tööde korraldamise otstarbel nende piirkonnas peab aset leidma mitte hiljem kui üks kuu pärast käesoleva kokkuleppe jõusseastumist.

Kõik väiksed piirivahejuhtumised ja tülid, mis tekkinud enne käesoleva kokkuleppe jõusseastumist (artikkel 12), lahendatakse diplomaatilisel teel. Kuid vastastikusel kokkuleppel Eesti Välisministeeriumi ja N. S. V. Liidu Väliskomissariaadi vahel võib neid asju uurimiseks ning lahendamiseks anda ka käesolevas kokkuleppes ettenähtud lihtsustatud korras.

Artikkel 11.

Lepinguosalised kohustuvad veel enne selle kokkuleppe jõusseastumist välja töötama ning laiali saatma vastavate võimude jaoks tarvilised juhtnõõrid käesoleva kokkuleppe täitmise korra kohta.

Artikkel 12.

Käesolev kokkulepe tuleb ratifitseerida ja ratifikatsioonikirjade vahetamine leiab aset võimalikult lähemal ajal Moskvast.

Käesolev kokkulepe astub jõusse ratifikatsioonikirjade vahetamise päevast.

Artikkel 13.

Käesolev kokkulepe jääb maksma kolm kuud arvates päevast, mil üks lepinguosalistest lepingu üles ütleb.

Упомянутые лица имеют право на беспошлинный провоз с'естных припасов и необходимых для выполнения работы предметов (канцелярские принадлежности и т. д.), причем вес такого багажа не должен превышать 15 килограмм на одно лицо. Этот багаж подлежит таможенному досмотру.

Лица, пропускаемые через границу в порядке третьего абзаца ст. 6-й настоящего Соглашения, пользуются правом беспошлинного провоза продуктов питания в размере не более 5 килограмм, под условием таможенного досмотра.

Статья 9.

Расходы по содержанию и проездам своих должностных лиц по делам, предусмотренным настоящим Соглашением, каждая из договаривающихся сторон покрывает самостоятельно, но пользуется услугами другой стороны в отношении средств сообщения и помещения, а также в отношении представления нужных для расследования документов и вызова необходимых лиц (ст. 6.) Опросы свидетелей и потерпевших могут производиться представителями одной из договаривающихся сторон на территории другой не иначе, как в присутствии представителей стороны, на территории которой опрос происходит.

Статья 10.

Первая встреча должностных лиц упомянутых в ст. 3-й настоящего соглашения, для организации работ в своем районе, должна произойти не позже, чем через месяц по вступлении в силу этого Соглашения.

Все мелкие пограничные инциденты и споры, возникшие до вступления настоящего Соглашения в силу (ст. 12), разрешаются дипломатическим путем, но, с обоюдного согласия Эстонского Министерства Иностранных Дел и Народного Комиссариата по Иностранным Делам Союза ССР, такие дела могут быть обращаемы к рассмотрению и разрешению в предусмотренном настоящим Соглашением упрощенном порядке.

Статья 11.

Договаривающиеся Стороны обязуются выработать и разослать подлежащим властям соответствующие инструкции о порядке выполнения настоящего Соглашения еще до вступления его в силу.

Статья 12.

Настоящее Соглашение подлежит ратификации и обмен ратификационными грамотами будет иметь место в возможно ближайшее время в Москве.

Настоящее Соглашение вступает в силу в день обмена ратификационными грамотами.

Статья 13.

Настоящее Соглашение сохраняет силу в течении 3-х месяцев со дня уведомления одной из договаривающихся сторон об отказе от него.

Artikkel 14.

Käesolev kokkulepe on kokku seatud eesti ja vene keeles, kahes algeksemplaris. Kokkuleppe tõlgitsemisel on mõlemal tekstil ühesugune tõendusjõud.

Selle tõenduseks kirjutasiid kummagi lepinguosalise volinikud käesolevale kokkuleppele alla ning kinnitasid selle oma pitseritega.

Tehtud Tallinnas, 8. augustil tuhat üheksasada kaksikümmend seitse.

Leo SEPP.

Boris STEIN.

PROTOKOLL.

Alla kirjutades kokkuleppele Eesti Vabariigi ja Nõukogude Sotsialistikkude Vabariikide Liidu vahel piirivahejuhtumiste lahendamise korra kohta, on allakirjutajad, Rahaminister Leo Sepp, Välisministri k. t., Eesti Vabariigi Valitsuse nimel, ja N. S. V. Liidu Chargé d'Affaires Tallinnas Boris Stein, N. S. V. Liidu Valitsuse nimel, alla kirjutanud järgmisele protokollile :

1) Lepinguosalised on kokku leppinud ülalnimetatud kokkuleppe art. 2-se punkt *b*) täpsemaks äramääramiseks, et nemad loevad Eesti Vabariigi ja Nõukogude Sotsialistikkude Vabariikide Liidu vahel piirivahejuhtumiste lahendamise kokkuleppe korras lahendamisele mittekuuluvateks järgmised riigipiirist ülemineku juhtumised :

a) kui piiri läbistanud isik on läinud teise lepinguosalise territooriumile kuivalmaal kaugemale kui kaks kilomeetrit riigipiirist ning veepiiril kaugemale kui üks kilomeeter kuivalmaal kaldajoonest arvates ;

b) kui riigipiiri läbistanud isik on samas piirkonnas varem korda saatnud samalaadilise piiriläbistamise, kui võrd ei ole selgitatud, et see piiri rikkumine on sündinud ilma paha tahtmiseta ; selle juures mõistetakse piirkonna all kuivamaa piiril kümnekilomeetriline piirijagu ja veepiiril üks kilomeeter kuival maal ;

c) kui kuivamaa riigipiiri läbistamine on korda saadetud ühes kohas ühel ajal enam kui kolme isiku poolt.

2) Eesti Vabariigi ja Nõukogude Sotsialistikkude Vabariikide Liidu vahelisel piiril tekkivate konfliktide lahendamiseks, mis kuuluvad lahendamisele Eesti Vabariigi ja Nõukogude Sotsialistikkude Vabariikide Liidu vahelise piiräärsete konfliktide lahendamise kokkuleppe korras, määravad mõlemad lepinguosalised kindlaks, kooskõlas nimetatud kokkuleppe artikkel 3-daga, järgmised kolm tegevuspiirkonda ;

1-ne piirkond : Eesti pool — Eesti ja N.S.V. Liidu vahelise kuivamaa piiri algusest Soome lahe kaldal (Ranna kordoon) kuni Ranna-Punga'ni Peipsi järve kaldal ;

Статья 14.

Настоящее Соглашение составлено на эстонском и русском языках в двух подлинных экземплярах. При толковании его оба текста считаются имеющими равную силу.

В удостоверение сего уполномоченные обоих договаривающихся сторон подписали настоящее Соглашение и скрепили его своими печатями.

Учинено в Таллинне, 8. августа тысяча девятьсот двадцать седьмого года.

Leo SEPP.

Boris STEIN.

ПРОТОКОЛ.

При подписании Соглашения Эстонской Республикой и Союзом Советских Социалистических Республик о порядке разрешения пограничных конфликтов нижеподписавшиеся, Министр Финансов Лео Сепп, и.о. Министра Иностранных Дел, от Имени, Правительства Эстонской Республики, и Поверенный в делах СССР. в Таллинне, Борис Ефимович Штейн, от имени Правительства Союза ССР., подписали настоящий протокол :

1) В целях более точного определения пункта б, ст. 2-ой Соглашения, договаривающиеся стороны устанавливают, что они будут рассматривать как неподлежащие разрешению в порядке Соглашения между Эстонской Республикой и Союзом Советских Социалистических Республик о порядке разрешения пограничных конфликтов, следующие случаи перехода через государственную границу :

а) Если нарушившее границу лицо зашло на территорию другой стороны на расстояние более двух километров от государственной границы по сухопутной границе и по водной 1 км. вглубь по берегу ;

б) Если нарушившее государственную границу лицо ранее совершило в том же районе подобное нарушение границы, поскольку не будет обнаружено, что это нарушение границы происходило без злого умысла, при чем в данном случае под районом разумеется десятикилометровый пограничный участок по сухопутной границе и по водной 1 км. вглубь по берегу ;

в) Если нарушение государственной сухопутной границы произведено в одном месте одновременно более чем тремя лицами.

2) Для разрешения возникающих на границе между Эстонской Республикой и Союзом Советских Социалистических Республик конфликтов, подлежащих разрешению в порядке Соглашения между Эстонской Республикой и Союзом Советских Социалистических Республик о порядке разрешения пограничных конфликтов, обе договаривающиеся стороны устанавливают согласно ст. 3 упомянутого Соглашения следующие три района деятельности :

1-й район : на стороне Эстонии — от начала сухопутной границы между Эстонией и СССР. на берегу Финского залива, кордон Ранна, —

N.S.V. Liidu pool — Eesti ja N.S.V. Liidu vahelise kuivamaa piiri algusest Soome lahe kaldal (kalameeste majast) kuni Pjatõ ja Shtshutshka jõgede kokkuvooluni.

2-ne piirkond : Eesti pool — Ranna-Punga'st kuni Kamenka küalani Pihkva järve kaldal ; N.S.V. Liidu poolt — Pjatõ ja Shtshutshka jõgede kokkuvoolu punktist kuni Orlovo küalani Pihkva järve kaldal (mis asub ro klm põhjapool Talabi saartest).

3-as piirkond : Eesti pool — Kamenka külast kuni Eesti, N.S.V. Liidu ja Läti riigipiiride kokkupuutumiseni ; N.S.V. Liidu pool — Orlovo külast kuni Eesti, N.S.V. Liidu ja Läti riigipiiride kokkupuutumiseni.

Eesti pool alluvad :

1-ne piirkond — Narva jaoskonna piirivalve ülemale, kelle alaline asukoht Narva linnas.

2-ne piirkond — Peipsi jaoskonna piirivalve ülemale, kelle alaline asukoht Kallaste asunduses.

3-as piirkond — Petseri jaoskonna piirivalve ülemale, kelle alaline asukoht Irboska jaamas.

N.S.V. Liidu pool alluvad :

1-ne piirkond — Kingissepa piirivalve salga ülemale, kelle alaline asukoht Kingissepa linnas.

2-ne piirkond — Oudova piirivalve salga ülemale, kelle alaline asukoht Oudova linnas.

3-as piirkond — Pihkva piirivalve salga ülemale, kelle alaline asukoht Pihkva linnas.

Kokkusaamise ja piirist ülemineku punktideks mõlemate riikide piirivõimude esindajatele, tekkinud konfliktide vastastikuse läbiarutamise ja lahendamise otstarbeks, määratakse :

1-ses piirkonnas — Narva-Kingissepa raudtee ristumise koht piirijoonega.

2-ses piirkonnas — põhjas Sikkovo küla (Eesti küla Kuritshek'i vastas) kokkusaamiseks Eesti esimese piirkonna esindajatega, ja lõunas — Mehikoorma aleviku (Pnevo küla vastas) kokkusaamiseks Eesti esindajatega 2-se piirkonna asjus ; piirist üleminek sünnib veeteel üle järvekitsuse Mehikoorma aleviku ja Pnevo küla vahel.

3-das piirkonnas — Petseri-Pihkva raudtee ristumise koht piirijoonega.

Käesolev protokoll on lahutamata osa kokkuleppest Eesti ja N.S.V. Liidu vahelisel piiril tekkivate konfliktide läbivaatamise ja lahendamise korra kohta.

TALLINNAS, 8. augustil 1927. a.

Leon SEPP.

Boris STEIN.

до Ранна-Пунга на берегу Пейпского (Чудского) озера ; на стороне СССР. от начала сухопутной границы между Эстонией и СССР. на берегу Финского Залива (Дома Рыбаков) до слияния рек Пяты и Щучка.

2-й район : на стороне Эстонии — от Ранна-Пунга до села Каменка на берегу Псковского Озера ; на стороне СССР. — от пункта слияния рек Пяты и Щучка до деревни Орлово на берегу Псковского Озера (что в 10 килом. севернее Талабских островов).

3-й район : на стороне Эстонии : от села Каменка до стыка государственных границ Эстонии, СССР. и Латвии ; на стороне СССР. от деревни Орлово до стыка государственных границ Эстонии, СССР. и Латвии.

С эстонской стороны районы обслуживаются :

1-й район : Начальником Нарвского Отдела Пограничной Стражи, имеющим постоянное местопребывание в гор. Нарве.

2-й район — Начальником Пейпского (Чудского) Отдела Пограничной Стражи, имеющим постоянное пребывание в посаде Калласте.

3-й район — Начальником Печорского Отдела Пограничной Стражи, имеющим постоянное пребывание при станции Ирбоска (Изборск).

Районы со стороны СССР. обслуживаются :

1-й район — Начальником Кингисепского Пограничного Отряда, имеющим постоянное местопребывание в г. Кингисепе.

2-й район — Начальником Гдовского Пограничного Отряда, имеющим постоянное местопребывание в г. Гдове.

3-й район — Начальником Псковского Пограничного Отряда, имеющим постоянное местопребывание в г. Пскове.

Пунктами для встречи и перехода границы представителями пограничной власти обоих государств для обоюдного разбирательства и разрешения возникших конфликтов назначаются :

в I-м районе — место стыка жел. дор. Кингисеп-Нарва с линией границы.
во II-м районе — на севере д. Сиккова (против эстонской деревни Куричек) для встречи с представителями Эстонии первого района, и на юге — село Мехикоорма (против деревни Пнево) для встречи с представителями Эстонии по 2-му району ; переход границы водным путем через пролив между селом Мехикоорма и с. Пнево.

в III-м районе — место стыка жел. дор. Печоры-Псков с линией границы.

Настоящий протокол является неотъемлемой частью Соглашения о рассмотрении и разрешении возникающих на границе Эстонии и СССР. конфликтов.

Таллинн, 8. августа 1927 г.

Leo SEPP.
Boris STEIN.

¹ TRADUCTION.

N^o 1648. — CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES CONFLITS DE FRONTIÈRE, SIGNÉE A TALLINN, LE 8 AOUT 1927.

En vue d'établir un mode simplifié de règlement des petits litiges et incidents qui viennent à se produire tant sur la frontière terrestre que sur la frontière lacustre, LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES ont décidé de conclure une convention et ont désigné à cet effet les plénipotentiaires suivants :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

M. Leo SEPP, ministre des Finances, faisant fonctions de ministre des Affaires étrangères ;

LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

M. Boris Yefimovitch STEIN, chargé d'affaires de l'Union des Républiques soviétistes socialistes à Tallinn.

Les plénipotentiaires désignés, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs qui ont été reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Tous les petits incidents et litiges pouvant se produire à la frontière (article 2) seront réglés sur place par les personnes désignées à l'article 3 de la présente convention, conformément à la procédure simplifiée définie ci-dessous.

Article 2.

La présente convention entend par « petits incidents et litiges de frontière », les conflits qui viennent à se produire :

a) A la suite de coups de feu isolés, tirés sur le territoire de l'autre Partie contractante, sur des postes, des sentinelles ou des barques de gardes-frontière, sur des douaniers et autres fonctionnaires ou sur des personnes privées, pour autant que lesdits coups de feu n'ont tué ni blessé personne, ni causé de dommage matériel ;

b) A la suite de la violation involontaire de la frontière par des personnes appartenant à la population locale ;

c) A la suite de la violation involontaire de la frontière par des gardes-frontière, des agents de la douane ou d'autres fonctionnaires ;

d) Au sujet de la détention d'animaux domestiques qui ont traversé la frontière, au sujet de leur restitution ou du paiement de dommages-intérêts ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1648. — AGREEMENT BETWEEN THE ESTONIAN REPUBLIC AND THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS REGARDING THE SETTLEMENT OF FRONTIER DISPUTES, SIGNED AT TALLINN, AUGUST 8, 1927.

THE GOVERNMENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC, of the one part, and THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS, of the other part, being desirous of establishing a simplified procedure for the settlement of minor frontier disputes and incidents, occurring either on the land frontier or on the lake frontier, have decided to conclude an agreement to this effect and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF THE ESTONIAN GOVERNMENT :

M. Leo SEPP, Minister of Finance, Acting Minister for Foreign Affairs ;

THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS :

M. Boris Yefimovitch STEIN, chargé d'affaires of the Union of Socialist Soviet Republics at Tallinn.

The aforementioned Plenipotentiaries, after communicating their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

All minor incidents and disputes which may occur on the frontier (Article 2) shall be settled on the spot by the persons designated in Article 3 of the present Agreement and in accordance with the simplified procedure hereinafter laid down.

Article 2.

For the purpose of the present Agreement, minor frontier incidents and disputes shall mean those disputes which occur :

(a) In connection with isolated instances of shots fired at the territory of the other Contracting Party, at the outposts, sentries or frontier patrol-boats, at Customs and other officials or at private persons, provided that the aforementioned shots do not result in the death or wounding of any person nor cause material loss ;

(b) In connection with the unintentional crossing of the frontier by local inhabitants ;

(c) In connection with the unintentional crossing of the frontier by frontier guards, Customs guards or by other officials ;

(d) In connection with the detention of domestic animals which have crossed the frontier, their restoration to the parties concerned, and compensation for any damage which may have been inflicted ;

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

e) Au sujet d'enquêtes à faire dans les districts (Cercles) situés sur la frontière, de la restitution de biens et de bétail volés sur le territoire de l'une des deux Parties contractantes par les habitants de l'autre Partie et du paiement de dommages-intérêts, au cas où les biens volés ne pourraient être restitués en nature ;

f) Au sujet de la libération de pêcheurs et de la restitution de barques et d'ustensiles de pêche jetés sur le territoire de l'autre Partie par la force des éléments ;

g) Au sujet d'autres incidents et malentendus à la frontière, ne soulevant pas de questions de principe.

Article 3.

Les représentants des autorités administratives frontalières ayant qualité pour procéder à l'instruction et au règlement des petits incidents et litiges de frontière visés à l'article 2 sont :

a) Pour la République d'Estonie, le chef du secteur de frontière et, pour l'Union des Républiques soviétistes socialistes, le chef du détachement de frontière de l'administration politique fédérale de l'Etat ; ou

b) Des personnes mandatées par lesdits représentants.

Les secteurs relevant des fonctionnaires mentionnés à l'alinéa *a)* et leur résidence permanente sont indiqués dans un protocole spécial annexé à la présente convention.

Le nombre et la résidence des mandataires prévus au point *b)* du présent article, seront fixés par voie d'accord entre les représentants mentionnés à l'alinéa *a)*.

Article 4.

Les mesures concernant le règlement des affaires soumises en vertu de la présente convention à l'examen des fonctionnaires visés à l'article 3, seront adoptées par voie d'accord entre les fonctionnaires des deux Parties ; ces mesures seront brièvement exposées, formulées et signées en deux exemplaires, dont l'un en langue estonienne par les autorités estoniennes, et l'autre en langue russe par les autorités de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Note. — Si, au moment de l'examen des incidents, les autorités frontalières des deux Parties contractantes mentionnées à l'article 3 déclarent que l'incident dont elles sont saisies soulève des questions de principe et ne concerne pas uniquement leur secteur, ou si lesdites autorités n'aboutissent pas à un accord, ledit conflit sera soumis à la décision des gouvernements des deux Parties contractantes. Dans ce cas, lesdites autorités frontalières se borneront à procéder à une enquête et mettront le matériel réuni à la disposition du Ministère des Affaires étrangères d'Estonie et du Commissariat du Peuple aux Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Article 5.

Les mesures adoptées par les personnes mentionnées à l'article 3 ne seront obligatoires pour les deux Parties contractantes que lorsqu'il s'agira du règlement de conflits portant sur des cas expressément visés par les alinéas *a)* à *g)* de l'article 2. Les dispositions concernant la restitution de biens, l'indemnité à payer au cas où lesdits biens ne pourraient être restitués en nature, ou le paiement de dommages-intérêts, n'entreront en vigueur qu'après leur ratification par le Ministère des Affaires étrangères d'Estonie et le Commissariat du Peuple aux Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Article 6.

En vue du règlement des incidents de frontière, le chef du secteur de frontière, pour l'Estonie, et le chef du détachement de frontière de l'administration politique fédérale d'Etat, pour l'Union

(e) In connection with searches to be carried out in districts (*okrug*) situated on the frontier and the restoration of property or livestock stolen from the territory of the one Contracting Party by citizens of the other Party, and compensation for any damage which may have been inflicted where it is impossible to restore the stolen property in kind ;

(f) In connection with the surrender of fishermen, fishing boats and fishing gear cast ashore on the territory of the other Party by stress of weather ;

(g) In connection with other frontier incidents and misunderstandings which do not raise any question of principle.

Article 3.

The representatives of the frontier administrative authorities competent to investigate and settle the minor frontier incidents and disputes referred to in Article 2 shall be :

(a) In the case of the Estonian Republic, the Chief of the respective Frontier Section, and in the case of the Union of Socialist Soviet Republics, the Chief of the respective Frontier Detachment of the Federal State Political Department ; or

(b) Persons authorised by them.

The sectors administered by those officials mentioned in paragraph (a) and the permanent residences of the latter shall be specified in a special Protocol annexed to the present Agreement.

The number and place of residence of the persons authorised under the provisions of paragraph (b) of the present Article shall be fixed by means of an agreement between the representatives mentioned in paragraph (a).

Article 4.

Provisions concerning the settlement of affairs investigated in virtue of the present Agreement by the officials referred to in Article 3, shall be jointly accepted by the officials of the two Parties ; the said provisions shall be concisely expressed, formulated and signed in two copies, the one in the Estonian language by the Estonian authorities and the other in the Russian language by the authorities of the Union of Socialist Soviet Republics.

Note. — If, at the time of investigating incidents, the frontier authorities of the two Contracting Parties referred to in Article 3 declare that the incident under investigation raises a question of principle and does not affect that particular sector alone, or if the said authorities are unable to arrive at any agreement, the matter shall be referred to the Governments of the Contracting Parties for decision. Under these circumstances, the said frontier authorities shall merely carry out an investigation and shall place the resultant documents at the disposal of the Estonian Ministry for Foreign Affairs and the People's Commissariat for Foreign Affairs of the Union of Socialist Soviet Republics.

Article 5.

The measures adopted by the persons mentioned in Article 3 shall only be binding on both Parties in the case of settlements of matters expressly referred to in paragraphs (a) to (g) of Article 2. The provisions concerning the restitution of property, the indemnification to be paid for such property where it is impossible to restore it in kind, and compensation for any damage which may have been inflicted on the aggrieved party shall only be valid after their confirmation by the Estonian Ministry for Foreign Affairs and by the People's Commissariat for Foreign Affairs of the Union of Socialist Soviet Republics.

Article 6.

The Chief of the Frontier Section, for Estonia, and the Chief of the Frontier Detachment of the Federal State Political Department, for the Union of Socialist Soviet Republics, shall designate

des Républiques soviétistes socialistes désigneront d'un commun accord un point de passage de la frontière contrôlé où s'effectueront la production des témoignages et la remise des documents concernant ces incidents, l'examen et le règlement desdits incidents, l'exécution des mesures adoptées et, notamment, le retour des personnes détenues par l'une des deux Parties contractantes, le passage du bétail et la restitution des biens.

Le chef du secteur de frontière, pour l'Estonie, et le chef du détachement de frontière de l'administration politique fédérale d'Etat, pour l'Union des Républiques soviétistes socialistes, ainsi que les personnes mandatées à cet effet (article 3) auront le droit de passer la frontière pour procéder à l'examen d'un incident ou d'un litige de frontière, sur la présentation de documents établissant leur qualité de fonctionnaires ; lesdits documents devront être visés, pour chaque passage, par les représentants de l'autre Partie contractante au point de passage mentionné ci-dessus.

Les fonctionnaires visés au présent article auront le droit de citer les personnes lésées, ainsi que les témoins et les experts au point de passage, pour les entendre ; au besoin, ils auront le droit, en vue de faciliter le règlement des litiges et des malentendus, de délivrer auxdites personnes un laissez-passer, les autorisant à franchir une fois la frontière de l'Etat et à séjourner dans cet Etat pendant un laps de temps qui ne dépassera pas douze heures. Ces laissez-passer devront être visés par les représentants de l'autre Partie contractante au point de passage mentionné plus haut.

Les visas mentionnés au présent article seront donnés par écrit.

Article 7.

La rencontre des fonctionnaires mentionnés à l'article 3, en vue d'examiner et de régler les incidents et les litiges de frontière, aura lieu au point de passage (Article 6) ou, à la demande de l'une des deux Parties, en un autre point fixé d'avance. La Partie sollicitée devra notifier son acceptation dans les trois jours.

Article 8.

Les fonctionnaires mentionnés à l'article 3 de la présente convention, qui se trouvent sur le territoire de l'autre Partie en vue de régler des litiges et des incidents de frontière, jouissent de l'immunité personnelle et ont le droit de porter leur uniforme et leurs armes de service.

Lesdits fonctionnaires auront le droit de transporter avec eux, en franchise de tous droits de douane, leurs provisions de bouche et les objets nécessaires à leur travail (articles de bureau, etc.). Ces bagages ne devront pas peser plus de 15 kg. par personne et seront soumis à la revision douanière.

Les personnes admises à franchir la frontière en vertu du troisième alinéa de l'article 6 de la présente convention, auront le droit de transporter avec eux, en franchise de tous droits de douane, des provisions de bouche jusqu'à concurrence de 5 kg, à condition de les soumettre à la revision douanière.

Article 9.

Chacune des Parties contractantes prendra à sa charge les frais d'entretien et de transport de ses fonctionnaires chargés du règlement des affaires prévues par la présente convention ; toutefois, chacune des Parties accordera à l'autre Partie contractante des facilités en ce qui concerne les moyens de communications et le logement des fonctionnaires, ainsi qu'en ce qui concerne la présentation des documents nécessaires à l'examen de l'incident et la citation des personnes visées à l'article 6. L'interrogatoire des personnes lésées et des témoins par les représentants de l'une des Parties contractantes n'aura lieu sur le territoire de l'autre Partie qu'en présence de représentants de la Partie sur le territoire de laquelle l'interrogatoire aura lieu.

by agreement a special point for the supervision of frontier crossing and the despatch of frontier business, at which depositions shall be made and documents produced with reference to these cases, the said cases investigated and settled, the decisions adopted executed, and, in particular, persons retained by either of the Contracting Parties surrendered, livestock returned and property restored.

The Chief of the Frontier Section in the case of Estonia and the Chief of the Frontier Detachment of the Federal State Political Department in the case of the Union of Socialist Soviet Republics, and also such persons as are authorised by them (Article 3), shall be entitled to cross the frontier on business connected with the investigation of frontier incidents and disputes, on the strength of documents showing their official character; such documents shall, on the occasion of each individual crossing, be *visé* by the representatives of the other Contracting Party at the aforementioned crossing supervision point.

The officials referred to in the present Article shall be entitled to summon the aggrieved party, and also witnesses and experts, to the crossing-point in order to take their statements, and, in case of need, they shall be entitled, with a view to facilitating the settlement of disputes and misunderstandings, to give such persons permits to cross the State frontier on a single occasion for a period not exceeding twelve hours. Such permits must be *visé* by the representatives of the other Contracting Party at the aforementioned crossing supervision point.

The visas mentioned in the present Article shall be given in writing.

Article 7.

Meetings of the officials mentioned in Article 3 in order to investigate and settle frontier incidents and disputes shall take place at the crossing-point (Article 6), or at another previously appointed place, at the request of one of the Contracting Parties; the Party to which such request is addressed shall, however, notify its acceptance not later than three days from the time of receiving the request.

Article 8.

The officials referred to in Article 3 of the present Agreement who are on the territory of the other Contracting Party for the settlement of frontier disputes and incidents shall enjoy personal immunity and shall be entitled to wear their regular service uniforms and weapons.

The said officials shall be entitled to transport with them, duty-free, provisions required by them and articles necessary for carrying on their work (office requisites, etc.); such luggage shall not, however, weigh more than 15 kilogrammes per person, and shall be subject to Customs inspection.

Persons authorized to cross the frontier in virtue of the third paragraph of Article 6 of the present Convention shall be entitled to transport with them, duty-free, provisions up to a limit of 5 kilogrammes, subject to Customs inspection.

Article 9.

Each of the Contracting Parties shall be separately responsible for the costs of subsistence and transport of its officials in connexion with matters referred to in the present Agreement; nevertheless, each of the Parties shall grant the other facilities with regard to means of communication and lodgings and also with regard to the submission of the documents necessary for the investigation and to the hearing of the necessary persons (Article 6). The examination of witnesses and aggrieved parties by representatives of one of the Contracting Parties may only take place within the territory of the other Party in the presence of representatives of that Party within whose territory such examination is carried out.

Article 10.

La première rencontre des fonctionnaires mentionnés à l'article 3 de la présente convention, en vue d'organiser le travail dans leur ressort administratif, aura lieu au plus tard un mois après l'entrée en vigueur de la présente convention.

Tous les petits incidents et litiges de frontière qui viendraient à surgir avant l'entrée en vigueur de la présente convention (Article 12) seront réglés par la voie diplomatique ; toutefois, avec le consentement du Ministère des Affaires étrangères d'Estonie et du Commissariat du Peuple aux Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, lesdits conflits pourront être examinés et réglés conformément à la procédure simplifiée prévue par la présente convention.

Article 11.

Les Parties contractantes s'engagent à formuler et à envoyer aux autorités en question des instructions concernant le mode d'exécution de la présente convention avant son entrée en vigueur.

Article 12.

La présente convention sera ratifiée ; l'échange des instruments de ratification aura lieu le plus tôt possible à Moscou.

La présente convention entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

Article 13.

La présente convention restera encore en vigueur trois mois après qu'elle aura été dénoncée par l'une des deux Parties contractantes.

Article 14.

La présente convention a été établie en langue estonienne et en langue russe, en double original. Pour l'interprétation de la convention, les deux textes feront également foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties contractantes ont signé la présente convention et y ont apposé leur sceau.

Fait à Tallinn, le 8 août 1927.

Leo SEPP.

Boris STEIN.

PROTOCOLE

Au moment de signer la convention concernant le mode de règlement des conflits de frontière entre la République d'Estonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, les soussignés, Leo SEPP, ministre des Finances, remplissant par intérim les fonctions de ministre des Affaires étrangères, au nom du GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE ESTONIENNE, et Boris Yefimovitch STEIN, chargé d'Affaires de l'Union des Républiques socialistes à Tallinn, au nom du GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTIQUES SOCIALISTES, ont signé le protocole suivant :

Article 10.

The first meeting of the officials mentioned in Article 3 of the present Agreement for the organisation of the work in their sectors shall take place not later than one month after the coming into force of the present Agreement.

All minor frontier incidents and disputes which may occur pending the entry into force of the present Agreement (Article 12) shall be settled through the diplomatic channel; nevertheless, by agreement between the Estonian Ministry of Foreign Affairs and the People's Commissariat for Foreign Affairs of the Union of Socialist Soviet Republics, such incidents may be referred for examination and settlement in accordance with the simplified procedure provided for in the present Agreement.

Article 11.

The Contracting Parties undertake, prior to the coming into force of the present Agreement, to formulate and circulate to the authorities concerned the necessary instructions relating to the method of executing the said agreement.

Article 12.

The present Agreement shall be ratified and the exchange of the instruments of ratification shall take place as soon as possible at Moscow.

The present Agreement shall come into force on the day of the exchange of the instruments of ratification.

Article 13.

The present Agreement shall remain in force for three months from the date of its denunciation by either of the Contracting Parties.

Article 14.

The present Agreement has been drawn up in Estonian and Russian in two originals. For the purposes of interpretation both texts shall be regarded as equally authentic.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Contracting Parties have signed the present Convention and thereto affixed their seals.

Done at Tallinn on August 8, 1927.

Leo SEPP.
Boris STEIN.

PROTOCOL.

At the moment of signing the agreement concluded between the Estonian Republic and the Union of Socialist Soviet Republics regarding the settlement of frontier disputes, the undersigned, Leo SEPP, Minister of Finance and Acting Minister for Foreign Affairs, on behalf of THE GOVERNMENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC, and Boris Yefimovitch STEIN, Chargé d'Affaires of the Union of Socialist Soviet Republics at Tallinn, on behalf of THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS, signed the following Protocol:

1. En vue de préciser le sens de l'alinéa *b)* de l'article 2 de la convention, les Parties contractantes décident qu'elles considéreront comme ne relevant pas du règlement prévu par la Convention entre la République d'Estonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes concernant le mode de règlement des conflits de frontière, les cas où la frontière de l'Etat aurait été violée dans les conditions suivantes :

a) Lorsqu'il s'agit de la frontière terrestre, si la personne qui a violé la frontière a pénétré sur le territoire de l'autre Partie contractante à plus de deux kilomètres, en profondeur, à compter de la frontière d'Etat ; ou, s'il s'agit de la frontière d'eau, si elle s'est avancée à un kilomètre en profondeur à compter de la rive.

b) Si la personne qui a violé la frontière a commis précédemment une violation de frontière analogue dans la même zone, pour autant qu'il ne sera pas établi que cette violation de frontière a eu lieu sans mauvaise intention ; dans chaque cas particulier, on entendra par zone un secteur de dix kilomètres sur la frontière terrestre et, sur la frontière d'eau, une bande d'un kilomètre en profondeur à compter de la rive.

c) Si la violation de la frontière terrestre a été commise au même endroit par plus de trois personnes à la fois.

2. Pour le règlement des conflits qui surgiraient à la frontière entre la République d'Estonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes et qui relèveraient du règlement prévu par la Convention entre la République d'Estonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes concernant le règlement des conflits de frontière, les deux Parties contractantes déterminent, conformément à l'article 3 de ladite convention, les trois secteurs suivants :

Premier secteur : Du côté de l'Estonie, de l'extrémité de la frontière terrestre entre l'Estonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, au bord du golfe de Finlande (cordon Ranna) jusqu'à Ranna-Pounga au bord du lac Peïpous (lac de Tchoud) ; du côté de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, de l'extrémité de la frontière terrestre entre l'Estonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, au bord du golfe de Finlande (maisons de pêcheurs) jusqu'au confluent des rivières Piata et Chtchoutchka.

Deuxième secteur : Du côté de l'Estonie, de Ranna-Pounga jusqu'au village de Kamenka au bord du lac de Pskov ; du côté de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, du confluent de la Piata et du Chtchoutchka jusqu'au hameau d'Orlovo au bord du lac de Pskov (hameau situé à une distance de 10 kilomètres au nord des îles de Talabi).

Troisième secteur : Du côté de l'Estonie, du village de Kamenka jusqu'au point d'intersection des frontières d'Etat de l'Estonie, de l'Union des Républiques soviétistes socialistes et de la Lettonie ; du côté de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, du village d'Orlovo jusqu'au point d'intersection des frontières d'Etat de l'Estonie, de l'Union des Républiques soviétistes socialistes et de la Lettonie.

Pour l'Estonie, ces secteurs relèvent des fonctionnaires suivants :

Le premier secteur, du chef du secteur de garde-frontière de Narva, avec résidence permanente dans la ville de Narva ;

Le deuxième secteur, du chef du secteur de garde-frontière de Peïpous (Tchoud), avec résidence permanente dans le bourg de Kallast ;

Le troisième secteur, du chef du secteur de garde-frontière de Petchor, avec résidence permanente à la station d'Irbosk (Izborsk).

Du côté de l'Union des Républiques soviétistes socialistes les secteurs relèvent des fonctionnaires suivants :

Le premier secteur, du chef du détachement de frontière de Kingisepp, avec résidence permanente dans la ville de Kingisepp ;

1. In order to define more precisely the meaning of paragraph (b) of Article 2 of the Agreement, the Contracting Parties declare that they will regard as excluded from the scope of the Convention concluded between the Estonian Republic and the Union of Socialist Soviet Republics concerning procedure for the settlement of frontier disputes, any crossing of the State frontier under the following circumstances :

(a) Where the person trespassing across the frontier on to the territory of the other Party penetrates to a distance exceeding two kilometres from the State frontier in the case of the land frontier, or exceeding one kilometre from the shore in the case of the water frontier.

(b) Where the person trespassing across the frontier has previously trespassed in the same way across the frontiers of the same zone, unless it is established that such trespass took place without ill intent ; a sector being understood to mean in each particular case a zone of ten kilometres in the case of the land frontier and a zone one kilometre wide from the shore in the case of the water frontier.

(c) Where the State land frontier has been trespassed across at a given place and at one and the same time by more than three persons.

2. With a view to the settlement of disputes occurring on the frontiers between the Estonian Republic and the Union of Socialist Soviet Republics, which fall within the scope of the provisions of the Agreement concluded between the Estonian Republic and the Union of Socialist Soviet Republics regarding the settlement of frontier disputes, the two Contracting Parties, in conformity with Article 3 of the said Agreement, hereby establish the following three sectors :

First Sector : On the Estonian side, from the beginning of the land frontier between Estonia and the Union of Socialist Soviet Republics on the shore of the Gulf of Finland (cordon Ranna) to Ranna-Pung on the shore of Lake Peipus (Chudskoye) ; on the Union of Socialist Soviet Republics side, from the beginning of the land frontier between Estonia and the Union of Socialist Soviet Republics on the shore of the Gulf of Finland (fishermen's houses) to the confluence of the Piata and Shchuchka rivers.

Second Sector : On the Estonian side, from Ranna-Pung to the village of Kamenka on the shores of Lake Pskov ; on the Union of Socialist Soviet Republics side, from the confluence of the Piata and Shchuchka rivers to the hamlet of Orlovo on the shore of Lake Pskov (ten kilometres to the north of the Talabsky Islands).

Third Sector : On the Estonian side, from the village of Kamenka to the point of intersection of the State frontiers of Estonia, the Union of Socialist Soviet Republics and Latvia ; on the Union of Socialist Soviet Republics side, from the hamlet of Orlovo to the point of intersection of the State frontiers of Estonia, Union of Socialist Soviet Republics and Latvia.

In the case of Estonia the following officials will be responsible for the sectors :

First Sector : The Chief of the Narva Section of Frontier Guards, having a permanent residence in the town of Narva ;

Second Sector : The Chief of the Peipus (Chudskoye) Section of Frontier Guards, having a permanent residence in the town of Kallast ;

Third Sector : The Chief of the Pechory Section of Frontier Guards, having a permanent residence near the station of Irbosk (Izborsk).

In the case of the Union of Socialist Soviet Republics the following officials will be responsible for the sectors :

First Sector : The Chief of the Frontier Detachment of Kingisepp, having a permanent residence in the town of Kingisepp ;

Le deuxième secteur, du chef du détachement de frontière de Gdov, avec résidence permanente dans la ville de Gdov ;

Le troisième secteur, du chef du détachement de frontière de Pskov, avec résidence permanente dans la ville de Pskov.

Les points de la frontière destinés à la rencontre et au passage des représentants des autorités frontalières des deux pays en vue de l'examen mutuel et du règlement des conflits de frontière, sont les suivants :

Dans le premier secteur, le point d'intersection de la ligne de chemin de fer Kingisepp-Narva et de la ligne frontière ;

Dans le deuxième secteur, au nord, le hameau Sikkov (en face du hameau estonien de Kouritchek), pour la rencontre avec les représentants estoniens du premier secteur ; au sud, le village de Mechikoorma (en face du hameau de Pnevo), pour la rencontre avec les représentants estoniens du deuxième secteur. Le passage de la frontière par eau se fera par le détroit entre le village Mechikoorma et le village Pnevo ;

Dans le troisième secteur, le point d'intersection de la ligne de chemin de fer Ptetchory-Pskov et de la ligne de frontière.

Le présent protocole fait partie intégrante de la Convention concernant l'examen et le règlement des conflits qui viendraient à se produire sur la frontière entre l'Estonie et l'Union des Républiques soviétiques socialistes.

TALLINN, le 8 août 1927.

Leo SEPP.

Boris STEIN.

Second Sector : The Chief of the Frontier Detachment of Gdov, having a permanent residence in the town of Gdov ;

Third Sector : The Chief of the Frontier Detachment of Pskov, having a permanent residence in the town of Pskov.

The frontier points for the meeting and passage of representatives of the frontier authorities of the two countries in order jointly to examine and settle any frontier conflicts shall be as follows :

In the first Sector : the point of intersection of the Kingisepp-Narva railway with the frontier-line ;

In the second sector : in the north, the hamlet of Sikkov (opposite the Estonian hamlet of Kurichek) for meetings with Estonian representatives from the first sector, and in the south, the village of Mekhikoorma (opposite the hamlet of Pnevõ) for meetings with Estonian representatives from the second sector : the crossing of the frontier by water shall be effected through the straits between the village of Mekhikoorma and the village of Pnevõ ;

In the third sector : the point of intersection of the Pechory-Pskov railway with the the frontier line.

The present Protocol shall constitute an integral part of the Agreement regarding the settlement of frontier disputes between Estonia and the Union of Socialist Soviet Republics.

TALLINN, *August 8, 1927.*

Leo SEPP.

Boris STEIN.

N° 1649.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Protocole concernant l'ouverture de routes douanières et d'autres points de passage à la frontière polono-allemande, signé à Poznan, le 2 décembre 1925, et protocole additionnel, signé à Poznan, le 27 octobre 1927.

GERMANY AND POLAND

Protocol concerning the Opening of Customs Roads and other Crossings at Points on the German-Polish Frontier, signed at Poznan, December 2, 1925, and Additional Protocol, signed at Poznan, October 27, 1927.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N^o 1649. — PROTOKÓŁ¹ W PRZEDMIOCIE OTWARCIA DRÓG CELNYCH I INNYCH PRZEJŚĆ PRZEZ POLSKO-NIEMIECKĄ GRANICĘ. PODPISANY W POZNANIU. DNIA 2 GRUDNIA 1925 R.

*Textes officiels allemand et polonais communiqués par le délégué de la Pologne à la Société des Nations.
L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 21 février 1928.*

PROTOKÓŁ.

Z zastrzeżeniem zatwierdzenia przez swoje Rządy, zawarli niżej podpisani w przedmiocie otwarcia dróg celnych i innych przejść przez polsko-niemiecką granicę, następującą umowę :

I.

Uzgodniono, że drogi, wymienione w załączonym spisie A i określone jako drogi celne, przyjmuje się, z zastrzeżeniem postanowień zawartych pod III, obustronnie jako przejścia przez polsko-niemiecką granicę z kontrolą paszportową i odprawą celną. O ile potrzebne w tym celu urządzenia jeszcze nie istnieją, należy je możliwie rychło stworzyć.

II.

Drogi celne, wymienione w spisie A, jako też inne graniczne przejścia, objęte załączonym spisem B, uznaje się, z zastrzeżeniem postanowień zawartych pod III, jako punkty przejściowe po myśli ustępu I artykułu ro układu² w przedmiocie ułatwień w małym ruchu granicznym z dnia 30 grudnia 1924 r.

O ile używanie punktów przejściowych ograniczone jest do pewnych celów, pozostawia się obustronnym właściwym miejscowym władzom administracyjnym (I instancji) porozumienie co do czasu i warunków używania.

III.

Uzupełnienie lub zmianę spisów A i B pozostawia się porozumieniu obustronnych właściwych wyższych władz administracyjnych (II instancji).

Po upływie 5 lat po wejściu w życie niniejszej umowy przystąpią obydwie Rządy do wspólnego rozważania, czy i w jakiej mierze wskazana jest zmiana spisów A i B. Jeżeli na wniosek jednej Strony o zwinięcie drogi celnej lub innego przejścia granicznego nie dojdzie do porozumienia, może być przejście to z upływem dalszego roku zwinięte.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1928.

² Vol. LII, page 51, de ce recueil.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 1649. — PROTOKOLL¹ WEGEN ZULASSUNG VON ZOLLSTRASSEN UND SONSTIGEN ÜBERGÄNGEN ÜBER DIE POLNISCH-DEUTSCHE GRENZE. GEZEICHNET IN POSEN, AM 2. DEZEMBER 1925.

German and Polish official texts communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Protocol took place February 21, 1928.

PROTOKOLL.

Die Unterzeichneten haben unter Vorbehalt der Genehmigung ihrer Regierungen wegen Zulassung von Zollstrassen und sonstigen Übergängen über die polnisch-deutsche Grenze die nachstehende Vereinbarung getroffen.

I.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die in dem anliegenden Verzeichnis A aufgeführten, als Zollstrassen bezeichneten Wege beiderseits als Übergänge über die polnisch-deutsche Grenze mit Passnachschauf und Zollabfertigung vorbehaltlich der Bestimmungen unter III zugelassen werden. Soweit die für diese Zwecke notwendigen Einrichtungen noch nicht bestehen, sind sie so bald wie möglich zu schaffen.

II.

Die in dem Verzeichnis A aufgeführten Zollstrassen sowie die sonstigen Grenzübergänge, die in dem ferner anliegenden Verzeichnis B enthalten sind, werden als Übergangsstellen im Sinne des Artikels 10 Absatz I des Abkommens² über Erleichterungen im kleinen Grenzverkehr vom 30. Dezember 1924 vorbehaltlich der Bestimmungen unter III anerkannt. Soweit die Benutzung der Übergangsstellen auf besondere Zwecke beschränkt ist, bleibt es den beiderseitigen zuständigen örtlichen Verwaltungsbehörden (Verwaltungsbehörden I. Instanz) überlassen, sich über die Zeit der Benutzung und die Bedingungen zu verständigen.

III.

Eine Ergänzung oder Veränderung der Verzeichnisse A und B bleibt dem Einvernehmen der beiderseitigen zuständigen höheren Verwaltungsbehörden (Verwaltungsbehörden II. Instanz) vorbehalten.

Nach Ablauf von 5 Jahren nach Inkrafttreten dieser Vereinbarung werden die beiden Regierungen in eine gemeinschaftliche Prüfung der Frage eintreten, inwieweit eine Abänderung der Verzeichnisse A und B angezeigt ist. Falls über den Antrag des einen Teiles, eine Zollstrasse oder einen sonstigen Grenzübergang einzuziehen, eine Einigung nicht erfolgt, kann der Übergang mit Ablauf eines weiteren Jahres eingezogen werden.

¹ Came into force January 1, 1928.

² Vol. LII, page 51, of this Series.

IV.

Przejścia graniczne na wodach i kolejach żelaznych stanowią przedmiot oddzielnych umów.

V.

Umowa niniejsza wchodzi w życie w miesiąc po dniu, w którym będzie zatwierdzona przez obydwu Rządy.

POZNAŃ, dnia 2 grudnia 1925 r.

(—) Maciej KOCZOROWSKI.

(—) Paul ECKARDT.

SPIS A

DO PROTOKÓŁU Z DNIA 2 GRUDNIA 1925.

DROGI CELNE.

L. bież. Nr.	Z Polski	Do Niemiec
1.	Filipowo.	Mierunskén.
2.	Bakałarzewo.	Gr. Borawskén.
3.	Lipówka-Raczki.	Gr. Czymochén.
4.	Tworki.	Sawadden.
5.	Bogusze.	Prostken.
6.	Czarnówek.	Schwiddern.
7.	Wincenta.	Dlottowén.
8.	Dombrowy.	Friedrichshof.
9.	Chorzele.	Flammberg.
10.	Janowo.	Kamerą.
11.	Purgałki.	Wolla.
12.	Krasnołęka.	Kl. Koslau.
13.	Uzdowo.	Bergling Land.
14.	Napromek.	Ruhwalde.
15.	Kołodziejki.	Leip.
16.	Polskie Rodzone.	Dtsch. Rodzonne.
Strona polska przyrzekła otwaciu drogi celnej do końca r. 1926. Do tego czasu punkt przejściowy (Załącznik B Nr. 6).		
17.	Fitowo.	Bischofswerder.
18.	Zawda.	Bischdorf.
19.	Gardeja.	Garnseedorf.
20.	Nowe.	Gr. Nebrau.
Strona polska przyrzekła otwaciu drogi celnej do końca r. 1926. Do tego czasu punkt przejściowy (Załącznik B Nr. 10).		
21.	Opalenie.	Kl. Grabau.
22.	Korzeniowo Ładownia.	Kurzebrack.
23.	Janowo.	Gr. Weide.
24.	Zarnowiec.	Wierschutzin.
25.	Zamostne.	Kniewenbruch.
26.	Strzebielino.	Gr. Boschpol.
27.	Gowidlino.	Gr. Rakitt.
28.	Jamno.	Gr. Pomeiske.
29.	Wygoda.	Polschen.
30.	Wojsk.	Reckow.

IV.

Die Übergänge über die Grenze auf Wasserstrassen sowie die Eisenbahnübergänge bilden den Gegenstand besonderer Abmachungen.

V.

Diese Vereinbarung tritt einen Monat nach dem Tage in Kraft, an dem sie von beiden Regierungen genehmigt ist.

POSEN, den 2. Dezember 1925.

(—) Maciej KOCZOROWSKI.

(—) Paul ECKARDT.

ANLAGE A

ZUM PROTOKOLL VOM 2. DEZEMBER 1925.

ZOLLSTRASSEN.

Lfd. Nr. Von Deutschland

1. Mierunskén.
2. Gr. Borawskén.
3. Gr. Czymochén.
4. Sawadden.
5. Prostken.
6. Schwidderén.
7. Dlottowén.
8. Friedrichshof.
9. Flammberg.
10. Kamerau.
11. Wolla.
12. Kl. Koslau
13. Bergling Land.
14. Ruchwalde.
15. Leip.
16. Dtsch. Rodzonne.

Nach Polen

- Filipowo.
- Bakałarzewo.
- Lipówka-Raczki.
- Tworki.
- Bogusze.
- Czarnówek.
- Wincenta.
- Dombrowy.
- Chorzéle.
- Janowo.
- Purgalki.
- Krasnołéka.
- Uzdowo.
- Napromek.
- Kołodziejki.
- Polskie Rodzone.

Eröffnung als Zollstrasse polnischerseits bis Ende 1926 zugesagt ; bis dahin Grenzübergang (Anlage B Nr. 6).

17. Bischofswerder.
18. Bischof.
19. Garnseedorf.
20. Gr. Nebrau.

- Fitowo.
- Zawda.
- Gardeja.
- Nowe.

Eröffnung als Zollstrasse polnischerseits bis Ende 1926 zugesagt ; bis dahin Grenzübergang (Anlage B Nr. 10).

21. Kl. Grabau.
22. Kurzebrack.
23. Gr. Weide.
24. Wierschutzin.
25. Kniewenbruch.
26. Gr. Boschpol.
27. Gr. Rakitt.
28. Gr. Pomeiskie.
29. Polschen.
30. Reckow.

- Opalenie.
- Korzeniowo-Ładownia.
- Janowo.
- Zarnowiec.
- Zamostne.
- Strzebielino.
- Gowidlino.
- Jamno.
- Wygoda.
- Wojsk.

L. bież. Nr.	Z Polski	Do Niemiec
31.	Brzeźno.	Reinwasser.
32.	Konarzyny.	Kornlage.
33.	Władysławek.	Niesewanz.
34.	Zamarte.	Firchau.
35.	Henrykowo.	Ziskau.
36.	Dorotowo.	Kujan.
37.	Łobżonka.	Ruden.
38.	Bądecz.	Podrusen.
39.	Jeziorki.	Schneidemühl-Plöttke.
40.	Ujście.	Dtsch. Usch.
41.	Czarnków.	Dtsch. Czarnikau.
42.	Wieleń.	Dtsch. Filehne.
43.	Drawsk.	Kreuz.
44.	Chełst.	Dtsch. Neuteich.
45.	Sowia Góra.	Dtsch. Eulenberg.
46.	Goździec.	Wierzebaum.
47.	Silna.	Betsche.
48.	Trzciel.	Tirschtiegel.
49.	Zbąszyń Rogatka.	Schrompe.
Strona niemiecka zastrzega sobie zamianę na drogę celną Zbąszyń-Klastawe.		
50.	Kopanica.	Grossdorf.
51.	Kębłowo.	Schwenten.
Ta droga celna będzie zastąpiona przez drogę celną Obra-Schwenten, skoro polski urząd celny będzie urządzony w Obrze.		
52.	Kaszczor.	Friedensdorf.
Ta droga celna będzie zastąpiona przez drogę celną Kaszczor-Pfalzdorf, skoro niemiecki urząd celny będzie urządzony w Pfalzdorf.		
53.	Zbarzewo.	Röhrsdorf.
54.	Długie Nowe.	Geyersdorf.
55.	Książecy Las.	Heinzendorf.
56.	Gołaszyn.	Saborwitz.
57.	Masłowo.	Königsdorf.
58.	Dembno Polskie.	Grenzvorkerk.
59.	Bonowo.	Paradawe.
Ta droga celna ma być zastąpiona przez drogę celną na Jeziora-Marquiste, skoro badanie, które wspólnie ma być przeprowadzone, okaże to za wskazane.		
60.	Zduny Rogatka.	Freyhan.
61.	Sulmierzyce.	Niederwiesenthal.
62.	Dobrzec.	Domaslawitz.
63.	Pawłów.	Neumittelwalde.
64.	Słupia Sycowska.	Kl. Kosel.
65.	Skoroszewo.	Haugendorf.
66.	Siemianice.	Costau.
67.	Gola.	Golkowitz.
68.	Praszka.	Zawisna.
69.	Przystań.	Botzanowitz.
70.	Glinica.	Cziasnau.
71.	Pawonków.	Gwosdzian.
72.	Pawonków.	Koschwitz.
73.	Pusta Kuźnica.	Potempa.
74.	Brusiek.	Tworog.
75.	Boruszowice.	Hanussek.
76.	Rybna.	Miedar.
77.	St. Tarnowskie Góry	Brosławitz.

Lfd. Nr. Von Deutschland

31. Reinwasser.
32. Kornlage.
33. Niesenwanz.
34. Firchau.
35. Ziskau.
36. Kujan.
37. Ruden.
38. Podrusen.
39. Schneidemühl-Plöttke.
40. Dtsch. Usch.
41. Dtsch. Czarnikau.
42. Dtsch. Filehne.
43. Kreuz.
44. Dtsch. Neuteich.
45. Dtsch. Eulenberg.
46. Wierzebaum.
47. Betsche.
48. Tirschtiegel.
49. Schrompe.

Nach Polen

- Brzeźno.
- Konarzyny.
- Władysławek.
- Zamarte.
- Henrykowo.
- Dorotowo.
- Łobżonka.
- Bądecz.
- Jeziorki.
- Ujście.
- Czarnków.
- Wieleń.
- Drawsk.
- Chełst.
- Sowia Góra.
- Gorzycko.
- Silna.
- Trzciel.
- Zbąszyń Rogatka.

Deutscherseits wird ein Austausch mit der Zollstrasse Klastawe-Zbąszyń vorbehalten.

50. Grossdorf.
51. Schwenten.

- Kopanica.
- Kębłowo.

Diese Zollstrasse soll durch die Zollstrasse Schwenten-Obra ersetzt werden, sobald das polnische Zollamt in Obra errichtet ist.

52. Friedensdorf.

- Kaszczor.

Diese Zollstrasse soll durch die Zollstrasse Pfalzdorf-Kaszczor ersetzt werden, sobald das deutsche Zollamt in Pfalzdorf errichtet ist.

53. Röhrsdorf.
54. Geyersdorf.
55. Heinzendorf.
56. Saborwitz.
57. Königshof.
58. Grenzvorkerk.
59. Paradawe.

- Zbarzewo.
- Długie Nowe.
- Książecy Las.
- Gołaczyn.
- Masłowo.
- Dębno-Polskie.
- Bonowo.

Diese Zollstrasse soll durch die Zollstrasse Marquiste-Jeziora ersetzt werden, sobald die gemeinschaftlich durchzuführende Prüfung diese angezeigt erscheinen lässt.

60. Freyhan.
61. Niederwiesental.
62. Domaslawitz.
63. Neumittelwalde.
64. Kl. Kosel.
65. Haugendorf.
66. Costau.
67. Golkowitz.
68. Zawisna.
69. Botzanowitz.
70. Cziasnau.
71. Gwosdzian.
72. Koschwitz.
73. Potempa.
74. Tworog.
75. Hanussek.
76. Miedar.
77. Broslawitz.

- Zduny Rogatka.
- Sulmierzyce.
- Dobrzec.
- Pawłów.
- Słupia Sycowska.
- Skoroszewo.
- Siemianice.
- Gola.
- Praszka.
- Przystań.
- Glinica.
- Pawonków.
- Pawonków.
- Pusta Kuźnica.
- Brusiek.
- Boruszowice.
- Rybna.
- Stare Tarnowskie Góry.

L. bież. Nr.	Z Polski	Do Niemiec
78.	Repty Nowe.	Friedrichswille.
79.	Wiktor.	Städt. Dombrowa.
80.	Buchacz.	Rudolfgrube.
81.	St. Góreczki.	Rossberg (Nord.)
82.	Brzeziny.	Rossberg (Ost.)
83.	Samuelsglück.	Rossberg (Süd.)
84.	Łagiewniki.	Rossberg (West.)
85.	Redensblick.	Beuthen (Süd.)
86.	Huta Goduli.	Schomberg.
87.	Rudzka Kuźnica.	Bobrek.
88.	Kolonja Szczeńć Boże	Biskupitz Ruda.
89.	Chebzie.	Zaborze Kronprinzenstrasse.
90.	Pawłów.	Zaborze Grenzstrasse.
91.	Kolonja Lisowska.	Hindenburg (Süd.)
92.	Makoszowy.	Delbrückschächte.
93.	Przysowice.	Ellguth Zabrze.
94.	Knurów.	Schönwald.
95.	Krywałd.	Nieborowitz.
96.	Wilcza Dolna.	Niederdorf.

Droga ta zostanie zamknięta i za to otwartą drogą celna Wilcza Dolna-Nieborowitz po wybudowaniu polskiego urzędu celnego w Wilczy Dolnej, co ma nastąpić najpóźniej w r. 1927.

97.	Chwałęczyce.	Stodoll.
98.	Sumina.	Gurek.
99.	Raszczęce.	Markowitz.
100.	Dębicz.	Lukasine.
101.	Buków.	Kreuzenort.

SPIS B

DO PROTOKÓŁU Z DNIA 2 GRUDNIA 1925.

INNE PRZEJŚCIA.

L. bież. Nr.	Z Polski	Do Niemiec
1.	Rakówek.	Pablindschen.
2.	Przerośl.	Upidamischken.
3.	Reszki.	Borszymen.
4.	Białuty.	Napierken.
Tylko dla celów religijnych.		
5.	Wądryń.	Gilgenburg.
6.	Polskie Rodzone.	Dtsch. Rodzonne.
Przejście graniczne do czasu otwarcia drogi celnej (Zał. A Nr. 16).		
7.	Radomno.	Neukrug.
8.	Szwarcenowo.	Gulbien.
Tylko dla celów religijnych.		
9.	Mały Welcz.	Russenau.
10.	Nowe.	Gr. Nebrau.
Przejście graniczne aż do otwarcia jako drogi celnej (Zał. A Nr. 20).		
11.	Małe Pólko.	Schadewinkel.
12.	Czymanowo.	Rauschendorf.
Raz tygodniowo odprawa celna, 2 razy przejście.		

Lfd. Nr. Von Deutschland	Nach Polen
78. Friedrichswille.	Repty Nowe.
79. Städt. Dombrowa.	Wiktor.
80. Rudolfgrube.	Buchacz.
81. Rossberg (Nord).	Stare Góreczki.
82. Rossberg (Ost).	Brzeziny.
83. Rossberg (Süd).	Samuelsglück.
84. Rossberg (West).	Łagiewniki.
85. Beuthen (Süd).	Redensblick.
86. Schomberg.	Huta Goduli.
87. Bobrek.	Rudzka Kuźnica.
88. Biskupitz Ruda.	Kolonja Szczeńć Boże.
89. Zaborze Kronprinzenstrasse.	Chebbie.
90. Zaborze Grenzstrasse.	Pawłów.
91. Hindenburg (Süd).	Kolonja Lisowska.
92. Delbrückschächte.	Makoszowy.
93. Ellguth Zabrze.	Przyczowice.
94. Schönwald.	Knurów.
95. Nieborowitz.	Krywald.
96. Niederdorf.	Wilcza Dolna.

Diese Strasse wird als Zollstrasse geschlossen und dafür die Strasse Nieborowitz-Wilcza Dolna als Zollstrasse geöffnet werden, sobald in Wilcza Dolna ein polnisches Zollamt errichtet sein wird, was spätestens im Jahre 1927 erfolgen soll.

97. Stodoll.	Chwałęczyce.
98. Gurek.	Sumina.
99. Markowitz.	Raszczyce.
100. Lukasine.	Dębicz.
101. Kreuzenort.	Buków.

ANLAGE B

ZUM PROTOKOLL VOM 2. DEZEMBER 1925.

SONSTIGE GRENZÜBERGÄNGE.

Lfd. Nr. Von Deutschland	Nach Polen
1. Pablindszen.	Rakówek.
2. Upidamischken.	Przerośl.
3. Borszymmen.	Reszki.
4. Napierken.	Białuty.
Nur für religiöse Zwecke.	
5. Gilgenburg.	Wądryń.
6. Dtsch. Rodzonne.	Polskie Rodzone.
Grenzübergang bis zur Eröffnung als Zollstrasse (Anlage A Nr. 16).	
7. Neukrug.	Radomno.
8. Gulbien.	Szwarcenowo.
Nur für religiöse Zwecke.	
9. Russenau.	Mały Welcz.
10. Gr. Nebrau.	Nowe.
Grenzübergang bis zur Eröffnung als Zollstrasse (Anlage A Nr. 20).	
11. Schadewinkel.	Małe Pólko.
12. Rauschendorf.	Cymanowo.
Wöchentlich einmal Zollabfertigung, zweimal Übergang.	

L. bież. Nr.	Z Polski	Do Niemiec
13.	Góra.	Brandswerder.
	Tylko dla celów religijnych.	
14.	Kantrzyn.	Roslasin.
	Tylko dla celów religijnych.	
15.	Zakrzewo.	Labuhn.
	Tylko dla celów religijnych.	
16.	Niepoczolowice.	Bukowin.
	Tylko dla celów religijnych.	
17.	Dywan.	Sommin.
	Tylko dla celów religijnych.	
18.	Skoczewo.	Sommin.
19.	Prądzonka.	Przywos.
20.	Wielkie Glisno.	Zemmen.
	Raz tygodniowo odprawa celna, 2 razy przejście.	
21.	Nowa Karczma.	Neuguth.
22.	Witkowo.	Grunau.
23.	Wijewo.	Ilgen.
24.	Kaczkowo.	Tschirnau.
25.	Bonowo.	Paradawe.
	Na wypadek, jeżeli droga celna będzie przełożona na drogę Jeziora-Marquiste.	
26.	Niwki Książęce.	Kraschen-Niefken.
27.	Pisarzowice.	Wioske.
28.	Rychtal.	Glausche.
	Z ograniczeniem na 1 dzień powszedni w tygodniu.	
29.	Ignacówka.	Reinersdorf.
30.	Wielkie Łagiewniki.	Kol. Cziasnau.
31.	St. Repty.	Ptakowitz.
32.	Błachówka.	Stolarzowitz.
	Przejście to zostanie zamknięte 1 lipca 1926, o ile do tego czasu ruch osobowy wydatnio się nie zwiększy.	
33.	Buchacz.	Neuhofgrube.
34.	Kończyce.	Delbrückschächte.
35.	Wilcza Dolna.	Niederhof.
	W Pilchowitz zostanie otwarte po zamknięciu drogi celnej Wilcza Dolna-Pilchowitz przejście graniczne dla wszystkich posiadaczy przepustek granicznych, kart cyrkulacyjnych miejscowości Pilchowitz-Niederdorf i Wilcza Dolna.	
36.	Ligota Tworkowska.	Tworkau.
	Przejścia graniczne pod punktami 31, 33, 34 i 36 zostają otwarte na zasadzie dotychczasowych umów.	
37.	Olza.	Zabelkau.

Lfd. Nr. Von Deutschland	Nach Polen
13. Brandswerder. Nur für religiöse Zwecke.	Góra.
14. Roslasin. Nur für religiöse Zwecke.	Kantrzyn.
15. Labuhn. Nur für religiöse Zwecke.	Zakrzewo.
16. Bukowin. Nur für religiöse Zwecke.	Niepoczołowice.
17. Sommin. Nur für religiöse Zwecke.	Dywan.
18. Sommin.	Koszewo.
19. Przywos.	Prądzonka.
20. Zemmin.	Glisno.
Wöchentlich einmal Zollabfertigung, zweimal Übergang.	
21. Neuguth.	Nowa Karczma.
22. Grunau.	Witkowo.
23. Ilgen.	Wijewo.
24. Tschirnau.	Kaczkowo.
25. Paradowe.	Bonowo.
Für den Fall, dass die Zollstrasse durch die Strasse Marquiste-Jeziora ersetzt wird.	
26. Kraschen-Niefken.	Niwki Książęce.
27. Wioske.	Pisarzowice.
28. Glausche.	Rychtal.
Mit Beschränkung auf einen Werktag in jeder Woche.	
29. Reinersdorf.	Ignacówka.
30. Kolonie Cziasnau.	Wielkie Łagiewniki.
31. Ptakowitz.	Stare Repty.
32. Stollarzowitcz.	Blachówka.
Der Grenzübergang soll am 1. 7. 1926 geschlossen werden, wenn sich bis zu diesem Zeitpunkt der Personenverkehr nicht wesentlich steigert.	
33. Neuhofgrube.	Buchacz.
34. Delbrückschächte.	Kończyce.
35. Niederdorf.	Wilcza Dolna.
In Niederdorf wird nach Schliessung der Zollstrasse Pilchowitz-Wilcza Dolna ein Grenzübergang für alle Inhaber von Grenzkarten und für die Verkehrskarteneinhaber der Ortschaften Pilchowitz, Niederdorf und Wilcza Dolna eröffnet werden.	
36. Tworkau.	Ligota Tworkowska.
Die zu Nummer 31, 33, 34 und 36 bereits früher getroffenen Vereinbarungen bleiben bestehen.	
37. Zabelkau.	Olza.

PROTOKÓŁ DODATKOWY

DO PROTOKÓŁU W PRZEDMIOCIE OTWARCIA DRÓG CELNYCH I INNYCH PRZEJŚĆ PRZEZ GRANICĘ
POLSKO-NIEMIECKĄ, PODPISANEGO W POZNANIU DNIA 2 GRUDNIA 1925 R.

Z zastrzeżeniem zatwierdzenia przez swoje Rządy niżej podpisani zgodzili się, aby postanowienia ustępu z artykułu III protokołu w przedmiocie otwarcia dróg celnych i innych przejść przez granicę polsko-niemiecką, podpisanego w Poznaniu dnia 2 grudnia 1925 r. były zastąpione przez następujące postanowienie :

« Umowę tę zawiera się na lat 6 licząc od chwili wejścia jej w życie. »

Sporządzono w Poznaniu dnia 27 października 1927 r.

(—) Maciej KOCZOROWSKI

(—) Dr. Paul ECKARDT.

ZUSATZPROTOKOLL

ZU DEM AM 2. DEZEMBER 1925 IN POSEN UNTERZEICHNETEN PROTOKOLL WEGEN DER ZULASSUNG VON ZOLLSTRASSEN UND SONSTIGEN ÜBERGÄNGEN ÜBER DIE POLNISCH-DEUTSCHE GRENZE.

Vorbehaltlich der Genehmigung ihrer Regierungen sind die Unterzeichneten übereingekommen, dass die Bestimmungen im Absatz 2 des Artikels III des am 2. Dezember 1925 unterzeichneten Protokolls wegen der Zulassung von Zollstrassen und sonstigen Übergängen über die polnisch-deutsche Grenze durch die nachfolgende Bestimmung ersetzt werden :

« Diese Vereinbarung wird auf 6 Jahre vom Zeitpunkt ihres Inkrafttretens an abgeschlossen. »

Geschehen in Posen am 27. Oktober 1927.

(—) Maciej KOCZOROWSKI.

(—) Dr. Paul ECKARDT.

¹ TRADUCTION.

N^o 1649. — PROTOCOLE GERMANO-POLONAIS CONCERNANT L'OUVERTURE DE ROUTES DOUANIÈRES ET D'AUTRES POINTS DE PASSAGE A LA FRONTIÈRE POLONO-ALLEMANDE. SIGNÉ A POZNAN, LE 2 DÉCEMBRE 1925.

PROTOCOLE

Les soussignés ont conclu, sous réserve de l'approbation de leurs gouvernements, l'arrangement suivant, concernant l'ouverture de routes douanières et d'autres points de passage à la frontière polono-allemande.

I.

Il est convenu sous réserve des dispositions de l'article III que les chemins énumérés dans la liste A ci-jointe et qualifiés routes douanières sont ouverts, par les deux pays, comme points de passage de la frontière polono-allemande avec vérification des passeports et contrôle douanier. Les installations nécessaires à cet effet seront créées aussitôt que possible, là où il n'en existe pas encore.

II.

Les routes douanières, énumérées dans la liste A, ainsi que les autres points de passage de la frontière, qui sont mentionnés dans la liste B également jointe, sont reconnus, sous réserve des dispositions de l'article III, comme points de passage de la frontière, au sens de l'alinéa I de l'article 10 de l'Accord du 30 décembre 1924 concernant les facilités dans le petit trafic de frontière. Dans la mesure où l'utilisation des points de passage n'est permise que pour certains objets définis, il appartient aux autorités administratives locales compétentes des deux pays (autorités administratives de première instance) de s'entendre au sujet de l'époque à laquelle ces passages pourront être utilisés et des conditions de leur utilisation.

III.

Les administrations supérieures compétentes des deux pays (autorités administratives de deuxième instance) pourront, d'un commun accord, compléter ou modifier les listes A et B.

A l'expiration d'un délai de cinq ans à dater de l'entrée en vigueur du présent arrangement, les deux gouvernements examineront, en commun, la question de savoir s'il y a lieu de modifier les listes A et B. Dans le cas où l'une des Parties demanderait la suppression d'une route douanière ou d'un autre point de passage de la frontière et si aucun accord n'intervient à ce sujet, le point de passage pourra être supprimé à l'expiration d'un délai supplémentaire d'une année.

IV.

La question du passage de la frontière par les voies d'eau, ainsi que celle des passages de la voie ferrée, feront l'objet d'arrangements distincts.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1649. — GERMAN-POLISH PROTOCOL CONCERNING THE OPENING OF CUSTOMS ROADS AND OTHER CROSSINGS AT POINTS ON THE GERMAN-POLISH FRONTIER. SIGNED AT POZNAN, DECEMBER 2, 1925.

PROTOCOL.

The undersigned have concluded, subject to the approval of their Governments, the following Agreement concerning the opening of Customs roads and other crossings at points on the Polish-German frontier :

I.

It is agreed that, subject to the provisions of Article III, the roads specified in Schedule A annexed hereto, and described as Customs roads, shall be opened by the two countries as crossings over the Polish-German frontier, with passport control and Customs inspection. The necessary arrangements for the performance of these duties shall be made as soon as possible where they do not already exist.

II.

The Customs roads specified in Schedule A, as well as the other frontier crossings specified in Schedule B, shall be recognised, subject to the provisions of Article III, as frontier crossings within the meaning of Article III, as frontier crossings within the meaning of Article 10, paragraph I of the Agreement of December 30th, 1924, regarding facilities for minor frontier traffic. Where the utilisation of the frontier crossings is confined to particular purposes, it shall be for the competent local administrative authorities of the two countries (administrative authorities of the first instance) to agree as to the time at which these crossings may be used and as to the conditions of their utilisation.

III.

The competent higher administrative authorities of the two countries (administrative authorities of the second instance) shall be entitled to supplement or modify Schedules A and B by mutual agreement.

At the expiration of a period of five years from the date of entry into force of the present Agreement, the two Governments shall jointly consider how far charges in Schedules A and B may be called for. Should no agreement be reached regarding a proposal by either Party for the abolition of a Customs road or other frontier crossing, such crossing may be abolished at the expiration of a further period of one year.

IV.

The question of frontier crossings by water and rail shall be dealt with in separate Arrangements.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

V.

Le présent arrangement entrera en vigueur un mois après la date à laquelle il aura été approuvé par les deux gouvernements.

POZNAN, le 2 décembre 1925.

(Signé) Maciej KOCZOROWSKI.

(Signé) Paul ECKARDT.

ANNEXE A

AU PROTOCOLE DU 2 DÉCEMBRE 1925.

ROUTES DOUANIÈRES.

N° d'ordre	d'Allemagne	En Pologne
1.	Mierunskén.	Filipowo.
2.	Gr. Borawskén.	Bakałarzewo.
3.	Gr. Czymochén.	Lipówka-Raczki.
4.	Sawadden.	Tworki.
5.	Prostken.	Bogusze.
6.	Schwiddern.	Czarnówek.
7.	Dlottowén.	Wincenta.
8.	Friedrichshof.	Dombrowy.
9.	Flammberg.	Chorzele.
10.	Kamerau.	Janowo.
11.	Wolla.	Purgalki.
12.	Kl. Koslau	Krasnołęka.
13.	Bergling Land.	Uzdowo.
14.	Ruchwalde.	Napromek.
15.	Leip.	Kołodziejki.
16.	Dtsch. Rodzonne.	Polskie Rodzone.
<p>La Pologne s'engage à ouvrir cette voie comme route douanière à la fin de l'année 1926 ; jusqu'à cette époque, elle constituera un simple point de passage de la frontière (Annexe B. N° 6).</p>		
17.	Bischofswerder.	Fitowo.
18.	Bischdorf.	Zawda.
19.	Garnseedorf.	Gardeja.
20.	Gr. Nebrau.	Nowe.
<p>La Pologne s'engage à ouvrir cette voie comme route douanière à la fin de l'année 1926 ; jusqu'à cette époque, elle constituera un simple point de passage de la frontière (Annexe B. N° 10).</p>		
21.	Kl. Grabau.	Opalenie.
22.	Kurzebrack.	Korzeniowo-Ładownia.
23.	Gr. Weide.	Janowo.
24.	Wierschutzin.	Zarnowiec.
25.	Kniewenbruch.	Zamostne.
26.	Gr. Boschpol.	Strzebielino.
27.	Gr. Rakitt.	Gowidlino.
28.	Gr. Pomeiskie.	Jamno.
29.	Polschen.	Wygoda.
30.	Reckow.	Wojsk.
31.	Reinwasser.	Brzeźno.
32.	Kornlage.	Konarzyny.
33.	Niesenwanz.	Władysławek.
34.	Firchau.	Zamarte.

V.

The present Agreement shall enter into force one month after the date on which it has been approved by the two Governments.

POZNAN, December 2, 1925.

(Signed) Maciej KOCZOROWSKI.

(Signed) Paul ECKARDT

ANNEX A.

TO THE PROTOCOL OF DECEMBER 2ND, 1925.

CUSTOMS ROADS.

Serial No. From Germany	To Poland
1. Mierunskén.	Filipowo.
2. Gr. Borawskén.	Bakałarzewo.
3. Gr. Czymochén.	Lipówka-Raczki.
4. Sawadden.	Tworki.
5. Prostken.	Bogusze.
6. Schwiddern.	Czarnówek.
7. Dlottowén.	Wincenta.
8. Friedrichshof.	Dombrowy.
9. Flammberg.	Chorzéle.
10. Kamerau.	Janowo.
11. Wolla.	Purgałki.
12. Kl. Koslau	Krasnołéka.
13. Bergling Land.	Uzdowo.
14. Ruchwalde.	Napromek.
15. Leip.	Kołodziejki.
16. Dtsch. Rodzonne.	Polskie Rodzone.
Poland consents to open this passage as a Customs road by the end of 1926; until then it will remain a frontier crossing (Annex B, No. 6).	
17. Bischofswerder.	Fitowo.
18. Bischdorf.	Zawda.
19. Garnseedorf.	Gardeja.
20. Gr. Nebrau.	Nowe.
Poland consents to open this passage as a Customs road by the end of 1926; until then it will remain a frontier crossing (Annex B, No. 10).	
21. Kl. Grabau.	Opalenie.
22. Kurzebrack.	Korzeniowo-Ładownia.
23. Gr. Weide.	Janowo.
24. Wierschutzin.	Żarnowiec.
25. Kniewenbruch.	Zamostne.
26. Gr. Boschpol.	Strzebielino.
27. Gr. Rakitt.	Gowidlino.
28. Gr. Pomeiskie.	Jamno.
29. Polschen.	Wygoda.
30. Reckow.	Wojsk.
31. Reinwasser.	Brzeźno.
32. Kornlage.	Konarzyny.
33. Niesenwanz.	Władysławek.
34. Firchau.	Zamarte.

N° d'ordre D'Allemagne

35. Ziskau.
36. Kujan.
37. Ruden.
38. Podrusen.
39. Schneidemühl-Plöttke.
40. Dtsch. Usch.
41. Dtsch. Czarnikau.
42. Dtsch. Filehne.
43. Kreuz.
44. Dtsch. Neuteich.
45. Dtsch. Eulenberg.
46. Wierzebaum.
47. Betsche.
48. Tirschtiegel.
49. Schrompe.

En Pologne

- Henrykowo.
- Dorotowo.
- Łobżonka.
- Bądecz.
- Jeziorki.
- Ujście.
- Czarnków.
- Wieleń.
- Drawsk.
- Chelst.
- Sowia Góra.
- Gorzyczo.
- Silna.
- Trzciel.
- Zbąszyń Rogatka.

L'Allemagne se réserve le droit de substituer à cette voie la route douanière Klastawe Zbąszyń.

50. Grossdorf.
51. Schwenten.

- Koponica.
- Kęblowo.

Cette route douanière sera remplacée par la route douanière Schwenten Obra dès que le bureau de douane polonais sera installé à Obra.

52. Friedensdorf.

- Kaszczor.

Cette route douanière sera remplacée par la route douanière Pfalzdorf-Kaszczor dès que le bureau de douane allemand sera installé à Pfalzdorf.

53. Röhrsdorf.
54. Geyersdorf.
55. Heinzendorf.
56. Saborwitz.
57. Königshof.
58. Grenzvork.
59. Paradawe.

- Zbarzewo.
- Długie Nowe.
- Książecy Las.
- Golaczyn.
- Masłowo.
- Dębno-Polskie.
- Bonowo.

Cette route douanière sera remplacée par la route douanière Marquiste-Jeziora dès que le remplacement sera jugé utile à la suite d'une enquête des deux Parties.

60. Freyhan.
61. Niederwiesental.
62. Domasławitz.
63. Neumittelwalde.
64. Kl. Kosel.
65. Haugendorf.
66. Costau.
67. Golkowitz.
68. Zawisna.
69. Botzanowitz.
70. Cziasnau.
71. Gwosdzian.
72. Koschwitz.
73. Potempa.
74. Tworog.
75. Hanussek.
76. Miedar.
77. Broslawitz.
78. Friedrichswille.
79. Städt. Dombrowa.
80. Rudolfgrube.

- Zduny Rogatka.
- Sulmierzyce.
- Dobrzec.
- Pawłów.
- Słupia Sycowska.
- Skoroszewo.
- Siemianice.
- Gola.
- Praszka.
- Przystań.
- Glinica.
- Pawonków.
- Pawonków.
- Pusta Kuźnica.
- Brusiek.
- Boruszowice.
- Rybna.
- Stare Tarnowskie Góry.
- Repty Nowe.
- Wiktor.
- Buchacz.

Serial No.	From Germany	To Poland
35.	Ziskau.	Henrykowo.
36.	Kujan.	Dorotowo.
37.	Ruden.	Łobżonka.
38.	Podrusen.	Bądecz.
39.	Schneidemühl-Plöttke.	Jeziorki.
40.	Dtsch. Usch.	Ujście.
41.	Dtsch. Czarnikau.	Czarnków.
42.	Dtsch. Filehne.	Wieleń.
43.	Kreuz.	Drawsk.
44.	Dtsch. Neuteich.	Chełst.
45.	Dtsch. Eulenberg.	Sowia Góra.
46.	Wierzebaum.	Gorzyczo.
47.	Betsche.	Silna.
48.	Tirschtiegel.	Trzciel.
49.	Schrompe.	Zbąszyń Rogatka.
	Germany reserves the right to replace this crossing by the Klastawe-Zbąszyń Customs road.	
50.	Grossdorf.	Kopanica.
51.	Schwenten.	Kębłowo.
	This Customs road will be replaced by the Schwenten-Obra Customs road as soon as the Polish Customs office at Obra is established.	
52.	Friedensdorf.	Kaszczor.
	This Customs road will be replaced by the Pfalzdorf-Kaszczor Customs road as soon as the German Customs office at Pfalzdorf is established.	
53.	Röhrsdorf.	Zbarzewo.
54.	Geyersdorf.	Długie Nowe.
55.	Heinzendorf.	Książecy Las.
56.	Saborwitz.	Gołaczyn.
57.	Königshof.	Masłowo.
58.	Grenzvorkerk.	Dębno-Polskie.
59.	Paradawe.	Bonowo.
	This Customs road will be replaced by the Marquiste-Jeziora Customs road as soon as the enquiry to be carried out jointly by the two Parties makes this appear desirable.	
60.	Freyhan.	Zduny Rogatka.
61.	Niederwiesental.	Sulmierzyce.
62.	Domasławitz.	Dobrzec.
63.	Neumittelwalde.	Pawłów.
64.	Kl. Kosel.	Słupia Sycowska.
65.	Haugendorf.	Skoroszewo.
66.	Costau.	Siemianice.
67.	Golkowitz.	Gola.
68.	Zawisna.	Praszka.
69.	Botzanowitz.	Przystań.
70.	Cziasnau.	Glinica.
71.	Gwosdzian.	Pawonków.
72.	Koschwitz.	Pawonków.
73.	Potempa.	Pusta Kuźnica.
74.	Tworog.	Brusiek.
75.	Hanussek.	Boruszowice.
76.	Miedar.	Rybna.
77.	Brosławitz.	Stare Tarnowskie Góry.
78.	Friedrichswille.	Repty Nowe.
79.	Stadt. Dombrowa.	Wiktor.
80.	Rudolfgrube.	Buchacz.

N° d'ordre	D'Allemagne	En Pologne
81.	Rossberg (Nord).	Stare Góreczki.
82.	Rossberg (Est).	Brzeziny.
83.	Rossberg (Sud).	Samuelsglück.
84.	Rossberg (Ouest).	Łagiewniki.
85.	Beuthen (Sud).	Redensblick.
86.	Schomberg.	Huta Goduli.
87.	Bobrek.	Rudzka Kuźnica.
88.	Biskupitz Ruda.	Kolonja Szczęść Boże.
89.	Zaborze Kronprinzenstrasse.	Chebbie.
90.	Zaborze Grenzstrasse.	Pawłów.
91.	Hindenburg (Sud).	Kolonja Lisowska.
92.	Delbrückschächte.	Makoszowy.
93.	Ellguth Zabrze.	Przyczowice.
94.	Schönwald.	Knurów.
95.	Nieborowitz.	Krywałd.
96.	Niederdorf.	Wilcza Dolna.

Cette route sera fermée comme route douanière et remplacée par la route Nieborowitz-Wilcza Dolna, dès qu'un bureau de douane polonais aura été installé à Wilcza Dolna ; cette installation devra être achevée au plus tard en 1927.

97.	Stodoll.	Chwałczyce.
98.	Gurek.	Sumina.
99.	Markowitz.	Raszczyce.
100.	Lukasine.	Dębicz.
101.	Kreuzenort.	Buków.

ANNEXE B

AU PROTOCOLE DU 2 DÉCEMBRE 1925.

AUTRES POINTS DE PASSAGE DE LA FRONTIÈRE.

N° d'ordre	D'Allemagne	En Pologne
1.	Pablindszen.	Rakówek.
2.	Upidamischken.	Przerośl.
3.	Borszymmen.	Reszki.
4.	Napierken.	Białuty.
Pour des objets religieux seulement.		
5.	Gilgenburg.	Wądryń.
6.	Dtsch. Rodzonne.	Polskie Rodzone.
Point de passage de la frontière jusqu'à la date à laquelle la voie sera ouverte comme route douanière (Annexe A, N° 16)		
7.	Neukrug.	Radomno.
8.	Gulbien.	Szwarcenowo.
Pour des objets religieux seulement.		
9.	Russenau.	Mały Welcz.
10.	Gr. Nebrau.	Nowe.
Point de passage de la frontière jusqu'à la date à laquelle la voie sera ouverte comme route douanière (Annexe A, N° 20).		
11.	Schadewinkel.	Małe Pólko.
12.	Rauschendorf.	Cymanowo.

Contrôle douanier une fois par semaine. Point de passage deux fois par semaine.

Serial No. From Germany	To Poland
81. Rossberg (North).	Stare Góreczki.
82. Rossberg (East).	Brzeziny.
83. Rossberg (South).	Samuelsglück.
84. Rossberg (West).	Łagiewniki.
85. Beuthen (South).	Redensblick.
86. Schomberg.	Huta Goduli.
87. Bobrek.	Rudzka Kuźnica.
88. Biskupitz Ruda.	Kolonja Szczęść Boże.
89. Zaborze Kronprinzenstrasse.	Chebie.
90. Zaborze Grenzstrasse.	Pawłów.
91. Hindenburg (South).	Kolonja Lisowska.
92. Delbrückschächte.	Makoszowy.
93. Ellguth Zabrze.	Przyczwice.
94. Schönwald.	Knurów.
95. Nieborowitz.	Krywałd.
96. Niederdorf.	Wilcza Dolna.

This road will be closed as a Customs road and will be replaced by the Nieborowitz-Wilcza Dolna road as soon as a Polish Customs office at Wilcza Dolna is established, which must not be later than the end of 1927.

97. Stodoll.	Chwałęczyce.
98. Gurek.	Sumina.
99. Markowitz.	Raszczycze.
100. Lukasine.	Dębicz.
101. Kreuzenort.	Buków.

ANNEX B.

TO THE PROTOCOL OF DECEMBER 2ND, 1925.

OTHER FRONTIER CROSSINGS.

Serial No. From Germany	To Poland
1. Pablindszen.	Rakówek.
2. Upidamischken.	Przerośl.
3. Borszymmen.	Reszki.
4. Napierken.	Białuty.
Only for religious purposes.	
5. Gilgenburg.	Wądryń.
6. Dtsch. Rodzonne.	Polskie Rodzone.
Frontier crossing only until opened as Customs road (Annex A, No. 16).	
7. Neukrug.	Radomno.
8. Gulbien.	Szwarcenowo.
Only for religious purposes.	
9. Russenau.	Mały Wełcz.
10. Gr. Nebrau.	Nowe.
Frontier crossing only until opened as Customs road (Annex A, No. 20).	
11. Schadewinkel.	Małe Pólko.
12. Rauschendorf.	Cymanowo.
Customs inspection once a week ; frontier crossing twice a week.	

N° d'ordre	D'Allemagne	En Pologne
13.	Brandswerder.	Góra.
		Pour des objets religieux seulement.
14.	Roslasin.	Kantrzyn.
		Pour des objets religieux seulement.
15.	Labuhn.	Zakrzewo.
		Pour des objets religieux seulement.
16.	Bukowin.	Niepoczołowice.
		Pour des objets religieux seulement.
17.	Sommin.	Dywan.
		Pour des objets religieux seulement.
18.	Sommin.	Skoszewo.
19.	Prczywos.	Prądzonka.
20.	Zemmen.	Glisno.
		Contrôle douanier une fois par semaine. Point de passage deux fois par semaine.
21.	Neuguth.	Nowa Karczma.
22.	Grunau.	Witkowo.
23.	Ilgen.	Wijewo.
24.	Tschirnau.	Kaczkowo.
25.	Paradawe.	Bonowo.
		Pour le cas où la route douanière serait remplacée par la voie Marquiste-Jeziara.
26.	Kraschen-Niefken.	Niwki Książęce.
27.	Wioske.	Pisarzowice.
28.	Glausche.	Rychtal.
		Un jour ouvrable par semaine.
29.	Reinersdorf.	Ignacówka.
30.	Kolonie Cziasnau.	Wielkie Łagiewniki.
31.	Ptakowitz.	Stare Repty.
32.	Stollarzowitrz.	Blachówka.
		Le point de passage de la frontière sera supprimé le 1 ^{er} juillet 1926, à moins que le nombre de personnes utilisant ce passage n'augmente considérablement jusqu'à cette date.
33.	Neuhofgrube.	Buchacz.
34.	Delbrückschächte.	Kończyce.
35.	Niederdorf.	Wilcza Dolna.
		Après la fermeture de la route douanière Pilchowitz-Wilcza Dolna, un point de passage de la frontière sera ouvert à Niederdorf pour tous les titulaires de cartes frontières et pour les habitants des localités de Pilchowitz, Niederdorf et Wilcza, qui sont porteurs d'une carte de circulation.
36.	Tworkau.	Ligota Tworkowska.
		Les arrangements intervenus antérieurement au sujet des points de passage, visés aux numéros 31, 33, 34 et 36, restent en vigueur.
37.	Zabelkau.	Olza.

Serial No.	From Germany	To Poland
13.	Brandswerder.	Góra.
	Only for religious purposes.	
14.	Roslasin.	Kantrzyn.
	Only for religious purposes.	
15.	Labuhn.	Zakrzewo.
	Only for religious purposes.	
16.	Bukowin.	Niepoczołowice.
	Only for religious purposes.	
17.	Sommin.	Dywan.
	Only for religious purposes.	
18.	Sommin.	Skoszewo.
19.	Prczywos.	Prądzonka.
20.	Zemmen.	Glisno.
	Customs inspection once a week, frontier crossing twice a week.	
21.	Neuguth.	Nowa Karczma.
22.	Grunau.	Witkowo.
23.	Ilgen.	Wijewo.
24.	Tschirnau.	Kaczkowo.
25.	Paradawe.	Bonowo.
	In the event of the Customs road being replaced by the Marquiste-Jeziora road.	
26.	Kraschen-Niefken.	Niwki Książęce.
27.	Wioske.	Pisarzowice.
28.	Glausche.	Rychtal.
	One working day a week only.	
29.	Reinersdorf.	Ignacówka.
30.	Kolonie Cziasnau.	Wielkie Łagiewniki.
31.	Ptakowitz.	Stare Repty.
32.	Stollarzowitrz.	Błachówka.
	This frontier crossing will be closed on July 1st, 1926, unless the number of persons using it increases considerably meanwhile.	
33.	Neuhofgrube.	Buchacz.
34.	Delbrückschächte.	Kończyce.
35.	Niederdorf.	Wilcza Dolna.
	When the Pilchowitz-Wilcza Dolna Customs road is closed a frontier crossing will be opened at Niederdorf for all holders of frontier passes and for inhabitants of Pilchowitz, Niederdorf and Wilcza-Dolna holding circulation permits.	
36.	Tworkau.	Ligota Tworkowska.
	The Agreements previously concluded with regard to Nos. 31, 33, 34 and 36 will remain in force.	
37.	Zabelkau.	Olza.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

AU PROTOCOLE SIGNÉ A POSEN, LE 2 DÉCEMBRE 1925, CONCERNANT L'OUVERTURE DE ROUTES
DOUANIÈRES ET D'AUTRES POINTS DE PASSAGE A LA FRONTIÈRE POLONO-ALLEMANDE.

Sous réserve de l'approbation de leurs gouvernements, les soussignés ont convenu de remplacer par la clause suivante les dispositions de l'alinéa 2 de l'article III du Protocole, signé le 2 décembre 1925, relativement à l'ouverture des routes douanières et d'autres points de passage de la frontière polono-allemande :

« Le présent arrangement est conclu pour un délai de six ans, à dater de son entrée en vigueur. »

Fait à Poznan, le 27 octobre 1927.

(Signé) Maciej KOCZOROWSKI.

(Signé) Dr Paul ECKARDT.

ADDITIONAL PROTOCOL

TO THE PROTOCOL SIGNED AT POZNAN ON DECEMBER 2, 1925, CONCERNING THE OPENING OF CUSTOMS ROADS AND OTHER CROSSINGS AT POINTS ON THE GERMAN-POLISH FRONTIER.

Subject to the approval of their Governments, the undersigned have agreed to replace by the following clause the provisions of Article III, paragraph 2, of the Protocol signed on December 2nd, 1925, concerning the opening of Customs roads and crossings at points on the Polish-German frontier:

“ The present Agreement is concluded for a period of six years from the date of its entry into force. ”

Done at Poznan on October 27, 1927.

(Signed) Maciej KOCZOROWSKI.

(Signed) Dr. Paul ECKARDT.

N° 1650.

**ALLEMAGNE,
VILLE LIBRE DE DANTZIG
ET POLOGNE**

Accord relatif à l'application de l'article 312 du Traité de Versailles du 28 juin 1919. Signé à Berlin, le 24 janvier 1927.

**GERMANY,
FREE CITY OF DANZIG
AND POLAND**

Agreement regarding the Application of Article 312 of the Treaty of Versailles of June 28, 1919. Signed at Berlin, January 24, 1927.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N^o 1650. — UKŁAD¹ O WYKONANIU ARTYKUŁU 312 TRAKTATU WERSALSKIEGO Z DN. 28 CZERWCA 1919 R. PODPISANY W BERLINIE DNIA 24 STYCZNIA 1927 R.

*Textes officiels allemand et polonais communiqués par le délégué de la Pologne à la Société des Nations.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 21 février 1928.*

W celu zawarcia układu o wykonaniu artykułu 312 Traktatu Wersalskiego w stosunku między RZESZĄ NIEMIECKĄ i WOLNEM MIASTEM GDAŃSKIM, a, o ile idzie o funkcjonariuszy kolejowych na obszarze Wolnego Miasta Gdańska, także między RZECZĄPOSPOLITĄ POLSKĄ a RZESZĄ NIEMIECKĄ, zamianowały swoimi Pełnomocnikami :

POLSKA :

Pana Dr. Witolda PRĄDZYŃSKIEGO, Członka Komisji Kodyfikacyjnej Rzeczypospolitej Polskiej,
Pana Dr. Mieczysława MARCHLEWSKIEGO, Radcę Legacyjnego,

którzy na podstawie artykułu 104 ustęp 6 Traktatu Wersalskiego działają za Wolne Miasto Gdańsk, jako Stronę umowną, oraz odnośnie do ubezpieczenia funkcjonariuszy kolejowych (art. III niniejszego układu) także za Polskę, jako Stronę umowną ;

NIEMCY :

Pana Dr. Erich WALLROTH, Dyrektora Ministerjalnego w Urzędzie Spraw Zagranicznych,
Pana Andreas GRIESER, Dyrektora Ministerjalnego w Ministerstwie Pracy Rzeszy.

Pełnomocnicy, po zbadaniu swoich pełnomocnictw, które uznano za dobre i należyte, postanowili zgodnie :

Artykuł I.

A. UBEZPIECZENIE NA WYPADEK CHOROBY.

§ 1.

Istnieje zgodność co do tego, że nie jest potrzebne układanie się w sprawie ubezpieczenia na wypadek choroby i że niema w tym zakresie wzajemnych roszczeń.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 19 décembre 1927.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 1650. — ABKOMMEN¹ ÜBER DIE DURCHFÜHRUNG DES ARTIKEL 312 DES VERTRAGES VON VERSAILLES VOM 28. JUNI 1919, GEZEICHNET IN BERLIN DEN 24. JANUAR 1927.

German and Polish official texts communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place February 21, 1928.

Zum Zwecke des Abschlusses eines Abkommens über die Durchführung des Artikel 312 des Vertrages von Versailles im Verhältnis zwischen dem DEUTSCHEN REICH und der FREIEN STADT DANZIG und, insoweit als es sich um die Eisenbahnbediensteten auf dem Gebiete der Freien Stadt Danzig handelt, auch zwischen der REPUBLIK POLEN und dem DEUTSCHEM REICH, haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

POLEN :

Herrn Dr. Witold PRĄDZYŃSKI, Mitglied der Kodifikationskommission der Republik Polen,
Herrn Dr. Mieczyslaw MARCHLEWSKI, Legationsrat,

die auf Grund des Artikels 104 Abs. 6 des Vertrages von Versailles für die Freie Stadt Danzig als Vertragspartei sowie hinsichtlich der Versicherung der Eisenbahnbediensteten (Artikel 3 des nachstehenden Abkommens) auch für Polen als Vertragspartei handeln ;

DEUTSCHLAND :

Herrn Dr. Erich WALLROTH, Ministerialdirektor im Auswärtigen Amt,
Herrn Andreas GRIESER, Ministerialdirektor im Reichsarbeitsministerium.

Die Bevollmächtigten haben nach Prüfung ihrer als gut und richtig befundenen Vollmachten Nachstehendes vereinbart :

Artikel 1.

A. KRANKENVERSICHERUNG.

§ 1.

Es besteht Einverständnis darüber, dass eine Auseinandersetzung über die Krankenversicherung nicht erforderlich ist, und dass gegenseitige Ansprüche auf diesem Gebiete nicht bestehen.

¹ The exchange of ratifications took place at Warsaw, December 19, 1927.

B. UBEZPIECZENIE OD WYPADKÓW.

§ 2.

Wolne Miasto Gdańsk przejmuje stosownie do obowiązujących na jego obszarze przepisów prawnych :

1) od 1 stycznia 1924 r. odszkodowanie uprawnionych, którzy w tym dniu mieli na obszarze Wolnego Miasta Gdańskiego swe miejsce zamieszkania, bez względu na ich przynależność państwową, jeżeli w tym dniu niemiecka instytucja ubezpieczenia od wypadków w przemyśle była zobowiązana do udzielania świadczeń ;

2) od 1 stycznia 1923 r. odszkodowanie uprawnionych, którzy w tym dniu mieli na obszarze Wolnego Miasta Gdańskiego swe miejsce zamieszkania, bez względu na ich przynależność państwową, jeżeli w tym dniu niemiecka instytucja ubezpieczenia od wypadków w rolnictwie była zobowiązana do udzielania świadczeń.

Przez uprawnionych rozumie się nietylko rencistów, których renty w dniu przełomowym były już ustalone, ale również te osoby, którym później przyznano albo przyzna się rentę za wypadek, który zdarzył się przed tym dniem.

§ 3.

Odszkodowania, przypadające za czas przed dniami przełomowymi, wymienionymi w § 2 (zaległe renty, koszty leczenia i t. p.), obciążają tę niemiecką instytucję ubezpieczeniową, która była wtedy zobowiązana do udzielenia odszkodowania za skutki wypadku.

C. UBEZPIECZENIE NA WYPADEK NIEZDOLNOŚCI DO PRACY I NA RZECZ POZOSTAŁYCH CZŁONKÓW RODZINY.

§ 4.

Wolne Miasto Gdańsk przejmuje, stosownie do przepisów prawnych, obowiązujących na jego obszarze, od 1 stycznia 1923 r. świadczenia z ubezpieczenia na wypadek niezdolności do pracy i na rzecz pozostałych członków rodzin wobec tych uprawnionych, którzy w dniu tym mieli swe miejsce zamieszkania na obszarze Wolnego Miasta Gdańskiego, bez względu na ich przynależność państwową, jeżeli w tym dniu niemiecka instytucja ubezpieczeniowa była obowiązana do udzielania świadczeń.

Przez świadczenia, określone w pierwszym ustępie, rozumie się także świadczenia, które zostały lub zostaną ustalone po tym dniu za okres czasu, obejmujący również dzień 1 stycznia 1923 r.

§ 5.

Odpowiednie zastosowanie znajduje § 3.

§ 6.

Dopłaty państwowe do rent, które mają być przejęte przez Gdańsk, ponosi od dnia 1 stycznia 1923 roku Wolne Miasto Gdańsk. Podobnie ponosi Wolne Miasto Gdańsk dopłaty państwowe do rent, które, począwszy od dnia 1 stycznia 1923 r., ustala instytucja ubezpieczeniowa, utworzona na jego obszarze.

§ 7.

Składki wpłacone prawomocnie za czas do 31 grudnia 1922 r. do niemieckich Krajowych Zakładów Ubezpieczeń i zakładów odrębnych, podobnie jak i okoliczności zastępcze, które winny być traktowane narówni z niemi, będą uwzględnione przez instytucje ubezpieczeniowe i władze

B. UNFALLVERSICHERUNG.

§ 2.

Die Freie Stadt Danzig übernimmt nach Massgabe der in ihrem Gebiete bestehenden Rechtsvorschriften:

1. vom 1. Januar 1924 ab die Entschädigung der Berechtigten, die an diesem Tage im Gebiete der Freien Stadt Danzig ihren Wohnsitz hatten, ohne Rücksicht auf ihre Staatsangehörigkeit, wenn ein deutscher Träger der gewerblichen Unfallversicherung an dem genannten Tage leistungspflichtig war;

2. vom 1. Januar 1923 ab die Entschädigung der Berechtigten, die an diesem Tage im Gebiete der Freien Stadt Danzig ihren Wohnsitz hatten, ohne Rücksicht auf ihre Staatsangehörigkeit, wenn ein deutscher Träger der landwirtschaftlichen Unfallversicherung an dem genannten Tage leistungspflichtig war.

Unter Berechtigten werden nicht nur die Rentenempfänger verstanden, deren Renten an dem Stichtage bereits festgestellt waren, sondern auch solche Personen, denen später eine Rente für einen Unfall bewilligt worden ist oder bewilligt werden wird, der sich vor jenem Tage ereignet hat.

§ 3.

Entschädigungen, die auf die Zeit vor den im § 2 bezeichneten Stichtagen entfallen (rückständige Renten, Kosten des Heilverfahrens usw.), fallen demjenigen deutschen Versicherungsträger zur Last, der damals für die Folgen des Unfalls entschädigungspflichtig war.

C. INVALIDEN- UND HINTERBLIEBENENVERSICHERUNG.

§ 4.

Die Freie Stadt Danzig übernimmt nach Massgabe der in ihrem Gebiete bestehenden Rechtsvorschriften vom 1. Januar 1923 ab die Leistungen der Invaliden- und Hinterbliebenenversicherung für Berechtigte, die an diesem Tage im Gebiete der Freien Stadt Danzig ihren Wohnsitz hatten, ohne Rücksicht auf ihre Staatsangehörigkeit, wenn an dem genannten Tage ein deutscher Versicherungsträger leistungspflichtig war.

Unter den im Absatz I bezeichneten Leistungen werden auch diejenigen verstanden, die nach diesem Tage für eine den 1. Januar 1923 mit umfassende Zeit festgestellt worden sind oder noch festgestellt werden.

§ 5.

Der § 3 gilt entsprechend.

§ 6.

Die Reichszuschüsse zu den von Danzig zu übernehmenden Renten trägt vom 1. Januar 1923 ab die Freie Stadt Danzig. Ebenso trägt sie die Reichszuschüsse zu den Renten, die vom 1. Januar 1923 ab von dem für ihr Gebiet errichteten Versicherungsträger festgestellt werden.

§ 7.

Die für die Zeit bis zum 31. Dezember 1922 rechtsgültig an deutsche Landesversicherungsanstalten und Sonderanstalten entrichteten Beiträge sowie die ihnen gleich zu erachtenden Ersatztatsachen werden von den Versicherungsträgern und Versicherungsbehörden der Freien Stadt

ubezpieczeniowe Wolnego Miasta Gdańska przy ustalaniu prawa do renty i obliczaniu świadczeń ubezpieczeniowych stosownie do obowiązujących w Gdańsku przepisów prawnych, jeżeli, ubezpieczony miał w dniu przelomowym swe miejsce zamieszkania na obszarze Wolnego Miasta Gdańska albo w wypadku, gdy umarł przed tym dniem, jeżeli pozostali członkowie jego rodziny mieli w dniu przelomowym miejsce zamieszkania na obszarze Wolnego Miasta Gdańska. Z tytułu wymienionych wyżej składek lub okoliczności zastępczych nie można wysnuwać żadnych roszczeń do niemieckich instytucyj ubezpieczeniowych.

D. UBEZPIECZENIE PRACOWNIKÓW.

§ 8.

Wolne Miasto Gdańsk przyjmuje stosownie do przepisów prawnych, obowiązujących na jego obszarze, od dnia 1 grudnia 1923 r. świadczenia z ubezpieczenia pracowników wobec uprawnionych, którzy w dniu tym mieli miejsce zamieszkania na obszarze Wolnego Miasta Gdańska, bez względu na ich przynależność państwową, jeżeli w dniu tym niemiecka instytucja ubezpieczeniowa była zobowiązana do udzielania świadczeń.

Przez świadczenia, określone w ustępie pierwszym, rozumie się także te świadczenia, które zostały lub zostaną ustalone po tym dniu za okres czasu, obejmujący również dzień 1 grudnia 1923 r.

§ 9.

Odpowiednie zastosowanie znajduje § 3.

§ 10.

Składki, wpłacone prawomocnie za czas do 30 listopada 1923 r. do niemieckiego Zakładu Ubezpieczeń Rzeszy albo do niemieckich kas zastępczych ubezpieczenia pracowników, podobnie jak i okoliczności zastępcze, które winny być traktowane narówni z niemi, będą uwzględnione przez instytucje ubezpieczeniowe i władze ubezpieczeniowe Wolnego Miasta Gdańska przy ustalaniu prawa do renty i obliczaniu świadczeń ubezpieczeniowych stosownie do przepisów prawnych, obowiązujących w Gdańsku, jeżeli ubezpieczony w dniu przelomowym miał swe miejsce zamieszkania na obszarze Wolnego Miasta Gdańska, albo w wypadku, gdy już umarł przed tym dniem, jeżeli pozostali członkowie rodziny mieli w dniu przelomowym miejsce zamieszkania na wymienionym wyżej obszarze. Z tytułu wymienionych wyżej składek lub okoliczności zastępczych nie można wysnuwać żadnych roszczeń do niemieckich instytucyj ubezpieczeniowych.

§ 11.

Gdańsk nie przejmuje ekspektatyw pracowników, którzy wedle przepisów gdańskiej ustawy o ubezpieczeniu pracowników nie podlegają obowiązkowi ubezpieczenia, a którzy, wpłacając w dalszym ciągu składki do niemieckiej kasy zastępczej, podtrzymują nabyte w niej ekspektatywy.

Należy uważać ekspektatywy za podtrzymane również w tym wypadku, gdy składki, płatne od 1 stycznia 1924 r., zostaną wpłacone w przeciągu sześciu miesięcy po wejściu w życie niniejszego układu.

E. OGÓLNE POSTANOWIENIA.

§ 12.

Wolne Miasto Gdańsk i Rzesza Niemiecka uznają za obowiązujące orzeczenia, wydane do dnia 1 listopada 1926 r. przez instytucje i władze ubezpieczeniowe obu Stron, o ile stały się one prawomocnymi.

Danzig bei der Feststellung des Rechtes auf Rente und bei der Berechnung der Versicherungsleistungen nach Massgabe der in Danzig bestehenden Rechtsvorschriften berücksichtigt, wenn der Versicherte am Stichtage im Gebiete der Freien Stadt Danzig seinen Wohnsitz hatte oder, falls er vor dem genannten Tage bereits verstorben war, wenn die Hinterbliebenen am Stichtage im Gebiete der Freien Stadt Danzig ihren Wohnsitz hatten. Aus den vorbezeichneten Beiträgen und Ersatztatsachen können Ansprüche gegen deutsche Versicherungsträger nicht mehr hergeleitet werden.

D. ANGESTELLTENVERSICHERUNG.

§ 8.

Die Freie Stadt Danzig übernimmt nach Massgabe der in ihrem Gebiete bestehenden Rechtsvorschriften vom 1. Dezember 1923 ab die Leistungen der Angestelltenversicherung für Berechtigte, die an diesem Tage im Gebiete der Freien Stadt Danzig ihren Wohnsitz hatten, ohne Rücksicht auf ihre Staatsangehörigkeit, wenn an dem genannten Tage ein deutscher Versicherungsträger leistungspflichtig war.

Unter den im Absatz 1 bezeichneten Leistungen werden auch diejenigen verstanden, die nach diesem Tage für eine den 1. Dezember 1923 mitumfassende Zeit festgestellt worden sind oder noch festgestellt werden.

§ 9.

Der § 3 gilt entsprechend.

§ 10.

Die für die Zeit bis zum 30. November 1923 rechtsgültig an die deutsche Reichsversicherungsanstalt oder an deutsche Ersatzkassen für Angestelltenversicherung entrichteten Beiträge und die ihnen gleich zu erachtenden Ersatztatsachen werden von den Versicherungsträgern und den Versicherungsbehörden der Freien Stadt Danzig bei der Feststellung des Rechts auf Rente und bei der Berechnung der Versicherungsleistungen nach Massgabe der in Danzig bestehenden Rechtsvorschriften berücksichtigt, wenn der Versicherte am Stichtage im Gebiete der Freien Stadt Danzig seinen Wohnsitz hatte oder, falls er vor dem genannten Tage bereits verstorben war wenn die Hinterbliebenen am Stichtage in dem genannten Gebiete ihren Wohnsitz hatten. Aus den vorbezeichneten Beiträgen und Ersatztatsachen können Ansprüche gegen deutsche Versicherungsträger nicht mehr hergeleitet werden.

§ 11.

Die Anwartschaften von Angestellten, die nicht der Versicherungspflicht nach den Vorschriften des Danziger Angestelltenversicherungsgesetzes unterliegen, die aber die bei einer deutschen Ersatzkasse erworbenen Anwartschaften durch Weiterzahlung der Beiträge zu dieser Ersatzkasse aufrechterhalten, werden von Danzig nicht übernommen.

Die Anwartschaften sind auch dann als aufrecht erhalten anzusehen, wenn die seit dem 1. Januar 1924 fälligen Beiträge bis zum Ablauf von sechs Monaten nach dem Inkrafttreten dieses Abkommens nachgezahlt werden.

E. ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN.

§ 12.

Die Freie Stadt Danzig und das Deutsche Reich erkennen die bis zum 1. November 1926 ergangenen Entscheidungen der beidseitigen Versicherungsträger und Versicherungsbehörden, soweit sie rechtskräftig geworden sind, als rechtsgültig an.

§ 13.

Do władz ubezpieczeniowych Wolnego Miasta Gdańska należy orzecznictwo w przedmiocie niezalatwionych prawomocnie w chwili wejścia w życie niniejszego układu wniosków o ustalenie świadczeń z ubezpieczenia od wypadków na wypadek niezdolności do pracy lub z ubezpieczenia pracowników, których dotyczą, postanowienia niniejszego układu, jeżeli według tego układu idzie o obowiązek gdańskiej instytucji ubezpieczeniowej do udzielania świadczeń. Dotyczy to również wniosków, które wpłyną w przyszłości.

Jeżeli władza ubezpieczeniowa wyda orzeczenie, skazując gdańską instytucję ubezpieczeniową, to może ona również ewentualnie uznać niemiecką instytucję ubezpieczeniową za zobowiązaną do świadczeń za okres, poprzedzający dzień przełomowy; winna w tym wypadku zaprosić ją do udziału w postępowaniu. Jeżeli władza ubezpieczeniowa nie wyda orzeczenia, skazującego gdańską instytucję ubezpieczeniową, lecz nabierze przekonania, że niemiecka instytucja ubezpieczeniowa jest zobowiązana do udzielania świadczeń, wówczas winna odstąpić akta Urzędowi Ubezpieczeń Rzeszy.

§ 14.

Władze i instytucje ubezpieczeniowe Wolnego Miasta Gdańska i Rzeszy Niemieckiej będą sobie wzajemnie udzielać bezpłatnej pomocy urzędowej przy wykonywaniu niniejszego układu.

§ 15.

Prawomocne orzeczenia instytucji ubezpieczeniowych i władz obu Stron będą, o ile chodzi o wypełnienie niniejszego układu, wykonywane na obszarze drugiej Strony tak, jak gdyby instytucja ubezpieczeniowa lub władza, która wydała to orzeczenie, należała do tej drugiej Strony.

§ 16.

Instytucje ubezpieczeniowe obu Stron będą między sobą bezpośrednio i bezpłatnie wymieniać akta, o ile to będzie potrzebne do wypełnienia niniejszego układu.

§ 17.

Wolne Miasto Gdańsk dbać będzie o przechowanie narazie w swej instytucji ubezpieczeniowej kart kwitowych, wystawionych na imię Krajowego Zakładu Ubezpieczeń Prus Zachodnich, a to również i tych, które wpłynęły lub jeszcze wpłyną po dniu 31 grudnia 1922 r.

Rząd Niemiecki dbać będzie o to, by wspomniane karty kwitowe, o ile należą do ubezpieczonych, zamieszkałych poza obszarem Wolnego Miasta Gdańska, zostały w przeciągu krótkiego czasu zażądane i przejęte do dalszego ich przechowania przez niemieckie instytucje. Przesyłka akt odbywa się na koszt instytucji niemieckich, które zwrócą, również koszta administracyjne stąd powstałe. Ustalenie bliższych szczegółów pozostawia się porozumieniu pomiędzy zainteresowanymi instytucjami ubezpieczeniowymi.

Artykuł II.

POSTANOWIENIA FINANSOWE.

§ 18.

Przenosi się na Krajowy Zakład Ubezpieczenia Wolnego Miasta Gdańska na wypadek niezdolności do pracy prawo własności co do nieruchomości, znajdujących się w posiadaniu tegoż Zakładu, a mianowicie : budynku administracyjnego przy ulicy Krarrenwall 2 i Sanatorjum w Pelonken IV

§ 13.

Über die beim Inkrafttreten dieses Abkommens noch nicht rechtskräftig erledigten Anträge auf Feststellung von Leistungen aus der Unfall-, Invaliden oder Angestelltenversicherung, die von den Bestimmungen dieses Abkommens betroffen werden, entscheiden die Versicherungsbehörden der Freien Stadt Danzig, wenn nach diesem Abkommen die Leistungspflicht eines Danziger Versicherungsträgers in Frage kommt. Das gleiche gilt für später zu stellende Anträge.

Gelangt die Versicherungsbehörde zu einer Verurteilung eines Danziger Versicherungsträgers, so kann sie gegebenenfalls für eine vor dem Stichtage liegende Zeit einen deutschen Versicherungsträger für leistungspflichtig erklären; sie hat ihn in diesem Falle zu dem Verfahren beizuladen. Gelangt die Versicherungsbehörde nicht zu einer Verurteilung eines Danziger Versicherungsträgers und ist sie der Überzeugung, dass ein deutscher Versicherungsträger leistungspflichtig ist, so hat sie die Akten an das Reichsversicherungsamt abzugeben.

§ 14.

Die Behörden und Versicherungsträger der Freien Stadt Danzig und des Deutschen Reichs werden sich bei der Durchführung dieses Abkommens unentgeltlich Amtshilfe leisten.

§ 15.

Rechtskräftige Entscheidungen der beiderseitigen Versicherungsträger und Behörden werden, sofern es sich um die Durchführung dieses Abkommens handelt, im anderen Gebiete in gleicher Weise vollstreckt, als wenn die Stelle, die die Entscheidung erlassen hat, dem letzteren angehörte.

§ 16.

Die beiderseitigen Versicherungsträger werden ihre Akten, soweit es zur Durchführung dieses Abkommens erforderlich ist, gegenseitig unmittelbar und unentgeltlich austauschen.

§ 17.

Die Freie Stadt Danzig wird dafür Sorge tragen, dass die auf den Namen der Landesversicherungsanstalt Westpreussen lautenden Quittungskarten, und zwar auch die nach dem 31. Dezember 1922 eingegangenen oder noch eingehenden, bei ihrem Versicherungsträger bis auf weiteres aufbewahrt werden.

Die Deutsche Regierung wird dafür Sorge tragen, dass die erwähnten Quittungskarten, soweit sie Versicherten gehören, die ausserhalb des Gebietes der Freien Stadt Danzig wohnen, binnen kurzer Frist von den deutschen Anstalten eingefordert und zur Aufbewahrung übernommen werden. Die Versendung geschieht auf Kosten der deutschen Anstalten, die auch die entstehenden Verwaltungskosten zu erstatten haben. Das Nähere bleibt der Vereinbarung zwischen den beteiligten Versicherungsträgern vorbehalten.

Artikel 2.

FINANZIELLE BESTIMMUNGEN.

§ 18.

Das Eigentum an den im Besitz der Landesversicherungsanstalt für Invalidenversicherung der Freien Stadt Danzig befindlichen Grundstücken, nämlich an dem Verwaltungsgebäude Karrenwall 2 und an dem Genesungsheim Pelonken IV. Hof bei Oliva und zwar in beiden Fällen

Hof pod Oliwą, i to w obu wypadkach wraz z całym wewnętrznym urządzeniem, które znajduje się tam w chwili zawarcia układu.

Od dnia 1 stycznia 1923 r. przysługują użytki wspomnianych nieruchomości wymienionemu Krajowemu Zakładowi Ubezpieczenia ; od tego dnia ponosi on też wszystkie ciężary z nimi związane.

Dla zaspokojenia wszystkich roszczeń z zakresu ubezpieczenia od wypadków, na wypadek niezdolności do pracy i ubezpieczenia pracowników, płaci Rzesza Niemiecka Wolnemu Miastu Gdańskowi (dla Krajowego Zakładu Ubezpieczenia na wypadek niezdolności do pracy, Krajowego Zakładu Ubezpieczenia pracowników, Spółki Wypadkowej i Rolniczej Spółki Zawodowej) kwotę pięciu milionów pięciuset tysięcy marek złotych. Na poczet tej kwoty policzają, jako wartość wymienionych wyżej nieruchomości, kwotę pięciuset tysięcy marek złotych. Marka złota oznacza urzędowo ustaloną cenę 1/2790 kg czystego złota.

§ 19.

Do przeniesienia prawa własności co do nieruchomości, wymienionych w § 18, nie jest potrzebne powzwanie. Zmiana własności zostanie wpisana do księgi wieczystej na zasadzie niniejszego układu i będzie wolna od podatków i opłat.

§ 20.

Nie będzie dokonany zwrot wypłat, uskutecznionych przez administrację pocztową obu Stron do dnia 31 grudnia 1923 r. tytułem świadczeń, przekazanych przez instytucje ubezpieczeniowe.

§ 21.

Przez przeniesienie na Wolne Miasto Gdańsk wartości majątkowych w myśl postanowień niniejszego układu, zostają Rząd Niemiecki i niemieckie instytucje ubezpieczeniowe zwolnione z wszystkich zobowiązań, wypływających ze stosunków ubezpieczeniowych ; zobowiązania te przechodzą na Wolne Miasto Gdańsk.

Artykuł III.

UBEZPIECZENIE FUNKCJONARJUSZY KOLEJOWYCH.

§ 22.

Między Rzeczpospolitą Polską i Wolnym Miastem Gdańskiem zawarta została w dniu 13 stycznia 1927 r. umowa w przedmiocie ubezpieczenia społecznego robotników i pracowników, zajętych w służbie Polskich Kolei Państwowych na obszarze Wolnego Miasta Gdańska.

W umowie tej postanowiono, że Rzeczpospolita Polska bierze na siebie :

a) ekspektatywy, nabyte w ubezpieczeniu na wypadek niezdolności do pracy przez robotników i pracowników, zatrudnionych w Dyrekcji Kolejowej Gdańskiej, jako też w kolejowych urządzeniach i kolejowych miejscach służbowych na obszarze gdańskim ;

b) renty uprawnionych dawnej Kolejowej Kasy Pensyjnej A prusko-heskiego Związku Kolejowego i Kasy Pensyjnej I Oddział A robotników kolei Rzeszy, jeżeli uprawnieni mieszkali na obszarze Wolnego Miasta Gdańska lub Rzeczypospolitej Polskiej w dniu 1 stycznia 1924 r. ;

c) renty z ubezpieczenia od wypadków dawnej pruskiej Dyrekcji Kolejowej Gdańsk, jeżeli uprawnieni mieszkali na obszarze Wolnego Miasta Gdańska lub Rzeczypospolitej Polskiej w dniu 1 grudnia 1921 r.

§ 23.

Istnieje zgodność co do tego, że przez rozrachunek majątkowy, ustalony w artykule II niniejszego układu, nie są umorzony roszczenia do przekazania rezerw za renty i ekspektatywy, określone

nebst der gesamten bei Abschluss des Abkommens vorhandenen inneren Einrichtung wird der Landesversicherungsanstalt für Invalidenversicherung Freie Stadt Danzig übertragen.

Vom 1. Januar 1923 an gebühren die Nutzungen der erwähnten Grundstücke der bezeichneten Landesversicherungsanstalt; sie trägt vom gleichen Tage an die Lasten.

Zur Abfindung aller Ansprüche aus der Unfall-, Invaliden- und Angestelltenversicherung zahlt das Deutsche Reich an die Freie Stadt Danzig (für die Landesversicherungsanstalt für Invalidenversicherung, Landesversicherungsanstalt für Angestellte, Unfallgenossenschaft und Landwirtschaftliche Berufsgenossenschaft) den Betrag von fünf Millionen fünfhunderttausend Goldmark. Auf diesen Betrag wird der Wert der vorbezeichneten Grundstücke mit fünfhunderttausend Goldmark angerechnet. Eine Goldmark ist die Bezeichnung für den amtlich festgestellten Preis von $\frac{1}{2790}$ Kilogramm Feingold.

§ 19.

Zur Übertragung des Eigentums an den im § 18 bezeichneten Grundstücken bedarf es einer Auflassung nicht. Der Eigentumswechsel wird im Grundbuch auf Grund dieses Abkommens eingetragen und ist frei von Steuern und Gebühren.

§ 20.

Eine Erstattung der von den beiderseitigen Postverwaltungen bis zum 31. Dezember 1923 geleisteten Zahlungen für die von den Versicherungsträgern angewiesenen Leistungen findet nicht statt.

§ 21.

Durch die Übertragung der Vermögenswerte nach den Bestimmungen dieses Abkommens auf die Freie Stadt Danzig werden die Deutsche Regierung und die deutschen Versicherungsträger von allen Verpflichtungen aus den Versicherungsverhältnissen frei, die nach den Bestimmungen dieses Abkommens auf die Freie Stadt Danzig übergehen.

Artikel 3.

VERSICHERUNG DER EISENBAHNBEDIENSTETEN.

§ 22.

Zwischen der Republik Polen und der Freien Stadt Danzig ist am 13. Januar 1927 ein Abkommen über die Sozialversicherung der im polnischen Staatseisenbahndienste auf dem Gebiete der Freien Stadt Danzig beschäftigten Arbeiter und Angestellten geschlossen worden.

In diesem Abkommen ist vereinbart, dass von der Republik Polen übernommen werden:

a) die in der Invalidenversicherung erworbenen Anwartschaften der Arbeiter und Angestellten, die bei der Eisenbahndirektion Danzig sowie den Eisenbahnämtern und Eisenbahndienststellen auf Danziger Gebiet beschäftigt sind;

b) die Renten der Berechtigten der früheren Eisenbahnpensionskasse A der Preussisch-Hessischen Eisenbahngemeinschaft und der Reichsbahnarbeiterpensionskasse I Abteilung A, wenn die Berechtigten am 1. Januar 1924 im Gebiete der Freien Stadt Danzig oder der Republik Polen wohnten;

c) die Renten aus der Unfallversicherung bei der früheren preussischen Eisenbahndirektion Danzig, wenn die Berechtigten am 1. Dezember 1921 im Gebiete der Freien Stadt Danzig oder der Republik Polen wohnten.

§ 23.

Es besteht Einverständnis darüber, dass durch die im Artikel 2 des vorliegenden Abkommens vereinbarte Vermögensauseinandersetzung die Ansprüche auf Übertragung der Reserven für die

w § 22, i że dla obliczenia tych rezerw należy zastosować zasady, wynikające z artykułu II układu. Istnieje również zgodność co do tego, że w rozrachunku majątkowym, ustalonym w artykule II układu, nie jest uwzględnione ubezpieczenie w dawnej Kolejowej Kasie Pensyjnej B prusko-heskiego Związku Kolejowego i w Oddziale B Kasy Pensyjnej I robotników kolei Rzeszy.

Rzeczpospolita Polska, Wolne Miasto Gdańsk oraz Rzesza Niemiecka są zgodne co do tego, że istniejące jeszcze z ustępu pierwszego roszczenia na przekazanie rezerw przysługują Rzeczypospolitej Polskiej.

Artykuł IV.

POSTANOWIENIA KOŃCOWE.

§ 24.

Niniejszy układ jest sporządzony w języku polskim i niemieckim, a mianowicie w trzech egzemplarzach, z których każda ze Stron umownych otrzyma jeden egzemplarz w języku polskim i niemieckim. Tekst polski i niemiecki są równobrzmiące i równoważne.

§ 25.

Układ niniejszy winien być ratyfikowany. Dokumenty ratyfikacyjne będą możliwie prędko wymienione w Warszawie. Układ wchodzi w życie z pierwszym dniem miesiąca, następującego po wymianie dokumentów ratyfikacyjnych.

BERLIN, dnia 24 stycznia 1927 r.

(L. S.) (—) Dr. Witold PRĄDZYŃSKI.

(L. S.) (—) Dr. Mieczysław MARCHLEWSKI.

(L. S.) (—) Dr. Erich WALLROTH.

(L. S.) (—) Andreas GRIESER.

PROTOKÓŁ POSIEDZENIA

Przy podpisaniu załączonego układu zgodzili się podpisani Pełnomocnicy na następujące wyjaśnienie do § 18 :

« Postanowienia § 18 układu nie przesadzają w żadnym kierunku rozstrzygnięcia kwestji, czy kwota 5.500.000 marek złotych, mająca być wypłaconą Wolnemu Miastu Gdańskowi, objęta jest ratami rocznymi, według Planu Rzeczoznawców, czy też ma być ona uiszczona poza rocznymi ratami. »

Wygotowano w języku polskim i niemieckim.

BERLIN, dnia 24 stycznia 1927 r.

(L. S.) (—) Dr. Witold PRĄDZYŃSKI.

(L. S.) (—) Dr. Mieczysław MARCHLEWSKI.

(L. S.) (—) Dr. Erich WALLROTH.

(L. S.) (—) Andreas GRIESER.

im § 22 bezeichneten Renten und Anwartschaften nicht abgegolten sind, und dass für die Errechnung dieser Reserven die Grundsätze anzuwenden sind, die sich aus Artikel 2 des Abkommens ergeben. Es besteht ferner Einverständnis darüber, dass die Versicherung in der früheren Eisenbahnpensionskasse B der Preussisch-Hessischen Eisenbahngemeinschaft und der Reichsbahnarbeiterpensionskasse I Abteilung B bei der im Artikel 2 des Abkommens vereinbarten Vermögensauseinandersetzung nicht berücksichtigt ist.

Die Republik Polen, die Freie Stadt Danzig und das Deutsche Reich sind darüber einig, dass die nach Absatz I noch bestehenden Ansprüche auf Übertragung von Reserven der Republik Polen zustehen.

Artikel 4.

SCHLUSSBESTIMMUNGEN.

§ 24.

Das vorstehende Abkommen ist in polnischer und in deutscher Sprache und zwar in drei Stücken ausgefertigt, von denen jede Vertragspartei ein Stück in polnischer und deutscher Sprache erhält. Der polnische und der deutsche Wortlaut stimmen überein und sind gleichwertig.

§ 25.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden werden sobald wie möglich in Warschau ausgetauscht werden. Das Abkommen tritt mit dem ersten Tage des Monats in Kraft, der auf den Austausch der Ratifikationsurkunden folgt.

BERLIN, den 24. Januar 1927.

(L. S.) (—) Dr. Witold PRĄDZYŃSKI.
 (L. S.) (—) Dr. Mieczysław MARCHLEWSKI.
 (L. S.) (—) Dr. Erich WALLROTH.
 (L. S.) (—) Andreas GRIESER.

SITZUNGSPROTOKOLL.

Bei der Unterzeichnung des anliegenden Abkommens haben sich die unterzeichneten Bevollmächtigten auf folgende Bestimmung zu § 18 geeinigt :

„ Die Bestimmungen des § 18 des Abkommens sollen in keiner Weise der Entscheidung der Frage, ob der an die Freie Stadt Danzig zu zahlende Betrag von 5.500.000 Goldmark von den Jahreszahlungen nach dem Sachverständigenplan umfasst wird oder ausserhalb der Jahreszahlungen zu entrichten ist, vorgreifen.“

Ausgefertigt in deutscher und polnischer Sprache.

BERLIN, den 24. Januar 1927.

(L. S.) (—) Dr. Witold PRĄDZYŃSKI.
 (L. S.) (—) Dr. Mieczysław MARCHLEWSKI.
 (L. S.) (—) Dr. Erich WALLROTH.
 (L. S.) (—) Andreas GRIESER.

¹ TRADUCTION.

N^o 1650. — ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE, LA VILLE LIBRE DE DANTZIG ET LA POLOGNE RELATIF A L'APPLICATION DE L'ARTICLE 312 DU TRAITÉ DE VERSAILLES DU 28 JUIN 1919. SIGNÉ A BERLIN, LE 24 JANVIER 1927.

En vue de conclure un accord relatif à l'application de l'article 312 du Traité de Versailles, entre LE REICH ALLEMAND et LA VILLE LIBRE DE DANTZIG et, en ce qui concerne les employés de chemins de fer sur le territoire de la Ville libre de Dantzig, également entre LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et LE REICH ALLEMAND, les Parties contractantes ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

LA POLOGNE :

M. le D^r Witold PRĄDZYŃSKI, membre de la Commission de codification de la République de Pologne;

M. le D^r Mieczysław MARCHLEWSKI, conseiller de Légation ;

Agissant, en vertu des dispositions de l'alinéa 6 de l'article 104 du Traité de Versailles, au nom de la ville libre de Dantzig, et également, en ce qui concerne l'assurance des employés de chemins de fer (Article III de l'accord ci-dessous), au nom de la Pologne ;

L'ALLEMAGNE :

M. le D^r Erich WALLROTH, directeur au Ministère des Affaires étrangères ;

M. Andreas GRIESER, directeur au Ministère du Travail du Reich ;

Lesquels, après examen de leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

A. ASSURANCE-MALADIE.

Paragraphe premier.

Les Parties reconnaissent d'un commun accord qu'il n'y a pas lieu de procéder à un règlement au sujet de l'assurance-maladie, et qu'il n'existe, de part et d'autre, aucune revendication à cet égard.

B. ASSURANCE-ACCIDENTS.

Paragraphe 2.

La Ville libre de Dantzig, conformément aux dispositions juridiques en vigueur sur son territoire, prendra à sa charge :

1^o A partir du 1^{er} janvier 1924, l'indemnisation des ayants-droit qui étaient, à cette date, domiciliés sur le territoire de la Ville libre de Dantzig, quelle que soit leur nationalité,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1650. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY, THE FREE CITY OF DANZIG AND POLAND REGARDING THE APPLICATION OF ARTICLE 312 OF THE TREATY OF VERSAILLES, OF JUNE 28, 1919, SIGNED AT BERLIN, JANUARY 24, 1927.

With a view to the conclusion of an agreement regarding the application of Article 312 of the Treaty of Versailles, as between THE GERMAN REICH and THE FREE CITY OF DANZIG, and also, in regard to railway employees in the territory of the Free City of Danzig, as between THE POLISH REPUBLIC and THE GERMAN REICH, the respective Parties have appointed as their Plenipotentiaries the following :

POLAND :

Dr. Witold PRĄDZYŃSKY, Member of the Codification Commission of the Polish Republic;
and
Dr. Mieczysław MARCHLEWSKY, Councillor of Legation;

Acting under Article 104, paragraph 6, of the Treaty of Versailles, on behalf of the Free City of Danzig as a Party to that Treaty, and also, as regards railway employees' insurance (Article III of the Agreement set forth below), on behalf of Poland as a Party to the Treaty :

GERMANY :

Dr. Erich WALLROTH, Director at the Ministry of Foreign Affairs; and
M. Andreas GRIESER, Director at the Reich Ministry of Labour;

Who, having examined their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following :

Article I.

A. HEALTH INSURANCE.

Paragraph 1.

It is agreed that no special arrangements are necessary in regard to health insurance and that no reciprocal claims exist on this head.

B. ACCIDENT INSURANCE.

Paragraph 2.

The Free City of Danzig shall, in accordance with the legal regulations in force in its territory, become responsible for the following :

(1) On and after January 1, 1924, payment of compensation to the persons entitled, regardless of their nationality, who at that date were domiciled in the territory of the

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

si, à la date indiquée, l'organe astreint aux prestations était un institut allemand d'assurance contre les accidents industriels ;

2° A partir du 1^{er} janvier 1923, l'indemnisation des ayants droit qui étaient, à cette date, domiciliés sur le territoire de la Ville libre de Dantzig, quelle que soit leur nationalité, si, à cette date, l'organe astreint aux prestations était un institut allemand d'assurance contre les accidents agricoles.

Par ayants-droit, on entend non seulement les titulaires de rentes dont les rentes étaient déjà fixées au jour indiqué, mais encore les personnes auxquelles une rente a été ou sera accordée ultérieurement pour un accident survenu avant la date indiquée.

Paragraphe 3.

Les indemnisations afférentes à l'époque antérieure aux dates fixées au paragraphe 2 (arrérages de rentes, frais du traitement, etc.) seront à la charge de l'institut d'assurance allemand qui était, à ce moment, tenu de verser l'indemnité pour les suites de l'accident.

C. ASSURANCE-INVALIDITÉ ET ASSURANCE DES SURVIVANTS.

Paragraphe 4.

A partir du 1^{er} janvier 1923, la Ville libre de Dantzig, conformément aux dispositions juridiques en vigueur sur son territoire, prendra à sa charge les prestations de l'assurance-invalidité et de l'assurance des survivants, en ce qui concerne les ayants-droit domiciliés à cette date sur le territoire de la Ville libre de Dantzig, quelle que soit leur nationalité, si, à la date indiquée, l'organe d'assurance astreint aux prestations était un institut d'assurance allemand.

Parmi les prestations mentionnées à l'alinéa 1, on entend également celles qui ont été ou seront encore fixées après cette date, pour une période comprenant le 1^{er} janvier 1923.

Paragraphe 5.

Le paragraphe 3 s'appliquera par analogie.

Paragraphe 6.

Le versement des subventions du Reich afférentes aux rentes que Dantzig prendra à sa charge, incombera à la Ville libre de Dantzig à partir du 1^{er} janvier 1923. De même, la Ville libre devra verser les contributions du Reich aux rentes qui auront été fixées à partir du 1^{er} janvier 1923 par l'institut d'assurance créé pour son territoire.

Paragraphe 7.

Lors de l'établissement du droit à une rente, et lors du calcul des prestations de l'assurance, les instituts et les autorités d'assurance de la Ville libre de Dantzig tiendront compte, conformément aux dispositions juridiques en vigueur à Dantzig, des cotisations valablement versées pour la période s'étendant jusqu'au 31 décembre 1922, à des instituts régionaux d'assurance allemands (*Landesversicherungsanstalten*) et à des instituts spéciaux, ainsi que des faits de remplacement qui doivent être considérés comme équivalents à ces cotisations, si l'assuré était, à la date indiquée, domicilié sur le territoire de la Ville libre de Dantzig, ou, au cas où il serait déjà décédé avant la date indiquée, si les survivants étaient, à ladite date, domiciliés sur le territoire de la Ville libre de Dantzig. Les cotisations et faits de remplacement ci-dessus mentionnés ne pourront plus faire l'objet d'une action contre des instituts d'assurance allemands.

Free City of Danzig, provided a German industrial accidents insurance organisation was liable at that date.

(2) On and after January 1, 1923, payment of compensation to the persons entitled, regardless of their nationality, who at that date were domiciled in the territory of the Free City of Danzig, provided a German agricultural accidents insurance organisation was liable at that date.

The term "persons entitled" shall include not only persons in receipt of annuities whose annuities had already been fixed at the date in question, but also persons who were granted an annuity after that date or who may be granted an annuity hereafter in respect of an accident occurring before that date.

Paragraph 3.

Compensation relating to the period before the dates indicated in paragraph 2 (arrears of annuities, cost of medical treatment, etc.) shall be payable by the German insurance organisation which was at that time liable to pay compensation for the consequences of the accident.

C. DISABLEMENT AND SURVIVING DEPENDENTS' INSURANCE.

Paragraph 4.

As from January 1, 1923, the Free City of Danzig undertakes, in accordance with the legal regulations in force in its territory, to grant disablement benefit and surviving dependents' benefit to the persons entitled, regardless of their nationality, who at that date were domiciled in the Free City of Danzig, provided a German insurance organisation was liable at that date.

The benefits referred to in the preceding paragraphs shall also cover any which were granted after January 1, 1923, or may be granted hereafter, in respect of a period including that date.

Paragraph 5.

Paragraph 3 shall apply *mutatis mutandis*.

Paragraph 6.

The Reich subsidies in respect of the annuities which are to be taken over by Danzig shall become payable by the Free City of Danzig as from January 1, 1923. The Free City of Danzig shall similarly pay the Reich subsidies in respect of annuities fixed on or after January 1, 1923, by the insurance organisation established for its territory.

Paragraph 7.

When determining the right to an annuity or calculating insurance benefits, the insurance organisations and authorities of the Free City of Danzig shall take into account, in accordance with the legal regulations in force in Danzig, contributions duly paid for the period ending December 31, 1922, to German State insurance institutions (*Landesversicherungsanstalten*) and to special institutions, and any consideration in lieu thereof which is to be regarded as equivalent to such contributions, if at the above-mentioned date the insured person was domiciled in the territory of the Free City of Danzig or, in the event of the insured person having died before that date, if his surviving dependents were domiciled in the territory of the Free City of Danzig at that date. No further claims in respect of the above-mentioned contributions or consideration in lieu thereof may be preferred against German insurance organisations.

D. ASSURANCE DES EMPLOYÉS.

Paragraphe 8.

A partir du 1^{er} décembre 1923, la Ville libre de Dantzig prendra à sa charge, conformément aux dispositions juridiques en vigueur sur son territoire, les prestations de l'assurance des employés en ce qui concerne les ayants-droit domiciliés à cette date sur le territoire de la Ville libre de Dantzig, quelle que soit leur nationalité, si à la date indiquée, l'organe d'assurances astreint aux prestations était un institut d'assurance allemand.

Parmi les prestations désignées à l'alinéa 1, on entend également celles qui ont été ou seront encore fixées après cette date pour une période comprenant le 1^{er} décembre 1923.

Paragraphe 9.

Le paragraphe 3 s'appliquera par analogie.

Paragraphe 10.

Lors de l'établissement du droit à une rente, et lors du calcul des prestations de l'assurance, les instituts et les autorités d'assurance de la Ville libre de Dantzig tiendront compte, conformément aux dispositions juridiques en vigueur à Dantzig, des cotisations versées valablement pour la période allant jusqu'au 30 novembre 1923 à l'Office d'assurance du Reich allemand, ou à des Caisses libres agréées, allemandes, pour l'assurance des employés (*Ersatzkassen für Angestelltenversicherung*), ainsi que des faits de remplacement qui doivent être considérés comme équivalents à ces cotisations, si l'assuré était, à la date indiquée, domicilié sur le territoire de la Ville libre de Dantzig, ou au cas où il serait déjà décédé avant la date indiquée, si les survivants étaient, à ladite date, domiciliés sur ledit territoire. Les cotisations et faits de remplacement ci-dessus mentionnés ne pourront plus faire l'objet d'une action contre des instituts d'assurance allemands.

Paragraphe 11.

Dantzig ne prendra pas à sa charge les prestations futures dues aux employés qui, conformément aux dispositions de la loi dantzikoise sur l'assurance des employés, ne sont pas assujettis à l'assurance obligatoire, mais qui maintiennent les droits expectatifs qu'ils ont acquis auprès d'une Caisse libre agréée allemande, en continuant à verser leurs cotisations à ladite caisse.

Les droits expectatifs seront également considérés comme maintenus si les cotisations échues depuis le 1^{er} janvier 1924 sont versées dans un délai de six mois après l'entrée en vigueur du présent accord.

E. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Paragraphe 12.

La Ville libre de Dantzig et le Reich allemand reconnaissent comme valables les sentences rendues jusqu'au 1^{er} novembre 1926 par les autorités et instituts d'assurance des deux Parties, pour autant qu'elles ont acquis force de chose jugée.

Paragraphe 13.

Les autorités compétentes en matière d'assurance de la Ville libre de Dantzig statueront sur les demandes en fixation de prestations de l'assurance-accidents, de l'assurance-invalidité ou de l'assurance des employés visées par les dispositions du présent accord, au cas où ces demandes n'auraient pas encore été définitivement réglées au moment de la mise en vigueur du présent accord, si, aux termes dudit accord, c'est à un institut d'assurance dantzikois qu'incombe l'obligation de fournir les prestations. La même règle s'appliquera aux demandes qui seront présentées par la suite.

D. EMPLOYEES' INSURANCE.

Paragraph 8.

As from December 1, 1923, the Free City of Danzig shall undertake, in accordance with the legal regulations in force in its territory, to grant employees' insurance benefits to the persons entitled, regardless of their nationality who were domiciled at that date in the territory of the Free City of Danzig, provided a German insurance organisation was liable at that date.

The benefits referred to in the preceding paragraph shall also cover any which were granted after December 1, 1923, or which may be granted hereafter, in respect of a period including that date.

Paragraph 9.

Paragraph 3 shall apply *mutatis mutandis*.

Paragraph 10.

When determining the right to an annuity or calculating insurance benefits, the insurance organisations and authorities of the Free City of Danzig shall take into account, in accordance with the legal regulations in force in Danzig, contributions duly paid for the period ending November 30, 1923, to the Reich Insurance Institute or to approved German employees' insurance funds (*Ersatzkassen für Angestelltenversicherung*) and also any consideration in lieu thereof which is to be regarded as equivalent to such contributions, if at the above-mentioned date the insured person was domiciled in the territory of the Free City of Danzig, or, in the event of the insured person having died before that date, if his surviving dependents were then domiciled in the territory of the Free City of Danzig. No further claims in respect of the above-mentioned contributions or consideration in lieu thereof may be preferred against German insurance organisations.

Paragraph 11.

Danzig will not assume responsibility for contingent benefits payable to employees who under the Danzig Employees' Insurance Law are not subject to compulsory insurance, but who have acquired the right to obtain contingent benefit from an approved German fund and who remain in possession of this right continuing to pay their contributions to such fund.

Right to contingent benefit shall also be deemed to be retained if the contributions due after January 1, 1924, are paid within six months of the coming into force of the present Agreement.

E. GENERAL PROVISIONS.

Paragraph 12.

The Free City of Danzig and the German Reich shall recognise as valid awards made up to November 1, 1926, by the insurance organisations and authorities of either Party if such awards have become *res judicatae*.

Paragraph 13.

The insurance authorities of the Free City of Danzig shall decide such claims to accident, disablement and employees' insurance benefit coming under the present Agreement as are not *res judicatae* on its entry into force, if, under the present Agreement, the liability would fall on a Danzig insurance organisation. The same rule shall apply to subsequent claims.

Si l'autorité compétente en matière d'assurance condamne un institut d'assurance dantziçois, elle pourra, le cas échéant, astreindre aux prestations un institut d'assurance allemand pour la période antérieure à la date fixée par le présent accord ; dans ce cas, elle devra citer ledit institut à comparaître. Si cette autorité ne conclut pas à la condamnation d'un institut d'assurance dantziçois, et si elle est convaincue que c'est à un institut d'assurance allemand qu'incombent les prestations, elle devra transmettre le dossier à l'Office d'assurance du Reich.

Paragraphe 14.

Les autorités et les instituts d'assurance de la Ville libre de Dantzig et du Reich allemand se prêteront, en ce qui concerne l'exécution du présent accord, gratuitement assistance.

Paragraphe 15.

Les décisions des instituts d'assurance et des autorités des deux Parties ayant acquis force de chose jugée, seront, dans la mesure où il s'agit de l'application du présent accord, exécutées sur le territoire de l'autre Partie de la même manière que si l'instance qui a prononcé la décision appartenait à ladite Partie.

Paragraphe 16.

Les instituts d'assurance des deux Parties échangeront directement et gratuitement leurs dossiers dans la mesure où l'exigera l'exécution du présent accord.

Paragraphe 17.

La Ville libre de Dantzig prendra les mesures nécessaires pour que les cartes-quittances portant le nom de l'Institut régional d'assurance-invalidité de Prusse Occidentale, et notamment celles qui ont été ou seront encore retournées après le 31 décembre 1922, soient conservées jusqu'à nouvel ordre par son organe d'assurance.

Le Gouvernement allemand prendra les mesures nécessaires pour que les cartes-quittances ci-dessus mentionnées, pour autant qu'elles appartiennent à des assurés demeurant en dehors du territoire de la Ville libre de Dantzig, soient rassemblées à bref délai par les instituts allemands et gardées par ceux-ci. L'expédition s'effectuera aux frais des instituts allemands qui devront également assumer les frais administratifs afférents à cette opération. Les questions de détail seront réglées par voie d'entente entre les instituts d'assurance intéressés.

Article 2.

DISPOSITIONS FINANCIÈRES.

Paragraphe 18.

La propriété des terrains détenus par l'Institut régional d'assurance-invalidité de la Ville libre de Dantzig, à savoir le bâtiment administratif Karrenwall 2 et la Maison de convalescence Pelonken IV Hof près d'Oliva, ainsi que, pour ces deux établissements, tout l'aménagement intérieur existant au moment de la conclusion du présent accord, sera transférée à l'Institut régional d'assurance-invalidité de la Ville libre de Dantzig.

A partir du 1^{er} janvier 1923, l'usufruit desdites propriétés appartiendra à l'institut d'assurance ci-dessus désigné, qui, à dater du même jour, en supportera les charges.

A titre d'indemnité forfaitaire pour toutes revendications au titre de l'assurance-accidents, de l'assurance-invalidité et de l'assurance des employés, le Reich allemand versera à la Ville libre de Dantzig (pour l'Institut régional d'assurance-invalidité, l'Institut régional d'assurance pour les employés, la Société coopérative d'assurance-accidents et la Corporation professionnelle

If the insurance authority finds a Danzig insurance organisation liable it may, as circumstances require, find a German insurance organisation liable for payment of benefits for the period prior to the date laid down in the present Agreement. In such a case the insurance authority must cite the German organisation as a party to the procedure. If the insurance authority finds that the Danzig insurance organisation is not liable, and if it is satisfied that the benefits are payable by a German insurance organisation, it shall transmit the documents in the case to the Reich Insurance Office.

Paragraph 14.

The authorities and insurance organisations of the Free City of Danzig and of the German Reich shall accord each other, free of charge, assistance in the execution of the present Agreement.

Paragraph 15.

Decisions of the insurance organisations and authorities of either Party which have become *res judicatae* shall, in so far as the application of the present Agreement is concerned, be executed in the territory of the other Party in the same way as if the body which gave the decision belonged to the latter Party.

Paragraph 16.

The insurance organisations of both Parties shall exchange their dossiers of cases direct and free of charge whenever necessary for the execution of the present Agreement.

Paragraph 17.

The Free City of Danzig shall arrange that receipt-cards issued in the name of the West Prussian State Institute for Disablement Insurance, including the cards which were returned after December 31, 1922, or which may be returned hereafter, shall be kept until further notice by its own insurance organisation.

The German Government shall arrange that the above-mentioned receipt-cards belonging to insured persons residing outside the territory of the Free City of Danzig shall be collected without delay by the German institutions and kept by them. They shall be despatched at the cost of the German institutions, which will also bear the administrative expenses connected with this operation. Details shall be arranged by joint agreement between the insurance institutions concerned.

Article 2.

FINANCIAL PROVISIONS.

Paragraph 18.

The ownership of the premises in the possession of the state Institute for Disablement Insurance of the Free City of Danzig, namely, the administrative offices at Karrenwall 2, and the convalescent home at Pelonken IV. Hof, Oliva, and all the internal equipment of both establishments at the time of the conclusion of the present Agreement, shall be transferred to the State Institute for Disablement Insurance of the Free City of Danzig.

On and after January 1, 1923, the usufruct of this property shall be held by the above-mentioned insurance institute, which shall also bear the liabilities in respect thereof from that date onwards.

In satisfaction of all claims in respect of accident, disablement and employees' insurance, the German Reich shall pay the Free City of Danzig (on behalf of the State Institute for Disablement Insurance, the State Institute for Employees' Insurance, the Accident Insurance Society and the Agricultural Accident Insurance Society) a lump sum of 5,500,000 gold marks. The value of the

agricole), un montant de cinq millions cinq cent mille marks or. La valeur des propriétés ci-dessus mentionnées sera comprise dans ce montant pour une somme de cinq cent mille marks or. Le terme « mark or » désigne le prix officiellement fixé de $\frac{1}{2790}$ kg. d'or fin.

Paragraphe 19.

Aucune autorisation (Auflassung) ne sera nécessaire pour le transfert des biens visés au paragraphe 18. La mutation sera inscrite au registre foncier en vertu du présent accord et sera exonérée d'impôts et de droits.

Paragraphe 20.

Les versements effectués jusqu'au 31 décembre 1923 par les Administrations postales des deux Parties pour les prestations ordonnées par les instituts d'assurance, ne seront pas remboursés.

Paragraphe 21.

Le transfert des biens, conformément aux dispositions du présent accord, à la Ville libre de Dantzig, libérera le Gouvernement allemand et les instituts d'assurance allemands de toutes les obligations résultant des contrats d'assurance qui, conformément aux dispositions du présent accord, sont transférées à la Ville libre de Dantzig.

Article 3.

ASSURANCE DES OUVRIERS ET DES EMPLOYÉS DES CHEMINS DE FER.

Paragraphe 22.

Le 13 janvier 1927, la République de Pologne et la Ville libre de Dantzig ont conclu un Accord concernant l'assurance sociale des ouvriers et employés au service des chemins de fer de l'Etat polonais sur le territoire de la Ville libre de Dantzig.

Dans cet accord, il est convenu que la République de Pologne prendra à sa charge :

a) Les droits expectatifs acquis en matière d'assurance-invalidité par les ouvriers et employés occupés à la Direction des chemins de fer de Dantzig, ainsi que dans les bureaux et services ferroviaires situés en territoire dantzigois ;

b) Les rentes des ayants-droit de l'ancienne Caisse de retraite A du Réseau des chemins de fer hesso-prussiens (*Preussisch-Hessische Eisenbahngemeinschaft*) et de la Caisse de retraite I, section A, des ouvriers des chemins de fer du Reich, si les ayants-droit demeuraient au 1^{er} janvier 1924 sur le territoire de la Ville libre de Dantzig ou de la République polonaise.

c) Les rentes d'assurance-accidents de l'ancienne Direction des chemins de fer prussiens de Dantzig, si les ayants-droit demeuraient au 1^{er} décembre 1921 sur le territoire de la Ville libre de Dantzig ou de la République polonaise.

Paragraphe 23.

Il est entendu que le règlement financier convenu à l'article 2 du présent accord, n'éteint pas le droit au transfert des réserves afférentes aux rentes et aux droits expectatifs mentionnés au paragraphe 22, et qu'il y aura lieu, pour calculer ces réserves, d'appliquer les principes ressortant de l'article 2 de l'accord. Il est, en outre, reconnu que le règlement financier convenu à l'article 2 du présent accord ne vise pas l'assurance à l'ancienne caisse de retraite B du Réseau des chemins de fer hesso-prussiens (*Preussisch-Hessische Eisenbahngemeinschaft*) et de la Caisse de retraite I, section B, des ouvriers des chemins de fer du Reich.

above-mentioned property shall be represented in this sum by the amount of 500,000 gold marks. The term "gold mark" shall be taken to mean the official price of $\frac{1}{2790}$ kg. of fine gold.

Paragraph 19.

No deed of conveyance (*Auflassung*) shall be necessary for the transfer of the property referred to in Paragraph 18. The change of ownership shall be entered in the land register in virtue of the present Agreement, and shall be free of taxes and dues.

Paragraph 20.

The sums paid out as benefits up to December 31, 1923, by the postal administrations of both Parties at the orders of the insurance organisations shall not be refunded.

Paragraph 21.

By the transfer of property, under the terms of the present Agreement, to the Free City of Danzig, the German Government and the German insurance organisations shall be released from all obligations relating to insurance which are transferred to the Free City of Danzig under the present Agreement.

Article 3.

INSURANCE OF RAILWAY EMPLOYEES.

Paragraph 22.

On January 13, 1927, the Polish Republic and the Free City of Danzig concluded an Agreement regarding the social insurance of Polish State railway workers and employees serving in the territory of the Free City of Danzig.

In that Agreement it was arranged that the Polish Republic should become responsible for :

(a) Contingent benefit in respect of disablement insurance acquired by workers and employees serving under the Danzig Railway Board of Management and in the railway offices situated in Danzig territory ;

(b) The annuities of beneficiaries of the former Railway Pensions Fund A of the Prussian-Hessian Railways (*Preussisch-Hessische Eisenbahngemeinschaft*) and the Reich Railway Workers Pensions Fund I, Section A, if such beneficiaries were resident, on January 1, 1924, in the territory of the Free City of Danzig or of the Polish Republic ;

(c) Accident insurance annuities of the former Prussian Railway Board of Management at Danzig, if the beneficiaries were resident on December 1, 1921, in the territory of the Free City of Danzig or of the Republic of Poland.

Paragraph 23.

It is understood that the financial settlement arranged in Article 2 of the present Agreement shall not cover the question of claims for the transfer of reserves in respect of the annuities and contingent benefit referred to in Paragraph 22, and that, in the calculation of the amount of these reserves, the principles laid down in Article 2 of the Agreement shall be applied. It is further understood that the financial settlement arranged in Article 2 of the present Agreement shall not apply to insurance in the former Railway Pensions Fund B of the Prussian-Hessian Railways (*Preussisch-Hessische Eisenbahngemeinschaft*) and the Reich Railway Workers' Pensions Fund I, Section B.

La République de Pologne, la Ville libre de Dantzig et le Reich allemand conviennent que les droits, sauvegardés par l'alinéa 1, au transfert des réserves, reviennent à la République de Pologne.

Article 4.

DISPOSITIONS FINALES.

Paragraphe 24.

L'accord qui précède a été établi en langue polonaise et en langue allemande, en trois expéditions, dont chaque Partie contractante recevra un exemplaire en langue polonaise et en langue allemande. Le texte polonais et le texte allemand concordent et feront également foi.

Paragraphe 25.

Le présent accord devra être ratifié. Les instruments de ratification seront échangés, aussitôt que possible, à Varsovie. L'accord entrera en vigueur le premier jour du mois qui suivra l'échange des instruments de ratification.

BERLIN, 24 janvier 1927.

(L. S.) D^r Witold PRĄDZYŃSKI.

(L. S.) D^r Mieczysław MARCHLEWSKI.

(L. S.) D^r Erich WALLROTH.

(L. S.) Andreas GRIESER.

PROTOCOLE DE SÉANCE

Lors de la signature de l'accord ci-joint, les plénipotentiaires soussignés ont convenu de la disposition suivante, concernant le paragraphe 18 :

« Les dispositions du paragraphe 18 de l'accord ne préjugeront nullement la décision à intervenir sur le point de savoir si le montant de 5.500.000 marks-or, qui doit être versé à la Ville libre de Dantzig, sera compris dans les annuités prévues au plan des experts, ou si ce montant doit être versé en dehors des annuités. »

Fait en allemand et en polonais.

BERLIN, le 24 janvier 1927.

(L. S.) D^r Witold PRĄDZYŃSKI.

(L. S.) D^r Mieczysław MARCHLEWSKI.

(L. S.) D^r Erich WALLROTH.

(L. S.) Andreas GRIESER.

The Polish Republic, the Free City of Danzig and the German Reich agree that it is for the Polish Republic to submit the claims, recognised by the first paragraph above, for the transfer of the reserves.

Article 4.

FINAL PROVISIONS.

Paragraph 24.

The above Agreement is drawn up in triplicate in Polish and German, each Contracting Party receiving a copy in both languages. The Polish and German texts concord and are equally authentic.

Paragraph 25.

The present Agreement shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Warsaw. The Agreement shall come into force on the first day of the month following the exchange of the instruments of ratification.

BERLIN, *January 24, 1927.*

(L. S.) Dr. Witold PRĄDZYŃSKI.

(L. S.) Dr. Mieczysław MARCHLEWSKI.

(L. S.) Dr. Erich WALLROTH.

(L. S.) Andreas GRIESER.

PROTOCOL OF SESSION.

On signing the attached Agreement, the undersigned Plenipotentiaries adopted the following provision regarding Paragraph 18 :

“ The provisions of Paragraph 18 of the Agreement shall in no way prejudice the decision to be taken as to whether the sum of 5,500,000 gold marks to be paid to the Free City of Danzig shall be included in the annual payments provided for in the experts' plan or whether this sum shall be paid separately from the annual payments.”

Done in German and Polish.

BERLIN, *January 24, 1927.*

(L. S.) Dr. Witold PRĄDZYŃSKI.

(L. S.) Dr. Mieczysław MARCHLEWSKI.

(L. S.) Dr. Erich WALLROTH.

(L. S.) Andreas GRIESER.

